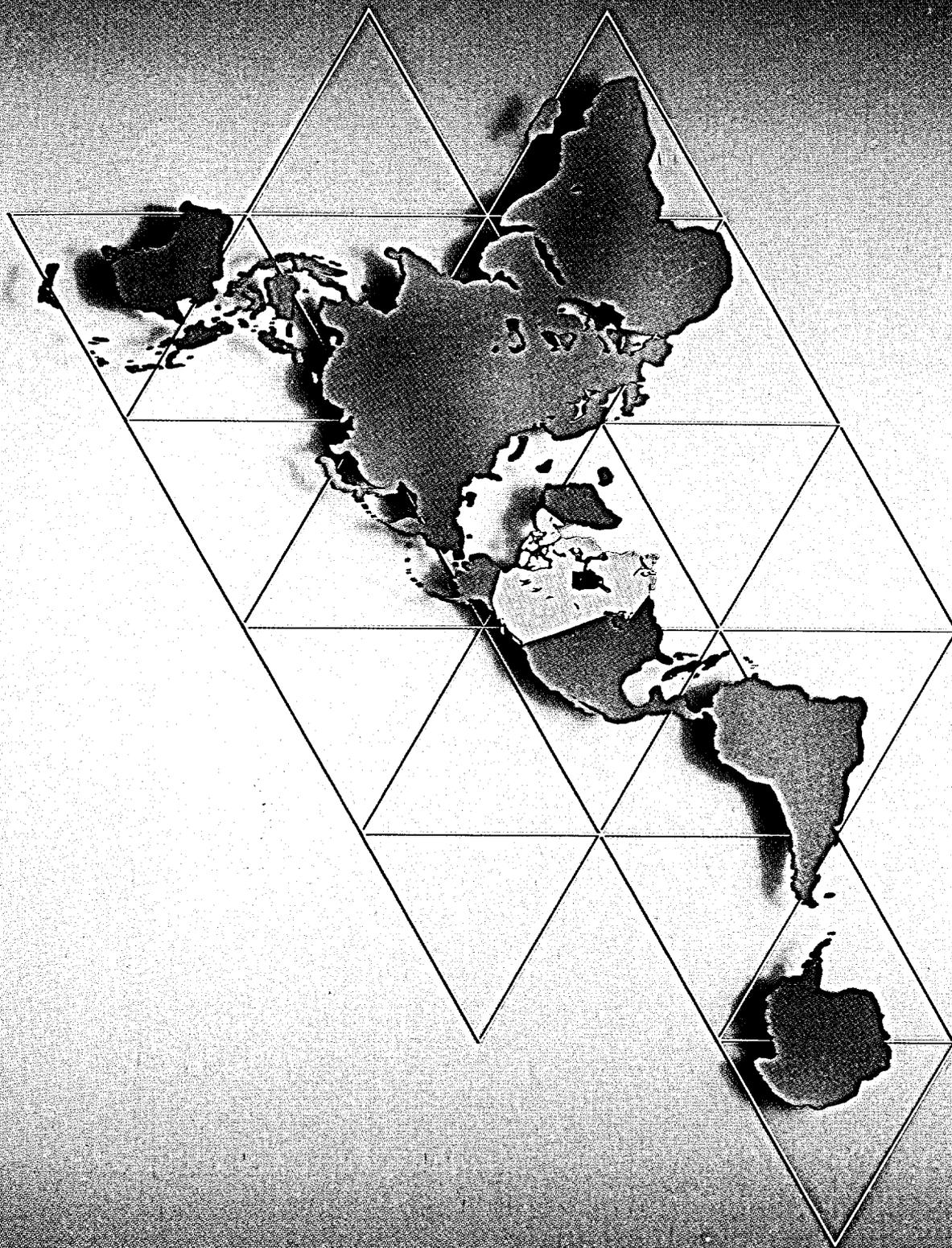


Ministère des Affaires extérieures

Rapport annuel 1987-1988



Canada

Ministère des Affaires extérieures

Rapport annuel 1987-1988



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1988

Nº de cat. E1-1/1988

ISBN 0-662-56289-5



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

le 15 septembre 1988

Le très honorable Joe Clark
Secrétaire d'État aux Affaires
extérieures
Ottawa, Ontario

Monsieur le Secrétaire d'État,

J'ai l'honneur de vous soumettre le dernier
Rapport annuel du ministère des Affaires extérieures.

Conformément aux dispositions de la Loi du
ministère des Affaires extérieures, le présent rapport rend
compte de l'activité du Ministère au cours de l'année
financière, soit de la période allant du 1er avril 1987 au
31 mars 1988.

J.H. Taylor

J.H. Taylor



Table des matières

	Page
Vue d'ensemble	
LE CANADA ET LE MONDE	1
Chapitre premier	
L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL	4
Relations économiques et financières avec les pays en développement	5
Relations économiques et financières avec les pays développés	5
Questions d'investissement	6
Protection de la propriété intellectuelle	6
Chapitre deux	
LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL	8
Tendances du commerce mondial	8
Tendances du commerce extérieur du Canada	9
La composition par produit du commerce canadien	11
Évolution de la politique commerciale	11
Promotion du commerce extérieur	16
Programmes et services d'exportation	18
Promotion de l'investissement et de la technologie	20
Financement des exportations, projets d'équipement, maisons de commerce et PDME	22
Programmes de défense	24
Contrôles à l'exportation et à l'importation	27
Chapitre trois	
AFFAIRES MULTILATÉRALES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	30
Les Nations Unies	30
Le Commonwealth	31
La Francophonie	32
Droits de la personne et affaires sociales	32
Contrôle des stupéfiants	34
Énergie	34
L'environnement et le droit de l'environnement	35
Questions nucléaires	36
Espace	36
Chapitre quatre	
LES RELATIONS RÉGIONALES DU CANADA	38
États-Unis	38
L'Europe de l'Ouest et la Communauté européenne	44
L'Union soviétique et l'Europe de l'Est	50
Asie et Pacifique	52
Afrique et Moyen-Orient	59
Amérique latine et Antilles	66
Chapitre cinq	
DÉFENSE ET SÉCURITÉ COLLECTIVE	71
Contrôle des armements et désarmement	71
Vérification, armes chimiques et espace extra-atmosphérique	71
La défense et l'OTAN	72
Acquisition de sous-marins par le Canada	72
Relations de défense entre le Canada et le États-Unis	72
Maintien de la paix	73
Chapitre six	
PROTECTION DES INTÉRÊTS PRIVÉS	74
Services consulaires	74
Services des passeports	75
Immigration et réfugiés	75
Droit international privé	77
Accès à l'information et protection des renseignements personnels	77

Chapitre sept	DROIT INTERNATIONAL	78
	Arctique	78
	Questions halieutiques et frontalières	78
	Droit de la mer	79
	Droit commercial	79
	Droit de l'espace	80
	Station spatiale	80
	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone	80
	Droit humanitaire	80
	Mesures antiterroristes	80
	Privilèges et immunités	81
	Droit conventionnel	81
Chapitre huit	COMMUNICATIONS ET CULTURE	82
	Relations avec les médias	82
	Communications au Canada	82
	Programmes d'information à l'étranger	83
	Communications sur le commerce	83
	Expositions internationales	84
	Services de bibliothèque	84
	Relations culturelles internationales	85
	Relations sportives internationales	85
	Échanges internationaux	85
	Promotion des arts	86
	Études canadiennes à l'étranger	86
Chapitre neuf	COORDINATION DE LA POLITIQUE, SYSTÈMES DE GESTION ET ADMINISTRATION	88
	Direction générale du développement de la politique	88
	Gestion du Ministère	88
	Finances et services administratifs	89
	Budget	89
	Biens	89
	Gestion des ressources en information	89
	Personnel	90
	Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada	95
	Coordination fédérale-provinciale	96
	Sécurité et renseignement	96
Annexes	I Organigramme du ministère des Affaires extérieures	97
	II Accords internationaux bilatéraux (année civile 1987)	98
	III Accords internationaux multilatéraux (année civile 1987)	102



Sigles et acronymes

ACCT	Agence de coopération culturelle et technique
ACDI	Agence canadienne de développement international
AEIE	Agence d'examen de l'investissement étranger
AIE	Agence internationale de l'énergie
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
ALE	Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis
AMF	Arrangement concernant le commerce international des textiles
ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
APD	Aide publique au développement
APPD-DD	Arrangements de partage du développement et de la production de matériel de défense
BID	Banque interaméricaine de développement
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement
CARIBCAN	Programme d'aide au développement économique et commercial des pays des Antilles du Commonwealth
CARICOM	Communauté et marché commun des Caraïbes
CCC	Corporation commerciale canadienne
CCCE	Comité consultatif sur le commerce extérieur
CCDAA	Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe
CCF	Commission onusienne de la condition de la femme
CDH	Commission des droits de l'homme
CDNA	Conférence des directeurs nationaux des armements
CE	Communauté européenne
CEDEF	Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes
CEE	Communauté économique européenne
CEE/ONU	Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CIMME	Comité pour les investissements internationaux et les entreprises multinationales
CIPPN	Commission internationale des pêches du Pacifique Nord
CITES	Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction
CMED	Commission mondiale sur l'environnement et le développement
CMIT	Comité des mouvements de capitaux et des transactions invisibles
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
COCOM	Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques
CONFEMEN	Conférence des ministres de l'Éducation
COSICS	Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct
CRDI	Centre de recherches pour le développement international
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CUPEEA	Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique
EACL	Énergie atomique du Canada Limitée
ECOSOC	Conseil économique et social
EIC	Emploi et Immigration Canada
EURATOM	Communauté européenne de l'énergie atomique
FCCT	Fonds du Commonwealth pour la coopération technique
FMI	Fonds monétaire international
FMO	Force multinationale d'observation
G-7	Groupe des sept ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
GCSCE	Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur

GPE	Groupe de personnes éminentes
GRC	Gendarmerie royale du Canada
HABITAT	Centre des Nations Unies pour les établissements humains
HCR	Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IDA	Association internationale de développement
IDS	Initiative de défense stratégique
IIACA	Agence internationale de l'énergie atomique
IICA	Institut interaméricain de coopération agricole
IPGH	Institut panaméricain de géographie et d'histoire
MAE	Ministère des Affaires extérieures
MBFR	Réductions mutuelles et équilibrées des forces en Europe
ME	Mémoire d'entente
MCE	Mois canadien de l'exportation
MEIR	Ministère de l'Expansion industrielle régionale
MEST	Ministère d'État chargé des Sciences et de la Technologie
NAPC	North Aegean Petroleum Corporation
NCM	Négociations commerciales multilatérales
n.d.a.	non définis ailleurs
NORAD	Commandement de la défense aérienne nord-américaine
OAA	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OEA	Organisation des États américains
OECO	Organisation des États des Caraïbes orientales
OIT	Organisation internationale du travail
OLP	Organisation de libération de la Palestine
OMI	Organisation maritime internationale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OPANO	Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest
OPAS	Organisation panaméricaine de la santé
OPEP	Organisation des pays exportateurs de pétrole
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PAD	Programme d'aide au développement
PAGAE	Programme d'amélioration de la gestion du ministère des Affaires extérieures
PAM	Programme alimentaire mondial
PAT	Programme d'apports technologiques
PDME	Programme de développement des marchés d'exportation
PMA	Pays les moins avancés
PNB	Produit national brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
PPP	Programme de projets de promotion
RDP	Recherche, développement et production
RFA	République fédérale d'Allemagne
RPC	République populaire de Chine
SAARC	Association de coopération régionale de l'Asie du Sud
SADCC	Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe
SALT-II	Entretiens sur la limitation des armes stratégiques — 2 ^e session
SCCI	Sous-comité de la coopération internationale
SEE	Société pour l'expansion des exportations
SPA	Stratégies prospectives d'action pour l'avancement de la femme
SPCAI	Société Pétro-Canada pour l'assistance internationale
START	Pourparlers sur la réduction des armements nucléaires stratégiques
SUCO	Service universitaire canadien outre-mer
TNP	Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
WIN	Réseau mondial d'information sur les exportations du MAE



La période à l'étude dans le présent rapport — du 1^{er} avril 1987 au 31 mars 1988 — a été à bien des égards une année positive à la fois pour les affaires politiques internationales et pour les économies occidentales. Pour le Canada, ce fut une période d'engagement actif et de réalisations concrètes à l'étranger, comme en attestent son rôle dirigeant en diplomatie multilatérale et la conclusion d'un accord de libre-échange avec les États-Unis.

L'amélioration des relations entre les superpuissances a eu des retombées positives sur un certain nombre de problèmes internationaux. Ainsi, l'accord intervenu en décembre 1987 entre les États-Unis et l'Union soviétique au Sommet de Washington en vue d'éliminer tous leurs armements nucléaires de portée intermédiaire (FNI) et de mettre sur pied un régime de vérification à cette fin a constitué un pas important vers le contrôle des armements et le désarmement. Cette initiative devrait également favoriser des percées semblables dans les pourparlers en cours sur la réduction des armements stratégiques. En décidant d'amorcer le retrait de ses forces d'occupation en Afghanistan, l'URSS signifiait — quoique tardivement mais à la satisfaction générale — qu'elle se rendait à la réalité afghane et aux pressions internationales. D'autres dossiers régionaux conditionnés par les relations Est-Ouest ont également montré des signes de progrès à la suite des négociations menées entre les parties sous les auspices des Nations Unies et à l'adoption d'une approche plus constructive de la part de l'URSS. Le Canada a salué à la fois la conclusion du Traité FNI et l'annonce par l'Union soviétique de son intention de se retirer de l'Afghanistan.

Ces développements positifs sont dus en bonne part à l'esprit de solidarité dont ont fait preuve les pays occidentaux dans leur approche des relations Est-Ouest, tout comme au processus de réforme qui a déferlé sur l'URSS et aux changements que le secrétaire général Gorbatchev a entrepris d'apporter à la politique étrangère soviétique. L'importance nouvelle accordée par les Soviétiques au multilatéralisme et à l'interdépendance a été bien accueillie. Il reste à voir si les actions de ce pays sur le plan international seront à la mesure de cette philosophie nouvelle et davantage progressiste. Ainsi, à la Réunion d'examen de Vienne de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les débats ont hélas très peu progressé, en partie à cause du manque d'empressement des participants d'Europe de l'Est à convenir d'engagements plus ambitieux au chapitre des droits de la personne.

Malgré ces progrès, d'autres conflits régionaux ont pourtant continué de menacer la sécurité, la stabilité économique et sociale et le respect des droits de la personne dans le monde. La guerre a continué de faire rage entre l'Iran et l'Irak, de déstabiliser cette région, de compromettre la liberté de la

navigation dans le Golfe — et, par voie de conséquence, la sécurité des approvisionnements énergétiques — et de faire de nombreuses victimes. Le recours aux armes chimiques a été tout particulièrement déplorable. Signe positif en soi, l'adoption à l'unanimité de la résolution 598 du Conseil de sécurité appelant à un cessez-le-feu entre l'Iran et l'Irak n'a toutefois pas su mettre un terme à la guerre.

De même, et malgré une activité diplomatique intense, le problème arabo-israélien est resté entier. Les soulèvements palestiniens en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza qui ont débuté à la fin de 1987 ont rappelé à la communauté internationale que le statu quo ne peut être maintenu à long terme. Le Canada et d'autres pays occidentaux se sont dits résolument en faveur d'une conférence proprement structurée pour tenter de parvenir à un règlement au Moyen-Orient.

En Afrique, les populations du nord de l'Éthiopie ont dû subir l'assaut combiné de la guerre et de la famine. En Afrique australe, le réalignment de l'électorat blanc en Afrique du Sud vers les partis opposés au changement, la répression de plus en plus vigoureuse des forces anti-apartheid dans ce pays, les incursions de l'Afrique du Sud dans les États voisins et la détérioration de la situation au Mozambique ont tous contribué à assombrir les perspectives dans cette partie du globe. En outre, le manque d'empressement de certains pays occidentaux à renforcer les sanctions contre l'Afrique du Sud a entravé les efforts visant à accroître la pression sur ce pays. Néanmoins, on s'est entendu pour consentir une aide accrue aux États de première ligne, y compris le Mozambique, et aux victimes de l'apartheid en Afrique du Sud, et pour promouvoir le dialogue entre les différentes collectivités sud-africaines. Au Sommet du Commonwealth à Vancouver en octobre 1987, un Comité de ministres des Affaires étrangères du Commonwealth a été mis sur pied pour voir comment il serait possible d'accroître l'efficacité des sanctions en vigueur et de contrer la propagande sud-africaine. Le comité a tenu sa première réunion à Lusaka en février sous la présidence du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Joe Clark.

L'acceptation du Plan Arias par les cinq pays centraméricains à la réunion d'Esquipulas en août 1987 a fait renaître les espoirs de voir la paix revenir en Amérique centrale. À la fin de mars 1988, malgré les délais et les échéances non respectées, le fragile processus de paix tenait bon. Le Canada soutient ce processus, comme en témoignent la visite effectuée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dans la région et la volonté du Canada d'aider à la conception des mesures de vérification et de contrôle qui viendront compléter les composantes de sécurité du plan de paix.

L'occupation du Kampuchéa par le Vietnam a continué d'être l'une des principales sources d'instabilité en Asie du Sud-Est. Le Canada a continué de souscrire à la position de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) qui réclame le retrait des troupes vietnamiennes, et il a continué d'appuyer les initiatives du prince Sihanouk pour parvenir à un règlement politique qui redonnerait au Kampuchéa son indépendance et sa souveraineté.

Le Canada a accueilli deux grands sommets durant la période à l'étude : le Deuxième sommet de la Francophonie, qui a réuni 41 dirigeants à Québec en septembre, et la Réunion des 49 chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver en octobre. Ces deux réunions ont permis de faire avancer un certain nombre de dossiers internationaux clés, dont la remise de la dette, la coopération et la consultation accrues entre pays développés et en développement et la promotion des droits de la personne, tout particulièrement en ce qui a trait à l'opposition à l'apartheid. Le Sommet de la Francophonie a poursuivi sur la lancée du Sommet de Paris tenu un peu plus tôt et donné à la Francophonie des assises solides et durables, tout comme il a été un exemple de la relation de coopération nouvelle qui s'est établie entre le Québec et le gouvernement fédéral sur la scène internationale.

Le Canada est resté à l'avant-garde des efforts visant à renforcer l'Organisation des Nations Unies et ses organismes constitutifs en proposant des principes et des pratiques de comptabilité administrative et budgétaire plus sains. Petit à petit, sa politique, qui consiste à tenter de réformer de l'intérieur les organismes onusiens plutôt que de retirer son appui en guise de protestation à l'exemple de certains autres grands cotisants, a eu un impact positif sur le fonctionnement de certaines de ces institutions, mais non sur toutes.

L'économie mondiale a continué de progresser à un rythme modéré en 1987 dans la plupart des pays développés et en développement; toutefois, les différences régionales ont été marquées et les marchés ont donné des signes d'instabilité, comme l'a montré la brusque chute des cours en octobre. Le volume des échanges commerciaux a dépassé les prévisions, et le prix de bon nombre de produits non pétroliers s'est raffermi dans la deuxième partie de l'année. Les déséquilibres observés dans les grandes économies de marché ont continué de rétenir l'attention, particulièrement au Sommet de Venise en mai, où le Canada a fait valoir qu'il s'imposait d'améliorer la coordination au niveau macro-économique. Les problèmes d'endettement de plusieurs pays en développement — dont le Brésil qui, au début de l'année, a décidé de suspendre le remboursement des intérêts aux banques commerciales créancières — ont, eux aussi, été source de préoccupations.

Le Canada a participé à certains arrangements de rééchelonnement de la dette, et a été le chef de file d'initiatives destinées à réduire le fardeau de la dette des pays les plus pauvres de l'Afrique sub-saharienne en annulant les dettes contractées par ces pays au titre de l'Aide publique au développement (APD). Au cours de l'année écoulée, les mécanismes axés sur le marché ont pris de l'expansion, étant donné que l'URSS et la Chine ont libéralisé leur économie; en outre, les programmes d'ajustements structurels dans les pays en développement ont eux aussi privilégié le rôle du marché.

Enfin, le processus de libération des échanges s'est poursuivi dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales (NCM) de l'Uruguay Round.

La signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis en octobre a représenté un important pas en avant dans la lutte contre le protectionnisme et le développement du commerce international. L'Accord, qui porte notamment sur le commerce des marchandises et des services et sur l'investissement, a été le fruit de négociations longues et intenses. L'accès aux marchés des deux pays sera dorénavant grandement facilité, les droits de douane seront éliminés sur une période de 10 ans et un mécanisme de règlement des différends sera mis en place. On estime que chaque grand secteur de l'économie canadienne retirera des avantages nets de l'Accord, et que ceux-ci seront répartis entre toutes les régions. L'Accord, qui est conforme aux obligations internationales du Canada et aux objectifs canadiens dans les domaines de la culture, de la politique sociale et de la souveraineté nationale, permettra à l'économie canadienne d'être davantage concurrentielle à l'échelle internationale et de connaître une croissance soutenue dans les années qui viennent.

En 1987, la performance de l'économie canadienne a été supérieure à la moyenne, le PIB réel s'accroissant de 3,9 %, le taux de chômage régressant de 8,9 % à 7,5 %, et l'inflation étant maintenue à 4,1 %. Les raisons de ce succès s'expliquent en partie par des tendances favorables en ce qui a trait au prix des produits de base, par une confiance accrue des investisseurs quant aux perspectives et aux politiques canadiennes et par la compétitivité des industries canadiennes.

En 1987, le Programme d'aide au développement du Canada et son administration ont fait l'objet d'un examen approfondi à l'interne et au Parlement, à la suite de quoi une nouvelle stratégie d'aide au développement a été annoncée dans le document *Partageons notre avenir*. La stratégie est venue confirmer l'engagement du gouvernement à développer le potentiel humain, à promouvoir le changement social et à améliorer les conditions de vie, et enfin à stimuler de façon soutenue la croissance économique et la productivité. Dans cette optique, le gouvernement a indiqué que l'aide publique au développement serait destinée encore plus qu'auparavant aux pays les plus pauvres, au développement des ressources humaines, aux femmes qui doivent participer de plus près à la planification et à la mise en oeuvre des programmes, aux ajustements structurels nécessaires pour améliorer la performance de l'économie, à la sécurité alimentaire, aux projets en harmonie avec l'environnement, et au développement de ressources énergétiques vitales. En outre, il sera tenu compte des politiques et pratiques du pays en question au chapitre des droits de la personne le moment venu de déterminer de son admissibilité à l'aide et le niveau de cette aide.

Le Canada s'est joint à d'autres nations pour trouver des moyens d'enrayer la propagation du SIDA, d'assurer la sécurité des voyageurs qui risquent d'être victimes d'actes de terrorisme international, et de stopper le trafic de stupéfiants qui prend de plus en plus d'ampleur. Le Canada a salué le rapport préparé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (la Commission Brundtland) et reconnu avec elle qu'il est important de lier les considérations environnementales et le processus décisionnel dans le

domaine économique. D'importantes mesures ont été prises pour protéger l'environnement dans le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, et dans les négociations, maintenant terminées, sur un protocole relatif au contrôle des émissions d'oxydes d'azote. Le Canada a par ailleurs poursuivi ses efforts en vue de faire l'accord sur les questions du droit de la mer et du droit spatial au sujet desquelles un consensus international ne s'était pas encore dégagé.

Au cours de l'année financière 1987-1988, le très honorable Joe Clark a été secrétaire d'État aux Affaires

extérieures. Le 3 mars 1988, le portefeuille de l'honorable Monique Landry, ministre des Relations extérieures, a été étendu au Développement international en reconnaissance de l'importance croissante que le gouvernement accorde à l'aide au développement dans un monde de plus en plus interdépendant où tous doivent assumer leur part du fardeau. Le 31 mars 1988, l'honorable John Crosbie a été nommé ministre du Commerce extérieur en remplacement de l'honorable Pat Carney.



Relations économiques et financières avec les pays en développement

L'incidence négative de l'endettement sur le développement d'un grand nombre de pays a continué de préoccuper grandement les organismes multilatéraux. Depuis 1982, année où l'endettement des pays en développement s'est transformé en problème majeur, la stratégie d'ajustement axé sur la croissance adoptée par la communauté internationale a permis de réaliser d'importants progrès. La menace posée au système financier mondial, bien que toujours présente, a été considérablement réduite et plusieurs des pays les plus lourdement endettés ont adopté les programmes de réforme nécessaires pour fonder une croissance économique soutenue.

Malgré ces développements positifs, les événements survenus en 1987 et au début de 1988 ont montré que la recherche d'une solution au problème de la dette des pays en développement prendra plus de temps que l'on ne l'avait d'abord prévu. La baisse des taux d'intérêt, le raffermissement des cours des produits de base et divers autres facteurs ont permis à certains pays en développement de réduire le fardeau de leurs dettes, mais d'autres pays ont continué de rencontrer des difficultés économiques. Une croissance économique internationale inégale, la persistance des tendances protectionnistes observées dans les grandes économies et l'accroissement des réserves détenues par les banques commerciales pour protéger leurs prêts aux principaux emprunteurs souverains ont accentué les craintes que la situation économique internationale et un apport insuffisant de nouvelles ressources aux pays en développement ne minent les efforts de ces pays pour se sortir de l'endettement.

Des efforts ont par conséquent été faits pour renforcer la stratégie internationale de la dette. Les pays à revenu moyen ont concentré leurs efforts sur le perfectionnement de la stratégie du cas par cas privilégiant le rôle du marché, en élargissant le « choix d'options » offertes aux banques par diverses innovations comme le plan de conversion de la dette mexicaine en obligations et le plan de rachat de la dette bolivienne. La Banque mondiale a continué de jouer un rôle important en fournissant des conseils de politique et en mobilisant des ressources financières. À la fin de mars, on était près d'une entente sur une augmentation générale du capital de la Banque jusqu'à 74,8 milliards de dollars américains, initiative qui devait permettre d'accroître les prêts aux pays fortement endettés. Mais une autre grande institution financière importante pour les principaux débiteurs de l'Amérique latine — la Banque interaméricaine de développement (BID) — n'a pu rapporter des progrès similaires. Les négociations sur un accroissement important des ressources de la BID sont restées dans l'impasse, en raison surtout de

désaccords quant au rôle des donateurs. Lorsque le président de la Banque, Ortiz Mena, a quitté son poste, le Canada a appuyé la nomination de M. Enrique Iglesias. Le Canada a aussi encouragé le président à élaborer des réformes qui permettraient à la Banque de jouer pleinement son rôle dans la région. À la fin de l'année, il restait toujours à trouver de nouveaux moyens de réduire le fardeau de la dette à des niveaux gérables sans réduire les incitations à renforcer les programmes d'ajustement ni compromettre les apports de nouvelles ressources dont dépend largement la prospérité des pays en développement.

La communauté internationale s'est grandement intéressée au processus difficile et lent du redressement économique de l'Afrique subsaharienne. Le Sommet économique de Venise (juin 1987) a reconnu la menace que la dette constituait pour les économies fort fragiles de la région, et les dirigeants du Sommet ont convenu que des mesures spéciales étaient requises. Les résultats ont été encourageants. Le Club de Paris, organisme qui rééchelonne la dette publique, a offert des périodes de grâce et de remboursement plus longues aux débiteurs les plus pauvres. En décembre 1987, il y a eu entente sur une Facilité d'ajustement structurel renforcée devant permettre au FMI de consentir 6 milliards de dollars supplémentaires en droits de tirage spéciaux (DTS) aux pays plus pauvres poursuivant des programmes d'ajustement économique. Le Canada verse à cette Facilité 300 millions de dollars en DTS. Il s'est également engagé à fournir 355 millions de dollars américains pour appuyer les prêts d'ajustement structurel que la Banque mondiale et l'Association internationale de développement (IDA) accordent aux pays plus pauvres et lourdement endettés de l'Afrique subsaharienne. Cette mesure s'inscrivait dans le cadre d'un effort international qui a permis à la Banque de mobiliser quelque 6,7 milliards de dollars américains en ressources bilatérales pour appuyer l'ajustement économique en Afrique. Enfin, la Huitième Reconstitution des ressources de l'IDA a atteint 12,4 milliards de dollars américains.

Le Canada a également annoncé un certain nombre de mesures bilatérales spécifiques en faveur de l'Afrique. Aux sommets de la Francophonie et du Commonwealth, le gouvernement a déclaré son intention d'annuler pour 672 millions de dollars de dettes que 13 pays de l'Afrique subsaharienne avaient contractées au titre de l'Aide publique au développement (APD). Le Canada s'était précédemment engagé, à la 13^e Session extraordinaire des Nations Unies consacrée à l'Afrique (mai 1986), à alléger le fardeau de la dette de l'Afrique subsaharienne. Dans le contexte de la nouvelle Stratégie de l'aide du gouvernement, la part de l'aide bilatérale consacrée à l'Afrique sera relevée à 45 %.

Malgré cet effort international auquel le Canada a activement participé, il était clair que le redressement de l'Afrique continuerait à nécessiter de grands efforts et d'importantes ressources. Dans son rapport de février 1988, le groupe consultatif spécial des Nations Unies sur les apports financiers à l'Afrique soulignait l'étendue de la crise qui persiste en Afrique et esquissait les nouvelles mesures qui pourraient être prises.

L'année a marqué une étape importante dans l'élaboration de la politique d'aide canadienne. En mai 1987, le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Chambre des communes présentait son rapport sur les politiques et programmes du Canada en matière d'aide publique au développement, sous le titre *Qui doit en profiter?* (rapport Winegard). Cet important document de politique s'appuyait sur les consultations menées avec un grand nombre de groupements et de citoyens canadiens. En septembre 1987, le document de réponse du gouvernement, *Pour bâtir un monde meilleur*, acceptait en tout ou en partie 111 des 115 recommandations du Comité. Suite à ce réexamen de la politique de l'aide publique, le ministre des Relations extérieures et du Développement international, l'honorable Monique Landry, a publié en mars 1988 une nouvelle stratégie de l'aide intitulée *Partageons notre avenir*. Ce document rassemblait les thèmes contenus dans la réponse au rapport Winegard et esquissait un certain nombre de nouvelles initiatives. Parmi les lignes directrices de la stratégie, mentionnons une Charte de l'aide publique au développement et une concentration sur l'aide aux pays les plus pauvres, sur la mise en valeur des ressources humaines, sur la primauté des objectifs de développement et sur la promotion du partenariat. Le gouvernement y souligne son engagement à accroître les dépenses d'APD à 0,6% du PNB d'ici 1995-1996 et à 0,7% d'ici l'an 2000. Les droits de la personne devront être pris en compte de façon plus systématique dans les décisions sur les niveaux et les voies de l'aide. Les niveaux de déliement seront relevés, surtout en Afrique subsaharienne et dans les pays les moins avancés (PMA). Enfin, un important mouvement de décentralisation des activités et du personnel de l'ACDI devait commencer en 1988.

Le Canada a participé à la septième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), première rencontre Nord-Sud fructueuse à se tenir depuis plusieurs années. La Conférence a permis, pour la première fois, une évaluation commune de la situation économique internationale et l'adoption d'orientations pour les futures activités d'étude et de coopération internationales. M^{me} Landry s'est adressée à la Conférence et les membres de la délégation canadienne ont grandement contribué à obtenir certains des compromis sur les questions financières et sur les problèmes des pays les moins avancés, ainsi que sur les questions touchant le commerce et les produits de base.

Le Sommet de la Francophonie tenu à Québec en septembre et la Réunion des chefs du gouvernement du Commonwealth tenue à Vancouver en octobre se sont concentrés sur les problèmes économiques et développementaux du tiers monde. Outre ces initiatives d'annulation de la dette, la Déclaration de Vancouver sur le commerce mondial demandait qu'une aide spéciale soit accordée aux pays en développement pour leur permettre de participer pleinement aux Négociations commerciales multilatérales

de l'Uruguay Round. Le Canada a appuyé un certain nombre de projets visant à fournir aux PMA une aide en matière de politique commerciale.

Les représentants canadiens ont poursuivi leurs efforts pour améliorer l'efficacité de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les membres de la délégation canadienne ont contribué à préparer des résolutions sur la dette et sur les problèmes économiques de l'Afrique. Au sein de l'ECOSOC et du Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, le Canada a réussi à concentrer davantage l'attention sur l'importance de réformes pratiques et le type d'évolution institutionnelle à plus long terme nécessaire pour améliorer le fonctionnement du système multilatéral.

Relations économiques et financières avec les pays développés

La diplomatie économique multilatérale pratiquée au Sommet économique et à l'OCDE a continué à inspirer fortement les politiques économiques canadiennes et l'orientation générale des relations extérieures du Canada. De plus, les questions touchant la politique de l'investissement, la protection de la propriété intellectuelle et le commerce des services financiers ont été soulevées dans les contextes bilatéral et multilatéral.

Les économies de la plupart des pays de l'OCDE ont continué à se développer en 1987-1988, mais à un rythme un peu plus lent que dans les années précédentes. Le Canada a enregistré un taux de croissance d'environ 3,75%, l'un des plus élevés parmi les démocraties industrialisées. En janvier 1988, le taux de chômage au Canada avait été réduit à 8,1%, son niveau le plus bas depuis 1981. Le gouvernement fédéral prévoyait un déficit de 29,3 milliards de dollars pour l'année financière 1987-1988, soit beaucoup moins que le déficit sans précédent de 38,3 milliards de dollars en 1984-1985.

Le Canada a continué de collaborer étroitement avec ses partenaires en matière de politique économique internationale, surtout à la Réunion ministérielle de l'OCDE tenue en mai et au Sommet de Venise tenu en juin 1987. La Réunion ministérielle de l'OCDE a grandement contribué à régler les problèmes actuellement rencontrés dans l'agriculture et le commerce des produits agricoles. S'inspirant des études et consultations approfondies de l'OCDE sur la question, les Ministres ont convenu de la nécessité de réformes dans ces secteurs et pris un engagement de réaliser des progrès, notamment pendant la prochaine ronde de Négociations commerciales multilatérales. À Venise, le premier ministre s'est joint aux dirigeants de la Communauté européenne, de la République fédérale d'Allemagne, de la France, de l'Italie, du Japon, de la Grande-Bretagne et des États-Unis pour endosser un certain nombre de mesures visant à renforcer l'économie mondiale. Les dirigeants du Sommet ont plus précisément confirmé l'entente adoptée par les ministres des Finances des Sept en février 1987 (l'Accord du Louvre) en vue de réduire les déséquilibres des comptes des transactions commerciales et des opérations courantes, et de comprimer le déficit budgétaire des États-Unis. Les dirigeants ont aussi appuyé l'Uruguay Round, l'actuel cycle de négociations commerciales multilatérales menées sous l'égide de l'Accord général

sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), et reconnu la nécessité d'une réforme fondamentale du système du commerce mondial des produits agricoles. Les difficultés des pays en développement, surtout les lourdes dettes de certains PMA, ont également préoccupé les dirigeants du Sommet, qui ont réclamé les mesures spécifiques susmentionnées pour alléger les difficultés des débiteurs les plus pauvres de l'Afrique subsaharienne.

Depuis le Sommet de Venise, les grands pays industrialisés ont continué à ajuster leurs politiques sur l'Accord du Louvre. Le Japon et la République fédérale d'Allemagne ont adopté des mesures pour stimuler la demande intérieure. Après la crise boursière du 19 octobre, l'entente intervenue entre l'Administration et le Congrès des États-Unis pour réduire les dépenses fédérales a été considérée comme un prélude à de nouvelles réductions plus substantielles. Le Canada a pris un certain nombre de mesures pour réduire son déficit budgétaire afin de promouvoir une croissance non inflationniste; à cette fin, le gouvernement fédéral a notamment adopté des politiques touchant la réforme fiscale, la privatisation et la déréglementation des marchés intérieurs.

L'économie internationale a fort bien résisté à la turbulence qu'a connue le marché boursier en octobre 1987. Mais les grands facteurs qui ont perturbé le marché, notamment les importants déséquilibres des transactions commerciales et des opérations courantes, menaçaient toujours la stabilité de l'économie mondiale à la fin de l'année. La communauté internationale avait pour défi d'éliminer ces déséquilibres tout en soutenant la croissance économique. Ce problème allait dominer les discussions du Sommet économique tenu à Toronto en juin 1988.

Questions d'investissement

On a accordé beaucoup d'importance aux questions d'investissement durant l'année. Les investissements directs au Canada ont continué de s'accroître, reflétant le meilleur climat financier créé par la Loi de 1983 sur Investissement Canada. L'attention s'est concentrée sur le chapitre sur l'investissement de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, qui marque le premier cas où les questions d'investissement sont englobées dans un accord international. L'Accord relève à 150 millions de dollars le seuil d'examen des acquisitions directes et abolit entièrement le seuil pour les acquisitions indirectes après quatre ans. Un certain nombre de prescriptions de résultats — comme les prescriptions de teneur locale, de remplacement des importations et de participation minimale — ont également été abolies. L'Accord prévoit notamment l'octroi du traitement national: les investisseurs canadiens aux États-Unis et les investisseurs américains au Canada seront assujettis aux mêmes règles que les investisseurs nationaux. Les politiques existantes comme les restrictions que le Canada pose à la propriété étrangère dans les secteurs du pétrole et du gaz sont toutefois protégées, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas affectées. Pour le Canada, l'Accord signifie que les Canadiens seront protégés de tout changement protectionniste dans les politiques américaines et que le Canada devrait devenir un pays encore plus attirant pour les investisseurs, qui auront accès à l'ensemble du marché nord-américain. Sur le plan international, le Canada a

continué de participer activement aux travaux du Comité pour les investissements internationaux et les entreprises multinationales de l'OCDE et aux négociations de l'Uruguay Round sur les mesures concernant les investissements liés au commerce.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis comprend un chapitre sur les services financiers, dans lequel les deux parties prennent des engagements spécifiques concernant l'accès à leurs marchés. Des discussions ont également été engagées avec d'autres pays, surtout le Japon; les importantes réformes appliquées par le gouvernement dans ce domaine ont suscité un renouveau de l'intérêt étranger devant l'accès aux marchés canadiens des services financiers.

Protection de la propriété intellectuelle

La question de la protection de la propriété intellectuelle a reçu une plus grande attention internationale du fait que l'on a mieux reconnu le lien qui existe entre l'innovation et la croissance économique. C'est pourquoi la propriété intellectuelle se retrouve à l'ordre du jour de l'actuelle ronde de Négociations commerciales multilatérales. Le processus des NCM fera progresser le débat sur l'utilisation des disciplines du GATT pour faire respecter les droits de propriété intellectuelle. Le Canada, à titre de producteur et d'importateur de technologie, tentera d'obtenir un équilibre entre la protection des détenteurs de droits et la nécessité de maintenir l'accès à la technologie étrangère, sans perturber indûment le système commercial international par des pratiques d'exécution trop rigides ou discriminatoires.

La question de l'établissement d'un équilibre judicieux entre l'accès à la technologie et les droits des inventeurs s'est également posée lors de la préparation et de l'adoption d'un certain nombre de nouvelles lois canadiennes sur la propriété intellectuelle. Mentionnons notamment les modifications apportées à la Loi sur les brevets pour mieux protéger les inventions pharmaceutiques et pour simplifier l'ensemble du régime des brevets au Canada, les modifications apportées à la Loi sur le droit d'auteur pour protéger les nouvelles technologies, y compris les puces à semi-conducteurs, ainsi qu'une amélioration de la protection des industries culturelles. Ces changements, en plus d'influer sur la position du Canada dans les Négociations commerciales multilatérales, ont aussi intéressé un certain nombre de ses partenaires commerciaux qui ont vu leurs intérêts commerciaux et financiers mis en jeu.

Parallèlement à ses initiatives nationales sur la propriété intellectuelle et à sa participation au Groupe de négociation du GATT sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, le Canada continue de participer pleinement aux travaux de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Les activités de l'OMPI visent à améliorer les normes de protection de la propriété intellectuelle, à harmoniser les lois, à garantir une coopération administrative entre les unions de protection de la propriété intellectuelle et à renforcer ainsi le cadre servant à l'élaboration et à l'application de régimes internationaux exécutoires. Au nombre des activités courantes de l'OMPI auxquelles le Canada participe, mentionnons la révision de la Convention de Paris sur la propriété industrielle, la définition d'un régime international pour la

protection des circuits intégrés, l'harmonisation des lois nationales touchant les brevets, les marques de commerce et les droits d'auteur, ainsi que l'élaboration de lois types dans les domaines de la contrefaçon et de la protection des

inventions biotechnologiques. Le Canada participe également au travail conceptuel de l'OCDE visant l'élaboration de principes et de règles liés aux aspects commerciaux de la propriété intellectuelle.

Chapitre deux



LE CANADA ET LE COMMERCE MONDIAL

Tendances du commerce mondial

En 1987, le volume du commerce mondial s'est accru de 4,0 % comparativement à 3,5 % en 1986 (selon les données du GATT). Si l'expansion observée en 1986 était largement attribuable à l'accroissement du commerce des produits énergétiques, qui a suivi la chute des cours pétroliers, la progression observée en 1987 a été principalement attribuable aux produits non énergétiques. La valeur monétaire du commerce mondial s'est accrue de 15 %, surtout en raison de la dévaluation constante du dollar américain par rapport à la plupart des autres grandes devises. Les marchés mondiaux des produits et services ont été marqués par une expansion de plus en plus rapide, qui n'a été que provisoirement interrompue par les incertitudes liées au grand krach boursier d'octobre 1987.

En 1987, le commerce des biens a continué d'être fortement influencé par d'autres aspects de l'économie mondiale comme en ont témoigné certaines des grandes questions de politique commerciale abordées dans cette période. Les discussions internationales se sont surtout concentrées sur les déséquilibres des paiements entre les principaux partenaires commerciaux, sur les effets que l'instabilité des taux de change exerce sur la compétitivité, sur les besoins d'exportation et d'importation des pays lourdement endettés, ainsi que sur l'inclusion du commerce des services dans les accords de commerce bilatéraux et multilatéraux. La signature de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis et l'engagement des Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round ont confirmé la prééminence et la complexité croissante des questions de politique commerciale en cette ère d'interdépendance économique.

Les pressions protectionnistes accrues qui avaient accompagné l'accentuation des déséquilibres des paiements dans la première moitié des années 80 ont continué de faire problème en 1987, notamment aux États-Unis. Mais ces pressions ont été contrées par des dirigeants politiques engagés à libéraliser le commerce et par des processus d'ajustement commandés par les forces du marché qui se sont manifestés de plus en plus ouvertement. Cet ajustement a découlé de l'évolution de la demande globale dans les grands pays développés, et de l'absorption graduelle des écarts relatifs de prix entre eux.

La composition par produit du commerce mondial des marchandises s'est maintenue dans une situation d'expansion modérée de la demande. La valeur des exportations agricoles s'est accrue de 4 %, et celle des articles manufacturés de 3 % (selon les données de l'ONU). Les articles manufacturés comptent maintenant pour plus des deux tiers des exportations mondiales et 7,6 % de ces deux tiers sont composés par

les produits électroniques — dont la part ne cesse de s'accroître depuis dix ans. La timide reprise des prix énergétiques n'a pas permis de compenser leur chute marquée en 1986. Les prix de la plupart des métaux se sont relevés et les transactions sur le cuivre et le nickel ont bénéficié de marchés soutenus. Au deuxième semestre de 1987 et au début de 1988, la progression générale des marchés des produits de base a même affecté les marchés de certains produits agricoles. Les marchés agricoles ont été appuyés par les indications voulant que de nouvelles limites soient posées au subventionnement offert par certains grands producteurs développés (surtout la Communauté européenne), mais ce sont surtout les stocks excédentaires qui ont continué de déprimer les prix de la plupart des catégories.

Il y a eu maintien de la tendance à l'accroissement du commerce entre les pays développés, que l'on observe depuis le début des années 80. Les économies de marché développées, qui comptaient pour 63 % des exportations mondiales en 1980, en comptaient pour 71 % en 1988; par contre, les économies en développement voyaient leur part passer de 28 % en 1980 à 19 % en 1988. Les économies centralement planifiées ont maintenu leur part à 10 %. Les États-Unis et le Royaume-Uni ont nettement accru leurs exportations alors que la RFA les a accrues marginalement et que les exportations du Japon ont en fait diminué. Le déficit commercial des États-Unis s'est un peu accentué, passant de 144 à 155 milliards de dollars, alors que les excédents commerciaux du Japon et de la RFA s'accroissaient modérément. Mais il a semblé que ces déséquilibres se rapprochaient d'un niveau plus viable.

La structure des échanges des pays en développement lourdement endettés a été fortement influencée par leurs besoins financiers. Les États-Unis ont toujours été, par exemple, un important fournisseur de produits à l'Amérique latine, mais ce marché a manqué de dynamisme en 1987 en raison d'obligations de remboursement qui sont venues accentuer le déséquilibre des échanges avec les États-Unis. L'aménagement d'une capacité d'exportation a souvent nécessité des importations d'installations et généré de nouveaux besoins financiers; il n'est donc pas étonnant que les exportations de telles installations aient diminué alors même que la demande s'accroissait. Des pressions se sont exercées pour que les pays endettés ne manquent aucune occasion d'optimiser leurs recettes d'exportation, ce qui a entraîné des situations où les arrangements pris pour des produits touchés par les contingents d'exportations ne se sont pas toujours avérés viables.

Les nouveaux pays industriels de l'Asie ont également attiré l'attention en 1987. La République de Corée, Hong

Kong, Singapour et Taïwan ont accru le volume de leurs exportations de 22 % en 1987, et leur excédent commercial collectif a représenté 30 milliards de dollars (même si les échanges commerciaux de Hong Kong et de Singapour étaient pratiquement équilibrés). Cette croissance s'est largement appuyée sur l'exportation d'articles manufacturés étroitement intégrés aux marchés et aux structures sociales des pays développés à économie de marché. D'autres pays de l'Asie ont également connu une forte croissance du volume de leur commerce et de leur capacité industrielle; l'Inde et la Chine en sont les exemples les plus notoires.

Tendances du commerce extérieur du Canada

Pendant l'année, le Canada a profité de la reprise des marchés de certains de ses principaux produits de base ainsi que de l'expansion générale de l'économie mondiale. Par conséquent, la valeur de ses exportations s'est accrue de 4,1 % pour atteindre 125 milliards de dollars. D'autre part, la valeur de ses importations s'est élevée de 3,3 % pour atteindre 116 milliards de dollars. En tenant compte de la variation des prix, le volume des exportations canadiennes s'est accru de 5,6 % et celui des importations, de 9,0 %. L'excédent du Canada au poste de ses échanges de marchandises représentait 9 011 millions de dollars comparativement à

7 817 millions de dollars en 1986. La part canadienne des exportations mondiales s'est légèrement accrue, passant de 4,2 % en 1986 à 4,4 % en 1987.

Le tableau 1 montre le commerce du Canada en 1987, par grandes régions. Certaines tendances de sa distribution peuvent s'expliquer par les taux de change et par la croissance du marché dans les pays concernés. Les États-Unis restent le principal partenaire commercial du Canada avec des importations et des exportations qui suivent la progression du revenu sur chacun de ses marchés. Au deuxième semestre de 1987, le dollar canadien s'est raffermi par rapport à la devise américaine, ce qui a fait des États-Unis un partenaire commercial un peu plus intéressant. Malgré certaines incertitudes du marché, la demande intérieure américaine s'est accrue de 1,8 % pendant l'année, et les perspectives d'amélioration de l'accès commercial bilatéral ont fortement stimulé les exportateurs canadiens à consolider leur position sur ce marché.

Les exportations canadiennes vers la région Asie-Pacifique se sont nettement accrues, reflétant le dynamisme de la région et les déplacements de compétitivité résultant de fluctuations de change. Les exportations au Japon ont été particulièrement importantes, s'élevant de 18,5 % pour atteindre 7 milliards de dollars et permettant presque d'équilibrer le commerce avec ce pays. Les importations en

Tableau 1 PRINCIPAUX MARCHÉS DU CANADA EXPORTATIONS DE MARCHANDISES, IMPORTATIONS ET SOLDES COMMERCIAUX

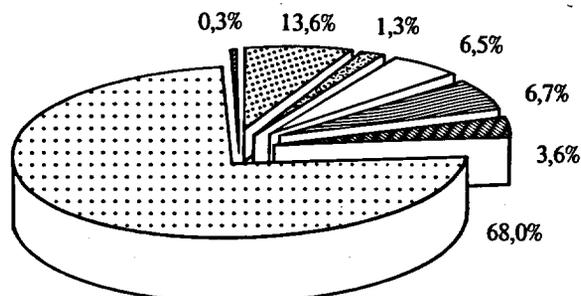
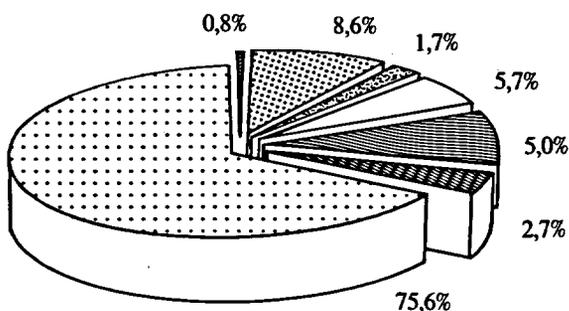
(Base douanière)

(millions de dollars canadiens)

Commerce des marchandises avec :	Expor- tations 1987	Var. en % sur 12 mois 87/86	Impor- tations 1987	Var. en % sur 12 mois 87/86	Solde commer- cial 1986	Solde commer- cial 1987
MONDE	125 086,7	3,7	116 075,7	3,3	7 816,9	9 011,0
ÉTATS-UNIS	94 505,7	1,4	78 894,6	2,5	15 815,3	15 611,1
EUROPE	11 801,6	8,6	16 190,9	6,6	(4 341,8)	(4 389,3)
Europe de l'Ouest	10 788,5	16,6	15 804,1	6,4	(5 608,1)	(5 015,6)
dont CEE (12)	9 551,0	16,7	13 512,8	5,4	(4 650,7)	(3 961,8)
Europe de l'Est et URSS	1 013,1	-37,2	386,8	15,2	1 266,3	626,3
ASIE-PACIFIQUE	13 262,5	18,4	15 356,6	5,5	(3 438,1)	(2 094,1)
Asie	12 406,7	19,6	14 571,2	5,1	(3 585,3)	(2 164,5)
dont Japon et Chine	7 073,9 1 437,7	18,5 27,9	7 550,3 770,9	-1,1 36,2	(1 692,4) 541,7	(476,4) 666,8
Pacifique	855,8	2,7	785,4	14,4	147,2	70,4
AMÉRIQUE LATINE	3 352,0	-0,1	4 149,4	4,1	(638,5)	(797,4)
Amérique du Sud	1 718,9	-4,1	2 142,7	12,6	(112,7)	(423,5)
Amérique centrale et Antilles	1 633,1	4,4	2 006,7	-3,6	(525,8)	(373,6)
AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT	2 126,8	6,0	1 464,8	-12,1	361,0	662,0
Moyen-Orient	1 274,7	14,4	704,6	7,5	484,2	570,1
Afrique	852,1	4,6	760,1	-24,8	(123,2)	92,0

EXPORTATIONS PAR RÉGION — 1987

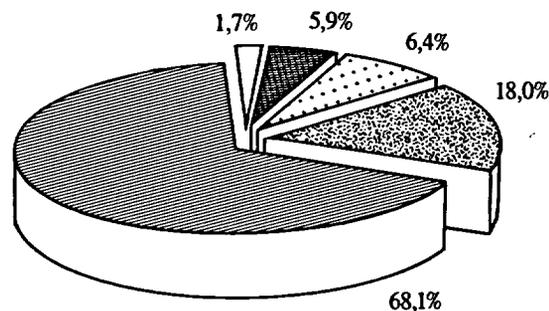
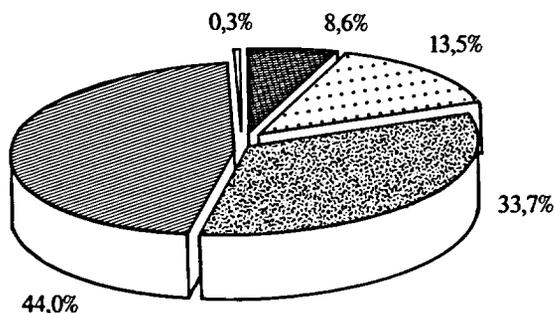
IMPORTATIONS PAR RÉGION — 1987



- ▨ EUROPE DE L'EST
- ▤ EUROPE DE L'OUEST
- ▧ AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT
- ▩ JAPON
- AUTRES PAYS D'ASIE ET DU PACIFIQUE
- AMÉRIQUE LATINE ET ANTILLES
- ▬ ÉTATS-UNIS

EXPORTATIONS PAR PRODUIT DE BASE — 1987

IMPORTATIONS PAR PRODUIT DE BASE — 1987



- ▨ PRODUITS AGRICOLES ET HALIEUTIQUES
- ▤ MATIÈRES BRUTES
- ▧ MATIÈRES TRAVAILLÉES
- ▩ PRODUITS ENTièrement FINIS
- TRANSACTIONS COMMERCIALES SPÉCIALES

provenance du Japon ont très légèrement diminué. Les exportations vers les autres économies de marché de l'Asie se sont accrues au même rythme, contribuant à réduire le déficit avec la région. L'accroissement marqué des exportations canadiennes en Chine a été plus que compensé par l'accroissement des importations depuis ce pays.

L'Europe de l'Ouest a été un autre marché dynamique pour les exportations canadiennes. Les produits canadiens ont été là encore rendus plus concurrentiels par les fluctuations de change, mais les exportateurs ont souvent dû affronter la concurrence de produits américains vendus à des prix encore plus avantageux. Les exportations se sont accrues dans un grand nombre de pays et de catégories de produits, et le déficit commercial avec la région a été réduit de plus de 1 milliard de dollars.

Les exportations canadiennes vers l'Europe de l'Est ont un peu diminué en raison de la forte concurrence qui s'exerçait sur les marchés céréaliers internationaux et de la bonne récolte obtenue en URSS. Les importations en provenance de l'Europe de l'Est ont continué de s'accroître marginalement.

Le commerce du Canada avec les autres régions a été fortement influencé par l'endettement d'un certain nombre de pays en développement, par la faiblesse persistante des cours pétroliers et par l'apparition de nouvelles tendances régionales. Il y a eu dans l'ensemble une diminution de 4 % des exportations canadiennes vers l'Amérique du Sud. Ses importations depuis l'Amérique du Sud ont augmenté de 12,6 %, contribuant à fournir à ces pays les devises dont ils avaient tant besoin. L'élément le plus frappant de son commerce avec l'Afrique a été le déclin du commerce avec l'Union douanière de l'Afrique australe : les importations ont chuté de 58 % et les exportations, de 25 %.

La composition par produit du commerce canadien

En 1987, les exportations canadiennes se sont accrues dans chaque grande catégorie, à l'exception de celle des produits finis où on a observé un léger déclin, les échanges passant de 52,7 milliards de dollars en 1986 à 51,9 milliards de dollars en 1987. Ce déclin des exportations d'articles manufacturés s'est expliqué par une chute marquée des exportations de voitures particulières et de châssis et par des déclinés un peu moins prononcés dans les exportations de matériel de télécommunications. Les exportations de la plupart de ces catégories se sont redressées au début de 1988.

Au nombre des produits d'exportation qui ont connu une forte croissance en 1987, mentionnons le bois d'oeuvre, la pâte de bois, le pétrole brut, le gaz naturel, le cuivre, le nickel, l'aluminium, les produits chimiques inorganiques, les semi-produits métalliques communs, les machines agricoles ainsi que les machines et le matériel de bureau. Les exportations de blé se sont accrues de 400 millions de dollars. D'autre part, les exportations de minerai de fer et de soufre ont régressé.

Au nombre des importations qui ont fortement progressé, mentionnons le pétrole brut, le charbon, les tiges d'acier, les semi-produits métalliques communs, les ordinateurs électroniques, les camions, les vêtements et accessoires, les semi-conducteurs, les machines industrielles, les masses plastiques, les papiers et cartons, les fournitures et équipements

médicaux, l'aluminium ainsi que les moteurs et pièces d'aéronef.

La structure du commerce canadien pendant cette période a continué de refléter certains des éléments fondamentaux de l'interdépendance économique du Canada. Les articles manufacturés ont occupé une place un peu plus importante dans ses exportations vers les États-Unis que dans ses ventes à d'autres régions développées, et les échanges de ces produits ont été fortement influencés par les activités menées dans le cadre du Pacte canado-américain de l'automobile. La nette progression observée dans des secteurs comme les aéronefs et le matériel de transport fait que les taux d'accroissement ou de diminution sont peu significatifs. Moins d'articles manufacturés ont été exportés vers les pays asiatiques que vers d'autres régions, ce qui reflète peut-être les particularités des systèmes locaux de distribution ainsi qu'un bon approvisionnement en produits locaux.

En 1987, les prix des exportations canadiennes ont progressé d'en moyenne 2,8 % alors que les prix des importations se sont élevés de 0,6 %. En d'autres mots, il y a eu légère amélioration des termes des échanges.

Évolution de la politique commerciale

La pierre d'angle de la politique commerciale canadienne — le système commercial multilatéral — se fonde sur les principes et objectifs enchâssés dans le GATT ainsi que sur les instruments et activités relevant de l'OCDE, de la CNUCED et d'autres organismes et groupes spécialisés œuvrant aux niveaux multilatéral et plurilatéral. Le Canada a participé activement aux travaux de ces organismes.

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
Les Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round sont les plus détaillées et les plus ambitieuses jamais entreprises pour renforcer le GATT et pour libéraliser et élargir davantage le commerce mondial. Ces négociations engloberont l'accès aux marchés (par exemple les droits de douane, les mesures non tarifaires, les produits à base de ressources naturelles, les textiles et les vêtements); l'agriculture; les produits tropicaux; les articles du GATT; les sauvegardes; les accords et arrangements issus des NCM; les subventions et mesures compensatoires; le règlement des différends; les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce; les mesures concernant les investissements liés au commerce; le fonctionnement du système du GATT; le commerce des services. Des progrès substantiels ont été réalisés et d'importantes propositions de négociation ont été présentées en vue de réformer le commerce des produits agricoles.

Le Canada participe aux discussions engagées avec la Chine, le Costa Rica et la Tunisie concernant leur demande d'adhésion au GATT. Les discussions en sont à diverses étapes. Des négociations sur les droits de douane ont été engagées avec le Costa Rica et la Tunisie, et des négociations similaires avec la Chine devraient commencer l'an prochain. Le Guatemala et l'Algérie ont également mentionné leur intention de devenir parties à l'Accord. Pendant l'année, on a poursuivi la préparation de la position canadienne pour la négociation de concessions tarifaires et autres avec ces pays.

Organisation de coopération et de développement économiques

Le Canada a activement participé aux travaux de l'OCDE. Comme par les années précédentes, il a concentré son effort sur l'agriculture et sur d'autres questions commerciales. À leur réunion annuelle de mai, les ministres de l'OCDE ont fait des progrès encourageants vers une réforme du commerce des produits agricoles dans le sens des éléments clés de la proposition canadienne sur cette question. Les ministres ont également renouvelé leur engagement envers l'Uruguay Round et les dispositions de la Déclaration de Punta del Este.

Outre son examen permanent des questions commerciales, le Comité des échanges s'est intéressé à plusieurs questions importantes, notamment à l'appui des négociations commerciales multilatérales, et a poursuivi sa surveillance de l'évolution des politiques commerciales des pays membres. Le travail conceptuel sur les principes et règles d'un éventuel accord multilatéral sur le commerce des services a été pratiquement finalisé, et les travaux similaires sur les mesures concernant les investissements liés au commerce ont marqué des progrès. Le commerce avec les pays en développement, surtout les nouveaux pays industriels, ainsi que la question de l'adhésion de la République populaire de Chine au GATT ont reçu une attention accrue pendant l'année.

Depuis le lancement des Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round en septembre 1986, des progrès ont été réalisés sur toute la gamme des questions négociées. Cela reflète la nécessité de contrer le protectionnisme, d'enrayer la détérioration du commerce mondial des produits agricoles et de renforcer le GATT. Le Comité des négociations commerciales du GATT se réunira au niveau ministériel à Montréal, du 5 au 9 décembre 1988, pour mener un examen et pour fournir des orientations afin de permettre la finalisation des négociations d'ici 1990.

Réunions internationales des ministres du Commerce

Le ministre canadien du Commerce extérieur a participé à la réunion des ministres du Commerce de la Quadrilatérale tenue à Mie, au Japon, en avril 1987. Les discussions, auxquelles prenaient part les ministres du Commerce des États-Unis, du Japon, de la Communauté européenne et du Canada, se sont centrées sur les négociations commerciales multilatérales qui se déroulent à Genève. Les ministres ont également discuté de différends bilatéraux intéressant d'autres membres.

Le Canada a aussi participé aux réunions informelles des ministres du Commerce d'un grand nombre de pays développés et en développement. Ces réunions, tenues en Indonésie en janvier 1988 et en République fédérale d'Allemagne en mai, visaient à obtenir un consensus sur l'obtention de progrès rapides aux NCM de Genève.

Système de comités consultatifs sur le commerce extérieur

Le système de comités consultatifs sur le commerce extérieur vise à permettre un échange constant et confidentiel de renseignements et de conseils entre le gouvernement canadien et le secteur privé sur les questions de commerce extérieur. Ce système permanent, qui fait directement rapport au ministre du Commerce extérieur,

tente de garantir que le gouvernement bénéficie des vues du secteur privé dans les délibérations bilatérales et multilatérales auxquelles il participe sur les questions d'accès aux marchés et de commercialisation des exportations. Le système des comités consultatifs a deux composantes: le Comité consultatif sur le commerce extérieur (CCCE) et les Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE).

Le mandat du CCCE couvre généralement toutes les questions commerciales internationales, y compris celles touchant la politique commerciale, l'accès aux marchés et la promotion du commerce. Ses membres représentent bien les divers intérêts régionaux, sectoriels et démographiques. Le CCCE comprend environ 40 membres du milieu des affaires, du monde syndical, des associations de protection des consommateurs et de la culture, des instituts de recherche et du monde universitaire.

Les GCSCE collaborent avec le gouvernement pour garantir que les vues de leurs secteurs respectifs sont pleinement prises en compte dans les questions de commerce extérieur. Leurs membres reflètent une diversité d'intérêts régionaux, industriels et démographiques, comme pour le CCCE. Les GCSCE comprennent habituellement de 15 à 20 membres, occupant pour la plupart un poste de président ou de directeur général. Les 15 GCSCE qui ont conseillé le gouvernement pendant les négociations commerciales canado-américaines représentaient les secteurs suivants: agriculture, aliments et boissons; poisson et produits du poisson; minéraux et métaux; produits et services énergétiques; produits chimiques et pétrochimiques; produits forestiers; produits industriels; matériel de transport maritime et ferroviaire; automobile et aérospatiale; textiles; chaussures et cuirs; vêtements et fourrures; produits de consommation et d'entretien ménager; communications; matériel et services informatiques; services financiers; services généraux; arts et culture.

Le système de comités consultatifs sur le commerce extérieur est appuyé par un petit secrétariat logé au ministère des Affaires extérieures et reçoit, au besoin, la collaboration d'autres fonctionnaires qui sont à sa disposition pour fournir l'information nécessaire au Comité ou à des groupes. Des membres du Bureau des négociations commerciales ont participé activement au travail du CCCE et des GCSCE.

Le CCCE s'est réuni tous les trimestres et a abordé ses discussions des négociations canado-américaines sur le libre-échange en établissant un certain nombre de groupes de travail qui se sont réunis à l'extérieur de la structure du comité principal, mais qui se composaient de membres du Comité. Les groupes de travail ont reçu pour tâche d'étudier des questions commerciales particulières; leurs recommandations particulières ont été soumises au CCCE. Après étude et approbation par le CCCE, ces rapports ont été officiellement présentés au ministre du Commerce extérieur, qui a participé à toutes les réunions du CCCE.

Les GCSCE se sont réunis en moyenne toutes les six semaines. Le ministre du Commerce extérieur et d'autres ministres du Cabinet ont participé à plusieurs de leurs réunions. La plupart des GCSCE ont présenté officiellement des rapports au ministre du Commerce extérieur.

Pendant l'année, le secrétariat a organisé 3 réunions du CCCE, 72 réunions des GCSCE et plusieurs réunions des

groupes de travail du CCCE ou des GCSCE; de plus, d'importantes séances d'information ont été organisées pour les membres du CCCE et des GCSCE, l'une le 5 octobre après la conclusion des négociations officielles, et l'autre le 11 décembre lorsque le texte final de l'Accord de libre-échange a été publié.

Politique du commerce des produits industriels

Au Canada, les principales sociétés manufacturières — comme celles qui produisent des automobiles et de l'acier — sont restées confrontées aux pressions d'ordre commercial qui se sont exercées sur les marchés intérieurs et extérieurs malgré la fermeté de la demande canadienne au deuxième semestre. Ces difficultés, qui n'ont pourtant pas été observées dans tous les secteurs industriels, ont largement découlé du surapprovisionnement persistant des marchés mondiaux et de la nécessité de restructurer davantage les installations de production pour s'adapter à l'évolution de la demande. Un dosage judicieux d'initiatives de politique était donc requis pour contrer les pressions visant à limiter les exportations et pour faciliter la restructuration industrielle à plus long terme.

Pour ce qui concerne le commerce des produits automobiles, les ententes informelles selon lesquelles le Japon et la Corée s'engageaient à restreindre leurs exportations de produits automobiles au Canada n'ont pas été renouvelées. Toutefois, les fabricants d'automobiles de ces pays ont été priés de continuer à faire preuve de prudence dans leurs exportations pour éviter de perturber le marché canadien. La politique du commerce des produits automobiles a été plus largement réexaminée en rapport avec les négociations bilatérales qui ont amené à enchâsser le Pacte de l'automobile dans l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. Des consultations ont été menées avec des pays tiers pour confirmer les engagements déjà pris sur le commerce des produits automobiles et pour mentionner le potentiel de l'Accord sur le plan du commerce et de la génération d'investissements.

En ce qui concerne l'acier, des mesures de politique ont été adoptées en 1987 pour maintenir l'accès de nos exportations. Une surveillance des exportations d'aciers a commencé le 1^{er} juin 1987 pour fournir des informations plus précises sur le commerce canadien de ces produits. Ces initiatives ont appuyé les politiques déjà mises en place pour contrer les problèmes rencontrés dans l'industrie canadienne en raison de la surcapacité mondiale persistante, du subventionnement généralisé et de l'encadrement du commerce mondial de l'acier. En 1985, des mesures avaient été prises pour le marquage des tubes et tuyaux d'acier importés et, en septembre 1986, on avait instauré une surveillance des importations d'aciers ordinaires. On a également entrepris une surveillance de tous les produits de l'acier échangés pour atténuer les craintes que le Canada ne soit utilisé comme point de transbordement des expéditions d'aciers étrangers destinées aux États-Unis.

En mai 1987, la sanction royale a été donnée au projet de loi modifiant la Loi sur les licences d'exportation et d'importation (projet de loi C-57), qui permettait d'ajouter certains types d'aciers ou certains produits de l'acier aux listes de marchandises d'exportation ou d'importation contrôlée à des fins de collecte d'informations. Le 1^{er} juin 1987, l'acier

ordinaire a été ajouté à la Liste de marchandises d'exportation contrôlée, et l'acier spécial (inoxydable) a été ajouté à la Liste de marchandises d'importation contrôlée à des fins de surveillance. Pour garantir l'exécution du programme, les dossiers des entreprises concernées sont périodiquement vérifiés. Le Ministère publie des rapports mensuels sur les importations et les exportations d'aciers.

En février 1987, le Canada a également retiré le privilège du tarif de préférence général accordé aux importations d'aciers après qu'il eût été déterminé, suite à des démarches effectuées par l'industrie de l'acier et ses travailleurs, que l'industrie canadienne était durement touchée par le surapprovisionnement, par la stagnation de la demande mondiale et par la déprime des cours. Une entente négociée avec l'Espagne prévoyait l'admission des exportations canadiennes d'aciers en 1987 dans le cadre de la mesure de sauvegarde prise par ce pays, en vertu de l'Article XIX de l'Accord général, contre les importations d'aciers de pays non membres de la CE. Le Canada a continué d'appuyer une coopération internationale accrue au sein du Comité de l'acier de l'OCDE pour tenter de régler les problèmes d'ajustement posés à l'industrie sidérurgique.

Le Ministère a poursuivi ses efforts pour obtenir que les initiatives canadiennes de développement industriel bénéficient des obligations assumées par le Canada en vertu des règles du commerce international, et qu'elles y soient conformes. Ces efforts ont été entrepris en rapport avec les réexamens des industries de l'automobile et des pièces automobiles, du régime tarifaire canadien applicable au fret ferroviaire, de la restructuration de l'industrie des chantiers navals, de la remise des droits antidumping imposés sur l'acier et des décrets de remise de droits sur les importations d'articles manufacturés. Le Canada a participé activement aux travaux des comités de l'OCDE s'occupant de questions liées à l'industrie, à la technologie, à la science et au développement régional.

Les incidences des normes techniques appliquées aux exportations canadiennes ont nécessité une attention accrue pendant l'année. On s'est particulièrement attaché aux mesures gouvernementales étrangères, dont les règlements phytosanitaires sur les produits forestiers et l'interdiction des exportations de viandes tirées d'animaux élevés avec des hormones de croissance. Les propositions visant à restreindre les importations de produits contenant de l'amiant sont restées une source de préoccupation. Le Canada a engagé des consultations bilatérales avec plusieurs pays sur certaines de ces questions, et participé à la discussion d'autres problèmes dans le cadre de l'Accord du GATT relatif aux obstacles techniques au commerce (le Code de la normalisation). Le Canada s'est également montré intéressé à renforcer les disciplines du Code du GATT pour lui permettre de traiter de questions liées aux normes techniques. Le point d'information canadien prévu dans le Code a reçu 199 notifications de nouveaux règlements de normalisation imposés dans d'autres pays, et a transmis 24 notifications canadiennes. Pendant l'année, 19 pays ont présenté 182 demandes de renseignements sur les notifications canadiennes, soit un accroissement de 28 %. Le nombre des demandes canadiennes de renseignements s'est accru de 6 % pour passer à 39.

Politique du commerce des produits agricoles

La crise du commerce des produits agricoles a persisté, mais un certain nombre de développements permettront peut-être de trouver des solutions à long terme d'ici la fin de la décennie. Les prix sont restés fort déprimés alors que se poursuivait la course au subventionnement des exportations entre les États-Unis et la Communauté européenne. Mais la crise était si prononcée que tous les principaux pays agricoles ont commencé à s'y intéresser et ont engagé rapidement des discussions sur des solutions possibles. Les Négociations commerciales multilatérales du GATT ont été considérées comme le mécanisme à privilégier pour tenter de régler la situation.

À leur réunion de mai, les ministres de l'OCDE ont endossé une importante étude sur les politiques nationales et le commerce des produits agricoles ainsi qu'un certain nombre d'études nationales. Ils ont identifié les politiques de soutien excessivement généreux offertes par les pays de l'OCDE comme la source des problèmes du commerce des produits agricoles. Pour régler ces problèmes, les ministres ont engagé leurs pays à appliquer un ensemble de principes de réforme visant à axer davantage l'agriculture sur les lois du marché en réduisant le soutien public, en éliminant les politiques nationales qui faussent les échanges et en améliorant l'accès aux marchés. Le Canada encourage l'OCDE à poursuivre sa surveillance de l'évolution des politiques et son évaluation de l'incidence des changements de politique.

Au Sommet économique de Venise, le premier ministre Mulroney a soulevé à nouveau la question de l'agriculture et obtenu des participants qu'ils s'engagent à déposer rapidement des propositions de négociation pour les NCM qui se déroulent à Genève sous l'égide du GATT. Les États-Unis ont été les premiers à présenter leurs propositions, en juillet, suivis du Canada, du Groupe de Cairns, de la Communauté européenne, des pays nordiques et du Japon à l'automne de 1987. Les propositions offrent différentes orientations pour régler les problèmes courants, mais la plupart contiennent un engagement à s'attaquer aux causes fondamentales de la crise; on s'est entendu sur un programme de travail visant l'établissement d'un cadre à long terme pour le commerce des produits agricoles.

Le Ministère a concentré ses efforts sur les activités du Groupe de Cairns, qui regroupe 13 membres « exportateurs agricoles loyaux »: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Hongrie, Indonésie, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Philippines, Thaïlande et Uruguay. Ensemble, ces exportateurs moins importants comptent pour environ le quart des exportations mondiales de produits agricoles.

Le Groupe de Cairns a tenu deux réunions ministérielles dans les douze derniers mois. À la réunion d'Ottawa tenue du 21 au 23 mai 1987, il a endossé la position que M. Mulroney avait décidé d'adopter au Sommet de Venise. À la réunion tenue à San Carlos de Bariloche, en Argentine, du 23 au 27 février 1988, les ministres ont fait le point sur les NCM et convenu que le Groupe de Cairns élaborerait davantage sa position pour les NCM d'ici l'été 1988. Les membres du Groupe ont tous pour objectif de libéraliser à long terme le commerce des produits agricoles et ils ont constitué une « troisième force » dans les Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round, tentant de combler l'écart entre les États-Unis et la

CE. Le Groupe a fort bien réussi à attirer l'attention sur le sort des pays exportateurs moins importants, et il a présenté un certain nombre de propositions concrètes qui ont contribué à faire progresser les discussions au GATT.

Politique du commerce des ressources et des produits de base

Le Canada fait partie d'un certain nombre d'organismes internationaux liés aux produits de base, dont trois ont été créés par des accords internationaux sur les produits de base (l'étain, le caoutchouc naturel et le café) et dotés de dispositions économiques visant à en stabiliser les marchés internationaux.

Le sixième Accord international sur l'étain a dû consacrer passablement d'efforts à défendre sa position dans les actions en justice intentées après l'effondrement du marché de l'étain en 1985. L'Accord international sur le caoutchouc a été signé par le nombre de producteurs et de consommateurs requis pour maintenir le stock régulateur en attendant l'entrée en vigueur du deuxième accord, prévue pour janvier 1989. Le Canada n'a pas signé cet accord, et doit donc décider s'il veut y adhérer ou non après son entrée en vigueur. Le Canada a présidé les négociations au Conseil international du café, qui ont permis de convenir de nouveaux contingents à l'exportation et de réactiver l'Accord international sur le café.

Le Canada est également membre de plusieurs organes importants liés aux produits de base, qui favorisent les discussions entre les gouvernements (sont souvent conseillés par des représentants de l'industrie) sur les questions touchant la production, la consommation et le commerce de certains produits. Le Conseil international du blé, qui est un organisme consultatif, est né d'un accord international sur les produits de base. L'Accord international de 1988 sur le sucre est actuellement limité à un cadre de consultations en raison du désaccord quant à l'établissement des prix et sur les autres dispositions visant à stabiliser le marché international du sucre. Le Canada a maintenu son statut d'observateur lors de l'Accord international du cacao, qui est entré provisoirement en vigueur en janvier 1987.

Le Canada appuie l'Accord international sur le jute qui, sans contenir de dispositions sur la stabilisation des prix, tente de mieux sensibiliser les consommateurs au jute et aux articles en jute, et d'encourager les activités de recherche et de développement touchant de nouvelles utilisations pour le jute. Les préparatifs de la renégociation du premier Accord international sur le jute ont commencé en 1988 et se termineront en 1989.

En mai 1986, le Canada a adhéré à l'Organisation internationale des bois tropicaux. Cet organisme a été créé pour établir des données fiables sur les marchés et sur les structures du marché afin de permettre une meilleure évaluation du commerce mondial des produits en bois tropicaux et d'améliorer la gestion et la mise en valeur des forêts tropicales. L'Accord pourrait, lors de sa renégociation en 1990, recevoir un mandat élargi englobant toute une gamme de questions environnementales.

L'appui international de discussions franches entre les experts gouvernementaux sur les questions liées au commerce des minéraux et des métaux a encouragé le Canada à jouer un rôle de chef de file en préconisant la

création d'un Groupe d'étude international du nickel sur le modèle du Groupe d'étude international du plomb et du zinc, qui est également le modèle proposé pour un autre groupe d'étude dont la création est demandée par l'industrie américaine du cuivre et appuyée par le Canada et d'autres grands producteurs et consommateurs; le mandat de ce groupe fera l'objet d'une conférence de négociation prévue pour juin 1988.

En mai 1986, l'Organisation internationale du travail (OIT) a adopté une convention sur la sécurité de l'utilisation de l'amiante qui reprenait l'approche canadienne d'une utilisation contrôlée. Cette convention de l'OIT est maintenant ouverte à la ratification des États membres, et le Canada a commencé à prendre des mesures pour amener les provinces à accepter que le Canada la ratifie.

Le Canada a participé à la 3e réunion du Groupe intergouvernemental spécial d'experts du minerai de fer, à laquelle il a été convenu que le commerce du minerai de fer suscitait un intérêt intergouvernemental justifiant la tenue d'autres réunions spéciales au sein de la CNUCED. La prochaine réunion devrait se tenir en octobre 1989.

Des délégations canadiennes ont participé régulièrement aux travaux du Groupe de haut niveau de l'OCDE sur les produits de base, de la Commission des produits de base de la CNUCED, des comités et organismes connexes de l'OMS et de la FAO, ainsi que de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe. Dans ces organisations, les représentants canadiens et leurs conseillers du secteur privé ont poursuivi les intérêts du Canada sur un grand nombre de questions spécifiques touchant les produits de base, notamment l'évolution des normes applicables aux produits, la modification des exigences en matière de santé et de sécurité, ainsi que les tendances mondiales de la production et de la consommation.

Accord relatif aux marchés publics

Le Canada a participé aux négociations qui ont donné un accord visant à améliorer les dispositions de l'Accord relatif aux marchés publics. Les améliorations sont entrées en vigueur le 14 février 1988. L'Accord, auquel les grands pays industrialisés adhèrent, ouvre à la concurrence internationale une partie des marchés des gouvernements membres.

Sociétés des alcools

Un groupe spécial du GATT établi à la demande de la Communauté européenne a constaté que certaines pratiques des sociétés provinciales des alcools en matière de tarification, d'inscription au catalogue et de distribution exercent une discrimination contre les importations de boissons alcooliques et qu'elles sont contraires aux règles du GATT. Le Canada a été prié de s'assurer que les provinces rendent leurs pratiques conformes aux règles du commerce international et de faire rapport au GATT avant la fin de 1989.

Système tarifaire harmonisé

Les préparatifs se sont poursuivis en vue de la mise en œuvre, par le Canada et ses partenaires commerciaux, du Système harmonisé (SH) dans le cadre du GATT, et les négociations se sont poursuivies pour tenter de garantir que les conversions tarifaires auront l'effet le plus neutre possible. En décembre 1987, le Canada a converti au SH la

liste tarifaire qu'il avait déjà consolidée au GATT, et il a signé la Convention sur le Système harmonisé du Conseil de coopération douanière à Bruxelles. Le 1er janvier 1988, le Canada et plus de 40 partenaires commerciaux ont mis en œuvre le SH, à l'exception notoire des États-Unis (qui devraient l'appliquer d'ici le 1er janvier 1989).

Saumon et hareng du Pacifique

Les règlements canadiens adoptés en vertu de la Loi sur les pêcheries interdisent l'exportation de saumons rouges et roses et de harengs du Pacifique qui n'ont pas été conditionnés dans une installation de la Colombie-Britannique, approuvée par le fédéral. Les conditionneurs américains ont fait valoir au gouvernement fédéral américain, en vertu de la section 301 du Trade Act, que nos conditionneurs achetaient des quantités importantes de saumon et de hareng non conditionnés de l'Alaska alors qu'eux-mêmes se voyaient refuser tout accès au saumon et au hareng non conditionnés de la Colombie-Britannique. Après deux rondes de consultations bilatérales, les États-Unis ont soumis le différend à un groupe spécial du GATT. En novembre 1987, le groupe a constaté que les restrictions canadiennes à l'exportation allaient à l'encontre des dispositions de l'Accord général. Le rapport a été officiellement adopté par le Conseil du GATT à sa réunion du 22 mars 1988. Le ministre du Commerce extérieur a annoncé que le gouvernement canadien entendait agir avant le 1er janvier 1989 pour supprimer cette réglementation. Le gouvernement mettra alors en place une prescription sur les débarquements qui sera conforme au GATT et qui couvrira le saumon et le hareng du Pacifique, afin de répondre à certaines préoccupations spécifiques en matière de conservation, de gestion, d'inspection et de contrôle de la qualité du poisson.

Élargissement de la Communauté européenne

Après que l'Espagne et le Portugal eurent adhéré à la Communauté européenne, le Canada et d'autres partenaires commerciaux ont engagé des négociations afin d'obtenir une compensation pour la limitation conséquente de leur accès aux marchés de la CE. Cinq rondes de négociations entre le Canada et la CE ont été menées depuis novembre 1986. Aucune séance officielle de négociation n'a été tenue depuis l'été 1987, lorsqu'est survenue une impasse sur la question de savoir si le Portugal avait accordé en 1961 une concession tarifaire au Canada sur la morue salée verte. Le directeur général du GATT a accepté d'arbitrer le différend. On s'attend maintenant à ce que les négociations entre le Canada et la CE se terminent d'ici l'automne 1988.

Redevances américaines pour opérations douanières

En octobre 1986, les États-Unis ont imposé une redevance *ad valorem* sur la plupart des importations. Le Canada et la Communauté européenne l'ont contestée et, après consultation avec les États-Unis, ont demandé la formation d'un groupe spécial du GATT. Ce dernier a statué que la redevance, telle que structurée, contrevenait aux obligations des États-Unis à l'égard du GATT parce qu'elle imposait des frais pour des services non liés aux importations et que les montants demandés étaient trop élevés. Les États-Unis ont été priés de la modifier. Selon l'Accord de libre-échange, le Canada serait complètement exempté de cette redevance d'ici cinq ans.

Législation américaine sur le Superfonds

À la demande du Canada, du Mexique et de la Communauté européenne, un groupe spécial du GATT a examiné la législation américaine sur le Superfonds. En juin 1987, le groupe a constaté que la taxe discriminatoire que les États-Unis imposaient sur le pétrole importé allait à l'encontre de leurs obligations à l'égard du GATT; et les États-Unis ont été priés d'éliminer les aspects discriminatoires de la taxe.

Droit de douane japonais sur le bois de pin, de sapin et d'épinette

Le Japon a imposé un droit de douane de 8 % sur le bois de pin, de sapin et d'épinette de débits courants tout en permettant que le bois de débits courants d'autres essences soit importé en franchise. Le droit de douane restreint notre accès à un marché à croissance rapide qui a été initialement développé par l'industrie canadienne. Après des consultations avec le Japon, le Canada a demandé à un groupe spécial du GATT d'examiner sa plainte voulant que l'imposition d'un droit de douane discriminatoire soit illégale en vertu des règles internationales. Le Japon a accepté la formation du groupe spécial lors de la réunion du Conseil du GATT en mars 1988.

Promotion du commerce extérieur

Produits agricoles, halieutiques et alimentaires

La Direction générale de l'agriculture, des pêches et des produits alimentaires dirige les activités gouvernementales de promotion commerciale de tous les produits agricoles, halieutiques et alimentaires, à l'exception des graines et oléagineuses. Elle a été chargée d'élaborer des politiques sur les relations internationales en matière de pêche, et de préparer la position du Canada au sein d'un certain nombre d'organismes multilatéraux s'occupant des pêches. Elle a participé à de nombreux projets de développement des exportations, allant de la promotion des produits alimentaires canadiens dans les supermarchés de la Floride à l'organisation de missions d'acheteurs de produits agricoles et alimentaires du Groënland.

Une stratégie de développement du marché intitulée *Le marché agro-alimentaire en Chine: Comment pouvons-nous améliorer la performance des exportations canadiennes?* a été utilisée pour les consultations avec les provinces et le secteur privé. Des stratégies similaires pour le Mexique et la Corée du Sud devraient être achevées l'an prochain. Le programme «Avis aux acheteurs», appliqué en 1987 pour faire mieux accepter les produits agro-alimentaires et halieutiques canadiens sur le marché américain, a été maintenu pour tirer profit des possibilités de commercialisation que l'Accord de libre-échange avec les États-Unis ouvrira aux exportateurs.

En janvier, on a organisé une réunion des représentants provinciaux et des agents régionaux du MEIR s'occupant de la promotion des marchés pour le secteur des produits agro-alimentaires et halieutiques. Ces rencontres annuelles sont conçues pour améliorer la coordination entre les ministères provinciaux et fédéraux qui s'occupent de promouvoir les exportations agro-alimentaires. Des agents d'Agriculture Canada et de Pêches et Océans Canada y participent.

Le MAE et Agriculture Canada ont commencé à recenser les obstacles techniques au commerce qui pourraient être contrés par les initiatives du Fonds pour l'expansion des exportations, et se sont efforcés d'améliorer le processus de planification du Fonds. Sous l'égide du Comité interministériel de l'expansion du commerce international et du Conseil consultatif fédéral-provincial de développement des marchés, un répertoire informatisé a été constitué pour toutes les activités fédérales et provinciales de développement du marché des produits agro-alimentaires, pour la réalisation d'études de marché et pour la préparation de matériel promotionnel. La Direction générale est chargée de gérer le programme canadien de rapports et de renseignements sur le marché des produits agro-alimentaires en vertu duquel 149 rapports périodiques sont demandés aux missions du Canada à l'étranger. En plus de servir au Ministère, ces rapports sont distribués aux ministères et organismes du gouvernement ainsi qu'aux associations professionnelles et industrielles concernées.

Dans le secteur du conditionnement des aliments, des programmes ont été conçus pour recenser les débouchés sur les marchés extérieurs, pour promouvoir les ventes par le biais de foires commerciales, pour suivre les courants d'échanges et pour aider les entreprises canadiennes à exporter.

La Direction générale a participé à quatre foires commerciales internationales: Anuga à Cologne, Mefex à Bahrein, Foodex à Tokyo et l'Exposition sur l'alimentation à San Juan, Porto Rico. Sept foires alimentaires «solo» ont été organisées à Albany, Boston, Buffalo, Chicago, Cleveland, Minneapolis et Seattle; de plus, une exposition de vins et de fromages a été organisée à Philadelphie. La Direction générale a également participé à trois foires commerciales régionales, soit la Mid-West Hospitality Fair et les foires des associations de détaillants en alimentation de la Californie et de l'Arizona.

Au nombre de nouvelles initiatives, mentionnons une activité de promotion de la consommation dans le cadre de laquelle les produits canadiens ont été mis en vedette dans 135 magasins d'une grande chaîne de supermarchés de la Floride. Une dégustation de vins a été organisée afin de choisir les vins canadiens qui seront servis aux réceptions officielles données au Canada et dans les missions à l'étranger. Une évaluation a été faite des possibilités d'exportation en Australie et en Nouvelle-Zélande et un salon canadien de l'alimentation a été organisé en collaboration avec une chaîne de magasins à rayons de la Nouvelle-Zélande.

En réponse à la préoccupation croissante devant les questions liées à la fourrure et leurs incidences internationales, le Ministère a obtenu les crédits nécessaires pour un programme de communications internationales sur la fourrure qui sera administré par l'Institut de la fourrure du Canada. Cette activité a été coordonnée avec le Conseil canadien de la fourrure et Indigenous Survival International de façon à optimiser l'appui accordé à l'industrie de la fourrure. Le Ministère a apporté une contribution majeure à la prestigieuse exposition autochtone tenue au Museum of Mankind de Londres afin de mieux sensibiliser le public aux modes de vie des autochtones et à l'importance de la fourrure pour les populations autochtones. Il a également collaboré avec un nouvel organisme appelé Fur Alliance, ce

qui a permis de coordonner les efforts canado-américains d'appui de cette industrie.

Dans le secteur des pêches et des produits de la pêche, on a entrepris des activités de la promotion du commerce et amorcé des relations internationales en matière de pêches. Deux missions sur les pêches ont été organisées, l'une pour informer les exportateurs de fruits de mer des possibilités offertes sur le marché allemand et l'autre, pour tenter d'écouler en Australie les quantités sous-utilisées de merlu pêché sur les côtes du Pacifique et de l'Atlantique. La Direction générale a œuvré activement dans le nouveau secteur dynamique de l'aquiculture en organisant une présentation à un séminaire sur l'investissement dans l'industrie canadienne de l'aquiculture tenu en collaboration avec Aquanor de Norvège.

La Direction générale a poursuivi sa participation à d'importants salons des fruits de mer tenus aux États-Unis en concevant une présentation générique spéciale pour les salons de Boston et d'Orlando. Elle a également collaboré à organiser la participation à l'Anuga 87 de Cologne, où les ventes de fruits de mer réalisées sur place ont atteint un niveau sans précédent.

Deux projets spéciaux ont été exécutés dans le cadre du PDME — l'un en faveur de l'Association des éleveurs de saumon de la Colombie-Britannique pour l'établissement d'un programme de développement du marché sur le long terme, et l'autre en faveur du Conseil canadien des pêcheries pour faciliter la tenue d'une journée sur le thème « Un petit goût de Canada » en rapport avec la Conférence internationale sur les fruits de mer tenue à Monaco. Trois grands projets pluriannuels du PDME pour les principales exportations de produits de la mer ont été poursuivis.

Dans le domaine des relations internationales en matière de pêches, la Direction générale a joué un rôle de coordonnateur pour le Ministère. Elle a participé à la préparation du rapport d'un groupe de travail fédéral-provincial sur la surpêche par les bâtiments étrangers, ainsi qu'à la coordination de la réponse du Ministère. Elle a aidé à préparer la réponse au rapport de la Commission royale sur les phoques et l'industrie de la chasse au phoque au Canada. Elle a collaboré au rapport du groupe spécial du GATT sur le saumon et le hareng de la côte ouest et aux négociations sur l'élargissement de la Communauté européenne engagées en vertu de l'Article XXIV.6 de l'Accord général. Elle a donné des conseils sur les relations en matière de pêches et participé aux discussions bilatérales avec la CE, le Japon et d'autres pays. On a obtenu que la République fédérale d'Allemagne modifie ses règlements à l'importation pour exempter le saumon frais, réfrigéré et congelé du Pacifique des règlements liés aux espèces menacées d'extinction.

La Direction générale a participé à une réunion spéciale de l'Organisation des pêches de l'Atlantique nord-ouest pour réviser le programme international d'application concertée. Elle a également coordonné les positions du gouvernement et participé aux travaux du Comité des pêcheries de l'OCDE, de l'Organisation pour la conservation du saumon de l'Atlantique Nord et de la Commission internationale des pêches du Pacifique Nord, et elle a participé aux discussions multilatérales pour établir une organisation scientifique pour le Pacifique Nord.

Dans le secteur des produits agricoles primaires, la Direction générale a continué de promouvoir les bovins de race et le matériel génétique canadiens en participant à des foires internationales sur l'élevage tenues au Brésil, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe de l'Ouest, ainsi qu'à d'autres activités agricoles en Chine et en Asie du Sud-Est.

L'accueil de missions a constitué un bon outil de promotion commerciale pour le matériel génétique végétal et animal en familiarisant les acheteurs et représentants des services sanitaires étrangers avec les conditions de production, les normes sanitaires et les systèmes d'inspection du Canada, qui constituent habituellement un facteur clé dans la décision d'acheter ses reproducteurs ou ses semences hybrides. Plusieurs visites du genre ont été organisées de façon à englober le Royal Winter Fair de Toronto ou la Western Canadian Agribition de Regina. Grâce à ces missions, on a pu vendre des chèvres reproductrices au Brésil et au Venezuela, des bovins et de la semence de race laitière au Portugal, des embryons à l'Australie et des porcs reproducteurs à la Thaïlande et à la Malaisie. En outre, des missions sur la pomme de terre de semence ont amené des délégations de la Jordanie et de l'Arabie saoudite dans les Maritimes, et des acheteurs de pommes britanniques ont visité la Colombie-Britannique. Deux longs métrages sur les bovins de boucherie et de race laitière ont été produits en espagnol, en portugais, en russe et en mandarin.

L'accroissement rapide de la production de légumineuses et de cultures spécialisées devrait se poursuivre au Canada. Du matériel de promotion des cultures légumineuses a été distribué pour mieux sensibiliser les acheteurs étrangers à ces produits et pour appuyer les efforts de promotion des exportateurs canadiens. De nouvelles associations industrielles ont reçu une aide pour concevoir leurs stratégies de commercialisation.

Le volet « Activités spéciales » du PDME est un élément essentiel des activités de commercialisation de nombreuses associations de commercialisation de produits primaires. La Direction générale a traité plus de 30 projets, pour la plupart des activités de promotion « générique » menées par exemple par des associations d'éleveurs de reproducteurs et par des organisations de commercialisation de la luzerne déshydratée, des cultures légumineuses ou des plants de pépinière. La création de nouveaux marchés pour les pois et les lentilles, la réduction de l'excédent de tabac et l'accroissement des exportations de semences de culture (77,5 millions de dollars en 1987, soit 37 % de plus qu'en 1986) ont été en partie attribuables à ce type d'appui.

Dans certaines régions du monde, l'accès aux marchés des produits agricoles canadiens reste difficile. Pendant l'année, les efforts se sont poursuivis pour obtenir que les pommes de terre de semence soient acceptées dans la CE, pour que le foin haché, les pommes fraîches, les cerises, les tomates et les poivrons puissent être exportés au Japon, et pour que la luzerne déshydratée soit acceptée en Corée.

Commercialisation des techniques de pointe

Les industries de l'informatique, de la télédétection, des instruments de précision et des télécommunications ont continué d'évoluer rapidement.

Alors que les utilisateurs des secteurs privé et public du Canada et de l'étranger pénètrent un territoire précédemment inconnu, les profils du marché évoluent dans presque tous les pays. La tâche de promotion des exportations devient plus complexe, et les stratégies de commercialisation se concentrent sur des créneaux plus spécialisés. La plupart des délégations commerciales du Canada à l'étranger considèrent les communications et l'informatique comme leur principal secteur de concentration. Le Ministère a continué d'aider les sociétés de haute technologie à développer leurs exportations en recensant les produits à fort potentiel d'exportation, en préparant des stratégies de commercialisation des exportations, en coordonnant les initiatives intragouvernementales de commercialisation de la haute technologie, et en servant de point de contact avec le gouvernement pour obtenir de l'information sur les plans de commercialisation à l'étranger et sur les activités internationales des sociétés de haute technologie.

L'industrie canadienne des télécommunications (avec une contribution financière du Ministère) appuie l'Institut canadien de gestion en télécommunications de Montréal, qui tente d'élargir ses exportations de matériel et de services de télécommunications et d'améliorer la compétence des cadres des services de télécommunications des pays en développement. L'Institut a organisé une série de cours de perfectionnement destinés aux cadres supérieurs de l'industrie.

Les sociétés canadiennes de télédétection ont réussi à démontrer la qualité de leurs produits et services à des acheteurs potentiels de matériel et de logiciel sur de nouveaux marchés en Asie, en Australie, en Afrique et en Amérique latine. Les progiciels spécialement conçus pour les activités industrielles de transformation primaire ou secondaire et pour diverses fonctions de gestion de bureau ont trouvé de nouveaux marchés en Europe, en Asie et en Amérique latine.

Le Ministère a publié des manuels de repérage des débouchés, des répertoires de promotion ainsi que des brochures d'information spécialisée sur les produits servant au calcul, à l'électronique, à la télédétection et aux télécommunications, ainsi qu'un guide de planification des projets de télécommunications en milieu rural visant à mieux faire connaître les capacités canadiennes aux gestionnaires étrangers chargés de fonctions de conception, de planification et d'achat.

Programme de tourisme à l'étranger

Le tourisme constitue une part importante du commerce extérieur et de la balance des paiements du Canada, et il stimule la croissance économique et la prospérité de toutes les provinces. En 1987, les visiteurs étrangers ont dépensé quelque 6 milliards de dollars au Canada, faisant du tourisme la troisième source de devises en importance. Le tourisme fournit de l'emploi direct à près de 600 000 Canadiens. Le Ministère a la responsabilité du Programme de tourisme du Canada à l'étranger, qu'il exécute par le biais des délégués commerciaux affectés dans ses missions à l'étranger et sur le grand marché des États-Unis. Un Service du tourisme a été établi pour fournir des orientations opérationnelles aux missions et pour servir de point de liaison ministériel pour les questions liées au tourisme.

À l'étranger, les marchés prioritaires pour la promotion du tourisme au Canada sont le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne de l'Ouest et le Japon. Des agents du Ministère sont également affectés au programme de tourisme aux Pays-Bas, à Hong Kong, en Australie et au Mexique.

En 1987, un nombre sans précédent de 23 millions d'étrangers ont visité le Canada, soit 12 % de plus que le chiffre pour 1986, qui englobait les visites à Expo 86 de Vancouver. Si le nombre des touristes américains a diminué de 6,4 % en 1987 par rapport au chiffre exceptionnel de 1986, la tendance générale se maintient mieux que les années précédentes avec un accroissement de 10,2 % par rapport à 1985. En 1987, le Canada a reçu au total 12,7 millions de visiteurs américains.

Programmes et services d'exportation

Mois canadien de l'exportation

Le Mois canadien de l'exportation (MCE) est un programme national dirigé par le Ministère et appliqué par les gouvernements fédéral et provinciaux et le secteur privé. En octobre de chaque année, les groupements commerciaux, les associations industrielles, les gouvernements et le monde universitaire coopèrent, par l'organisation de séminaires, de conférences et d'expositions, pour faire savoir qu'« exporter, ça rapporte ». Pour la cinquième célébration du MCE en octobre 1987, 150 activités ont été tenues, y compris des séminaires et des ateliers, des séances d'information, des allocutions, des activités éducatives, l'accueil et l'envoi de missions, des foires commerciales, des expositions, des tournées et des présentations de prix d'excellence à l'exportation canadienne.

Carrefour Export

Pour informer les exportateurs et les entreprises prêtes à exporter des services qu'il leur offre ainsi que des débouchés extérieurs que ses missions ont identifiés, le Ministère organise, pendant le Mois canadien de l'exportation, une activité appelée « Carrefour Export », qui est son principal programme national de sensibilisation à l'exportation. En octobre 1987, troisième année où le Carrefour s'est tenu, des délégués commerciaux des missions canadiennes à l'étranger ont rencontré de nouveaux exportateurs pour discuter des possibilités qui s'offrent sur 35 marchés différents. Ces rencontres ont été tenues dans 21 villes du Canada, et des spécialistes de la promotion du commerce ont accordé plus de 6 500 entrevues à près de 2 000 représentants d'entreprises.

Prix d'excellence à l'exportation canadienne

Fort convoité depuis son lancement en 1983, le Prix d'excellence à l'exportation canadienne a aidé les entreprises qui tirent fierté de leurs exportations à promouvoir leurs ventes extérieures et intérieures et à motiver leurs employés.

En octobre 1987, à la réunion annuelle de l'Association des exportateurs canadiens, le ministre du Commerce extérieur a présenté des prix aux douze exportateurs suivants : Abegweit Seafoods Inc. ; Systèmes énergétiques C-E Canada, division de Combustion Engineering Canada Inc. ; Connaught Laboratories Limited ; Exeltor Inc. ; Fishery Products International Limited ; Hybrid Turkeys Inc. ; Knelson International Sales Inc. ; Lab-Volt Limitée ;

Noranda Forest Sales Inc.; Saskatoon Chemicals Ltd;
Société radiochimique, une division de l'Énergie atomique
du Canada Limitée; Westronic Inc.

Coopération fédérale-provinciale

Le Ministère a continué d'améliorer le processus de consultations avec les ministères provinciaux responsables du commerce. Les ministres fédéral et provinciaux du Commerce extérieur se sont réunis à Québec en mai pour discuter de toute une gamme de questions commerciales : leur ordre du jour reflétait un engagement à augmenter l'accès aux marchés étrangers, à renforcer la compétitivité des exportateurs et à améliorer l'efficacité de la commercialisation des exportations. Ce processus de coopération s'est poursuivi par des réunions entre les agents commerciaux du Ministère et les responsables du commerce de chaque province en vue de coordonner les efforts canadiens de promotion du commerce à l'étranger.

Pendant l'année, un projet pilote visant à accueillir des agents commerciaux des provinces dans les missions du Canada à l'étranger a permis d'affecter des agents de la Colombie-Britannique à Hong Kong et à Dusseldorf et des agents de l'Ontario à Séoul.

Initiative de développement de Montréal

En avril, le Ministère a présenté au Comité ministériel pour le développement de la région de Montréal sa réponse à la

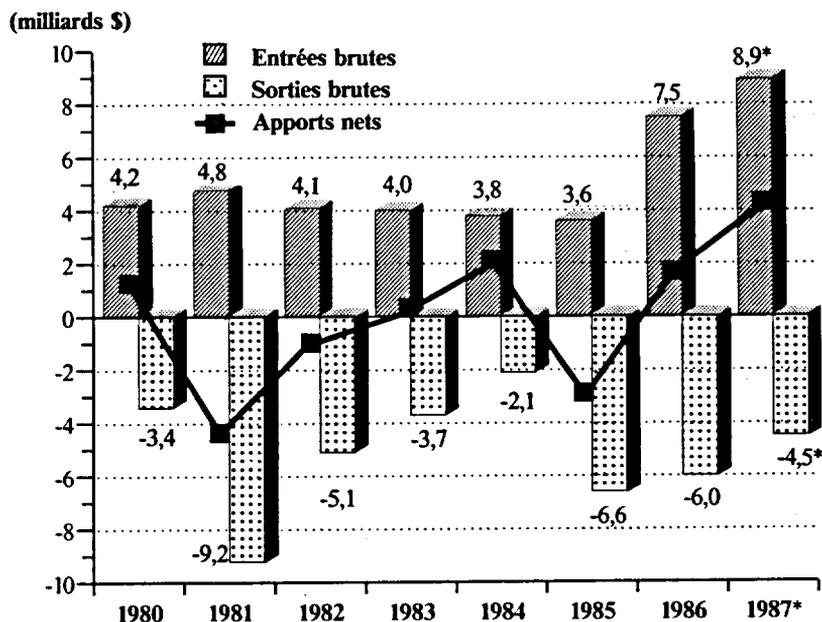
recommandation du rapport du Comité consultatif Picard en matière de commerce extérieur et de finances internationales. En novembre, le Cabinet a approuvé un mémoire d'ensemble sur le développement de Montréal, qui prévoyait quelque 2 millions de dollars en nouvelles initiatives sur le commerce extérieur. Le plan détaillé de mise en application présenté par le Ministère a été subséquemment approuvé par le Comité exécutif de Montréal.

Facilitation du commerce

Le programme de facilitation du commerce a été poursuivi pour améliorer les pratiques et les documents utilisés dans le commerce international. L'effort actuel vise à améliorer la compétitivité canadienne en simplifiant les documents internationaux et en participant à l'élaboration d'une norme internationale pour la communication automatisée de l'information utilisée dans le commerce international.

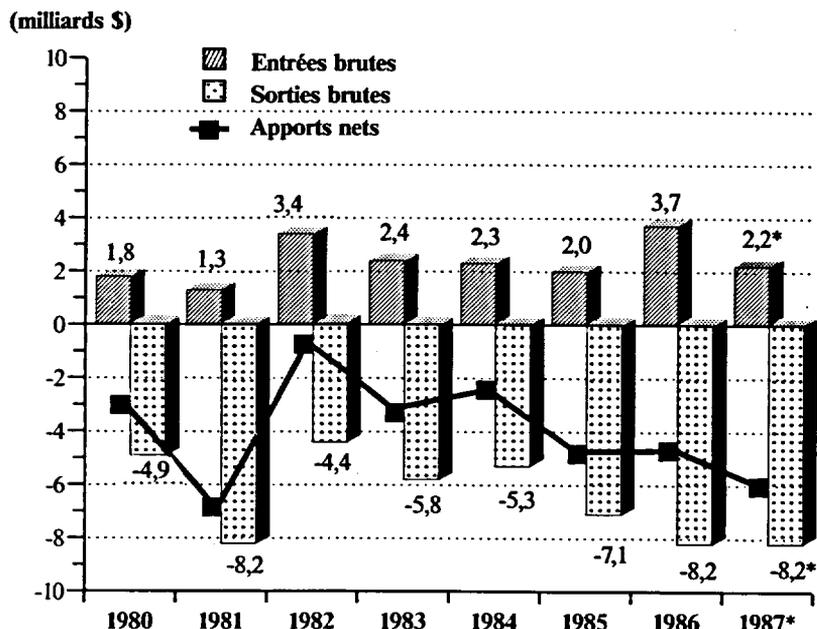
On a accru l'aide au Conseil canadien des échanges électroniques pour lui permettre de tenir des séminaires d'information dans l'ensemble du pays. Le Ministère a représenté les intérêts canadiens au sein d'organismes internationaux s'occupant de normes, de documentation et de questions comme l'inspection avant expédition.

INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS DIRECTS AU CANADA — APPORTS BRUTS ET NETS



*Données préliminaires.
Source : Statistique Canada
Préparé par Investissement Canada

INVESTISSEMENTS CANADIENS DIRECTS À L'ÉTRANGER — APPORTS BRUTS ET NETS



*Données préliminaires.
Source : Statistique Canada
Préparé par Investissement Canada

Centres d'études en administration internationale

Le Ministère continue de parrainer ces centres installés à l'Université Dalhousie, à l'École des Hautes Études Commerciales de l'Université de Montréal et dans les universités de Western Ontario, du Manitoba et de la Colombie-Britannique. L'objectif est d'améliorer la qualité de la gestion des entreprises canadiennes, surtout celles qui exportent, par l'étude des pratiques et techniques utilisées en commerce international. Le programme vise à fournir aux entreprises des diplômés d'université connaissant et comprenant les affaires internationales, à offrir aux cadres d'entreprises des programmes pour perfectionner leurs compétences en commercialisation des exportations et dans les domaines liés aux affaires, à encourager la recherche sur les questions d'administration internationale et à fournir de la documentation aux enseignants.

Liaison avec le monde des affaires

Le Ministère a intensifié ses activités de liaison avec les associations industrielles et professionnelles. Pendant l'année, des réunions ont été régulièrement tenues avec les comités de la Chambre de commerce du Canada, de l'Association des exportateurs canadiens et d'autres organisations nationales. Plus de 200 associations industrielles et professionnelles ont été invitées à deux reprises à Ottawa

pour assister à des séances d'information sur l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis; le Ministère leur a remis ses plans de promotion du commerce et de l'investissement pour qu'elles l'étudient et le commentent.

Promotion de l'investissement et de la technologie

Promotion de l'investissement étranger

En cette troisième année d'exécution du programme gouvernemental de promotion de l'investissement, de nouveaux sommets ont été enregistrés sur les plans de l'intérêt à investir au Canada et des apports financiers — globalement, les investissements étrangers directs sont passés de 92,5 milliards de dollars en 1986 à 103,1 milliards de dollars en 1987, soit un accroissement de quelque 11%. Les États-Unis sont restés la principale source d'investissement étranger direct, mais la part de ce pays a diminué; les autres principales sources d'investissements sont le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, le Japon, la France et la Suisse. Les principales sources de croissance sont le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, la Suisse et la France, avec des augmentations allant de 130 à 500%. De plus, d'importants nouveaux apports financiers sont venus de l'Australasie, de Hong Kong, de l'Italie et de la Suède. Ces chiffres reflètent les initiatives de promotion

entreprises par les agents du Ministère dans quelque 43 missions de promotion des investissements à l'étranger. Si le Ministère s'est concentré sur les marchés où il maintient des conseillers en investissement recrutés à même le secteur privé (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne et Japon), d'autres centres offrant un intérêt financier ont reçu l'attention des délégués commerciaux du Canada dans certains pays européens et dans les pays de la bordure du Pacifique.

Le programme de promotion de l'investissement à l'étranger est appuyé par Investissement Canada et par le MEIR; il suppose une coopération avec les gouvernements provinciaux. Une attention accrue a été accordée aux investissements étrangers qui contribuent à amener des technologies nouvelles et concurrentielles.

Programme d'apports technologiques

Le Programme d'apports technologiques (PAT) a été lancé en janvier 1986 pour aider les petites et moyennes entreprises canadiennes à acquérir les nouvelles techniques étrangères requises pour produire des articles, des procédés ou des services nouveaux ou améliorés. Le but est de renforcer la compétitivité de l'industrie canadienne.

Les deux principaux éléments du programme sont :
a) les Services PAT des missions, services offerts par des employés spécialement recrutés dans les missions à l'étranger pour répondre aux demandes des organismes canadiens qui désirent être renseignés sur des sources de technologies nouvelles ou naissantes, pour étudier les possibilités d'accords de licence ou de coentreprise, et pour organiser des rencontres entre partenaires éventuels; et
b) le Fonds PAT, qui accorde une aide financière aux Canadiens pour défrayer les dépenses occasionnées par les visites de reconnaissance ou de travail effectuées à l'étranger, les dépenses des visites effectuées au Canada par des experts étrangers ou les dépenses internationales de coentreprises ou de projets conjoints de recherche et de développement. Ce soutien est surtout destiné aux petites et moyennes entreprises.

Pendant la deuxième année du programme, les Services PAT des missions ont répondu à plus de 1 500 demandes de renseignements, et le Fonds PAT a appuyé 164 projets. On évalue qu'environ 500 de ces demandes donneront lieu à un transfert de technologie étrangère au Canada. Sur les 164 projets appuyés, 158 ont permis l'acquisition d'une connaissance approfondie d'une technologie étrangère, 66 ont débouché sur une lettre d'intention de transférer de la technologie ou de collaborer à des coentreprises, et environ 40 devraient entraîner le développement de produits ou de procédés nouveaux ou améliorés.

Politique scientifique et technologique

La nature essentiellement internationale de la science et de la technologie a permis de concentrer davantage l'attention sur les questions de politique qui concernent aussi bien l'incidence commerciale des apports de technologie que les questions de propriété intellectuelle et l'établissement d'un cadre international pour le programme gouvernemental d'aide à l'innovation. Le Canada a participé aux travaux de plusieurs organismes de l'ONU s'occupant de politique scientifique et technologique, en défendant les intérêts économiques du Canada et en favorisant une bonne applica-

tion de la science et de la technologie aux problèmes des pays en développement.

Collaboration bilatérale en matière de science et de technologie

Pendant l'année, le Ministère a collaboré avec plusieurs pays, dans un grand nombre de secteurs de la science et de la technologie, à la promotion des objectifs de développement économique. La collaboration avec le Japon, le Royaume-Uni, l'Allemagne de l'Ouest, la France, la Communauté européenne et d'autres pays industrialisés s'est poursuivie. La collaboration permanente avec les États-Unis, qui a déjà une large portée, se fait essentiellement sans l'intervention directe du gouvernement.

Communications

La convergence croissante des techniques de communication, d'informatique et d'information est de plus en plus importante pour l'économie mondiale. Pendant l'année 1987-1988, le commerce des services a suscité un intérêt international particulier. Les possibilités d'intensifier la concurrence en matière de communications internationales a entraîné des discussions sur les moyens d'assurer l'évolution ordonnée des marchés internationaux. Le travail exploratoire se poursuit à la Commission de la politique de l'information, de l'informatique et des communications de l'OCDE qui, à sa réunion de haut niveau de décembre 1987, s'est penchée sur trois grands thèmes: les techniques d'information et de communication au service du développement économique, les politiques de télécommunications et les règles à appliquer sur le plan international.

Les problèmes concrets posés par les demandes de répartition du spectre des fréquences radio ont été en partie réglés à la Conférence administrative mondiale sur les radiocommunications par services mobiles. La Conférence a notamment pris des décisions qui permettront d'introduire le M-Sat, satellite mobile canadien de communications.

Transport

En ce qui concerne l'aviation internationale, des accords *ad referendum* ont été conclus avec la République populaire de Chine, Hong Kong, Singapour, l'Égypte, la Côte d'Ivoire, le Venezuela et le Royaume-Uni. Pendant l'année, les accords *ad referendum* avec le Portugal, l'Inde et la Côte d'Ivoire ont été signés et mis en vigueur. Les discussions se sont poursuivies avec l'Irlande, l'Arabie saoudite et la République de Corée alors que les consultations se sont poursuivies avec les États-Unis pour trouver des moyens de sauvegarder et d'élargir davantage le cadre des services internationaux de transport de passagers et de marchandises exploités par les compagnies aériennes canadiennes.

La répression du terrorisme international est devenue un objectif particulier des négociations bilatérales en matière de services aériens. À cette fin, le Canada demande que tous les nouveaux accords bilatéraux comprennent des dispositions strictes en matière de sécurité. Un élément clé de la participation du Canada à l'OACI a été l'élaboration d'une convention sur la sécurité de l'aviation.

Une convention similaire pour la sécurité maritime a été adoptée à Rome sous l'égide de l'Organisation maritime internationale (OMI). Le Ministère a facilité une participation canadienne à toute la gamme des activités de l'OMI

visant la sécurité de la navigation et la prévention de la pollution en mer. Le Ministère a participé aux préparatifs pour la révision du Code de conduite des conférences maritimes de la CNUCED (et de ses incidences pour les relations transporteur-chargeur et pour les flottes nationales) et pour la tenue de la 13^e session de la Commission des transports maritimes de la CNUCED, qui a traité des problèmes structurels et économiques de l'industrie du transport maritime. À l'ECOSOC, le Canada a réclamé avec succès que l'on consacre davantage de ressources et d'attention à l'acheminement sécuritaire des produits dangereux.

En juin, le Ministère et la Coalition des exportateurs sur la politique de transport maritime du Canada ont coparrainé une conférence sur les difficultés du transport maritime vers les pays en développement; la conférence a permis d'évaluer ces difficultés et de recommander des mesures correctrices. Des exportateurs et des transporteurs maritimes canadiens ont reçu un appui pour les aider à régler leurs problèmes de transport vers d'autres nations. Les problèmes de transport découlant des pratiques restrictives de certains pays sont devenus suffisamment aigus pour amener le Canada à collaborer avec d'autres nations occidentales à adopter des approches diplomatiques concertées en vue d'atténuer ces restrictions.

Financement des exportations, projets d'équipement, maisons de commerce et PDME

Financement des exportations

Le financement est un facteur clé de toute exportation et, dans un environnement commercial international de plus en plus concurrentiel et complexe, les formes traditionnelles de financement des exportations ne sont souvent plus offertes ou appropriées. Le Ministère collabore avec d'autres services gouvernementaux pour se tenir au fait des besoins des exportateurs et pour fournir à ces derniers des conseils sur les sources potentielles de financement à l'exportation. De nouvelles pratiques régissant le compte canadien de la SEE ont été mises en place et, entre septembre 1987 et mars 1988, le ministre du Commerce extérieur a autorisé le décaissement de 1,2 milliard de dollars à titre d'appui financier préliminaire aux exportateurs canadiens à même le compte du Canada. Afin d'accélérer les transactions courantes, on a établi un processus visant à réduire le délai requis pour obtenir l'autorisation finale d'un financement à même le compte du Canada. Les exportateurs savent maintenant dès le départ si, pour des raisons de risque de non-remboursement, un pays ne serait pas admissible à un appui à même le compte du Canada. Le Ministère a continué à collaborer sur les questions de crédit à l'exportation dans le cadre du Consensus de l'OCDE pour garantir que les règles internationales sur le financement des exportations sont appliquées de façon transparente. Des institutions financières internationales comme la Banque mondiale offrant d'importantes possibilités aux exportateurs canadiens, le Ministère a poursuivi un programme d'information et d'aide, tant au Canada qu'à l'étranger, pour encourager une meilleure participation canadienne aux projets financés par ces institutions. Le commerce de compensation est une autre source de financement pratiquée sur les marchés internationaux pour remplacer ou

compléter le financement à l'exportation plus traditionnel. Pour pouvoir mieux répondre aux demandes de compensation dans l'une des régions où ces demandes sont les plus fréquentes, le Ministère a publié une étude sur l'expérience canadienne du commerce de compensation avec l'Europe de l'Est.

Projets d'équipement

Les exportateurs ayant réclamé un point de focalisation pour les projets d'équipement à l'étranger, le Ministère s'est intéressé à la nécessité de fournir une information plus détaillée et actualisée sur les possibilités de projets ainsi que des conseils aux exportateurs sur la meilleure façon de poursuivre ces projets. Le Programme d'aide technique à frais recouvrables, qui vise à fournir des compétences du secteur public pour appuyer la soumission de projets à l'étranger, a été prorogé pour deux ans et est présenté aux exportateurs comme un moyen de renforcer leur capacité de décrocher des projets.

Maisons de commerce

Les maisons de commerce sont un bon moyen d'introduire des petites entreprises à l'exportation. Le Ministère a coparrainé plus de 20 séminaires tenus dans toutes les régions du pays pour renseigner le public et le secteur privé sur le rôle et la fonction des maisons de commerce. Ces séminaires ont été tenus en coopération avec le Conseil des maisons de commerce canadiennes, qui est appuyé par le Ministère.

Programme de développement des marchés d'exportation

Le Programme de développement des marchés d'exportation (PDME) a pour mandat d'appuyer la croissance de l'économie canadienne en accroissant les exportations. Cet accroissement est réalisé en appuyant des activités supplémentaires de commercialisation des exportations auprès de sociétés qui n'auraient pas osé ou n'auraient pas pu les entreprendre sans une aide du PDME. Le gouvernement partage le risque du développement des marchés, et les contributions PDME sont remboursées si des ventes sont générées. Le Ministère aide les exportateurs à organiser un certain nombre de foires ou de missions commerciales auxquelles des sociétés canadiennes sont invitées à participer selon une formule de partage des coûts, ou répond aux sociétés canadiennes qui lui demandent d'appuyer leurs efforts en leur offrant une contribution remboursable à certaines conditions; ces contributions sont offertes pour l'identification de marchés, la participation à des foires commerciales, la soumission de projets, l'établissement de bureaux de vente à l'étranger ou la formation de consortiums. Le budget du PDME représente actuellement 34 millions de dollars, soit 70 % de celui de 1984-1985.

Des mesures ont été prises pour accroître la rentabilité du Programme dans le domaine des activités parrainées par le gouvernement (foires et missions) et dans le volet « Activités mises en marche par l'industrie », qui sert à répondre aux demandes du secteur privé. Un meilleur suivi a permis d'améliorer la déclaration des exportations réalisées. Dans les années précédant la restructuration du PDME, les exportations déclarées représentaient habituellement moins de 500 millions de dollars; le montant déclaré en 1987-1988

Tableau 2

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION
(Projets mis en marche par l'industrie)

Année financière	Demandes reçues	Demandes approuvées	Montant approuvé (milliers \$)	Dépenses (milliers \$)	Ventes (millions \$)
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	
1984-85	6 235	4 543	66 781	32 865	353
1985-86	5 363	3 664	36 260	33 706	583
1986-87	4 426	2 992	29 432	24 016	572
1987-88	3 997	2 738	22 258	19 000	1 024

dépassait les 830 millions de dollars. Cet accroissement des ventes s'est accompagné d'un relèvement des niveaux de remboursement. Pendant l'année, les remboursements ont représenté presque 5 millions de dollars comparativement à des montants traditionnellement inférieurs à 2 millions de dollars.

Le nombre des demandes reçues a chuté d'environ 9,5%; 2 700 des quelque 4 000 demandes reçues ont été approuvées pour une valeur globale de 22 millions de dollars. Ce déclin des demandes est attribuable à une économie plus saine qui a réduit l'incitation des sociétés à rechercher de nouveaux marchés extérieurs, à l'interruption de l'aide accordée aux divisions des grandes sociétés, ainsi qu'à

l'élimination du *per diem* accordé pour les voyages de prospection de marchés et de l'aide accordée pour l'ouverture de bureaux de vente aux États-Unis.

S'il y a eu diminution du nombre des activités organisées par le Ministère — comme la tenue de foires commerciales ainsi que l'accueil ou l'envoi de missions commerciales —, un plus grand nombre de sociétés canadiennes ont bénéficié de ce type d'assistance. Le Ministère a appuyé la participation à 140 foires commerciales appelant la participation de 700 sociétés. Il a organisé l'envoi de 41 missions commerciales représentant 110 sociétés et accueilli 119 missions d'acheteurs impliquant 275 décideurs et acheteurs étrangers.

Tableau 3

PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS D'EXPORTATION
(Projets mis en marche par le gouvernement)

Année financière	Projets proposés	Projets approuvés	Sociétés aidées	Budget approuvé (millions \$)	Dépenses (millions \$)	Ventes (millions \$)
1981-82	811	299	1 652	8,6	8,8	350
1982-83	1 012	308	1 508	10,6	9,5	600
1983-84	1 073	341	1 894	12,7	13,1	623
1984-85	1 148	448	1 750	15,5	14,7	728
1985-86	1 033	385	1 613	15,7	15,5	763
1986-87	1 219	323	1 403	12,5	12,7	444
1987-88	1 576	296	1 316	11,6	12,2	500

WIN Exports

WIN Exports est une base de données informatisée comprenant des renseignements sur 22 000 exportateurs canadiens. Pendant l'année, le système a été implanté dans toutes les directions commerciales du Ministère, dans les bureaux régionaux du MEIR, dans 6 ministères provinciaux de l'Économie et du Commerce et dans 60 missions du Canada à l'étranger. Le système donne aux agents commer-

ciaux un grand répertoire de repérage électronique, qui constitue une mémoire collective des contacts établis sur le terrain et qui contient des éléments permettant la manipulation et l'utilisation automatisées des données. De par son contenu et sa diffusion, il est devenu la base « nationale » de données sur les exportateurs canadiens et sur leur capacité d'approvisionnement. Pendant l'année, le réseau WIN s'est enrichi de modules conçus pour les activités de promotion

du tourisme et de l'investissement à l'échelle locale et régionale.

Système de planification et de suivi

En 1986, le Ministère a implanté un système informatique avancé pour gérer les plans de promotion des exportations et des investissements de 96 missions à l'étranger couvrant quelque 120 marchés. Le système permet de recenser les activités commerciales prioritaires des missions, de fournir des données détaillées sur les secteurs et les marchés, et de choisir les débouchés par région et par secteur. En 1987, une composante promotion du tourisme a été ajoutée au système.

Programmes de défense

Commerce du matériel de défense avec les États-Unis

La Direction générale des programmes de défense est chargée de gérer la relation avec les États-Unis en matière de commerce de matériel de défense en vertu de l'arrangement de partage de la production et de la mise au point de matériel de défense, dont le mandat a évolué depuis la Seconde Guerre mondiale lorsque l'on a compris que l'infrastructure industrielle était une composante intégrale de la défense du continent. Pendant l'année, nos exportations de matériel de défense aux États-Unis ont progressé de 35 % pour atteindre 1,3 milliard de dollars. L'aspect le plus notoire de cet accroissement est qu'il était attribuable à une poussée subite des ventes des sous-traitants, qui sont généralement des sociétés canadiennes moins importantes. Un programme visant à élargir leur participation à ce marché a englobé des séminaires et des visites d'entreprises de toutes les régions du pays, la visite d'organismes américains d'achat de matériel de défense et des installations des principaux entrepreneurs canadiens, ainsi que l'envoi de missions de sociétés canadiennes à des postes de commandement militaire et à des organismes d'achat des États-Unis.

La Direction générale a traité plus de 800 demandes de renseignements émanant de quelque 500 sociétés intéressées à exploiter le marché américain du matériel de défense. La

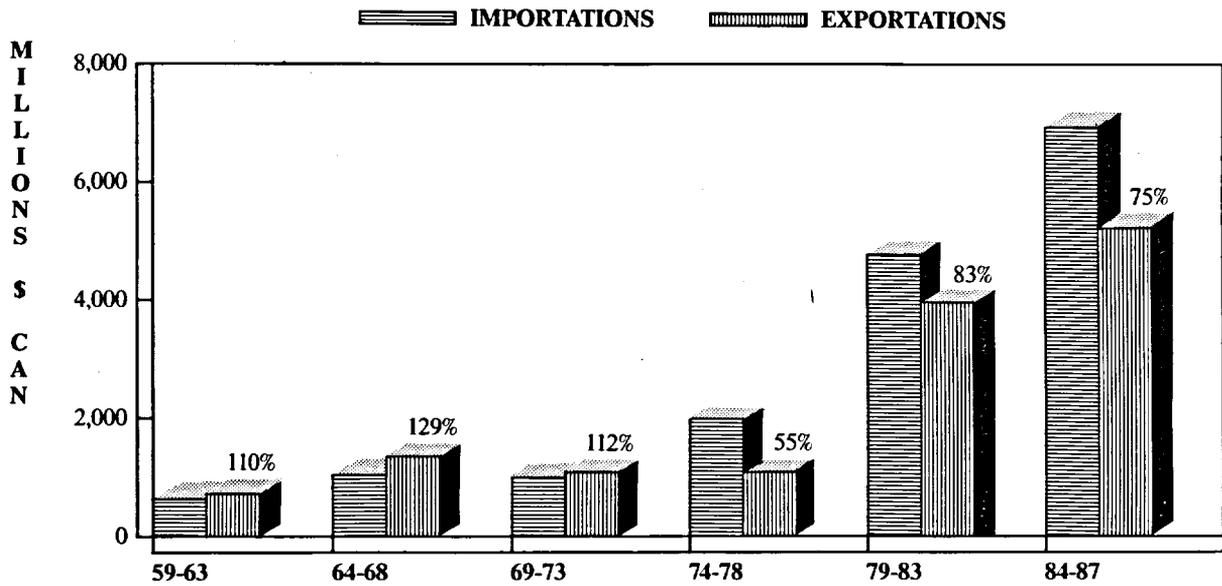
plupart des demandes touchaient l'identification d'acheteurs, les pratiques suivies des deux côtés de la frontière, la difficulté à obtenir le dossier d'adjudication et le transfert de technologie.

On a organisé des visites pour permettre à 9 amiraux de se faire une idée de la capacité canadienne de répondre à leurs besoins. Des visites ont ensuite été faites à plus de 50 commandants militaires et administrateurs principaux d'entreprises de matériel de défense des États-Unis.

Grâce à ces efforts, des sociétés canadiennes ont pu être enregistrées auprès de 49 nouveaux organismes américains d'achats militaires; la plupart des 116 sociétés qui se sont ainsi inscrites pour la première fois sont des petites et moyennes entreprises. Une série d'ateliers sur l'exportation de matériel de défense ont été tenus dans 9 provinces pour encourager les sociétés à l'extérieur du corridor Toronto-Montréal. Ces ateliers ont atteint 150 entreprises, n'ayant pour la plupart aucune expérience de l'exportation sur le marché américain du matériel de défense, et 40 représentants de gouvernements provinciaux.

La Direction générale des programmes de défense copréside des groupes de travail qui se réunissent pour trouver des domaines dans lesquels les sociétés canadiennes pourraient développer de nouvelles technologies et de nouveaux produits qui répondront aux exigences militaires américaines tout en contribuant aux objectifs canadiens. Pendant l'année, des débouchés ont été ouverts pour les instruments d'aéronef, pour les systèmes de contrôle de la circulation aérienne et pour les composants de satellite. Ces projets conjoints permettent de faire progresser la technologie canadienne et de rendre cette industrie plus concurrentielle. Les sous-comités sur le transfert de la technologie, sur la sécurité et sur l'infrastructure industrielle nord-américaine se sont réunis périodiquement en divers points du continent, et de nouveaux groupes de travail ont été établis avec l'état-major de l'US Army Aviation Systems Command, de Communications, Electronic Command et de l'US Air Force Space Division pour entreprendre des projets de corecherche sur les produits.

COMMERCE DE DÉFENSE AVEC LES ÉTATS-UNIS SUR CINQ ANS 1959-1987



COMMERCE DE DÉFENSE AVEC LES ÉTATS-UNIS — VALEUR ANNUELLE CUMULATIVE 1959-1987

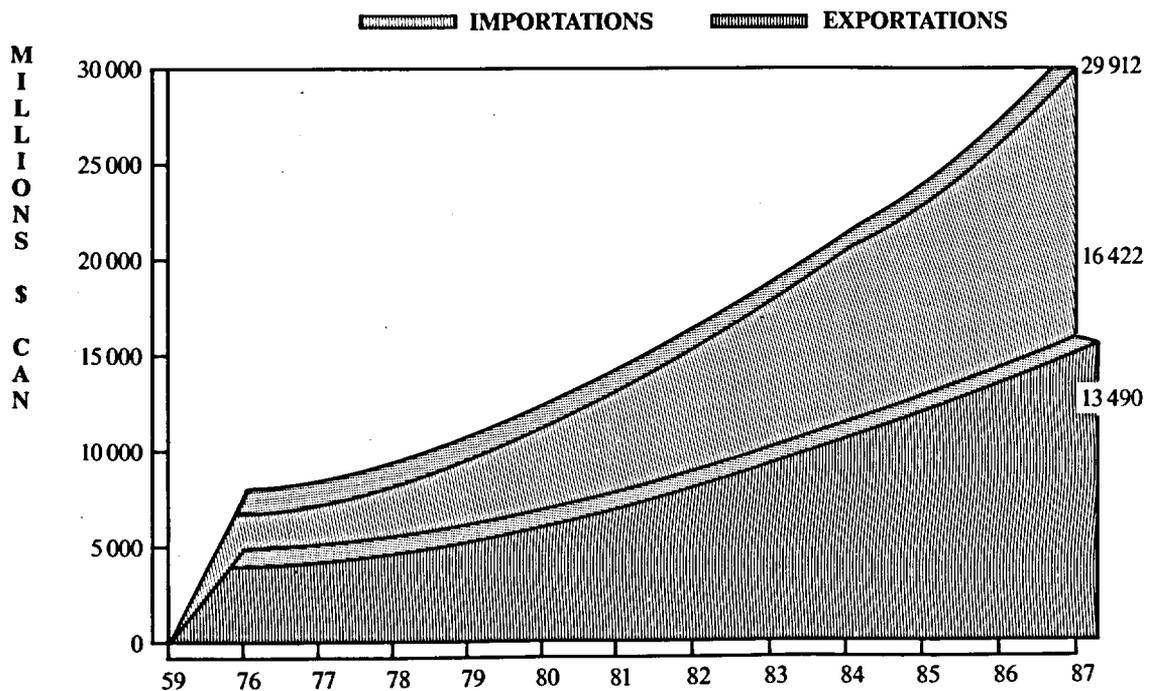


Tableau 4

PARTAGE DE LA PRODUCTION CANADO-AMÉRICAINNE DU MATÉRIEL DE DÉFENSE

Commerce canado-américain du matériel de défense

1959-1987

Année	Exportations		Importations	
	annuelles	cumulatives	annuelles	cumulatives
(millions de dollars canadiens)				
1959	96	96	108	108
1960	113	209	196	305
1961	143	352	94	399
1962	254	606	127	526
1963	142	748	152	678
1964	167	915	174	852
1965	259	1 174	130	982
1966	317	1 491	332	1 314
1967	308	1 799	294	1 608
1968	320	2 119	134	1 742
1969	300	2 419	172	1 914
1970	227	2 646	223	2 137
1971	216	2 862	180	2 317
1972	175	3 037	194	2 511
1973	198	3 235	232	2 743
1974	150	3 385	281	3 024
1975	189	3 574	233	3 257
1976	191	3 765	879	4 136
1977	314	4 079	300	4 436
1978	267	4 346	315	4 751
1979	368	4 714	295	5 046
1980	482	5 196	489	5 535
1981	827	6 023	1 034	6 569
1982	1 027	7 050	1 462	8 031
1983	1 207	8 257	1 459	9 490
1984	1 361	9 618	1 738	11 228
1985	1 644	11 262	1 990	13 218
1986	947	12 209	1 428	14 646
1987	1 281	13 490	1 776	16 422

Coopération industrielle pour la défense de l'OTAN

La Conférence des directeurs nationaux des armements (CDNA) a poursuivi son programme visant à renforcer la coopération en matière d'armement, et l'amendement Nunn des États-Unis continue de stimuler nombre des projets coopératifs en matière d'armement. Il s'agit d'une coopération multiforme englobant le simple échange des résultats d'études menées au plan national, la codéfinition qui doit déboucher sur un codéveloppement, la coproduction et les systèmes de soutien logistique intégrés. Le Canada participe à plusieurs projets qui bénéficient actuellement d'un financement. Pendant l'année, le secrétaire général de l'OTAN a mis en place un grand système de planification des armements classiques de l'OTAN selon lequel le cycle de planification des armements de l'OTAN sera aligné sur celui qui fonde les objectifs donnés aux forces nationales; le nouveau système a été endossé par les ministres des Affaires

étrangères et de la Défense et devrait renforcer la coopération militaire au sein de l'Alliance. Le Canada participera à une période d'essai de deux ans qui commencera au deuxième semestre de 1988. Les activités du Groupe consultatif industriel de l'OTAN ont illustré les efforts du Groupe pour souligner le rôle que joue l'industrie dans le renforcement de la coopération transatlantique en matière d'armement, et pour régler les problèmes de nature industrielle que posent les complexes programmes de la CDNA. Un sous-groupe spécial du Groupe consultatif a achevé l'analyse des moyens de faciliter la gestion de ces programmes coopératifs complexes. La délégation canadienne auprès de l'OTAN a intensifié les efforts pour attirer l'attention de l'industrie sur les possibilités que l'OTAN offre dans le cadre de ses projets d'infrastructure à financement commun.

Accords européens sur le commerce du matériel de défense

Neuf accords de recherche, de développement et de production (RDP) ont maintenant été conclus avec le Danemark, la France, les Pays-Bas, l'Italie, la Norvège, la Suède, la Grande-Bretagne et la Belgique. Le premier avait été signé en 1964 avec la République fédérale d'Allemagne. Ces accords, qui s'inspirent largement des arrangements canado-américains, ont été conclus dans le but de maintenir une infrastructure de défense viable suite à la décision prise par le Canada en 1959 de ne plus concevoir, développer ou fabriquer de grands systèmes d'armements au Canada. Leur principale contribution pour le pays a été d'ouvrir les marchés étrangers au matériel de défense pour contrebalancer les achats de grands systèmes d'armements étrangers et pour promouvoir le développement technologique de l'industrie canadienne. On a signé le mémorandum d'accord sur la production du CL-289, qui est un engagement franco-germano-canadien. Le Comité directeur des accords RDP a également tenu des réunions avec les représentants de la Norvège, de la Suède, du Danemark et des Pays-Bas.

Matériel de défense : foires, missions et visites

La Direction générale a mené en Australie et en Nouvelle-Zélande une mission composée de représentants du gouvernement et de l'industrie maritime pour familiariser les fabricants canadiens avec le matériel et les systèmes de défense maritime de la marine australienne, de la marine néo-zélandaise et de l'industrie australienne. Des militaires de la Thaïlande ont visité plus de 30 sociétés lors d'une tournée pancanadienne. Le Canada était représenté à plusieurs foires du matériel de défense, parmi lesquelles le Salon de l'aéronautique de Paris, Defence Asia 1987 (Bangkok), AITEX 1987 (Australie), et Defence Services Asia 1988. Une mission de représentants du service néo-zélandais de lutte contre les incendies a visité cinq provinces pour discuter de procédures et pour examiner le matériel.

HiTec

La 26^e Conférence annuelle sur les exportations de produits de technologie de pointe (HiTec 88) s'est tenue à Ottawa en mars 1988. Les délégués commerciaux affectés dans nos missions à l'étranger ont accordé 5 000 entrevues aux représentants de quelque 360 sociétés canadiennes. Un certain nombre d'entrepreneurs principaux étrangers ont été invités à y participer; près du tiers des sociétés représentées participaient à la Conférence pour la première fois.

Contrôles à l'exportation et à l'importation

L'exportation de certains articles et de certaines technologies est contrôlée par les autorités gouvernementales pour garantir que leur commerce se fait conformément à la loi et aux politiques du gouvernement. En septembre 1986, M. Clark annonçait une nouvelle politique pour l'exportation de matériel militaire et stratégique. Cette politique a été maintenue pendant l'année, bien qu'elle ait été occasionnellement critiquée par des groupes tentant de réduire ou d'interdire les exportations d'armes depuis le Canada, ainsi que par des associations d'exportateurs mécontents des retards provoqués du fait des réexamens entraînés par la politique.

Le contrôle des exportations a reçu plus de publicité pendant l'année en raison de l'exportation illégale, du Japon vers l'Union soviétique, d'un certain nombre de fraiseuses multiaxiales sophistiquées et de logiciels norvégiens connexes. Cette exportation a sensiblement affaibli la sécurité de l'Alliance en renforçant la capacité qu'ont les chantiers navals soviétiques de produire des propulseurs de sous-marin moins bruyants. C'est pourquoi le Comité de coordination du contrôle des échanges stratégiques (CoCom) a fait de nouveaux efforts pour resserrer l'application des mesures de contrôle déjà appliquées aux exportations des pays membres, ainsi que pour réviser et simplifier les listes de contrôle pour garantir qu'elles n'englobent que les produits et techniques ayant la plus grande importance stratégique. Les délégués canadiens au CoCom ont négocié divers changements aux listes, qui seront appliqués dans une prochaine révision de la Liste de marchandises d'exportation contrôlée.

L'engagement pris par le Canada d'atténuer les tensions internationales dans les régions de conflit s'est manifesté par l'ajout, à la Liste de marchandises d'exportation contrôlée, de nouveaux composés précurseurs d'armes chimiques. Bien que ces composés ne soient généralement pas produits au Canada, leur commerce en grandes quantités est une source de préoccupation: en effet, leur utilisation industrielle à des fins pacifiques est rare alors que leur rôle dans la guerre chimique peut avoir de sérieuses conséquences. On a noté plusieurs cas d'utilisation d'armes chimiques pendant la guerre Iran-Irak.

Outre les articles stratégiques d'utilisation militaire et civile, la Liste de marchandises d'exportation contrôlée englobe des produits à base de ressources comme les billes et certains produits animaux ou agricoles. En juin 1986, suite à l'imposition d'un droit de 35 % sur les importations américaines de bardeaux et de bardeaux de fente du Canada, les blocs et billons de cèdre rouge — qui servent à la fabrication des bardeaux — ont également été ajoutés à la Liste de marchandises d'exportation contrôlée. Le Canada a pris cette mesure pour garantir que ses programmes d'encouragement à la transformation plus poussée au Canada d'une ressource naturelle ne seraient pas compromis par l'exportation de cèdre rouge semi-transformé. Si leur exportation n'avait pas été restreinte, ces produits auraient pu éviter le droit de douane américain et être transformés en bardeaux et bardeaux de fente aux États-Unis. La Liste a été modifiée le 22 février 1988 pour englober tous les produits semi-fabriqués en cèdre rouge. Ceci pour arrêter l'exploitation d'une échappatoire permettant l'exportation en franchise aux États-Unis d'ébauches de bardeaux semi-manufacturés — un produit plus élaboré que les blocs et billons — et leur transformation subséquente en bardeaux. Le pouvoir de contrôler l'exportation d'ébauches de bardeaux est actuellement contesté devant la Cour fédérale du Canada.

Contrôles à l'importation d'armes de guerre

En 1986, c'est le secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a reçu la responsabilité d'examiner les demandes de licence d'importation de certaines armes de guerre définies aux articles 70 à 74 de la Liste de marchandises d'importation contrôlée. La Direction des contrôles à l'exportation examine un nombre croissant de demandes de

ce type. De nouveaux efforts pour intégrer cette fonction à d'autres secteurs d'activité ont entraîné le refus d'autoriser l'importation au Canada de lance-grenades et de munitions apparentées, et un examen bien plus serré pour empêcher l'importation d'armes automatiques ou semi-automatiques puisque ces armes sont interdites par le Code criminel.

Afrique du Sud

Le 1^{er} octobre 1986, on a interdit les importations d'uranium, de charbon, de fer, d'acier et de produits agricoles d'origine sud-africaine. Pendant l'année, les importateurs de fentes de moulage ont été informés que l'interdiction s'appliquait aussi bien aux moulages usinés qu'aux produits bruts de coulée. Les activités de surveillance et d'enquête se poursuivent pour garantir que la politique gouvernementale sur les sanctions est pleinement appliquée.

Système de répartition du contingent global d'importation

En 1986, on a entrepris un réexamen du système utilisé pour répartir les contingents entre les importateurs canadiens pour les produits dont l'importation est assujettie à un contrôle global. Des consultations ont été engagées avec le secteur privé, y compris toutes les grandes associations directement intéressées par l'administration du contingent global. En juin 1987, le ministre du Commerce extérieur annonçait que, après avoir examiné le système et analysé les résultats du processus de consultation, aucun changement important ne serait apporté au système de répartition des contingents. Mais il ajoutait que tous les efforts seraient faits pour réserver des quantités aux nouveaux venus ainsi que pour améliorer la transparence et l'ouverture du système. Des comités consultatifs du secteur privé ont été établis pour l'importation des poulets, des dindons, des oeufs et des fromages.

Produits laitiers

Le 28 janvier 1988, divers produits laitiers (crème glacée, yaourt, lait de beurre, lait écrémé et mélanges de ces produits) ont été ajoutés à la Liste de marchandises d'importation contrôlée pour appuyer le programme de gestion des approvisionnements en lait de transformation. En conséquence, ces produits ne peuvent plus être importés sans licence. Les niveaux des contingents et leur répartition font l'objet d'un examen. À titre de mesure provisoire, les demandes de licence sont traitées cas par cas.

Textiles et vêtements

Dans le cadre de la nouvelle politique canadienne des importations de textiles et de vêtements annoncée en juillet 1986, les importations au Canada de textiles et de vêtements sont soumises à des contrôles. Selon cette politique, le Canada devait renégocier 22 arrangements réglementant l'exportation de textiles et de vêtements au Canada qui devaient venir à expiration à la fin de 1986. La politique prévoyait également que le Canada prendrait promptement des mesures lorsque de nouvelles importations non réglementées perturbent le marché canadien.

À la fin de mars 1987, 21 des 22 arrangements avaient été renouvelés. Outre ces 21 arrangements, le Canada avait précédemment renégocié 3 arrangements à long terme et

imposé unilatéralement des contrôles aux importations depuis la Corée du Nord. La renégociation de tous les arrangements prenait fin en mai avec la conclusion d'un accord bilatéral à long terme avec la Turquie.

À la fin de 1987, le Canada négociait avec la République démocratique allemande une limitation de ses exportations de bas et de chaussettes au Canada. Un arrangement conclu avec le Pakistan ajoutait certains articles de sport à l'arrangement en vigueur. En outre, des négociations ont été finalisées avec la Malaisie sur les vêtements extérieurs d'hiver, les vestons et les vêtements de pluie, avec le Bangladesh sur certains articles de sport, avec les Philippines sur les gilets, et avec la Roumanie sur les articles de sport, les draps et les oreillers. De plus, des contrôles ont été introduits en janvier 1988 pour limiter les importations de vêtements et de tissus de laine peignée originant de l'Afrique du Sud. Ces mesures ont porté à 27 le nombre des sources contrôlées à la fin de l'année financière; un arrangement avec le Brésil venait à expiration à la fin de 1987 et les négociations sur son renouvellement se poursuivaient.

Entre 1982 et 1986, les importations de vêtements au Canada se sont accrues en moyenne de 11% par année. La politique de juillet 1986 a pour grand objectif de réduire substantiellement le taux de croissance moyen des importations. À la fin de 1987, les importations ne dépassaient que de 4% le niveau de 1986.

Le Canada a signé l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (AMF); cette dérogation négociée au GATT prévoit un cadre pour la négociation d'arrangements bilatéraux sur le commerce des produits textiles entre pays exportateurs et importateurs. Les contrôles mis en place par les pays importateurs doivent être soumis à l'Organe de surveillance des textiles (OST), organisme composé de signataires de l'AMF et chargé de superviser les contrôles pour garantir qu'ils sont conformes aux grands objectifs de libéralisation du commerce des produits textiles contenus dans l'AMF. En 1987-1988, le Canada a préparé les documents à soumettre à l'OST sur les arrangements renégociés; à la fin de l'année financière, la plupart de ces documents avaient été examinés et acceptés par l'OST.

La réalisation des objectifs de la politique des importations de textiles et de vêtements, qui se fonde sur des contrôles négociés au niveau bilatéral, exige que le pays exportateur contrôle effectivement les expéditions conformément aux dispositions convenues. Étant donné que les pays importateurs utilisent divers systèmes pour classer et contrôler les importations, il est important que les exportateurs comprennent bien chacun de ces systèmes pour assurer l'efficacité des contrôles et pour faciliter le mouvement des marchandises échangées. Le Canada a appuyé ce point de vue en fournissant aux autorités chargées des exportations de l'information sur son système de contrôle. Pendant l'année, le Canada a mené des consultations avec la Chine et le Vietnam sur l'administration des contrôles et donné aux administrateurs et exportateurs de la Malaisie des séances d'information sur l'administration du système et sur le classement des produits.

L'industrie du vêtement craignant pour son approvisionnement en certains tissus réglementés, un comité mixte de membres des GCSCE sur les vêtements et

fourrures et sur les textiles et chaussures a été établi pour examiner ces préoccupations et pour présenter des recommandations appropriées. Le comité étudie si certains produits devraient être déréglementés.

L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis englobe un certain nombre d'éléments spécifiques sur le commerce des vêtements et textiles qui supposeraient une

surveillance et un contrôle. Les fonctionnaires canadiens ont commencé à examiner les modalités de ces dispositions et ont tenu des consultations avec leurs homologues américains en vue de l'instauration d'un système mutuellement acceptable pour la mise en œuvre de l'Accord.



Les Nations Unies

Dans le domaine de la paix et de la sécurité, c'est dans les dossiers de l'Afghanistan, du terrorisme et du désarmement que l'Organisation des Nations Unies a enregistré ses principales réalisations en 1987. À cet égard, il convient tout particulièrement de mentionner l'accord quadripartite sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan; la conclusion de cet accord a été encouragée par l'ONU et elle s'est accompagnée de la constitution d'une mission multinationale d'observation.

La déclaration concernant l'Afghanistan faite par le Canada à la 42^e session de l'Assemblée générale a été l'un des éléments clés du programme politique de l'ONU, et elle a permis d'éviter que ne s'atténuent les critiques après que les autorités soviétiques eurent fait part de leur intention de se retirer. Le vote sur la résolution n'a laissé aucun doute: la communauté internationale mettait l'Union soviétique au défi de passer aux actes.

Au début de 1988, les quatre parties les plus directement touchées — l'Afghanistan, l'URSS, le Pakistan et les États-Unis — se sont réunies sous les auspices des Nations Unies à Genève et sont parvenues à divers accords sur les modalités du retrait des troupes soviétiques et du retour des Afghans réfugiés au Pakistan. Les accords prévoyaient en outre la constitution d'une mission d'observation pour suivre la mise en œuvre des accords et faire rapport à ce sujet, et pour permettre à l'ONU de poursuivre son rôle de médiateur en Afghanistan. Invité à faire partie de la mission, le Canada y a détaché cinq officiers, comme preuve de sa volonté de contribuer à la restauration de la paix dans la région.

Un autre fait saillant de la 42^e session a été la reconformation, par les États membres, de la condamnation du terrorisme sous toutes ses formes. Cette prise de position non équivoque reflétait par ailleurs le travail à la fois complexe et détaillé effectué à l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et à l'Organisation maritime internationale (OMI) pour mettre en place des normes internationales qui permettent d'empêcher les actes terroristes, et des règlements qui permettent d'agir efficacement lorsque de tels incidents se produisent.

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Sud sont restés les deux dossiers les plus complexes et les plus délicats du programme politique de l'ONU. Dans les deux cas, les débats ont révélé un minimum de progrès au cours de l'année écoulée et des changements imperceptibles dans les tendances de vote sur des résolutions à toutes fins utiles identiques. Le rôle de chef de file du Canada au sein du Commonwealth dans le dossier de l'Afrique australe a été noté à l'ONU, et la création du Comité des ministres des Affaires étrangères chargé d'étudier la question a contribué à améliorer l'atmosphère générale et à

tempérer un tant soit peu le libellé des résolutions adoptées à ce sujet. En revanche, l'absence de progrès vers une forme quelconque de conférence internationale sur la paix au Moyen-Orient a tendu les débats et, dans une certaine mesure, radicalisé le contenu des résolutions.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a continué de s'intéresser de très près à la guerre entre l'Irak et l'Iran et à ses répercussions dans le Golfe. Le 20 juillet 1987, il a adopté à l'unanimité une résolution demandant qu'intervienne un cessez-le-feu et que les parties se rapprochent d'un règlement négocié. Durant les mois qui ont suivi, de nouvelles tentatives ont été faites — sans succès toutefois — pour amener l'Irak à respecter les termes de cette résolution. Mais il reste qu'en réussissant à l'unanimité sur cette résolution et d'autres (Angola, Israël), le Conseil a renforcé son rôle au chapitre de la paix et de la sécurité internationales.

L'ONU a également poursuivi ses efforts pour résoudre les conflits régionaux en Amérique centrale et en Afrique du Nord. Le Canada a dirigé une mission d'enquête au Sahara occidental pour faciliter les efforts de médiation du Secrétaire général dans ce différend.

Pour les Nations Unies, 1987 a été l'Année internationale du logement des sans-abri; ce thème a donné lieu à un nombre inhabituel de conférences, de projets et d'autres activités de toutes sortes appelant la participation de gouvernements à tous les paliers et de nombreuses organisations non gouvernementales. En outre, d'autres questions socio-économiques comme l'environnement et le SIDA ont fait l'objet d'une attention particulière.

L'environnement a été l'un des grands sujets de préoccupation de l'ONU en 1987. Dans le rapport qu'elle a présenté à l'Assemblée générale en octobre, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présidée par M^{me} Gro Harlem Brundtland, premier ministre de Norvège, a fait valoir de façon convaincante qu'il fallait accorder une attention plus grande au concept du développement viable. La délégation canadienne, ayant à sa tête le ministre de l'Environnement, a souscrit d'emblée au rapport et prié instamment l'ONU de faire de ce concept l'un des grands principes qui sous-tendent tous ses travaux.

Après des institutions spécialisées des Nations Unies, le Canada a cherché à faire en sorte que soient menés à bonne fin les travaux de l'OACI en vue de faire échec aux actes de terrorisme dans les aéroports et ceux de l'OMI concernant les actes terroristes commis à bord de navires. À la fin de l'année, les conditions étaient réunies pour que deux nouveaux instruments juridiques internationaux visant à combattre le terrorisme puissent être adoptés en 1988. Une convention sur la protection de la couche d'ozone en limitant

l'utilisation des chlorofluorocarbures a été négociée en 1987 à Montréal sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). L'année écoulée a également été une année de renouveau pour les institutions spécialisées. Convaincu qu'il était clairement nécessaire d'améliorer la situation et de procéder à des réformes, qui toutefois ne verraient vraisemblablement pas le jour si des changements ne s'opéraient pas au préalable au niveau de la direction des institutions, le Canada s'est impliqué à fond dans les deux premières d'une série de neuf élections à la tête d'organisations onusiennes, qui se tiendront au cours des deux prochaines années. En novembre, M. Federico Mayor de l'Espagne a été élu directeur général de l'UNESCO, en remplacement de M. Amadou M'Bow du Sénégal. Également en novembre, M. Édouard Saouma du Liban a été réélu pour un mandat de six ans au poste de directeur général de la FAO. Le Canada a continué de se préoccuper des réformes nécessaires au niveau des institutions et des politiques dans le système onusien, et plus particulièrement à l'UNESCO et à la FAO.

Réforme des Nations Unies

En janvier 1987, le mouvement en vue de la réforme des Nations Unies avait pris passablement d'ampleur. À l'évidence, la majorité des États membres en étaient venus à la conclusion qu'il était possible de renforcer et de dynamiser le système onusien de telle sorte qu'il puisse mieux servir leurs intérêts et ceux de la communauté internationale. En tant que réformateur actif aux Nations Unies, le Canada s'est intéressé de près au processus de renouvellement et de renforcement de l'Organisation, et il a joué un rôle de premier plan tout particulièrement dans les dossiers budgétaires et financiers, et dans la révision de la structure institutionnelle de l'Organisation dans les domaines économique et social.

Au cours de l'année écoulée, quatre grands domaines en particulier ont fait l'objet de revues et de réévaluations :

Premièrement, pour venir à bout de la crise financière dans laquelle était plongée l'ONU, l'accent a été mis sur l'épargne et sur l'amélioration des pratiques budgétaires et financières. À cette fin, le Canada a conçu un ensemble de mécanismes et de procédures budgétaires pour donner à l'ONU et à ses institutions spécialisées une stabilité et une efficacité plus grandes.

Deuxièmement, le processus d'établissement de priorités et de prise de décisions à l'ONU a également été examiné. Le Comité du programme et de la coordination (CPC) s'est vu investi d'une autorité plus grande pour ce qui concerne l'établissement des priorités et l'accroissement de la rentabilité des programmes onusiens. Même s'il n'est pas membre du CPC, le Canada a travaillé étroitement avec cet organe en 1987. Cette collaboration, combinée à un engagement envers la réforme, explique peut-être pourquoi le Canada a été élu au Comité durant la 42^e session de l'Assemblée générale.

Troisièmement, une commission spéciale du Conseil économique et social (ECOSOC) a entrepris une étude détaillée en vue de simplifier et de rationaliser la structure intergouvernementale des Nations Unies dans

les domaines économique et social. Le Canada a été parmi les premiers pays à faire des suggestions pour faciliter la tâche de la Commission. Même s'il n'est pas terminé, cet exercice s'est révélé très prometteur et pourrait contribuer dans une large mesure à revitaliser certains aspects clés du système.

Enfin, les institutions spécialisées — l'UNESCO, la FAO, l'OMS et d'autres — ont entrepris de réduire leurs dépenses, d'améliorer leurs programmes et de se fixer de nouvelles orientations. Le Canada s'est joint à cet effort de réforme et il a participé aux travaux des comités et des commissions en cause.

Le Commonwealth

Le Canada accorde un ferme appui au Commonwealth, car il estime que cette association — au sein de laquelle coexistent diverses races, religions et cultures — peut jouer un rôle fort important sur la scène internationale. Trait d'union entre les blocs régionaux et les intérêts spéciaux, le Commonwealth est un modèle de multilatéralisme et un instrument clé pour favoriser un consensus et étendre la compréhension à l'échelle internationale. Qui plus est, l'association donne au Canada la possibilité d'approfondir ses relations bilatérales avec les 47 pays membres disséminés aux quatre coins du globe, et elle renforce ses objectifs de politique étrangère.

Les initiatives du Commonwealth se sont multipliées au cours de l'année écoulée. Le Canada y a poursuivi une participation active qu'est venue couronner en octobre à Vancouver la réunion biennale des chefs de gouvernement du Commonwealth à laquelle ont assisté, entre autres, 37 chefs de gouvernement. De l'avis général, ce forum consultatif de très haut niveau a été l'un des plus réussis.

Sous la présidence du premier ministre Mulroney, le Sommet de Vancouver a passé en revue les activités très diversifiées du Commonwealth. Les participants se sont penchés sur les grandes questions politiques et économiques internationales, depuis la dette du tiers monde jusqu'à la place de la femme dans la société en passant par la menace que pose la hausse du niveau des océans pour les États situés à basse altitude. Trois initiatives importantes ont été mises de l'avant :

- Un nouveau plan d'action pour l'Afrique australe incluant une aide aux États de première ligne et au Mozambique. Un comité de huit ministres des Affaires étrangères a été établi sous la présidence de M. Joe Clark pour canaliser la lutte que mène le Commonwealth contre l'apartheid en Afrique du Sud; cet organisme s'est d'ailleurs déjà révélé un instrument de riposte valable face aux restrictions imposées par ce pays.
- Une déclaration sur le commerce mondial pour encourager la libéralisation du système commercial international et venir appuyer la ronde actuelle de négociations commerciales multilatérales. Le Canada a annulé la dette publique des pays les plus pauvres de l'Afrique du Commonwealth.
- Un plan de télé-éducation auquel collaboreraient les pays du Commonwealth. Fruit d'une initiative canadienne, le plan favorisera l'échange d'informations, la formation, l'assistance technique et la recherche dans l'application des techniques de télé-éducation et de communications et

ce, pour élargir l'accès aux secteurs prioritaires d'éducation et de formation dans les pays en développement du Commonwealth. Le plan fait suite aux discussions sur la télé-éducation qui ont eu lieu durant la conférence des ministres de l'Éducation du Commonwealth en juillet 1987 à Nairobi, au Kenya.

L'aide canadienne au développement a pris naissance au début des années 50 avec le Plan de Colombo, qui devait fournir une assistance aux pays d'Asie du Sud-Est membres du Commonwealth. Aujourd'hui, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT) apporte une aide technique à tous les pays en développement du Commonwealth. Le Fonds se distingue par deux aspects : presque tous les membres y contribuent et les connaissances des spécialistes des pays en développement sont pleinement mises à contribution. Le Canada est le premier cotisant du Fonds; il lui a versé environ 17,5 millions de dollars en 1987-1988, soit bien plus du tiers du budget total.

Le Canada a en outre continué de participer activement aux consultations qui viennent appuyer la coopération fonctionnelle dans une variété de domaines. C'est ainsi qu'il a accueilli en septembre 1987 la treizième réunion du Conseil des transports aériens du Commonwealth au cours de laquelle les membres ont convenu d'une nouvelle structure et d'un nouveau mandat pour le Conseil afin de le mieux préparer à relever les défis qui l'attendent dans sa sphère de compétence.

Un certain nombre de conférences ministérielles du Commonwealth ont eu lieu en 1987, dont la conférence des ministres de l'Éducation et la réunion des ministres des Finances. Le Canada a en outre pris part à des réunions spéciales comme celle des ministres du Commonwealth responsables de la condition de la femme, tenue en août à Harare, au Zimbabwe. Les participants y ont adopté un plan d'action du Commonwealth sur le rôle des femmes dans le développement, pour assurer leur pleine participation en tant qu'agents et bénéficiaires du développement dans tous les secteurs de la société. Le plan a par la suite été approuvé par les chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver. Le Canada a accepté d'accueillir la prochaine réunion ministérielle portant sur ce sujet en 1990.

Le Canada s'est par ailleurs associé aux initiatives de coopération aux niveaux technique et non gouvernemental en assistant à diverses conférences et réunions dont, par exemple, la conférence des agents de relevés du Commonwealth tenue en juillet 1987 à Cambridge, et à la quatrième conférence de l'Association pharmaceutique du Commonwealth, en mai à Nairobi. La section d'Ottawa de la Royal Commonwealth Society a parrainé en septembre une conférence pour les jeunes leaders qui a attiré des participants de toutes les régions du Commonwealth.

La Francophonie

Le Deuxième Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage de la langue française s'est tenu à Québec en septembre 1987. Le Canada a non seulement accueilli les dirigeants d'une quarantaine de pays, mais aussi réussi à faire du sommet une instance de premier ordre propice à la coopération, au dialogue et aux décisions politiques et économiques entre les partenaires de la Francophonie.

Après le Sommet, la conférence des ministres des Sports et de la Jeunesse a tenu sa 19^e session à Québec en mars 1988, la rencontre étant précédée d'une réunion d'experts à Moncton. Cette conférence s'est signalée par la décision des participants de tenir les Jeux de la Francophonie au Maroc du 8 au 22 juillet 1989. Le Canada s'est vu confier la présidence de la conférence ainsi que du comité organisateur des Jeux.

L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) a tenu sa conférence générale à Paris en décembre 1987, ce qui a été l'occasion de poursuivre le processus de réforme déjà engagé mais, surtout, de préparer l'ACCT au rôle accru qui lui reviendra dans le cadre des sommets. Le Canada a par ailleurs confirmé qu'il accueillerait la conférence générale à Ottawa en 1989.

Le Canada a également appuyé un certain nombre d'organisations non gouvernementales œuvrant dans divers secteurs qui sont du ressort de la Francophonie. Parmi ces organisations figurent l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française et l'Association des parlementaires de langue française, dont le président pour le mandat en cours sera le sénateur Martial Asselin.

Droits de la personne et affaires sociales

Les droits de la personne sont une grande composante de la politique étrangère du Canada et ce, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. Les initiatives visant à établir des normes en la matière au niveau international restent importantes, et le Canada continue d'œuvrer dans des domaines aussi divers que les droits internationaux des autochtones et les droits de l'enfant. En juin 1987, après avoir apporté tous les changements nécessaires à sa législation fédérale, le Canada a ratifié la Convention internationale contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ce qui lui a permis d'être partie à tous les grands instruments internationaux se rapportant aux droits de la personne et de compter parmi les premiers pays qui ont ratifié la nouvelle Convention. Le professeur Peter Burns de l'Université de la Colombie-Britannique a été élu au comité chargé de superviser la mise en œuvre de la Convention.

Le Canada a en outre pris part aux activités onusiennes liées à la présentation de rapports sur les droits de la personne; c'est ainsi qu'en décembre 1987 il a remis son deuxième rapport périodique au Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Un important mécanisme de consultations appelant la participation des autorités provinciales, territoriales et fédérales a permis au Canada de présenter aux organismes internationaux des rapports détaillés dans lesquels figurent toutes les données disponibles sur la situation des droits de la personne au pays. Ce même mécanisme, qui se réunit deux fois par année et occasionnellement au niveau ministériel, doit veiller à ce que le Canada produise des rapports en temps opportun conformément aux prescriptions des grands instruments internationaux en la matière; en outre, il sera mis à contribution dans le cadre d'activités spécifiques, comme la commémoration du quarantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme en décembre 1988.

Sous la direction de M. Gordon Fairweather, qui était jusqu'à tout récemment commissaire des droits de la personne du Canada, la délégation canadienne a participé activement aux travaux de la Commission des droits de la personne au cours de l'année écoulée. Comme par les années passées, le Ministère a, avant le début de la session de la Commission, tenu des consultations avec les ONG canadiennes qui œuvrent dans le domaine.

Le Canada a coparrainé 24 résolutions durant les réunions de la Commission. Comme suite à une initiative qu'il a proposée il y a quelque temps, la Commission a donné le coup d'envoi à un Fonds de contributions volontaires pour les services consultatifs et l'assistance technique qui facilitera la promotion des droits de la personne en venant en aide à divers projets axés sur le développement. Le Fonds contribuera en outre à la mise sur pied de bibliothèques de droit, et à l'initiation des responsables aux fondements sur lesquels reposent les droits de la personne. Le Canada a été le premier pays à lui verser une contribution financière (150 000 \$).

Dans sa déclaration principale devant la Commission, le Canada s'est dit préoccupé par les violations persistantes des droits de la personne dans bon nombre de régions du monde. Le représentant a souligné que toute action dans le dossier délicat et controversé des droits de la personne doit reposer sur l'intégrité des procédures onusiennes d'établissement des faits.

Pour leur part, les missions canadiennes à l'étranger ont continué de rapporter les développements dans ce domaine, de transmettre les vues du Canada et d'aider divers particuliers et groupes à atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés. Pour secondier les missions, le Ministère a mis sur pied en 1987 un cours de formation destiné à tous les agents du service extérieur. Par ailleurs, les nombreux projets autorisés par l'ACDI durant la période à l'étude, et confiés en bonne part aux ONG, ont pour effet de lier concrètement les droits de la personne et les efforts d'aide au développement.

À l'occasion de visites à l'étranger, le premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, d'autres ministres et des hauts fonctionnaires ont soulevé de façon bilatérale la question des droits de la personne. En mai 1987, le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur a rendu public un rapport intitulé *Qui doit en profiter?* sur le programme canadien de coopération au développement. Dans sa réponse, le gouvernement a réitéré que la question des droits de la personne reste une composante fondamentale de la politique étrangère du Canada. Cet engagement a d'ailleurs été reconfirmé en novembre lorsque le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre des Relations extérieures ont fait part de l'intention du gouvernement de créer un Centre des droits de la personne et de l'avancement démocratique.

Les droits des autochtones ont occupé une place de plus en plus importante dans le dossier des droits de la personne. Aux Nations Unies, le Canada travaille à un projet de déclaration sur les droits des autochtones, ainsi qu'aux révisions à apporter à la Convention de l'Organisation internationale du travail concernant les populations autochtones et tribales. Le Ministère consulte les autochtones sur ces questions et d'autres, et veille à ce que les positions du Canada soient conformes à ses politiques concernant les droits de la personne dans le monde.

Égalité globale

Le Canada a continué de faire fond sur la conscience plus grande des problèmes liés à la condition de la femme ainsi que sur les progrès enregistrés à ce chapitre au niveau international. Les initiatives du Ministère en 1987-1988 touchaient à l'égalité globale et à la place de la femme dans le processus du développement, et elles ont apporté une importante contribution au plan d'action du gouvernement fédéral concernant les femmes. Une autre initiative a consisté à renforcer la Commission onusienne de la condition de la femme (CCF), dans le sens des décisions et recommandations adoptées à la session extraordinaire de la Commission tenue en janvier 1987. Le Canada a joué un rôle clé en obtenant que des changements soient apportés au programme de la Commission, que les réunions se tiennent chaque année et que les liens entre la CCF et d'autres composantes du système onusien soient resserrés. Des mesures de suivi ont été prises durant les sessions du Conseil économique et social et à l'Assemblée générale. En outre, le Canada a participé en août à Harare, au Zimbabwe, à la Deuxième Réunion des ministres du Commonwealth chargés de la condition de la femme, au cours de laquelle les participants ont adopté un plan d'action concernant le rôle de la femme dans le processus du développement et se sont penchés sur l'impact des politiques d'ajustement structurel sur les femmes.

Commission de la condition de la femme

La Commission de la condition de la femme s'est réunie à Vienne en mars 1988 pour examiner le rapport du secrétaire général sur la mise en œuvre des Stratégies prospectives d'action pour l'avancement de la femme (SPA). La rencontre, présidée par le Canada, a été la première occasion de passer en revue les grandes réformes approuvées à la session extraordinaire de 1987. Travaillant en étroite collaboration avec d'autres pays, le Canada a pu renforcer la position de la Commission au sein du système des Nations Unies. La Commission a adopté par consensus un certain nombre de résolutions importantes, dont : a) la coordination, à l'échelle du système, des activités visant à améliorer la condition de la femme et à intégrer celle-ci au processus du développement; b) l'établissement d'un mécanisme national de promotion de la femme; c) la convocation, en 1990, d'une session prolongée pour évaluer les progrès réalisés au niveau de la mise en œuvre des SPA; d) l'amélioration de la situation des femmes au Secrétariat des Nations Unies; e) la mise sur pied d'un système global d'établissement de rapports pour suivre, passer en revue et évaluer la mise en œuvre des SPA. La Commission a en outre recommandé de porter de 32 à 43 le nombre de pays qui y sont représentés. Ces questions et d'autres points connexes seront repris lors de réunions futures du Conseil économique et social et à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Stratégies prospectives d'action pour l'avancement de la femme adoptées à Nairobi

Au cours de l'année écoulée, le Ministère a continué de travailler à la pleine intégration des SPA dans les activités de planification, de programmation et de budgétisation de l'ONU et de ses institutions spécialisées. Le Canada a par ailleurs cherché à lier plus directement le programme de

travail de la Commission de la condition de la femme et les mesures décrites dans les SPA. Enfin, il a facilité une intégration plus efficace des femmes dans les programmes économiques et de développement des Nations Unies en proposant une série de résolutions de vaste portée. Les délégations canadiennes ont reçu pour instruction d'accorder une attention particulière à ces questions à la septième session de la CNUCED, et dans le cadre des préparatifs en vue de l'examen à mi-parcours du Programme d'action des Nations Unies pour la reprise économique de l'Afrique. Les politiques canadiennes d'aide publique au développement et les programmes de l'ACDI reflètent éloquentement la priorité accordée par le Canada au rôle de la femme dans le processus du développement. Le Canada est le deuxième cotisant au Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et il appuie les activités de promotion de la condition de la femme par l'entremise d'organisations intergouvernementales comme l'OCDE, le Secrétariat du Commonwealth et le Comité d'aide au développement. En outre, les délégations canadiennes qui ont participé aux réunions d'institutions spécialisées comme l'OIT, l'OMS, la FAO, l'UNESCO et les commissions onusiennes régionales pour l'Europe, l'Afrique, l'Amérique latine et les Antilles ont cherché à faire inclure les SPA dans les programmes de ces organismes.

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

Même si 94 États sont parties à cet instrument clé dans le domaine des droits de la personne, le Canada s'inquiète de ce que bon nombre aient assorti d'importantes réserves leur ratification de la Convention. Le Canada a réussi à faire inclure au programme de la Quatrième Réunion des États parties à la Convention, tenue à New York en mars 1988, un échange de vues général sur les réserves. Il a en outre préconisé une interface plus efficace entre le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et la Commission de la condition de la femme, de sorte que la Commission puisse mieux s'acquitter de sa tâche de suivre et d'évaluer la mise en œuvre des SPA.

Contrôle des stupéfiants

Les problèmes causés par l'abus des drogues et leur trafic n'ont rien perdu de leur acuité. On reconnaît de plus en plus que ces deux réalités transcendent les frontières nationales et qu'un contrôle efficace à ce niveau exige la coopération de tous les pays. C'est la raison pour laquelle le Canada a encouragé l'Organisation des Nations Unies à jouer un rôle de chef de file en coordonnant les efforts dans ce sens. Le Ministère a en outre participé activement à la campagne mondiale pour faire échec à cette menace. Le Canada a été réélu à la Commission des stupéfiants pour un autre mandat de quatre ans (de 1987 à 1990).

La conférence internationale sur l'utilisation abusive des stupéfiants et leur trafic, tenue à Vienne en juin 1987, est venue couronner les activités de l'ONU dans ce domaine au cours de l'année écoulée. La délégation canadienne était dirigée par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Jake Epp, qui est aussi chargé de la stratégie nationale du Canada concernant les stupéfiants. La délégation comptait des représentants des provinces et d'organisations non gouvernementales ainsi que des officiels de

ministères et d'organismes fédéraux. Le Canada a notamment participé à la rédaction de la déclaration finale de la Conférence et du schéma général multidisciplinaire. Il a en outre continué d'œuvrer dans ce domaine à l'Assemblée générale des Nations Unies et à la dixième session extraordinaire de la Commission sur les stupéfiants, qui s'est occupée de préparer le suivi de la conférence de 1987. Enfin, il a adhéré à la Convention des Nations Unies sur les substances psychotropes.

Le Canada a en outre contribué à l'élaboration d'une convention contre le trafic des stupéfiants, dont pourraient fort utilement se servir les organismes qui, au Canada, sont chargés de l'application de la loi. Outre le trafic, la convention concerne l'extradition et l'entraide judiciaire. Par suite d'une initiative du Canada, le document devrait être ouvert à la signature à la fin de 1988 ou au début de 1989.

Le Canada a majoré sa cotisation au Fonds des Nations Unies pour la lutte contre l'abus des drogues, qui aide les pays en développement bénéficiaires à planifier, organiser et financer des projets destinés à réduire la production, le trafic et la consommation de drogues. Enfin, le Ministère a élargi son programme de sensibilisation aux services consulaires, qui vise à faire prendre conscience aux voyageurs canadiens des risques auxquels ils s'exposent s'ils ont des stupéfiants en leur possession à l'étranger.

Énergie

Malgré que la situation soit restée politiquement instable dans la région du Golfe, les prix pétroliers n'ont pas connu de fluctuations importantes en 1987-1988. Les ministres des pays membres de l'Agence internationale de l'énergie ont conclu, à l'issue de leur réunion de mai 1987, qu'il fallait continuer de s'intéresser de près à la sécurité des approvisionnements énergétiques et à la mise en place de plans d'action pour parer aux situations d'urgence. Sur le plan bilatéral, le Canada a poursuivi ses relations notamment avec les États-Unis, la Colombie, le Venezuela, le Nigeria et la Norvège. Parmi les événements survenus au Canada et ayant des répercussions sur la politique étrangère figurent le Processus de la confluence énergétique dans le cadre duquel s'est tenu un séminaire sur la dimension internationale de l'énergie, et deux réunions des ministres de l'Énergie, qui ont conclu que la question de la sécurité des approvisionnements énergétiques au Canada doit être envisagée dans un contexte international.

Les prix pétroliers, qui avaient connu une très forte chute en 1986, ont oscillé entre 16 \$ US et 18 \$ US le baril durant la plus grande partie de l'année. Toutefois, les perspectives d'une stabilité du marché sur le long terme sont demeurées incertaines et ce, pour diverses raisons : la guerre entre l'Iran et l'Irak ne montrait aucun signe d'essoufflement, les interventions militaires dirigées sur les installations pétrolières dans le Golfe et les environs se sont intensifiées et les pays de l'OPEP ont pratiqué une politique de surproduction, qui a contribué à créer une situation d'offre largement excédentaire par rapport à la demande à l'échelle mondiale. Avec la modeste reprise des prix mondiaux du pétrole au cours de l'année écoulée, l'industrie canadienne a accru ses activités de prospection et d'exploitation dans le bassin sédimentaire de l'Ouest, mais l'exploitation off-shore et dans les régions pionnières est restée limitée.

Plusieurs développements sont survenus dans le secteur énergétique au Canada, en partie conditionnés par la conjoncture internationale. Ainsi, en avril 1987, le Programme canadien d'encouragement à l'exploration et à la mise en valeur a débuté. Le Processus de la confluence énergétique, auquel le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a donné le coup d'envoi, a tenu à Halifax en novembre un atelier sur la dimension internationale de l'énergie. En outre, les ministres responsables du dossier énergétique (le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et ses homologues provinciaux et territoriaux) ont, par deux reprises, discuté du thème général de la sécurité des approvisionnements énergétiques au Canada; ils ont reconnu à la fois l'importance de la dimension internationale à cet égard et l'importance de l'adhésion du Canada à l'Agence internationale de l'énergie. L'Accord canado-américain de libre-échange renferme un chapitre sur l'énergie et des clauses qui permettent les échanges énergétiques entre les deux pays. Le groupe de consultations sectorielles sur le commerce extérieur chargé des questions énergétiques s'est réuni à six reprises durant l'année financière écoulée.

Le Canada a continué de prendre une part active aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie, qui ont été dominés par la réunion ministérielle du Conseil d'administration en mai. De cette réunion, il est ressorti que les politiques énergétiques des années 1990 devraient

- contribuer à maintenir la sécurité des approvisionnements en développant des ressources et des technologies nationales et en rationalisant l'utilisation de l'énergie;
- faire profiter les pays membres de l'AIE de prix énergétiques moins élevés;
- promouvoir le libre-échange de l'énergie;
- parfaire les plans d'urgence pour faire face à toute perturbation des approvisionnements.

Les ministres ont par ailleurs réitéré l'engagement de leur pays de promouvoir activement les objectifs des politiques énergétiques et environnementales, et fait observer que les solutions apportées aux problèmes environnementaux associés à l'énergie sont essentielles au maintien d'approvisionnements adéquats, économiques et sûrs. Dans le cadre du suivi de la rencontre ministérielle, le Conseil d'administration de l'Agence s'est réuni de façon informelle en mars 1988 pour discuter des questions énergétiques à long terme. Le Directeur exécutif de l'AIE a visité le Canada en décembre pour assister à Montréal à la conférence de clôture du Processus de la confluence énergétique.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a visité la Colombie en avril et la France en décembre. Des consultations bilatérales au niveau officiel ont eu lieu avec le Venezuela en janvier et avec les États-Unis en novembre (le Mécanisme de consultations sur l'énergie et la Revue des activités d'exploitation des hydrocarbures dans la mer de Beaufort). En outre, plusieurs hauts fonctionnaires responsables du secteur énergétique dans leur pays ont visité le Canada, entre autres les ministres de l'Énergie du Venezuela, du Ghana, de la Birmanie, du Nigeria, du Cameroun, de la Tchécoslovaquie, du Maroc et de la Hongrie et des officiels des Pays-Bas, du Japon, de la Chine, de la Thaïlande, de la Jordanie, de la Norvège et du Gabon.

La Société Petro-Canada pour l'assistance internationale a poursuivi son programme de prospection d'hydrocarbures et ses projets d'assistance technique dans plusieurs pays dont le Costa Rica, Madagascar, le Maroc, le Sénégal, la Jordanie, le Népal et le Botswana. En outre, elle a appuyé un programme conçu par l'École des Hautes Études Commerciales à Montréal afin de parfaire les connaissances des gestionnaires du pétrole dans les pays en développement francophones, ainsi qu'un programme analogue destiné aux pays en développement anglophones et organisé par l'Alberta Summer Institute for Petroleum Industry Development.

L'environnement et le droit de l'environnement

Les problèmes environnementaux tels les changements climatiques à l'échelle mondiale et la pollution transfrontière, combinés à la publication du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (CMED), ont fait ressortir la nécessité de prendre d'urgence et collectivement des mesures en vue de réduire la pollution dans le monde et d'intégrer les considérations environnementales dans la prise de décisions économiques. Le Canada a continué de participer aux activités environnementales internationales et de promouvoir le concept d'un développement viable.

La publication, en avril 1987, du rapport de la CMED a attiré l'attention du monde sur l'urgence pour les nations de s'entendre sur un concept du développement viable à tous les niveaux de la planification (c'est-à-dire parvenir à un développement économique viable sur le plan de l'environnement qui réponde aux besoins existants sans compromettre pour autant la satisfaction des besoins des générations futures).

En 1987, le Canada s'est fait le promoteur du concept du développement viable dans bon nombre d'instances internationales. Le ministre de l'Environnement a été au nombre des ministres et chefs de gouvernement qui ont pris la parole à la quarante-deuxième session de l'Assemblée générale des Nations Unies lors du débat historique en séance plénière sur le rapport de la CMED. Le Canada a participé aux délibérations biennales de la Deuxième Commission sur les questions environnementales; les membres ont, à cette occasion, adopté d'importantes résolutions sur le rapport de la CMED, sur les perspectives environnementales jusqu'en l'an 2000 et sur l'appauvrissement de la couche d'ozone.

Le Canada a continué de participer activement aux activités du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et notamment à la 14^e réunion du conseil d'administration de cet organisme en juin. Il a par ailleurs été l'hôte, à Montréal en septembre, d'une conférence internationale durant laquelle a été conclu le premier protocole mondial sur l'appauvrissement de la couche d'ozone (qui réglemente la production, les émissions, et l'utilisation des chlorofluorocarbures et d'autres substances qui ont un effet nocif sur l'ozone). Enfin, il a pris part en mars 1988 à la première session extraordinaire du conseil d'administration du PNUE, au cours de laquelle ont été débattus le prochain plan environnemental sexennal (de 1990 à 1995) pour l'ensemble du système des Nations Unies et le plan à moyen terme pour le PNUE lui-même.

La conférence de 1987 des parties à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction s'est tenue à Ottawa en août, et la Convention de Ramsar sur la protection des terres humides d'importance internationale a eu lieu à Regina en juillet. Le Canada a pris part à la 17^e session de l'Assemblée générale de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, que le Costa Rica a accueillie en janvier 1988.

Au sein de la Commission économique pour l'Europe, le Canada a participé aux négociations en vue de la conclusion d'un nouveau protocole de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance afin de réduire les émissions d'oxydes d'azote. On s'attend à ce que le protocole soit signé en 1988.

D'autre part, le Canada a continué de collaborer à la plupart des programmes environnementaux de l'OCDE. En novembre, il a organisé un atelier d'experts sur la coopération concernant l'utilisation des produits chimiques existants; cette rencontre devait définir les paramètres d'un nouveau programme de travail axé sur les produits qui menacent l'environnement. Enfin, de nouveaux progrès ont été réalisés en ce qui concerne l'adoption d'un accord international relatif au contrôle du transport transfrontière des substances dangereuses, et l'intégration de considérations environnementales dans la prise de décisions économiques.

Questions nucléaires

Durant l'année écoulée, la confiance dans la sécurité de l'énergie nucléaire a grandi à mesure que s'estompaient les effets de l'accident survenu à Tchernobyl. Le Canada a continué de participer aux travaux de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), non seulement pour ce qui concerne la sécurité nucléaire mais aussi pour les autres fonctions importantes dévolues à l'Agence, notamment en ce qui a trait aux garanties. Il a en outre collaboré à diverses activités multilatérales dans le domaine nucléaire, par exemple les réunions des comités et groupes d'experts de l'Agence de l'OCDE pour l'énergie nucléaire, ainsi qu'aux consultations préparatoires à la quatrième conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Sur le plan bilatéral, le Canada a signé des accords de coopération nucléaire avec la Suisse et la Hongrie et un accord *ad referendum* avec l'Uruguay, et tenu une nouvelle ronde de négociations en vue de conclure un accord de coopération nucléaire avec la République populaire de Chine. En outre, des consultations sur la coopération nucléaire et la non-prolifération ont eu lieu avec divers partenaires nucléaires du Canada dont les États-Unis, l'Union soviétique, la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM), le Japon, la Corée, la Suède, la Finlande et les Pays-Bas. Deux questions d'intérêt public ont été discutées durant les consultations avec les États-Unis: la possibilité de survols du territoire canadien par des avions acheminant du plutonium de l'Europe vers le Japon en vertu du nouvel accord de coopération nucléaire américano-nippon, et la sécurité des centrales nucléaires américaines situées à proximité de la frontière entre le Canada et les États-Unis. Cette question du transport du plutonium a également été soulevée auprès du Japon et d'EURATOM.

En tant que grand défenseur du TNP et du régime de non-prolifération que sous-tend le Traité, le Canada s'est attaché tout particulièrement aux incidences que sa décision d'acheter des sous-marins à propulsion nucléaire pouvait avoir sur la non-prolifération et les garanties. Le Canada a négocié *ad referendum* des accords de non-prolifération et de garanties avec les deux pays fournisseurs en lice — le Royaume-Uni et la France — et il a eu des discussions avec l'AIEA sur la non-application des garanties multilatérales aux matières nucléaires utilisées dans le cadre de cette activité militaire non proscrite. Le Canada a donné l'assurance que les matières en cause serviraient uniquement à la propulsion des sous-marins et que des garanties bilatérales ou multilatérales seraient en place pour vérifier que le Canada respecte son engagement en tout temps.

Le Canada est resté au premier rang pour l'exploitation et l'exportation d'uranium. En 1987, les exportations ont dépassé 13 000 tonnes métriques et elles se sont chiffrées à plus d'un milliard de dollars. Les États-Unis, le Japon et EURATOM sont restés les principaux clients. Le Ministère a de nouveau appuyé les activités de commercialisation de l'industrie nucléaire canadienne qui, ayant à sa tête l'Énergie atomique du Canada Limitée (EACL) et Hydro-Ontario, a continué de faire la promotion à l'étranger d'une variété de produits nucléaires allant des réacteurs jusqu'aux radio-isotopes.

Espace

Les activités spatiales du Canada se situent presque entièrement à l'échelle internationale en raison, essentiellement, d'une décision prise dans les débuts du Programme spatial canadien, il y a maintenant un quart de siècle, de ne pas mettre au point de lanceurs de satellites. L'accès du Canada à l'espace repose donc sur la coopération internationale. Mais des considérations commerciales entrent également en jeu: l'industrie spatiale du Canada est un chef de file mondial dans certains domaines de spécialisation, et ses compagnies exportent plus de 70 % de leur production dans un secteur où la concurrence internationale est très forte.

Le Ministère est chargé des négociations visant à conclure les accords de gouvernement à gouvernement nécessaires pour étayer la coopération internationale dans l'espace. La participation du Canada à la station spatiale, le projet spatial international le plus important prévu à l'heure actuelle, a elle aussi donné lieu à des négociations intenses. Au nombre des partenaires du Canada figurent les États-Unis, le Japon et 11 pays européens que représente l'Agence spatiale européenne. D'autres pourparlers ont porté sur l'officialisation de l'arrangement inter-organismes qui gouverne l'opération du système COSPAS-SARSAT de recherche et sauvetage par satellite auquel participeront le Canada, les États-Unis, la France et l'URSS, ainsi que sur la conclusion d'un accord de coopération canado-soviétique dans les sciences de l'espace.

Le Ministère planifie en outre d'autres grandes activités spatiales. RADARSAT, le premier satellite canadien de télé-observation, fournira des informations qui permettront de mieux gérer les ressources et d'affirmer la souveraineté du Canada dans l'Arctique et au large de ses côtes. La planification de ce projet a été assumée conjointement par le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni. Le Canada est la seule nation non européenne associée à l'Agence spatiale

européenne. Cette association a donné à des firmes canadiennes l'accès aux technologies européennes de pointe et elle leur a permis d'exploiter des marchés qui prennent de plus en plus d'ampleur en Europe et à l'étranger. Les négociations se sont également poursuivies avec les États-Unis au sujet du système mobile de communication par satellite (M-SAT). Plusieurs protocoles d'entente entre des ministères et organismes du gouvernement canadien et leurs contreparties dans d'autres pays, notamment les États-Unis, le Japon et l'URSS, ont été mis en chantier au cours de l'année écoulée dans des domaines comme les sciences et la

technologie spatiales et la télédétection.

Le Ministère coordonne la participation du Canada à des instances multilatérales qui s'occupent de la politique spatiale, dont le Comité des Nations Unies sur les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et ses sous-comités. L'une des activités principales a consisté en l'élaboration d'un ensemble de critères gouvernant l'utilisation sûre des sources d'énergie nucléaire dans l'espace, une question qui revêt une importance particulière pour le Canada depuis que le satellite COSMOS 954 s'est écrasé en 1978 dans l'Arctique canadien.



États-Unis

Les rapports entre le Canada et les États-Unis affectent presque tous les aspects de la vie économique, politique, sociale et culturelle des deux pays. Leur importance pour la réalisation des objectifs de renouveau économique et de création d'emplois du Canada a conduit le gouvernement, depuis 1984, à mettre l'accent sur une relation bilatérale revitalisée entre les deux pays.

La stratégie du gouvernement part du principe que les Canadiens ont aujourd'hui la maturité et l'assurance voulues pour entretenir avec les États-Unis une relation plus étroite, qui aura de nombreuses retombées positives pour eux : accès plus sûr et plus vaste aux marchés, nouveaux investissements qui stimuleront la croissance et la création d'emplois et coopération accrue sur les problèmes communs tels la protection de l'environnement et la défense de l'Amérique du Nord.

Les deux pays peuvent être fiers des réalisations des trois ans et demi passés. Ils ne se sont pas toujours entendus, tout particulièrement sur l'urgence de mesures visant à contrôler les pluies acides, mais leurs liens historiques étroits leur ont permis d'aborder de nombreuses difficultés de façon positive. On peut en donner comme exemple les négociations qui ont mené à la signature, le 2 janvier 1988, de l'Accord de libre-échange par le premier ministre Mulroney et le président Reagan. Cet accord contribuera dans une large mesure à jeter les bases d'une croissance économique continue et concurrentielle dans les deux pays, et à faire en sorte que les relations commerciales bilatérales les plus importantes au monde, qui atteignaient 175,6 milliards de dollars canadiens en 1987, continuent à se développer au mieux des intérêts des deux pays.

La gestion efficace de ce processus repose au premier chef sur les sommets qui se tiennent chaque année entre les dirigeants des deux pays. C'est ainsi que le premier ministre et le président se sont rencontrés à Ottawa les 5 et 6 avril 1987 et le président en a profité pour s'adresser au Parlement. L'importance du libre-échange, le problème des pluies acides et la souveraineté dans l'Arctique, qui ont été abordés entre autres dossiers, ont reflété les priorités du Canada durant la période.

Les rencontres trimestrielles entre le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le secrétaire d'État des États-Unis, ainsi que les visites périodiques d'autres ministres influents dans les deux pays, ont permis de poursuivre les échanges réguliers sur l'état de la relation bilatérale la plus importante pour le Canada. La réunion tenue en janvier 1988 en est un exemple éloquent. Trois accords y ont été conclus : l'Accord de coopération dans l'Arctique, la Déclaration conjointe sur le

contre-terrorisme et le Protocole portant modification du Traité d'extradition entre le Canada et les États-Unis.

Conscients de la nécessité de réduire la vulnérabilité du Canada au processus décisionnel complexe et diffus des États-Unis, l'ambassade du Canada à Washington et les 12 consulats généraux et consulats ont accentué leurs activités de liaison et de communication auprès du Congrès en élargissant leurs réseaux de contacts influents à tous les niveaux et dans toutes les régions des États-Unis, et en développant de nouveaux outils informatiques pour mieux gérer les questions à l'ordre du jour. Les ressources humaines ont été étoffées et ciblées sur les objectifs canadiens. On continue à faire appel à des firmes d'experts-conseils sur les grandes questions bilatérales, en particulier dans les domaines du commerce et de l'environnement. Tous ces efforts visent à faire en sorte que le point de vue canadien soit présenté de façon efficace et opportune.

Accord de libre-échange et relations commerciales bilatérales

La conclusion de l'Accord de libre-échange a été la réalisation bilatérale la plus importante de 1987. Après 18 mois de négociations intensives, le Canada et les États-Unis sont parvenus à un accord de principe le 3 octobre 1987. Pendant les deux mois qui ont suivi, l'accord a été rédigé sous forme juridique avant d'être déposé à la Chambre des communes le 11 décembre 1987. Le premier ministre Mulroney et le président Reagan l'ont signé le 2 janvier 1988.

Pour l'essentiel, l'Accord de libre-échange prévoit l'élimination d'ici 10 ans de tous les droits de douane et d'autres obstacles à la frontière (l'interprétation des textes dans ce cas est facilitée par l'inclusion de règles d'origine précises); l'instauration de mesures spéciales pour améliorer l'accès des exportateurs aux débouchés de l'autre pays dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des produits automobiles, et des vins et spiritueux; la libéralisation de la réglementation relative aux marchés publics, aux investissements et aux services financiers; l'application d'un code novateur prévoyant, dans les lois qui seront adoptées à l'avenir, l'octroi du traitement national pour toute une gamme de secteurs de services. Enfin, des dispositions institutionnelles permettront de régler de façon impartiale les différends et de contrôler l'exécution de l'Accord.

L'Accord doit être ratifié une fois que les législatures des deux pays auront adopté la loi de mise en œuvre en 1988, et entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1989.

Au Canada, une motion d'approbation de l'Accord de libre-échange a été présentée à la Chambre des communes le 15 décembre 1987. Le Comité permanent des affaires

étrangères et du commerce extérieur a tenu des audiences sur l'Accord à travers le Canada pendant cette période. Le Comité des affaires étrangères du Sénat a aussi tenu des audiences, qui ont débuté en décembre 1987. Tant pendant les négociations qu'après la signature de l'Accord, des consultations ont eu lieu avec les gouvernements provinciaux et avec les représentants du secteur privé qui sont membres du Comité consultatif sur le commerce extérieur et des Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (voir chapitre 2).

Aux États-Unis, l'Accord de libre-échange est un accord exécutif négocié par l'Administration en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le Congrès; il n'est donc pas un traité en soi et ne nécessite pas la ratification formelle par une majorité des deux tiers du Sénat. Toutefois, aux termes de la procédure accélérée autorisée par le Congrès, l'Administration doit, après signature de l'Accord, présenter au Congrès la législation de mise en œuvre nécessaire.

Le texte législatif doit ensuite être soumis au vote, sans modification, dans les 90 jours de session qui suivent; il est adopté s'il obtient la majorité simple dans chaque Chambre. Il est enfin présenté au président pour signature, après quoi il a force de loi.

Les audiences publiques du Congrès sur l'Accord de libre-échange ont débuté au Sous-comité du commerce du Comité des voies et moyens de la Chambre des représentants le 9 février 1988. Divers comités et sous-comités du Congrès ont tenu des audiences en février et mars 1988. L'Administration s'est entendue avec des membres influents du Congrès sur les modalités de la consultation et sur le calendrier de l'étude, par le Congrès, de la législation nécessaire.

Commerce bilatéral et balance des paiements

Le Canada et les États-Unis sont tous deux le principal client de l'autre. Les deux pays continuent à avoir les relations commerciales bilatérales les plus importantes au monde. Les statistiques commerciales consolidées, pour 1987, indiquent que le commerce de marchandises dans les deux sens pour l'année a atteint 175,6 milliards de dollars, ce qui signifie que le commerce bilatéral global, calculé en fonction de la valeur des biens échangés, a augmenté de 1,5 % en 1987 par rapport à 1986. Cette augmentation aurait été encore plus marquée si le dollar canadien ne s'était apprécié d'environ 4,5 % par rapport à la devise américaine pendant l'année. La valeur des biens exportés du Canada aux États-Unis était, en 1987, de 96,3 milliards de dollars, alors que celle des marchandises importées des États-Unis était de 79,3 milliards. Le surplus commercial de 17 milliards en faveur du Canada était le plus faible depuis 1983.

Plus de 76 % des exportations canadiennes en 1987 ont été destinées aux États-Unis alors que les importations en provenance des États-Unis ont représenté plus de 68 % des importations canadiennes. Pour les États-Unis, les échanges avec le Canada ont compté, en valeur, pour 23 % de leurs exportations totales et un peu plus de 17 % de leurs importations totales.

Ces chiffres sur le commerce des marchandises ne fournissent toutefois pas une image complète de l'ensemble des relations économiques et commerciales entre les deux pays. Le Canada a toujours connu un déficit dans ses transactions invisibles avec les États-Unis, en particulier en

ce qui concerne les services, les transferts et les revenus d'investissement. Ces importants déficits se sont habituellement soldés par un excédent en compte courant pour les États-Unis, tendance qui n'a été renversée qu'en 1983.

Les chiffres de Statistique Canada pour 1987 révèlent un surplus de 11,3 milliards de dollars en faveur des États-Unis au chapitre des transactions invisibles, les paiements et revenus pour le Canada se chiffrant respectivement à 26,6 milliards et 15,3 milliards. Selon ces mêmes statistiques, l'excédent en compte courant canadien (qui englobe le commerce des marchandises et les transactions invisibles) avec les États-Unis était d'environ 5,7 milliards de dollars en 1987. Cet excédent équivaut à un peu plus de 2,6 % de la valeur du commerce bilatéral total (marchandises et transactions invisibles) pour 1987, année au cours de laquelle le total des transactions dans les deux sens a atteint 217,5 milliards de dollars. On peut donc dire que le compte courant bilatéral est à peu près en équilibre.

Restrictions au commerce bilatéral

Les États-Unis ont continué leurs pressions pour que soient maintenues ou imposées de nouvelles restrictions sur toute une gamme de produits à base de ressources naturelles ainsi que des produits agricoles et manufacturés canadiens destinés à l'exportation. Les exportations canadiennes de potasse, d'écrans couleur, d'acier structurel transformé et de micro-disques ont fait l'objet d'enquêtes antidumping. En ce qui concerne les sauvegardes, les contingents à l'importation sur les aciers spéciaux ont été prolongés jusqu'à septembre 1989 et les droits de douane spéciaux sur les bardeaux de fente et les bardeaux ont continué à s'appliquer. Diverses enquêtes aux fins de la sécurité nationale (roulements anti-frottement, pétrole et produits du pétrole et machinerie à mouler le plastique par injection), combinées à un certain nombre d'enquêtes sur les allégations de contrefaçon, ont compromis l'accès des exportateurs canadiens au marché américain.

Des pressions ont en outre été exercées pour qu'on prenne des mesures contre les importations canadiennes de produits aussi variés que l'acier ordinaire, l'uranium, l'amiant, l'électricité, le gaz naturel, le sucre, les pommes de terre, les poissons de fond, les filets de poisson et les homards. Le U.S. Export Enhancement Program, un programme de subvention des exportations agricoles, a eu des conséquences graves sur les exportations traditionnelles de blé canadien vers les pays du tiers monde. Le gouvernement a soutenu les efforts de l'industrie canadienne pour atténuer les effets réels ou éventuels de telles mesures.

Les droits à l'exportation imposés sur les produits de bois d'œuvre résineux à la suite d'une enquête américaine de droits compensateurs ont totalisé plus de 400 millions de dollars; cette somme a été redistribuée aux provinces. De longues négociations avec les États-Unis ont permis de régler certaines anomalies dans la façon dont sont évalués ces droits et de s'entendre sur la valeur des mesures prises par la Colombie-Britannique et le Québec pour remplacer ou réduire cette surtaxe. Des groupes spéciaux du GATT ont tranché que l'imposition par les États-Unis de redevances douanières et d'une taxe discriminatoire sur les importations de pétrole était contraire aux obligations de ce pays en vertu du GATT. Une décision analogue a été prise en ce qui concerne les restrictions canadiennes à

l'exportation de saumons et de harengs non transformés. Les mesures à prendre pour se conformer aux décisions du GATT sont à l'étude.

Sur le plan législatif, l'élaboration d'une législation commerciale globale est restée une priorité élevée de la 100^e session du Congrès, la promulgation d'une loi sur le commerce étant prévue pour le printemps ou le début de l'été 1988. Les initiatives américaines en matière de réforme du commerce, la négociation et la signature de l'Accord de libre-échange et les pressions protectionnistes que les États-Unis ont maintenues sur certains produits ont exigé du gouvernement qu'il suive la situation de près pour s'assurer que l'accès des produits canadiens au marché américain ne soit pas compromis. C'est pourquoi les questions commerciales ont occupé une place importante lors des réunions entre les ministres canadiens et leurs homologues. En outre, aux contacts informels réguliers entre officiels canadiens et américains sont venues s'ajouter des présentations écrites à l'Administration et aux membres du Congrès sur un éventail de grands dossiers.

Expansion du commerce d'exportation

Les États-Unis, qui achètent 77 % des exportations canadiennes, ont continué d'être le point de mire des activités d'expansion commerciale du Ministère en 1987-1988. Ces exportations représentent un quart du PNB canadien et assurent environ 2 millions d'emplois. Resitue dans l'ensemble de nos échanges commerciaux, notre surplus commercial avec les États-Unis est si important qu'il fait plus que compenser les déficits que nous enregistrons avec tous nos autres principaux partenaires commerciaux.

Les délégués commerciaux en poste dans 22 villes américaines et les agents de développement des marchés à l'Administration centrale à Ottawa ont organisé plus de 250 événements promotionnels qui ont permis :

- de réaliser 445 ventes à l'exportation d'une valeur de 845 millions de dollars;
- d'établir 577 nouveaux contacts d'affaires et contrats de représentation;
- de créer 34 nouvelles coentreprises d'une valeur de 45,7 millions de dollars.

Si le Programme d'expansion du commerce avec les États-Unis englobe un grand nombre d'activités, une des initiatives des plus heureuses au cours des dernières années a été le programme « Nouveaux exportateurs aux États frontaliers américains » (NEEF). Celui-ci initie les petites et moyennes entreprises de toutes les régions du pays au processus de l'exportation aux États-Unis et cherche à démystifier ce qui peut sembler de prime abord une activité fort complexe.

Le consulat de Buffalo, qui a mis en branle des projets en collaboration avec l'Ontario et le Québec, a été la plus active des missions offrant le programme NEEF. Des 553 premières sociétés qui ont participé au programme NEEF Buffalo-Ontario, plus de la moitié ont exercé un suivi et réalisé des ventes à l'exportation. Ces entreprises, qui exportent pour la toute première fois, ont enregistré des commandes à l'exportation d'une valeur de 50 millions de dollars, ce qui correspond à peu près à 1 200 années-personnes d'emploi et à des revenus d'exportation de 211 \$ pour chaque dollar d'impôt dépensé dans le cadre du pro-

gramme. Des activités ont également été organisées pour les entreprises de l'Ouest et des provinces atlantiques. Même si plus de 3 000 entreprises de partout au Canada ont déjà participé au programme NEEF, 250 compagnies sont néanmoins sur la liste d'attente pour la seule province de l'Ontario.

L'économie américaine est beaucoup trop dispersée pour que les 13 bureaux commerciaux de l'ambassade et des consulats généraux puissent efficacement la couvrir dans son ensemble. C'est la raison pour laquelle un certain nombre de bureaux commerciaux satellites, de petite taille et à faible coût d'exploitation, ont été ouverts pour faciliter l'exécution des programmes commerciaux prioritaires. Ces bureaux ont déjà permis à plus de 500 entreprises canadiennes de prendre connaissance des possibilités qui se présentent sur les marchés régionaux aux États-Unis. C'est ainsi que, grâce au bureau d'Orlando, le gouverneur de la Floride et des officiels du réseau de transport urbain de l'État ont visité le Canada et, par la suite, confirmé une première vente importante de véhicules rapides de transport en commun qui desserviront le tronçon Fort Lauderdale-Miami. Le bureau de Cincinnati, ouvert récemment, a organisé une mission au Canada d'acheteurs d'une des plus grandes entreprises américaines dans le domaine des services de santé.

L'informatisation des missions commerciales aux États-Unis s'est achevée, ce qui a permis à ces dernières de tirer parti des informations commerciales versées dans le Réseau mondial d'information sur les exportations. Ce système exploité à l'aide de micro-ordinateurs permet aux agents commerciaux sur le terrain ou à l'Administration centrale d'avoir immédiatement accès aux produits de plus de 22 000 exportateurs canadiens. Conçu en 1986, le système s'avère déjà un outil au potentiel considérable. C'est ainsi qu'il a permis de mettre en rapport une firme de Cleveland et sept fabricants canadiens d'appareils à pression, à la suite de quoi l'entreprise a passé des commandes de 400 000 \$ au Canada.

Le Programme de la stratégie nationale du commerce, mis en place il y a trois ans, a généré jusqu'à maintenant des ventes à l'exportation d'environ 70 millions de dollars, auxquelles devraient venir s'ajouter des rentrées de 200 millions d'ici douze mois, ce qui créerait environ 6 000 années-personnes d'emploi.

Dans le cadre du Programme de développement des marchés d'exportation, les événements promotionnels ont permis de mettre en contact 751 entreprises et 1,2 million d'acheteurs américains. Dans plus de 70 % des cas, il s'agissait de firmes exportant pour la première fois et 80 % d'entre elles étaient de petites et moyennes entreprises. Les exportateurs venaient de l'Ontario (50 %), du Québec (17 %), de la Colombie-Britannique (13 %), des provinces atlantiques y compris Terre-Neuve (3 %), et des Prairies (17 %). Ces événements ont généré des ventes immédiates de 46,5 millions de dollars, qui devraient être suivies d'autres ventes de 823 millions de dollars au cours des douze prochains mois. Les ventes sur douze mois donneront un rendement de 230 \$ sur chaque dollar d'impôt investi dans le Programme et créeront 20 000 années-personnes d'emploi.

Développement des investissements

Les investissements directs américains au Canada en 1987 atteignaient 7,5 milliards de dollars, contre 3,3 milliards en 1986, et constituaient près de 80 % de tous les investissements directs étrangers au Canada. À la fin de 1987, la valeur cumulative des investissements directs américains au Canada était d'environ 75 milliards de dollars. Les États-Unis sont donc, pour le Canada, la source la plus importante d'investissements étrangers et le principal marché de promotion des investissements. Près de 40 % des fonds de 3,8 millions de dollars dont était doté le Programme de développement des investissements en 1987-1988 ont été destinés aux États-Unis.

En 1987-1988, les initiatives de promotion ont été mieux ciblées dans les différents secteurs et regroupées sous le thème «Les Canadiens : d'excellents partenaires en affaires». Les activités du Programme ont été de plus en plus concentrées sur l'identification et le suivi des secteurs prioritaires comme l'électronique, l'automobile, la machinerie et l'équipement industriel pour attirer au Canada des industries compétitives à l'échelle internationale et des investissements dans les secteurs à forte concentration de technologie comme la microélectronique, les matériels industriels de pointe, la biotechnologie et les procédés de fabrication avancés. On a mis l'accent sur l'encouragement des investissements sur des nouveaux sites, des coentreprises et des échanges de technologie.

Ce sont les missions qui administrent le programme au moyen de contacts avec des dirigeants du milieu des affaires américain, des membres du gouvernement et des hauts responsables. Plus de 75 activités et projets ont été menés à bien en 1987-1988 : rencontres aux États-Unis entre ministres canadiens et des groupes choisis de gens d'affaires américains; séminaires pour membres influents du milieu des affaires américain sur le climat d'affaires et d'investissement au Canada et sur la capacité industrielle canadienne; stands d'information sur les investissements dans les grandes foires commerciales aux États-Unis; missions au Canada, entre autres, visites d'analystes financiers et de conseillers en investissements américains afin de les familiariser avec les questions d'intérêt pour le milieu d'affaires canadien et le développement économique du pays; campagnes de publicité dans les médias pour promouvoir, par exemple, les investissements dans le secteur de l'électronique. Nombre de ces projets promotionnels ont été organisés en coopération avec les autorités provinciales et municipales canadiennes et ont fait appel aux connaissances des associations industrielles canadiennes.

L'essentiel du programme a toutefois résidé dans les milliers de contacts quotidiens de personne à personne que les missions ont eus en 1987-1988 avec d'éventuels investisseurs pour répondre à leurs questions sur la façon de faire des affaires au Canada et les aider dans leur décision de s'établir au Canada.

Tableau 5
ÉCHANGES COMMERCIAUX DU CANADA AVEC LES ÉTATS-UNIS

(millions de dollars canadiens)

COMPTE COURANT — non désaisonnalisé				POURCENTAGE DU TOTAL DES EXPORTATIONS OU DES IMPORTATIONS DU CANADA			TAUX DE VARIATION (EN POURCENTAGE)	
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	86/85	87/86
COMMERCE DE MARCHANDISES								
Exportations de marchandises	94 013	93 818	95 966	78,6	77,8	76,3	-0,2	2,3
Importations de marchandises	73 494	76 385	79 252	71,6	69,3	68,7	3,9	3,8
Solde du commerce des marchandises	20 519	17 433	16 714					
COMMERCE DES INVISIBLES								
Recettes pour invisibles	14 613	16 182	15 343				10,7	-5,2
Paiements pour invisibles	26 547	27 776	26 610				4,6	-4,2
Solde concernant les invisibles	-11 934	-11 594	-11 267					
SOLDE TOTAL DU COMPTE COURANT	8 585	5 838	5 447					
COMPTE DE CAPITAL — non désaisonnalisé								
Total des créances du Canada	-3 295	-7 429	-3 645					
Total des engagements du Canada	-2 684	-1 900	7 198					
Solde du compte de capital	-5 979	-9 329	3 553					

Les questions environnementales et transfrontières

Le niveau des dioxydes de soufre dans l'atmosphère qui entrent au Canada en provenance des États-Unis reste trop élevé et inacceptable. La question des pluies acides a donc continué à être un important point de friction dans les relations bilatérales, qu'est venue aggraver en septembre 1987 la publication aux États-Unis du rapport à mi-parcours du Programme national d'évaluation des précipitations acides. Ce rapport, et en particulier son résumé, donne du problème une évaluation particulièrement trompeuse, biaisée et incomplète qui, dans l'ensemble, minimise la portée et la gravité des dommages à l'environnement. Le rapport n'a pas tenu compte des statistiques et des données canadiennes qui avaient été fournies aux responsables du Programme. Le gouvernement canadien a rendu publique une critique scientifique globale du rapport.

Un groupe consultatif bilatéral de hauts fonctionnaires, dont la formation avait été recommandée par les envoyés spéciaux chargés d'étudier la question des pluies acides, s'est réuni à plusieurs reprises. En réponse à l'engagement du président Reagan devant le Parlement en avril d'envisager un accord sur les pluies acides qui prendrait pour modèle l'Accord sur la qualité de l'eau dans les Grands lacs, le Canada a présenté, par l'intermédiaire du groupe, un document donnant les caractéristiques essentielles d'un tel accord. L'ébauche complète a par la suite été remise aux États-Unis. Après de longs délais, ces derniers ont déclaré qu'à leur avis les connaissances scientifiques actuelles n'imposaient pas d'en arriver à un accord prévoyant des cibles et un échéancier précis pour la réduction des émissions polluantes dans l'atmosphère. Les États-Unis préconisaient plutôt un accord général dont la portée serait limitée à la réalisation de nouvelles études, aux échanges de renseignements et à la définition du problème. Cette prise de position n'était pas acceptable pour le Canada. Le premier ministre a défini sans ambiguïté les objectifs fondamentaux du Canada lorsqu'il s'est adressé à l'Americas Society à New York en mars 1988. Il a alors précisé que le Canada ne se contenterait de rien de moins que des objectifs ciblés de réduction des émissions aux États-Unis. Il a ajouté que les pluies acides transfrontières resteront un problème de taille dans les relations entre les deux pays jusqu'à ce que les émissions polluantes en provenance des États-Unis soient ramenées à un niveau tolérable pour l'environnement.

À Toledo, en Ohio, le Canada et les États-Unis ont signé le 18 novembre 1987 le Protocole portant modification de l'Accord sur la qualité de l'eau dans les Grands lacs, qui venait couronner le processus d'examen de l'Accord par les deux pays. Les représentants de groupes de citoyens ont participé aux discussions bilatérales qui ont permis d'arriver au Protocole. Celui-ci renforce l'Accord en ajoutant de nouvelles dispositions sur le nettoyage des zones fortement polluées aux abords des Grands lacs et sur le contrôle des produits chimiques toxiques provenant de l'atmosphère, des eaux souterraines et des sédiments contaminés.

Le 17 juillet 1987, après une dizaine d'années de discussions intermittentes, le Canada et les États-Unis ont signé l'Accord sur la conservation de la harde de caribous de la Porcupine afin de protéger le troupeau qui traverse

régulièrement la frontière entre l'Alaska et le Yukon durant sa migration. L'Accord crée une commission internationale de gestion à cette fin. En novembre 1987, le Canada a rendu publics ses Commentaires sur un projet du département de l'Intérieur des États-Unis qui consisterait à ouvrir la Réserve faunique nationale de l'Alaska à la prospection et à l'exploitation des hydrocarbures. Le Canada continue de militer en faveur de la protection des habitats naturels fragiles, y compris les aires de mise bas des caribous dans la Réserve.

Le Canada a commencé à préparer sa position en vue de négociations avec les États-Unis pour amener ceux-ci à contribuer financièrement à la construction des barrages Rafferty et Alameda dans le bassin de la rivière Souris en Saskatchewan, en contrepartie des avantages qu'ils retireraient des activités canadiennes de régulation des crues.

Énergie

Les deux pays ont continué de travailler à l'élimination ou à la réduction des barrières au commerce de l'énergie entre eux. Cette collaboration a été entravée à l'occasion par des mesures américaines comme la reconfirmation en mai 1987, par la Commission fédérale de réglementation de l'énergie, de la décision qui compromettait les exportations canadiennes de gaz naturel et laissait entrevoir la possibilité d'un droit sur les importations de pétrole, et l'enquête du département du Commerce sur les importations de pétrole afin de déterminer leur impact sur la sécurité nationale.

La négociation de l'Accord de libre-échange a des conséquences importantes sur les relations bilatérales dans le domaine de l'énergie. L'Accord permettra au commerce bilatéral de produits énergétiques le plus important au monde (13 milliards de dollars en 1987) de reposer sur des bases plus solides en donnant au Canada un accès plus sûr au marché américain et, aux États-Unis, un accès non discriminatoire à des approvisionnements canadiens garantis.

Espace

Il y a eu progrès dans les négociations avec les États-Unis, l'Europe et le Japon au sujet des conditions de la participation canadienne au projet de mise en place d'une station spatiale civile habitée en permanence; ce projet sera le plus ambitieux jamais entrepris par des pays occidentaux dans la cadre d'une exploitation pacifique de l'espace. La contribution du Canada consistera en un système de service mobile, au coût de 1,2 milliard de dollars.

Au chapitre des communications et des questions spatiales, le Canada a poursuivi ses discussions multilatérales et bilatérales avec les États-Unis et d'autres pays, afin d'obtenir un spectre de fréquences adéquat pour son système de service mobile par satellite. Des négociations ont débuté avec les États-Unis et le Mexique en vue de renouveler une entente trilatérale sur l'attribution des orbites pour les satellites et une entente bilatérale avec les États-Unis sur la coordination des services transfrontières qui seront assurés à la fois par les satellites américains et par Anik E, la prochaine génération de satellites canadiens de communications.

Propriété intellectuelle

Les questions de propriété culturelle et intellectuelle ont continué de faire surface de part et d'autre de la frontière. Les États-Unis ont exprimé leur inquiétude au sujet des restrictions à l'investissement amenées par la politique du Canada en matière de publication et de diffusion d'ouvrages, ainsi que des mesures législatives destinées à créer un marché canadien distinct pour les droits de distribution cinématographique. En ce qui concerne la propriété intellectuelle, le dépôt par le gouvernement de modifications à la Loi sur le droit d'auteur a répondu aux préoccupations nationales et permis la mise en place de mesures anticontrefaçon plus efficaces. Le gouvernement s'est engagé à introduire un droit de rediffusion des signaux retransmis par câble ou par satellite, cette mesure devant coïncider avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange (voir chapitre 1).

Transport

Le Mécanisme consultatif canado-américain sur le camionnage a cherché à assurer une harmonisation plus grande des normes de sécurité dans les deux pays. Le Mécanisme consultatif canado-américain sur les Grands lacs et la Voie maritime a continué pour sa part à travailler à la gestion coopérative du système. En outre, les deux pays ont entrepris des études d'ensemble de leurs réglementations respectives sur le pilotage maritime.

Les États-Unis ont terminé un rapport sur l'accès des systèmes de transport au prolongement méridional de l'Alaska ; ce document a répondu de façon tout à fait satisfaisante aux observations faites antérieurement par le Canada quant à la nécessité d'un mécanisme pour étudier les besoins d'accès futurs des systèmes de transport canadiens.

Pêches

Les relations canado-américaines dans ce domaine sont dans une large mesure conditionnées par la géographie, et par les habitudes migratoires et la valeur commerciale du poisson, ce qui met les deux pays en situation concurrentielle mais leur impose également de coopérer.

Deux questions ont retenu l'attention en 1987-1988. L'une a été réglée, l'autre non. La première concerne les cours d'eau transfrontières pour lesquels un accord quinquennal (1988-1992) a été négocié avec les États-Unis au sujet de la pêche au saumon sur les rivières Stikine et Taku (nord-ouest de la Colombie-Britannique et prolongement méridional de l'Alaska). L'accord offrira aux pêcheurs canadiens (et américains) une plus grande sécurité économique et donnera au Canada davantage de poisson et une part plus importante des pêches que ce n'était le cas avec l'accord précédent. Dans le cas du fleuve Yukon, il n'y a pas eu une entente. Le poisson d'origine canadienne représente environ 50 % du saumon du fleuve, mais entre 85 % et 90 % des prises annuelles vont aux États-Unis. Les négociations avec les États-Unis, qui durent depuis 1985 pour tenter de résoudre la répartition des prises de saumon, ont peu progressé en 1987-1988. Le Canada continuera de faire valoir son droit à une part plus importante du saumon d'origine canadienne dans le Yukon.

Communications et culture

Le Ministère, l'ambassade et les 12 missions consulaires ont de nouveau intensifié leurs activités dans les milieux culturels, universitaires et publics américains. La décision sur les relations culturelles internationales du Canada prise en 1986 par le Cabinet a confirmé que les États-Unis sont le pays prioritaire en ce qui concerne les activités de promotion artistique et de relations avec les universités menées par le Ministère. Le programme d'études canadiennes, qui vise à stimuler la recherche et les études sur le Canada dans les universités et collèges américains et dans l'ensemble du système d'enseignement aux États-Unis, a été particulièrement actif. L'intensification des activités de programme a multiplié les occasions offertes aux artistes canadiens et à leurs créations — en particulier dans le domaine des arts visuels et de la scène — de percer aux États-Unis tant dans le secteur public que dans le domaine commercial.

Des efforts soutenus ont été faits pour présenter à divers façonneurs de l'opinion américaine un éventail de données factuelles sur le rôle du Canada dans la relation entre les deux pays. Une série de nouvelles publications mettant l'accent sur le partenariat entre le Canada et les États-Unis et un bulletin sur l'environnement ont été largement distribués aux façonneurs de l'opinion publique pour les sensibiliser au point de vue canadien sur les questions clés dans cette relation.

Un certain nombre de conférences, de séminaires et de colloques coparrainés par des organismes prestigieux des États-Unis ont été consacrés aux grands thèmes de la relation : les précipitations acides, les relations commerciales, l'association de défense et la souveraineté culturelle. Des visites au Canada ont été organisées à l'intention de groupes influents, comme les journalistes, les présidents d'universités et les aides de membres du Congrès, et ils ont assisté à des séances d'information sur les principaux volets de la relation. Le Ministère et les missions ont en outre accordé une importance plus grande aux relations avec les médias, ce qui amené ces derniers, et plus particulièrement les journaux et les magazines, à couvrir de façon plus régulière toute une gamme de sujets canadiens. Les reportages, par ailleurs, ont été plus nombreux et mieux documentés que par les années passées.

Relations parlementaires

Le Ministère a continué à favoriser les échanges parlementaires avec les États-Unis. Il a en particulier subventionné de nouveau le Centre d'échanges interparlementaires afin de faciliter des visites de membres du Congrès et de parlementaires des deux pays. Leurs études ont porté sur le commerce, la réforme fiscale, la politique scientifique, ainsi que les services bancaires et postaux internationaux.

Immigration et passages à la frontière

La frontière entre le Canada et les États-Unis reste une des frontières franchies le plus souvent au monde, et avec le moins de formalités ; en moyenne plus de 75 millions de personnes se rendent dans l'un et l'autre pays chaque année. Les difficultés que les Canadiens éprouvent à entrer aux États-Unis pour y occuper un emploi temporaire sont toutefois une préoccupation importante et de longue date. Les dispositions de l'Accord de libre-échange atténueront dans une large mesure ces problèmes, en particulier pour les

gens d'affaires qui doivent pouvoir compter sur un accès sûr à leurs clients, avec un minimum de procédures.

On est également parvenu à un accord en ce qui concerne les formalités de douane et d'immigration auxquelles doivent se soumettre les personnes qui transitent par le Maine à bord du service Atlantique de la société Via Rail ; les procédures adoptées réduiront les inconvénients pour les passagers et pour Via Rail.

La législation, la réglementation et les procédures d'immigration dans un pays ont souvent des conséquences importantes de l'autre côté de la frontière. C'est ainsi que, durant la dernière année, la promulgation de la loi américaine de réforme et de contrôle de l'immigration a incité un certain nombre de personnes, particulièrement d'Amérique centrale, à demander à être admises au Canada en tant que réfugiés. En conséquence, le Canada a dû prendre des mesures pour faire face à l'accroissement du nombre de demandes de revendication du statut de réfugié.

L'Europe de l'Ouest et la Communauté européenne

Les relations du Canada avec l'Europe, qui reposent sur des liens historiques et socio-culturels étroits, se transforment sensiblement du fait de l'importance croissante accordée aux rapports économiques et commerciaux. Le Canada s'intéresse tant aux 12 pays membres de la Communauté européenne qu'aux pays non membres. Il fait la promotion de ses intérêts dans chaque capitale européenne et, en ce qui concerne la Communauté européenne à Bruxelles, en vertu de l'Accord cadre de coopération commerciale et économique. Sur le plan multilatéral, cette promotion se fait par l'entremise de diverses instances comme la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, les Entretiens sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces en Europe, l'OTAN, l'OCDE, les Nations Unies, et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le Canada participe régulièrement aux sommets économiques et à la Quadri-latérale des ministres du commerce. Sa présence à ces rencontres lui a permis de renforcer ses relations bilatérales générales avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie et la Commission des Communautés européennes.

Plus de 90 % des échanges du Canada avec l'Europe occidentale se font avec les pays de la Communauté européenne ou du Marché commun. La présidence de la Communauté est assurée à tour de rôle par chacun des pays membres tous les six mois. Le Royaume-Uni, la Belgique et le Danemark s'y sont succédé pendant la période à l'étude.

Commerce

La Communauté européenne reste la plus importante entité commerciale au monde. En 1986, les importations non communautaires des pays membres ont atteint 334 milliards de dollars américains et n'ont été dépassées que par les importations totales des États-Unis (370 milliards de dollars). Des 10,5 milliards de dollars d'exportations du Canada vers l'Europe de l'Ouest en 1987, 9,2 milliards sont venus de la Communauté européenne, une augmentation de 16,4 % par rapport à 1986. Cette croissance pourrait être imputable à la reprise soutenue de l'Europe de l'Ouest depuis la récession de 1981-1982 et au retour des taux de change à des valeurs relatives normales en ce qui concerne

la monnaie canadienne et les devises européennes. Les taux de change ont également influé sur la tendance des importations de produits européens au Canada. En 1987, ces dernières n'ont augmenté que de 6,7 % comparativement à 18,3 % en 1986. Malgré ce renversement, les importations d'Europe de l'Ouest ont grimpé à 15,8 milliards de dollars (dont 13,4 venaient des pays de la Communauté européenne), laissant un solde du commerce de marchandise de 5,4 milliards de dollars en faveur de l'Europe. Une partie considérable de ce solde était imputable aux importations de pétrole de la mer du Nord ; le Royaume-Uni a été le plus important fournisseur de pétrole du Canada en 1987.

Les pays d'Europe de l'Ouest sont un marché idéal pour les exportateurs canadiens ; ils ont les liquidités voulues et sont à la recherche de produits de haute qualité et de technologies avancées. Au cours de cette décennie, environ 60 % des exportations canadiennes vers l'Europe de l'Ouest ont été constituées de produits transformés à valeur ajoutée ou de produits finis. Pour accroître les exportations canadiennes, des stratégies hautement spécialisées et concurrentielles d'investissement et de commercialisation des exportations sont nécessaires. L'Europe de l'Ouest offre d'énormes possibilités de coopération industrielle, de coentreprises et de transferts de technologie, en particulier dans les nouveaux domaines, mais aussi dans le secteur manufacturier en général. Les firmes canadiennes ont trouvé des marchés prometteurs pour les produits agricoles et alimentaires, en particulier le poisson, ainsi que pour le matériel informatique et de télécommunications, les produits de défense et de sécurité, la machinerie et le matériel spécialisés, l'aérospatiale, les produits forestiers, les industries culturelles, certains produits de consommation et les minéraux et métaux.

L'Europe de l'Ouest est le plus important carrefour international d'expositions commerciales au monde. Pendant l'année à l'étude, le Ministère a organisé la participation du gouvernement et celle de l'industrie à 17 expositions importantes, au coût de 2,7 millions de dollars. Plus de 350 entreprises participantes ont rapporté des ventes d'environ 85 millions de dollars sur les lieux mêmes et s'attendaient à des ventes de plus de 377 millions dans l'année à venir.

Immigration

L'Europe de l'Ouest est restée la deuxième source d'immigrants au Canada ; 27 454 visas d'émigrants ont été délivrés durant la période, ainsi que 57 232 visas de visiteur, dont 4 756 visas d'étudiants et 13 776 permis de travail temporaire. Avec l'appui d'Investissement Canada, l'accent a été mis sur le programme destiné à encourager les gens d'affaires à immigrer. Ces efforts de promotion ont permis d'attirer 495 entrepreneurs, qui ont investi quelque 775 millions de dollars au Canada, soit 158 % de plus que l'année précédente, ce qui a assuré la création de 2 335 emplois.

De concert avec les compagnies de transport aérien et les autorités aéroportuaires en Europe de l'Ouest, les missions canadiennes se sont attaquées au sérieux problème posé par les nombreuses personnes qui cherchent à entrer au Canada munies de faux visas ou de titres de voyage falsifiés. D'autre part, plusieurs missions, notamment à Athènes, à Bonn et à Rome, ont continué à traiter les demandes présentées par

des ressortissants d'Europe de l'Est, d'Afrique et du Moyen-Orient dans le cadre du programme canadien pour les réfugiés. Les missions d'Europe de l'Ouest ont traité 4 861 dossiers de réfugiés durant l'année. Les missions à Madrid et à Ankara ont été dotées de services d'immigration alors qu'on a fermé ceux de Milan, dont le territoire est actuellement desservi par l'ambassade à Rome.

Relations culturelles

Les programmes touchant les domaines de la culture et des affaires publiques ont contribué à promouvoir les objectifs de la politique étrangère du Canada et à renforcer les relations bilatérales avec les pays européens. De nombreuses manifestations artistiques, dont une importante tournée de l'Orchestre symphonique de Montréal, ont permis aux entreprises culturelles canadiennes de mieux s'implanter sur ces marchés essentiels à leur épanouissement. Des réunions des commissions culturelles mixtes avec l'Italie et le Royaume de Belgique et des consultations formelles sur la culture avec les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont mis en évidence l'importance des échanges culturels avec ces pays. Le Canada a également signé avec la Grèce un protocole d'entente sur les relations culturelles.

Communauté européenne

Les relations du Canada avec la Communauté européenne pendant l'année à l'étude ont été marquées par une partici-

pation de plus en plus intense des milieux politiques à sa gestion, depuis la rencontre entre le ministre du Commerce extérieur et son homologue de la Communauté européenne en mai 1987 jusqu'à la visite du premier ministre au président de la Commission des Communautés européennes en mars 1988. Ces visites ont permis de mieux situer les points de friction bilatéraux dans le contexte général d'une relation commerciale en expansion et de programmes de coopération industrielle, scientifique et technique réussis. Le ton de la relation avec la Communauté européenne, représentée par la Commission (qui est son bras exécutif), est toutefois resté marqué par des différends sur des questions précises, dont plusieurs ont fait l'objet de consultations ou de procédures de règlement des différends en vertu du GATT. C'est là une conséquence inévitable de sa souveraineté sur le commerce, l'agriculture et les pêches, domaines qui sont depuis toujours à l'origine de la majorité des points de friction bilatéraux. Par contre, les États membres ont pour l'essentiel conservé leur souveraineté dans les domaines où la coopération bilatérale est un succès (par exemple, les relations culturelles).

Parmi les motifs de désaccord qui affectent les relations entre le Canada et la Communauté européenne figurent les pressions continues exercées par la Communauté pour obtenir un plus grand accès aux stocks de poisson non excédentaires, situation qui s'est aggravée du fait de l'expiration de leur droit à des contingents en vertu de l'accord de pêche à long terme entre le Canada et la

Tableau 6

IMPORTATIONS CANADIENNES VENANT DE L'EUROPE DE L'OUEST, PAR PAYS

(milliers de dollars canadiens)

	1985	1986	1987	Variation 86/87 (%)
Belgique et Luxembourg	530 130	618 229	620 964	0,4
France	1 372 610	1 585 291	1 489 423	-6,0
RFA	2 715 609	3 453 228	3 535 023	2,4
Italie	1 331 098	1 671 356	1 693 286	1,3
Pays-Bas	622 854	694 138	754 063	8,6
Royaume-Uni	3 280 844	3 721 154	4 341 860	16,7
Irlande	217 879	244 818	199 701	-18,4
Danemark	228 918	233 493	249 491	6,8
Grèce	47 880	70 250	63 441	-9,7
Portugal	87 274	78 294	89 025	13,7
Espagne	366 482	441 423	484 535	9,8
Gibraltar	385	118	—	—
Malte	5 814	3 390	1 273	-62,4
Autriche	182 181	212 962	247 782	16,4
Finlande	200 124	253 960	287 690	13,3
Islande	3 498	11 883	8 319	-30,1
Norvège	187 912	167 561	256 863	53,3
Suède	682 834	788 209	884 005	12,2
Suisse	488 955	591 283	606 647	2,6
Turquie	35 888	56 753	78 400	38,1
TOTAL	12 588 791	14 897 891	15 891 789	6,7

Tableau 7
EXPORTATIONS CANADIENNES VERS L'EUROPE DE L'OUEST, PAR PAYS
(milliers de dollars canadiens)

	1985	1986	1987	Variation 86/87 (%)
Belgique et Luxembourg	722 009	843 504	1 131 766	34,0
France	743 447	1 009 396	1 034 277	2,5
RFA	1 232 919	1 317 344	1 507 495	14,4
Italie	542 050	709 469	835 929	17,8
Pays-Bas	956 311	1 001 679	1 014 302	1,3
Royaume-Uni	2 482 230	2 718 252	2 832 816	4,2
Irlande	84 632	91 470	141 281	54,5
Danemark	84 690	111 811	109 839	-1,8
Grèce	41 701	66 155	66 314	0,2
Portugal	62 389	154 389	172 994	12,1
Espagne	134 235	137 347	210 233	53,1
Gibraltar	385	118	157	33,0
Malte	732	1 131	1 767	56,2
Autriche	59 037	52 391	91 261	74,2
Finlande	133 760	85 740	103 571	20,8
Islande	3 446	7 627	10 387	36,2
Norvège	383 545	320 951	313 047	-2,5
Suède	199 198	247 480	248 188	0,3
Suisse	324 008	356 624	401 965	12,7
Turquie	221 426	202 980	266 073	31,1
TOTAL	8 412 150	9 436 053	10 493 663	11,2

Communauté. Il faut aussi citer la surpêche continue des bâtiments de la Communauté européenne dans les eaux adjacentes à la zone canadienne puisque la Communauté a décidé qu'elle n'était pas liée par les limites de prises fixées par l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest dans les principales pêcheries, et le désaccord persistant sur les questions fondamentales de la conservation et de la gestion des pêches. La Communauté n'était pas pleinement satisfaite de la législation proposée dans le domaine pharmaceutique au Canada, mais elle a néanmoins estimé que ses principales objections avaient été satisfaites et préconisé l'adoption rapide du projet de loi. Les groupes spéciaux du GATT qui se sont penchés sur les plaintes de la Communauté européenne en ce qui concerne les pratiques des régies provinciales des alcools et l'imposition de droits compensateurs sur les importations de boeuf ont conclu que ces mesures allaient à l'encontre des obligations internationales du Canada. Le rapport sur les pratiques des régies des alcools a été adopté par le GATT à la fin de l'année à l'étude, et le Canada doit indiquer d'ici à la fin de 1988 ce qu'il entend faire pour se conformer à la décision du GATT. D'autre part, les établissements vinicoles et les producteurs de raisins canadiens ont demandé au gouvernement de réduire, en vertu de la Loi sur les douanes, les produits subventionnés de la Communauté européenne. Le rapport du comité qui a examiné les exportations de viande de boeuf est toujours à l'étude. La Communauté a demandé

avec insistance que les contingents canadiens d'importation de fromage soient modifiés pour tenir compte des trois nouveaux États membres qui se sont joints à la Communauté depuis que le contingent lui a été attribué en 1979. Elle a également protesté contre une décision de classification tarifaire qui s'est traduite par l'imposition d'un droit de douane de 10 % sur la plupart des importations de pâtes; aucun droit n'était perçu avant la décision.

Le Canada a fait part de sa préoccupation quant à plusieurs mesures prises ou envisagées par la Communauté, qui pourraient avoir des effets négatifs sur nos exportations. On peut citer parmi celles-ci la taxe proposée sur les matières grasses animales et végétales comestibles, qui aurait nui à nos exportations d'oléagineux. Cette taxe n'a pas été adoptée. L'interdiction imposée par la Communauté quant à l'utilisation des hormones de croissance pour la production du bétail est entrée en vigueur malgré les objections vigoureuses du Canada et d'autres exportateurs; le Canada mène des consultations avec la Communauté à ce sujet dans le cadre du GATT. Le débat sur la directive de la Communauté concernant les pays tiers a également soulevé des divergences; cette directive fixe les critères que doivent respecter les établissements d'emballage de la viande s'ils souhaitent exporter dans la Communauté. Le problème porte maintenant sur notre inspection réciproque des usines de la Communauté en recourant aux mêmes critères. D'autres problèmes se sont posés dans le domaine

agricole, en ce qui concerne en particulier les nouvelles règles de la Communauté sur l'importation des pommes à couteau, et un système de cautions à l'importation qui s'appliquerait aux importations de légumineuses sèches. En règle générale, les relations commerciales industrielles ont été harmonieuses, exception faite des difficultés éprouvées en 1987 et en 1988 lorsqu'il s'est agi d'ouvrir le marché espagnol aux exportateurs d'acier canadiens. Le contingent canadien pour 1987 a été fixé par négociation.

Du côté positif, il a été possible d'obtenir des dérogations à la réglementation phytosanitaire de la Communauté pour permettre la vente de pommes de terre de semence canadiennes en Italie et en Grèce. La Communauté a également restreint le territoire mis en quarantaine à la suite d'une épidémie de fièvre aphteuse (une maladie mortelle qui frappe les ruminants) dans la vallée de l'Okanagan pour que puissent continuer les exportations canadiennes d'animaux sur pieds provenant de l'extérieur de la vallée. Enfin, les améliorations apportées au système de licences d'importation de la Communauté pour le bœuf de haute qualité devraient profiter aux exportateurs canadiens.

À la suite de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté européenne le 1^{er} janvier 1986, le Canada a entamé des négociations avec cette dernière en vertu de l'article XXIV:6 du GATT afin d'obtenir compensation du fait de l'entrave à son commerce résultant de l'élargissement de la Communauté. Le Canada est préoccupé de ce que plusieurs des propositions de la Communauté, surtout dans le secteur des pêches, soient plus restrictives que celles qui s'appliquent actuellement. Des séances de négociation répétées ont permis de rapprocher les points de vue, sans toutefois les faire coïncider. On en a référé au GATT pour obtenir un arbitrage obligatoire sur une question clé, de sorte que les négociations puissent être menées à terme. Le Canada a aussi manifesté son intention de négocier des compensations relativement à d'autres droits découlant de la formation de la Communauté et de son premier élargissement, ces deux événements ayant considérablement nui à ses exportations de céréales.

L'année dernière a également été le témoin d'importants progrès dans les relations scientifiques du Canada avec la Communauté européenne. Ainsi, les discussions se sont intensifiées au sujet de la coopération de recherche dans le domaine de la fusion. On a aussi réussi dans une bonne mesure à cerner les domaines dans lesquels les priorités respectives de recherche et de développement coïncident, ce qui pourrait déboucher sur une coopération dans ce domaine.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni est resté le troisième partenaire commercial du Canada, après les États-Unis et le Japon, et la deuxième source d'investissement étranger. Le commerce de marchandises avec la Grande-Bretagne en 1987 a atteint 7,2 milliards de dollars, en hausse de 14 % par rapport à 1986. Le Royaume-Uni a enregistré un surplus commercial d'environ 1,5 milliard de dollars, qui s'explique pour l'essentiel par les importations canadiennes de pétrole de la mer du Nord. Les exportations canadiennes au Royaume-Uni ont augmenté de près de 5 % pour totaliser 2,8 milliards de dollars, soit environ 30 % de toutes ses exportations vers la Communauté européenne. Cet accroissement de la valeur

totale des échanges commerciaux avec le Royaume-Uni s'explique par le fait que le taux de change moyen du dollar canadien par rapport à la livre sterling a diminué de 6,5 % en 1986 et 1987, après une première baisse de 10 % de 1985 à 1986. Trente-trois entreprises canadiennes ont participé à trois expositions commerciales internationales au Royaume-Uni, y réalisant des ventes sur place de 3 millions de dollars.

Les consultations régulières sur les questions politiques, économiques et de défense qui caractérisent la relation se sont poursuivies à un haut niveau en 1987. De nombreuses visites dans les deux sens ont montré à quel point les relations entre les deux pays sont étroites et diversifiées. La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver a fourni au premier ministre l'occasion d'aborder les dossiers bilatéraux et multilatéraux avec M^{me} Thatcher. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a reçu à Ottawa son homologue britannique, sir Geoffrey Howe, en septembre. Ils se voient régulièrement à Ottawa et à Londres ainsi que durant des rencontres multilatérales comme les conférences de l'OTAN et du Commonwealth. Des membres de la famille royale sont aussi venus en visite au Canada en 1987. D'autres ministres canadiens et britanniques se sont rendu visite pour faire avancer les objectifs bilatéraux. Le secrétaire à la Défense du Royaume-Uni, M. Younger, est venu à Ottawa en septembre, le ministre de l'Industrie et du Commerce du Royaume-Uni, M. Clark, s'est rendu à Vancouver en novembre, et le ministre des Finances, M. Wilson, a rencontré son homologue M. Lawson à Londres en novembre. M. Oberle, ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie, a aussi eu des discussions à Londres à la fin de l'année. Les premiers ministres du Québec et de l'Alberta sont allés au Royaume-Uni et des délégations parlementaires se sont rendu visite pendant l'année. Le nouvel accord bilatéral sur les liaisons aériennes entre les deux pays promet d'améliorer sensiblement les services aériens.

La série de colloques Canada-Royaume-Uni s'est prolongée en 1987 et la réunion à Gleneagles a été couronnée de succès. Il a été décidé que la prochaine se tiendra au Canada en 1988.

République fédérale d'Allemagne

Les relations bilatérales entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne ont continué à se développer en 1987-1988, ancrées dans une participation commune à l'Alliance atlantique, à l'OCDE, aux Sommets économiques, aux Nations Unies et à d'autres organismes internationaux ainsi que dans de solides rapports économiques et commerciaux. L'intensification des échanges scientifiques, technologiques, culturels et universitaires a aussi contribué à élargir ce partenariat.

Les échanges et les contacts se sont accrus au cours de la période, tant au niveau officiel qu'entre les secteurs privés. Le ministre des Finances et le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie se sont rendus en Allemagne au cours de l'année pour consulter leurs homologues. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré au printemps le ministre des Affaires étrangères de la RFA pour passer en revue un certain nombre de dossiers. Des ministres canadiens ont reçu leurs homologues allemands

des ministères de l'Intérieur, du Développement économique, des Postes et Télécommunications, du ministère d'État aux Affaires étrangères, et du ministère du Travail et des Affaires sociales. Sur la base de contacts antérieurs, les parlementaires canadiens et allemands ont procédé à de nombreux échanges.

Le commerce entre le Canada et la République fédérale d'Allemagne a connu une expansion impressionnante au cours de la dernière décennie; il atteint aujourd'hui en valeur plus de 5 milliards de dollars. Le surplus commercial traditionnel de l'Allemagne (2 milliards de dollars en 1987) a toutefois diminué par rapport aux années antérieures à la suite de l'augmentation de 20% des exportations canadiennes en 1987. Le secteur de la haute technologie et de la transformation laisse entrevoir des perspectives particulièrement intéressantes sur le plan commercial. Plus de 175 entreprises canadiennes ont participé à 7 grandes foires internationales en République fédérale d'Allemagne en 1987, avec le parrainage du gouvernement; elles ont rapporté des ventes de 161,8 millions de dollars, dont 15,1 millions sur place, le reste devant s'échelonner tout au cours de l'année. Les liens industriels et scientifiques entre les sociétés canadiennes et allemandes ont continué de se développer et le Canada a activement cherché à attirer les investissements allemands.

Sous les auspices d'Atlantik Bruecke, une organisation canado-allemande du secteur privé, une deuxième conférence a été organisée à Francfort en octobre 1987 pour discuter des relations entre le Canada et la RFA et de leurs vues sur les grandes questions internationales. La réunion, à laquelle ont participé d'éminents politiciens, des responsables gouvernementaux, des universitaires et des journalistes allemands et canadiens, a permis de constater à quel point les intérêts et les vues se rejoignent. On envisage que cette conférence se tienne chaque année. L'Association des études canadiennes en RFA a organisé avec succès à Grainau une autre réunion à laquelle ont participé des universitaires chevronnés des deux pays. Cette conférence, largement parrainée par le Ministère, est reconnue comme le forum international sur les études canadiennes dans les universités de langue allemande en Europe.

France

Les relations politiques du Canada ont été particulièrement actives avec la France pendant la dernière année. En mai 1987, le président Mitterrand a effectué une visite officielle de cinq jours au Canada comprenant, dans l'ordre, des arrêts à Ottawa, au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Ontario et en Saskatchewan. Vingt ans après la visite du général de Gaulle, le voyage du président Mitterrand a eu une portée historique et symbolique certaine. En août 1987, le premier ministre Chirac, dans le cadre de sa participation au Sommet de la Francophonie à Québec, est également venu à Ottawa y rencontrer son homologue canadien; à cette occasion, on a annoncé que les deux gouvernements et la société Aérospatiale négocieraient un accord de coopération touchant le missile anti-char français ERYX. Enfin, pour couronner cette année de relations politiques intenses entre les deux pays, Son Excellence le gouverneur général a effectué une visite d'État en France. M^{me} Sauvé, qui a reçu tous les honneurs dus à un chef d'État, était accompagnée par l'honorable George Hees, ministre des Affaires des

anciens combattants, l'honorable Don Mazankowski, vice-premier ministre et président du Conseil privé, ainsi que par l'honorable Robert René de Cotret, ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie.

Le différend franco-canadien sur les quotas de poissons et la délimitation de la frontière maritime au large des côtes de Saint-Pierre-et-Miquelon constitue le seul véritable problème bilatéral. Au cours de la dernière année, cette question a retenu à quelques reprises l'attention de la presse française et canadienne. Les contacts et discussions en cours visent à régler ce litige à la satisfaction des deux parties.

Le commerce bilatéral entre le Canada et la France est demeuré stable à 2,5 milliards de dollars de 1986 à 1987, les exportations canadiennes s'accroissant de 7%, contre une légère baisse de 5% des importations en provenance de France. Le programme de prospection des investissements cherche activement à stimuler l'intérêt des investisseurs pour le Canada. Les sociétés françaises visées doivent avoir une technologie de pointe à offrir, être financièrement saines et avoir une stratégie de croissance de leurs marchés nationaux et internationaux. Les nouveaux projets mis en œuvre grâce à ce programme renforceront la présence au Canada d'investisseurs français, déjà évaluée à près de 1,5 milliard de dollars par Statistique Canada. En plus d'encourager les investissements directs, les services commerciaux canadiens à Paris et à Lyon s'intéressent particulièrement à la coopération industrielle et au transfert de technologie. Dans sa deuxième année, le Plan d'action économique pour la France a aidé à la croissance du Club de relations d'affaires Canada-France et a permis la réalisation d'une mission économique en provenance de la région Midi-Pyrénées. À Paris, la création d'une banque de données «Canada» accessible par le Minitel assure la diffusion d'informations à caractère économique. La réaction du public a été favorable. Au Canada, l'exportateur intéressé à la France a pu bénéficier de deux séances d'information à Montréal et à Toronto en février 1988, et d'une nouvelle publication intitulée *Cibler le marché français*, résumant les caractéristiques des marchés prometteurs pour les produits canadiens. Soixante-seize firmes canadiennes ont pris part à quatre foires commerciales internationales en France et y ont effectué des ventes se chiffrant à 57 millions de dollars. Parmi ces foires, la plus importante a été le Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace, qui s'est tenu au Bourget en juin 1987; cinquante-trois firmes canadiennes ont participé à l'événement (dont vingt pour la première fois), avec des ventes estimées à 55 millions de dollars.

Italie

Le commerce bilatéral du Canada avec l'Italie a continué de croître cette année mais à un rythme moindre que les années précédentes. De 1986-1987 à 1987-1988, il est passé d'environ 2,4 milliards de dollars à un peu plus de 2,5 milliards. Les importations canadiennes en provenance d'Italie se sont accrues légèrement, passant de 1 670 millions à 1 693 millions de dollars, pendant que les exportations vers l'Italie enregistraient une hausse de près de 145 millions de dollars, soit de 691 millions de dollars l'an passé à 836 millions cette année.

Deux missions commerciales et industrielles se sont rendues en Italie durant la période à l'étude. L'une était

dirigée par le ministre de l'Expansion industrielle régionale, l'honorable Michel Côté (en mai 1987), et l'autre par son successeur l'honorable Robert de Cotret (en février 1988). La tenue du Sommet économique à Venise du 8 au 10 juin 1987 a aussi été pour le premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre des Finances l'occasion de se rendre en Italie. La préparation du Sommet a également donné lieu, en mai, à une brève visite de consultations à Ottawa par le président du Conseil italien, M. Amintore Fanfani. Plusieurs visites de parlementaires et de hauts fonctionnaires de part et d'autre sont également venues raffermir les liens entre les deux pays.

Saint-Siège

La mission canadienne accréditée au Vatican maintient des liens étroits avec les autorités de l'Église et s'enquiert régulièrement de ses positions sur les grandes questions politiques et humanitaires de l'heure, et notamment des droits de la personne, de la liberté religieuse et du développement international. La dimension bilatérale des liens du Canada avec le Saint-Siège demeure également importante. En effet, un certain nombre de ministres et de parlementaires canadiens ainsi que de nombreux dignitaires religieux visitent le Saint-Siège chaque année.

Une occasion toute particulière s'est présentée le 10 mai 1987 avec la béatification de monseigneur Louis-Zéphirin Moreau, qui fut le quatrième évêque de Saint-Hyacinthe, de 1876 à 1901. Une délégation canadienne officielle dirigée par l'honorable Pierre Cadieux, ministre du Travail, s'est rendue à Rome pour participer aux événements entourant la béatification. Les relations du Canada avec le Saint-Siège ont également marqué un point fort en septembre 1987 avec la visite du pape à Fort Simpson. Le Saint-Père rendait ainsi aux autochtones la visite qu'il avait dû annuler en raison du mauvais temps lors de son périple au Canada en 1984.

Pays du Benelux

La Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg comptent parmi nos principaux partenaires commerciaux en Europe. Le commerce bilatéral avec ces pays a connu une hausse considérable en 1987, se chiffrant à 3,5 milliards de dollars.

Le Canada entretient d'étroites relations avec les Pays-Bas, qui sont sa huitième source de touristes étrangers et sa troisième source d'investissements européens. Ses échanges ont connu une légère hausse cette année, ses exportations se chiffrant à 1,01 milliard de dollars, et ses importations, à 754 millions. Un accord de sécurité sociale a été signé en février 1987. En outre, un important festival culturel néerlandais a connu un succès considérable au Canada en 1987. Enfin, au cours de l'année, plusieurs visites ministérielles ont été échangées de part et d'autre, sans compter la visite aux Pays-Bas de deux groupes parlementaires.

Dans le cadre de la Francophonie, la Belgique et le Luxembourg ont participé au Sommet de Québec en septembre 1987. En janvier 1987, l'accord de sécurité sociale avec la Belgique est entré en vigueur. Le Canada a participé pour sa part à la Foire Technologique Internationale des Flandres, tenue à Gand en mai. En octobre, outre la réunion de la Commission mixte culturelle à Bruxelles, un mémoire d'entente portant sur la coopération industrielle en matière de défense a été signé. De part et d'autre, on a procédé à des échanges de visites ministérielles.

Pays nordiques

L'année 1987-1988 a été très fertile sur le plan des visites et des échanges bilatéraux avec tous les pays nordiques. Les rois de Norvège et de Suède ont effectué des visites d'État au Canada, alors que le ministre des Affaires étrangères d'Islande, M. Hermannsson, de passage à Ottawa en septembre 1987, a rencontré M. Tom Siddon, ministre des Pêches et des Océans, M. Paul Dick, ministre associé à la Défense, et M. Clark. Le ministre norvégien des Affaires étrangères, M. Stoltenberg, s'est rendu au Canada en mai 1987, et M. Clark a effectué une visite officielle en Norvège en décembre. Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, M. Benoît Bouchard, a visité la Suède en octobre 1987 et le ministre du Travail du Danemark, M. Dyremose, est venu au Canada en février 1988. Dans le cadre des Olympiques de Calgary, plusieurs personnalités ont profité de leur passage au Canada pour rencontrer leurs homologues. Ainsi en est-il du président du Parlement finlandais, M. Ahde, et du ministre norvégien des Affaires culturelles et scientifiques, M. Bakke. Le premier ministre finlandais, M. Holkere, a également rencontré M. Clark en marge des compétitions olympiques. Plusieurs échanges ont eu lieu aux niveaux provincial et territorial et des missions commerciales et scientifiques ont été organisées dans les deux sens. Des groupes de parlementaires se sont également rendus dans les pays nordiques pour discuter de questions d'intérêt commun.

Dans le cadre du développement de sa politique dans l'Arctique, dont un des éléments est une coopération plus active avec ses partenaires nordiques, le Canada a participé à une conférence sur les questions circumpolaires à Tromsø en Norvège, où M. Clark a prononcé un important discours sur les intentions canadiennes. Afin de raffermir les liens qu'il entretient déjà avec le Groenland, territoire sous juridiction danoise, le Canada a procédé en juin 1987 à la nomination d'un consul honoraire à Nuuk.

Les relations commerciales bilatérales entre le Canada et les pays nordiques ont continué d'être importantes, le volume des échanges atteignant 2,4 milliards de dollars. La promotion des investissements et les transferts technologiques ont également fait l'objet d'initiatives particulières. En février 1988, le ministre du Commerce extérieur de Finlande, M. Salolainen, a rencontré à Ottawa M. Robert de Cotret, ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie. Une des questions abordées a été la signature d'un Échange de Lettres en science et technologie. La plus importante délégation d'affaires suédoise a visité quatre provinces canadiennes en mars 1988. Deux missions commerciales se sont rendues dans les pays nordiques pour faire la promotion des produits électroniques canadiens, et des gens d'affaires ont participé en août 1987 à la foire aquicole de Trondheim en Norvège. Une mission scientifique norvégienne était de passage au Canada en novembre 1987 pour discuter des modalités d'application de l'Échange de Lettres signé entre les deux pays en décembre 1986. Le groupe Canada-Norvège sur les ressources off-shore a poursuivi ses travaux, et une délégation norvégienne est venue au Canada en septembre 1987.

Quelques auteurs canadiens ont participé à des séminaires littéraires dans les pays nordiques, et des peintres, des photographes et des sculpteurs scandinaves ont

exposé leurs œuvres au Canada. L'événement majeur de l'année a été la conférence sur les études canadiennes tenue à Lund en Suède en août 1987. Enfin, plusieurs équipes ont pris part à des tournois sportifs dans les pays nordiques.

Espagne et Portugal

Les échanges commerciaux avec l'Espagne et le Portugal ont continué à augmenter en 1987, atteignant 957 millions de dollars. Le roi d'Espagne a assisté aux Jeux olympiques d'hiver de Calgary en février. Des discussions sont en cours avec ce pays en vue de conclure des accords bilatéraux sur les échanges culturels, la coopération scientifique et technologique et la coopération en matière de défense. Par ailleurs, le Canada a confirmé l'entente intervenue avec le Portugal en ce qui concerne la fourniture du matériel sonar nécessaire aux nouvelles frégates portugaises.

Turquie

L'essor des échanges commerciaux entre le Canada et la Turquie (344 millions de dollars au total) s'est maintenu en 1987; les exportations canadiennes ont totalisé pour leur part 226 millions de dollars, soit une augmentation de 33 % par rapport à 1986. Les entreprises canadiennes participent en Turquie à des projets évalués à près de 2 milliards de dollars dans des domaines aussi divers que l'éducation et la défense. Durant la période à l'étude, le ministre des Transports, M. Crosbie, s'est rendu à Ankara où il a rencontré le premier ministre Ozal et trois de ses principaux ministres. Cette visite a renforcé de façon marquée les relations bilatérales et permis de promouvoir les intérêts commerciaux canadiens en Turquie. Le gouvernement turc reste intéressé à acquérir un réacteur nucléaire CANDU. Enfin, une entreprise canadienne est en tête de liste parmi les soumissionnaires du projet de construction d'un système de transport urbain sur rails légers dans la capitale turque.

Suisse

Les échanges bilatéraux du Canada avec la Suisse ont totalisé plus d'un milliard de dollars en 1987, soit une augmentation de plus de 150 millions de dollars par rapport à l'an dernier. La Suisse vient au septième rang des investisseurs étrangers au Canada. Les relations entre les deux pays ont continué de s'approfondir avec la conclusion de deux nouveaux accords, l'un sur la coopération nucléaire signé le 22 décembre 1987, et l'autre sur les relations cinématographiques et audiovisuelles signé à Berne le 22 octobre 1987 par Mme Flora MacDonald, ministre des Communications, qui se trouvait alors en Suisse pour représenter le Canada à la foire internationale TELECOM 87 à Genève.

Le ministre des Finances, M. Michael Wilson, a visité Zurich en novembre 1987 et y a rencontré d'importants dirigeants des milieux financiers et bancaires qu'il a pu sensibiliser aux avantages d'investir au Canada. Il a également dirigé la délégation canadienne au Symposium de Davos tenu du 28 janvier au 4 février 1988. À cette occasion il était accompagné de M. Robert de Cotret, ministre de l'Expansion industrielle régionale, et de plusieurs représentants des provinces et des milieux d'affaires.

Grèce

Le gouvernement grec a décidé d'abandonner son projet d'acquérir un intérêt majoritaire dans la North Aegean Petroleum Corporation, qui est contrôlée par la Denison Mines. Cette situation a été réglée à la satisfaction de toutes les parties à la suite des démarches faites par Denison et le gouvernement canadien. À l'automne, Mme Melina Mercouri, ministre grec de la Culture en visite au Canada, a procédé avec son homologue canadien Mme Flora MacDonald, ministre des Communications, à un Échange de Lettres constituant un arrangement culturel entre les deux pays.

Autriche

Le Canada et l'Autriche collaborent étroitement de façon multilatérale au sein des différentes instances internationales. L'accord de sécurité sociale, signé en février 1987, est entré en vigueur en novembre de la même année. Le vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, M. Alois Mock, était de passage à Ottawa en juin dans le cadre de la Dixième Rencontre du comité exécutif de l'Union démocratique internationale; il a profité de sa visite pour rencontrer M. Clark. La société autrichienne Styer-Daimler-Puch et la firme canadienne UTDC de Kingston ont signé en 1987 un accord de collaboration concernant la coproduction, le transfert de technologie et d'autres formes de coentreprises dans le secteur des véhicules militaires et commerciaux. Cet accord leur a permis de décrocher, en février 1988, un contrat de 250 millions de dollars du ministère de la Défense nationale pour la production de camions militaires lourds.

L'Union soviétique et l'Europe de l'Est

Les relations entre l'Est et l'Ouest ont continué de s'améliorer au cours de la période à l'étude. Dans ce contexte, l'élargissement du dialogue avec l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, et la promotion de contacts réguliers au niveau des ministres et des hauts fonctionnaires sont restés des grands objectifs de la politique étrangère canadienne. De plus, les relations du Canada avec ces pays se sont renforcées grâce à diverses initiatives, en particulier dans le domaine des relations commerciales.

Union soviétique

Les contacts de haut niveau entre Canadiens et Soviétiques se sont poursuivis en 1987-1988. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré son homologue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, lors de la session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre. Le ministre d'État à la Condition physique et au Sport amateur, M. Jelinek, s'est rendu en URSS au mois d'août et le vice-premier ministre principal de l'URSS, M. Murakhovsky, a visité cinq provinces canadiennes en juin. Une délégation parlementaire soviétique, dirigée par le premier secrétaire de Biélorussie, M. Efreim E. Sokolov, est venue au Canada en octobre. Des discussions entre hauts fonctionnaires sur toute une gamme de sujets ont permis d'élargir le dialogue et la coopération entre le Canada et l'Union soviétique dans des domaines comme les contacts entre personnes, le désarmement, la coopération dans l'espace, l'Arctique et le trafic des stupéfiants.

Europe de l'Est

En septembre 1987, le Canada a établi des relations diplomatiques avec la République socialiste populaire d'Albanie. L'ambassadeur du Canada à Belgrade est maintenant également accrédité auprès du gouvernement albanais à Tirana.

En mai 1987, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dirigé une délégation de députés, de gens d'affaires, de correspondants et d'officiels en Pologne, en Hongrie et en République démocratique allemande. Cette visite a été l'occasion de discussions aux plus hauts niveaux sur les relations Est-Ouest et sur des sujets d'intérêt international comme la coopération bilatérale dans les domaines économique, commercial, politique et culturel. Le président du Sénat, M. Charbonneau, s'est rendu en Yougoslavie en septembre 1987.

On a également cherché à établir des liens plus étroits au moyen d'autres visites de haut niveau. Le président du Conseil exécutif fédéral de Yougoslavie (premier ministre), M. Branko Mikulic, s'est rendu à Ottawa en février 1988 sur l'invitation du premier ministre Mulroney. Il a également visité Montréal, Québec et Toronto avant d'assister à l'ouverture des Jeux olympiques d'hiver de Calgary, où sa contribution en tant que directeur des Jeux d'hiver précédents à Sarajevo a été saluée. M. Georgi Yordanov, vice-président du Conseil des ministres et ministre de la Culture de Bulgarie, est également venu au Canada pour inaugurer l'exposition «L'or des Thraces» à Montréal en mai 1987. Les ministres tchécoslovaques de l'Agriculture, des Combustibles et de l'Énergie, et des Sports ont compté parmi les autres visiteurs. De plus, des délégations parlementaires sont venues de Hongrie et de Tchécoslovaquie. Le Canada a eu, avec la Bulgarie et la Roumanie, des consultations politiques officielles au cours desquelles des discussions libres ont permis de couvrir toute la gamme des sujets bilatéraux et internationaux.

Commerce

En 1987, les exportations canadiennes vers l'Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est ont diminué par rapport à l'année précédente, passant de 1,6 milliard à 1 milliard de dollars. Cette baisse s'explique pour l'essentiel par des ventes plus faibles de céréales à l'URSS, à prix moindres. Les exportations vers l'Union soviétique ont chuté de 1,2 milliard de dollars en 1986 à 800 millions de dollars en 1987. Les ventes de céréales ont néanmoins continué de constituer le gros des exportations vers ce pays. Les exportations non céréalières vers la région ont globalement diminué pour atteindre 228 millions de dollars en 1987 (comparativement à 483 millions l'année précédente). Les importations en provenance d'URSS et des pays d'Europe de l'Est ont atteint 386 millions de dollars en 1987, en hausse légère par rapport aux 354 millions de dollars de 1986. Le Canada a donc maintenu un surplus commercial important (620 millions de dollars) avec cette région du monde.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a signé un accord économique à long terme et un accord de double imposition avec la Pologne durant sa visite à Varsovie.

Au cours de l'année, le Canada a eu des consultations commerciales avec la Bulgarie, la Roumanie, la Pologne et la RDA.

En mars 1988, le Ministère a aidé à organiser à Montréal, à Toronto et à Calgary, des séminaires ayant pour thème «le lien import-export dans le commerce avec l'URSS». La délégation soviétique était dirigée par le sous-ministre aux Relations économiques extérieures, M. Yuri N. Chumakov.

Le ministre yougoslave du Commerce extérieur, M. Nenad Erekcic, est venu au Canada en février 1988 comme membre de la délégation du premier ministre yougoslave. Le président du Comité tchécoslovaque pour le développement des investissements scientifiques et techniques et deux sous-ministres de l'Industrie de Hongrie ont également visité le Canada. Enfin, le sous-ministre de l'Agriculture du Canada s'est rendu en Tchécoslovaquie, en Hongrie, en Yougoslavie et en Bulgarie pour promouvoir une plus grande coopération agricole et commerciale entre nos pays.

Les activités de développement et de promotion des exportations avec l'URSS et l'Europe de l'Est se sont poursuivies activement, grâce notamment à la participation du Canada à plusieurs grandes foires commerciales dans la région.

Relations universitaires, culturelles et scientifiques

En 1987, avec la reprise du programme d'échanges universitaires, scientifiques et culturels officiels avec l'Union soviétique, 18 étudiants et universitaires canadiens ont pu, grâce à une subvention du gouvernement fédéral, poursuivre leurs recherches en URSS et un nombre égal de chercheurs soviétiques est venu au Canada. De plus, la première conférence sur les études canadiennes s'est tenue à Moscou en février 1988. Ces deux initiatives mènent à d'autres contacts informels entre les spécialistes canadiens et soviétiques dans divers domaines dont les sciences politiques, la physique, les mathématiques, et l'ethnographie. L'appui accordé par le Ministère à l'expédition à skis dans l'Arctique est une manifestation de la coopération continue entre le Canada et l'URSS en ce qui concerne les questions circumpolaires. Dans le cas de l'Europe de l'Est, le Canada a entamé des négociations pour conclure avec la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Bulgarie des protocoles d'entente dans les domaines des sports et des relations culturelles et universitaires. Un accord de production de films et de bandes vidéo a été signé avec la Hongrie en 1987 et un accord similaire a été passé avec la Yougoslavie lors de la visite du premier ministre de ce pays en février.

Le Canada a poursuivi ses initiatives culturelles au cours de l'année. La collection d'œuvres d'art canadien de la société Firestone a été exposée au musée des beaux-arts national polonais à Varsovie ainsi que dans des musées en Hongrie, en Roumanie et en RDA. L'Orchestre symphonique de Montréal a été chaleureusement reçu à Berlin-Est et à Leipzig. À Belgrade, des universitaires yougoslaves ont fondé une association qui s'intéresse à la littérature et à la culture canadiennes et en fait la promotion. Une école secondaire hongroise s'est servie de documents d'information canadiens dans le cadre des cours qu'elle a dispensés sur les questions de sécurité et de coopération internationale. C'était là une première en Europe de l'Est.

Immigration

Le Ministère a de nouveau saisi les occasions qui s'offraient à lui pour soulever les questions de la réunion des familles

et des contacts entre les personnes. L'amélioration des relations entre le Canada et les pays de la région a permis des progrès sensibles dans le dossier de la réunion des familles. C'est ainsi que, en Union soviétique par exemple, 31 des 42 cas présentés à M. Chevardnadze par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont été résolus. De plus, de nombreux autres cas ont été approuvés sans qu'il soit nécessaire que l'ambassade fasse des démarches officielles. En tout, 11 650 personnes d'Europe de l'Est et d'Union soviétique ont émigré au Canada en 1987.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe

En 1987-1988, la troisième réunion de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) a tenu à Vienne ses troisième, quatrième, cinquième et sixième sessions. Au milieu de négociations difficiles, le Canada a continué ses efforts, avec d'autres pays occidentaux, pour parvenir à des progrès équilibrés et importants dans tous les domaines couverts par le processus de la CSCE. Il a participé activement aux discussions sur la sécurité conventionnelle et coparrainé une proposition occidentale demandant la tenue de deux négociations distinctes au lendemain de la réunion de Vienne, l'une ayant trait aux mesures de confiance et de sécurité et l'autre, à la stabilité conventionnelle en Europe. Il a également continué à exercer des pressions pour amener tous les États à mieux s'acquitter de leurs engagements vis-à-vis de la CSCE, en particulier en ce qui concerne les droits de la personne. La délégation canadienne a joué un rôle de chef de file pour ce qui est des questions liées aux droits des minorités et aux contacts entre les personnes, à la liberté de culte et de déplacement et dans d'autres domaines importants des droits de la personne; la délégation s'est également intéressée de près à la liberté scientifique et aux contacts entre scientifiques, à la réunion des familles et à la protection de l'environnement. Le Canada a continué à appuyer les propositions occidentales dans d'autres domaines, dont la coopération économique, l'information, l'éducation et la culture.

Asie et Pacifique

L'importance de la région pour le Canada

Le Canada a plus d'intérêts économiques en Asie que tout autre membre de l'OTAN ou de l'OCDE, à l'exception des États-Unis. Ses échanges commerciaux avec l'Asie et le Pacifique dépassent ceux qu'il a avec l'Europe: en 1987, les pays de la région ont acheté 11 % des exportations canadiennes, contre 9 % pour l'Europe. Alors qu'augmente le commerce entre les pays d'Asie à croissance rapide, on peut se demander si le Canada pourra accroître suffisamment le volume de ses échanges pour conserver sa part du marché. Avec un commerce d'une valeur de plus de 25 milliards de dollars à travers le Pacifique, le Canada n'est devancé que par les États-Unis.

Le Japon est le second partenaire commercial du Canada après les États-Unis; il surclasse le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne de l'Ouest réunis. Trois quarts des exportations canadiennes au Japon proviennent de l'Ouest du pays. Le portefeuille des investissements japonais au Canada dépasse les 35 milliards de dollars. Les Canadiens dépendent de plus en plus des entreprises japonaises pour

l'emploi; le taux de change et les taux d'intérêt canadiens subissent l'influence des flux de capitaux vers le Japon et en provenance de ce pays. La Chine et la Corée comptent également parmi les dix principaux clients du Canada.

Cinquante pour cent des immigrants au Canada viennent directement ou indirectement d'Asie. Si le Canada veut maintenir un taux de croissance démographique annuel de 1 %, il devra hausser le nombre d'immigrants à 275 000 par année d'ici à l'an 2000. Cela pourrait signifier la venue de 130 000 Asiatiques de plus par année, soit un million pour cette période. Au cours de la première moitié de 1987, les immigrants originaires d'Asie ont investi plus d'un milliard de dollars au Canada.

Trois cent mille touristes japonais sont venus au Canada en 1987; leur nombre s'est accru de 30 à 35 % par an au cours des deux dernières années.

La région de l'Asie et du Pacifique a pris pour le Canada une importance qui était difficilement imaginable il y a 10 ans et cette réalité se reflète dans la politique étrangère. Le Canada a un enjeu considérable dans la stabilité et la prospérité de la région, comme il a tout intérêt à ce qu'elle maintienne son attitude ouverte et positive envers l'Occident. Étant lui-même un pays de la bordure du Pacifique, le Canada a joué un rôle diplomatique de plus en plus actif dans la région au moyen de consultations accrues sur des questions d'intérêt régional.

Les énoncés de politiques, les visites du premier ministre et de ministres, et une réorientation des efforts et des ressources vers le Pacifique sont venus confirmer l'engagement du gouvernement envers la région. On a élaboré des stratégies par pays pour le Japon, la Chine et l'Inde, et mis en place des plans d'action pour le commerce et l'investissement dans le cas de la Corée, de Hong Kong et de l'ANASE. La Stratégie nationale du commerce a concentré les efforts de promotion du commerce et de l'investissement sur les États-Unis et sur la région de l'Asie et du Pacifique. Tenant compte de l'ampleur des intérêts économiques canadiens en Asie, le Livre blanc de la défense fait valoir que l'importance stratégique du nord-est du Pacifique met en évidence le besoin d'une force navale canadienne plus efficace sur la côte ouest.

Immigration

En 1987-1988, la région de l'Asie et du Pacifique a été la principale source d'immigrants au Canada; c'est également de cette partie du globe que sont venus le plus grand nombre d'entrepreneurs immigrants et de personnes désireuses de rejoindre leur famille immédiate. Collaborant étroitement avec les gouvernements provinciaux, les missions canadiennes dans la région ont attiré plus de 1 500 entrepreneurs et investisseurs qui prévoyaient transférer environ 1,5 milliard de dollars au Canada dans des entreprises nouvelles et existantes ou sous d'autres formes d'investissements. La mise en application des recommandations faites antérieurement pour faciliter et accélérer la migration des familles a permis d'augmenter le nombre des immigrants entrant dans la catégorie de famille et de réduire le temps nécessaire au traitement de leurs demandes.

Les réfugiés et les personnes déplacées de la région ont continué de retenir l'attention. Avec l'aide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, les missions canadiennes ont pu traiter en priorité les cas de

ceux qui, parmi divers groupes ethniques — dont des Vietnamiens, des Cambodgiens, des Laotiens, des Iraniens et des Afghans — étaient le plus dans le besoin. Parallèlement, le Canada a fourni une aide financière aux programmes de rapatriement volontaire quand cette solution de rechange à la réinstallation paraissait mieux convenir.

Les programmes destinés aux visiteurs et conçus pour encourager le tourisme, les études au Canada et l'emploi temporaire sont restés très populaires dans toute la région. Le tourisme en provenance de la région a bénéficié de la mise en place de liaisons aériennes plus directes avec le Canada. La « prospection » des étudiants étrangers est demeurée une activité importante qui a nécessité la coopération entre les bureaux provinciaux et les établissements d'enseignement intéressés partout au Canada. Par ailleurs, la demande de personnel domestique étranger s'est accrue considérablement, du fait des besoins nouveaux des familles canadiennes qui travaillent.

Affaires publiques

Parrainé par le Ministère, le Ballet royal de Winnipeg a fait une tournée de deux mois en Asie, se produisant au Japon, en Chine, à Hong Kong, à Singapour, en Malaisie et en Thaïlande. En mars 1988, à Séoul, s'est tenue durant six jours une célébration du Canada. Des séminaires sur le commerce, l'investissement, le tourisme et l'enseignement au Canada, un forum regroupant des universitaires canadiens et coréens, une exposition de la technologie canadienne et un festival alimentaire canadien organisé par un hôtel local ont compté parmi les nombreuses activités prévues pour l'occasion. Ben Johnson et Carolyn Waldo, deux athlètes canadiens de renom, étaient présents, tout comme la guitariste Liona Boyd et la pianiste Lucille Chung qui ont donné des concerts. Une émission de télévision a été retransmise en direct par satellite entre Séoul et Calgary à l'occasion du jumelage des tours de télédiffusion des deux villes. La semaine du Canada en Corée a été le fruit de la coopération entre divers ministères fédéraux, gouvernements provinciaux, universités et le secteur privé.

Le Ministère a parrainé des visites au Canada pour des groupes de journalistes asiatiques influents et il a apporté son concours à des personnalités canadiennes pour leur permettre de donner des conférences à l'étranger. Parmi les activités qui se sont déroulées tout au cours de la période dans la région, on peut citer les festivals de films canadiens, diverses manifestations d'excellence de la culture canadienne dans les arts de la scène, les arts graphiques et en littérature, ainsi que des séminaires et des échanges universitaires. On a mis en place, en collaboration étroite avec les médias de la région de l'Asie et du Pacifique, un programme de publicité visant à faire connaître les produits et les services canadiens, et des suppléments sur le Canada ont été publiés dans les journaux.

Chine

L'année écoulée a été marquée par la consolidation et la réévaluation stratégique des relations du Canada avec la Chine, qui ont connu une croissance rapide au cours des dernières années et se sont étendues à de nouveaux domaines de coopération.

En avril 1987, le gouvernement a adopté une stratégie destinée à donner au Canada une approche ciblée, coordonnée et dynamique de ses relations avec la République populaire de Chine pour tirer parti des possibilités et des défis découlant des politiques d'ouverture et de modernisation mises en œuvre par ce pays. Le plan d'action proposé dans la stratégie faisait fond sur les grandes réalisations qui ont marqué les relations entre les deux pays, en particulier les mesures prises par le gouvernement au cours des deux années précédentes. Celles-ci comprenaient notamment la mise en place de consultations politiques annuelles de haut niveau, la désignation de la Chine comme marché prioritaire dans la Stratégie nationale du commerce, l'ouverture d'un consulat général à Shanghai et les initiatives annoncées par le premier ministre quand il s'est rendu à Beijing en mai 1986, soit le doublement à 200 millions de dollars des fonds du programme de développement bilatéral de l'ACDI en Chine pour la période allant de 1987 à 1992, et la création d'une facilité de financement concessionnel pour la Chine par l'entremise de la Société pour l'expansion des exportations.

La stratégie a consisté à orienter les visites ministérielles en Chine sur les objectifs prioritaires du gouvernement, à jeter les bases de plans d'action sectoriels qui harmoniseraient les capacités canadiennes et les priorités économiques chinoises, et à tirer parti du programme d'aide bilatérale en expansion pour promouvoir les intérêts économiques et de développement communs en Chine. Cette stratégie a de plus préparé les négociations qui devraient permettre à la Chine d'entrer au GATT, sans que cette adhésion ne nuise aux objectifs de la politique commerciale du Canada.

Les relations entre les deux pays ont continué à s'accroître, alors même que la stratégie était réévaluée. Le vice-président de la Commission militaire centrale, M. Yang Shangkun, qui a été élu président de la République populaire de Chine en avril 1988, s'est rendu en visite officielle au Canada en juin 1987. Le ministre de l'Agriculture a dirigé une délégation officielle en Chine en novembre à l'occasion de la réunion du Comité mixte Canada-Chine sur l'agriculture. Les liaisons aériennes ont été améliorées après que les deux pays eurent paraphé un tableau de route, qui a été annexé à l'accord bilatéral de services aériens, permettant à la compagnie aérienne Canadien International de desservir Beijing et à la compagnie aérienne nationale chinoise de desservir Toronto, via Vancouver.

La Chine reste le second marché d'exportation en importance en Asie et les ventes, particulièrement actives en 1987, augurent bien de l'avenir. Les exportations ont totalisé plus de 1,43 milliard de dollars, en hausse de plus de 330 millions par rapport à 1986; cette situation s'explique par des achats chinois sensiblement plus importants dans nombre de secteurs de produits, en particulier ceux du blé, de la pâte à papier, du caoutchouc synthétique et des plastiques. Dans les secteurs de la machinerie industrielle, du matériel de télécommunication et d'autres produits de machinerie spécialisée, la croissance prometteuse des dernières années s'est maintenue, même si les ventes du groupe des produits manufacturés finis ont diminué en pourcentage des ventes totales. Comme au cours des dernières années, les exportations chinoises au Canada ont continué de croître passant de 566 millions de dollars en

1986 à 770 millions en 1987, soit une augmentation de 36 %.

L'ambassade du Canada à Beijing et le consulat général à Shanghai, ouvert à l'automne de 1986, ont mis l'accent sur la promotion des produits et des services canadiens dans des secteurs prometteurs tels l'agriculture, l'énergie (hydro-électrique, et pétrolière et gazière), le transport, les télécommunications et les ressources. Dans le cadre de son programme de promotion du commerce, le Ministère a organisé la participation de l'industrie canadienne à Aviation Expo en octobre 1987 et à Ag China en novembre. En 1988, il parrainera des séminaires spécialisés dans les secteurs du pétrole et du gaz naturel, des télécommunications et de l'agriculture.

Japon

Les initiatives visant à améliorer la relation bilatérale avec le Japon, le deuxième partenaire commercial du Canada, traduisent l'importance de ce pays du Pacifique pour nous. En outre, les succès économiques du Japon permettent de conclure qu'il jouera un rôle plus grand dans la solution des questions politiques et économiques internationales.

Reconnaissant la prééminence économique du Japon et sa présence de plus en plus active dans les dossiers politiques internationaux, le Ministère a concentré ses efforts au cours de la dernière année sur la mise en place de la stratégie canadienne pour le Japon approuvée par le Cabinet en 1986. C'est ce qui a permis d'obtenir des concessions quant aux codes japonais de la construction et aux contingents de poissons, un meilleur accès pour les institutions financières, une meilleure compréhension de l'Accord de libre-échange au Japon et un dialogue plus poussé sur les questions économiques internationales. En outre, un nouveau programme destiné à favoriser les relations avec la Diète a vu le jour.

Les contacts ont été plus étroits pour ce qui est des questions économiques internationales, en particulier au Sommet économique et dans le cadre des Négociations commerciales multilatérales de l'Uruguay Round. De nouvelles initiatives ont été menées pour élargir les relations scientifiques et technologiques entre les deux pays, en particulier en ce qui concerne les apports technologiques et les échanges d'information dans ce domaine. Une étude complémentaire a permis de cerner les domaines de coopération les plus prometteurs.

La visite du premier ministre Takeshita à Toronto en janvier a été pour le premier ministre Mulroney l'occasion d'établir des relations personnelles avec le nouveau dirigeant. Le point culminant de la visite a été l'annonce de la création d'un prix du premier ministre pour encourager la compréhension culturelle et promouvoir une meilleure connaissance du Canada parmi les Japonais. Au cours de l'année, il y a eu d'autres visites dignes de mention dont celles de trois ministres fédéraux, et de trois premiers ministres provinciaux et vingt ministres des provinces. Les officiels canadiens et japonais se sont rencontrés tout au cours de l'année sous les auspices des mécanismes consultatifs formels qui facilitent les échanges d'opinions. Ces consultations ont porté tout particulièrement sur les questions financières, les télécommunications, la planification de politiques, le nucléaire et, pour la première fois, sur les politiques d'aide. Les deux pays se sont entendus pour

chercher à mieux faire connaître le Japon au Canada.

Le commerce a continué de dominer les relations bilatérales. Les importantes modifications structurelles intervenues au Japon ont fourni de nouvelles possibilités d'échanges. Les ressources de la Stratégie nationale du commerce ont été mises à contribution pour appuyer un important programme d'acquisition de technologies, de coopération industrielle et de collecte de renseignements sur les marchés dans les secteurs de la microélectronique, des néo-céramiques, de l'automobile, de la pêche, de la foresterie, de l'informatique et du logiciel, et de l'électricité. Les exportations canadiennes au Japon ont augmenté de 1 milliard de dollars (19 %), atteignant 7 milliards. Ce qui, allié à une légère réduction des importations, a contribué à réduire à 500 millions de dollars le déficit commercial du Canada, soit moins du tiers de ce qu'il était l'année précédente. Un programme actif de promotion touristique est venu en aide au compte courant du Canada en générant un accroissement de 30 % du nombre de touristes japonais au Canada pour la seconde année consécutive.

La composition des exportations canadiennes n'a pas changé de façon marquée, celles-ci étant toujours dominées par les produits de la forêt, des mines, de la pêche et de l'agriculture. La proportion de produits entièrement ouverts au Canada et exportés au Japon n'est toujours que de 5 %.

Une série d'études sectorielles sont en voie de réalisation dans le cadre de la Stratégie nationale du commerce pour tirer parti des possibilités découlant de la nouvelle situation économique au Japon, en particulier dans le secteur des produits manufacturés. Au cours de l'année, le Ministère a parrainé l'organisation de 16 missions commerciales et la participation à 10 foires commerciales au Japon.

Le Japon est devenu le plus important créancier et exportateur de capitaux au monde. On continue à affecter des ressources importantes pour attirer les investisseurs japonais au Canada. Deux missions japonaises d'investissement sont venues au Canada et plusieurs séminaires dans ce domaine ont été organisés au Japon. Des colloques de haut niveau ont eu lieu à Tokyo et à Osaka pour expliquer au gouvernement et au milieu des affaires japonais l'Accord canado-américain de libre-échange et pour mettre en relief le climat nouveau d'investissement au Canada. La réaction positive des milieux d'affaires japonais devrait se traduire par de nouveaux investissements au Canada, outre les annonces faites récemment dans les secteurs de l'assemblage et des pièces d'automobiles, de l'électronique, du papier et des composants industriels. Les investissements directs du Japon au Canada sont un domaine propice à une coopération accrue. En 1987, ces investissements ont totalisé environ 3,8 milliards de dollars, et le portefeuille d'investissements a dépassé les 35 milliards de dollars.

Asie du Sud-Est et l'ANASE

Les relations avec l'Asie du Sud-Est ont continué à se renforcer au cours de l'année écoulée. Il y a eu un certain nombre d'échanges avec les nations de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande). En juin 1987, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a assisté à la Conférence postministérielle de l'ANASE à Singapour au cours de laquelle il a réaffirmé l'importance que le Canada attache à ses relations avec les nations de l'ANASE et il a appuyé la position de l'Association sur le Kampuchéa.

En outre, un certain nombre de ministres et de hauts fonctionnaires se sont rendus en Asie du Sud-Est. Le ministre des Transports, M. John Crosbie, a visité la Thaïlande en février 1988 pour traiter de plusieurs dossiers reliés au transport dont celui du système de transport en commun par rail léger de Bangkok. En janvier 1988, M^{me} Pat Carney, ministre du Commerce extérieur, s'est rendue en Indonésie pour participer à une réunion multilatérale sur le GATT et les Négociations commerciales multilatérales. Elle en a profité pour faire la promotion de certains intérêts commerciaux canadiens, ce qui s'est traduit par la signature de contrats de fourniture de locomotives et de matériel roulant canadiens. Le chef de l'état-major de la Défense, le général Paul Manson, a visité Brunei, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et les Philippines en décembre 1987.

Il y a également eu plusieurs visites parlementaires dans la région. Une délégation de députés fédéraux et provinciaux, dirigée par M. Lloyd Crouse, a participé aux réunions de l'Association des parlementaires du Commonwealth en Malaisie à la fin d'août et au début de septembre 1987 et a assisté à l'ouverture du Salon de l'informatique à Singapour. Une délégation dirigée par le député Benno Friessen a assisté aux réunions de l'Union interparlementaire en Thaïlande en octobre 1987. Une autre délégation, ayant à sa tête le député Steven Paproski, s'est rendue aux Philippines, à Singapour et en Indonésie en novembre 1987. Le président du Sénat, Guy Charbonneau, a assisté à la réunion de l'Organisation interparlementaire de l'ANASE en Malaisie en janvier 1988. Une équipe de parlementaires, parrainée par le Ministère, a étudié les questions de sécurité régionale en Thaïlande et aux Philippines en février.

Plusieurs personnalités de l'ANASE sont venues en visite au Canada à l'occasion de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver en octobre 1987, dont le premier ministre de Brunei, le sultan Hassanal Bolkiah, le premier ministre Mahathir de Malaisie et le premier ministre Lee Kuan Yew de Singapour. Le ministre de l'Éducation des Philippines, M. Quisumbing, est également venu à Ottawa au mois d'octobre. En mars 1988, le sous-ministre de l'Industrie, M. Korn Dabbanansi, était en visite à Ottawa et à Toronto.

Les relations commerciales entre le Canada et les nations du Sud-Est asiatique ont continué de se développer régulièrement pendant l'année, comme en témoigne la création du Conseil des gens d'affaires ANASE-Canada, qui a tenu sa première réunion plénière aux Philippines en novembre 1987, l'exposition commerciale «Made in Thailand» à Edmonton en juillet 1987 et les séminaires indonésiens sur les possibilités d'investissement qui furent organisés à plusieurs endroits au pays en octobre, la visite effectuée au Canada par des représentants du secteur de l'emballage alimentaire de l'ANASE en septembre et en octobre, une étude de deux semaines par des officiels de l'Association pour se familiariser de façon générale avec la politique canadienne relativement aux Négociations commerciales multilatérales, et une série de visites effectuées par des officiels canadiens à des usines d'emballage de poisson dans diverses nations de l'ANASE pour expliquer aux exploitants les normes canadiennes d'hygiène et d'emballage. Dix-sept missions, foires et expositions commerciales ont été parrainées par le fédéral dans les nations de

l'ANASE et au Canada, et dix-sept études sectorielles et de marché ont été réalisées pour identifier les possibilités qui s'offraient aux entreprises canadiennes. D'autres missions ont été financées par le Bureau de promotion du commerce et par l'ACDI, grâce au programme de coopération au développement qu'elle administre avec l'Association.

Les provinces ont également été présentes dans la région en 1987-1988, la Colombie-Britannique, l'Alberta, l'Ontario et le Québec organisant huit missions commerciales dans les nations de l'ANASE pendant l'année. Elles étaient également représentées à la réunion annuelle de la Conférence des ministres de l'Éducation de l'Asie du Sud-Est qui s'est tenue en Indonésie en février 1988, ce qui est révélateur d'une participation de plus en plus marquée des provinces dans un secteur dont l'importance s'accroît pour les nations de l'Association.

L'intensification des relations commerciales entre le Canada et les nations de l'ANASE s'est soldée par une augmentation de 33,5 % du volume des échanges commerciaux bilatéraux en 1987-1988 par rapport à l'année précédente, pour totaliser 1 833,6 millions de dollars. Les exportations canadiennes se sont chiffrées à 908,5 millions de dollars, en hausse de 27,8 % par rapport à 1986, alors que celles de l'ANASE ont grimpé à 925,1 millions de dollars, soit une augmentation de 39,9 % par rapport à 1986. Pour la seconde année consécutive, l'ANASE a enregistré en 1987 un surplus commercial de 16,6 millions de dollars. Les échanges commerciaux bilatéraux ont atteint 473,1 millions de dollars avec l'Indonésie, 305,7 millions avec la Malaisie et Brunei, 229,2 millions avec les Philippines, 429,9 millions de dollars avec Singapour et 395,7 millions avec la Thaïlande.

Australie et Nouvelle-Zélande

Les relations que le Canada entretient depuis toujours avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont continué à se développer en 1987-1988. Elles ont été marquées par un certain nombre de visites ministérielles qui illustrent la coopération et la consultation étroites entre nos pays sur les questions bilatérales et multilatérales.

En octobre 1987, les premiers ministres d'Australie et de Nouvelle-Zélande, MM. Bob Hawke et David Lange, ont participé à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver. M. Hawke a eu, avec le premier ministre Mulroney, une rencontre privée au cours de laquelle ils ont discuté des moyens d'atteindre les objectifs communs à leurs pays dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud, et de la position à adopter face à la crise amenée par les deux coups d'État militaires aux îles Fidji. À Vancouver, M. Lange et M^{me} Flora MacDonald, ministre des Communications, ont signé un accord bilatéral de coproduction de films et de bandes vidéo. Lors de la rencontre à Ottawa en septembre 1987 entre M^{me} Pat Carney, ministre du Commerce extérieur, et M. Michael Duffy, ministre australien des négociations commerciales, les discussions ont surtout porté sur les questions de commerce international, y compris l'évolution des Négociations commerciales multilatérales et la contribution du Groupe de Cairns à la réforme des pratiques commerciales internationales dans le domaine agricole. M. Duffy a aussi rencontré le ministre des Finances et le ministre de l'Agriculture lors de cette visite.

Un développement important des relations bilatérales entre le Canada et la Nouvelle-Zélande en 1987-1988 a été la publication du rapport de la Commission d'enquête de Nouvelle-Zélande sur les affaires étrangères et la défense intitulé *New Zealand and Canada* qui renferme des recommandations sur les façons de stimuler la relation entre les deux pays. Le gouvernement canadien a souscrit à ces recommandations. Ainsi, en réponse à l'appel en faveur de relations plus étroites, le Canada a organisé une visite des membres du Comité des finances de la Chambre des communes en Nouvelle-Zélande en février 1988. Lors de cette visite, dirigée par le député Don Blenkarn, le Comité a rencontré le premier ministre David Lange et le ministre des Finances Roger Douglas.

Le 26 janvier 1988, l'Australie fêtait le 200^e anniversaire de l'arrivée des premiers immigrants européens sur le continent insulaire. Le Canada a, pour l'occasion, envoyé un certain nombre d'artistes pour y donner des spectacles, entre autres l'orchestre de la GRC. Dans son message du bicentenaire, le premier ministre Mulroney a indiqué que le Canada et l'Australie se considèrent l'un et l'autre comme des amis. Il a dit espérer que de nombreux Canadiens visitent l'Australie, en particulier EXPO 88 à Brisbane. Le Canada y avait un pavillon et le Commissaire général canadien pour EXPO 88 a été Rick Hansen, l'athlète en fauteuil roulant de réputation mondiale.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande restent des marchés importants pour les exportations canadiennes, les échanges

Tableau 8
EXPORTATIONS CANADIENNES À DESTINATION DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE
(milliers de dollars canadiens)

	Exportations 1985	%	Exportations 1986	%	Exportations 1987	%
Japon	5 707 160	52,70	5 914 802	54,28	7 017 446	53,52
Hong Kong	334 012	3,08	315 167	2,89	479 670	3,66
Kampuchéa/Laos	465	0,00	28	0,00	87	0,00
République populaire de Chine	1 278 323	11,80	1 104 477	10,14	1 429 586	10,90
Corée du Nord	1 196	0,01	1 273	0,01	7 063	0,05
Corée du Sud	780 046	7,20	964 180	8,85	1 165 331	8,89
Asie portugaise	53	0,00	272	0,00	142	0,00
Taiwan	429 973	3,97	599 358	5,50	754 749	5,76
Vietnam	2 088	0,02	2 845	0,03	2 337	0,02
Sous-total, Asie de l'Est	2 826 156	26,09	2 987 600	27,42	3 838 965	29,28
Bangladesh	106 829	0,99	101 320	0,93	124 365	0,95
Sri Lanka	23 291	0,22	28 896	0,27	29 998	0,23
Inde	492 679	4,55	350 984	3,22	270 915	2,07
Pakistan	94 099	0,87	64 841	0,60	81 964	0,63
Afghanistan	145	0,00	132	0,00	44	0,00
Birmanie	5 302	0,05	319	0,00	1 074	0,01
Népal	1 112	0,01	1 175	0,01	3 744	0,03
Sous-total, Asie du Sud	723 457	6,68	547 667	5,03	512 104	3,91
Malaisie	204 310	1,89	104 324	0,96	118 344	0,90
Singapour	114 597	1,06	146 304	1,34	167 971	1,28
Indonésie	257 607	2,38	240 898	2,21	305 079	2,33
Philippines	45 792	0,42	49 477	0,45	122 059	0,93
Thaïlande	127 357	1,18	105 325	0,97	194 863	1,49
Sous-total, Asie du Sud-Est	749 663	6,92	646 328	5,93	908 316	6,93
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1 842	0,02	11 762	0,11	2 424	0,02
Australie	626 616	5,79	624 132	5,73	686 347	5,23
Fidji	2 174	0,02	5 908	0,05	2 511	0,02
Nouvelle-Zélande	188 684	1,74	149 446	1,37	135 692	1,03
Océanie britannique, n.d.a.	1 248	0,01	109	0,00	319	0,00
Océanie française	1 108	0,01	2 708	0,02	3 280	0,03
Océanie américaine	2 345	0,02	6 748	0,06	3 486	0,03
Sous-total, Pacifique Sud	824 017	7,61	800 813	7,35	834 059	6,36
TOTAL	10 830 453	100,00	10 897 210	100,00	13 110 890	100,00

se chiffrant à près de 1,6 milliard de dollars au total. En 1987, les exportations vers l'Australie ont atteint 689 millions de dollars, soit une augmentation de 10,5 % par rapport à 1986. Celles vers la Nouvelle-Zélande ont été de 200 millions de dollars en 1987, en hausse de 14,9 % par rapport à 1986. Un pourcentage élevé des exportations canadiennes est constitué de produits finis et semi-finis.

Pacifique Sud

L'intérêt du Canada pour le Pacifique Sud s'est accentué à la suite de l'annonce par M. Clark, en juin 1987, d'une initiative d'aide régionale de l'ACDI. Cette initiative, qui reflète une présence canadienne plus active dans la région de l'Asie et du Pacifique, sera axée sur la gestion des

ressources océaniques et elle est destinée à venir en aide aux principales institutions régionales comme le Forum Fisheries Agency. Le Centre international de développement océanographique, dont le siège est à Halifax, assurera la mise en œuvre de cette initiative.

La réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth en octobre 1987 à Vancouver a permis aux dirigeants d'un certain nombre d'îles de Pacifique de discuter de questions d'intérêt mutuel avec des ministres canadiens. Le premier ministre Wingti de la Papouasie-Nouvelle-Guinée et M. Clark ont signé un accord de double imposition entre les deux pays, le premier du genre avec cet État insulaire. Le premier ministre Alebuia des îles Salomon

Tableau 9

IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE L'ASIE ET DU PACIFIQUE

(milliers de dollars canadiens)

	Importations 1985	%	Importations 1986	%	Importations 1987	%
Japon	6 114 770	51,71	7 626 298	52,44	7 551 616	49,17
Hong Kong	886 820	7,50	1 040 967	7,16	1 138 071	7,41
Kampuchéa/Laos	204	0,00	35	0,00	30	0,00
République populaire de Chine	403 475	3,41	566 594	3,90	770 825	5,02
Corée du Nord	480	0,00	614	0,00	1 621	0,01
Corée du Sud	1 606 988	13,59	1 749 446	12,03	1 844 027	12,01
Asie portugaise	12 717	0,11	18 836	0,13	19 372	0,13
Taiwan	1 286 167	10,88	1 744 665	12,00	2 022 873	13,17
Vietnam	2 165	0,02	6 671	0,05	7 709	0,05
Sous-total, Asie de l'Est	4 199 016	35,51	5 127 828	35,26	5 804 528	37,79
Bangladesh	16 404	0,14	18 492	0,13	23 024	0,15
Sri Lanka	33 015	0,28	35 824	0,25	34 203	0,22
Inde	168 201	1,42	165 405	1,14	170 770	1,11
Pakistan	29 987	0,25	146 858	1,01	61 554	0,40
Afghanistan	181	0,00	45	0,00	161	0,00
Birmanie	782	0,01	1 556	0,01	717	0,00
Népal	524	0,00	813	0,01	846	0,01
Sous-total, Asie du Sud	249 094	2,11	368 993	2,54	291 275	1,90
Malaisie	146 400	1,24	150 204	1,03	186 598	1,21
Singapour	210 491	1,78	210 030	1,44	262 379	1,71
Indonésie	81 837	0,69	114 189	0,79	167 651	1,09
Philippines	109 080	0,92	109 411	0,75	107 064	0,70
Thaïlande	108 681	0,92	150 267	1,03	200 747	1,31
Sous-total, Asie du Sud-Est	656 489	5,55	73 101	5,05	924 439	6,02
Papouasie-Nouvelle-Guinée	51 142	0,43	563	0,00	11 687	0,08
Australie	386 621	3,27	504 668	3,47	564 572	3,68
Fidji	6 583	0,06	4 809	0,03	6 482	0,04
Nouvelle-Zélande	160 333	1,36	174 808	1,20	200 940	1,31
Océanie britannique, n.d.a.	0	0,00	45	0,00	502	0,00
Océanie française	16	0,00	837	0,01	455	0,00
Océanie américaine	107	0,00	341	0,00	1 778	0,01
Sous-total, Pacifique Sud	604 802	5,11	686 071	4,72	786 416	5,12
TOTAL	11 824 171	100,00	14 543 291	100,00	15 358 274	100,00

a rencontré le ministre du Commerce extérieur, Mme Pat Carney, afin d'étudier des façons d'accroître les contacts commerciaux et touristiques. En mars 1988, le Canada a transformé son haut commissariat (résidence à Wellington en Nouvelle-Zélande) en ambassade aux îles Fidji, après que celles-ci furent devenues une république.

Asie du Sud

L'Asie du Sud reste une région qui présente un intérêt considérable pour le Canada. Celui-ci a d'importantes relations commerciales avec l'Inde, la nation dominante de cette partie du globe, et dans une moindre mesure avec les autres pays de la région. Les pays de l'Asie du Sud sont bénéficiaires des plus gros programmes d'aide au développement du Canada et ils sont également pour lui une source majeure d'immigrants. Au cours de l'année, l'Inde est devenue la deuxième source d'immigrants pour le Canada. Les deux pays ont échangé des délégations parlementaires et maintenu les visites de haut niveau et les consultations étroites qu'ils ont cultivées ces dernières années.

En février 1988, le ministre des Transports, M. John Crosbie, a dirigé une délégation commerciale en Inde et au Népal. En outre, les entreprises canadiennes ont cherché à décrocher plusieurs contrats importants en Inde, en particulier dans les secteurs de l'énergie et des ressources naturelles. Un certain nombre de missions commerciales dans les deux sens (dont tout particulièrement les délégations des secteurs des transports et des télécommunications) ont contribué à stimuler nos relations commerciales en pleine expansion. Enfin, le Pakistan s'est également révélé un marché prometteur pour les entreprises canadiennes.

Le Canada a suivi attentivement l'évolution des discussions parrainées par les Nations Unies en vue de faire cesser le conflit en Afghanistan. Le Canada a salué l'accord (signé le 15 avril 1988) prévoyant le retrait des troupes soviétiques, mais dit regretter qu'il ne mette pas fin aux livraisons d'armes en Afghanistan et qu'il n'assure pas un cessez-le-feu. En janvier 1988, le Canada avait versé 140 millions de dollars d'aide alimentaire et autre aux cinq millions d'Afghans devenus des réfugiés depuis l'invasion de 1979. Cette aide a été acheminée pour l'essentiel par le HCR, le Programme alimentaire mondial et le CIRC.

Le 29 juillet 1987, les gouvernements de Sri Lanka et de l'Inde ont signé un accord de paix pour stopper la violence entre les communautés cingalaises et tamouls à Sri Lanka. Une force de paix indienne a été envoyée dans ce pays pour superviser l'entrée en vigueur de l'Accord, qui prévoyait le désarmement des militants tamouls. Le Canada s'est rallié au sentiment d'optimisme initial voulant que l'accord mène à un règlement pacifique du conflit; mais la reprise des querelles intercommunautaires a montré que cet optimisme était prématuré.

Dans un climat de violence et de désobéissance civile grandissante, le président Ershad du Bangladesh a dissous le Parlement le 6 décembre 1987 et décrété que des élections générales auraient lieu le 3 mars 1988. Les principaux partis d'opposition ont boycotté ces élections. Depuis l'agitation civile s'est apaisée.

Ces tensions en Asie du Sud continuent à préoccuper le Canada, car elles menacent la stabilité politique de la région et ont des conséquences néfastes sur l'engagement du Canada dans cette partie du globe.

Les chefs de gouvernement de sept pays de l'Asie du Sud (Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan et Sri Lanka) se sont rencontrés à Katmandou, au Népal, en novembre lors du troisième sommet de l'Association pour la coopération régionale en Asie du Sud (SAARC). Cette rencontre a été une occasion de dialogue pour ces nations dans une région qui continue d'être le théâtre de nombreux différends. Le Canada appuie cette organisation et les autres organismes qui font la promotion de la coopération régionale. Durant la réunion, une convention a été adoptée pour combattre le terrorisme et des mesures ont été prises afin de constituer une réserve alimentaire d'urgence pour la région.

Kampuchéa, Laos et Vietnam

Même si le Canada entretient des relations diplomatiques avec le Vietnam, il a suspendu son aide au développement en réaction à l'invasion et à l'occupation vietnamiennes du Kampuchéa. Le Canada continue de préconiser une solution pacifique à ce problème. De nombreux réfugiés de cette région se sont installés au Canada et plus de 30 000 Vietnamiens ont rejoint des membres de leurs familles grâce au programme de réunion des familles. En 1987, le Canada a accueilli 5 874 réfugiés et personnes entrant dans des catégories désignées en provenance du Kampuchéa, du Laos et du Vietnam. Les relations commerciales avec ces pays sont minimes. Aucun d'entre eux ne reçoit une aide bilatérale au développement.

République de Corée

L'intérêt du Canada pour la République de Corée vient de son désir d'assurer la stabilité dans la péninsule coréenne et de développer et protéger les intérêts bilatéraux, de nature commerciale et autre. La République de Corée a connu des changements importants en 1987-1988. Une nouvelle constitution a été approuvée au moyen d'un referendum national en octobre 1987; elle a ouvert la voie à des élections présidentielles directes en décembre, que le candidat du parti au pouvoir, Roh Tae Woo, a remportées. Le nouveau président est entré en fonction le 25 février 1988 et, pour la première fois depuis nombre d'années, la passation des pouvoirs s'est faite de façon pacifique. Le ministre de la Justice et procureur général représentait le Canada aux cérémonies d'investiture. Un nouveau cabinet a été formé et des élections parlementaires ont eu lieu en avril.

Alors que la Corée continuait ses préparatifs pour les Jeux olympiques d'été de Séoul en 1988, un nombre record de pays ont confirmé leur participation. Le problème de la sécurité dans la péninsule coréenne reste une préoccupation importante. Le gouvernement coréen a condamné publiquement la Corée du Nord pour son implication dans la destruction, en novembre 1987, du vol KAL-858 au-dessus de la Birmanie.

Les relations commerciales entre le Canada et la Corée ont continué de se diversifier; elles se sont chiffrées pour la première fois à 3 milliards de dollars en 1987. Les exportations canadiennes en Corée ont augmenté de 21% en 1987 par rapport en 1986, atteignant 1,2 milliard de dollars. La balance commerciale penche en faveur de la Corée, avec un excédent de 676 millions de dollars. Le Ministère suit de près les développements de façon à assurer aux produits canadiens un meilleur accès aux marchés coréens. Le

Canada exporte surtout du charbon, du blé et de la pâte à papier alors qu'il importe principalement des vêtements, des textiles, des voitures, des chaussures, des produits électroniques grand public et des produits du fer et de l'acier.

Les consultations politiques annuelles regroupant des hauts fonctionnaires se sont tenues en novembre. La coopération dans le domaine des sports s'est accrue étant donné que la Corée et le Canada sont tous deux les hôtes des Jeux olympiques, d'été et d'hiver, en 1988. Les relations universitaires ont aussi pris de l'ampleur grâce, notamment, au Forum universitaire Canada-Corée organisé à Séoul pendant la semaine du Canada en mars 1988.

Hong Kong

En 1987-1988, Hong Kong a accru le rythme de la reprise économique amorcée l'année précédente; ses exportations ont continué à montrer une forte tendance à la hausse, étant ainsi un taux de croissance rapide et généralisée. L'économie a fait la preuve de son adaptabilité en redémarrant au lendemain du krach boursier américain en octobre 1987 (la fermeture de la bourse de Hong Kong avait alors ébranlé la confiance des milieux financiers); en outre, le milieu des affaires de Hong Kong a très peu réagi lorsque les États-Unis ont annoncé qu'à compter du début de 1989 ils retireraient les préférences tarifaires à Hong Kong, et aux trois autres nouveaux pays industriels d'Asie.

Les relations bilatérales avec Hong Kong ont été marquées, en février 1988, par l'annonce d'une entente sur un nouvel arrangement gouvernant les services aériens entre le Canada et Hong Kong, le premier que ce territoire ait conclu avec un pays autre que le Royaume-Uni. Le commerce bilatéral a reflété la tendance à la hausse de l'économie de Hong Kong, les exportations canadiennes ayant atteint un record de plus de 480 millions de dollars alors que les importations en provenance de Hong Kong se sont chiffrées à 1,1 milliard de dollars (également un record). Le déficit commercial du Canada a diminué de 725 millions de dollars en 1986 à 657 millions en 1987.

Aux relations commerciales viennent s'ajouter des contacts personnels attribuables au mouvement d'immigration croissant en provenance de ce territoire. Le Canada a attiré depuis longtemps les habitants de Hong Kong désireux de se trouver un nouveau foyer, et de nombreux résidents de Hong Kong ont fait connaissance avec le Canada en venant y étudier. Les retombées de ce mouvement migratoire ont été à l'avantage des deux parties en fournissant une source importante d'immigrants et d'étudiants. Les possibilités qui s'offrent au Canada ont amené une augmentation importante de l'immigration dans ce pays, et cette situation devrait se maintenir pour l'avenir prévisible. Alors que depuis 1980 on délivrait en moyenne entre 6 000 et 7 000 visas d'immigrant aux résidents de Hong Kong, ce chiffre est passé à 23 000 en 1987.

Afrique et Moyen-Orient

Afrique francophone et Maghreb

Au cours de l'année écoulée, le Canada a continué de renforcer ses relations avec les pays africains de la Francophonie en accueillant le Sommet de la Francophonie à Québec et en s'occupant des visites, des échanges et des activités de suivi liés à cette réunion internationale d'envergure.

Plusieurs ministres africains se sont rendus au Canada en visite officielle au cours de l'année. Le ministre des Affaires extérieures du Niger, M. Sani Bako, et le ministre des Affaires étrangères du Bénin, M. Guy Landry Hazoume, ont effectué une visite en mai 1987. M. Banona Sidibe, ministre de l'Équipement et de l'Urbanisme de la Guinée, a été reçu à Ottawa en avril. M. Alexandre Sanibat, ministre de l'Éducation nationale du Gabon, est venu au Canada en mai 1987 et le ministre de la Culture du Sénégal, M. Gassama, en juin; le Canada a également reçu en novembre M. Michael Kima Tabong, ministre des Mines et de l'Énergie du Cameroun, dans le but d'élargir le dialogue politique et commercial. Il avait été précédé en juillet du secrétaire d'État camerounais à l'Information et à la Culture, qui s'était rendu à Québec, à Montréal et à Ottawa. Une délégation du Gabon, composée notamment du ministre des Finances et du Budget, M. Jean-Pierre Lembaimba-Lepando, du ministre de la Planification et de l'Économie, M. Pascal Nze, et du ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, M. Divin Divergni Di Ndinge, est venue au Canada en octobre à l'occasion de la signature d'un contrat d'électrification rurale et d'adduction d'eau. Elle a été suivie d'une visite du haut-représentant personnel du président du Gabon, M. Ali Ben Bongo.

Parmi les autres visiteurs de marque, le Canada a accueilli en septembre le ministre algérien de l'Agriculture et de la Pêche, M. Kasdi Merbah, le ministre des Mines de la Côte d'Ivoire, M. Yed Angoran et, en février 1988, le ministre des PTT du Maroc, M. Mohamed Laensar. Il y a lieu de souligner également la visite du ministre du Développement rural de la Côte d'Ivoire, M. Martin Dohou Azonhiho, en juin 1987, celle du capitaine Henri Zongo, alors ministre de la Promotion économique du Burkina Faso, en juillet, et celle du nouveau ministre des Relations extérieures et de la Coopération du Burundi, en octobre, M. Cyprien Mponimba; M. Mponimba a été reçu par M^{me} Monique Landry, ministre des Relations extérieures, à qui il a fait part des événements qui venaient de survenir au Burundi.

Du côté canadien, en août 1987, M. Clark s'est rendu en visite officielle en Côte d'Ivoire où il a rencontré le doyen de l'Afrique subsaharienne, le président Houphouët Boigny, pour un échange de vues sur les grandes questions en prévision de la tenue du Sommet de la Francophonie à Québec. M^{me} Landry a visité à plusieurs occasions différents pays de la région. En mars 1987, lors des consultations bilatérales avec le Mali, elle a rencontré les hautes autorités politiques. Elle a également effectué des visites officielles au Cameroun, au Zaïre et au Rwanda. Dans le cadre des préparatifs du Sommet de Québec, elle s'est rendue à Libreville, en juin, puis au Burundi, en juillet, avant d'aller visiter le même mois l'Algérie, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'indépendance de ce pays, puis la Tunisie. Les consultations bilatérales avec le Rwanda à Ottawa, en mars 1988, ont permis d'examiner l'ensemble des relations avec ce pays et de définir les orientations futures.

Enfin, il convient de noter également les visites effectuées par le ministre des Affaires municipales du Québec, M. André Bourbeau, en Tunisie et au Maroc en octobre, par le sénateur Martial Asselin au Cameroun et à Tunis en janvier 1987, et par le député François Guérin, qui est allé

représenter le Canada au Niger lors de l'inauguration de la route de l'Unité, en mars 1988.

Malgré des conditions économiques et financières difficiles, les exportations canadiennes de biens vers l'Afrique (excluant la Libye et l'Égypte) n'ont diminué que de 4 % pour se situer à 886 millions de dollars. L'exportation de services s'est chiffrée à environ 200 millions de dollars. Les principaux clients du Canada en 1987 ont été le Maroc, l'Algérie, l'Union douanière sud-africaine et la Tunisie.

À la suite du Sommet de la Francophonie à Québec, un «Forum francophone des affaires» a eu lieu à Montréal avec le concours du Ministère. Au chapitre de la promotion commerciale en 1987-1988, le Ministère a participé à la Foire internationale d'Alger, à la Foire de Casablanca et au Salon Agri-Tunisie, entre autres. Des acheteurs africains ont été invités à visiter plusieurs expositions dont le Salon international du logiciel de Montréal, Intercom 87, le Western Canada Farm Progress Show et Mintec.

Le Canada, en collaboration avec le Québec, a marqué sa présence en Afrique francophone de façon particulière, par des activités culturelles nombreuses dans les domaines artistique (cinéma, arts de la scène et arts visuels) et universitaire (échanges de professeurs et dons de livres). Entre autres, les semaines culturelles d'Alger, de Dakar, et d'Abidjan, les expositions de tableaux et de tapisseries du Québec à Dakar, à Abidjan et à Yaoundé, l'exposition de jazz de Yaoundé, la signature de l'accord de coproduction cinématographique avec le Maroc, et les activités régulières de l'Association culturelle Canada-Zaïre ont favorisé la diffusion de la culture canadienne.

Afrique anglophone

L'événement le plus important de l'année pour les relations entre le Canada et l'Afrique anglophone a été la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth en octobre 1987 à Vancouver. Plusieurs dirigeants de cette partie du monde ont participé à la rencontre et les questions africaines figuraient en bonne place à l'ordre du jour. Les questions touchant l'Afrique du Sud ont en particulier retenu l'attention, y compris la nécessité de répondre aux besoins des pays de la Ligne de front qui sont confrontés aux conséquences des politiques de déstabilisation de l'Afrique du Sud.

C'est essentiellement pour préparer la réunion du Commonwealth à Vancouver que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures s'est rendu dans plusieurs pays de l'Afrique australe en août 1987. En Zambie, M. Clark a consulté le président Kenneth Kaunda, qui assume la présidence des pays de la Ligne de front, et recueilli ses commentaires sur la meilleure stratégie à adopter au Sommet de Vancouver du point de vue de l'Afrique. M. Clark a également rencontré les représentants du Congrès national africain au siège de l'organisation à Lusaka. Pendant sa visite à Maputo, M. Clark a eu des discussions avec le Président Chissano et a officiellement invité le Mozambique, étant donné sa position particulière par rapport aux États enclavés du Commonwealth en Afrique australe, à envoyer son ministre des Affaires étrangères à Vancouver assister en tant qu'observateur à la réunion de Vancouver. Lors d'une visite en Afrique du Sud, M. Clark a pu faire part directement au ministre sud-

africain des Affaires étrangères des préoccupations canadiennes en ce qui concerne l'apartheid. Il a également rencontré M. Allan Boesak, président de l'Alliance mondiale des églises réformées.

M. Clark est retourné en Afrique australe en janvier et février 1988 pour assurer le suivi de quelques-unes des décisions prises pendant le Sommet de Vancouver et pour promouvoir les intérêts canadiens dans la région. Il a dirigé une délégation à la onzième réunion annuelle de la Conférence de coordination du développement de l'Afrique australe (SADCC) qui s'est réunie à Arusha, en Tanzanie, en janvier 1988. Il a réitéré à cette occasion l'engagement du Canada à l'égard des objectifs de l'organisation. M. Clark a ensuite présidé la première réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth chargé de l'Afrique australe qui avait été créé à Vancouver pour assurer le suivi des diverses décisions prises au sujet de l'Afrique du Sud. Cette réunion ayant lieu à Lusaka, M. Clark a pu rencontrer à nouveau le président Kaunda de Zambie. Alors qu'il était en Afrique, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a également effectué une visite officielle au Kenya où il a pu s'entretenir avec le président Arap Moi, et au Zimbabwe où il a discuté de questions d'intérêt régional avec le président Mugabe.

La situation tendue du fait de la guerre civile au Mozambique et la famine qui en a résulté ont motivé le recours à plusieurs mesures particulières au cours de l'année, y compris un appel spécial des Nations Unies auquel le Canada a répondu par une contribution de 15 millions de dollars, portant ainsi son aide totale à ce pays à 33 millions de dollars.

Le ministre des Relations extérieures, M^{me} Landry, a accepté une invitation que lui a faite la Commission économique pour l'Afrique de prendre la parole à une conférence tenue à Abuja, au Nigeria, en juin 1987 sur le thème «L'Afrique : Le défi de la reprise économique». Cette initiative a renforcé l'engagement du Canada auprès de la Commission, engagement qui s'est d'ailleurs concrétisé de façon substantielle au cours de l'année. Ainsi, en avril 1987, le député Walter McLean a représenté le Canada et pris la parole à la réunion annuelle des ministres africains du Développement et de la Planification à Addis Abeba. Le mois suivant, le ministre des Relations extérieures a reçu en visite officielle au Canada M. Adebajo Adedeji, secrétaire général de la Commission. Plus tard au cours de l'année, le Canada a envoyé une délégation de responsables à la conférence sur les dimensions humaines de l'ajustement structurel, organisée par la Commission à Khartoum.

En février 1988, dans le cadre d'une mission plus large en Afrique, M^{me} Landry a visité l'Éthiopie, y compris les provinces du Nord qui sont les plus durement touchées par la sécheresse et la guerre civile. Elle a pu alors confirmer l'efficacité de la participation canadienne aux opérations de soulagement de la famine dans ce pays. En mai 1987, le député Howard Crosby et le juge Corrine Sparks ont représenté le Canada aux célébrations du bicentenaire de la Sierra Leone.

Le Canada a reçu plusieurs visiteurs durant l'année. Le secrétaire exécutif de la SADCC est venu à Ottawa en novembre, en préparation de la réunion annuelle de la Conférence qui a eu lieu en janvier. Peu de temps après, le secrétaire d'État du ministère de la Planification et des

Affaires extérieures des Seychelles a lui aussi visité Ottawa. Une délégation de haut niveau de l'Assemblée nationale d'Éthiopie (Shengo) nouvellement constituée s'est rendue au Canada en novembre pour présenter la nouvelle constitution éthiopienne. Le ministre du Pétrole du Nigeria, qui était également président de l'OPEP, a visité plusieurs villes canadiennes, dont Calgary. Le ministre de l'Agriculture du Mozambique, M. Joao Ferreira do Santos, et le vice-ministre de la Coopération de ce pays, M. Prakash Ratilal, ont effectué une visite de travail officielle à Ottawa.

L'impact culturel du Canada en Afrique anglophone s'est manifesté surtout par la promotion de produits culturels comme les livres (Éthiopie, Nigeria et Kenya), les films (Festival international du film de Harare, projections à l'université de Lagos, etc.) et les relations avec les

universités dans la plupart des pays. Des événements culturels comme les «nuits» culturelles Ghana-Canada, les visites de journalistes au Nigeria et les activités des associations amicales canadiennes au Ghana et au Nigeria ont également contribué à faire connaître la culture canadienne.

Afrique du Sud

Le Canada a de nouveau travaillé à une solution pacifique de la situation en Afrique du Sud en continuant de presser Pretoria à entamer des négociations avec les dirigeants noirs légitimes en vue de l'instauration d'un gouvernement représentatif non racial. Le Canada a régulièrement accru ses pressions au cours de l'année au moyen de sanctions économiques et autres en apportant une aide matérielle et

Tableau 10
EXPORTATIONS CANADIENNES VERS L'AFRIQUE

(milliers de dollars canadiens)

	1985	1986	1987
Algérie	330 754	190 338	200 653
Maroc	169 345	154 590	203 608
Tunisie	78 949	75 550	75 368
Cameroun	31 262	12 452	15 752
Côte d'Ivoire	18 200	7 293	11 192
Bénin	659	2 348	3 309
Gabon	1 382	12 630	1 378
Guinée	17 767	2 736	3 410
Madagascar	4 245	1 398	3 689
Mauritanie	3 495	268	1 672
Sénégal	21 912	15 118	12 805
Togo	3 617	4 798	763
Zaire	20 921	16 504	17 206
Pays francophones, n.d.a.	39 912	22 371	26 466
Malawi	692	847	3 749
Zimbabwe	11 374	7 370	8 792
Tanzanie	17 251	24 556	25 426
Zambie	5 416	12 691	18 877
Angola	4 260	1 248	4 772
Mozambique	7 026	6 531	18 386
Gambie	13	61	570
Ghana	24 759	28 672	25 506
Kenya	17 031	48 774	9 361
Maurice	907	987	992
Nigeria	67 434	18 943	22 435
Ouganda	609	1 311	809
Sierra Leone	100	156	318
Pays du Commonwealth, n.d.a.	2 299	34 771	273
Soudan	18 586	23 112	11 749
Éthiopie	59 563	31 549	34 593
Liberia	2 645	2 459	3 958
Somalie	148	1 817	825
Afrique hispanophone	178	2 184	1 057
Union douanière sud-africaine	150 916	151 128	113 170
Afrique lusophone, n.d.a.	1 962	2 340	2 993
TOTAL	1 135 589	919 901	885 882

Tableau 11
IMPORTATIONS CANADIENNES EN PROVENANCE DE L'AFRIQUE
(milliers de dollars canadiens)

	1985	1986	1987
Algérie	321 922	11 502	22 124
Maroc	13 523	19 358	29 429
Tunisie	101 171	9 359	2 312
Cameroun	4 377	304	1 173
Côte d'Ivoire	17 478	15 760	13 226
Bénin	7	12	1
Gabon	34 559	5 770	5 757
Guinée	9 573	15 169	19 453
Madagascar	1 164	7 848	111
Mauritanie	0	24	0
Sénégal	399	58	156
Togo	2 375	3 182	14 076
Zaïre	16 357	33 945	30 646
Pays francophones, n.d.a.	1 300	16 616	22 361
Malawi	1 040	1 560	1 007
Zimbabwe	5 186	6 737	13 680
Tanzanie	3 704	3 062	2 254
Zambie	26	84	23
Angola	890	42 428	121 836
Mozambique	287	110	1 520
Gambie	0	84	113
Ghana	28	65	6 264
Kenya	14 230	20 868	12 637
Maurice	6 629	13 474	27 612
Nigeria	229 837	368 210	240 373
Ouganda	1 765	2 360	1 967
Sierra Leone	21	8 211	10 186
Pays du Commonwealth, n.d.a.	17 259	28 965	46
Soudan	2	27	1 480
Éthiopie	1 305	2 156	1 876
Liberia	1 563	1 260	1 822
Somalie	78	134	0
Afrique hispanophone	524	380	2 371
Union douanière sud-africaine	227 734	373 163	155 389
Afrique lusophone, n.d.a.	32	0	214
TOTAL	1 036 345	1 012 245	763 495

psychologique aux victimes et aux opposants de l'apartheid, en participant à diverses initiatives du Commonwealth et d'autres organisations multilatérales et en intervenant à l'échelle diplomatique dans certains dossiers précis.

Réunis à Québec en septembre, les dirigeants de la Francophonie, ont adopté une résolution réaffirmant leur vive opposition à l'apartheid. En réponse à une initiative canadienne, ils ont créé un programme de bourses d'études auquel le Canada a versé 350 000 \$.

Le Canada a soulevé la question de l'Afrique du Sud au Sommet économique de Venise en juin. Déplorant l'apartheid, les chefs d'État et de gouvernement ont reconnu qu'il était urgent de dialoguer, de venir en aide aux victimes de l'apartheid et de prêter main-forte aux pays de la Ligne de front.

L'Afrique du Sud a particulièrement retenu l'attention à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver, qui a adopté la Déclaration et le programme d'action de l'Okanagan pour l'Afrique australe. Les chefs de gouvernement ont déploré le refus continu de Pretoria d'entamer un processus de négociation significatif avec les dirigeants noirs. Ils ont reconnu que la situation désespérée dans laquelle se trouvent les voisins de l'Afrique du Sud est une conséquence de leur dépendance économique de ce pays et des tentatives sud-africaines de déstabilisation de la région. Ils ont souligné l'urgence qu'il y a de continuer d'aider les victimes et les opposants de l'apartheid et de promouvoir et faciliter le dialogue entre Sud-Africains d'opinions divergentes. Les participants ont en outre accordé la priorité à la recherche de moyens de contrer la

censure en Afrique du Sud et la campagne de propagande internationale menée par ce pays. Au sujet de la Namibie, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont réaffirmé la conclusion à laquelle ils étaient parvenus à Nassau sur le droit inaliénable du peuple de Namibie à se gouverner lui-même.

Le programme d'action prévoit resserrer et intensifier l'application des sanctions, notamment en cherchant à convaincre la communauté internationale d'adopter les mesures déjà appliquées par la plupart des membres du Commonwealth et d'autres pays; il prévoit en outre évaluer les effets des sanctions existantes sur le commerce de l'Afrique du Sud, et étudier les relations de ce pays avec le système financier international.

À la suggestion du Canada, les chefs de gouvernement ont décidé de créer un Comité des ministres des Affaires étrangères pour soutenir à un haut niveau la mise en œuvre du programme d'action pendant la période qui s'écoulera jusqu'à la prochaine réunion des chefs de gouvernement. Ce Comité, présidé par M. Clark, regroupe les ministres des Affaires étrangères de l'Australie, de la Guyane, de l'Inde, du Nigeria, de la Tanzanie, de la Zambie et du Zimbabwe. Il s'est réuni pour la première fois à Lusaka en février, et le Canada s'est alors engagé à formuler une stratégie pour contrer la censure et la propagande en Afrique du Sud. Le Comité a par ailleurs mis en train les études sur les sanctions dont il avait été convenu à Vancouver. Il a demandé instamment aux banques internationales de refuser de participer à des rééchelonnements de dettes avec l'Afrique du Sud. Le Comité s'est entendu pour chercher des moyens de parvenir à une application mieux concertée du programme de sanctions globales, et plus particulièrement de l'embargo obligatoire actuel sur les livraisons d'armes. Les ministres ont également eu des discussions préliminaires avec des représentants d'un certain nombre d'organisations d'opposition.

Lors d'une visite en Afrique du Sud en août 1987, M. Clark s'est dit préoccupé par les mesures prises par le gouvernement d'Afrique du Sud pour limiter encore davantage l'opposition pacifique au régime d'apartheid et par les tentatives de l'Afrique du Sud de déstabiliser ses voisins. Lors de sa rencontre avec le ministre sud-africain des Affaires étrangères au mois d'août, M. Clark a encore pressé Pretoria d'entamer des négociations avec les dirigeants noirs. Plus récemment, le Canada en a appelé au Président Botha pour qu'il use de clémence envers les «six de Sharpeville» et condamné l'imposition de nouvelles restrictions aux 17 groupes anti-apartheid, à la Fédération des syndicats COSATU et à un certain nombre de particuliers. Il a également manifesté très clairement son opposition à la législation (dont est maintenant saisi le Parlement sud-africain) qui aurait pour effet d'entraver le financement étranger des activités anti-apartheid.

En septembre, M. Clark a présenté au Secrétaire général des Nations Unies le deuxième volume du *Registre canadien des activités anti-apartheid*, recensant les mesures prises par les particuliers, les organisations privées et les divers paliers de gouvernements au Canada pour exprimer leur opposition à l'apartheid.

En juin 1987, M. Clark a présenté à la Chambre des communes le deuxième *Rapport annuel sur l'observation et l'administration du Code de conduite concernant les pra-*

tiques d'emploi des entreprises canadiennes opérant en Afrique du Sud, qui lui avait été remis par l'administrateur du Code.

En septembre, le gouvernement a fait passer de 7 millions à 8,2 millions de dollars le budget du Programme canadien d'aide à l'enseignement en Afrique du Sud. Cette augmentation comprenait des crédits additionnels de 500 000 \$ pour aider à la formation des membres des syndicats et pour accroître les possibilités d'apprentissage et d'éducation au Canada. Le Canada a aussi fourni 500 000 \$ au Programme de bourses d'études du Commonwealth adopté à Nassau pour les Sud-Africains noirs et dont les bénéficiaires pourront poursuivre leurs études dans des établissements d'enseignement de pays en développement. L'aide juridique et humanitaire aux détenus politiques et à leurs familles, par l'entremise d'organisations non gouvernementales canadiennes, a aussi été accrue de 500 000 \$. Le Canada a continué à verser des contributions substantielles aux programmes multilatéraux du Commonwealth et des Nations Unies qui viennent en aide aux victimes de l'apartheid.

Le Canada a aussi cherché activement à contribuer à la consolidation de l'économie des voisins de l'Afrique du Sud pour les rendre moins vulnérables aux pressions sud-africaines. Il a porté à 40 millions de dollars par année son engagement envers la SADCC, en plus des 100 millions par année versés en aide bilatérale à ses membres.

Le Canada a continué à s'intéresser de près à la question de l'indépendance de la Namibie. Nous avons maintenu les pressions sur l'Afrique du Sud pour qu'elle mette fin à son occupation illégale de ce territoire. À Vancouver, le Canada et tous les autres membres du Commonwealth ont réaffirmé que les sanctions économiques et autres prises pour amener l'Afrique du Sud à démanteler le régime d'apartheid visaient également à inciter ce pays à adhérer à la résolution 435 du Conseil de sécurité des Nations Unies, le seul cadre universellement accepté pour l'indépendance de la Namibie. Ce territoire a également fait l'objet de discussions au Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth réuni à Lusaka et dont les membres se sont engagés à accroître leurs efforts pour attirer l'attention de la communauté internationale sur le peuple de Namibie et l'agression sud-africaine. Le Canada a continué à venir en aide aux Namibiens directement et par l'intermédiaire des Nations Unies.

Moyen-Orient

L'engagement de longue date du Canada envers la paix et la sécurité dans la région du Moyen-Orient s'est manifesté concrètement par des contributions au processus de paix, alors que le conflit israélo-arabe et la guerre entre l'Iran et l'Irak entraient dans de nouvelles phases. Sur le front régional, le Canada a continué de renforcer ses relations bilatérales avec les pays du Moyen-Orient, à la suite des visites réussies du secrétaire d'État aux Affaires extérieures en Jordanie, en Arabie saoudite, en Égypte et en Israël en 1986.

Au cours de 1987-1988, le Canada a préconisé une approche équitable du conflit israélo-arabe et cherché à voir comment il pourrait contribuer pratiquement à son règlement pacifique. Le Canada estime depuis longtemps qu'il n'y aura pas de paix durable dans la région tant qu'on ne

reconnaîtra pas à Israël le droit à des frontières sûres et reconnues, principe qui sous-tend les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies, et qu'on ne reconnaîtra pas en contrepartie aux Palestiniens leurs droits légitimes, y compris celui à une patrie en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Pour le Canada, seules les parties au conflit peuvent déterminer en quoi consistera cette patrie, dans le cadre de négociations menées à cette fin.

Dans la deuxième moitié de 1987, le conflit israélo-arabe est entré dans une nouvelle phase, marquée par le soulèvement des Palestiniens résidant dans les territoires occupés par Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le Canada a suivi avec inquiétude ces développements, qui ont démontré à quel point s'impose un règlement juste et global du conflit. Le Canada a déploré l'escalade de la violence et demandé à toutes les parties de s'abstenir de nouveaux actes de violence ou de terrorisme. Le Canada s'est particulièrement inquiété des violations des droits de la personne qui ont résulté des efforts des autorités israéliennes pour restaurer l'ordre en appliquant une politique de fer. Le Canada s'est joint aux autres pays pour appuyer les résolutions du Conseil de sécurité qui s'opposaient à ces abus et à la déportation des Palestiniens en particulier, et il a justifié sa position en faisant valoir que de telles mesures étaient inacceptables et allaient à l'encontre de la Quatrième Convention de Genève.

Le Canada a continué à soutenir les initiatives des États-Unis, mises à l'avant par le secrétaire d'État Shultz, pour restaurer la paix au Moyen-Orient, du fait qu'elles tenaient compte de la nécessité d'en arriver à des compromis territoriaux et à la reconnaissance mutuelle pour parvenir à la paix. Le Canada a saisi toutes les occasions qui se présentaient à lui pour contribuer pratiquement au processus de paix et pour appuyer les initiatives américaines, qui étaient la dernière phase en date de ce processus. Dans une lettre au premier ministre israélien, le premier ministre Mulroney a demandé instamment à M. Shamir de répondre d'emblée et courageusement aux propositions. De la même façon, sur les instructions du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, les ambassadeurs canadiens ont fait des démarches auprès des gouvernements arabes, leur demandant d'user de leur influence auprès de l'OLP et des autres dirigeants palestiniens pour encourager les Palestiniens à confirmer leur volonté de reconnaître l'existence de l'État d'Israël et d'accepter en conséquence des compromis territoriaux.

Dans le cadre de ses initiatives visant à promouvoir une politique gouvernementale bien informée sur le Moyen-Orient, le Ministère a parrainé en février une visite de la région par le président et les membres du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur de la Chambre des communes. Lors de rencontres avec les dirigeants et des hauts fonctionnaires de Jordanie, d'Égypte, d'Israël et des territoires occupés (y compris des camps de réfugiés, dans ce dernier cas), la délégation a pu se faire une opinion de première main quant aux questions sous-jacentes au conflit.

Le Canada a pris d'autres mesures pratiques comme l'octroi d'une aide importante à l'Égypte et à la Jordanie en tant qu'États arabes modérés; la fourniture, par l'entremise de son ambassade à Tel Aviv, d'une aide au développement dans les territoires occupés; la poursuite de sa participation à trois des organisations régionales de maintien de la paix

et, tout récemment, à la Force multinationale d'observation dans le Sinaï. De plus, au Sommet de la Francophonie à Québec, le Canada a annoncé une contribution d'un million de dollars à un fonds pour la reconstruction du Liban. Il a aussi répondu à un appel du Secrétaire général des Nations Unies en versant une subvention de 5 millions de dollars au Bureau de coordination des Nations Unies pour les secours en cas de catastrophe, afin d'offrir une aide humanitaire à ce pays.

Le Canada a de nouveau appuyé pleinement les initiatives internationales visant à promouvoir un règlement pacifique négocié de la guerre entre l'Irak et l'Iran. Estimant que la résolution 598 du Conseil de sécurité offre les meilleures possibilités de règlement négocié et d'une paix juste, le gouvernement canadien a soutenu inconditionnellement les efforts de médiation du Secrétaire général des Nations Unies dans le conflit. À l'appui de ces objectifs, il a maintenu son embargo sur les ventes d'armes aux belligérants, manifesté son inquiétude au sujet de l'utilisation des armes chimiques et demandé instamment à plusieurs reprises aux deux parties de se tourner vers les mesures de conciliation et de respecter le droit humanitaire international.

En ce qui concerne les relations bilatérales, le Canada a continué à promouvoir des relations positives et mutuellement avantageuses avec les pays du Moyen-Orient. La visite de Son Altesse Royale le prince Saud Al Faisal d'Arabie saoudite au Canada au début d'octobre a reflété le développement heureux des relations entre les deux pays. Lors de sa visite, le prince a rencontré le premier ministre, le ministre de la Défense nationale et d'autres parlementaires ainsi que des représentants des médias et du milieu des affaires. Les principaux objectifs de la visite étaient de nature économique; le Canada cherchait à renforcer ses liens commerciaux et les Saoudiens, à diversifier leurs relations économiques. La visite coïncidait avec la réunion plénière de la Commission économique mixte Canada-Arabie saoudite dont le procès-verbal, signé par M. Clark et le prince Saud, a fourni un cadre pour l'évolution des relations économiques et commerciales. Lors de cette réunion, un accord commercial a également été signé entre les deux pays. Au cours des rencontres bilatérales, le prince Saud a clarifié la politique étrangère saoudienne, tout particulièrement en ce qui a trait au conflit israélo-arabe. Même si les deux pays avaient manifestement une approche différente vis-à-vis de ce problème et d'autres questions régionales, les participants ont noté que le Canada et l'Arabie saoudite avaient des intérêts et des objectifs communs.

Un objectif prioritaire de la politique canadienne au Moyen-Orient a consisté à fournir une aide active aux dirigeants régionaux qui s'impliquent dans la recherche de la paix et à identifier les contributions pratiques à l'appui de cet objectif. Le rôle de la Jordanie, comme État modéré, dans le processus de paix du Moyen-Orient est significatif de ce point de vue. Du 1^{er} au 3 juin, Son Altesse Royale le prince héritier El-Hassan Ibn Talal du Royaume hachémite de Jordanie s'est rendu au Canada en visite officielle, à la suite de l'invitation que M. Clark lui avait faite à Amman en avril 1986. La visite a permis de passer en revue les relations bilatérales croissantes entre le Canada et la Jordanie, entre autres la coopération commerciale et

Tableau 12
COMMERCE DU CANADA AVEC LE MOYEN-ORIENT
(milliers de dollars canadiens)

Exportations canadiennes	1985	1986	1987
Bahreïn	5 984	7 604	11 439
Égypte, République arabe d'	191 147	132 952	83 529
Iran	58 792	35 683	168 093
Irak	66 188	105 435	119 636
Israël	132 606	127 191	146 321
Jordanie	5 040	6 090	5 713
Koweït	29 092	24 366	20 133
Liban	10 775	17 561	10 139
Oman	8 940	5 906	4 050
Qatar	5 544	7 642	3 616
Arabie saoudite	230 758	211 985	267 862
Libye	94 384	74 123	28 781
Syrie	41 649	12 307	8 875
Émirats arabes unis	18 872	24 276	22 292
Yémen du Sud	3 011	10 295	5 706
Yémen du Nord	16 804	4 674	2 819
TOTAL	919 586	808 092	909 004
Importations canadiennes	1985	1986	1987
Bahreïn	92	3 594	1 649
Égypte, République arabe d'	30 637	5 118	34 018
Iran	143 237	208 682	110 304
Irak	469	815	80 801
Israël	93 025	129 955	116 355
Jordanie	117	1 633	587
Koweït	137	293	564
Liban	864	1 060	1 570
Libye	37 652	22 727	0
Oman	304	4 380	49 417
Qatar	219	594	290
Arabie saoudite	23 768	186 894	175 134
Syrie	205	48	439
Émirats arabes unis	2 126	2 100	48 698
Yémen du Sud	218	755	1 013
Yémen du Nord	65	77	82
TOTAL	333 135	568 725	621 121

économique, et d'aborder les grandes questions internationales, en particulier la recherche de la paix au Moyen-Orient.

Le Moyen-Orient est resté un important marché pour le Canada, ainsi qu'en témoignent les 2 milliards de dollars de biens et de services canadiens exportés dans cette région en 1987. Les entreprises canadiennes qui participent au Programme des foires et des missions commerciales du Ministère ont réussi à trouver des débouchés dans cette région du globe, 90 % d'entre elles rapportant de nouvelles ventes du fait de leur participation au programme.

Les relations commerciales du Canada avec Israël ont comme toujours été caractérisées par la maturité et la

stabilité. Israël constitue un marché important pour le Canada au Moyen-Orient; les statistiques commerciales révèlent en effet une augmentation croissante d'année en année. L'Arabie saoudite et les Émirats du Golfe (Koweït, Émirats arabes unis, Oman, Qatar et Bahreïn) représentent aussi des débouchés intéressants pour les exportateurs canadiens, malgré les conséquences temporaires de la diminution des prix mondiaux du pétrole. Les entreprises canadiennes ont pu prospector des secteurs comme les communications, l'éducation, les soins de santé, l'agriculture et les pièces automobiles de rechange. En ce qui concerne les investissements, les États du Moyen-Orient se sont de plus en plus intéressés au Canada; les mouvements de fonds

et les investissements directs ont d'ailleurs été importants durant la période à l'étude.

Outre ses activités de promotion commerciale, le Canada a également tiré parti de l'intérêt accru manifesté par les gens d'affaires du Moyen-Orient à émigrer au Canada. En 1987, plus de 200 entrepreneurs ont reçu le statut d'immigrant dans les 3 missions qui dispensent des services d'immigration dans la région. Ils ont amené au Canada plus de 130 millions de dollars, qui ont généré la création de plus de 600 emplois. Ces chiffres représentent une augmentation d'environ 300 % par rapport à 1986. En 1987, les services canadiens d'immigration au Moyen-Orient ont traité près de 10 % des demandes d'émigration au Canada présentées par les gens d'affaires à l'étranger. On s'attend à ce que ce mouvement s'amplifie en 1988 avec l'ouverture prévue d'un quatrième service d'immigration dans la région.

Amérique latine et Antilles

Les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles se sont renforcées au cours des dernières années et portent sur un éventail d'intérêts et d'activités. Les grands objectifs de la politique étrangère canadienne dans la région visent à encourager et à appuyer le processus de démocratisation, à aider à désamorcer les tensions politiques et les conflits armés et à favoriser le développement économique et social. En dépit de certains revers, le processus de consolidation de la démocratie dans la région se poursuit. La signature, en août 1987, de l'Accord de paix du Guatemala par les présidents d'Amérique centrale a constitué une étape importante vers la réduction des tensions politiques et la fin des conflits dans la région.

Malgré cette évolution favorable de la situation, les problèmes économiques et sociaux continuent de poser des défis de taille dans la région. Le fardeau de la dette internationale est particulièrement lourd. La situation économique de l'Amérique latine a d'ailleurs été au centre des discussions entre le Canada et les ministres des Affaires étrangères du Groupe de Rio (ou Groupe des Huit, qui comprend l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique, Panama, le Pérou, l'Uruguay et le Venezuela), organisme informel né du groupe de Contadora et des groupes de soutien. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rencontré le groupe à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York en 1987, puis à Montréal en mars 1988, pour passer en revue une gamme de dossiers économiques, y compris les perspectives de l'économie mondiale, les Négociations commerciales multilatérales, la réforme du commerce agricole et le problème de la dette. Les discussions ont également porté sur des questions de nature politique, en particulier sur la situation en Amérique centrale.

En 1987, les exportations canadiennes vers la région ont atteint 3,13 milliards de dollars, en hausse de près de 5 % par rapport à 1986. Les importations sont passées de 3,78 milliards de dollars en 1986 à 4,15 milliards en 1987, ce qui représente un accroissement de plus de 4 %. Ces augmentations sont un signe encourageant d'une reprise de la croissance dans certains pays de la région mais, dans d'autres, l'économie piétine et l'expansion est insuffisante. Le Canada continue de contribuer au développement économique et social grâce aux programmes administrés par l'Agence canadienne de développement international, le

Centre de recherches pour le développement international et Pétro-Canada international, et en prenant part aux activités d'organisations régionales multilatérales comme la Communauté des Caraïbes (CARICOM), l'Organisation panaméricaine de la santé (OPAS) et l'Institut interaméricain de coopération agricole (IICA).

Pour le gouvernement du Canada et le grand public, la question des droits de la personne dans la région est restée source de préoccupations. Le Ministère a continué de suivre attentivement l'évolution de la situation dans ce domaine et, pour ce faire, il lui a fallu compter sur un dialogue permanent avec les ONG et divers groupes confessionnels. L'aide aux réfugiés, à la fois dans la région et pour leur installation au Canada, est également demeurée une priorité élevée; le Canada a d'ailleurs donné le ton en accueillant 3 900 réfugiés centraméricains en 1987.

Brésil

Au Brésil, l'Assemblée constituante a pris, sur la forme du futur gouvernement, des décisions importantes qui ont marqué une victoire impressionnante pour le président Sarney. C'est par une vaste majorité qu'elle a voté le maintien du régime présidentiel (par opposition au régime parlementaire) et fixé à cinq ans le mandat du président. Sur la scène économique, le pays a continué à éprouver de graves difficultés et à subir les effets d'une inflation généralisée. Il a cependant pu parvenir à une entente avec ses créanciers commerciaux, mettant ainsi un terme à son moratoire sur le remboursement de la dette commerciale.

Les relations entre le Canada et le Brésil ont poursuivi leur expansion, particulièrement dans le secteur économique. Le Comité économique mixte, qui a tenu sa sixième session à Brasília, est resté un instrument utile de promotion de nos intérêts commerciaux et économiques. Le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, M. Epp, s'est rendu au Brésil en janvier 1988 où il a visité la fondation Osvaldo Cruz, un institut de technologie et de recherches en santé; il a en outre eu des discussions avec son homologue brésilien.

Cône sud

Malgré l'expérience traumatisante laissée par la tentative de coup d'État militaire durant le congé de Pâques en 1987, la démocratie en Argentine n'a jamais été plus forte. Les difficultés économiques ont continué d'entraver les efforts du président Alfonsín et aucune solution miracle ne s'est manifestée. Le différend relatif aux îles Falkland/Malouines est resté entier et la perspective de négociations, lointaine. L'intégration économique du Brésil et de l'Argentine s'est poursuivie, et les deux pays se sont mis d'accord sur la participation de l'Uruguay au processus.

Les relations entre le Canada et l'Argentine ont continué de se développer avec une série de visites de ministres et de hauts fonctionnaires. Le ministre d'État aux céréales et oléagineux, M. Mayer, a dirigé en février 1988 une délégation en Argentine, à l'occasion d'une réunion du Groupe de Cairns. Il a été convenu, lors de cette visite, de créer, dans le cadre du Comité économique mixte, un sous-comité de l'agriculture dont la première réunion doit avoir lieu en juillet 1988 parallèlement à une réunion du Comité. En juin 1987, une délégation de la principale organisation non gouvernementale qui s'occupe des droits de la personne

en Argentine, la *Asamblea Permanente de los Derechos Humanos*, s'est rendue au Canada pour étudier comment celui-ci aborde les questions liées aux droits de la personne. Enfin, le programme de coopération technique annoncé par M. Clark, lors de sa visite de 1986, a été mis en place; le premier projet concernait le télé-enseignement.

Au Chili, le gouvernement a pris plusieurs mesures dans le sens d'un retour à un gouvernement civil. Il a annoncé que le plébiscite pour accepter ou rejeter le candidat du régime à la présidence serait tenu avant la fin de 1988, que les partis politiques, exception faite de ceux d'extrême-gauche, seraient reconnus, et que les listes électorales étaient ouvertes (plus de 5 millions de votants étaient inscrits en mars 1988). Des progrès sensibles ont en outre été réalisés en ce qui concerne les modalités du retour des exilés. L'économie chilienne a continué à se renforcer et à montrer des signes encourageants de croissance, enregistrant le plus haut taux d'investissements étrangers en Amérique latine. Malgré ces améliorations, de nouveaux cas de violation des droits de la personne ont été rapportés et le Canada a fait connaître ses préoccupations à ce sujet. Le gouvernement chilien a pris certaines mesures correctrices et le Canada a signalé la chose au Comité des droits de l'homme des Nations Unies.

En Uruguay, l'administration du président Sanguinetti a poursuivi son programme de consolidation de la démocratie tout en connaissant une stabilité remarquable dans le domaine économique. Les relations avec le Canada se sont intensifiées, en particulier sur le plan commercial où il y a eu une croissance importante. Le ministre des Affaires étrangères de l'Uruguay, M. Enrique Iglesias, a effectué une visite officielle au Canada en mars 1988 et a eu à cette occasion des discussions avec le ministre du Commerce extérieur. Le programme de coopération technique s'est amorcé avec des projets dans les domaines de l'agriculture et du développement des ressources humaines.

Groupe andin

L'année a été difficile pour la Bolivie, qui a dû composer avec un climat économique incertain, exacerbé par les problèmes de la dette, des grèves générales et un combat de plus en plus violent contre les trafiquants de stupéfiants. Les efforts du gouvernement bolivien pour faire face au problème de la dette se sont soldés par des difficultés économiques pour le pays. En annonçant qu'il réinstaurera son programme d'aide bilatérale à la Bolivie, à compter de 1989, et qu'il maintiendra son aide alimentaire, le Canada a montré qu'il était déterminé à améliorer la situation. Malgré les graves menaces à la stabilité du pays, le processus de démocratisation lancé en 1982 a conservé son élan grâce au président Victor Paz Estenssoro, qui a également veillé au respect des droits de la personne.

En se rendant en Bolivie en janvier 1988, M. Epp était le premier ministre canadien à visiter ce pays depuis de nombreuses années. La visite du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui est également allé au Brésil, au Paraguay et en République dominicaine, témoignait du renouveau d'intérêt du Canada pour la région sud-américaine.

Au Pérou, le gouvernement dirigé par le président Alan Garcia a continué de lutter contre la crise économique qui frappe de plus en plus durement son pays. Conscient de la

nécessité de normaliser ses relations avec la communauté financière internationale, le Pérou a rencontré les institutions financières internationales et, avec l'encouragement du Canada, cherché des moyens d'atteindre cet objectif. Même s'il n'y a pas eu de visites officielles en 1987-1988, les relations entre les deux pays ont été marquées par une reprise des contacts au niveau des hauts fonctionnaires. L'ACDI et le CRDI ont participé activement à des projets de développement économique et social au Pérou, faisant de ce pays le plus important bénéficiaire d'aide bilatérale au développement du Canada en Amérique du Sud.

En Équateur, l'année écoulée a été une année de consolidation, le pays étant confronté à la reconstruction d'une économie gravement perturbée par les tremblements de terre, le remboursement de la dette internationale et la faiblesse du prix des ressources naturelles. Le Canada lui est venu en aide par l'entremise du programme de l'ACDI et s'est engagé à ajouter à cette aide au moyen de divers projets, dont une entente relative à l'octroi de bourses d'études qui doit être signée cette année.

La Colombie, dirigée par le président Virgilio Barco, a connu pour la deuxième année de suite une économie dynamique. Grâce à des mesures vigoureuses, les paiements extérieurs ont été ramenés sous contrôle et le pays a obtenu en janvier 1988 un prêt commercial d'un milliard de dollars destiné essentiellement aux programmes anti-pauvreté. La violence, présente dans tous les secteurs de la société, a relégué au second plan l'essentiel de l'activité politique. Cette violence n'a toutefois pas gêné la tenue des élections municipales en mars, qui ont contribué de façon importante à renforcer le processus démocratique. Les relations bilatérales ont continué d'être dominées par l'important programme d'aide de l'ACDI en Colombie et par les échanges commerciaux, le Canada augmentant sensiblement son surplus commercial en 1987 par rapport aux années précédentes.

Au Venezuela, l'activité politique a été axée sur la campagne qui doit mener aux élections de décembre 1988, les deux principaux partis choisissant leurs candidats respectifs à la présidence. Si l'économie n'a connu qu'une croissance modeste, elle a par ailleurs enregistré une forte performance commerciale, en partie en réaction à l'évolution du marché du pétrole. Les relations bilatérales ont continué de se développer, et le Comité consultatif mixte a tenu sa troisième réunion à Caracas en avril.

Les échanges commerciaux bilatéraux avec le Venezuela sont restés les troisièmes en importance pour le Canada dans la région. Le Collège de la Défense nationale a visité ce pays pour la première fois depuis plusieurs années, et les bâtiments des Forces canadiennes ont fait escale au port de La Guaira.

Mexique

La campagne politique en vue de choisir les candidats aux élections présidentielles de juillet 1988 a dominé la vie politique mexicaine. Alors que le pays faisait face à de sérieuses difficultés économiques (dette extérieure toujours très lourde et taux d'inflation élevés), diverses mesures prises par le gouvernement mexicain, et notamment son pacte de coopération économique et son arrangement novateur de conversion de la dette en obligations, ont permis d'espérer que la situation s'améliore. L'importance

de la relation bilatérale a été soulignée par la visite officielle à Ottawa en mars de M. Bernardo Sepulveda, secrétaire des Relations extérieures. Au nombre des autres manifestations figure la deuxième réunion interparlementaire Canada-Mexique à Guadalajara en novembre. En 1987, les exportations canadiennes au Mexique ont augmenté plus rapidement que vers tout autre pays dans la région et les échanges bilatéraux, atteignant 1,7 milliard de dollars, ont été parmi les plus importants de la région. Environ 400 000 Canadiens ont visité le Mexique au cours de l'année et 60 000 Mexicains sont venus au Canada, dont les participants au Programme des travailleurs agricoles saisonniers grâce auquel les agriculteurs canadiens emploient des Mexicains au moment des récoltes.

Amérique centrale

La relance du processus régional de paix par les présidents de l'Amérique centrale a souligné la pertinence de la politique canadienne d'aide politique et économique dans la région. L'année à l'étude a fourni au Canada diverses possibilités de travailler à la paix et d'aider à soulager les conditions très réelles de privation dans la région.

L'Accord du Guatemala, signé par les cinq présidents centraméricains, définit les mécanismes qui permettront, dans un délai fixé, de régler les conflits internes grâce au dialogue et à la réconciliation nationale, tout en mettant fin aux diverses formes d'aide militaire extérieure aux insurgés dans la région. De l'avis du Canada, cet accord est primordial puisqu'il démontre pour la première fois la volonté politique des cinq gouvernements d'Amérique centrale de parvenir à un plan de paix qui soit le leur, sans ingérence extérieure.

Le Canada avait auparavant manifesté son appui au processus de paix de Contadora et fourni aux ministres des Affaires étrangères d'Amérique latine un certain nombre de documents techniques sur la conception et la mise en place des mécanismes de maintien de la paix, à la lumière de sa vaste expérience dans ce domaine. Dès la signature de l'Accord du Guatemala, M. Clark a envoyé deux hauts fonctionnaires dans la région pour souligner l'engagement du Canada envers la recherche d'une solution pacifique aux conflits et montrer que notre pays appuie sans réserve cette initiative. Les hauts fonctionnaires ont rappelé aux dirigeants des cinq pays que le Canada était disposé à fournir des conseils en puisant à son expérience et à ses connaissances. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a réitéré ces engagements lors de son discours à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre.

En novembre, M. Clark a visité les cinq pays d'Amérique centrale, rencontrant les présidents et les ministres des Affaires étrangères, des membres de l'Opposition, les responsables des droits de la personne, et les chefs de file dans les milieux universitaires et syndicaux. Dans chacun des pays, M. Clark a abordé les questions de la paix, du développement et des droits de la personne et on a réservé un bon accueil au point de vue canadien.

Le plan de paix en Amérique centrale a stimulé la recherche de solutions aux conflits internes de la région. Pour la première fois, le gouvernement du Nicaragua et l'opposition des Contras ont accepté de négocier face à face un cessez-le-feu. Les deux parties ont signé le 23 mars 1988

un accord de durée limitée, améliorant ainsi les perspectives de paix au Nicaragua. M. Clark a émis une déclaration dans laquelle il encourage les deux parties à continuer à faire preuve de souplesse et à rechercher la paix lors de la prochaine phase du dialogue, afin d'assurer un règlement ferme et durable.

À l'Assemblée générale des Nations Unies, le Canada a maintenu sa position distincte sur l'Amérique centrale. En 1987, le Canada a voté pour la seconde fois d'affilée en faveur d'une résolution demandant aux États-Unis de se conformer à une décision rendue par la Cour internationale de justice dans l'affaire les opposant au Nicaragua. Comme au cours des années précédentes, le Canada a appuyé les résolutions demandant d'autres réformes en faveur des droits de la personne au Salvador et au Guatemala. Il a maintenu ces positions à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, qui s'est réunie à Genève en février 1988.

Antilles

Le Canada a toujours eu d'excellentes relations avec les pays des Antilles du Commonwealth. Des liens historiques, culturels, politiques et économiques et le partage de valeurs communes ont aidé à créer des rapports particuliers entre le Canada et les nations de la région. Le commerce, les opérations bancaires et les investissements entre les deux parties remontent au siècle dernier. Près d'un demi-million d'Antillais de première et de deuxième générations résident au Canada et la région est une des destinations préférées des touristes canadiens. Les canaux officiels de communication comprennent le Commonwealth, les réunions des chefs de gouvernement du Canada et des Antilles, le Comité technique et économique mixte et les contacts bilatéraux habituels. Le Canada est bien perçu dans la région du fait de la force et de l'intégrité de son engagement apolitique envers le développement régional.

Au cours de l'année à l'étude, la question du trafic et de la consommation des stupéfiants a été une préoccupation importante pour le Canada et les pays des Antilles. La convocation de la Barbados Drug Enforcement Conference en mars 1988 est venue dynamiser les efforts visant à améliorer la coopération régionale dans la lutte contre le trafic des stupéfiants. Les représentants de la plupart des gouvernements des Antilles et d'autres parties intéressées, dont le Canada, les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont participé à cette importante conférence qui avait pour but d'assurer une plus grande collaboration et une meilleure coordination des efforts régionaux pour contrôler le commerce de la drogue. La rencontre a permis de rallier d'importants appuis politiques à travers les Antilles, et des réunions de suivi ont été prévues.

Les Antilles du Commonwealth sont une des rares régions du tiers monde où les traditions démocratiques et la règle de droit ont solidement pris racine; en outre, la stabilité politique règne dans tous les États de la région. En février 1988, le Canada a salué le retour possible de la démocratie au Surinam, où se sont tenues les premières élections libres depuis une décennie.

Si la situation économique dans la région s'est légèrement améliorée par rapport à l'année précédente, il reste que nombre d'États continuent à éprouver des difficultés,

notamment en ce qui concerne le prix des produits de base. L'endettement international a également été la cause d'inquiétudes pour nombre de ces pays, plus particulièrement la Guyana, pour laquelle cette situation entraîne des problèmes économiques graves. Le chômage reste un problème régional important, le taux dépassant 20 % dans certains pays.

En 1987-1988, le CARIBCAN a continué à jouer un rôle important en facilitant l'accès des pays des Antilles du Commonwealth au marché canadien. Le programme fait maintenant l'objet d'un examen à la suite de la négociation de la période d'exploitation initiale de deux ans. Les exportations canadiennes vers les Antilles du Commonwealth ont atteint 292,8 millions de dollars en 1987-1988. Le Canada a exporté surtout du matériel de télécommunications, du blé, des produits du poisson et du carton d'emballage. Les importations se sont chiffrées à 260,8 millions de dollars et comprenaient de l'alumine, du mazout, des dérivés du pétrole et des produits pétrochimiques. Près de 500 000 Canadiens ont pris des vacances dans la région, injectant des revenus d'environ 400 millions de dollars dans l'économie locale. Les investissements canadiens y sont actuellement évalués à 450 millions de dollars; en outre, des entreprises et des particuliers canadiens sont présents dans les secteurs des banques, du

tourisme, de l'immobilier, de la transformation des ressources et de l'industrie légère.

Plusieurs visites de haut niveau ont été faites dans la région au cours de l'année; c'est ainsi que le Gouverneur général a effectué une visite officielle à la Barbade en novembre, le ministre de la Santé, M. Epp, s'est rendu à Sainte-Lucie en janvier, et il y a eu plusieurs visites de parlementaires. D'autre part, les dirigeants de tous les pays des Antilles du Commonwealth ont participé à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver en septembre.

Haïti

Le problème de la démocratisation en Haïti a retenu l'intérêt des Canadiens à la fin de 1987. L'élection présidentielle du 29 novembre, pour laquelle le Canada a fourni une assistance technique, a été annulée en raison des actes de violence commis le jour du scrutin. De nouvelles élections présidentielles ont eu lieu en janvier, mais elles ont été boycottées par la plupart des principaux candidats et par une partie importante de la population. Le gouvernement canadien a manifesté en termes vifs sa déception devant l'échec de la démocratie en Haïti. Un groupe de parlementaires canadiens a été formé pour enquêter sur la situation et revoir les liens entre les deux pays.

Tableau 13
COMMERCE DU CANADA AVEC LES ANTILLES ET L'AMÉRIQUE CENTRALE
(milliers de dollars canadiens)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	Augmentation par rapport à 1986 (%)	1987	Augmentation par rapport à 1986 (%)	1987
Bahamas	16,7	30 723	41,5	42 182
Barbade	-0,5	41 084	-0,6	21 134
Belize	52,8	6 070	385,4	5 879
Bermudes	23,3	36 770	-79,8	5 454
Costa Rica	11,7	29 403	11,7	63 200
Cuba	-26,0	267 113	-27,5	51 567
République Dominicaine	2,3	54 251	-18,7	29 302
El Salvador	38,6	15 609	-32,7	43 151
Antilles françaises	284,3	7 260	-43,9	711
Guatemala	33,9	20 182	-18,3	32 951
Haïti	22,1	25 386	-29,3	8 664
Honduras	-1,5	13 756	-18,1	16 934
Jamaïque	34,8	94 403	-24,1	113 769
Îles Sous-le-Vent	-40,8	45 723	2,5	5 525
Mexique	31,3	521 982	-0,4	1 174 503
Antilles néerlandaises	55,9	10 560	20,4	19 629
Nicaragua	-56,7	9 820	-15,9	28 661
Panama	-16,7	33 836	10,0	30 765
Porto Rico	13,2	228 827	16,4	226 876
Trinité et Tobago	-18,9	69 671	-31,8	36 857
Îles Vierges américaines	-5,5	4 630	32,5	54 075
TOTAL	3,5	1 567 062	-3,5	2 011 787

Tableau 14
COMMERCE DU CANADA AVEC L'AMÉRIQUE DU SUD

(milliers de dollars canadiens)

	EXPORTATIONS		IMPORTATIONS	
	Augmentation par rapport à 1986 (%)	1987	Augmentation par rapport à 1986 (%)	1987
Argentine	60,9	96 574	27,8	111 550
Bolivie	-49,7	4 487	-61,2	3 719
Brésil	-2,2	639 615	3,4	850 053
Chili	14,2	98 596	20,2	153 142
Colombie	40,9	224 330	7,1	132 878
Équateur	-47,8	41 345	4,1	96 045
Guyane française	-95,7	139	-86,1	9
Guyana	14,2	5 162	31,8	35 490
Paraguay	67,9	4 008	-88,8	808
Pérou	7,2	118 962	14,4	75 224
Surinam	-23,3	1 004	113,2	3 551
Uruguay	99,6	25 256	776,0	130 198
Venezuela	2,0	329 840	6,8	551 238
TOTAL	14,2	5 162 000	13,1	2 144 094

Organisation des États américains

Le Canada a conservé son statut d'observateur permanent à l'Organisation des États américains ainsi que celui de membre de plein droit dans trois des organisations spécialisées de l'OEA : l'Organisation panaméricaine de la santé, l'Institut interaméricain de coopération agricole et l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire. Le Canada a été l'hôte de la Neuvième Conférence interaméricaine des ministres de l'Agriculture ainsi que de la quatrième réunion régulière du Conseil interaméricain de l'agriculture à Ottawa.

Le bureau de la mission d'observation permanente est resté à Washington, mais le poste d'ambassadeur a été transféré à Ottawa et son titulaire s'est vu confier de nouvelles responsabilités comme ambassadeur itinérant pour l'Amérique latine. Ces modifications étaient destinées à resserrer les liens entre les organismes de l'Organisation des États américains et les organisations intéressées du secteur public et privé au Canada et, en même temps, à faire mieux comprendre les intérêts du Canada dans la région.



Contrôle des armements et désarmement

Au cours de la période à l'étude, le Canada a continué de promouvoir de diverses façons la réalisation de progrès dans le domaine du contrôle des armements et du désarmement. À l'évidence, la signature d'un accord par le président Reagan et le secrétaire général Gorbatchev visant à éliminer les missiles nucléaires de portée intermédiaire (FNI) a été l'événement marquant en 1987. L'accord FNI fera époque dans l'histoire; en effet, pour la première fois, les superpuissances ont accepté de réduire plutôt que de limiter leurs arsenaux nucléaires respectifs. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les consultations au sein de l'Alliance qui ont débouché sur la conclusion de cet accord. Parmi les autres événements dignes de mention durant l'année figurent les discussions des superpuissances sur la réduction des armements stratégiques et la tenue de la conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement.

Le Canada s'est toujours intéressé de près aux pourparlers sur la réduction des armements nucléaires stratégiques (START) et à la défense spatiale. La conclusion d'un accord START aurait un impact considérable sur le Canada du fait de sa position géographique entre les États-Unis et l'Union soviétique. Tant que ne seront pas négociés des accords de rechange appropriés, nous continuerons de militer en faveur du maintien de l'actuel régime de contrôle des armements, y compris le Traité sur les missiles antimissiles balistiques.

Sur le plan diplomatique, le Canada a notamment participé à divers forums multilatéraux sur le désarmement, y compris la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies qui traite des questions de sécurité internationale, la Commission du désarmement des Nations Unies, la Conférence du désarmement à Genève, ainsi que les Entretiens sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR) et les pourparlers en vue d'établir le mandat de nouvelles négociations sur les armements classiques, qui se tiennent tous deux à Vienne. Le Canada a en outre pris une part active aux délibérations de la conférence internationale sur la relation entre le désarmement et le développement ainsi qu'aux réunions du comité préparatoire de la Troisième Session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement.

C'est également au cours de la période à l'étude qu'a été mis en œuvre l'Accord de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité en Europe. Signé en 1986, ce document requiert de chacun des 35 États membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qu'ils notifient les autres de toute activité ou opération militaire importante à laquelle ils comptent procéder, et d'inviter des observateurs de l'étranger lorsque

c'est approprié. En outre, tout État peut faire une inspection par mise en demeure lorsqu'il a des doutes quant au but de l'activité militaire. Durant la première année d'exécution de l'accord, 17 opérations militaires ont eu lieu au cours desquelles des observateurs ont été présents, et 5 inspections par mise en demeure (2 en Europe de l'Est et 3 en Europe de l'Ouest) ont été menées. Le Canada a détaché des observateurs à toutes les opérations militaires qui s'y prêtaient, mais les forces canadiennes en Europe n'ont pas mené d'opérations pour lesquelles une notification est nécessaire, et n'ont fait l'objet d'aucune inspection durant la période. Le Canada a en outre joué un rôle actif dans les négociations de la CSCE à Vienne en vue de définir le mandat d'une deuxième conférence sur les mesures de confiance et de sécurité.

Le Canada a par ailleurs mené des consultations bilatérales sur le contrôle des armements et le désarmement avec des pays qui s'intéressent de près à la question, dont la Chine, le Japon, la Tchécoslovaquie, l'Union soviétique, l'Australie, la République démocratique allemande, la République fédérale d'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Nouvelle-Zélande. En décembre 1987, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a pris part à la conférence organisée par la Norvège et le Canada sur les questions circumpolaires. D'autre part, l'ambassadeur du Canada au désarmement, M. Douglas Roche, a tenu des consultations avec l'Inde et le Pakistan et assisté en Chine à une conférence de la Campagne mondiale pour le désarmement.

Vérification, armes chimiques et espace extra-atmosphérique

Pour la troisième année consécutive, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté par consensus une résolution parainée par le Canada sur le rôle de la vérification du respect des accords de contrôle des armements, montrant par là l'importance accrue que la communauté internationale accorde à cette composante dans le processus du contrôle des armements et du désarmement. Le Service de recherches sur la vérification du Ministère a poursuivi, cette année encore, son travail sur des aspects spécifiques de la question. En outre, un symposium sur les options qui s'offrent au chapitre de la surveillance spatiale à des fins de contrôle des armements et de vérification, organisé par le Centre de recherches en droit aérien et spatial de l'Université McGill, a permis aux ambassadeurs qui siègent à la Conférence du désarmement et à des experts des milieux gouvernementaux et universitaires de discuter des aspects juridiques de la vérification et de «Paxsat», le mécanisme conçu par le Canada pour procéder à la vérification à partir de l'espace. Par ailleurs, un Canadien, M. Peter Basham, a été nommé coordonnateur international

de l'Échange international de données sismiques de niveau II en 1990.

L'ambassadeur du Canada au désarmement a présidé le Groupe de travail sur la vérification à la Commission du désarmement des Nations Unies. Le Ministère a pour sa part fait la promotion du projet Paxsat au sein d'instances internationales de contrôle des armements. Il a en outre étudié des modèles d'autorités internationales qui aideraient à vérifier si les dispositions relatives au contrôle des armements sont respectées. Un soutien a été accordé au Centre canadien de contrôle des armements et de désarmement pour lui permettre d'organiser à Ottawa en octobre une conférence internationale sur la mise en œuvre d'une convention d'interdiction globale des armes chimiques.

Activités nationales

Durant l'année à l'étude, le gouvernement a maintenu son dialogue constructif et vigoureux avec le public sur les questions de contrôle des armements et de désarmement. Le Groupe consultatif sur les affaires de contrôle des armements et de désarmement, qui compte des représentants d'organisations canadiennes vouées au désarmement, des universitaires, des particuliers et des représentants du gouvernement, s'est réuni à Cornwall pour discuter de la sécurité dans l'Arctique. L'ambassadeur au désarmement a pour sa part effectué en décembre une tournée pancanadienne pour discuter de l'avenir du désarmement au lendemain du Sommet. Le Ministère a versé 218 000 \$ à des groupes et des particuliers par l'entremise de son Fonds consacré au désarmement et, comme chaque année, il a remis une subvention de 100 000 \$ au Centre canadien de contrôle des armements et de désarmement. Le Bulletin du désarmement, une publication ministérielle qui renseigne sur les activités canadiennes de contrôle des armements et de désarmement, a été largement diffusé au Canada et à l'étranger et a contribué à la discussion publique de ces questions.

La défense et l'OTAN

Dans le domaine de la politique de défense, le développement le plus notable au cours de l'année écoulée a été la publication, en juin, du document *Défis et engagements : une politique de défense pour le Canada*, qui montre comment le gouvernement entend dynamiser l'effort de défense du Canada notamment en créant une marine capable d'opérer dans les trois océans (grâce entre autres à l'acquisition de sous-marins à propulsion nucléaire), en améliorant la contribution du Canada à l'OTAN en Europe (notamment en consolidant ses forces sur le front central), en revitalisant les Réserves, en accentuant la surveillance et en renforçant la défense territoriale. Les mesures nécessaires pour mettre en œuvre ce programme ont été prises tout au cours de l'année.

Durant la période à l'étude, l'OTAN a concentré ses efforts sur l'évolution des relations Est-Ouest ainsi que sur l'approche que l'Alliance entend adopter vis-à-vis du contrôle des armements et du désarmement une fois l'accord FNI conclu. À leur réunion semestrielle tenue à Reykjavik les 11 et 12 juin, les ministres des Affaires étrangères de l'OTAN ont commandé une étude sur le développement d'un concept global du contrôle des

armements et du désarmement, en tenant compte des progrès réalisés dans les négociations de contrôle des armements, ainsi que des exigences liées à la sécurité de l'Alliance et de sa stratégie de dissuasion. À leur deuxième réunion, à Bruxelles le 11 décembre, les ministres ont salué la conclusion de l'accord FNI qui réalisait de la sorte un objectif important et de longue date de l'Alliance en éliminant toute une catégorie de missiles nucléaires. Ce résultat positif a été rendu possible en mettant à la fois l'accent sur une défense solide et sur un dialogue sérieux avec les pays de l'Est, comme le préconisait le rapport Harmel en 1967.

Réunis à Bruxelles les 2 et 3 mars 1988, les chefs de gouvernement de l'OTAN, y compris le premier ministre Mulroney, ont pu donner leur approbation à l'accord FNI, discuter de la politique de sécurité de l'Alliance avant la tenue du Quatrième Sommet des superpuissances à Moscou et examiner plus à fond la possibilité d'en arriver à une approche globale du contrôle des armements et du désarmement. En outre, dans une déclaration intitulée « Orientations futures de la maîtrise des armements classiques », ils ont posé les objectifs de l'Alliance pour ce qui concerne le contrôle de ce type d'armements en Europe.

Du 8 au 10 mars 1988, le secrétaire général de l'OTAN, lord Carrington, a fait sa visite d'adieu au Canada. À cette occasion, il a eu des entretiens avec le premier ministre, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et le ministre de la Défense nationale; il a également pu rencontrer le chef de l'Opposition et le chef du Nouveau Parti démocratique.

Acquisition de sous-marins par le Canada

En octobre 1987, un bureau a été créé pour coordonner le plus efficacement possible, dans le cadre du programme d'acquisition des sous-marins, les responsabilités du Ministère pour ce qui est des relations politiques et de défense aux niveaux bilatéral et multilatéral, de la sécurité internationale et du contrôle des armements, et enfin des considérations commerciales et économiques.

Pour que les ministres puissent examiner les soumissions faites par la France et par le Royaume-Uni, le gouvernement a conclu avec chacun de ces pays un protocole d'entente définissant les modalités du transfert de la technologie nécessaire au Canada. En outre, des accords de non-prolifération et de garanties se rapportant au programme d'acquisition, qui assurent que le Canada s'acquittera à tous égards de ses obligations internationales, ont été négociés avec les deux pays.

Relations de défense entre le Canada et les États-Unis

La coopération canado-américaine en matière de défense a continué d'être active et diversifiée. La visite du président Reagan à Ottawa en avril a permis de discuter des questions de défense à un haut niveau et d'informer l'Administration des grands axes de l'examen de la politique du Canada dans ce domaine. L'engagement du gouvernement d'assurer une croissance réelle soutenue de ses dépenses de défense et l'important programme de rééquipement des Forces canadiennes ont été bien accueillis.

Les initiatives canado-américaines de modernisation du système de défense aérienne de l'Amérique du Nord restent au cœur des activités de coopération des deux pays dans ce

domaine. En novembre 1987, les cinq premiers radars à grande distance du Système d'alerte du Nord (une ligne DEW modernisée) ont été mis en service dans la partie ouest de l'Arctique. Ces radars ont déjà permis de détecter des bombardiers soviétiques à long rayon d'action au-dessus de la mer de Beaufort et ont aidé des CF-18 canadiens à procéder à une interception récemment. Les six radars à grande distance dans la partie est de l'Arctique et au Labrador devraient être opérationnels d'ici la fin de 1988. Le Canada sera chargé d'administrer et d'équiper en personnel ces sites du Système d'alerte du Nord, ainsi que d'assurer les communications entre les sites et le centre de contrôle des opérations régionales de NORAD.

Durant la période à l'étude, d'autres arrangements ont été conclus en vertu du protocole d'entente sur la modernisation du système de défense aérienne de l'Amérique du Nord, aux termes desquels le Canada fournirait une partie (environ 20 %) du personnel affecté au centre des opérations du système radar transhorizon à réflexion troposphérique (OTH-B) et du personnel (une quarantaine de membres d'équipage) affecté aux avions AWACS utilisés pour les opérations de NORAD.

Outre cette étroite collaboration dans le domaine aérospatial, les marines et les armées des deux pays ont procédé à des échanges et à des exercices conjoints. D'autre part, des consultations sur des questions bilatérales de sécurité et de défense ont été menées lors des trois réunions de la Commission permanente canado-américaine de défense qui ont eu lieu en 1987.

Maintien de la paix

Le Canada a continué d'apporter une solide contribution à la paix et à la sécurité en affectant environ 950 militaires

aux opérations du maintien de la paix. À l'heure actuelle, des Canadiens font partie du contingent des Nations Unies à Chypre, de la Force onusienne d'observation du dégagement ainsi que de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve au Moyen-Orient. Le Canada participe aussi aux opérations de transport par avion lors du déménagement, deux fois par année, des quartiers généraux du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan. En outre, un attaché des Forces canadiennes à Séoul représente le Canada à la Commission d'armistice des Nations Unies. Quant aux activités de maintien de la paix non menées sous l'égide de l'ONU, le Canada, en fournissant une unité hélicoptérée à la Force multinationale d'observation, maintient son engagement envers la paix et la stabilité au Moyen-Orient.

En 1987, un officier canadien a dirigé les effectifs militaires de la Mission technique des Nations Unies au Sahara occidental, et le Canada a offert les services de spécialistes pour concevoir les mécanismes de maintien de la paix nécessaires à la mise en œuvre de tout plan de paix en Amérique centrale.

Les officiels canadiens ont continué de participer aux discussions sur le maintien de la paix à l'Assemblée générale des Nations Unies et ils ont procédé à des échanges d'informations dans ce domaine à l'occasion de séminaires parrainés par l'Académie internationale de la paix conjointement avec des universités canadiennes et américaines.

Assistance et formation militaires

Durant l'année, 57 cours de formation ont été dispensés dans le cadre du Programme d'aide à la formation militaire à des militaires de 14 pays non membres de l'OTAN, principalement de l'Afrique et des Antilles du Commonwealth.



Services consulaires

De plus en plus nombreux à voyager à l'étranger, les Canadiens s'aventurent, d'une année à l'autre, dans des régions toujours plus éloignées et plus dangereuses. Il n'est dès lors pas étonnant qu'un nombre toujours croissant d'entre eux se retrouvent dans des situations délicates ou périlleuses et demandent assistance à l'une des 144 missions diplomatiques et consulaires canadiennes établies de par le monde.

Grâce à son Programme de services consulaires, le Ministère assure aide et protection aux Canadiens qui sont en difficulté à l'étranger. En 1987, les missions canadiennes à l'étranger ont rendu 827 860 services à des citoyens canadiens. Elles ont notamment délivré des passeports; facilité les transferts de fonds et le rapatriement de Canadiens restés sans ressources ou frappés d'invalidité; veillé à ce que les Canadiens détenus ou emprisonnés à l'étranger soient traités équitablement selon les lois et coutumes du pays hôte; aidé les détenus à communiquer avec leurs familles et leurs amis au Canada et, dans certains cas, facilité leur transfèrement dans une prison canadienne. Le Canada a en effet conclu des accords bilatéraux de transfèrement des délinquants avec les États-Unis, le Pérou, la Bolivie et la France, et il a adhéré à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées à laquelle sont notamment parties Chypre, l'Espagne, la Grèce, la Turquie, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, le Luxembourg, la Suède et la Suisse.

Les missions à l'étranger ont en outre fourni des renseignements ayant trait à la citoyenneté, et prodigué conseils ou assistance aux Canadiens, notamment en cas de maladie grave, d'accident, de décès, de vol, de litige concernant la garde ou la disparition d'un enfant.

Les grandes crises survenues en 1987, comme les tremblements de terre au Salvador, en Équateur et aux États-Unis, et les bouleversements aux Philippines, en Haïti et à Fidji, ont mis à rude épreuve les services des bureaux consulaires à l'étranger et ceux de l'Administration centrale. Les événements de ce genre sont toujours source de dangers ou d'inquiétudes pour un grand nombre de Canadiens, et le Ministère doit intervenir rapidement afin de déterminer si des amis ou des proches sont touchés.

Le Ministère a mis au point des mesures d'urgence; il s'informe du lieu de résidence des Canadiens vivant à l'étranger afin de pouvoir leur venir en aide en cas de situations dramatiques. De plus, pour permettre des contacts rapides et ordonnés, il a informatisé les méthodes d'inscription des Canadiens et ces renseignements sont constamment tenus à jour.

Devant l'augmentation des demandes de services, le Ministère a continué d'accorder une grande importance à la formation du personnel consulaire. Au total, 83 employés à l'étranger et au Canada ont suivi des cours en 1987. Grâce à des exposés, à des études de cas, à des discussions de groupe et à des mises en situation, le personnel du Ministère a pu se familiariser avec la politique consulaire et son application.

Le programme de sensibilisation du grand public, un autre service du Ministère, vise à faire connaître aux Canadiens les difficultés qui peuvent surgir à l'étranger et à les renseigner sur les services consulaires offerts par les missions canadiennes. Cette information paraît dans la brochure intitulée *Bon voyage, mais...* Chaque année, les bureaux des passeports et les agences de voyage distribuent environ un million d'exemplaires de cette brochure, qui est mise à jour annuellement.

Le Ministère renseigne également les Canadiens qui s'interrogent sur l'opportunité de se rendre dans certains pays ou

Tableau 15
QUELQUES CHIFFRES SUR LES
SERVICES CONSULAIRES

Canadiens inscrits à l'étranger	54 856
Canadiens vivant à l'étranger, y compris les détenteurs d'une double nationalité (nombre approximatif)	3 millions
Passeports (année financière 1987-1988)	
Passeports valides en circulation	4 823 000
Nombre total de passeports délivrés au Canada	995 390
Passeports délivrés par les missions à l'étranger	65 000
Augmentation du nombre total de passeports délivrés par les missions à l'étranger par rapport à l'année précédente	8,3%
Voyages (année civile 1987)	
Nombre total de voyages à l'étranger	49 193 160
États-Unis (12 244 929 Canadiens y ont passé au moins une nuit)	44 693 160
Pays autres que les États-Unis	4 500 000

Tableau 16
ACTIVITÉS CONSULAIRES
(année financière 1987-1988)

Nombre total de dossiers ou de services rendus (approximativement)	
a) Dossiers :	
Rapatriements	264
Hospitalisations ou traitements médicaux	2 227
Décès	1 386
Détentions	844
b) Services :	
Passeports	201 971
Citoyenneté	46 750
Conseils juridiques et actes notariaux	33 378
Demandes d'aide financière ou transferts de fonds	4 080
Bien-être et demandes de localisation	9 301
Inscription des Canadiens	23 125
Conseils et aide	276 727
Garde d'enfants	1 573

Tableau 17
RESSOURCES CONSULAIRES
(année financière 1987-1988)

Avance de fonds moyennant engagement à rembourser	
1983-1984	147 000 \$
1984-1985	102 430 \$
1985-1986	104 261 \$
1986-1987	121 993 \$
1987-1988	114 225 \$
Recouvrement	38 %
Années-personnes consacrées au travail consulaire, à l'Administration centrale et à l'étranger (nombre correspondant de postes)	198

régions. Il a par ailleurs publié un guide des services assurés aux Canadiens détenus ou emprisonnés à l'étranger, de même qu'une brochure et une affiche mettant en garde contre les dangers de la drogue. Enfin, des causeries radiophoniques, des articles parus dans la presse et des entrevues accordées aux médias ont permis de mieux renseigner le public sur les problèmes qui peuvent se poser lors d'un voyage à l'étranger.

Dans certaines régions où le Canada n'a pas de représentants diplomatiques ou consulaires attitrés, des consuls honoraires dispensent un certain nombre de services essentiels aux Canadiens qui séjournent temporairement à l'étranger ou qui y vivent. Les consuls honoraires contribuent en outre fréquemment à l'exécution d'autres programmes ministériels touchant notamment l'expansion du commerce, les affaires publiques et les relations générales. Au cours de l'année écoulée, des consuls honoraires ont été nommés à Ouagadougou, à Strasbourg, à Nuuk, à Perth et à Mascate. De plus, grâce au protocole d'entente conclu l'année précédente avec l'Australie, les Canadiens ont pu bénéficier des services consulaires australiens d'urgence à Honolulu et à Denpasar, en Indonésie, et les Australiens, des services canadiens à Oslo, à Tunis, et à Lima.

Services de passeports

Les voyages à l'étranger ayant continué de présenter un grand attrait pour les Canadiens, le Bureau des passeports a délivré un nombre record de passeports au cours de l'année financière 1987-1988. Ainsi, 995 390 passeports et documents de voyage ont été délivrés au Canada, soit une augmentation de 8,2 % par rapport à l'année précédente. Il y a maintenant quelque 4 823 000 passeports canadiens valides en circulation.

Les Canadiens peuvent présenter leur demande de passeport en personne à l'un des 20 bureaux régionaux des passeports, et s'attendre à recevoir leur passeport 3 ou 4 jours plus tard; c'est ce que font environ 80 % des requérants. La demande peut par ailleurs être expédiée par la poste au Bureau des passeports dans la Région de la capitale nationale. Pour appuyer les activités de son réseau, le Bureau a mis en place à l'échelle nationale un service de renseignements téléphonique sans frais. Ce service bilingue s'est avéré fort utile et a facilité les contacts que 3,5 millions de Canadiens ont eus avec le Bureau durant l'année. Il est prévu d'ouvrir des bureaux régionaux des passeports à Jonquière, à Regina et à Thunder Bay au cours de la prochaine année financière.

De leur côté, les missions canadiennes à l'étranger ont délivré 65 000 passeports durant l'année à l'étude. Pour compenser les frais considérables qu'entraîne la prestation de services de passeports à l'étranger, le droit exigible pour l'obtention d'un passeport a été porté de 21 à 25 \$ au 1^{er} janvier 1988. Le Bureau exploite un fonds renouvelable et ses opérations doivent s'autofinancer.

Durant l'année écoulée, 4 559 certificats d'identité et documents de voyage pour réfugiés ont été délivrés à des résidents admissibles n'étant pas citoyens canadiens. L'augmentation de la demande enregistrée à cet égard au cours des trois dernières années rend compte de la pression qu'exercent sur le programme canadien d'immigration les réfugiés et autres apatrides qui cherchent à se faire admettre au Canada.

Immigration et réfugiés

Le Ministère est responsable de la mise en oeuvre du programme canadien d'immigration à l'étranger. Durant l'année écoulée, l'exécution du programme a été assurée par 202 agents canadiens affectés dans 63 missions à l'étranger. D'ici la fin du siècle, le Canada peut s'attendre à devoir faire face à d'énormes mouvements de population dans le

Tableau 18

IMMIGRATION ET RÉFUGIÉS

Visas émis en 1987 (année civile)

Région de la mission	Visas d'immigrants	Visas de visiteurs
HÉMISPHERE OCCIDENTAL		
États-Unis	15 536	113 462
Antilles et Amérique centrale	14 124	35 933
Amérique du Sud	2 692	24 494
Sous-total	32 352	173 889
AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT		
Afrique	8 721	21 789
Moyen-Orient	4 238	12 301
Sous-total	12 959	34 090
EUROPE		
Europe de l'Ouest	27 542	59 302
Europe de l'Est	6 989	58 692
Sous-total	34 531	117 994
ASIE ET RÉGION DU PACIFIQUE		
Hong Kong	26 767	28 382
Manille	7 143	10 212
New Delhi	9 137	24 811
Autres missions	15 553	42 390
Sous-total	58 600	105 795
TOTAL	138 442	431 768

Note: Sont inclus dans les données ci-dessus les visas de visiteurs délivrés par des missions canadiennes qui n'ont pas de section d'immigration.

monde. Il doit par ailleurs assurer son propre avenir démographique, compte tenu notamment du vieillissement de sa population. Dans ce contexte, le programme d'immigration à l'étranger a été confronté à un certain nombre de défis en 1987.

Pour la première fois depuis la consolidation du service extérieur canadien, l'objectif du programme à l'étranger a été atteint, et même considérablement dépassé. Il a été délivré 138 442 visas d'immigration, ce qui représente à la fois le nombre le plus élevé depuis 1975 et une hausse de 57 % par rapport à 1986. Malgré cette augmentation, qui a été absorbée avec des ressources pratiquement stationnaires, le délai moyen de traitement des demandes a été ramené à six mois et trois semaines, soit une réduction de 12 %, grâce à une amélioration des procédures.

La rationalisation du processus d'immigration reste un objectif majeur, et l'informatisation globale du traitement des demandes a été approuvée en principe en 1987. Le bureau des visas de Hong Kong a été le premier à utiliser un système informatisé de traitement des cas d'immigration; son coût a été amorti en 18 mois grâce aux économies d'effectifs réalisées. Ce système sera d'abord étendu à

Londres, puis intégré au système COSICS des Affaires extérieures et implanté dans les bureaux des visas aux États-Unis l'an prochain.

L'afflux de faux réfugiés et de visiteurs non munis de documents voulus s'est fait encore plus important en 1987. À une vingtaine de grands points de transit, les agents canadiens des visas ont collaboré étroitement avec les organismes d'exécution des gouvernements hôtes et les représentants des sociétés aériennes pour tenter de régler le problème. Il a ainsi été possible d'intercepter, en moyenne par mois, 150 personnes qui faisaient route vers le Canada munies de visas et de documents de voyage obtenus par des moyens frauduleux.

Au cours de l'année à l'étude, il a été délivré 431 768 visas de visiteurs, ce qui représente un accroissement de 16,8 %. D'autre part, 54 952 demandes ont été rejetées pour non-conformité avec les dispositions de la Loi sur l'immigration, principalement du fait que les requérants n'ont pu convaincre l'agent des visas que leur séjour au Canada ne serait que temporaire et qu'ils rentreraient chez eux au terme de la visite. Enfin, pour freiner les arrivées de faux réfugiés et de passagers non munis des documents voulus, l'obligation de visa a été imposée aux visiteurs en provenance du Brésil, de la Bolivie, de Fidji, du Guatemala, du Honduras et de la Turquie.

La promotion du fructueux programme d'immigration des gens d'affaires s'est poursuivie en 1987. Au total, 3 602 visas d'immigration ont été délivrés à des entrepreneurs, soit une augmentation de 48 % par rapport à 1986. Plus de 3 milliards de dollars seront ainsi injectés dans l'économie canadienne, ce qui permettra de créer ou de maintenir 14 500 emplois. Hong Kong est resté en tête de liste des pays d'origine, avec 28 % du total des immigrants reçus dans cette catégorie.

En 1987, les missions à l'étranger ont délivré en tout 19 231 visas à des réfugiés et à des membres des catégories désignées. L'objectif fixé pour les réfugiés parrainés par le gouvernement a été dépassé pour la quatrième année consécutive. Cet objectif était en effet de 12 000 personnes pour 1987, et il y a eu 12 223 arrivées. De plus, 7 000 personnes ont bénéficié de parrainages du secteur privé.

Les réfugiés et les membres des catégories désignées sont choisis dans plusieurs régions. En Europe de l'Est, il a été accordé en tout 6 625 visas, dont 3 713 à des personnes parrainées par le gouvernement et 2 912 dans le cadre de parrainages privés. L'Indochine a compté pour 2 995 personnes parrainées par le gouvernement et 2 698 par le secteur privé, pour un total de 5 693 personnes. En Amérique latine, il a été traité 3 961 cas de réfugiés en tout, dont 3 688 parrainés par le gouvernement et seulement 273 par le secteur privé. Enfin, le nombre de réfugiés en provenance du Moyen-Orient et d'Afrique s'est établi respectivement à 1 453 et 1 268 personnes. Pour ces deux dernières régions, les arrivées sont toujours restées en deçà de l'objectif par suite de circonstances échappant au contrôle du Ministère, par exemple l'obligation d'obtenir un permis de sortie pour les réfugiés du Soudan et la difficulté d'organiser des visites régionales dans certains pays perturbés du Moyen-Orient, comme l'Iran et l'Irak.

Le Programme de recouvrement des frais de service de l'Immigration, qui exige le versement de droits pour le traitement de la plupart des demandes d'immigration et la

délivrance de certains documents pour visiteurs à long terme, a rapporté au cours de l'année à l'étude 4,5 millions de dollars au Fonds du revenu consolidé.

Droit international privé

Le Ministère offre divers services pour faciliter la procédure judiciaire entre autorités canadiennes et étrangères, aux termes de conventions ou d'arrangements convenus. Étant donné la mobilité plus grande des individus, diverses questions (prestations de sécurité sociale, obligations alimentaires, jugements divers et autres questions connexes) ont appelé une coopération internationale. Comme nombre de ces dossiers relèvent de la compétence des provinces, le Ministère reste en liaison avec ces dernières pour arrêter et appliquer les arrangements réciproques nécessaires. En 1980, il a publié un guide intitulé *Entraide judiciaire internationale en matières civile, commerciale, administrative et criminelle* pour aider les avocats et les responsables de l'application des lois qui sont aux prises avec des problèmes de droit international. Cette publication a été mise à jour en 1987 et rééditée sous le titre *Entraide judiciaire internationale*.

Le Canada a conclu des conventions sur les procédures judiciaires en matière civile et commerciale avec 19 pays. Ces instruments renferment des dispositions sur la signification réciproque des documents juridiques et la réception de la preuve dans les affaires civiles, soit au Canada pour utilisation à l'étranger, soit dans un pays étranger pour utilisation au Canada. Le Ministère peut organiser la signification de documents juridiques dans les pays avec lesquels il a signé une convention et ainsi venir en aide aux avocats canadiens. Il a également pu signifier ces documents dans des pays avec lesquels il n'avait pas conclu de convention, en invoquant le principe de la réciprocité. Les avocats qui désirent obtenir de l'aide à ce titre doivent communiquer avec la Direction des consultations juridiques du Ministère.

Le Canada a signé des traités d'extradition avec 41 pays et il a passé des arrangements à cet égard avec les pays qui reconnaissent la Reine comme chef d'État. Conjointement avec le ministère de la Justice, le ministère des Affaires extérieures a la responsabilité de mettre à jour les traités existants. En janvier 1987, le Canada et les États-Unis ont signé un protocole à leur traité d'extradition du 3 décembre 1971. Cet instrument, qui entrera en vigueur dès sa ratification, supprime la liste antérieure des infractions donnant matière à extradition et prévoit que celle-ci pourra être demandée pour tout acte constituant une infraction selon les lois des deux pays et pouvant entraîner une peine de prison d'au moins un an; seront ainsi inclus les cas de fraude fiscale et d'enlèvement d'enfant par l'un des parents. D'autre part, les deux pays ont signé une entente sous forme d'Échange de Lettres prévoyant l'extradition des « chasseurs de prime » qui enlèvent illégalement des personnes au Canada pour les emmener aux États-Unis. Enfin, le Ministère espère conclure l'an prochain de nouveaux traités d'extradition avec les Pays-Bas, la France et la Belgique.

Le Ministère a continué de s'intéresser activement aux aspects internationaux d'un certain nombre de cas d'enlèvements d'enfants à la suite d'un différend entre la mère et le père au sujet de la garde de l'enfant. Il a cherché à obtenir

des renseignements sur le bien-être des enfants en cause et, là où c'était possible, il a aidé à les faire revenir au Canada. La population s'intéresse de près au rôle joué par le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux à cet égard, en partie à cause des souffrances morales qu'entraînent ces situations. Le Ministère ne peut évidemment pas représenter le parent d'un enfant enlevé devant un tribunal étranger ni le conseiller sur des questions de droit à l'étranger.

Le Canada est partie à la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement d'enfants. Celle-ci est entrée en vigueur pour le Canada le 1er décembre 1983 et son application a été étendue à toutes les provinces de même qu'aux territoires. La Convention a pour objet principal de favoriser la coopération judiciaire nécessaire pour assurer que l'enfant injustement enlevé soit promptement renvoyé chez celui de ses parents qui en avait la garde dans le pays où il a été enlevé. Elle a été ratifiée à ce jour par la France, le Portugal, la Suisse, le Royaume-Uni, le Luxembourg, l'Australie et l'Espagne; la Hongrie y a adhéré.

Accès à l'information et protection des renseignements personnels

Au cours de l'année à l'étude, le bureau du Coordonnateur de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels a donné suite à 207 demandes d'accès à l'information et à 46 demandes formelles de renseignements personnels soumises au Ministère. La plupart de ces demandes étaient adressées à l'Administration centrale à Ottawa, mais des dispositions sont en place pour accueillir les demandes présentées aux missions canadiennes à l'étranger.

Si les demandes d'accès à l'information reçues au cours de l'année ont été moins nombreuses, beaucoup d'entre elles ont imposé, par leur complexité et leur ampleur, un surcroît de travail aux unités chargées d'extraire les dossiers et de formuler des recommandations préliminaires quant à leur communication. De plus, étant donné les responsabilités du Ministère concernant les affaires internationales et le commerce extérieur, d'autres ministères ont dû consulter le Coordonnateur avant de divulguer des renseignements touchant ces deux secteurs.

Les demandes formelles présentées en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels ont également décliné. Toutefois, le bureau du Coordonnateur a donné suite à un grand nombre de demandes informelles visant la communication de renseignements sur le personnel, adressées à divers services du Ministère. Le Coordonnateur doit en effet veiller à ce que toute divulgation de renseignements soit entièrement conforme aux dispositions de la Loi.

Des séances d'information et des instructions écrites ont permis de mieux sensibiliser le personnel du Ministère aux dispositions de la Loi sur la protection des renseignements personnels, ce qui a entraîné un accroissement du nombre de consultations auprès du Coordonnateur afin de clarifier les obligations du Ministère en vertu de la Loi dans diverses circonstances.

Le bureau du Coordonnateur est en outre le point de contact au Ministère pour la collecte de renseignements et les recherches sur l'opinion publique. Enfin, il est responsable du triage sécuritaire des dossiers inactifs du Ministère avant leur transfert aux Archives nationales.



Aux termes de la Loi sur le ministère des Affaires extérieures, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures doit favoriser le développement du droit international et veiller à son application dans les relations extérieures du Canada. On trouvera dans le présent chapitre un aperçu des principales activités menées par la Direction générale des affaires juridiques du Ministère au cours de la période à l'étude. Toutefois, comme la plupart des politiques et activités du Ministère comportent une importante dimension juridique, certaines questions de cet ordre sont traitées ailleurs dans le rapport; ainsi, le droit international privé est traité au chapitre 6.

Arctique

Le 11 janvier 1988, le Canada et les États-Unis ont signé un accord sur la coopération dans l'Arctique. Les deux pays ont ainsi confirmé leur volonté politique de coopérer à l'avancement de leurs intérêts communs au regard de la navigation, du développement et de la sécurité dans l'Arctique, et marqué l'importance qu'ils attachent à la protection de l'environnement unique et fragile de la région ainsi qu'au bien-être des habitants du Nord. L'accord apporte en outre au Canada la garantie que son consentement préalable sera demandé toutes les fois que des brise-glaces possédés ou exploités par le gouvernement des États-Unis devront naviguer dans les eaux de l'archipel arctique canadien, y compris le passage du Nord-Ouest.

Le Canada est ainsi assuré d'exercer un contrôle effectif sur toutes les activités des brise-glaces américains dans ses eaux arctiques. Il ne disposait pas de ce contrôle en 1969-1970, lorsque le Manhattan a transité par le passage du Nord-Ouest, ni lors du voyage du Polar Sea à l'été 1985. Le Canada ne cherche pas à interdire ses eaux arctiques aux navires des autres pays. Mais il veut que les transits s'effectuent avec son autorisation et sous réserve des contrôles et autres mesures nécessaires pour protéger sa souveraineté et sa sécurité, préserver l'environnement, garantir la sécurité de la navigation et assurer le bien-être des Inuit et des autres habitants de l'Arctique canadien.

Questions halieutiques et frontalières

Litiges maritimes Canada-France

Le programme convenu entre le Canada et la France pour régler les litiges maritimes n'a pas conduit, comme on l'espérait, à la conclusion de deux accords avant la fin de 1987. Ce programme prévoyait que les deux pays soumettraient à un tribunal international, pour règlement obligatoire, le différend relatif à la frontière maritime dans la zone en litige — une grande partie de la subdivision 3Ps de l'OPAN, au large de la côte sud de Terre-Neuve et de Saint-

Pierre-et-Miquelon. Mais, pour cela, il leur fallait d'abord conclure un traité sur la composition et le mandat du tribunal ainsi qu'un accord sur les contingents de pêche pour la période allant de 1988 à 1991, soit la durée prévue de la procédure judiciaire. L'établissement de la frontière permettra de déterminer à qui appartiennent les stocks de la zone en litige.

Le 9 octobre 1987, la France a rompu les négociations sur les contingents de pêche. Étant donné la surpêche pratiquée par la France dans la zone en litige et son intention déclarée de la poursuivre en 1988, le Canada n'a alloué aucun contingent aux bateaux français pour l'année 1988.

Mer de Beaufort

Le 16 mars 1988, le *Minerals Management Service* du département américain de l'Intérieur a procédé à une adjudication de concessions pétrolières et gazières sur le plateau continental de la mer de Beaufort, touchant des secteurs situés à l'est du 141^e méridien qui marque la frontière internationale entre le Canada et les États-Unis. Devant les protestations formelles du Canada, et compte tenu du litige frontalier, les autorités américaines ont assujéti l'adjudication à des «procédures spéciales», en vertu desquelles le montant des offres portant sur les secteurs situés à l'est du 141^e méridien a été placé dans un fonds de mise en main tierce. Des mesures analogues avaient été appliquées lors d'une précédente adjudication dans la même région en août 1984. Aucune activité de forage n'a été entreprise à la suite de cette adjudication.

Dans sa note de protestation, le Canada a réaffirmé sa position selon laquelle le 141^e méridien constitue la frontière internationale, rejeté les «procédures spéciales» comme fondamentalement inacceptables, et réservé tous ses droits en la matière. Les intérêts du Canada sont ainsi intégralement protégés.

Pêche sur le nez et la queue du Grand banc de Terre-Neuve

Le 27 novembre 1987, les premiers ministres ont approuvé un rapport sur la surpêche étrangère présenté par le Conseil des pêches de l'Atlantique. Ils ont convenu que le Canada devrait prendre de nouvelles mesures, d'ordre à la fois bilatéral et multilatéral, afin de freiner la surpêche sur le Grand banc de Terre-Neuve, situé juste à l'extérieur de la zone canadienne de 200 milles. En conséquence, le Canada a participé en février 1988 à une réunion de la Commission des pêches de l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, au cours de laquelle a été révisé le programme d'inspection mutuelle. Les nouvelles dispositions convenues viennent renforcer le programme et devraient assurer son application par tous les États membres.

Droit de la mer

La Convention sur le droit de la mer établit un régime intégral pour la réglementation des mers et des océans du globe. Au 31 mars 1988, 35 États l'avaient ratifiée. La Convention entrera en vigueur 12 mois après la date de dépôt du soixantième instrument de ratification ou d'adhésion.

État doté de l'un des plus longs littoraux du globe et d'importants intérêts océaniques, le Canada estime que la Convention offre une occasion unique de contribuer à la paix et à la sécurité internationales en réduisant les risques de conflits quant aux utilisations des océans. La Convention codifie certains principes généralement acceptés du droit international, mais elle établit également un droit nouveau. Ses dispositions influent déjà de façon significative sur le droit interne canadien. Si elle n'entrait pas en vigueur, il faudrait craindre un retour du climat d'incertitude qui régnait avant sa négociation.

Au cours de l'année à l'étude, le Canada a pris une part active aux travaux de la Commission préparatoire chargée de mettre en place le système institutionnel prévu par la Convention pour l'exploitation minière des grands fonds marins. La Commission s'est réunie à New York, en août-septembre 1987, puis à Kingston, en Jamaïque, à compter du 14 mars 1988, afin de poursuivre l'élaboration des mécanismes voulus pour mettre en oeuvre le régime établi dans la Convention en vue de l'exploitation des ressources des grands fonds marins.

À cet égard, il convient de noter tout particulièrement que la Commission a décidé d'enregistrer les entités minières d'État de la France, du Japon, de l'Inde et de l'URSS en qualité d'«investisseurs pionniers», conformément à la Résolution II adoptée par la Session finale de la Conférence sur le droit de la mer. Cet enregistrement a pu avoir lieu grâce au règlement des problèmes posés par le chevauchement de sites miniers des grands fonds marins revendiqués à la fois par l'URSS et par des consortiums privés ayant présenté des demandes en vertu des législations nationales des États-Unis, du Royaume-Uni et de la République fédérale d'Allemagne. International Nickel et Noranda ont des intérêts dans ces consortiums, et le Canada a joué un rôle moteur dans le règlement de la question des chevauchements. L'enregistrement d'investisseurs pionniers marque le premier progrès concret vers la mise en place du régime prévu par la Convention.

Producteur important de minéraux terrestres et exploitant potentiel des ressources minières des fonds marins, le Canada prend un intérêt fondamental aux questions complexes que doit résoudre la Commission. De nombreux pays industrialisés (dont le Canada), que préoccupent certains aspects du régime d'exploitation prévu par la Convention, estiment essentiel que soit mis au point un régime propre à encourager une participation universelle à la Convention. Par conséquent, le résultat des travaux de la Commission pèsera lourd dans la balance lorsque ces États auront à décider s'ils doivent ou non ratifier la Convention, ou y adhérer.

Droit commercial

La conduite à bonne fin des négociations en vue de l'Accord de libre-échange (ALE) entre le Canada et les États-Unis aura été, en 1987, l'événement le plus marquant

dans le domaine du droit commercial international. L'ALE est sans conteste l'accord bilatéral le plus complexe jamais négocié par le Canada, et aussi le plus définitif jamais conclu en vertu de l'Article XXIV(5) du GATT. Il établit un régime équilibré pour la libéralisation des échanges entre les deux pays et vise, outre les tarifs douaniers, des domaines sensibles comme l'investissement, les marchés publics, les services financiers et d'autres services. De plus, il met en place un nouveau mécanisme pour le règlement des différends relatifs à son application (chapitre 18), ainsi qu'un système devant se substituer à l'examen judiciaire national des décisions finales en matière de droits compensateurs et antidumping (chapitre 19). Les négociations de haut niveau se sont terminées à la fin de décembre et, sous réserve des formalités d'approbation de part et d'autre, l'ALE doit entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1989 (voir aussi *États-Unis* au chapitre 4).

C'est aussi dans le courant de l'année écoulée que s'est engagée la toute dernière série de Négociations commerciales multilatérales (les NCM de l'Uruguay Round). Ces négociations entraîneront de nombreux changements de fond et de procédure quant aux règles du GATT régissant le commerce international.

Propriété intellectuelle

Un groupe de négociation du GATT (NCM) a entrepris l'examen des droits de propriété intellectuelle sous leurs aspects commerciaux. Le groupe a pour mandat de clarifier les dispositions du GATT et d'élaborer de nouvelles règles qui permettent de protéger ces droits de façon efficace tout en évitant que les mesures et procédures prises à cet effet ne fassent obstacle au commerce légitime. De plus, le groupe doit mettre au point un cadre multilatéral de règles et de principes touchant le commerce des marchandises de contrefaçon. D'autre part, l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a établi un texte de loi type visant le délit de contrefaçon et la piraterie industrielle. Une Conférence diplomatique sera vraisemblablement convoquée sous l'égide de l'OMPI, avant la fin de 1989, pour rédiger une convention sur la protection de la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (voir aussi le chapitre 1).

Litiges relatifs au Conseil international de l'étain

On se souviendra qu'après la cessation des activités régulières du Conseil international de l'étain (CIE), qui avait entraîné l'effondrement du marché de ce métal en 1985, divers créanciers du CIE avaient décidé de poursuivre directement les États membres du Conseil aussi bien que cet organisme lui-même. Dans une série de jugements rendus récemment, la Cour d'appel du Royaume-Uni a confirmé les jugements antérieurs qui avaient établi la validité du principe fondamental de droit selon lequel les États membres d'un organisme international doté de la personnalité juridique ne peuvent être tenus responsables des dettes de cet organisme. Il est probable que l'affaire sera maintenant portée devant la chambre des Lords.

Un créancier canadien a intenté une action contre le gouvernement du Canada devant la Cour suprême de l'Ontario. La demande a été rejetée, la Cour s'étant déclarée incompétente. Ce jugement a été confirmé récemment par la Cour d'appel de l'Ontario et le plaignant a, depuis, interjeté appel devant la Cour suprême du Canada.

Droit de l'espace

Les discussions sur l'utilisation des sources d'énergie nucléaire dans l'espace se sont poursuivies en mars 1988 au Sous-comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, sur la base d'un document de travail canadien. Un consensus a été réalisé sur un nouveau projet de principe, portant sur l'applicabilité du droit international. Des discussions détaillées ont en outre permis d'apporter des amendements aux autres projets de principes proposés par le Canada, ce qui laisse présager de nouveaux accords en 1989.

Par ailleurs, après deux ans de négociations difficiles, le Sous-comité juridique a accepté d'inscrire le point suivant à son ordre du jour : « Examen des questions juridiques liées à l'application du principe selon lequel l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique doivent se faire au profit et dans l'intérêt de tous les États, compte tenu en particulier des besoins des pays en développement ». Comme ce texte reflète essentiellement les préoccupations de ce dernier groupe de pays, le Canada et certains pays membres de l'Agence spatiale européenne n'y ont consenti qu'après avoir obtenu l'assurance que le Sous-comité juridique traiterait à l'avenir des aspects juridiques du développement, de l'exploration et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique dans le cadre de son débat général.

Station spatiale

Au printemps de 1988, à l'issue de près de deux ans d'intenses négociations, les représentants du Canada, des États-Unis, du Japon et d'une douzaine d'États membres de l'Agence spatiale européenne mettaient la dernière main à un accord intergouvernemental et à un instrument connexe sur les principes devant régir le développement, la construction, la mise en orbite et l'exploitation d'une station spatiale habitée en permanence. Les États partenaires ont mis au point des règles pratiques, adaptées aux circonstances, qui, tout en tenant compte du droit international, permettent l'application du droit positif national en matières pénale, civile et administrative. Les négociateurs ont dû résoudre d'épineux problèmes, notamment établir la difficile démarcation entre droit international public et privé, et décider de la mesure dans laquelle les lois nationales pourront s'appliquer à bord de la station spatiale. Ce projet contribuera de façon notable au développement du droit international applicable non seulement à l'espace extra-atmosphérique dans son ensemble, mais aussi à la relation entre les activités au sol et celles qui se déroulent à bord d'un engin spatial.

Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

En septembre 1987, le Canada a été l'hôte d'une conférence diplomatique réunie à Montréal afin d'adopter un protocole à la Convention de Vienne de 1985 pour la protection de la couche d'ozone. Le 16 septembre, le Canada et 23 autres États, de même que la Communauté économique européenne, signaient le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. Les signataires s'engageaient ainsi à geler, puis à réduire de 50 %

d'ici 1999, la production et la consommation de chlorofluorocarbones et d'autres substances destructrices de l'ozone. Ces produits chimiques sont en train de détruire la couche d'ozone qui protège la terre contre les effets nocifs des rayons ultraviolets émis par le soleil. Le Canada ratifiera le Protocole dès qu'aura été promulguée la loi de mise en œuvre (Loi fédérale sur la protection de l'environnement, projet de loi C-74).

Droit humanitaire

Le 14 mars 1988, le Canada a annoncé son intention de ratifier les Protocoles additionnels de 1977 aux Conventions de Genève de 1949 sur le droit applicable aux conflits armés. Ces deux protocoles, dont le premier vise les conflits internationaux et le second, les conflits internes, constituent un important progrès en matière de droit humanitaire. En effet, ils étendent leur protection aux civils et militaires qui n'étaient pas précédemment couverts par les Conventions de Genève, codifient d'importantes notions de droit coutumier et établissent de nouvelles règles qui limitent la nature et l'ampleur des opérations militaires. En décidant de ratifier les protocoles additionnels, le Canada marque son attachement de longue date aux principes humanitaires et son désir de faire bénéficier les Canadiens de la meilleure protection possible en cas de conflit armé.

Mesures antiterroristes

À la suite d'une proposition faite par le Canada à l'Organisation de l'aviation civile internationale en 1986, une conférence diplomatique s'est tenue à Montréal, du 9 au 24 février 1988, en vue d'adopter un nouvel instrument international pour la répression des actes terroristes dans les aéroports. La première allocution nationale a été prononcée par l'honorable Monique Vezina, et la conférence s'est donné pour président un représentant de la Direction générale des affaires juridiques du Ministère. La conférence a adopté par consensus le Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal le 23 septembre 1971. Tout comme la Convention, qui porte sur les aéronefs, le Protocole vise à faire en sorte que les auteurs des infractions qu'il établit soient punis dans tous les cas, que ce soit dans l'État où ils sont appréhendés ou dans l'État vers lequel ils sont extradés. Premier instrument visant la protection de l'aviation civile internationale à être adopté sans vote, le Protocole devrait entrer en vigueur rapidement. On s'attend en outre qu'il attire une aussi forte participation que la Convention, à laquelle 137 États étaient parties au 31 mars 1988.

Une conférence diplomatique s'est réunie à Rome, du 1^{er} au 10 mars 1988, afin d'adopter deux instruments touchant la sécurité maritime, sur la base de textes établis par un comité spécial de l'Organisation maritime internationale. La présidence du comité plénier de la conférence était exercée par un représentant de la Direction générale des affaires juridiques du Ministère. La conférence a adopté par consensus la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de la navigation maritime et le Protocole pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité

des plates-formes fixes sur le plateau continental. À l'instar d'autres accords antiterroristes, comme les conventions de l'OACI et la Convention de 1979 sur les prises d'otages, ces deux instruments font obligation aux États de poursuivre ou d'extrader les auteurs des infractions qu'ils établissent. En s'attachant aux incidents terroristes en mer, ils viennent combler un vide qui était apparu lors de l'affaire de l'*Achille Lauro*, en octobre 1985.

Privilèges et immunités

Les obligations internationales du Canada en matière de privilèges et d'immunités sont contenues dans les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et sur les relations consulaires ainsi que dans plusieurs conventions conclues au sein d'organisations internationales. Le Ministère est responsable de l'interprétation et de l'application, tant au Canada qu'à l'étranger, des obligations internationales du Canada vis-à-vis les missions diplomatiques, les postes consulaires et les organisations internationales.

Au cours de l'année, le Ministère a continué de veiller à ce que les privilèges et immunités servent à assurer le fonctionnement efficace des missions diplomatiques, des postes consulaires et des organisations internationales plutôt qu'à avantager des particuliers. Des immunités et des privilèges sont de même accordés aux missions diplomatiques et aux postes consulaires du Canada à l'étranger, ainsi qu'à ses missions auprès des organisations internationales. Le Ministère a redoublé d'efforts afin que les États étrangers s'acquittent pleinement de leurs obligations internationales envers le Canada.

Certains privilèges et immunités ont été accordés à titre temporaire, par voie de décrets du Conseil, aux personnes ayant participé aux 13 réunions d'organisations internationales qui se sont tenues au Canada en 1987, dont la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver et le Sommet de la Francophonie à Québec.

La Loi sur l'immunité des États, en vigueur depuis le 15 juillet 1982, a définitivement enchâssé dans le droit canadien le principe selon lequel des États peuvent être traduits devant les tribunaux du Canada pour leurs activités commerciales. Cette loi est conforme à la pratique internationale générale favorable au principe de l'immunité restreinte des États. Le Ministère suit de près certaines poursuites intentées en vertu de cette loi, pour faire en sorte qu'il soit tenu compte des obligations internationales du Canada envers les missions diplomatiques et les postes consulaires des États étrangers en territoire canadien.

Droit conventionnel

Durant l'année civile 1987, le Canada a signé 42 accords bilatéraux. Au cours de l'année, 19 sont entrés en vigueur dès leur signature, 6 à la suite de leur ratification et 10, par voie d'échange de notes. Le Canada a par ailleurs pris des mesures en vue de résilier 7 accords bilatéraux. Le détail de ces accords se trouve à l'Annexe II.

En 1987, le Canada a signé ou pris d'autres mesures à l'égard de 15 accords multilatéraux. Sept conventions multilatérales sont entrées en vigueur pour le Canada, notamment la Convention de Vienne pour la protection physique des matières nucléaires, la Convention sur les substances psychotropes et la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Le détail de ces instruments se trouve à l'Annexe III.

Le point culminant de l'année aura été la conduite à bonne fin des négociations en vue d'un accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis. L'Accord de libre-échange a été signé par le premier ministre Mulroney à Ottawa, le 22 décembre 1987 et le 2 janvier 1988. Le président Reagan, pour sa part, a signé l'Accord à Washington le 23 décembre 1987, et à Palm Springs le 2 janvier 1988.



Le cadre fondamental de l'activité du secteur des communications et de la culture en 1987-1988 est demeuré le recours aux communications au Canada et aux communications publiques et à la diplomatie culturelle à l'étranger afin de :

- rendre les Canadiens encore plus conscients du rôle de leur pays dans le monde et de l'importance des affaires internationales pour leur sécurité et leur prospérité;
- promouvoir le Canada dans le monde et d'appuyer la réalisation de ses objectifs de politique étrangère et de commerce extérieur;
- permettre au gouvernement, aux citoyens et aux organismes du Canada de poursuivre plus efficacement leurs intérêts internationaux.

Dans ce cadre, trois grands thèmes ont inspiré le développement et l'exécution des activités spécifiques en matière de communications et culture: l'internationalisation croissante du programme national, à laquelle le gouvernement a répondu par un «internationalisme constructif»; la redéfinition de l'identité du ministère des Affaires extérieures dans le contexte de la collaboration plus poussée que le gouvernement désire voir s'établir entre lui et le public dans la conduite des relations internationales du Canada; une meilleure intégration des communications et de la culture en tant que facteur stratégique dans l'élaboration des politiques et l'exécution des programmes. Les sections qui suivent montrent comment ces thèmes se sont traduits en actions concrètes pendant l'année.

Relations avec les médias

Par ses contacts suivis avec les agences d'informations et les médias au Canada, le Service des relations avec les médias fait part au public des points de vue canadiens sur les développements d'ordre politique, économique et commercial à l'étranger et leurs conséquences pour la sécurité et la prospérité nationales. En fournissant des informations sur tous les aspects de la politique étrangère et les échanges commerciaux du Canada, il stimule l'intérêt des médias et du public à l'égard du rôle du Canada dans la communauté internationale. À cette fin, il maintient des relations de travail suivies avec la Tribune de la presse parlementaire à Ottawa et avec les représentants locaux des médias partout au Canada. En tant que point de contact du Ministère avec les journalistes canadiens et les correspondants étrangers en poste au Canada, il participe à la planification des activités qui concernent les médias et à l'élaboration de stratégies de communication sur toute une gamme de questions de politique étrangère et de commerce.

Afin d'aider le secrétaire aux Affaires extérieures, le ministre du Commerce extérieur et le ministre des Relations

extérieures et du Développement international à promouvoir le programme de politique étrangère du gouvernement, le Service des relations avec les médias organise des séances d'information au profit des médias, des entrevues, des réunions de comités de rédaction, des séances de photos et des conférences de presse. Par un suivi de la presse écrite et électronique, les cabinets des ministres et les fonctionnaires du Ministère sont tenus au courant des préoccupations des médias et des questions qui les intéressent. Le Service distribue chaque année en moyenne 2 500 transcriptions d'émissions d'actualités pour l'usage du Ministère et fournit à toutes les missions à l'étranger, par télégramme, un résumé quotidien des nouvelles pour les tenir au courant des principaux événements qui se sont produits au Canada.

Étant l'hôte de plusieurs réunions internationales de haut niveau, dont le Sommet de la Francophonie et la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, le Canada a fait l'objet, durant l'année à l'étude, de beaucoup d'attention de la part des médias dans le monde. Le Service des relations avec les médias a collaboré étroitement avec d'autres ministères gouvernementaux aux arrangements médiatiques en vue de ces conférences internationales. À l'occasion des visites officielles à l'étranger du premier ministre ou de l'un des trois ministres aux Affaires extérieures, les journalistes ont reçu les données économiques et politiques pertinentes pour leur permettre de situer chacune de ces visites dans son contexte de politique étrangère. Lorsque c'était justifié, les représentants des médias ont été encouragés à accompagner les ministres durant leurs visites afin d'assurer une couverture efficace de l'événement. Le Service fait tous les arrangements avec la presse pour les visites au Canada de chefs d'État, de chefs de gouvernement et de ministres des Affaires étrangères et du Commerce.

Quelque 400 communiqués ministériels et communiqués de presse et une centaine de textes de discours ont été diffusés pendant l'année aux médias et à des groupes clés dans l'ensemble du Canada.

Communications au Canada

La Direction des services de communications au Canada renseigne les Canadiens sur la position du Canada à l'égard des questions de politique étrangère et veille à ce que le Ministère tienne compte de leurs opinions sur la politique étrangère. Elle doit faire en sorte, en outre, que les priorités du Ministère en matière de communications au public se reflètent dans ses politiques.

Un certain nombre de projets ont été mis en œuvre pendant l'année afin de stimuler l'intérêt des Canadiens à l'égard des Sommets du Commonwealth et de la Franco-

phonie, notamment la préparation d'une trousse d'information qui a été distribuée aux écoles canadiennes.

Le volume II du Registre des mesures anti-apartheid a été produit au cours de l'année. Quelque 5 000 particuliers et groupes du Canada ont profité de l'occasion pour exprimer leurs vues concernant l'Afrique du Sud, indiquer les mesures qu'ils ont prises afin d'encourager ce pays à démanteler l'apartheid, et pour affirmer leur solidarité avec la majorité qui, dans cette nation, est privée du droit de vote. M. Clark a remis le volume en septembre au secrétaire général des Nations Unies, M. Javier Perez de Cuellar.

Une campagne nationale a été menée afin de rendre les Canadiens plus conscients des dangers qu'il y a à voyager à l'étranger en possession de stupéfiants, ou en compagnie de personnes qui en transportent.

Afin de rapprocher le Ministère des Canadiens et de permettre à ces derniers de participer davantage au processus d'élaboration de la politique étrangère, la Direction a pris un certain nombre d'initiatives : articles de fond et publicités radiophoniques destinés aux médias régionaux ; programme de conférenciers axé sur le Ministère et sur les priorités du gouvernement en matière de politique étrangère ; coopération avec les médias des groupes ethniques et les organismes multiculturels ; préparation de matériel d'information — imprimé et audiovisuel — sur les questions de politique étrangère et sur le Ministère lui-même.

Le Ministère a organisé 235 séances d'information données par 50 agents du Ministère dans des universités canadiennes, auprès des médias, de clubs philanthropiques et d'organisations non gouvernementales. Il a aussi organisé les visites de 15 journalistes canadiens et de 16 universitaires canadiens à des institutions multilatérales en Europe ; il a offert une aide à 225 étudiants pour qu'ils participent à des assemblées modèles des Nations Unies et à 10 autres pour qu'ils suivent le programme de stages d'été de l'ONU pour diplômés. Des fonds ont également été accordés à 6 universités et organismes qui parrainaient des conférences données au Canada sur la politique étrangère canadienne.

Au cours de l'année, la Direction a répondu à 11 600 demandes de renseignement téléphoniques et à 1 400 demandes de renseignements écrites sur le Ministère et sur diverses questions internationales. Plus de 25 000 publications ont été envoyées par la poste aux Canadiens qui en avaient fait la demande.

Programmes d'information à l'étranger

La Direction des services de communications à l'étranger a continué de promouvoir l'image d'une société moderne, distincte, bilingue et multiculturelle, avancée sur les plans économique et technologique. Elle y a réussi en gérant l'aspect « communications » des grandes questions de politique étrangère et des événements internationaux d'importance ainsi qu'en produisant et en acquérant à cette fin du matériel d'information (publications, films et vidéos, expositions) pour diffusion à l'étranger.

La principale stratégie en matière de communications a été la promotion à l'étranger des Jeux olympiques d'hiver de Calgary en 1988. On a produit deux films et 25 courts vidéos pour diffusion internationale. Des droits de publication généreusement accordés et des techniques de production créatives ont facilité à peu de frais la transmission multilingue. Grâce à de nouvelles stratégies de distribution,

l'accès a été assuré au diffuseur hôte (CTV), à des réseaux internationaux de télévision et à des stations locales, aux programmeurs des projections en vol des compagnies aériennes et aux missions du Canada à l'étranger. En outre, plusieurs films de promotion des Jeux ont été traduits et distribués à l'étranger. Les missions du Canada ont rapporté que les radiodiffuseurs internationaux ont abondamment eu recours à ce matériel. On a profité de la présence d'éminents artistes canadiens au Festival olympique des arts de Calgary pour commencer le tournage d'un vidéo qui fait ressortir ce que les arts d'interprétation et les arts visuels canadiens ont de nouveau et de différent.

Des conseils et un appui en matière de communications ont été fournis notamment dans les cas suivants : visite de M. Clark en Afrique en février 1988 ; défense du commerce canadien de la fourrure et réponse au Rapport Malouf sur les phoques et l'industrie de la chasse aux phoques au Canada ; annonce de la nouvelle politique canadienne relative à la chasse aux phoques ; stratégie visant à contrer la propagande et la censure sud-africaines.

Quatre numéros de la plus importante des publications du Ministère, *Reportage Canada*, ont paru sous la forme d'une publication trimestrielle nouvelle de 28 pages entièrement en couleurs. Parmi les sujets traités se trouvaient les Sommets (Francophonie, Commonwealth et Sommet économique), le multiculturalisme, les Jeux olympiques de Calgary et le Canada dans l'espace. En plus des versions française et anglaise, une version espagnole — *Reportaje Canadá* — a été produite à l'intention d'un public étranger d'environ 50 000 lecteurs.

Un examen de la collection de films et de vidéos du Ministère à l'étranger a conduit à l'établissement d'une nouvelle politique régissant l'acquisition et la distribution de films et vidéos à l'étranger. Dans le cadre du programme d'expositions itinérantes, 62 expositions montrant divers aspects de la vie canadienne ont été présentées dans 31 pays.

Trois nouveaux titres ont été ajoutés aux publications du Ministère à l'intention de publics cibles : *Technologie des transports* et *Technologie agricole* (Collection L'Expérience canadienne sur les sciences et la technologie), et *Les Inuit* (Collection Documents).

Dans le cadre du programme de visiteurs étrangers que parraine le Ministère, sept visites de travail ont eu lieu pendant l'année. Plus de 70 journalistes, universitaires, politiciens et représentants de gouvernements ont été escortés dans les diverses régions du Canada où ils ont pu s'entretenir avec des personnalités du monde politique, des milieux d'affaires, du monde universitaire et culturel ; il a entre autres été question des Sommets, du libre-échange entre le Canada et les États-Unis, de l'Accord du lac Meech et des Jeux olympiques de Calgary.

La Direction a continué d'assurer la liaison avec Radio-Canada International (RCI). Des consultations ont eu lieu avec cette dernière au sujet de ses négociations avec Radio-Japon et Radio-Beijing en vue de la conclusion d'accords bilatéraux d'échanges concernant le temps de transmission.

Communications sur le commerce

La Direction générale des communications sur le commerce cherche à sensibiliser les Canadiens à l'importance vitale du

commerce extérieur et à les amener à comprendre les politiques commerciales nationales. Elle fait la promotion des programmes, services et publications du Ministère qui se rattachent à l'expansion du commerce et au développement des investissements.

Plusieurs projets ont été mis en marche en vue du Sommet économique de Toronto. Des stratégies de communication ont été formulées à l'appui de divers autres événements, dont la réunion ministérielle du Groupe de Cairns d'exportateurs agricoles, l'expansion du Programme d'apports technologiques et les nouvelles initiatives pour intéresser plus activement les exportateurs aux débouchés offerts à Hong Kong et au Moyen-Orient.

Le tirage de *CanadExport*, le bulletin bimensuel sur le commerce extérieur, est passé cette année à 30 000 exemplaires, comparativement à 27 000 l'année précédente. *CanadExport* tient ses lecteurs au courant des débouchés à l'étranger, des tendances des marchés extérieurs, des foires et missions commerciales à venir, et des développements concernant la politique, les programmes et les services commerciaux.

Info-Export, centre d'information du Ministère sur le commerce d'exportation, s'est occupé de nombreuses demandes de renseignements (jusqu'à 150 par semaine). Il est situé dans le hall de l'édifice Lester B. Pearson au 125 de la promenade Sussex à Ottawa et peut être joint par téléphone, sans frais, de n'importe quel point du Canada, en composant le 1-800-267-8376. Info-Export donne aux clients des réponses immédiates ou les met en contact avec des experts qui sont en mesure de le faire.

Des expositions itinérantes ont été présentées à l'occasion de neuf foires et conférences commerciales canadiennes, notamment le Salon de haute technologie, Transtech International et la Conférence annuelle de l'Association des exportateurs canadiens. Plus de 10 600 gens d'affaires se sont adressés au personnel présent à ces occasions pour en savoir davantage sur les possibilités d'exportation. Le service des conférenciers a pris des dispositions pour que des spécialistes du Ministère prennent la parole devant des groupes de gens d'affaires, des universitaires et des associations commerciales. Des agents commerciaux ont donné des causeries sur des sujets comme les problèmes qui se posent à l'exportateur, les possibilités de carrière dans le service extérieur, le marketing et le financement internationaux, le commerce avec la région de l'Asie et du Pacifique, et les exportations vers le Moyen-Orient.

Deux publications destinées aux exportateurs ont été produites durant la période à l'étude : *Aux futurs exportateurs*, un livret de conseils pratiques, et *Délégués commerciaux du Canada à l'étranger*, un répertoire du personnel chargé des questions de commerce, d'investissement et de tourisme dans les missions canadiennes à l'étranger. Il existe maintenant 203 publications commerciales du Ministère pour diffusion au Canada, et 31 destinées à des publics étrangers.

Le budget de 1,4 million de dollars alloué à la publicité du Ministère a été consacré à des messages visant à sensibiliser le milieu des affaires à des manifestations comme Carrefour Export. À l'occasion d'autres campagnes, par exemple le Mois canadien de l'exportation, les programmes et services offerts aux exportateurs ont été mis en vedette. Plusieurs projets pilotes de publicité outre-mer, dont l'un

visait les marchés ouverts aux produits canadiens au Zimbabwe et au Kenya, ont été entrepris et se poursuivront durant l'année qui vient.

Expositions internationales

La Direction des expositions internationales du Ministère est chargée de coordonner et de gérer la participation du Canada aux expositions internationales à l'étranger. Elle s'occupe également de la promotion des expositions internationales tenues au Canada (par exemple, Expo 86 à Vancouver). Elle représente le Canada auprès du Bureau international des expositions (BIE), dont le siège est à Paris et qui est l'organisme de régie des expositions internationales.

L'une des activités importantes de l'année écoulée a été l'organisation de la participation du Canada à Expo 88 à Brisbane, en Australie. La participation à cette exposition internationale spécialisée, qui se déroulera du 30 avril au 30 octobre 1988, sera la principale contribution du Canada aux fêtes du bicentenaire de l'Australie. Un pavillon canadien d'une superficie de 2 800 mètres carrés a été conçu selon le thème d'Expo 88, «Les loisirs à l'ère de la technologie». Au moyen de films, de stands et de pièces d'exposition à interaction tactile, le pavillon explore les tendances qui se manifestent dans les activités de loisirs au Canada et, au moyen du sous-thème «Le loisir — Saisons d'aventure», analyse l'effet qu'exercent sur elles les progrès technologiques. La Colombie-Britannique a accepté de monter et d'exploiter un théâtre interactif à l'intérieur du pavillon canadien, et le gouvernement des territoires du Nord-Ouest a accepté de placer une sculpture inuit Inukshuk à la sortie. Nommé commissaire général du Canada, M. Rick Hansen a lancé une campagne dans toute l'Australie afin de souligner la présence du Canada à Expo 88. Le coût de cette participation est d'environ 9 millions de dollars.

Des modifications à la Convention de 1928 du BIE ont été réclamées par le Canada afin de rendre les expositions internationales si exceptionnelles et bien organisées qu'elles ne pourront qu'attirer une participation enthousiaste de la plus haute qualité.

Le Canada a été invité à participer à Expo 92 à Séville, en Espagne. Cette manifestation, d'un coût de plusieurs milliards de dollars, est le successeur d'Expo 70 à Osaka ; ce sera la dernière des expositions universelles du XX^e siècle.

Services de bibliothèque

La bibliothèque sert une vaste clientèle composée de fonctionnaires des Affaires extérieures, d'autres ministères fédéraux, d'entreprises du secteur privé, d'institutions financières, des gouvernements provinciaux et du monde universitaire. Elle effectue des emprunts et des prêts d'ouvrages auprès d'autres bibliothèques d'administrations gouvernementales, d'universités, du secteur privé et de grandes bibliothèques municipales en vertu de l'accord de prêts interbibliothèques.

Outre sa publication annuelle intitulée *Relations bilatérales canadiennes : quelques statistiques importantes par pays*, elle a publié *Industries culturelles canadiennes : une bibliographie*, et *Libre-échange entre le Canada et les États-Unis : une bibliographie*.

Conjointement avec le Groupe des relations commerciales internationales, la bibliothèque a produit les *Statistiques sur le commerce du Canada* (maintenant à sa deuxième édition).

Une des fonctions importantes de la bibliothèque est d'offrir des services d'appoint aux missions. La bibliothèque de l'ambassade au Mexique, qui possède la plus grande collection d'ouvrages de référence du Ministère en Amérique latine, et la bibliothèque de l'ambassade de Washington ont fait l'objet d'une attention particulière pendant l'année. À la suite d'une visite des deux grandes collections d'ouvrages de référence en Europe (celle de la bibliothèque de Canada House à Londres et celle du Centre culturel de Paris), des membres du personnel de la bibliothèque ont établi des lignes directrices régissant la fonction et l'espace de leurs programmes actuels, ainsi que leur développement futur.

Relations culturelles internationales

La dimension culturelle des relations internationales influence sur la perception qu'ont les nations les unes des autres. Elle sert de toile de fond aux décisions politiques et économiques. Le défi que présente cet aspect des relations avec l'étranger confère aux relations culturelles internationales leur mandat fondamental en tant que composante de la politique étrangère du Canada.

Miroirs de l'identité du Canada à l'étranger, les programmes de relations culturelles internationales mettent en relief diverses réalisations individuelles et collectives dans un éventail de domaines dont les arts (arts de la scène, arts plastiques, littérature et édition, enregistrements sonores, films et vidéos), les relations universitaires (études canadiennes, bourses, conférences), le sport (visites sportives et activités promotionnelles à l'étranger), et les échanges de personnalités du monde culturel ainsi que de jeunes, hommes et femmes, de 18 à 30 ans pour des périodes allant jusqu'à un an. Ensemble, ces programmes contribuent à donner du Canada l'image d'une nation dynamique et distincte, d'une source fiable de biens et services ainsi que d'un endroit agréable à visiter et favorable aux investissements.

Au cours de l'année, on s'est surtout efforcé de traduire les priorités du Ministère dans le domaine en plans d'action élaborés en fonction de régions et de pays particuliers. Les manifestations culturelles canadiennes ont été bien accueillies au Japon, en Chine et en Inde, et l'on continuera de chercher à accroître le nombre d'activités culturelles dans les pays du bassin du Pacifique de même qu'aux États-Unis et en Amérique latine. On s'attachera à ces priorités tout en maintenant le niveau d'activité en Europe de l'Ouest.

Politique culturelle

L'appui donné aux industries culturelles du Canada fait de plus en plus partie intégrante de la planification des projets du Ministère. La commercialisation de produits culturels, comme les œuvres d'art, les livres, les disques et les films, est un aspect important de la politique culturelle du Ministère et elle contribue à la vitalité économique des industries culturelles du Canada et à la diffusion de la culture canadienne. Une base de données améliorée a été mise au point en collaboration avec d'autres ministères et le

secteur privé afin d'appuyer ces activités promotionnelles à l'étranger. Un examen de ces dernières a été entrepris avec Communications Canada afin de déterminer si d'autres mesures s'imposaient.

Relations sportives internationales

À la suite d'une décision du Cabinet, M. Clark a annoncé en octobre un nouveau programme du Ministère dans le domaine des relations sportives internationales. Cette annonce, qui mettait en lumière l'importance des sports en tant qu'instrument de la politique étrangère, venait à un moment propice : hôte des Jeux de Calgary, le Canada a posé la candidature de Victoria et de Toronto pour les Jeux du Commonwealth de 1994 et les Jeux olympiques de 1996 respectivement. Les principales activités du programme de relations sportives internationales sont de fournir aux missions de l'information anticipée et des outils promotionnels concernant les voyages des équipes et des athlètes, de retirer le maximum d'avantages de la participation canadienne à des événements comme les Jeux olympiques de Calgary, d'étendre l'itinéraire des tournées sportives à des régions du monde qui sont importantes pour la politique étrangère et commerciale du Canada, et de fournir une aide pour le développement des sports à certains partenaires du tiers monde.

Le volet « information anticipée » a débuté en 1987-1988. En outre, l'équipe nationale canadienne de soccer, qui a bénéficié d'une aide, a fait une tournée réussie en Amérique centrale et en Amérique du Sud. Le sprinter Ben Johnson et la championne du monde de nage artistique Carolyn Waldo ont pris part aux manifestations de la Semaine du Canada à Séoul.

Échanges internationaux

Le Programme d'échanges internationaux offre aux participants la possibilité d'étudier et d'acquérir une expérience pratique à l'étranger. Grâce à lui, les échanges bilatéraux et multilatéraux, souvent assurés par des organisations non gouvernementales, renforcent les priorités de la politique étrangère et évoluent avec elles. Le programme reconnaît la valeur croissante des échanges de jeunes et de personnalités du milieu culturel pour les relations avec des pays importants pour le Canada. Il est convenu que les participants étrangers qui viennent au Canada ne prennent pas plus d'emplois que ce qui est offert aux Canadiens qui vont à l'étranger. Pendant l'année, environ 16 000 étudiants et jeunes travailleurs ont acquis une expérience de travail dans 70 pays.

D'autre part, une aide a été fournie à des organisations non gouvernementales comme l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales et l'Association internationale pour l'échange d'étudiants en vue de l'acquisition d'une expérience technique, afin d'élargir les possibilités d'échanges de jeunes avec la région de l'Asie et du Pacifique.

En 1987, le Programme d'échanges internationaux a parrainé en outre la visite de 46 personnalités culturelles au Canada et de 79 personnalités canadiennes à l'étranger. Ces activités ont aidé des artistes et des universitaires à établir une coopération plus étroite avec leurs homologues aux quatre coins du globe. Un élément particulier de l'échange

de personnalités culturelles est la Banque de missions, fondée sur des accords bilatéraux avec la France, la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas en vertu desquels le coût de la visite d'une personnalité culturelle est partagé entre le pays d'envoi et le pays d'accueil.

Promotion des arts

La recherche d'un meilleur équilibre s'est poursuivie entre les activités de promotion des arts menées en Europe de l'Ouest et dans d'autres régions importantes pour la politique étrangère canadienne, particulièrement les États-Unis, les pays du bassin du Pacifique et certains pays d'Afrique, du Moyen-Orient et d'Amérique latine. Des artistes professionnels canadiens de diverses disciplines — arts de la scène, arts plastiques, cinéma et littérature — ont reçu des subventions qui ont aidé à parrainer près de 350 projets. Après la négociation de la reprise des échanges culturels officiels avec l'URSS, une délégation canadienne des arts de la scène est allée en URSS et une délégation soviétique a fait une visite au Canada.

Parmi les succès, citons le triomphe du Cirque du soleil de Montréal sur la scène internationale. Le Ballet royal de Winnipeg a pour sa part effectué une tournée réussie de six pays d'Extrême-Orient. L'Orchestre symphonique de Montréal a soutenu sa brillante réputation durant une tournée de 15 villes d'Europe qui l'a conduit de Berlin-Est et Berlin-Ouest à Madrid, Paris et Londres. De nombreux festivals de théâtre sollicitent la participation de Robert Lepage et de la Compagnie Carbone 14, que dirige Gilles Maheu.

En aidant les impresarios et les directeurs d'établissements culturels canadiens à se rendre outre-mer, on a élargi les débouchés qui s'offrent à l'étranger aux artistes canadiens. Et les voyages au Canada de directeurs de festivals et de critiques d'art étrangers se sont souvent soldés par des invitations, des contrats, et des articles sur les arts canadiens dans la presse étrangère. De nombreuses manifestations commerciales et diplomatiques canadiennes à l'étranger ont été rehaussées par l'apport d'une dimension culturelle.

Dans le domaine des arts visuels, l'aide a été équitablement répartie entre les expositions d'œuvres traditionnelles, contemporaines, autochtones et d'avant-garde. La Galerie d'art de Winnipeg a organisé la participation de six artistes canadiens à la Biennale de Sao Paulo : Kim Adams, Eleanor Band, Roland Brener, Geneviève Cadieux, Wyn Geyleynse et Barbara Steinman. En outre, des galeries privées ont représenté le Canada aux foires de Chicago, Cologne et Los Angeles. Cassel Documenta en Allemagne a invité des artistes canadiens comme Jeff Wall, Robin Collyer, Liz Major, Ian Carr-Harris, David Rabinovitch, George Trakas et Krzysztof Wodiczko. Une rétrospective cinématographique Michael Snow a été présentée à Tokyo et à Kyoto, et une présence canadienne a été assurée au Festival d'art vidéo de Fukui au Japon.

Plusieurs écrivains et éditeurs canadiens ont reçu des subventions afin de mieux faire connaître la littérature canadienne à l'étranger, grâce notamment aux lectures d'œuvres, aux tournées de conférences, aux programmes d'auteurs en résidence, aux lancements de livres, aux festivals littéraires et aux foires internationales du livre. Après une visite de sept éditeurs canadiens en Chine, quatre

éditeurs chinois sont venus au Canada pour explorer le marché des manuels et les possibilités d'échanges littéraires. Deux agents et un éditeur venus du Japon ont rencontré des éditeurs canadiens en vue d'acheter des droits et des licences concernant des ouvrages canadiens. Des auteurs, des critiques et des universitaires canadiens ont participé à une grande conférence, organisée par l'Université de Rome, sur l'œuvre de Northrop Frye. Grâce à l'appui donné au programme de traduction du Conseil des Arts du Canada, des éditeurs étrangers ont pu traduire et publier 57 ouvrages canadiens.

En vertu d'un programme que le Conseil des arts du Canada administre pour le compte du Ministère, des artistes étrangers réputés appartenant à toutes les disciplines artistiques et représentant 18 pays sont venus au Canada pour donner des ateliers et des cours.

Dans le cadre du programme de promotion des arts, les centres culturels canadiens de Londres, Paris, Rome, New York, Washington, Bonn, Bruxelles et Tokyo ont reçu des fonds afin d'entreprendre des projets culturels locaux.

Études canadiennes à l'étranger

Le Programme des relations universitaires du Ministère a appuyé les études canadiennes dans plus de 800 universités réparties dans 29 pays différents, grâce à des subventions destinées aux universitaires, aux diplômés, et aux centres et programmes d'études canadiennes, ainsi que par l'intermédiaire du programme de soutien des bibliothèques. Conformément aux priorités actuelles de la politique étrangère, des programmes d'aide ont été lancés en Chine, en Inde, en Corée et dans cinq pays d'Amérique latine, tandis que les programmes existants en Europe de l'Ouest et aux États-Unis prenaient de l'expansion.

Le Conseil international des études canadiennes (CIEC), qui regroupe 13 associations étrangères représentant plus de 3 000 universitaires et l'Association (canadienne) des études canadiennes, a tenu sa conférence biennale à l'Université McMaster en même temps que les réunions de mai 1987 des Sociétés savantes du Canada. À cette conférence, le prestigieux Prix annuel des études canadiennes décerné par la Northern Telecom International et qui consiste en une médaille d'or et un chèque de 10 000 \$, a été remis au professeur Seymour Martin Lipset, personnalité éminente dans le domaine des sciences sociales, pour sa contribution inestimable à l'étude de la société canadienne; le Prix d'études canadiennes de la Northern Telecom pour les Cinq Continents, qui consiste en une médaille d'argent et un chèque de 5 000 \$, est allé au professeur Cedric R.P. May de l'Université de Birmingham (Royaume-Uni) pour le rôle qu'il a joué en sensibilisant divers publics, hors du Canada, à l'histoire et à la culture du Canada français.

En plus d'établir un secrétariat professionnel à Ottawa, le CIEC a assumé la responsabilité administrative de 26 des programmes que le Ministère met en œuvre à l'appui des études canadiennes. L'Institut indo-canadien Shastri a assumé une responsabilité analogue à l'égard de quatre programmes lancés en Inde.

La publication à l'étranger d'œuvres sur le Canada s'est maintenue à un niveau élevé. La Bibliothèque nationale participe avec le CEIC à la réalisation d'un projet conjoint visant à recenser et à réunir les documents sur le Canada

produits par des universitaires étrangers, par des centres d'études canadiennes et des associations d'études canadiennes, ainsi qu'à mettre ces œuvres à la disposition des intéressés.

Enfin, un programme d'échanges universitaires avec la République populaire de Chine permet à 12 Chinois d'étudier au Canada, et à un nombre égal de Canadiens de vivre et d'étudier en Chine.

Bourses du gouvernement du Canada

Des bourses du gouvernement du Canada ont été offertes aux nationaux de 20 pays poursuivant des études de deuxième ou de troisième cycle au cours de l'année.

Comme il s'agit d'un programme réciproque, les pays auxquels elles s'adressent offrent des bourses similaires aux Canadiens.

Affaires historiques

Le manuscrit du volume 10 des *Documents sur les relations extérieures du Canada* (partie 1, 1944-1945) a été terminé et doit être publié en 1988. On poursuit les travaux sur plusieurs autres volumes de cette collection et sur l'histoire officielle du Ministère, portant sur les années 1909-1968. Une aide a été accordée à des chercheurs qui travaillent à l'histoire des relations extérieures canadiennes.



Direction générale du développement de la politique

La Direction générale du développement de la politique comprend une Direction de l'analyse politique et stratégique et une Direction de l'analyse économique et commerciale qui, par l'intermédiaire du directeur général, sont chargées d'offrir à l'administration des avis concernant l'orientation globale de la politique étrangère canadienne et de s'occuper de grandes questions exigeant une coordination entre diverses directions générales. Les analyses effectuées portent sur une gamme étendue de questions commerciales, économiques et politiques. La Direction générale coordonne la contribution du Canada aux débats sur les questions politiques lors des Sommets économiques, et elle aide les services ministériels dont les attributions se rattachent au Commonwealth et à la Francophonie à préparer la position du Canada sur les dossiers politiques examinés lors des réunions au sommet de ces organisations. Elle prépare souvent les discours des ministres ou des hauts fonctionnaires du Ministère sur les principaux thèmes de la politique étrangère. Des consultations sur les grandes tendances internationales ont lieu, lorsque l'occasion s'en présente, avec les organes définisseurs de politiques d'autres pays.

Les principales activités de l'année ont été la coordination des évaluations gouvernementales de l'effet de l'Accord canado-américain de libre-échange, l'organisation d'une série de séminaires à l'intention des cadres supérieurs du Ministère sur les défis futurs de la politique étrangère, et une contribution au programme politique du Sommet économique de Venise, du Sommet de la Francophonie tenu à Québec, et de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver. Parmi les nombreuses autres tâches de la Direction générale, citons la préparation de déclarations pour le premier ministre, de discours pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le ministre du Commerce extérieur et le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, des consultations de planification des politiques avec un certain nombre de pays, et des tournées de conférence au Canada. À Jasper au début de février, la Direction générale a été l'hôte de la réunion annuelle de trois jours des planificateurs des pays membres de l'OTAN.

Gestion du Ministère

La Direction générale de la gestion centrale a coordonné les plans et les objectifs de la haute direction de manière que les ressources du Ministère soient utilisées en fonction des priorités du gouvernement et compte tenu de l'actuel climat de restrictions financières et de réduction des effectifs.

Pendant l'année, la Direction de la gestion des ressources a travaillé principalement à assurer l'exécution du Plan de

gestion à long terme. Les éléments suivants du Plan ont été finalisés : une série d'examens de la portée de direction (dans le but de diminuer le nombre de gestionnaires par rapport à l'effectif se trouvant sous leur supervision), des mesures concernant la fermeture de certaines missions et la réduction du personnel dans certains cas, ainsi qu'un examen global des subventions et contributions. En outre, on a obtenu du Conseil du Trésor les fonds nécessaires au développement initial du COSICS.

Le processus d'affectation des ressources s'est déroulé dans les circonstances les plus difficiles que l'on ait connues jusqu'ici : le Ministère doit se départir de 262 années-personnes et renoncer à 15 millions de dollars sur une période de quatre ans dans le cadre de la réduction des effectifs qui s'opère dans l'ensemble de l'administration gouvernementale. On s'est par ailleurs efforcé de simplifier les exigences du cycle annuel de planification dans les missions et à l'Administration centrale.

La Direction a effectué plusieurs examens de l'utilisation des ressources et des besoins, ainsi que de la réaffectation possible des ressources à l'intérieur du Ministère. D'importantes évaluations ont été menées à terme à Hong Kong, Beijing, Shanghai, Bangkok, Mexico, Caracas, Port of Spain et Kingston. Bien que certaines ressources aient été redéployées à partir de ces missions, la conclusion générale était que la plupart sont indispensables à la conduite des relations internationales du Canada et des programmes à l'étranger. On a procédé à des évaluations de la privatisation du Programme du tourisme, du Programme d'apports technologiques, du Programme des foires et missions, et des services de communications commerciales et économiques.

Durant l'année écoulée, on procéda à des vérifications internes des programmes d'administration et d'immigration dans 21 missions en Europe, dans le Pacifique Sud, en Asie et au Moyen-Orient. En outre, 7 vérifications internes fonctionnelles ont été exécutées à l'Administration centrale.

Le Secrétariat de liaison avec le Cabinet et de coordination a continué de servir de centre d'aiguillage pour les activités ayant trait au système du Cabinet, notamment l'information destinée aux trois ministres du Ministère, la préparation des documents du Cabinet, et la liaison avec d'autres ministères et organismes sur les questions de commerce et de politique étrangère. Le Secrétariat a aussi été le point de contact, au Ministère, avec les comités parlementaires et les députés dont il a coordonné les demandes de renseignements et auxquels il a parfois fourni une aide financière pour des voyages de familiarisation. D'autre part, il a géré les ressources affectées aux conférences internationales et coordonné l'organisation des visites ministérielles à l'étranger.

Finances et services administratifs

La Direction générale des finances et des services administratifs centraux est chargée de tous les aspects de la gestion et de l'administration des finances : planification et analyse financières; comptabilité, contrôle des engagements, et autres services financiers; prestation de conseils sur les marchés de services, contrôle de ces marchés et préparation de rapports à leur sujet; services de locaux à l'Administration centrale; données relatives à l'inventaire des ressources à l'Administration centrale et soutien logistique approprié. Durant l'année, la Direction générale a élaboré et mis en oeuvre un nouveau système d'information de gestion financière pour le Ministère. L'objectif était de simplifier la saisie des opérations financières et de fournir une information financière détaillée aux utilisateurs de tous les paliers, tant à l'Administration centrale que dans les missions à l'étranger. L'une des responsabilités premières de la Direction générale consiste à faire rapport sur les opérations budgétaires du Ministère, qui sont établies ci-après.

Budget

Les dépenses du Ministère pour l'année financière 1987-1988 se sont élevées à environ 931,4 millions de dollars. Cette somme comprenait les dépenses de fonctionnement et d'immobilisation, les subventions et contributions, et les autres paiements de transfert liés au Programme des intérêts du Canada à l'étranger et au Programme des expositions universelles.

Des dépenses d'exploitation et d'entretien d'environ 661,8 millions de dollars ont été engagées pour la gestion et la coordination des activités à l'Administration centrale et dans les missions à l'étranger. Elles comprenaient les traitements, salaires et autres frais rattachés au personnel, les frais de location de propriétés à l'étranger, les frais de déplacement et de communication ainsi que les dépenses nécessaires à la conduite d'opérations à l'étranger.

Les dépenses d'immobilisation (environ 102,7 millions de dollars) comprenaient 36,8 millions de dollars pour l'achat et le remplacement de véhicules, de meubles et d'équipement et 65,9 millions de dollars au titre du Programme d'acquisition à long terme de biens.

Les dépenses d'environ 166,9 millions de dollars au titre des subventions, des contributions et des paiements de transfert consistaient pour une bonne part en paiements incompressibles découlant de l'appartenance du Canada à des organisations internationales comme les Nations Unies, l'OTAN, l'OCDE et le Commonwealth.

Biens

La Direction générale des biens s'occupe de tous les locaux et logements dont l'État est propriétaire, par l'achat ou la conception et la construction d'immeubles, ainsi que de toutes les résidences officielles et chancelleries louées par l'État. Les services qui s'y rattachent comprennent la fourniture de matériel, la décoration intérieure et la supervision de l'entretien dans le cadre des opérations du Ministère à l'étranger, ainsi que la gestion de la collection d'oeuvres d'art canadiennes du Ministère qui sont exposées dans les missions. Enfin, elle est responsable du Programme ministériel d'acquisition à long terme de biens qui vise à

Tableau 19

PRINCIPAUX POSTES BUDGÉTAIRES PAR ACTIVITÉ, 1987-1988

(millions de dollars canadiens)

Programme des intérêts du Canada à l'étranger	
Politique étrangère, priorités et coordination	49,8
Expansion du commerce international	55,2
Politique économique, commerciale, et d'aide internationale	43,2
Affaires politiques et de sécurité internationale	140,3
Affaires juridiques, consulaires et d'immigration	8,9
Communications et culture	30,8
Relations et opérations bilatérales	504,3
Passeports	(1,7)
Soutien des opérations, planification des ressources humaines et administration	<u>94,2</u>
	<u>925,0</u>
Programme des expositions universelles	
Expositions universelles	<u>6,4</u>
TOTAL	931,4

accroître le nombre d'immeubles dont l'État est propriétaire (réduisant de ce fait les frais de location).

En 1987-1988, la valeur du portefeuille immobilier du Ministère était estimée à environ 4 milliards de dollars. Les dépenses de la Direction générale durant cette période se sont chiffrées à 82,2 millions de dollars, dont 66,5 millions de dollars sont allés à la construction et à l'achat d'immeubles dans le cadre du Programme d'acquisition à long terme de biens (ce qui comprend la chancellerie de Washington).

La construction d'une nouvelle chancellerie à Kinshasa a été achevée et celle des chancelleries de Beijing et Washington s'est poursuivie. La conception et la construction d'une nouvelle ambassade à Tokyo, qui comprend des bureaux commerciaux et 23 unités résidentielles, commenceront en 1989. L'année a été marquée par plusieurs déménagements vers des chancelleries louées ou par des travaux d'expansion de chancellerie, ainsi que par l'acquisition de résidences officielles ou des déménagements de résidence. On a acheté de l'espace pour chancellerie dans un immeuble en copropriété à Lisbonne, de même que des logements pour le personnel à Damas, Hong Kong et New York. L'aliénation de neuf immeubles appartenant à l'État a rapporté 1,3 million de dollars au Trésor.

De grands projets de rénovation et d'entretien des résidences officielles ont été exécutés à Accra, Lagos, Los Angeles et Madrid, et d'importantes réparations ont été effectuées à la MacDonald House de Londres. Des projets de réaménagement de la décoration intérieure ont été exécutés à Genève, Moscou, San Francisco, Londres, Bonn, Rome, Lima, Accra, Djakarta, Lisbonne, Dusseldorf et Stockholm.

La présentation du Ministère concernant les nouvelles normes des locaux du personnel a été approuvée par le Conseil du Trésor et leur application doit commencer l'an prochain. On a procédé à l'achat et à l'expédition de matériel d'une valeur dépassant 44 millions de dollars, destiné à des programmes à l'Administration centrale et dans les missions; en outre, le système de suivi des achats a été élargi aux données de la gestion du parc automobile du Ministère, qui compte 731 véhicules.

Gestion des ressources en information

La Direction générale de la gestion des ressources en information est chargée des services de gestion de l'information du Ministère: télécommunications internationales, sécurité des communications et sécurité technique, conception et développement de systèmes informatiques, systèmes d'information sur les dossiers, bureautique, traitement de textes et impression des documents administratifs, et mise en oeuvre du Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct (COSICS).

Des communications protégées et des messageries confidentielles ont été assurées pendant l'année à l'occasion des visites du premier ministre et de ministres à l'étranger, des trois visites royales au Canada ainsi que des Sommets de la Francophonie et du Commonwealth. Cette année encore, les missions ont été dotées de systèmes téléphoniques perfectionnés. À la suite de la mise en oeuvre réussie, à Hong Kong, du Système de traitement informatisé des dossiers d'immigration, le Conseil du Trésor a donné son approbation pour qu'il soit étendu aux autres missions. La deuxième phase du Système automatisé de gestion des dossiers est maintenant achevée, ce qui permet l'automatisation des inventaires, des listes et la circulation d'environ 50 000 dossiers et 500 000 volumes à l'Administration centrale.

Le réseau de télécommunications s'est perfectionné grâce à des arrangements qui ont permis un meilleur service dans les limites budgétaires existantes. Le nouveau système financier FINEX a été mis en oeuvre à l'Administration centrale et dans six missions. En outre, l'expédition en nombre de diverses publications a permis de réaliser des économies. Grâce à de nouvelles techniques de planification, les services de courrier ont pu absorber une augmentation de 10 % du volume.

Le nombre de micro-ordinateurs est passé à 1 145, tandis que les mini-ordinateurs et les gros ordinateurs étaient au nombre de douze, dont six dans des grandes missions. Le personnel de la gestion de l'information documentaire a

traité plus de 1 100 000 documents et a répondu à 32 000 demandes de renseignements. Les services du courrier se sont occupés de 4,5 millions d'articles. Près de 9 millions de messages de télécommunication ont été traités, ce qui représentait plus d'un milliard de mots. L'imprimerie a produit plus de 60 millions de pages imprimées.

Personnel

La Direction générale du personnel est l'unité chargée du recrutement, de l'affectation, de la rémunération et des conditions de travail des employés du Ministère. Les services qu'elle offre varient selon que les employés font partie du Service extérieur permutant (2 896 employés), qu'ils occupent des postes non permutants et travaillent uniquement au Canada (1 210 employés) ou qu'ils sont parmi les 3 871 personnes recrutées sur place dans les missions à l'étranger. La Direction générale administre en outre un important programme de détachements avec d'autres ministères et organismes du gouvernement. En 1987-1988, 317 employés d'autres ministères et organismes du gouvernement ont été rattachés au ministère des Affaires extérieures, alors que 117 employés des Affaires extérieures travaillaient dans d'autres ministères et organismes ou dans le secteur privé.

Au total, on a enregistré 998 mutations d'employés du service extérieur et de leurs familles entre le Canada et l'étranger ou vice versa, ou entre missions, pendant l'année.

La Direction générale du personnel a continué d'exécuter la politique gouvernementale de réduction des effectifs dans la fonction publique tout en atténuant le plus possible les conséquences néfastes pour les employés. En même temps, elle a cherché à recruter des membres de groupes cibles ainsi que de jeunes Canadiens afin d'accroître leur représentation dans toutes les catégories professionnelles.

La priorité a continué d'être accordée aux cours de langues étrangères afin que les membres du personnel du service extérieur acquièrent les compétences linguistiques qu'exigent leurs postes. Des ententes réciproques permettant aux personnes à charge d'employés du Ministère en service à l'étranger de travailler dans le pays d'accueil ont été négociées avec le Brésil, la République fédérale d'Allemagne, la France, le Ghana et le Maroc.

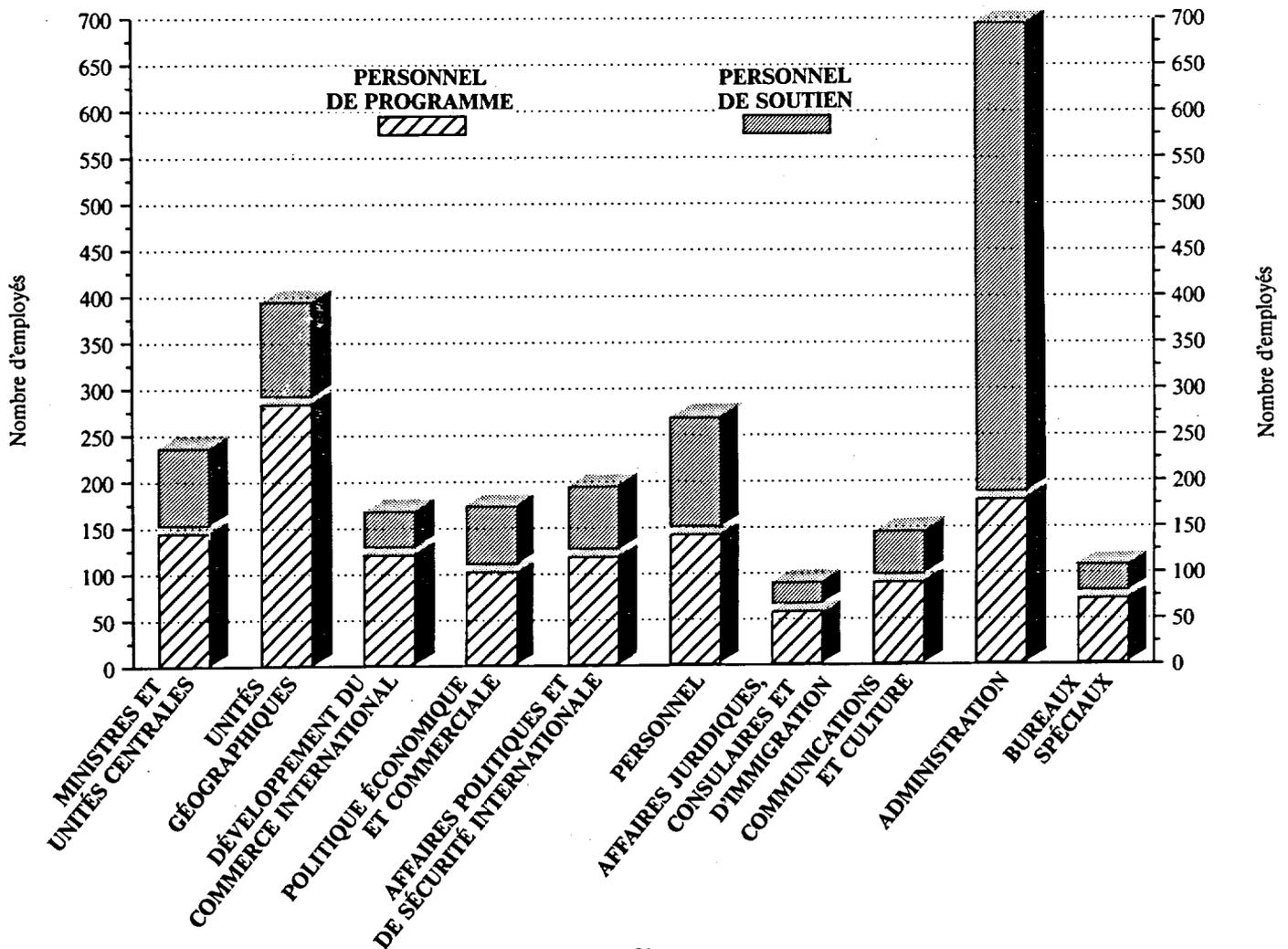
Les conséquences, pour le personnel, de l'implantation du Réseau canadien d'information et de communication protégées à accès direct et de la décentralisation de l'ACDI, dont la mise en oeuvre doit commencer dans les deux cas en 1988-1989, ont fait l'objet de beaucoup d'attention et de planification. Les questions reliées à la santé, notamment l'usage du tabac en milieu de travail, le SIDA et le service extérieur, et l'établissement de comités de la santé et de la sécurité au travail dans les missions à l'étranger, figuraient aussi en bonne place parmi les activités de la Direction générale.

Le Ministère a mis en oeuvre un programme de congés planifiés sans traitement pour le groupe des agents des Affaires extérieures et une politique révisée concernant la durée des affectations des employés en service à l'étranger.

DÉPLOIEMENT DU PERSONNEL À L'ADMINISTRATION CENTRALE, PAR ACTIVITÉ ORGANISATIONNELLE (Employés canadiens)

	Employés de programme	Employés de soutien
Ministres et unités centrales	142	91
Unités géographiques	285	110
Développement du commerce international	118	47
Politique économique et commerciale	102	70
Affaires politiques et de sécurité internationale	117	76
Personnel	138	128
Affaires juridiques, consulaires et d'immigration	58	30
Communications et culture	88	55
Administration	175	519
Bureaux spéciaux*	70	35
SOUS-TOTAL	1 293	1 161
TOTAL	2 454	

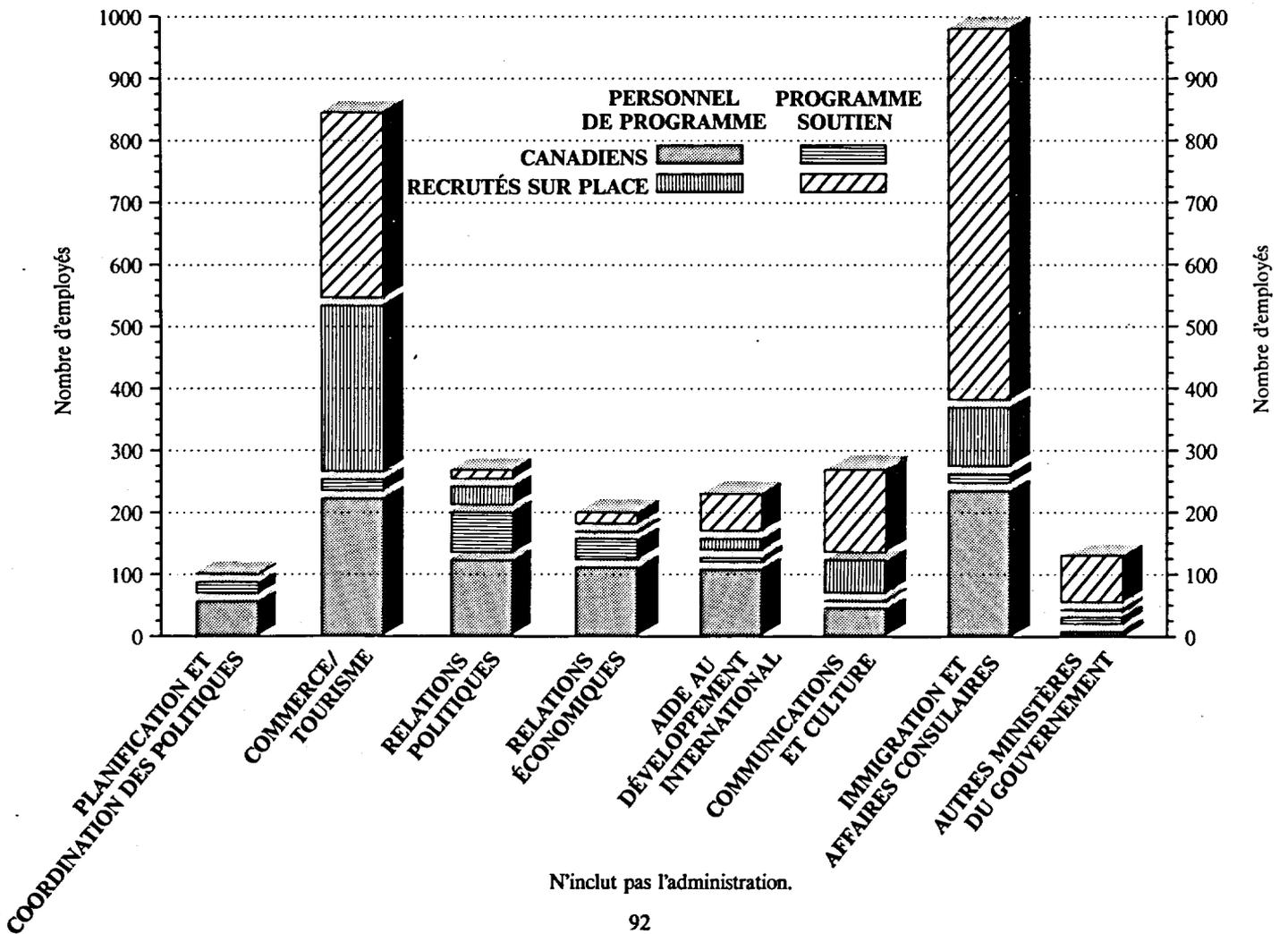
*Bureau des négociations commerciales et Bureau de la gestion des Sommets



DÉPLOIEMENT DU PERSONNEL DANS LES MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER, PAR PROGRAMME

(Employés canadiens et employés recrutés sur place)

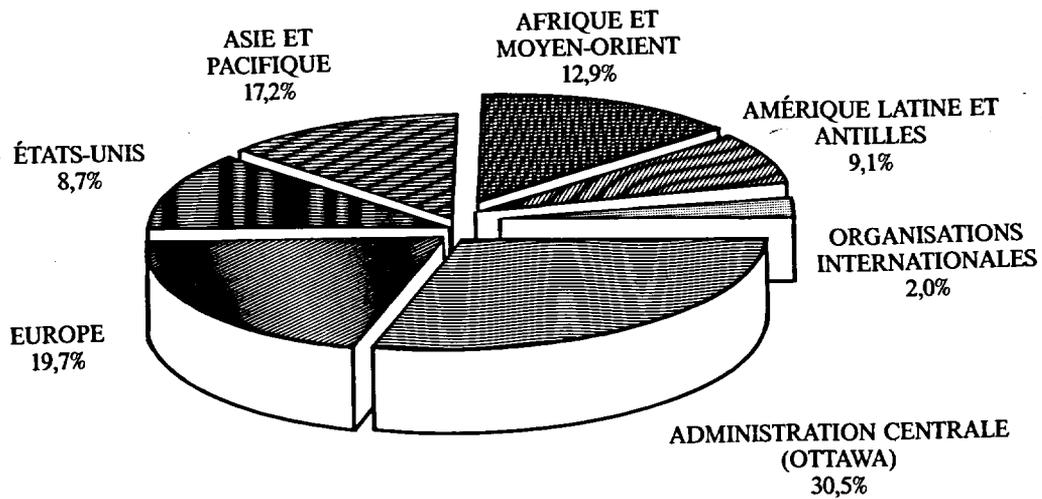
	Employés de programme		Employés de soutien	
	Canadiens	Recrutés sur place	Canadiens	Recrutés sur place
Planification et coordination des politiques	58,5	0,5	28,6	10,3
Développement commercial et industriel	210,5	230,8	28,4	272,2
Tourisme	20,5	42,4	0,1	39,3
Relations politiques	128,5	12,7	75,0	25,6
Relations économiques	110,7	15,5	47,0	29,5
Aide au développement international	111,6	30,1	17,3	73,4
Communications et culture	52,5	62,8	11,0	144,8
Immigration et affaires sociales	207,5	99,6	11,6	487,6
Affaires consulaires	39,1	10,9	14,9	116,2
Administration	121,3	20,3	405,6	2 047,0
Autres ministères du gouvernement	5,3	5,4	23,5	94,1
SOUS-TOTAL	1 066	531	663	3 340
TOTAL	5 600			



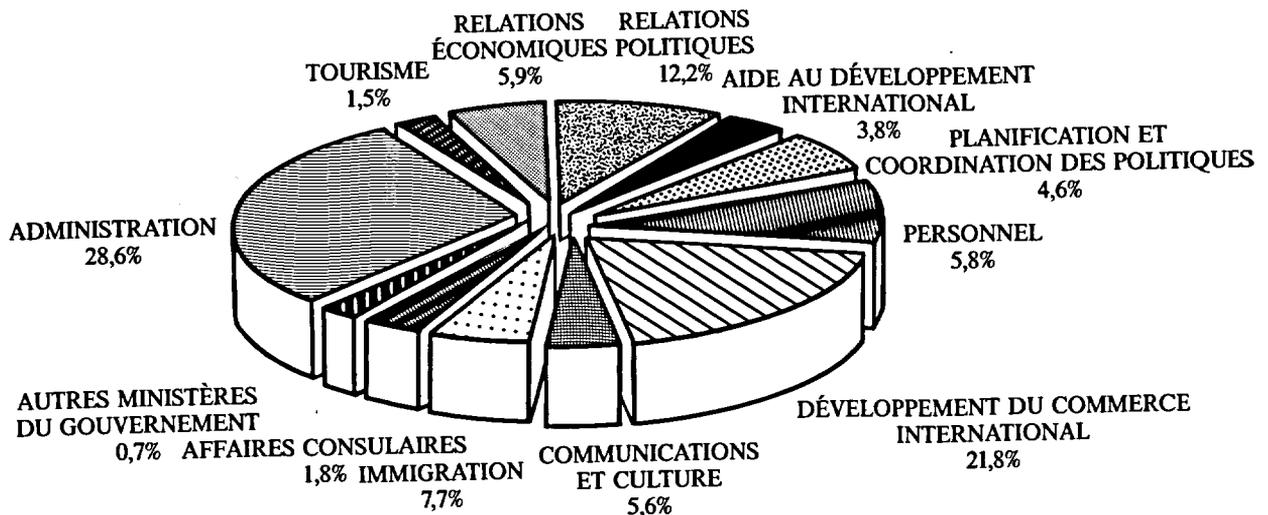
RÉPARTITION DU PERSONNEL ENTRE L'ADMINISTRATION CENTRALE ET LES MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER

(Employés canadiens et employés recrutés sur place)

PAR RÉGION



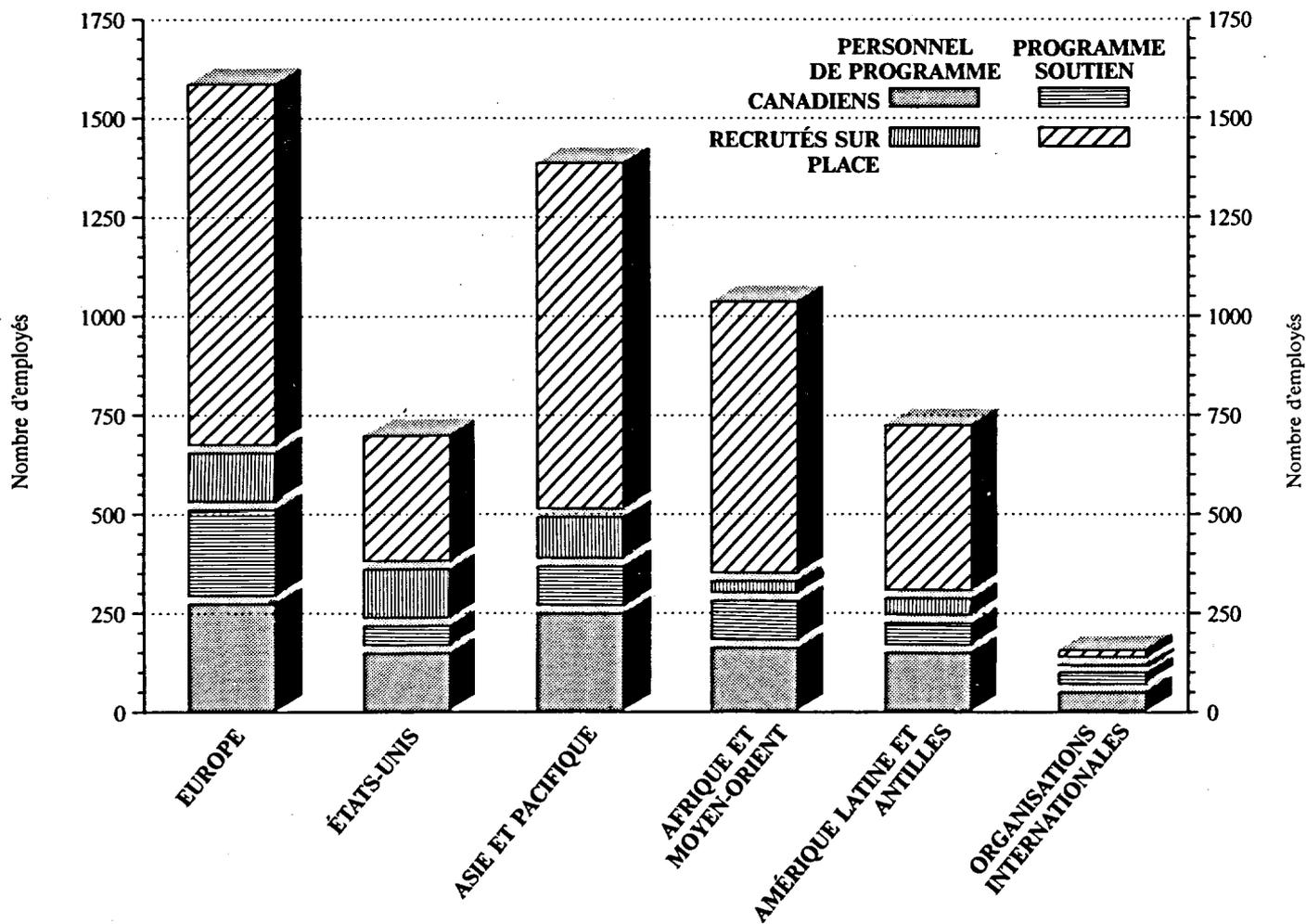
PAR ACTIVITÉ



N'inclut pas le personnel de soutien recruté sur place.

DÉPLOIEMENT DU PERSONNEL DANS LES MISSIONS CANADIENNES À L'ÉTRANGER, PAR RÉGION (Employés canadiens et employés recrutés sur place)

	Employés de programme		Employés de soutien	
	Canadiens	Recrutés sur place	Canadiens	Recrutés sur place
Europe	282	144	236	922
États-Unis	149	146	67	338
Asie et Pacifique	250	126	119	889
Afrique et Moyen-Orient	174	48	118	700
Amérique latine et Antilles	155	65	74	436
Organisations internationales	56	2	49	55
SOUS-TOTAL	1 066	531	663	3 340
TOTAL	5 600			



Services du protocole et représentants diplomatiques, consulaires et autres au Canada

Le Canada a des relations diplomatiques avec 145 pays. À Ottawa, il y a 77 ambassades avec ambassadeurs en résidence et 23 hauts-commissariats avec haut-commissaire résident. En dehors du Canada, 29 ambassades avec ambassadeur non résident et 16 hauts-commissariats avec haut-commissaire non résident sont accrédités auprès de notre pays. Sont aussi représentés au Canada l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui compte des représentants de 50 pays, la Délégation de la Commission des Communautés européennes, l'Institut interaméricain de coopération agricole, l'Agence internationale de l'énergie atomique, l'Organisation internationale du travail, l'Organisation des pêches de l'Atlantique Nord-Ouest, l'Organisation des États des Caraïbes orientales, la Commission internationale des pêches du Pacifique Nord, le Centre des Nations Unies pour les établissements humains et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Durant l'année à l'étude, le Bureau du protocole a assuré la liaison entre les missions étrangères et la GRC concernant la protection physique des représentants diplomatiques et consulaires et de leurs locaux. En conformité avec les obligations du Canada aux termes des Conventions de Vienne et d'autres accords internationaux, ainsi qu'avec les lois et règlements du Canada, il a également prodigué services et conseils à toutes les missions étrangères, notamment en ce qui concerne les dispositions relatives à l'accréditation des chefs de missions étrangers au Canada et des chefs de missions canadiens à l'étranger. Le bureau s'occupe en outre du cérémonial entourant les visites de chefs d'État étrangers au Canada.

Les obligations internationales du Canada relatives aux privilèges et immunités sont énoncées dans les Conventions de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires et dans plusieurs conventions conclues au sein d'organisations internationales. Le Bureau du protocole est chargé d'interpréter et d'appliquer au Canada ces obligations internationales à l'égard des missions diplomatiques et consulaires, et des organisations internationales. Il administre et contrôle les privilèges et immunités accordés à environ 8 500 membres des missions diplomatiques et consulaires au Canada, y compris leurs personnes à charge et leurs domestiques. Durant l'année, il a continué de veiller à ce que ces privilèges et immunités ne soient pas utilisés à l'avantage des personnes mais pour permettre l'accomplissement efficace, au Canada, des fonctions des missions diplomatiques, des postes consulaires et des organisations internationales. De même, les conventions accordent des privilèges et immunités réciproques aux missions diplomatiques et consulaires du Canada à l'étranger, et aux missions canadiennes auprès d'organisations internationales. Le Ministère s'est appliqué à faire en sorte que les États étrangers au Canada, et que les membres des missions canadiennes à l'étranger reçoivent un traitement tout aussi favorable que celui accordé aux membres des missions étrangères au Canada.

Le Bureau du protocole a organisé le soutien logistique et administratif qu'exigeaient les visites officielles au Canada d'un grand nombre de dignitaires étrangers — chefs d'État,

chefs de gouvernement, ministres des Affaires étrangères et d'autres dignitaires invités par le gouvernement canadien. En dehors des nombreuses personnalités qui ont visité le Canada à l'occasion du Sommet de la Francophonie à Québec, de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Vancouver et des Jeux olympiques d'hiver à Calgary, plusieurs visiteurs officiels sont venus au Canada durant l'année écoulée, dont le pape Jean-Paul II, le président Reagan, l'Agha Khan, le prince Takamado du Japon, le président Mitterrand de France, Sa Majesté le roi Olav V de Norvège, le président Mikulic de Yougoslavie, le roi Charles XVI Gustave et la reine Sylvia de Suède, le premier ministre Chirac de France, le vice-président Mercado du Nicaragua, le premier ministre Takeshita du Japon et le premier ministre Swan des Bermudes. Le Bureau a en outre organisé les visites au Canada des ministres des Affaires étrangères de nombreux autres pays.

Le Bureau du protocole a préparé la visite du gouverneur général à la Barbade et sa visite d'État en France. Il a organisé également les visites à l'étranger du secrétaire d'État aux Affaires extérieures : pendant l'année à l'étude, M. Clark s'est rendu notamment en Belgique, en Pologne, en Hongrie, en République démocratique allemande, en République fédérale d'Allemagne, aux États-Unis, en Afrique, en Amérique centrale et en Asie. Le Bureau s'est occupé également des voyages effectués par le ministre du Commerce extérieur et le ministre des Relations extérieures et du Développement international en Afrique, en Europe, aux États-Unis et en Asie, de même que des visites effectuées aux quatre coins du globe par d'autres ministres ou des secrétaires parlementaires représentant des ministres.

Enfin, le Bureau a administré la Maison d'accueil du gouvernement à Ottawa ainsi que les locaux réservés aux réceptions officielles dans l'édifice L.B. Pearson. Pendant l'année financière 1987-1988, 11 964 invités ont été reçus à l'un et l'autre endroits.

Coordination fédérale-provinciale

Le ministère des Affaires extérieures joue un important rôle de coordination des politiques et activités du gouvernement fédéral et des provinces sur la scène internationale. Au cours de l'année à l'étude, les gouvernements provinciaux ont continué d'affecter des ressources considérables à la promotion de leurs intérêts à l'étranger, et ils ont reçu, sous diverses formes, un appui notable du Ministère. Les quatre unités de travail de deux provinces, qui avaient été créées à titre expérimental l'an dernier dans des missions du Canada à l'étranger sont maintenant entièrement opérationnelles. On a commencé le travail d'actualisation de l'Accord de 1978 entre le Canada et le Québec pour la coopération en matière d'immigration. Des consultations fédérales-provinciales ont eu lieu pendant l'année pour veiller à ce que les intérêts des provinces soient pris en compte dans la formulation des politiques en matière de relations internationales, et que les autorités provinciales soient bien au fait de la position du gouvernement fédéral sur divers sujets d'intérêt commun. De plus, le réseau de télécommunications du Ministère est demeuré à la disposition des provinces, qui ont ainsi pu avoir rapidement accès aux nombreux services offerts par les missions diplomatiques et consulaires du Canada à l'étranger. Le Ministère a continué

d'acheminer aux provinces les rapports, commentaires et documents de recherche, surtout de nature économique et commerciale, que lui ont fait parvenir ses missions à l'étranger. Ces dernières ont en outre maintenu des contacts étroits avec les bureaux provinciaux dans leurs territoires respectifs.

Le Ministère a facilité la participation des provinces aux réunions d'organisations multilatérales comme l'OMS, l'OIIT, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, le Commonwealth et les institutions de la Francophonie. Il a également aidé à organiser les visites à l'étranger de premiers ministres et de délégations des provinces ainsi que celles de délégations étrangères dans les diverses provinces.

Sécurité et renseignement

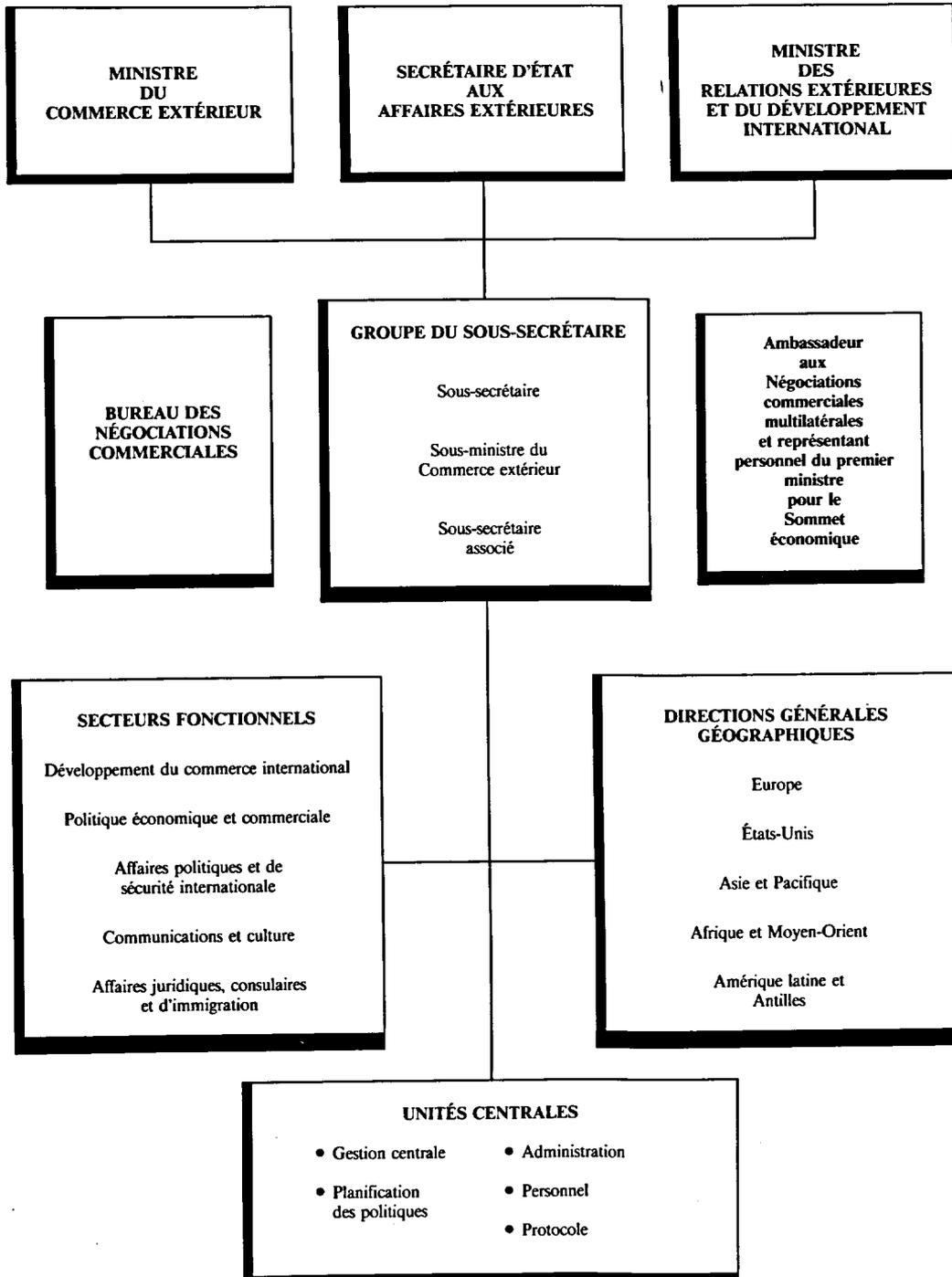
La Direction générale des services de sécurité est chargée de la sécurité du Ministère ainsi que de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique canadienne de lutte contre le terrorisme international. Le programme de sécurité du Ministère comprend la protection des employés et des personnes à leur charge durant l'affectation outre-mer, la sécurité matérielle à l'Administration centrale et dans les missions à l'étranger, et la sécurité du personnel. La Direction générale assure en outre la coordination de la

politique et fournit des conseils sur la protection des diplomates étrangers et des personnes jouissant d'une protection internationale au Canada. Le Centre des opérations permet au Ministère de réagir 24 heures sur 24 aux crises qui peuvent survenir dans n'importe quelle région du globe. Il prépare à l'intention du gouvernement des recommandations touchant la coopération internationale contre le terrorisme, et coordonne la conduite des relations bilatérales et multilatérales du Canada dans ce domaine. Au cours de l'année à l'étude, deux importantes initiatives se sont traduites par des résultats concrets. L'Organisation de l'aviation civile internationale a adopté un nouveau protocole pour la répression des actes de terrorisme dans les aéroports internationaux, et le Canada et les États-Unis ont signé une déclaration afin de donner un cadre officiel aux consultations annuelles sur les mesures de coopération visant à combattre le terrorisme international.

La Direction générale du renseignement extérieur recueille, analyse et diffuse de l'information sur les capacités, les intentions et les activités de gouvernements, d'organismes et de citoyens étrangers. Son rôle est de fournir au gouvernement des renseignements pertinents, opportuns et préanalysés pour protéger les intérêts du Canada et faciliter la conduite de ses relations extérieures. Elle comprend quatre directions chargées respectivement du renseignement politique, du renseignement économique, des services de renseignement et des entrevues.



Annexe I
Organigramme
du ministère des
Affaires extérieures



Annexe II
Accords
internationaux
bilatéraux
(année civile 1987)



Agence spatiale européenne

Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne constituant un amendement à l'Article IV, paragraphe 1 de l'Accord entre le Gouvernement du Canada et l'Agence spatiale européenne concernant la coopération du 9 janvier 1984

Paris et Ottawa, le 17 décembre 1986 et
le 15 avril 1987
En vigueur le 15 avril 1987

Algérie

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire constituant un Accord modifiant l'Accord du 14 juillet 1984 sur les relations cinématographiques (avec règles de procédure)

Ottawa, le 19 juin 1987
En vigueur le 19 juin 1987

Anguilla

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Anguilla sur la coopération au développement

Anguilla, le 7 septembre 1987

Antigua-et-Barbuda

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda sur la coopération au développement

Antigua-et-Barbuda, le 19 juin 1987

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda concernant la formation au Canada de personnel des Forces armées d'Antigua-et-Barbuda

Antigua, le 6 octobre 1987
En vigueur le 6 octobre 1987

Accord modifiant l'Accord général du 19 juin 1987 entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda sur la coopération au développement

Antigua-et-Barbuda, le 7 octobre 1987

Arabie saoudite

Accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume d'Arabie saoudite

Hull (Québec), le 5 octobre 1987

Argentine

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République argentine sur le transport aérien commercial

Buenos Aires, le 8 mai 1979
En vigueur provisoirement le 8 mai 1979
En vigueur définitivement le 6 février 1987

Autriche

Accord sur la sécurité sociale entre le Canada et la République d'Autriche

Vienne, le 24 février 1987
En vigueur le 1^{er} novembre 1987

Belgique

Accord de sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Belgique

Bruxelles, le 10 mai 1984
En vigueur le 1^{er} janvier 1987

Chili

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République du Chili constituant un Accord relatif à l'assurance des investissements

Santiago, le 26 mars 1987

Chine, République populaire de

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (avec Protocole)

Beijing, le 12 mai 1986
En vigueur le 29 décembre 1986
avec effet au 1^{er} janvier 1987

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Chine relatif à la coproduction cinématographique

Beijing, le 23 février 1987
En vigueur le 23 février 1987

Costa Rica

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Costa Rica concernant l'assurance-investissement

San José, le 27 novembre 1987
En vigueur le 27 novembre 1987

Côte d'Ivoire

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (avec Mémoire d'entente)

Québec, le 3 septembre 1987
En vigueur provisoirement le 3 septembre 1987

Dominique

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Commonwealth de la Dominique sur la coopération au développement

Roseau, le 25 septembre 1987

États-Unis d'Amérique

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique sur la préservation de la Harde de caribous de la Porcupine

Ottawa, le 17 juillet 1987
En vigueur le 17 juillet 1987

Protocole modifiant l'Accord de 1978 relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, tel que modifié le 16 octobre 1983

Toledo, Ohio, le 18 novembre 1987
En vigueur le 18 novembre 1987

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique modifiant l'Accord concernant l'application des taux de péage sur la Voie maritime du Saint-Laurent

Washington, le 7 mai et le 22 décembre 1987
En vigueur le 22 décembre 1987

Accord de libre-échange entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique

Ottawa, le 22 décembre 1987 et le 2 janvier 1988
Washington et Palm Springs le 23 décembre 1987 et le 2 janvier 1988

Fonds international pour l'Irlande

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Fonds international pour l'Irlande relativement à une contribution du Canada à ce fonds

Ottawa, le 27 avril 1987
En vigueur le 27 avril 1987

France

Accord de coopération économique et industrielle entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française

Ottawa, le 15 janvier 1987
En vigueur le 15 janvier 1987

Avenant à l'Accord du 4 octobre 1956 entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française relatif à l'admission de stagiaires en France et au Canada

Ottawa, le 16 janvier 1987
En vigueur le 16 janvier 1987

Avenant à la Convention fiscale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française signée le 2 mai 1975

Ottawa, le 16 janvier 1987

Accord sous forme d'Échange de Lettres entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française concernant l'emploi des personnes à charge des employés de chacun des Gouvernements en poste dans des missions officielles dans l'autre pays

Paris, le 24 juin 1987

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française relatif à la navigabilité

Paris, le 15 juin 1987

Grèce

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République hellénique concernant les services aériens commerciaux réguliers

Athènes, le 18 janvier 1974
En vigueur provisoirement le 18 janvier 1974
En vigueur définitivement le 26 janvier 1977
Terminé provisoirement le 20 août 1984
Terminé définitivement le 24 juin 1987

Accord relatif au transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République hellénique

Toronto, le 20 août 1984
En vigueur provisoirement le 20 août 1984
En vigueur définitivement le 24 juin 1987

Guyane

Convention entre le Canada et la République coopérative de la Guyane en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et d'encourager le commerce et les investissements internationaux

Georgetown, le 15 octobre 1985
En vigueur le 4 mai 1987
avec effet au 1^{er} janvier 1987

Hongrie

Accord sur les relations cinématographiques et audiovisuelles entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République hongroise (avec Annexe)

Budapest, le 7 mai 1987
En vigueur le 26 août 1987

Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire hongroise concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire

Budapest, le 27 novembre 1987

Inde

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (avec Protocole)

New Delhi, le 30 octobre 1985
En vigueur le 16 septembre 1986
avec effet au 1^{er} janvier 1987

Traité d'extradition entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde

New Delhi, le 6 février 1987
En vigueur le 10 février 1987

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'Inde constituant un Accord modifiant l'Accord sur les services aériens du 20 juillet 1982

New Delhi, le 10 février 1987
En vigueur le 10 février 1987

Israël

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de l'État d'Israël

Jérusalem, le 13 avril 1986
En vigueur provisoirement le 13 avril 1986
En vigueur définitivement le 24 mars 1987

Japon

Échange de Notes entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Japon relatif à l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime

Ottawa, le 21 septembre 1929
En vigueur le 21 septembre 1929
Terminé le 14 novembre 1987
avec effet au 1^{er} janvier 1988

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Japon pour éviter la double imposition sur le revenu et empêcher la fraude fiscale en matière d'impôt sur le revenu

Tokyo, le 5 septembre 1964
En vigueur le 30 avril 1965
Terminé le 14 novembre 1987
avec effet au 1^{er} janvier 1988

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Japon en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (avec Protocole)

Tokyo, le 7 mai 1986
En vigueur le 14 novembre 1987
avec effet au 1^{er} janvier 1988

Jordanie

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume hachemite de Jordanie relatif à l'assurance des investissements

Ottawa, le 2 juin 1987
En vigueur le 2 juin 1987

Kenya

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Kenya en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune

Ottawa, le 27 avril 1983
En vigueur le 8 janvier 1987
avec effet au 1^{er} janvier 1987

Malte

Accord entre le Canada et la République de Malte en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en

matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune

La Valette, le 25 juillet 1986
En vigueur le 20 mai 1987
avec effet au 1^{er} janvier 1987

Maroc

Accord de coopération relatif au transfèrement des condamnés détenus entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume du Maroc

Rabat, le 4 mai 1987

Accord sur les relations cinématographiques et audiovisuelles entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume du Maroc

Rabat, le 4 mai 1987
En vigueur le 4 mai 1987

Nations Unies

Accord entre le Gouvernement du Canada et l'Organisation des Nations Unies concernant l'établissement et le financement d'un bureau d'information pour l'Amérique du Nord et les Antilles du centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat)

Nairobi, le 31 mars 1987
En vigueur le 31 mars 1987
avec effet au 1^{er} octobre 1986

Norvège

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume de Norvège

Oslo, le 12 novembre 1985
En vigueur le 1^{er} janvier 1987

Nouvelle-Zélande

Accord sur les relations cinématographiques et audiovisuelles entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande (avec Annexe)

Vancouver, le 16 octobre 1987
En vigueur le 16 octobre 1987

Papouasie-Nouvelle-Guinée

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu

Vancouver, le 16 octobre 1987

Pays-Bas

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu (avec Protocole)

La Haye, le 27 mai 1986
En vigueur le 21 août 1987

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas

La Haye, le 26 février 1987

Philippines

Accord général sur la coopération au développement entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République des Philippines

Manille, le 13 novembre 1987
En vigueur le 13 novembre 1987

Pologne

Accord à long terme relatif au développement de la coopération industrielle et économique entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Pologne

Varsovie, le 4 mai 1987
En vigueur le 4 mai 1987

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République populaire de Pologne en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune

Varsovie, le 4 mai 1987

Portugal

Accord sur le transport aérien entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Portugal

Toronto, le 10 avril 1987

Royaume-Uni

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni relativement à des services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà

Ottawa, le 19 août 1949
En vigueur le 19 août 1949
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet au 18 septembre 1987

Échange de Notes entre le Canada et le Royaume-Uni portant modification de l'Accord du 19 août 1949 relativement aux services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà

Ottawa, le 18 août 1958
En vigueur le 18 août 1958
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet au 18 septembre 1987

Échange de Notes entre le Canada et le Royaume-Uni modifiant l'Accord sur les services aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, signé à Ottawa le 19 août 1949

Ottawa, le 6 septembre 1960
En vigueur le 6 septembre 1960
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet au 18 septembre 1987

Échange de Notes entre le Canada et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord modifiant l'Accord relativement à des services aériens signé à Ottawa le 19 août 1949, tel que modifié le 18 août 1958 et le 6 septembre 1960

Londres, le 14 avril 1981
En vigueur le 1^{er} janvier 1981
Avis de dénonciation par le Royaume-Uni
le 18 septembre 1986
avec effet au 18 septembre 1987

Convention entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour assurer la reconnaissance et l'exécution réciproques des jugements en matière civile et commerciale

Ottawa, le 24 avril 1984
En vigueur le 1^{er} janvier 1987

Saint-Kitts-et-Nevis

Accord général entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Saint-Kitts-et-Nevis sur la coopération au développement

Saint-Kitts-et-Nevis, le 4 juin 1987

Sainte-Lucie

Accord sur la sécurité sociale entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de Sainte-Lucie

Castries, le 5 janvier 1987

Suisse

Accord entre le Gouvernement du Canada et le Conseil fédéral suisse sur les relations cinématographiques et audiovisuelles (avec Annexe)

Berne, le 22 octobre 1987
En vigueur provisoirement le 22 octobre 1987

Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Conseil fédéral suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire (avec Annexes et Échange de Lettres complémentaires)

Berne, le 22 décembre 1987

Accord sous forme d'Échange de Lettres portant sur l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Conseil fédéral suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé le 22 décembre 1987

Berne, le 22 décembre 1987
En vigueur le 22 décembre 1987

Accord sous forme d'Échange de Lettres en vue de faciliter l'application de l'article V de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Conseil fédéral suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé à Berne le 22 décembre 1987

Berne, le 22 décembre 1987

Accord sous forme d'Échange de Lettres concernant l'application de l'article VI de l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Canada et le Conseil fédéral suisse concernant les utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire, signé à Berne le 22 décembre 1987

Berne, le 22 décembre 1987

Tchécoslovaquie

Accord de coproduction dans les domaines du film et de la vidéo entre le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque

Ottawa, le 25 mars 1987

Annexe III
Accords
internationaux
multilatéraux
(année civile 1987)



Accord relatif au transit de services aériens internationaux

Fait à Chicago le 7 décembre 1944
Signé par le Canada le 10 février 1945
l'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 10 février 1945
En vigueur le 30 janvier 1945
En vigueur pour le Canada le 10 février 1945
Avis de dénonciation par le Canada le
12 février 1986
Le 10 novembre 1987, le Canada a retiré cet avis de
dénonciation et a déposé un nouvel avis de
dénonciation avec effet à compter du 10
novembre 1988

Convention sur les substances psychotropes

Faite à Vienne le 21 février 1971
l'Instrument d'adhésion du Canada a été déposé
le 18 juin 1987
En vigueur le 16 août 1976
En vigueur pour le Canada le 16 septembre 1987

Réserve

Attendu que le Canada désire adhérer à la
Convention sur les substances psychotropes de 1971,
attendu que la population du Canada est constituée
de certains petits groupes clairement définis qui
utilisent, dans leurs rites magiques ou religieux,
certaines substances psychotropes d'origine végétale
énumérées dans les tableaux de ladite Convention, et
attendu que ces substances se trouvent dans des
plantes qui poussent en Amérique du Nord mais non
au Canada, une réserve sur toute application actuelle
ou future, le cas échéant, des dispositions de ladite
Convention visant le peyotl est par la présente
apportée conformément à l'article 32, paragraphe 3,
de la Convention.

**Convention internationale de 1978 sur les normes de formation
des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille**

Faite à Londres le 7 juillet 1978
l'Instrument d'adhésion du Canada a été déposé
le 6 novembre 1987
En vigueur le 28 avril 1984

Réserve

Le Gouvernement du Canada réserve sa position au
sujet des dispositions contenues à l'alinéa 6(d) de
l'appendice à la règle II/2 et au paragraphe 16 de
l'appendice à la règle II/4 de l'Annexe à la
Convention internationale de 1978, sur les normes
de formation des gens de mer, de délivrance des

brevets et de veille concernant la connaissance
obligatoire de l'anglais et de l'aptitude à le pratiquer.
La position du Gouvernement du Canada est telle
que les dispositions de ces alinéas et paragraphes qui
font état de l'aptitude à pouvoir faire usage des
publications en anglais sur la navigation et de
l'obligation d'avoir une connaissance adéquate de
l'anglais, ne s'appliquent pas au Canada, étant donné
qu'il existe deux langues officielles dans ce pays :
l'anglais et le français. Les deux langues ont les
mêmes prérogatives, par conséquent, les candidats à
des brevets ou certificats peuvent choisir d'être
examinés dans l'une des deux langues.

Convention sur la protection physique des matières nucléaires

Faite à New York et Vienne le 3 mars 1980
Signée par le Canada le 22 septembre 1980
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 21 mars 1986
En vigueur pour le Canada le 8 février 1987

**Règlement général de l'Union postale universelle;
Annexe: Règlement intérieur du Congrès**

Fait à Hambourg le 27 juillet 1984
Signé par le Canada le 27 juillet 1984
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 8 janvier 1987
En vigueur le 1^{er} janvier 1986
En vigueur pour le Canada le 8 janvier 1987

**Convention postale universelle, Protocole final, règlement
d'exécution — Formules**

Faite à Hambourg le 27 juillet 1984
Signée par le Canada le 27 juillet 1984
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 8 janvier 1987
En vigueur le 1^{er} janvier 1986
En vigueur pour le Canada le 8 janvier 1987

**Troisième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union
postale universelle**

Fait à Hambourg le 27 juillet 1984
Signé par le Canada le 27 juillet 1984
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 8 janvier 1987
En vigueur le 1^{er} janvier 1986
En vigueur pour le Canada le 8 janvier 1987

Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Faite à New York le 10 décembre 1984
Signée par le Canada le 23 août 1985
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 24 juin 1987
En vigueur le 26 juin 1987
En vigueur pour le Canada le 24 juillet 1987

Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif à la réduction des émissions de soufre ou de leurs flux transfrontières d'au moins trente pour cent

Fait à Helsinki le 8 juillet 1985
Signé par le Canada le 9 juillet 1985
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 4 décembre 1985
En vigueur pour le Canada le 2 septembre 1987

Convention portant création de l'Agence multilatérale de garantie des investissements

Faite à Séoul le 11 octobre 1985
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 30 octobre 1987

Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone

Fait à Montréal le 16 septembre 1987
Signé par le Canada le 16 septembre 1987

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour les services mobiles

Faits à Genève le 17 octobre 1987
Signés par le Canada le 17 octobre 1987

Actes finals de la Conférence administrative mondiale des radiocommunications pour la planification des bandes d'ondes décimétriques attribuées au service de radiodiffusion

Faits à Genève le 8 mars 1987
Signés par le Canada le 8 mars 1987

Accord sur la résolution de problèmes pratiques concernant les sites miniers des grands fonds marins (avec Annexes)

Fait à New York le 14 août 1987
En vigueur pour le Canada le 14 août 1987

Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises

Faite à Bruxelles le 14 juin 1983
Signée par le Canada le 10 décembre 1986
l'Instrument de ratification du Canada a été déposé
le 15 décembre 1987

Protocole d'amendement à la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises

Fait à Bruxelles le 24 juin 1986
l'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 15 décembre 1987

Deuxième Protocole de Genève (1987) annexé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

Fait à Genève le 5 octobre 1987
l'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 23 décembre 1987

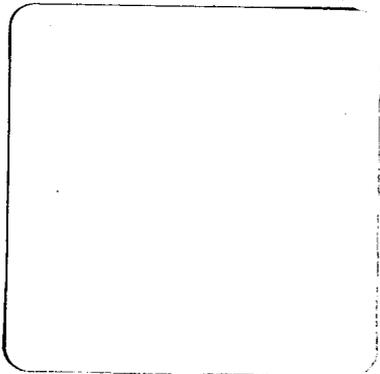
Protocole (1986) à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce portant modification de l'annexe de l'Accord du 12 avril 1979 relatif au commerce des aéronefs civils

Fait à Genève le 2 décembre 1986
l'Instrument d'acceptation du Canada a été déposé
le 23 décembre 1987

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20087775 4



61854136 (G)
6205114x (F)

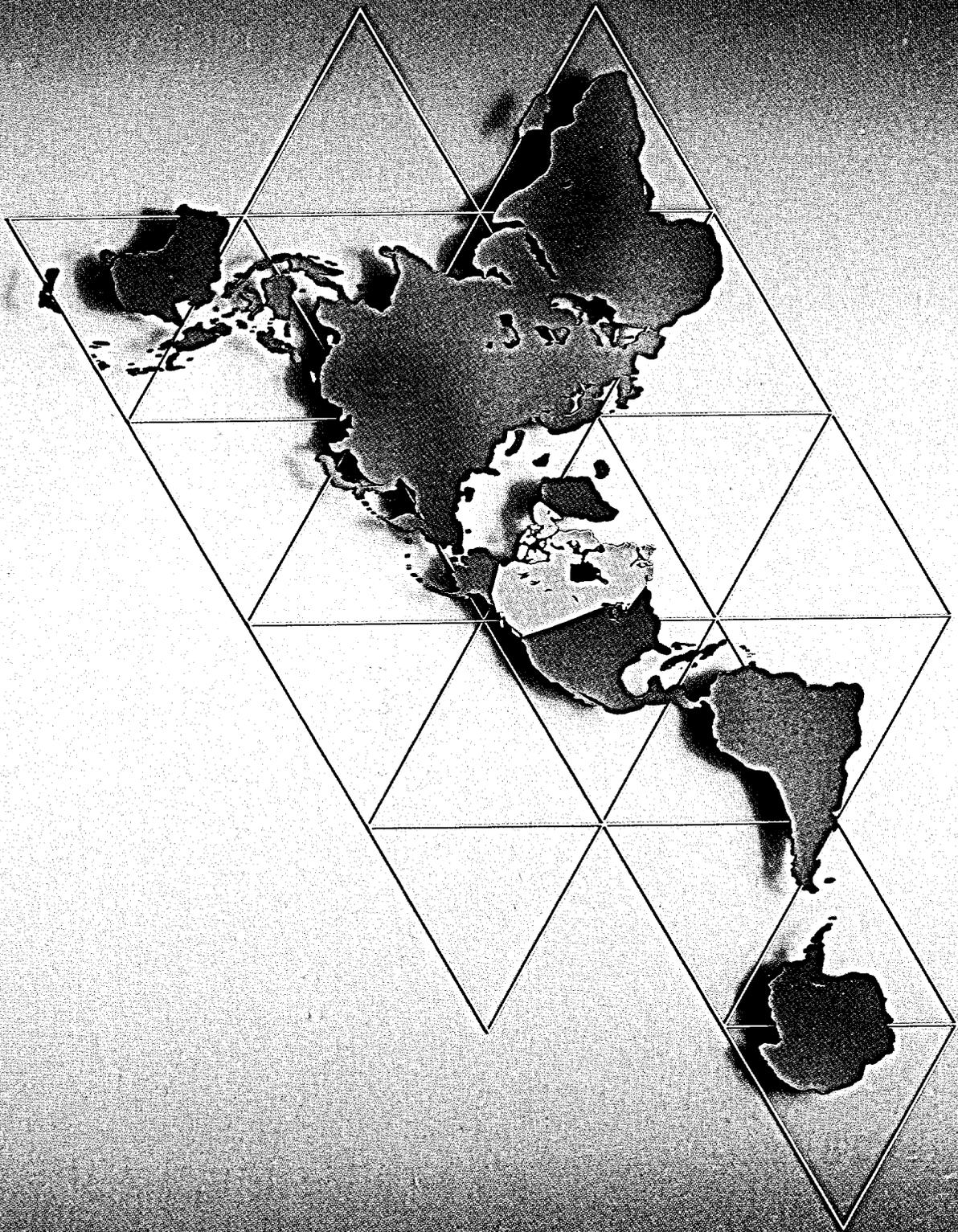
Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures
OTTAWA

JUL 11 1999

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

The Department of External Affairs

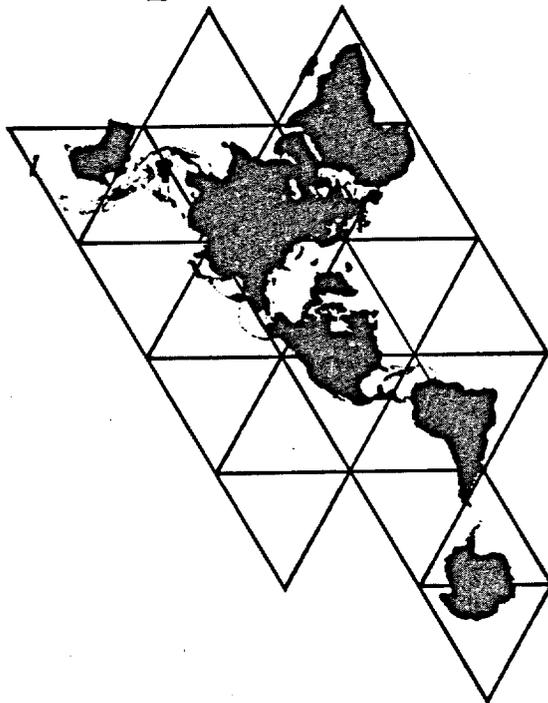
Annual Report 1987/88



Canada

The Department of External Affairs

Annual Report 1987/88



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1988

Cat. No. E1-1/1988

ISBN 0-662-56289-5



External Affairs
Canada

Affaires extérieures
Canada

Under-Secretary

Sous-secrétaire

September 15, 1988

The Right Honourable Joe Clark
Secretary of State
for External Affairs
Ottawa, Ontario
K1A 0G2

Dear Mr. Clark,

I have the honour to submit for your consideration
the Department's latest annual report.

It is submitted in accordance with the provisions
of the Department of External Affairs Act, which requires
that reports of the department be submitted on a fiscal year
basis. This report, therefore, covers the period from
April 1, 1987 to March 31, 1988.

Yours sincerely,

J.H. Taylor



Table of Contents

	Page
Overview	CANADA AND WORLD AFFAIRS 1
Chapter 1	THE INTERNATIONAL ECONOMIC ENVIRONMENT 3
	Economic and financial relations with developing countries 3
	Economic and financial relations with developed countries 4
	Investment issues 5
	Intellectual property protection 5
Chapter 2	CANADA AND WORLD TRADE 6
	Trends in world trade 6
	Trends in Canada's international trade 7
	The commodity composition of Canadian trade 9
	Developments in trade policy 9
	International trade development 13
	Export programs and services 15
	Investment and technology development 17
	Export finance, capital projects, PEMD 18
	Defence programs 20
	Export and import controls 23
Chapter 3	MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION 25
	The United Nations 25
	The Commonwealth 26
	La Francophonie 27
	Human rights and social affairs 27
	Drug control 28
	Energy 29
	The environment and environmental law 29
	Nuclear issues 30
	Space 30
Chapter 4	CANADA'S REGIONAL RELATIONSHIPS 32
	The United States 32
	Western Europe and the European Community 37
	The Soviet Union and Eastern Europe 43
	Asia and Pacific 44
	Africa and the Middle East 50
	Latin America and the Caribbean 57
Chapter 5	DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY 62
	Arms control and disarmament 62
	Verification, chemical weapons and outer space 62
	Defence and NATO 63
	Canadian submarine acquisition 63
	Canada-U.S. defence relations 63
	Peacekeeping 63
Chapter 6	PROTECTION OF PRIVATE INTERESTS 65
	Consular services 65
	Passport services 66
	Immigration and refugees 66
	Private international law 67
	Access to information and privacy 68

Chapter 7	INTERNATIONAL LAW	69
	Arctic	69
	Fisheries and boundary issues	69
	Law of the sea	69
	Trade law	70
	Space law	70
	Space station	71
	Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer	71
	Humanitarian law	71
	Counterterrorism	71
	Privileges and immunities	71
	Treaty law	72
Chapter 8	COMMUNICATIONS AND CULTURE	73
	Media relations	73
	Domestic communications	73
	Information programs abroad	74
	Trade communications	74
	International expositions	75
	Library services	75
	International cultural relations	75
	International sports relations	76
	International exchanges	76
	Arts promotion	76
	Canadian Studies abroad	77
Chapter 9	POLICY CO-ORDINATION, MANAGEMENT AND ADMINISTRATION	78
	Policy development	78
	Departmental management	78
	Finance, administrative services, budget	78
	Physical resources	79
	Information resource management	79
	Personnel	80
	Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada	80
	Federal-provincial co-ordination	81
	Security and intelligence	81
Appendices	I. Department of External Affairs: organization chart	86
	II. Bilateral international agreements (calendar year 1987)	87
	III. Multilateral international agreements (calendar year 1987)	92



List of Acronyms and Abbreviations

ABM	Anti-Ballistic Missile Treaty
ACCT	Agency for Cultural and Technical Co-operation
AECL	Atomic Energy of Canada Limited
AIDS	Acquired Immune Deficiency Syndrome
ASEAN	Association of Southeast Asian Nations
AWAC	Airborne Warning and Control System
BIE	Bureau international des Expositions
CARIBCAN	Economic and Trade Development Assistance Program for the Countries of the Commonwealth Caribbean
CARICOM	Caribbean Community and Common Market
CCC	Canadian Commercial Corporation
CEDAW	Committee on the Elimination of Discrimination Against Women
CFTC	Commonwealth Fund for Technical Co-operation
CHOGM	Commonwealth Heads of Government Meeting
CHR	Commission on Human Rights
CIDA	Canadian International Development Agency
CMIT	Committee on Capital Movements and Invisible Transfers
CNAD	Conference of National Armaments Directors
COCOM	Co-ordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls
CONFJES	Conference of Youth and Sports Ministers of French-Speaking Countries
CONFEMEN	Annual Conference of Ministers of Education
COSICS	Canadian On-Line Secure Information and Communications System
CSBM	Conference on Confidence and Security Building Measures
CSCE	Conference on Security and Co-operation in Europe
CSW	Commission on the Status of Women
CUSO	Canadian University Service Overseas
DEA	Department of External Affairs
DRIE	Department of Regional Industrial Expansion
EAMIP	External Affairs Management Improvement Program
EC	European Community
ECA	Economic Commission for Africa
ECE	Economic Commission for Europe
ECLAC	Economic Commission for Latin America and the Caribbean
ECOSOC	The UN Economic and Social Council
EDC	Export Development Corporation
EIC	Employment and Immigration Canada
EMR	Energy, Mines and Resources
EPG	Eminent Persons Group
Euratom	European Atomic Energy Community
FAO	Food and Agricultural Organization
FLS	Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women
F.R.G.	Federal Republic of Germany
FIRA	Foreign Investment Review Agency
GATT	General Agreement on Tariffs and Trade
G.D.R.	German Democratic Republic
GNP	Gross National Product
G-7	Group of Seven Finance Ministers and Central Bank Governors
HABITAT	Centre for Human Settlements
HCR	High Commission for Refugees
HS	Harmonized System
IADB	Inter-American Development Bank
IAEA	International Atomic Energy Agency
IBRD	International Bank for Reconstruction and Development
ICAO	International Civil Aviation Organization
ICCS	International Council for Canadian Studies
IDA	International Development Association
IDRC	International Development Research Centre
IEA	International Energy Agency

IICA	Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture
ILO	International Labour Organization
IMF	International Monetary Fund
IMO	International Maritime Organization
INF	Intermediate-Range Nuclear Force
INPFC	International North Pacific Fisheries Commission
ITAC	International Trade Advisory Committee
ITC	International Tin Council
JEC	Joint Economic Committee
LDC	Less developed country
LOS	Law of the Sea
LRCP	Long-Range Capital Program
MBFR	Mutual and Balanced Force Reductions in Europe
MFA	Multi-Fibre Arrangement
MFO	Multinational Force and Observers
MNE	Multinational Enterprise
MOSST	Ministry of State for Science and Technology
MOU	Memorandum of Understanding
MTN	Multilateral Trade Negotiations
NAFO	North Atlantic Fisheries Organization
NAPAP	National Acid Precipitation Assessment Program
NATO	North Atlantic Treaty Organization
NEBS	New Exporters to Border States Program
NES	Not Elsewhere Specified
NGO	Non-governmental organization
NIAG	Nato Industrial Advisory Group
NORAD	North American Aerospace Defence Command Agreement
NPT	Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons
OAS	Organization of American States
OECD	Organization for Economic Co-operation and Development
OPEC	Organization of Petroleum Exporting Countries
OTH-B	"Over the Horizon" Backscatter radar
PAHO	Pan-American Health Organization
PAIGH	Pan-American Institute of Geography and History
PCIAC	Petro-Canada International Assistance Corporation
PEMD	Program for Export Market Development
PLO	Palestinian Liberation Organization
PPP	Promotional Projects Program
P.R.C.	People's Republic of China
RCI	Radio Canada International
RCMP	Royal Canadian Mounted Police
RDP	Research, Development and Production (agreement)
R.O.K.	Republic of Korea
SAARC	South Asia Association for Regional Co-operation
SADCC	Southern Africa Development Co-ordination Conference
SAGIT	Sectoral Advisory Group on International Trade
SALT II	Strategic Arms Limitation Talks — Second Round
SCEAIT	House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade
SCIC	Sub-Committee on Industrial Co-operation
SDI	Strategic Defence Initiative
SDR	Special Drawing Rights
TIP	Technology Inflow Program
TSB	Textile Surveillance Body
U.A.E.	United Arab Emirates
U.K.	United Kingdom
UN	United Nations
UNCITRAL	United Nations Commission on International Trade Law
UNCTAD	United Nations Conference on Trade and Development
UNDP	United Nations Development Program
UNEP	United Nations Environment Program
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization
UNICEF	United Nations International Children's Emergency Fund
UNIDO	United Nations Industrial Development Organization
U.S.	United States
U.S.S.R.	Soviet Union
WCED	World Commission on Environment and Development
WFP	World Food Program
WHO	World Health Organization
WIN	World Information Network — Exports
WIPO	World Intellectual Property Organization



The year covered by this report — from April 1, 1987, to March 31, 1988 — was in many ways a positive one in global politics and for the Western economies. For Canada, it was a year of active involvement and real achievement internationally, epitomized by leadership in multilateral diplomacy and the conclusion of a free trade agreement with the United States.

Improved superpower relations had a beneficial effect on a number of international problems. Agreement between the United States and the Soviet Union at the Washington Summit in December 1987 to eliminate all their intermediate nuclear weapons and to establish a verification regime to this end was a significant step in arms control and disarmament. It should also help to advance the possibility of eventual similar breakthroughs in the continuing Strategic Arms Reduction Talks. The decision by the U.S.S.R. to begin withdrawing its occupation forces from Afghanistan was a welcome if belated response to realities in Afghanistan and to international pressure. Positions on some other regional issues with an East-West colouration showed signs of movement as the result of talks among the parties under United Nations auspices and a more constructive approach by the U.S.S.R. Canada welcomed both the INF Agreement and the announced intention of the U.S.S.R. to withdraw from Afghanistan.

Western solidarity in handling East-West relations was a major factor in these positive developments, as was the accelerating process of domestic reform in the U.S.S.R., and the changes U.S.S.R. General Secretary Gorbachev had begun to make in Soviet foreign policy. The new Soviet stress on multilateralism and interdependence was welcome. Time will tell whether Soviet actions internationally live up to the new, more progressive rhetoric. At the Vienna Follow-up Meeting of the Conference on Security and Cooperation in Europe, for example, there was regrettably little movement, in part because of the reluctance of the Eastern European participants to agree to strengthen commitments on human rights.

Despite the progress in East-West related problems, other regional conflicts continued to provide challenges for world security, social and economic stability, and human rights. The destructive war between Iran and Iraq continued, destabilizing the region, posing threats to freedom of navigation in the Gulf and thus to energy supplies, and resulting in heavy loss of life. The use of chemical weapons was particularly regrettable. Unanimous Security Council approval of Resolution 598 calling for a ceasefire between Iran and Iraq, while a positive development, did not bring an end to the war.

Similarly, and despite considerable diplomatic activity, no progress was made toward a settlement of Arab-Israeli differences. The Palestinian uprising in the West Bank and the Gaza Strip which began in late 1987 reminded the international community that the status quo is not sustainable over the longer term. Canada and other Western countries gave strong support to the concept of a properly structured conference to attempt to reach a settlement on the Middle East.

In Africa war and famine continued to wreak a dual hardship on the people of northern Ethiopia. In southern Africa the picture was darkened by political drift among white voters in South Africa toward parties opposed to change and by steadily increasing repression of anti-*apartheid* forces in that country, as well as by South Africa's incursions into neighbouring states and a deteriorating situation in Mozambique. The reluctance of some major Western countries to strengthen sanctions impeded attempts to increase pressure on South Africa. Nevertheless there was support for greater assistance to Front Line States including Mozambique, and for the victims of *apartheid* in South Africa as well as for promoting dialogue among the different communities in South Africa. At the Commonwealth Summit in Vancouver in October 1987 a Commonwealth Foreign Ministers Group was set up to look at ways of making sanctions currently in force more effective, and of countering South African propaganda. Its first meeting, chaired by the Secretary of State for External Affairs, Joe Clark, was held in Lusaka in February.

The acceptance by the five Central American countries of the Arias Peace Plan at the Esquipulas Meeting in August 1987 represented a new hope for peace in Central America. By the end of March 1988, and in spite of delays and unkept deadlines, the fragile peace process was continuing to hold. Canadian support for the process was symbolized by the visit of the Secretary of State for External Affairs and by Canada's willingness to become involved in the design of verification and control measures to buttress the security aspects of the peace plan.

The continuing Vietnamese occupation of Cambodia remained the major source of instability in Southeast Asia. Canada continued to support the position of ASEAN that Vietnamese troops had to be withdrawn from that country and the efforts of Prince Sihanouk to seek a political settlement that would restore independence and sovereignty to Cambodia.

Canada hosted two major summit meetings during fiscal 1987/88: the second summit of Francophone nations which brought together 41 leaders in Quebec in September, and the

49-member Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver in October. These two meetings helped to advance the international agenda in a number of key areas: debt forgiveness; improved co-operation and consultation between developed and developing countries; and promotion of human rights, especially opposition to *apartheid*. The Francophone Summit followed up the earlier Paris Summit by putting La Francophonie on a firm and enduring basis, and symbolized a new co-operative relationship between Quebec and the federal government on the international stage.

Canada remained in the forefront of efforts to strengthen the United Nations and its constituent agencies by introducing sounder principles and practices for administrative and budgetary accountability. The Canadian policy of trying to reform the UN agencies from within, rather than following some other major donor countries by withdrawing support as a sign of protest, has had a slow but beneficial impact on the operation of some but not all of these institutions.

World economic growth continued at a moderate pace in 1987 in most developed and developing countries, but with marked regional differences and with some signs of market uneasiness, notably the sharp price declines in world stock markets in October. Trade volume expanded at a somewhat greater rate than anticipated, and there was a recovery in many non-oil commodity prices in the latter part of the year. Imbalances among the major market economies remained at the centre of attention, particularly at the Venice Summit in May, where Canada stressed the need to achieve improved macroeconomic co-ordination. The debt problems of a number of developing countries also remained a concern throughout this period, emphasized by Brazil's suspension of interest payments to commercial bank creditors early in the year.

Canada participated in a number of rescheduling agreements, and took the lead in moves to reduce the debt burden on the poorest countries of sub-Saharan Africa through writing off official development assistance debts. The year witnessed an expansion of market-oriented economic mechanisms, as both the U.S.S.R. and China increased the role of markets in their economies, and structural adjustments programs in developing countries also emphasized market solutions. Trade liberalization proceeded within the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN).

The signing of the Canada-U.S. Free Trade Agreement in October was a major step forward in combating protectionism and expanding international trade. The Free Trade Agreement covered both merchandise trade, investment and trade in services, and was the result of an intensive and protracted negotiating process. As a result of the Agreement, access to markets in both countries is to be significantly widened, tariffs between the two countries are to be eliminated over a 10-year phase-in period, and a dispute settlement process is to be put in place. It is calculated that every major sector of the Canadian economy will derive net benefits from the Agreement and that these benefits will be distributed among all regions.

The Agreement, which is consistent with Canada's international obligations and with Canadian policy objectives in the fields of culture, social policy and national sovereignty, will assist the Canadian economy to become more internationally competitive and to attain sustained economic growth in the years ahead.

The Canadian economy achieved an above-average performance in 1987, with real Gross Domestic Product expanding by 3.9 per cent, unemployment dropping from 8.9 to 7.5 per cent, and inflation contained at 4.1 per cent. This success owed something to favourable trends in commodity prices, increased investor confidence in Canadian prospects and policies, and the competitive performance of Canadian industries.

During 1987 Canada's development assistance program and its management underwent extensive internal and parliamentary review and a new Canadian development assistance strategy was announced in *Sharing Our Future* (see Chapter 1). This strategy confirmed the government's commitment to develop human potential, promote social change and improve living standards, and to stimulate economic growth and productivity on a sustainable basis. To achieve these objectives, the government has stated that official development assistance will be directed even more towards the poorest countries, to human resource development, to women who need to be involved more in the planning and implementation of programs, to structural adjustment needed to improve economic performance, to food security, to environmentally sustainable projects, and to the development of much needed energy resources. In addition, assessment of human rights policies and practices will be made concrete factors in decision-making on aid eligibility and the level of assistance.

Canada has joined forces with other concerned nations in the search for international solutions to the spread of AIDS, to the safety of travellers who are threatened by acts of international terrorism, and to the growing illicit trafficking in drugs. Canada welcomed and endorsed the emphasis of the report of the World Commission on Environment and Development (Brundtland Commission) on the importance of linking environmental considerations with economic policy-making. Significant steps were taken to protect the environment in the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer and the completion of negotiations on a protocol on emissions of nitrogen oxides. Canada continued its efforts to achieve agreement on outstanding issues relating to the law of the sea and space on which international consensus has not yet been reached.

During the fiscal year 1987/88 the Right Honourable Joe Clark was Secretary of State for External Affairs. On March 3, 1988, the portfolio of the Honourable Monique Landry was renamed Minister for External Relations and International Development to reflect the growing importance that the government attaches to development assistance in an increasingly interdependent world of burden-sharing. On March 31, 1988, the Honourable John Crosbie was appointed Minister for International Trade, replacing the Honourable Pat Carney.



Economic and financial relations with developing countries

The manner in which heavy external debt burdens continued to constrain development in a large number of countries remained a serious concern on the multilateral agenda. Since the issue of developing-country debt first emerged as a major problem in 1982, the strategy of growth-oriented adjustment adopted by the international community has made important progress. The threat to the world financial system, while still present, has been reduced considerably, and several of the most heavily indebted countries have adopted reform programs needed to lay the basis for sustained economic growth.

Despite these positive developments, however, events in 1987 and early 1988 indicated that finding a solution to the problem of the debt of developing countries would take longer than was originally envisaged. While declining international interest rates, strengthening commodity prices and other factors enabled some developing countries to reduce their debt burdens, others continued to experience economic difficulties. Uneven international economic growth, continuing protectionist trends in major economies, and increased reserves held by commercial banks against their loans to major sovereign borrowers exacerbated fears that international economic conditions and an insufficient flow of new resources to developing countries would undermine attempts by those countries to "grow out of their debts."

Efforts were accordingly made to strengthen international debt strategy during the year. For middle-income countries, the focus of work was on further development of the case-by-case market-oriented strategy, broadening the "menu of options" available to banks through such innovations as the Mexican bond-debt swap plan and the Bolivian debt-repurchasing plan. The World Bank continued to play an important role, both in providing policy advice and in mobilizing financial resources. By the end of March, final agreement was close on a General Capital Increase for the World Bank of \$74.8 billion (US), a move that would permit increased lending to heavily indebted countries. Similar progress could not be reported for another major financial institution of importance to the major debtors in Latin America — the Inter-American Development Bank (IADB). Negotiations remained stalled on a major resource increase for the IADB, largely because of disagreements over the role of donors. On the retirement of IADB President Ortiz Mena, Canada supported the election of Enrique Iglesias as the new head of the Bank. Canada also encouraged the President to elaborate reforms that would allow

the Bank to play its full role in the region. At the end of the year, the challenge remained to find new ways to reduce debt burdens to manageable levels without lessening incentives to reinforce adjustment programs or jeopardizing the flow of new resources on which the future prosperity of developing countries largely depends.

The international community devoted considerable attention to the difficult and slow process of economic recovery in sub-Saharan Africa. The Economic Summit in Venice (June 1987) recognized the threat that debt posed for the very fragile economies in the region, and summit leaders agreed that special measures were needed. The results were encouraging. At the Paris Club, where official debt is rescheduled, longer grace and repayment periods were offered to the poorest debtors. Agreement was reached in December 1987 on an Enhanced Structural Adjustment Facility through which the IMF would make available an additional \$6 billion special drawing rights (SDR) to poorer countries pursuing economic adjustment programs. Canada is contributing \$300 million SDRs to this facility. Canada also committed itself to providing \$355 million (US) to support World Bank/International Development Association (IDA) structural adjustment lending in poorer, debt-distressed countries in sub-Saharan Africa. This was part of an international effort in which the World Bank mobilized some \$6.7 billion (US) in bilateral resources to support economic adjustment in Africa. Finally, the IDA-8 replenishment of \$12.4 billion (US) became effective.

Canada also announced a number of specific bilateral measures for Africa. At the Francophone and Commonwealth summits, the government stated its intention to forgive \$672 million of official development assistance debt from 13 sub-Saharan countries. This was a follow-up to Canada's undertakings at the Thirteenth Special Session of the UN on Africa (May 1986) to ease the debt burdens of sub-Saharan Africa. As part of the government's new aid strategy, the share of bilateral assistance going to Africa will increase to 45 per cent.

Despite this international effort in which Canada was active, it was clear that African recovery would continue to require great energy and resources. A special UN Advisory Group on Financial Flows for Africa, in its February 1988 report, stressed the extent of the continuing crisis in Africa and outlined further steps that might be taken.

The year under review was a major one for the development of Canadian aid policy. In May 1987, the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade (SCEAIT) presented its report on Canada's official development assistance policies

and programs entitled *For Whose Benefit* (the Winegard Report). This report was a key policy document based on consultations with a wide range of Canadian groups and individuals. The government's response, *To Benefit a Better World*, tabled in September 1987, accepted in whole or in part 111 of the Committee's 115 recommendations. The government's review of its aid policy culminated in the publication by the Minister for External Relations and International Development, Monique Landry, of *Sharing Our Future*, in March 1988. This document outlined a new aid strategy that brought together the themes contained in the response to the Winegard Report and outlined a number of new initiatives. Among the features of the strategy are an Official Development Assistance Charter, and a focus on helping the poorest countries, on human resource development, on the primacy of development objectives and on the promotion of partnership. The government underlined its commitment to increase ODA spending to 0.6 per cent of GNP by 1995/96 and to 0.7 per cent by the year 2000. Human rights were to be considered more systematically in coming to decisions on aid levels and channels. Levels of untying were to be increased, particularly in sub-Saharan Africa and in the least-developed countries. A substantial decentralization shift of CIDA activities and personnel to the field was announced to begin in 1988.

Canada participated in UNCTAD VII, the first successful North-South meeting in many years. The conference achieved, for the first time, a common assessment of the international economic situation as well as agreed orientations for future international deliberation and co-operation. Monique Landry addressed the conference and members of the Canadian delegation played key roles in achieving some of the compromises on financial questions and the problems of the least-developed countries, and on trade and commodities issues.

The Francophone Summit in Quebec in September and the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver in October each focused on the economic and development problems of developing countries. In addition to ODA debt forgiveness mentioned above, the Vancouver Declaration on World Trade urged that special assistance be given to the developing countries to enable them to participate fully in the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations (MTN). Canada supported a number of projects designed to provide trade policy assistance to LDCs.

Canadian representatives continued work to improve the effectiveness of the UN General Assembly's Second Committee. Members of the Canadian delegation helped shape resolutions on debt and on Africa's economic problems. In both ECOSOC and UNCTAD's Trade and Development Board, Canada was successful in focusing greater attention on the importance of practical reforms and on the kind of longer-term institutional evolution needed to enhance the operation of the multilateral system.

Economic and financial relations with developed countries

Multilateral economic diplomacy in the Economic Summit and the OECD continued to play a key role in forming Canada's own economic policies, and in affecting the

general tenor of Canada's foreign relations. In addition, issues involving investment policy, intellectual property protection, and trade in financial services arose in both bilateral and multilateral contexts.

The economies of most OECD countries continued to expand in 1987/88, although at a somewhat slower rate than in previous years. Canada enjoyed a growth rate of approximately 3.75 per cent, one of the highest among the industrialized democracies. By January 1988, the unemployment rate in Canada had fallen to 8.1 per cent, its lowest level since 1981. The federal government projected a deficit of \$29.3 billion for fiscal year 1987/88, considerably below the record high deficit of \$38.3 billion in 1984/85.

Canada continued to co-operate closely with its partners on international economic policy, most notably at the OECD Ministerial Meeting in May and the Venice Summit in June 1987. The 1987 OECD Ministerial Meeting made important progress in addressing current problems in agriculture and agricultural trade. Drawing on extensive OECD studies and consultations on the issue, the ministers reached agreement on the need for reforms in these sectors, and made a commitment to make progress, *inter alia* in the new round of multilateral trade negotiations. In Venice the Prime Minister joined with the leaders of the European Community, the Federal Republic of Germany, France, Italy, Japan, Britain and the United States in a number of measures designed to strengthen the world economy. Specifically, the leaders affirmed the agreement adopted by the G-7 finance ministers in February 1987 (the "Louvre Accord"), to reduce international trade and current account imbalances and to lower the U.S. fiscal deficit. The leaders also voiced support for the Uruguay Round, the current set of multilateral trade negotiations being conducted under the auspices of the General Agreement on Tariffs and Trade (GATT), and endorsed the need for fundamental reform of the world agricultural trading system. The difficulties of developing countries, especially the heavy debt burdens borne by some LDCs, were also a source of concern for summit leaders. They called for specific measures to alleviate the difficulties facing the poorest debtors of sub-Saharan Africa, as noted above.

Since the Venice Summit, the major industrialized countries have continued to make progress in adjusting their policies to conform with the Louvre Accord. Japan and the Federal Republic of Germany have adopted measures to stimulate domestic demand. In the United States, an agreement between the Administration and the Congress, following the October 19 stock market upheaval, to reduce federal spending was considered a first step towards more substantial reductions in the future. Canada took a number of steps with the object of reducing its own budget deficit to promote non-inflationary growth; policies adopted by the federal government to this end included tax reform, privatization and the deregulation of domestic markets.

The international economy displayed considerable resilience in the wake of the securities market turbulence of October 1987. Nevertheless, the underlying factors that contributed to the market turmoil, notably large trade and current account imbalances, continued to threaten the stability of the world economy at the end of the year. The challenge facing the international community was to

eliminate trade and current account imbalances while sustaining economic growth. This problem would be central to the discussions at the Toronto Economic Summit in June 1988.

Investment issues

Investment issues were prominent during the year. Direct investment in Canada continued to grow, reflecting a more open investment climate created by the 1983 Investment Canada Act. Attention was focused on the investment chapter of the Canada-U.S. Free Trade Agreement, which is the first instance of investment issues being included in an international agreement. The Agreement raises the threshold level for review of direct acquisitions to \$150 million and abolishes the threshold entirely for indirect acquisitions at the end of four years. A number of performance requirements, such as local content requirements, import substitution and minimum level of equity have also been abolished. A feature of the Agreement is that it provides for national treatment: Canadian investors in the U.S. and American investors in Canada will be subject to the same rules as domestic investors. Existing policies such as Canadian restrictions on foreign ownership in the oil and gas sectors are, however, grandfathered, i.e., they are not affected. For Canada, the Agreement means that Canadians will be protected against any protectionist changes in U.S. policies and that Canada should become an even more attractive location for investment, since there will be access to the entire North American market. Internationally, Canada continued to be active in the OECD Committee on International Investment and Multinational Enterprises and in the negotiations on Trade-Related Investment Measures in the Uruguay Round.

The Canada-U.S. Free Trade Agreement included a chapter on financial services, in which both sides set out specific undertakings regarding access to their markets. Discussions were also undertaken with other countries, especially Japan, as foreign interest in access to Canada's markets for financial services grew following major reforms in the area carried out by the government.

Intellectual property protection

The issue of intellectual property protection has received greater international attention due to increased recognition

of the link between innovation and economic growth. As a result, intellectual property is on the agenda of the current round of multilateral trade negotiations. The MTN process will advance the debate on the use of GATT disciplines for the enforcement of intellectual property rights. Canada, as both a producer and net importer of technology, will seek to ensure a balance between protection for rights holders and the need for continued access to foreign technology, without unduly disrupting the international trading system through overly stringent or discriminating enforcement procedures.

Striking an appropriate balance between access to technology and inventors' rights has also arisen in the development and passage of a number of new domestic intellectual property laws in Canada. These include changes to the Patent Act to improve market protection for pharmaceutical inventions and to streamline the general patent system in Canada, amendments to the Copyright Act to provide protection for new technologies including semiconductor chips, as well as enhanced protection for the cultural industries. These changes have not only affected Canada's posture in the MTN negotiations, they have also been of interest to a number of our trading partners, who have seen their trade and investment interests at stake.

Concomitant to domestic intellectual property initiatives and participation in the GATT negotiating group on trade-related intellectual property issues, Canada continues to participate fully in the World Intellectual Property Organization (WIPO). WIPO activities aim to improve intellectual property standards, harmonize laws and ensure administrative co-operation among intellectual property unions, and thus strengthen the framework for the development and application of enforceable international intellectual property regimes. Current WIPO activities in which Canada is participating include the revision of the Paris Convention on Industrial Property; the definition of an international regime for protection of integrated circuits; the harmonization of national laws in respect of patents, trademarks and copyright; and the elaboration of model laws in the areas of counterfeiting and protection for biotechnological inventions. Canada also participates in OECD conceptual work geared towards the elaboration of principles and rules related to trade aspects of intellectual property.



Trends in world trade

During 1987 the volume of world trade expanded by 4.0 per cent, as opposed to 3.5 per cent in 1986 (GATT statistics). Whereas in 1986 much of the growth had come from an expansion in energy trade, following a drop in oil prices, the expansion in 1987 was principally in non-energy items. The dollar value of world trade rose 15 per cent in value terms, with much of that rise being due to the continued devaluation of the U.S. dollar against most other major world currencies. World markets for products and services were marked by an increasing rhythm of expansion during 1987, interrupted only temporarily by the uncertainties connected with the global stock market crash of October 1987.

In 1987 trade in goods continued to be strongly influenced by other aspects of the world economy exemplified in some of the main trade policy issues of this period. Thus, the payments imbalances among the main trading countries, the effects of volatile exchange rates on competitiveness, the export and import requirements of heavily indebted countries, and the inclusion of trade in services as part of bilateral and multilateral trade accords were prominent topics of international discussion. The signing of the Canada-U.S. Free Trade Agreement and the early stages of the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations both served to confirm the increased salience and complexity of trade policy questions in an era of economic interdependence.

The increasing protectionist pressures that had accompanied growing payments imbalances in the first half of the 1980s remained a problem during 1987, and not least in the United States. These pressures were, however, kept in check by political leaders committed to trade liberalization and by the manifestation of market-induced adjustment processes, which became more apparent as the year progressed. This adjustment arose both from changes in aggregate demand among the major developed countries, and from the gradual absorption of relative price differentials among them.

The commodity composition of world merchandise trade remained stable in a situation of moderately increasing demand. The value of agricultural exports increased by 4 per cent, and that of manufactures by 3 per cent (UN figures). Manufactures now account for over two-thirds of world exports, and, of these, electronic goods for 7.6 per cent — a share that has been increasing steadily in the last decade. Energy prices recovered somewhat from their sharp fall in 1986, but by a much smaller magnitude.

Prices for most metals were up, and copper and nickel in particular benefited from robust markets. During the second half of 1987 and early 1988 there was a general rise in commodity markets, extending even into certain agricultural ones. Agricultural markets were assisted by indications of possible new limits to subsidization in some of the main developed country producers (especially, the European Community), but for the most part excess stocks continued to depress prices in most categories.

The secular trend towards greater trade among developed countries, established early in the 1980s, continued. Developed market economies, which had accounted for 63 per cent of world exports in 1980, accounted for 71 per cent in 1988; whereas developing economies dropped in share from 28 per cent in 1980 to 19 per cent in 1988. Centrally planned economies kept their share constant at 10 per cent. The U.S. and the U.K. expanded their exports strongly while the F.R.G. increased its exports only marginally and Japan's exports actually declined. The U.S. trade deficit widened somewhat, from \$144 billion to \$155 billion (US), while the trade surpluses of Japan and the F.R.G. also increased moderately. There were signs, however, that these imbalances were evolving towards a more sustainable trend.

The trade patterns of the heavily indebted developing countries were strongly influenced by their financial requirements. Thus, for instance, the U.S. is traditionally a major supplier of goods to Latin America, but this market lacked dynamism in 1987 because of repayment obligations, making the U.S. imbalance more intractable. Installation of export capacity often required imports of capital equipment and generated additional financing requirements, and it is not surprising that exports of such equipment declined even when, at times, the need for them increased. Indebted countries were under pressure to use every opportunity to maximize export receipts, leading to situations where commodity arrangements involving export quotas did not always prove reliable.

Another group of countries attracting attention in 1987 were the newly industrializing economies of Asia. The Republic of Korea, Hong Kong, Singapore and Taiwan increased their export volume by 22 per cent in 1987, and their collective trade surplus was \$30 billion (although Hong Kong and Singapore's trade was nearly balanced). Most of this growth has been built on the export of manufactured articles, closely integrated into the markets and corporate structures of developed market economies. Other countries of Asia also underwent extensive growth in trade volume and industrial capacity, India and China being the most notable.

Trends in Canada's international trade

Canada benefited in 1987 from the revival of markets in some of its main commodities, and from the general expansion in the world economy. As a result, its domestic exports increased 4.1 per cent in value, reaching \$125 billion. At the same time, imports rose 3.3 per cent in value, to reach \$116 billion. Adjusted for price changes, the volume of Canadian exports increased by 5.6 per cent, and the volume of imports by 9.0 per cent. Canada's surplus on merchandise trade in 1987 stood at \$9 011 million, up from \$7 817 million in 1986. The Canadian share of world exports increased slightly, from 4.2 per cent in 1986 to 4.4 in 1987.

Table 1 shows Canada's trade for 1987 by the main world geographical areas. Some of the trends in the distribution of trade may be explicable by exchange rates and market growth in the countries concerned. The United States remained Canada's principal trade partner, with imports and exports both growing in line with the rates of income growth in the respective markets. The Canadian dollar strengthened in terms of the U.S. dollar in the latter part of 1987, contributing somewhat to the attractiveness of the U.S. as a marketing source. Despite some market uncertainties, U.S. domestic demand remained positive in 1987, growing at 1.8 per cent, and the prospects of improved bilateral trade access gave every incentive for

Canadian exporters to consolidate their position in this market.

Canadian exports to the Asia-Pacific region increased sharply, reflecting the dynamic growth of the region and the alterations in competitiveness resulting from exchange rate changes. Exports to Japan were particularly significant, rising by 18.5 per cent to \$7 billion and leaving Canada's trade with Japan very close to being balanced. Canadian imports from Japan actually declined very slightly. Exports to other market economies in Asia also increased at a similar rate, helping to narrow Canada's trade deficit with the region. The marked increase in exports to China was more than matched by increased imports from that country.

Western Europe was another growing export market for Canada in 1987. Here again Canadian products were rendered more competitive by exchange rate changes, but often had to compete against even more advantageously priced American products. Exports increased over a broad range of countries and commodities, and Canada's trade deficit with the region diminished by over a billion dollars.

Canada's exports to Eastern Europe were down somewhat compared to 1986, owing to the highly competitive situation in international grains markets and the favourable harvest in the U.S.S.R. Imports from Eastern Europe continued their pattern of secular incremental growth.

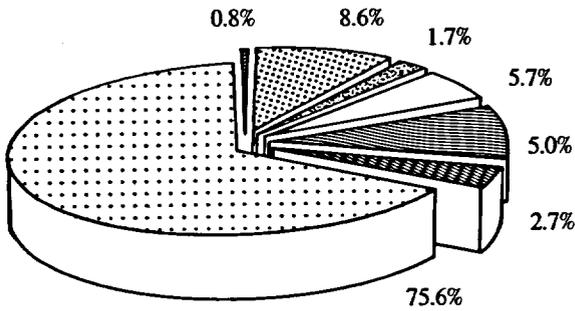
Table 1
CANADA'S PRINCIPAL TRADING REGIONS
MERCHANDISE EXPORTS, IMPORTS AND TRADE BALANCES

(Customs Basis)

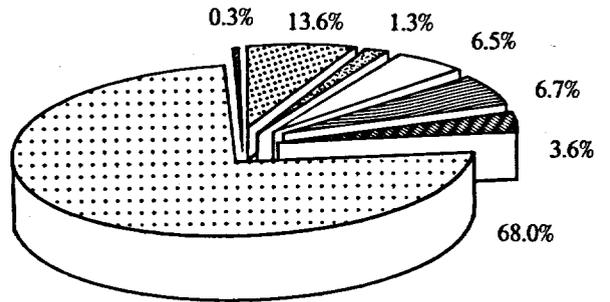
(millions of Canadian dollars)

Merchandise Trade With:	Exports 1987	Yr-Over-Yr Per Cent Change 87/86	Imports 1987	Yr-Over-yr Per Cent Change 87/86	Trade Balance 1986	Trade Balance 1987
WORLD	125 086.7	3.7	116 075.7	3.3	7 816.9	9 011.0
UNITED STATES	94 505.7	1.4	78 894.6	2.5	15 815.3	15 611.1
EUROPE	11 801.6	8.6	16 190.9	6.6	(4 341.8)	(4 389.3)
Western Europe	10 788.5	16.6	15 804.1	6.4	(5 608.1)	(5 015.6)
of which EEC (12)	9 551.0	16.7	13 512.8	5.4	(4 650.7)	(3 961.8)
Eastern Europe and U.S.S.R.	1 013.1	-37.2	386.8	15.2	1 266.3	626.3
ASIA-PACIFIC	13 262.5	18.4	15 356.6	5.5	(3 438.1)	(2 094.1)
Asia	12 406.7	19.6	14 571.2	5.1	(3 585.3)	(2 164.5)
of which Japan	7 073.9	18.5	7 550.3	-1.1	(1 692.4)	(476.4)
China	1 437.7	27.9	770.9	36.2	541.7	666.8
Pacific	855.8	2.7	785.4	14.4	147.2	70.4
LATIN AMERICA	3 352.0	-0.1	4 149.4	4.1	(638.5)	(797.4)
South America	1 718.9	-4.1	2 142.7	12.6	(112.7)	(423.5)
Central America and Caribbean	1 633.1	4.4	2 006.7	-3.6	(525.8)	(373.6)
AFRICA-MIDDLE EAST	2 126.8	6.0	1 464.8	-12.1	361.0	662.0
Middle East	1 274.7	14.4	704.6	7.5	484.2	570.1
Africa	852.1	4.6	760.1	-24.8	(123.2)	92.0

EXPORTS BY REGION — 1987

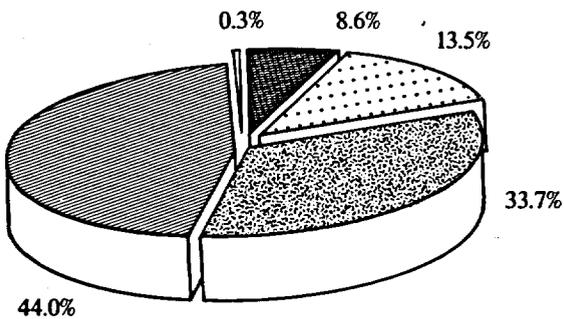


IMPORTS BY REGION — 1987

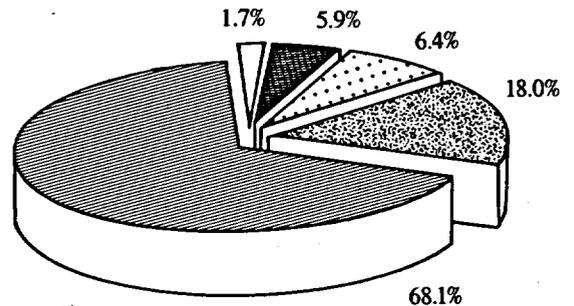


-  EASTERN EUROPE
-  WESTERN EUROPE
-  AFRICA AND MIDDLE EAST
-  JAPAN
-  OTHER ASIA AND PACIFIC
-  LATIN AMERICA AND CARIBBEAN
-  UNITED STATES

EXPORTS BY COMMODITY — 1987



IMPORTS BY COMMODITY — 1987



-  FARM AND FISH PRODUCTS
-  CRUDE MATERIALS
-  FABRICATED MATERIALS
-  FULLY MANUFACTURED PRODUCTS
-  SPECIAL TRADE TRANSACTIONS

Canada's trade with other regions was strongly influenced by the debt situations of a number of developing countries, by the continued weakness in petroleum prices, and by developing regional tendencies. There was an overall decline of 4 per cent in Canadian exports to South America. Imports from South America rose 12.6 per cent, contributing to needed foreign receipts. The most striking feature of trade with Africa was the decline in Canadian trade with the Customs Union of Southern Africa — a 58 per cent drop in imports and a 25 per cent drop in exports.

The commodity composition of Canadian trade

Canadian exports increased in 1987 in every major category except for that of end products, where there was a small decline, from \$52.7 billion in 1986 to \$51.9 billion in 1987. This decline in manufactured exports stemmed from a significant drop in exports of passenger cars and chassis and somewhat smaller declines in telecommunications equipment. There was a recovery in exports in most of these categories early in 1988.

Among the export categories that grew strongly in 1987 were lumber, wood pulp, crude petroleum, natural gas, copper, nickel, aluminum, inorganic chemicals, metal fabricated base products, agricultural machinery, and office machines and equipment. Wheat exports increased by \$400 million. On the other hand exports of iron ore and of sulphur declined.

Among imports there were strong increases in crude petroleum, coal, steel rods, metal fabricated base products, electronic computers, trucks, apparel and accessories, semiconductors, industrial machinery, plastic materials, paper and paperboard, medical supplies and equipment, aluminum, and aircraft engines and parts.

The structure of Canadian trade over this period continued to reflect some of the basic features of Canada's economic interdependencies. Manufactures featured somewhat more frequently in Canada's exports to the United States than to other developed regions, and were strongly influenced by activities under the Canada-U.S. auto pact. There were surges of trade in sectors such as aircraft and other transportation equipment that made rates of increase or decrease of little significance. There were fewer manufactures in Canadian exports to Asian countries than in those to other regions, reflecting, perhaps, the peculiarities of the local distributional systems as well as the ready availability of local products.

During 1987 the prices of Canadian exports rose on the average by 2.8 per cent, while the prices of Canadian imports rose by 0.6 per cent.

There was, in other words, a mild improvement in Canada's terms of trade.

Developments in trade policy

The cornerstone of Canada's foreign trade policy — the multilateral trading system — is based upon principles and objectives embodied in the General Agreement on Tariffs and Trade, and upon instruments and activities under the auspices of the Organization for Economic Co-operation and Development, the United Nations Conference on Trade

and Development and other multilateral and plurilateral organizations and informed groups. Canada was active in the full range of work of these bodies throughout the year under review.

General Agreement on Tariffs and Trade

The agenda of the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations is the most comprehensive and ambitious yet undertaken to strengthen the GATT and to bring about further liberalization and expansion of world trade. Stated for negotiations are market access (e.g., tariffs, non-tariff measures, natural resource-based products, textiles and clothing); agriculture; tropical products; the GATT articles; safeguards; MTN agreements and arrangements; subsidies and countervailing measures; dispute settlement; trade-related aspects of intellectual property rights; trade-related investment measures; functioning of the GATT system; and trade in services. Substantive progress has been made and, in particular, significant negotiating proposals have been tabled on reforming agricultural trade.

Canada is participating in substantive discussions with China, Costa Rica and Tunisia with regard to their requests to accede to the GATT. The negotiations are at various stages. Tariff negotiations are underway with Costa Rica and Tunisia and are due to begin with China during the next year. Guatemala and Algeria have also indicated their intention to become parties to the Agreement. Work continued during the year to prepare the Canadian position for negotiating tariff and other concessions with these countries.

Organization for Economic Co-operation and Development

Canadian participation in the OECD was active during the year. As in previous years, agriculture and other trade interests were the focus of Canadian effort. At their annual meeting in May, OECD ministers made encouraging progress toward agricultural trade reform along principles that reflected key elements of the Canadian proposal on this subject. The ministers also reaffirmed their commitment to the Uruguay Round and to the provisions of the Punta del Este Declaration.

In addition to its continuing reviews of trade matters, the Trade Committee addressed several important issues, notably in support of multilateral trade negotiations, and continued its surveillance of trade policy developments in member countries. The conceptual work on principles and rules of a potential multilateral agreement on trade in services was substantially completed and similar work with regard to trade-related investment measures made progress. Trade with developing countries, with special reference to newly industrialized countries, and the question of the membership of the People's Republic of China in the GATT received increased attention during the year.

Since the launch in September 1986 of the new round of multilateral trade negotiations, the Uruguay Round, progress has been made on the full range of issues under negotiation. This reflects the need to counter protectionism, to address a deteriorating situation in world agricultural trade and to strengthen the GATT. The MTN Trade Negotiations Committee will meet at the ministerial level in Montreal, December 5-9, 1988, to conduct a review and to give direction to conclude the negotiations by 1990.

International trade ministers' meetings

Canada's Minister for International Trade attended in Mie, Japan, a Quadrilateral Trade Ministers' Meeting in April 1987. The discussions, which involved ministers of trade from the United States, Japan, the European Community and Canada centred on the Multilateral Trade Negotiations taking place in Geneva. Bilateral trade disputes of broad interest to ministers of other countries were also discussed.

Canada also took part in informal meetings of trade ministers from a broad range of developed and developing countries. The meetings, held in Indonesia in January 1988, and in the Federal Republic of Germany in March, were designed to develop a consensus in favour of promoting rapid progress in the Geneva MTN.

International Trade Advisory Committee System

The purpose of the International Trade Advisory Committee System is to provide a continuing, confidential, two-way flow of information and advice between the Canadian government and private sector on international trade matters. This permanent advisory committee system, which reports directly to the Minister for International Trade, seeks to ensure that the government has the benefit of private sector views in its deliberations on international trade access and marketing issues, both bilateral and multilateral. The advisory committee system has two components: the International Trade Advisory Committee (ITAC) and the Sectoral Advisory Groups on International Trade (SAGITs).

The ITAC has broad terms of reference on all international trade matters including issues relating to trade policy, market access and trade development. ITAC membership is broadly representative and embraces regional, sectoral and demographic interests. The ITAC comprises approximately 40 members from the business, labour, consumer, cultural, and research and academic communities.

The SAGITs interact with the government to ensure that sectoral views are fully taken into account on international trade matters. Their membership reflects regional, subsectoral and demographic interests, as does the ITAC. SAGITs typically have between 15 to 20 members, most at the president and chief executive officer level. The SAGITs that existed to advise the government during the Canada-U.S. trade negotiations were as follows: Agriculture; Food and Beverage; Fish and Fish Products; Minerals and Metals; Energy Products and Services; Chemicals and Petrochemicals; Forest Products; Industrial; Marine and Rail Equipment; Automotive and Aerospace; Textiles; Footwear and Leather; Apparel and Fur; Consumer and Household Products; Communications; Computer Equipment and Services; Financial Services; General Services; Arts and Cultural Industries.

The International Trade Advisory System is assisted by a small secretariat within the Department of External Affairs and, as required, other government officials are at its disposal to provide information and briefing deemed necessary by the Committee or Groups. In particular, officials of the Trade Negotiations Office were actively involved in the work of the ITAC and the SAGITs.

The ITAC met quarterly and approached its discussions on the Canada-U.S. free trade negotiations by establishing a

number of task forces which met outside the main committee structure, but were composed of committee members. The task forces were assigned particular trade issues and produced reports containing specific recommendations for the review of the full ITAC. After consideration and approval by the ITAC, the reports were then formally submitted to the Minister for International Trade, who attended all ITAC meetings.

The SAGITs met every six weeks on average. The Minister for International Trade and other cabinet ministers participated in many of the meetings. Most SAGITs submitted formal reports to the Minister for International Trade.

During the year, the secretariat organized three meetings of the ITAC and 72 meetings of the SAGITs, numerous meetings of ITAC or SAGITs task forces, and also key briefing sessions for ITAC/SAGIT members — one on October 5, following the conclusion of the formal negotiations, and the other on December 11 when the final text of the Canada-U.S. free trade agreement was unveiled.

Industrial trade policy

Principal Canadian manufacturing industries such as automobile and steel production continued in 1987 to face trade-related pressures in domestic and foreign markets despite strong domestic demand in the latter part of the year. While these difficulties varied among industrial sectors, they stemmed largely from continuing oversupply in world markets and underlying requirements for further restructuring of production facilities to meet evolving demand conditions. A judicious mix of policy initiatives was therefore needed to resist pressures to limit market access for Canadian exports and facilitate longer-term industrial restructuring.

In the automobile trade, the informal understandings with Japan and Korea under which those countries restrained automobile exports to Canada were not renewed in 1987. However, automobile makers in those countries were asked to continue to exercise prudence in their exports in order to avoid disruption in the Canadian market. Automobile trade policy was more broadly reviewed in relation to bilateral negotiations which resulted in entrenchment of the Auto Pact in the Canada-U.S. Free Trade Agreement. Consultations were held with third countries to reaffirm existing automotive trade commitments, and to indicate the trade and investment-creating potential of the Agreement.

Steel policy measures were adopted in 1987 to help maintain access for Canadian exports. Steel export monitoring commenced on June 1, 1987, to provide more accurate information on the Canadian steel trade. These initiatives supplemented existing policies to deal with problems facing the Canadian industry as a result of continuing worldwide over-capacity, widespread subsidization and the managed global trading environment for steel. Measures already in place included the marking of steel pipe and tube imports, from 1985, and carbon steel import monitoring since September 1986. Comprehensive steel trade monitoring was also initiated to help respond to concerns that Canada was being used as a back door for foreign steel shipments destined for the United States.

In May 1987 Royal Assent was given to Bill C-57, an Act to Amend the Export and Import Permits Act which provided authority to add a certain type of steel or a certain product made of steel to the Export or Import Control Lists for the purposes of collecting information. Effective June 1, 1987, carbon steel was added to the Export Control List and specialty steel (stainless) was added to the Import Control List for the purposes of monitoring. To ensure compliance with the program, audits of company records are undertaken periodically. Monthly reports on both imports and exports of steel are published by the Department.

In addition, Canada withdrew the General Preferential Tariff on steel imports from February 1987 after a determination, in response to steel industry and labour representations, that the Canadian industry was being seriously affected by excess supply, and depressed world demand and prices. An agreement was negotiated with Spain to provide access for Canadian steel exports in 1987 under the safeguard action taken by that country under GATT Article XIX against steel imports to Spain from countries outside the EC. Canada continued support for greater international co-operation in the OECD Steel Committee to address adjustment issues in the steel industry.

The Department continued seeking to ensure that Canadian industrial development initiatives benefited from, and were consistent with, Canada's obligations under international trade disciplines. Such efforts were undertaken in relation to sectoral policy reviews of the automobile and automobile parts industries, the Canadian tariff regime for railway freight cars, restructuring of shipbuilding industries, drawback of anti-dumping duties on steel and duty remission orders on imports of manufactured products. Canada continued to be active in the OECD committees dealing with industry, technology, science and regional development issues.

The implications of technical standards for Canadian exports required increased attention during the year. Particularly significant were foreign government measures including phytosanitary regulations on forest products and prohibition on imports of meat from livestock reared with growth-producing hormones. Proposals to restrict imports of asbestos-containing products were a continuing area of concern. Canada undertook bilateral consultations with several countries on some of these issues and participated in discussions of others under the GATT Agreement on Technical Barriers to Trade (the Standards Code). Attention was also given to Canadian interests in strengthening disciplines of the GATT Code to deal with issues involving technical standards. The Canadian Enquiry Point under the Code received 199 notifications of new standards regulations in other countries and issued 24 from Canada. During the year, 182 enquiries were made by 19 countries about Canadian notifications, an increase of 28 per cent. Canadian enquiries grew by 6 per cent to 39.

Agricultural trade policy

Although the crisis in agricultural trade persisted during 1987, a number of developments may enable progress to be made towards long-term solutions before the end of the

decade. Prices remained severely depressed during the year, as the competition in export subsidies between the United States and the European Community continued. The severity of the crisis was such, however, that all the major agricultural countries began to address it and discussion of possible solutions began in earnest. The GATT Multilateral Trade Negotiations were the preferred forum for addressing the situation.

In May, at the OECD Ministerial Meeting, a major study of "National Policies and Agricultural Trade" was endorsed by ministers, as were a number of country studies. They identified excessively generous national support policies in the OECD countries as the root cause of the problems in agricultural trade. To resolve the problems, ministers committed their countries to a set of principles for reform, designed to make agriculture more market-oriented by reducing government support, eliminating trade-distorting domestic policies and improving market access. Canada supports the OECD's continuing monitoring of policy developments and assessment of the impact of policy changes.

At the 1987 Venice Economic Summit, Prime Minister Mulroney again raised the issue of agricultural subsidies and obtained commitments from the Summit participants to an early tabling of negotiating proposals at the Uruguay Round of GATT negotiations taking place in Geneva. The United States was first to follow up in July, followed by Canada, the Cairns Group, the European Community, the Nordic countries and Japan during the autumn of 1987. Although the proposals offer different orientations to solving the current problems, most share a commitment to address the fundamental causes of the crisis and common ground has been established as a basis for work on a long-term framework for agricultural trade.

The Department's efforts have focused on the activities of the Cairns Group of 13 smaller "fair traders in agriculture," whose members are Argentina, Australia, Brazil, Canada, Chile, Colombia, Hungary, Indonesia, Malaysia, New Zealand, the Philippines, Thailand and Uruguay. Together, they account for approximately one-quarter of world exports of agricultural products.

The Cairns Group held two ministerial meetings in the last twelve months. At the Ottawa meeting held on May 21-23, 1987, the Group endorsed the position Prime Minister Mulroney had decided he would adopt at the Venice Summit. At the meeting in San Carlos de Bariloche, Argentina, on February 23-27, 1988, ministers reviewed progress in the MTN and agreed that the Group would further elaborate its position in the MTN before the summer of 1988. Members share the objective of a long-term liberalization of agricultural trade and have acted as a "third force" in the Uruguay Round of GATT negotiations, trying to bridge the gap between the United States and the European Community. The Cairns Group has been very effective in bringing attention to the plight of smaller exporting countries and in putting together a number of concrete proposals which have helped to advance discussions in the Uruguay Round.

Resource and commodity trade policy

Canada participates in a number of international commodity organizations of which three were created by

international commodity agreements (tin, natural rubber and coffee) with economic provisions designed to provide stability to the respective international markets.

The Sixth International Tin Agreement continued to devote considerable effort to defending itself in litigation resulting from the collapse of the tin market in 1985. In another development, the International Rubber Agreement was signed by the requisite number of producers and consumers to maintain the buffer stock through its interim period before the second agreement is expected to come into force (January 1989). Canada did not sign and must therefore decide whether or not to accede after entry into force. Canada chaired the International Coffee Council negotiation at which revised export quotas were agreed, and the International Coffee Agreement was then reactivated.

Canada also participates in several important specialized commodity forums which foster discussions between governments (often with industry advisors) on matters related to the production, consumption and international trade of specific products. The International Wheat Council is one such consultative body that has its origins in an international commodity agreement. The 1988 International Sugar Agreement is currently limited to a consultative framework, due to failure to reach agreement on pricing and other provisions to stabilize the international sugar market. Canada continued to be an observer at the International Cocoa Agreement, which entered provisionally into force in January 1987.

Canada supports the International Jute Agreement, which does not contain price stabilization provisions but focuses on increasing consumer awareness for jute and jute products, and research and development in new uses for jute. Preparations for the renegotiation of the first International Jute Agreement will begin in 1988 and will be completed in 1989.

In May 1986 Canada joined the International Tropical Timber Organization. This body was created for the purpose of establishing reliable data on markets and market structures in order to improve the assessment of world trade in tropical forest products and tropical forest management and development. The International Tropical Timber Agreement comes up for renegotiation in 1990, at which time its focus may expand to include a range of environmental issues.

International support for open discussion among government experts on matters relating to trade in minerals and metals encouraged Canada to assume a leadership role in promoting the creation of an International Nickel Study Group along the lines of the International Lead Zinc Study Group. The latter is also the proposed model for another study group proposed by the United States' copper industry and supported by Canada and other major producers and consumers, for which a negotiating conference on the terms of reference was called in June 1988.

In May 1986 the International Labour Organization (ILO) adopted a convention on safety in the use of asbestos, which embodied Canada's controlled-use approach. This ILO Convention is now open for ratification by member countries and Canada began taking steps for obtaining provincial concurrence leading to Canadian ratification.

Canada participated in the third UNCTAD *ad hoc* Intergovernmental Group of Experts meeting on iron ore, where it was agreed that sufficient intergovernmental interest in iron ore trade existed to warrant future *ad hoc* meetings within UNCTAD. The next meeting was tentatively set for October 1989.

Canadian delegations have been regular participants in the OECD High Level Group on Commodities, the UNCTAD Committee on Commodities, WHO and FAO Committees and related agencies, and the UN Economic Commission for Europe. Within these organizations Canadian officials and their industry advisors have pursued Canada's interest in a wide range of specific commodity questions regarding, *inter alia*, changing product standards, evolving health and safety requirements, and global production and consumption trends.

Agreement on government procurement

Canada participated in the negotiations that produced an accord to improve the procedures of the Agreement on Government Procurement. The improvements came into force on February 14, 1988. The Agreement, to which the major industrialized countries adhere, opens up a portion of the procurement of goods by its member governments to international competition.

Liquor boards

A GATT panel, established at the request of the European Community, found that certain Canadian provincial liquor board practices on pricing, listing and distribution discriminate against imports of alcoholic beverages and are inconsistent with GATT rules. Canada has been asked to have the provinces bring their practices into line with international trade rules and report back to the GATT before the end of 1989.

Harmonized system of tariffs

Work continued in preparation for the implementation by Canada and our trading partners of the Harmonized System (HS) within the GATT, and negotiations continued seeking to ensure that tariff conversions were as neutral as possible. In December 1987, Canada re-bound its tariff schedule in the GATT in its HS format, and also became a signatory to the Harmonized System Convention of the Customs Co-operation Council in Brussels. On January 1, 1988, Canada and over 40 of its trading partners implemented the HS, with the notable exception of the United States (which is expected to implement by January 1, 1989).

Pacific salmon and herring

Canadian regulations under the Fisheries Act prohibit the export of Pacific sockeye and pink salmon and herring unless it has been processed in a federally certified plant in British Columbia. U.S. fish processors petitioned the U.S. government under Section 301 of the Trade Act, complaining that Canadian fish processors were buying significant quantities of unprocessed Alaskan salmon and herring while they were denied access to unprocessed salmon and herring from British Columbia. After two rounds of bilateral consultations, the United States took the complaint to a GATT panel. In November 1987, the panel made its finding that Canada's export restrictions were

inconsistent with the GATT. The report was formally adopted at the GATT Council meeting on March 22, 1988. The Minister for International Trade announced that the Canadian government intended to act by January 1, 1989, to remove the regulations. At that time, the government will put in place a GATT-consistent landing requirement covering Pacific salmon and herring in order to address specific fishery conservation, management, inspection and quality control concerns.

Enlargement of the European Community

Subsequent to the entry of Spain and Portugal into the European Community, Canada and other trading partners have been engaged in negotiations on compensation for the resulting impairment of market access to the EC. Five rounds of negotiations between Canada and the EC have been held since November 1986. No formal negotiating sessions have been held since the summer of 1987 when a deadlock developed over the issue of whether Portugal had granted a tariff concession in 1961 to Canada on wet salt cod. The Director-General of the GATT has agreed to referee the dispute. It is expected that negotiations between Canada and the EC will be concluded by the autumn of 1988.

U.S. customs user fees

In October 1986 the United States imposed an *ad valorem* fee on most imports. Canada and the European Community contested this fee and after consultation with the U.S., requested formation of a GATT panel. The panel ruled that the fee, as structured, violated the U.S.'s GATT obligations because it charged for services not related to imports and the fees charged were too high. The U.S. was asked to change the fee. Canada would be completely exempt from the U.S. customs user fee within five years under the Free Trade Agreement.

U.S. Superfund legislation

At the request of Canada, Mexico and the European Community, a GATT panel investigated the U.S. Superfund legislation. In June 1987, the panel found that the U.S.'s discriminatory tax on imported oil was inconsistent with its obligations under GATT, and the U.S. was asked to remove the discriminatory aspects of the tax.

Japanese tariff on SPF lumber

Japan imposed an 8 per cent tariff on Spruce-Pine-Fir (SPF) dimension lumber while allowing dimension lumber from other species of wood to enter duty-free. The tariff restricts Canadian access to a rapidly expanding market that was originally developed by Canadian industry. After consultations with Japan, Canada requested a GATT panel to examine its complaint that the discriminatory tariff treatment is illegal under international rules. Japan agreed to the formation of the panel at the March 1988 GATT Council meeting.

International trade development

Agriculture, fish and food

The Agriculture, Fish and Food Products Bureau provides leadership for the government's international trade activities for all primary agriculture, fish and food products except

grains and oilseeds. It was responsible for the development of international fisheries relations policies and of Canadian positions in a number of multilateral fisheries organizations. It was involved in numerous export market development projects, ranging from promotion of Canadian food products in Florida supermarkets to the organization of agricultural and food buyers missions from Greenland.

A market development strategy report entitled *The Agri-food Market in China: How Can We Improve Canada's Export Performance* was completed and was the subject of consultations with provinces and the private sector. Similar market development strategies for Mexico and South Korea are due for completion next year. The "Buyer Connection Program," implemented in 1987 to obtain greater acceptance of Canadian agri-food and fish products in the American market, was retained to capitalize upon marketing opportunities that would become available to exporters under the Free Trade Agreement with the United States.

A meeting was organized in January of provincial representatives and DRIE regional officers engaged in export market development for the agri-food and fish sector. These annual meetings are designed to improve co-ordination among provincial and federal departments concerned with agri-food export development. Officers from Agriculture Canada and Fisheries and Oceans Canada participate.

The Department of External Affairs and Agriculture Canada began identifying technical impediments to trade which could be met by Export Expansion Fund initiatives and could enhance the Fund's planning process. Under the auspices of the interdepartmental Committee for International Trade Development and the federal-provincial Market Development Council, a computerized inventory was begun for all federal and provincial agri-food market development activities, market research and promotional material. The Bureau is responsible for managing Canada's agri-food reporting and market intelligence program, under which 149 scheduled reports are required from Canadian missions abroad. In addition to External Affairs these go to government departments and agencies and private sector trade and industry associations.

In the processed food sector, programs were designed to identify opportunities in export markets, promote sales through trade fairs, monitor trade flows and otherwise assist Canadian companies to export.

The Bureau participated in four international trade shows: ANUGA in Cologne, MEFEX in Bahrain, FOODEX in Tokyo and the Food and Equipment Trade Exposition in San Juan, Puerto Rico. Seven "solo" food shows were organized in Albany, Boston, Buffalo, Chicago, Cleveland, Minneapolis and Seattle as well as a special Philadelphia wine and cheese fair. It also participated in three regional trade shows: the Mid-west Hospitality Fair, and the California and Arizona grocers associations' trade fairs.

New initiatives included a consumer promotion with a major Florida supermarket chain which featured Canadian products in its 135 stores. A wine tasting was organized for selecting Canadian wines to be served at official functions in Canada and at missions abroad. Assessment was made of export opportunities in Australia and New Zealand and a

Canadian food fair was organized with a department store chain in New Zealand.

In response to growing concern over fur-related issues and their international implications, the Department secured funding for an International Fur Communications Program to be administered by the Fur Institute of Canada. This activity has been co-ordinated with the Fur Council of Canada and Indigenous Survival International to maximize support from the fur industry. The Department was the major contributor to the prestigious Indigenous Exhibit at the Museum of Mankind in London in order to heighten public awareness about indigenous lifestyles and the aboriginal peoples' reliance on the fur trade. It also participated in the newly created Fur Alliance, resulting in a co-ordinated Canada-U.S. fur support effort.

In the fisheries and fish products sector, activities were undertaken in both trade promotion and international fisheries relations. Two fisheries missions were organized, one to acquaint Canadian seafood exporters with opportunities in the German market, and the other to establish Australia as a new market for the under-utilized hake resources found on the Pacific and Atlantic coasts. The Bureau was active in the new and rapidly growing aquaculture sector with a presentation at an investment seminar on the Canadian aquaculture industry in conjunction with Aquanor in Norway.

The Bureau continued participation at major seafood shows in the United States and used a custom-designed generic display at shows in Boston and Orlando. It was also involved in organizing recruitment for ANUGA 87 in Cologne, where record on-site sales of seafood were made.

Two special projects were executed under PEMD — one to the British Columbia Salmon Farmers Association for a long-term market development program, and the other to the Fisheries Council of Canada to support a "Taste of Canada" day in conjunction with the International Seafood Conference in Monaco. Three major multi-year PEMD projects for large seafood exporters were continued.

In the area of international fisheries relations the Bureau served as the departmental co-ordinator. It participated in preparing the *Report of the Federal-Provincial Working Group on Foreign Overfishing* and in co-ordinating the Department's response. It helped shape the response to the *Report of the Royal Commission on Seals and Sealing in Canada*. It was involved with the GATT Panel Report on West Coast salmon and herring and with GATT Article XXIV.6 negotiations on Enlargement of the European Community. It advised on fisheries relations and participated in bilateral discussions with the EC, Japan and other countries. An undertaking was secured from the Federal Republic of Germany to amend its import regulations to remove fresh, chilled and frozen Pacific salmon from the regulations related to endangered species.

The Bureau participated in a special meeting of the Northwest Atlantic Fisheries Organization to revise the Joint International Enforcement Scheme. It also co-ordinated government positions and participated in the Fisheries Committee of OECD, the North Atlantic Salmon Conservation Organization and the International North Pacific Fisheries Commission, and was involved in multilateral discussions for establishing a scientific organization for the North Pacific.

In the primary agricultural products sector, the Bureau continued to promote Canadian purebred livestock and genetic material through participation in international livestock shows in Brazil, Australia, U.K. and Western Europe, and in other agricultural events in China and Southeast Asia.

Incoming missions were an effective trade promotion tool for both plant and animal genetic material, acquainting visiting buyers and quarantine officials with Canadian production conditions, health standards and inspection systems, normally a key factor in the decision to acquire breeding stock or hybrid seed from Canada. Several such groups sponsored during the year were organized to include the Royal Winter Fair in Toronto or the Western Canadian Agribition in Regina in their itinerary. Resulting sales included breeding goats to Brazil and Venezuela, dairy cattle and semen to Portugal, embryos to Australia, and swine breeding stock to Thailand and Malaysia. Other missions included seed potato delegations from Jordan and Saudi Arabia to the Maritimes, and British apple buyers to British Columbia. Two feature films on Canadian beef and dairy cattle were produced in Spanish, Portuguese, Russian and Mandarin versions.

The rapid increase in production of pulses and special crops in Canada was expected to continue. A pulse crop display kit was distributed to increase product awareness in offshore markets and support promotional efforts of Canadian exporters. Newly formed industry associations were supported in developing their market strategies.

Use of the PEMD Special Activities program is an essential ingredient in the marketing activities of many product associations in the primary sector. The Bureau processed over 30 projects, mostly for "generic" promotional activities, e.g., by livestock breed associations, and by dehydrated alfalfa, pulse crop or nursery trade organizations. New markets for peas and lentils, a reduction in the tobacco surplus, and increased exports of seeds for sowing (\$77.5 million in 1987 — up 37 per cent from 1986) are considered to be due at least in part to this kind of support.

Market access for agricultural products in certain regions of the world remains difficult. Efforts continued during the year toward secure access for Canadian seed potatoes to the EC, chopped hay, fresh apples, cherries, tomatoes and sweet peppers to Japan, and dehydrated alfalfa products to Korea.

Advanced technology marketing

The rapid evolution of informatics, remote sensing, instrumentation and telecommunications technologies continued.

As users in the private and public sectors in Canada and abroad enter previously uncharted territory, market profiles change in practically all countries. The marketing promotion task becomes more complex, and marketing strategies concentrate on more specialized segments or "niches." The majority of Canadian trade offices abroad consider communications and informatics to be the major sector of concentration. The Department has continued to assist Canadian advanced technology companies to develop export markets by identifying products with high export potential and preparing export marketing strategies; co-ordinating intragovernment advanced technology marketing initiatives; and serving as a focus of expertise within the

government for information on international marketing plans and activity of Canadian advanced technology companies.

The Canadian telecommunications industry, (with a financial contribution from the Department) supports the Telecommunications Executive Management Institute of Canada in Montreal. It seeks to expand Canada's export trade in telecommunications goods and services and to enhance the skills of executives from the telecommunications authorities in developing countries. It began a series of management training courses for senior executives during the past year.

Canadian remote sensing firms have successfully demonstrated their product and service capabilities in systems hardware and software to potential buyers in new markets in Asia, Australia, Africa and Latin America. Specialized software packages for primary and secondary industrial processing and for a variety of office management functions have found new markets in Europe, Asia and Latin America.

The Department has produced sourcing manuals, promotional directories and specialized information brochures on computing, electronic, remote sensing and telecommunications products and a rural telecommunications project planning guide aimed at increasing international awareness of Canadian capabilities among foreign technical, planning and procurement managers.

Tourism program abroad

Tourism contributes significantly to Canada's international trade and balance of payments and it stimulates economic growth and prosperity in all provinces. In 1987, foreign visitors spent some \$6 billion in Canada, making tourism the third-largest single foreign exchange earner. It provides direct employment for nearly 600 000 Canadians. The Department is responsible for Canada's Tourism Program abroad, effected through trade commissioners at missions overseas and in the key market of the United States. A Tourism Unit was established to provide operational direction to missions and to serve as departmental focal point for tourism-related matters.

Overseas, the priority markets for the promotion of tourism to Canada are the United Kingdom, France, West Germany and Japan. The Department also has officers assigned to the Tourism Program in the Netherlands, Hong Kong, Australia and Mexico.

A record total of 23 million visits to Canada from foreign countries was made in 1987, an increase of 12 per cent over 1986 which included EXPO 86 in Vancouver. Although the number of U.S. tourists declined by 6.4 per cent during 1987 over the exceptional figure for 1986, the general trend is upward compared with previous years with a 10.2 per cent increase over 1985. In 1987, Canada received a total of 12.7 million U.S. visitors.

Export programs and services

Canada Export Trade Month

Canada Export Trade Month is a national program led by the Department and implemented by the federal and provincial governments and the private sector. Each October, business groups, industry associations, govern-

ments and academic groups co-operate, through seminars, conferences and expositions, to spread the message that "Exports Build Canada." In October 1987, the fifth Canada Export Trade Month, 150 different events were held including seminars and workshops, information sessions, speaking engagements, educational events, incoming and outgoing missions, trade shows, exhibits, tours and awards presentations honouring outstanding Canadian exporters.

Export Marketplace

To inform exporters and firms ready to export of the services available to assist them, and market opportunities identified by the Department's missions, the Department organizes Export Marketplace during Canada Export Trade Month, its largest single domestic export awareness program. In October 1987, the third year of Export Marketplace, trade commissioners from missions abroad met with new exporters to discuss potential opportunities in 35 different markets. These meetings were held in 21 cities in Canada, and trade promotion specialists met with nearly 2 000 companies in over 6 500 interviews.

The Canada Export Awards

Since its inception in 1983, winning a Canada Export Award has been a highly regarded achievement for companies proud of their export success and has been useful to them in promoting their international and domestic sales and in motivating their employees.

In October 1987, at the annual meeting of the Canadian Exporters' Association, the Minister for International Trade presented awards to the following 12 successful exporters: Abegweit Seafoods Inc.; C-E Canada Power Systems, a division of Combustion Engineering Canada Inc.; Connaught Laboratories Ltd.; Exeltor Inc.; Fishery Products International Limited; Hybrid Turkeys Inc.; Knelson International Sales Inc.; Lab-Volt Limitée; Noranda Forest Sales Inc.; The Radiochemical Company (RCC), a division of Atomic Energy of Canada Limited; Saskatoon Chemicals Ltd; and, Westronic Inc.

Federal-provincial co-operation

The Department continued to improve the process of consultations with provincial government departments responsible for trade. Federal-provincial ministers responsible for international trade met in Quebec City in May to discuss a wide range of trade issues; the agenda reflected a commitment to improve access to overseas markets, enhance trade competitiveness and strengthen international marketing effectiveness. This process of co-operation was continued by meetings between departmental and provincial trade officials in every province, with the objective of co-ordinating Canada's trade promotional efforts abroad.

During the year, a pilot project to accommodate provincial trade representatives in missions abroad placed officers from British Columbia in Hong Kong and Düsseldorf, and from Ontario in Seoul.

Montreal initiative

In April, the Department submitted to the Ministerial Committee on the Development of the Montreal Region its response to the recommendation of the Picard Consultative

Committee Report in the area of international trade and finance. In November, Cabinet approved an Omnibus Memorandum on the development of Montreal, which included new international trade initiatives estimated at \$2 million. The Department's detailed annual implementation plan was subsequently approved by the Montreal Executive Committee.

Trade facilitation

Work continued on the Trade Facilitation Program to improve procedures and documentation used in international trade. Its current emphasis is to enhance Canadian competitiveness by streamlining international documents and by participating in the development of an international standard for computerized communication of information used in international trade.

Assistance to the Electronic Interchange Council of Canada was extended to help it hold information seminars across the country. The Department represented Canadian interests in international bodies working on standards and documentation and on such issues as pre-shipment inspection.

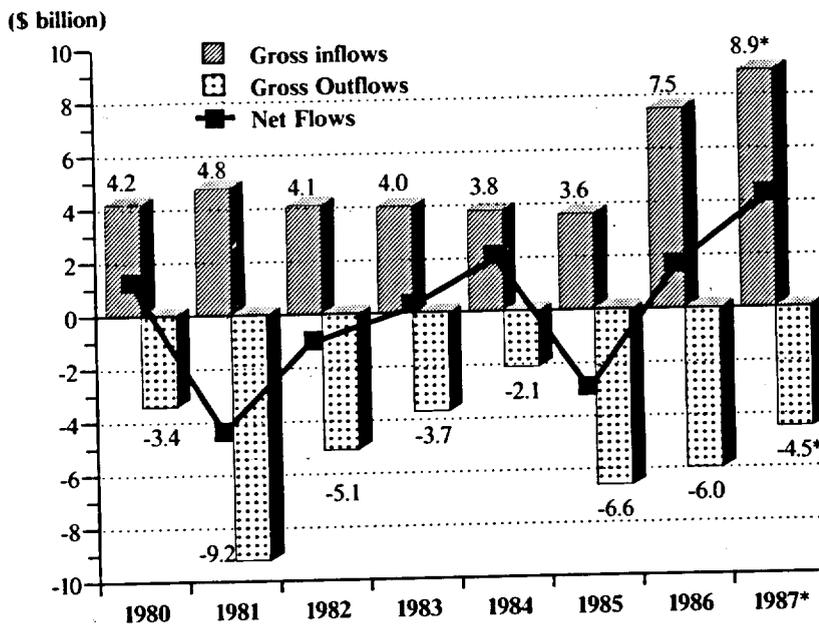
Centres for International Business Studies

The Department continues to sponsor centres at Dalhousie University, Montreal's École des hautes études commerciales and the universities of Western Ontario, Manitoba and British Columbia. The objective is to enhance the quality of management in Canadian business, particularly in the export community, through the study of international business practices and techniques. The program is directed to providing business with university graduates who have an understanding of international business issues; providing business managers with programs to extend their skills in international marketing and business; encouraging research on international business issues; and providing materials for teachers.

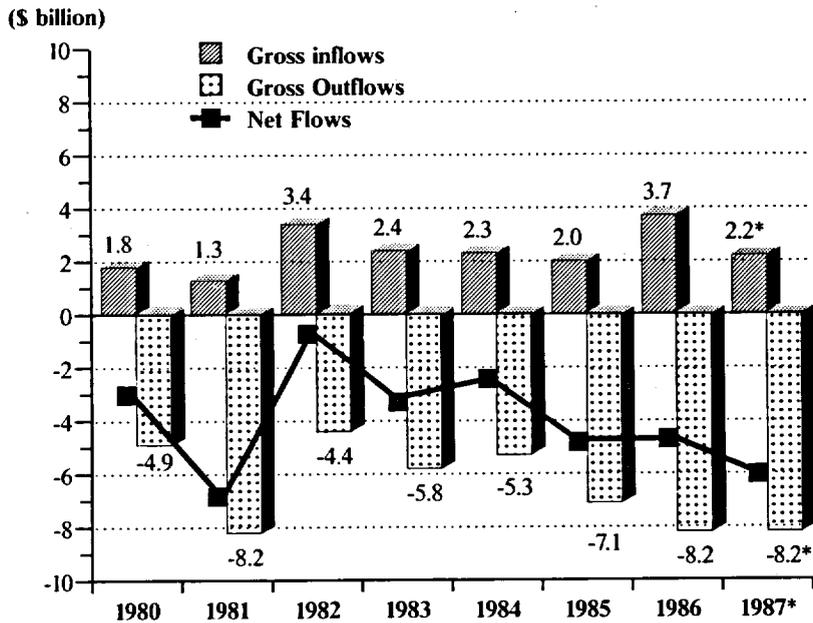
Liaison with the business community

The Department has been increasing liaison with industry and trade associations. Regular meetings were held during the year with committees of the Canadian Chamber of Commerce, the Canadian Exporters' Association and other national organizations. Over 200 individual industry and trade associations were invited to Ottawa on two occasions

GROSS AND NET FLOWS OF FOREIGN DIRECT INVESTMENT IN CANADA



GROSS AND NET FLOWS OF CANADIAN DIRECT INVESTMENT ABROAD



*Preliminary data.

Source: Statistics Canada.

Prepared by Investment Canada, March 30, 1988.

to receive briefings on the Canada-U.S. Free Trade Agreement, and were provided with the Department's trade and investment promotion plans for review and comment.

Investment and technology development

Foreign investment development

With the government's investment promotion program entering its third year, the year under review was one of new records in investment interest in Canada and in investment flows — with total foreign direct investment increasing from \$92.5 billion in 1986 to \$103.1 billion in 1987, an increase of 11 per cent. The United States continued to be the largest single source of foreign direct investment but in a decreasing percentage; the United Kingdom, the Federal Republic of Germany, the Netherlands, Japan, France and Switzerland were the remaining major sources. The major growth sources are Japan, West Germany, the Netherlands, Switzerland and France, with increases ranging from 130 to 500 per cent. In addition, significant new investment flows came from Australasia, Hong Kong, Italy and Sweden. These figures reflect promotional initiatives undertaken by departmental personnel at some 43 investment promotion missions abroad. While the Department has focused on markets where it maintains investment counsellors recruited from the private sector to service the U.S., U.K., France, Germany, and Japan, other centres of investment potential

have received attention through Canadian trade commissioners stationed in other European countries and countries in the Pacific Rim.

The investment promotion program abroad is supported by Investment Canada and DRIE and entails co-operation with provincial governments. Increasing attention has been given to foreign investment which serves to bring new and competitive technologies into Canada.

Technology Inflow Program

The Technology Inflow Program (TIP) was begun in January 1986 to assist Canadian small- and medium-sized enterprises to acquire the foreign technology innovation needed to produce new or improved products, processes or services. The goal is to increase the competitiveness of Canadian industry.

The two main elements of the program are (a) TIP Post Services — specially recruited staff at missions abroad who respond to requests from Canadian organizations to identify sources of new or emerging technologies, investigate opportunities for licensing or joint ventures, and arrange to bring together prospective partners; and (b) TIP Fund — this fund provides financial support to defray the costs of exploratory or working visits abroad by Canadians, visits by foreign experts to Canada, or the international costs of joint ventures or joint research and development projects. Support is directed primarily at small- and medium-sized enterprises.

During its second year of operation, the TIP Post Service responded to over 1 500 requests and the TIP Fund supported 164 projects. It is estimated that about 500 of the requests will lead to follow-up action regarding the transfer of technology to Canada. Of the 164 projects supported, 158 resulted in the acquisition of in-depth knowledge of a foreign technology, 66 resulted in a letter of intent to transfer technology or to collaborate in joint ventures, and some 40 are expected to result in development of new or improved products or processes.

Science and technology policy

The inherent international nature of science and technology has focused increasing attention on policy issues ranging from trade-related impacts of technology flow through intellectual property issues to provision of an international context for the government's Innovation Program. Canada participated in many UN bodies dealing with science and technology policy, both in defending Canadian economic interests and promoting effective application of science and technology to the problems of developing countries.

Bilateral science and technology collaboration

The Department was involved during the year with many countries to enhance economic development goals in a broad range of science and technology sectors. Collaboration with Japan, the United Kingdom, West Germany, France, the European Community and other industrialized countries was pursued. Continuing collaboration with the United States is extensive and mostly without formal government relationships.

Communications

The increasing convergence of communication, computer and information technology has been of growing significance to the world economy. During fiscal 1987/88 trade in services was of special international interest. Prospects for increased competition in international communications led to discussions of means to ensure an orderly evolution of international markets. Exploratory work continues to be done by the Information, Communication and Computer Policy Committee of the OECD, whose High-Level Meeting in December 1987 addressed three principal themes: information and communications technologies for economic development, telecommunications policies, and international rules of the game.

Practical requirements for operational space in the radio spectrum were resolved, in part, at the ITU World Administrative Radio Conference for the Mobile Services. In particular, the Conference took decisions that will permit the introduction of Canada's M-Sat mobile satellite system.

Transportation

In international aviation *ad referendum* agreements were reached with the People's Republic of China, Hong Kong, Singapore, Egypt, Ivory Coast, Venezuela and the United Kingdom. During the year, the *ad referendum* agreements with Portugal, India and Ivory Coast were formally signed and brought into force. Negotiating rounds continued with Ireland, Saudi Arabia and the Republic of Korea while consultations continued with the United States to explore means of safeguarding and further expanding the frame-

work of international passenger and cargo services by Canadian airlines.

Combatting international terrorism has become a specific objective in bilateral air negotiations. To this end Canada seeks inclusion of tough security provisions in all new bilateral agreements. A key element of Canada's participation in the International Civil Aviation Organization (ICAO) was the development of an aviation security convention.

A similar convention for maritime security was concluded in Rome under the auspices of the International Maritime Organization (IMO). The Department assisted Canadian participation in the broad range of IMO activities directed at safe navigation and the prevention of pollution at sea. The Department participated in preparations for review of the UNCTAD Code of Conduct for Liner Conferences (with implications for ocean carrier-shipper relations and national fleets) and for the Thirteenth Session of the UNCTAD Committee on Shipping, which addressed structural and economic problems in international shipping. In the UN Economic and Social Council (ECOSOC) Canada successfully argued for more resources and attention to ensure the safe movement of dangerous goods.

A conference in June was co-sponsored by the Department with the Exporters' Coalition on Canadian Maritime Policy; difficulties in shipping to the developing world were assessed and recommendations were formulated for possible remedial action. Individual Canadian exporters and ocean carriers received support in coping with problems in transportation to other nations. Transportation problems arising from restrictive practices of certain countries became sufficiently acute to cause Canada to join with other Western nations in joint diplomatic approaches to loosen restraints.

Export finance, capital projects, PEMD

Export financing

Financing is a key factor in any export sale and in increasingly competitive and complex international markets the traditional forms of export financing are often no longer available nor appropriate. The Department works with other government entities to ensure exporters' needs are recognized and to provide exporters with advice on potential sources of export financing. New procedures governing the EDC Canada Account were put in place and between September 1987 and March 1988 the Minister for International Trade issued \$1.2 billion of preliminary Canada Account financing support to Canadian exporters. To expedite routine transactions, a process was established to reduce the time required to obtain final authorization of Canada Account financing. Exporters are now informed from the outset if, for repayment risk reasons, a country would not be eligible for Canada Account support.

The Department continued to work on OECD consensus issues related to export credits, to ensure discipline and transparency of the international rules applied to export financing. As international financing institutions such as the World Bank offer substantial opportunities for Canadian exporters, the Department has continued a program of information and assistance, both in Canada and abroad, to

encourage greater Canadian participation in projects financed by the institutions. Countertrade is another source of financing in demand in the international marketplace as an alternative or complement to more traditional export financing. To strengthen Canada's ability to respond to countertrade demands in one of the most active areas, a study was published on the Canadian countertrade experience in Eastern Europe.

Capital projects

In response to exporters' requests for a focal point for overseas capital projects, attention was paid to the need for better and earlier information on project opportunities and advice to exporters on how best to pursue projects. The Cost Recoverable Technical Assistance Program, designed to provide public sector expertise in support of Canadian project bidding abroad, was extended for two years and is being promoted to exporters as a means of strengthening their project capability.

Trading houses

Trading houses are a good means for introducing small business to international markets. The Department co-sponsored over 20 seminars across Canada aimed at informing the public and private sectors of the role and function of trading houses. These were held in co-operation with the Council of Canadian Trading Houses, which is supported by the Department.

repaid if sales materialize as a result. The Department assists exporters by organizing a number of trade fairs or missions to which it invites Canadian companies to participate at a cost-sharing fee, or responds to requests from Canadian companies to assist their efforts through a conditionally repayable contribution for the purpose of market identification, trade fair attendance, project bidding, establishment of sales offices abroad or consortium formation. The PEMD budget now stands at \$34 million, which is 70 per cent of the 1984/85 level.

Measures have been taken to increase cost effectiveness of PEMD program government-initiated trade fairs and mission activities and in the industry-initiated part of the program, which remains responsive to industry demand. Improved monitoring led to improved export sales reporting. In the years preceding PEMD restructuring, reported export sales levels were usually below \$500 million; the level reported in 1987/88 was in excess of \$830 million. The higher sales were accompanied by higher repayment levels. In the year under review, repayments were close to \$5 million, compared to earlier levels of below \$2 million.

The number of PEMD applications received dropped by about 9.5 per cent to some 4 000, of which 2 700 were approved with a value of \$22 million. The decline in applications is attributable to a healthier economy which has reduced corporate incentive to pursue new export markets, elimination of assistance to divisions of larger companies, elimination of *per diem* expenses for market identification trips and assistance for sales offices in the U.S.

Table 2
PROGRAM FOR EXPORT MARKET DEVELOPMENT
(Industry-Initiated)

Year	Number of applications received	Number of applications approved	Amount approved (\$000)	Expenditures (\$000)	Sales (\$ millions)
1980-81	3 324	2 498	21 853	9 130	
1981-82	4 200	3 064	30 929	17 792	
1982-83	5 538	3 998	41 111	20 874	
1983-84	5 618	4 105	42 054	26 975	
1984-85	6 235	4 543	66 781	32 865	353
1985-86	5 363	3 664	36 260	33 706	583
1986-87	4 426	2 992	29 432	24 016	572
1987-88	3 997	2 738	22 258	19 000	1 024

Program for Export Market Development

The mandate of the Program for Export Market Development (PEMD) is to support growth of the Canadian economy through incremental export sales. These are sales achieved through incremental export marketing activities by companies that would not or could not undertake them without PEMD assistance. The government shares the risk of market development, and PEMD contributions are

While the number of events organized by the Department such as trade fairs and incoming or outgoing trade missions declined, more Canadian companies benefited from this type of assistance. The Department supported trade fair attendance at 140 events, with 700 companies participating. It organized 41 outgoing trade missions with 110 companies and 119 incoming buyers missions involving 275 foreign decision makers and buyers.

Table 3
PROGRAM FOR EXPORT MARKET DEVELOPMENT
(Government-Initiated)

Year	Number of proposals received	Number of projects approved	Number of companies assisted	Budget approved (\$ millions)	Expenditures (\$ millions)	Sales (\$ millions)
1981-82	811	299	1 652	8.6	8.8	350
1982-83	1 012	308	1 508	10.6	9.5	600
1983-84	1 073	341	1 894	12.7	13.1	623
1984-85	1 148	448	1 750	15.5	14.7	728
1985-86	1 033	385	1 613	15.7	15.5	763
1986-87	1 219	323	1 403	12.5	12.7	444
1987-88	1 576	296	1 316	11.6	12.2	500

WIN Exports

WIN Exports is a microcomputer-based database of information on 22 000 Canadian exporters. During the year the system was deployed throughout the trade divisions of the Department, DRIE regional offices, six provincial economic-trade departments and in 60 of Canada's missions abroad. It provides trade officials with a consolidated electronic sourcing directory, a collective memory of contact made in the field and office automation facilities for manipulating and utilizing the data. By virtue of its contents and deployment it has become the "national" database on Canadian exporters and their supply capabilities. During the year, modules were added to WIN Exports designed for tourism and investment promotion activities in the field.

Planning and tracking system

In 1986, the Department launched an advanced computer-based system to manage the export and investment promotion plans of 96 missions abroad covering some 120 markets. It identifies specific trade activity priorities of missions, provides detailed sectoral and market information and permits market opportunities to be selected geographically and by sector. During 1987 a tourism market development component was added to the system.

Defence programs

Defence trade with the United States

The Defence Programs Bureau is responsible for managing Canada's defence economic relationship with the United States under the Defence Production Development Sharing Arrangement, the terms of which have been evolving since the Second World War, when it was realized that the industrial base was an integral component of the defence of the continent. In the past year Canadian defence exports to the U.S. rose 35 per cent to \$1.3 billion. The most noteworthy aspect of this increase was caused by a surge in sales by sub-contractors, generally smaller Canadian companies. A program to expand participation of such companies in this market included seminars and visits to companies in all regions of the country, visits of U.S.

defence buying agencies and major defence prime contractors to Canada, and missions of Canadian companies to American military commands and procurement agencies.

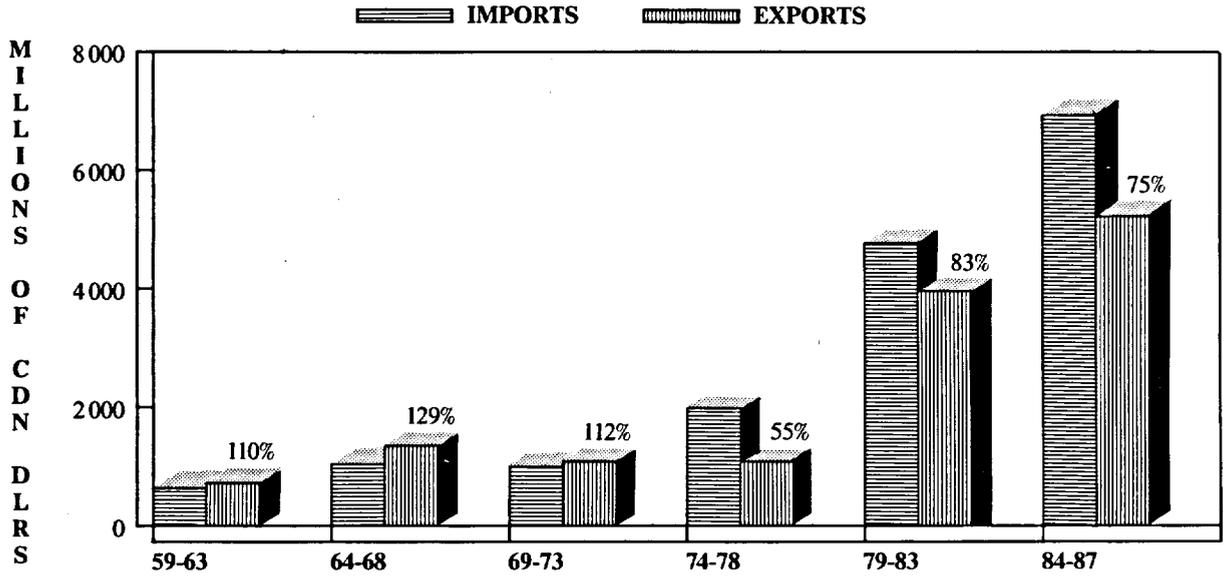
Over 800 queries were handled from some 500 companies interested in pursuing the U.S. defence market. Most queries centred on buyer identification, procedures on both sides of the border, difficulty in obtaining Bid Sets and Technology Transfer.

Government-industry visits by nine flag officers were arranged to provide an overview of Canadian capability to enhance their mission requirements. In turn, calls were made on more than 50 military commanders and chief executive officers of defence contractors in the United States.

As a result of these endeavours, Canadian companies were registered with 49 new American military procurement agencies; 116 companies registered for the first time, and are primarily small- to medium-sized. A series of Defence Export Workshops was conducted in nine provinces in an effort to encourage companies outside the Toronto-Montreal corridor. The workshops reached 150 company representatives, almost all of whose companies had never exported to the U.S. defence market, and 40 provincial officials.

The Defence Programs Bureau co-chairs Development Sharing Working Groups which meet to find areas in which Canadian companies can develop new technologies and products that will satisfy American military requirements while contributing to Canadian objectives. Opportunities that emerged during the year ranged from aircraft instruments and air traffic control systems to satellite components. These joint projects serve to advance the state of domestic technology and to make Canadian industry more competitive. Subcommittees on technology transfer, security, and the North American industrial base met regularly in locations throughout the continent and new working groups have been established with Headquarters U.S. Army Aviation Systems Command, Communications, Electronic Command and U.S. Air Force Space Division to initiate shared development projects.

FIVE-YEAR DEFENCE TRADE COMPARISONS WITH THE UNITED STATES 1959-1987



ANNUAL CUMULATIVE VALUE OF DEFENCE TRADE WITH THE UNITED STATES 1959-1987

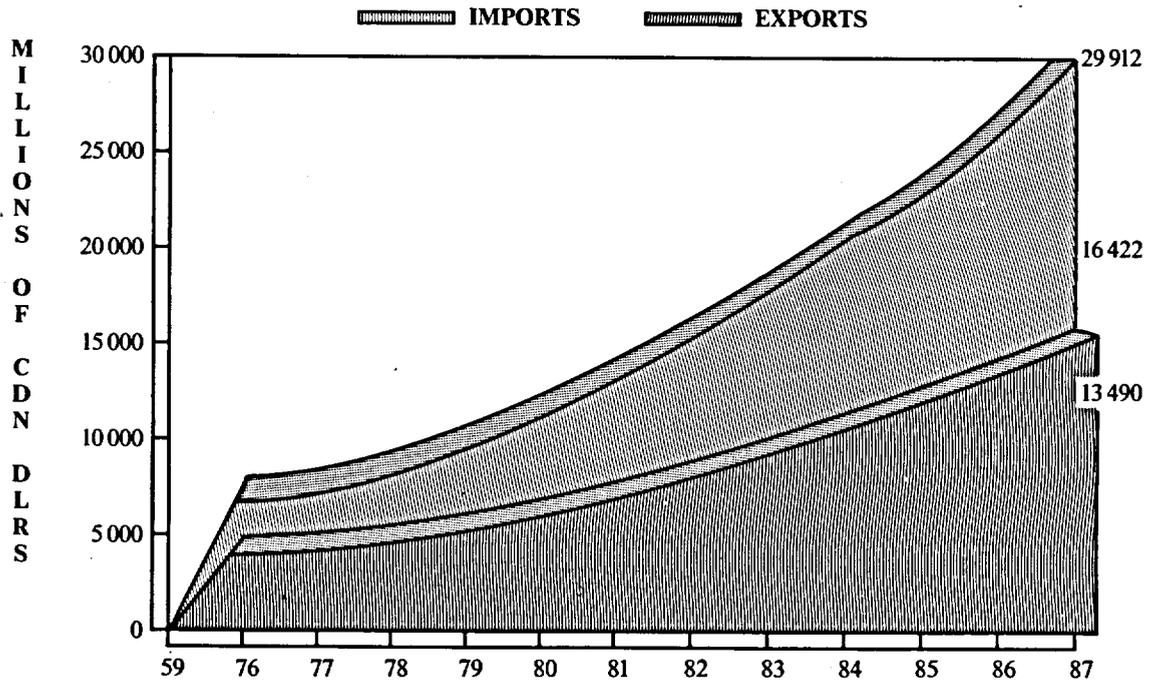


Table 4
CANADA-U.S. DEFENCE PRODUCTION SHARING
 Canada-U.S. defence trade
 1959-1987

Year	Exports		Imports	
	annual	cumulative	annual	cumulative
(millions of Canadian dollars)				
1959	96	96	108	108
1960	113	209	196	305
1961	143	352	94	399
1962	254	606	127	526
1963	142	748	152	678
1964	167	915	174	852
1965	259	1 174	130	982
1966	317	1 491	332	1 314
1967	308	1 799	294	1 608
1968	320	2 119	134	1 742
1969	300	2 419	172	1 914
1970	227	2 646	223	2 137
1971	216	2 862	180	2 317
1972	175	3 037	194	2 511
1973	198	3 235	232	2 743
1974	150	3 385	281	3 024
1975	189	3 574	233	3 257
1976	191	3 765	879	4 136
1977	314	4 079	300	4 436
1978	267	4 346	315	4 751
1979	368	4 714	295	5 046
1980	482	5 196	489	5 535
1981	827	6 023	1 034	6 569
1982	1 027	7 050	1 462	8 031
1983	1 207	8 257	1 459	9 490
1984	1 361	9 618	1 738	11 228
1985	1 644	11 262	1 990	13 218
1986	947	12 209	1 428	14 646
1987	1 281	13 490	1 776	16 422

NATO defence industrial co-operation

The Conference of National Armaments Directors (CNAD) continued its program to enhance armaments co-operation and the U.S. Nunn Amendment continues to stimulate many of the co-operative armaments projects. The types of co-operation vary from simple exchange of results of studies conducted nationally to co-definition intended to be followed by co-development, co-production and integrated logistic support systems. Several projects are currently funded and participated in by Canada. During the year the NATO Secretary-General put together a comprehensive NATO Conventional Armaments Planning System that will bring armaments into a similar NATO planning cycle as that by which national force goals are developed; the new system has been endorsed by foreign and defence ministers and is expected to enhance armaments co-operation in the Alliance. A two-year trial period will begin mid-1988 and Canada will participate. The NATO Indus-

trial Advisory Group (NIAG) activities over the past year illustrated the Group's efforts to highlight the role of industry in the strengthening of transatlantic armaments co-operation, and to resolve industry-related problems that arise from complex CNAD programs. An Ad Hoc Group under NIAG completed analysis of ways to facilitate the management of these complex collaborative programs. The Canadian delegation to NATO has increased efforts to attract industries' attention to opportunities in NATO infrastructure common-funded projects.

European defence trade agreements

Nine Research Development and Production (RDP) Agreements are now in place since the first was signed with the Federal Republic of Germany in 1964 and include Denmark, France, the Netherlands, Italy, Norway, Sweden, Britain and Belgium. These agreements, strongly influenced by Canada-U.S. arrangements, were made with the goal of

maintaining a viable defence industry base following the Canadian decision in 1959 no longer to design, develop and manufacture major weapon systems in Canada. Their major contribution to Canada has proven to be access to foreign markets for the sale of Canadian defence equipment as a counter-balance to purchases by Canada of major weapons systems from abroad and as a means of promoting the technological development of Canadian industry. The CL-289 Production MOU, a trilateral France-Germany-Canada undertaking, was signed in 1987/88. RDP Steering Committee meetings were also held with Norway, Sweden, Denmark and the Netherlands.

Defence trade fairs, missions and visits

The Bureau conducted a joint government-industry marine team mission to Australia and New Zealand to introduce Canadian manufacturers of marine defence equipment and systems to the Australian Navy, New Zealand Navy and Australian industry. A Thailand Armed Forces group visited more than 30 companies during a cross Canada tour. Canada was represented at several defence industry trade fairs, including the Paris Air Show, Defence Asia 1987 (Bangkok), AITEX 1987 (Australia), and Defence Services Asia 1988. A mission from the New Zealand Fire Fighting Service visited five provinces to discuss procedures and examine equipment.

HiTec

For the 26th season, HiTec 88, the annual defence-high technology conference, was held in Ottawa in March 1988. Some 360 representatives of Canadian companies had 5000 interviews with trade commissioners from missions abroad. As a result of inviting a number of foreign prime contractors to attend, almost one-third of those companies participating did so for the first time.

Export and import controls

The export of certain goods and technologies is controlled by government authorities to ensure that their export corresponds to the law and to the government's policies. In September 1986 Joe Clark announced a new policy on the export of military and strategic goods. It continued in effect during the year under review, although it was the object of criticism from time to time by groups seeking to reduce or eliminate exports of arms from Canada, as well as by associations of exporters unhappy with the delays from the enhanced reviews resulting from the policy.

Export control received public attention during the year as a result of the illegal export from Japan to the Soviet Union of a number of sophisticated multi-axis milling machines and related Norwegian software. This export resulted in a significant loss to Alliance security through the increased capability of Soviet naval shipyards to produce quieter submarine propellers. As a result, there were renewed efforts in the co-ordinating Committee for Multilateral Strategic Export Controls (CoCom), to tighten the enforcement of existing export control measures among CoCom members and to revise and streamline the Control Lists to ensure that the Lists are focused only on the most strategic goods and technologies. Canadian delegates to CoCom negotiated various changes to the Lists, which will be implemented in a forthcoming revision to the Canadian Export Control List.

Canada's commitment to reducing international tensions in regions of conflict was manifested through the addition to the Export Control List of further chemical weapons precursor compounds. Although few such compounds are produced in Canada, their trade in large quantities is worrisome, because their peaceful industrial uses are few while their use in chemical warfare can have grave consequences. There were several instances of the use of chemical weapons in the Iran-Iraq war during the past year.

In addition to military and civilian strategic goods, the Export Control List contains resource-based products such as logs and certain animal or agriculture-based products. In June 1986, in response to the imposition of a 35 per cent U.S. import tariff on Canadian shakes and shingles, blocks and bolts of red cedar, used in the manufacture of shakes and shingles, were also added to the Export Control List. Canada took this action to ensure that programs to promote the further processing in Canada of a natural resource would not be undermined by the export of semi-manufactured red cedar. Such unrestricted exports could avoid the U.S. import tariff, and would be made into shakes and shingles in the United States. The List was amended on February 22, 1988, to include all semi-manufactured red cedar products. This was done to stop the exploitation of a loophole permitting the tariff-free export to the U.S. of semi-manufactured shingle blanks, which are a more refined product than blocks and bolts, and which are subsequently manufactured into shingles. The authority to control the export of shingle blanks is currently being challenged in the Federal Court of Canada.

Import controls on weapons of war

Responsibility for reviewing applications for permits to import certain weapons of war, as specified in Items 70 to 74 of the Import Control List, was passed by law in 1986 to the Secretary of State for External Affairs. The Export Controls Division reviews a growing number of such applications. Further efforts to integrate this function into other areas of policy concern have led to a refusal to allow the import into Canada of grenade launchers and related ammunition, and a much closer scrutiny to prevent the importation of fully automatic or select-fire weapons, as these are considered prohibited weapons under the Criminal Code.

South Africa

With effect from October 1, 1986, a ban was imposed on imports of uranium, coal, iron and steel, and agricultural products of South African origin. During the past year clarification was provided to importers of iron castings, informing that the ban applied to both machined and unfinished castings. Monitoring and investigation continue to ensure that the government's policy on sanctions is fully enforced.

Global import allocation system

A review was begun in 1986 of the system used to allocate quotas to Canadian importers for products subject to global import control. Consultations were held with the private sector, including all major associations with a direct interest in the global quota administration. In June 1987 the Minister for International Trade announced that, having

completed the review and considered the results of the consultation process, there would be no major change to the basic system of quota allocation. However, every effort would be made to make quantities available to new entrants and to enhance the transparency and openness of the system. Private sector advisory committees have been established for each of the chicken, turkey, egg and cheese import sectors.

Dairy products

On January 28, 1988, various milk products (ice cream, yoghurt, liquid forms of buttermilk, skim milk and blends thereof) were added to the Import Control List in support of the existing supply management program on industrial milk. As a result, these products cannot be imported without an import permit. Quota levels and quota distribution are under review. As an interim measure, applications for permits are being handled on a case-by-case basis.

Textiles and clothing

Imports of textiles and clothing into Canada are subject to controls pursuant to the textile and clothing import policy announced in July 1986. According to the policy, Canada was to renegotiate 22 arrangements regulating export of textiles and apparel to Canada which were due to expire at the end of 1986. The policy also called for Canada to effect prompt responses when new unrestrained imports disrupt the Canadian market.

By the end of March 1987, all but 1 of the 22 arrangements had been renewed. In addition to the 21 renegotiated arrangements, Canada had 3 long-term arrangements which had been negotiated earlier and unilateral controls on imports from North Korea. The renegotiation of all arrangements was completed in May with the conclusion of a long-term bilateral arrangement with Turkey.

In late 1987, a restraint was negotiated with the German Democratic Republic on exports of hosiery to Canada. An arrangement was concluded with Pakistan which added certain sportswear items to the existing arrangement. Additional products negotiations were completed with Malaysia on winter outerwear, jackets and rainwear, with Bangladesh on certain sportswear apparel, with the Philippines on sweaters, and with Romania on sportswear, bed sheets and pillowcases. In addition, controls were introduced in January 1988 limiting imports of apparel and of worsted wool fabrics originating in South Africa. These actions brought the number of controlled sources by the end of the fiscal year to 27; an arrangement with Brazil expired at the end of 1987 and renewal negotiations were continuing.

Between 1982 and 1986, imports of apparel into Canada increased at an average annual rate of 11 per cent. The textile and clothing import policy of July 1986 has, as a major objective, a substantial moderation in the average import growth rate. By the end of 1987, imports were only 4 per cent above the level of 1986.

Canada is a signatory of the Arrangement Regarding International Trade in Textiles (MFA), which is a derogation from the GATT providing a framework for negotiation of bilateral arrangements in respect of trade in textile products between exporting and importing countries. Controls put into place by importing countries must be submitted to the Textile Surveillance Body (TSB), an organization made up of MFA participating countries to oversee controls and to ensure that these are in keeping with the broad objectives of textile trade liberalization of the MFA. In 1987/88, Canada prepared its submissions to the TSB relating to the renegotiated arrangements and by the end of the fiscal year, most of these had been reviewed and passed by the TSB.

Achievement of the objectives of the textile and clothing import policy, which is based on bilaterally negotiated controls, requires that the exporting country effectively control shipments in accordance with the agreed-upon provisions. In light of the various systems used by importing countries to classify and control imports, a good understanding of the respective system on the part of exporters is an important factor contributing both to effective controls as well as to facilitating the movement of traded goods. Canada has supported this view by providing information to exporting authorities on its control system. During the year, Canada held administration consultations with China and with Vietnam and presented briefings on administration and product classification to administrators and exporters in Malaysia.

In response to apparel industry concerns about availability of certain fabrics subject to restraints, a joint committee of members of the Apparel and Fur, and Textile and Footwear SAGITs was established to examine these concerns and make appropriate recommendations. The committee is considering whether certain products should be accessible outside of restraints.

The Canada-U.S. Free Trade Agreement incorporates a number of specific elements relating to trade in apparel and textile products that would entail monitoring and control. Officials have begun examining the modalities of these provisions and have held consultations with U.S. counterparts with a view to having a mutually acceptable system in place for the introduction of the Agreement.



MULTILATERAL AFFAIRS AND INTERNATIONAL CO-OPERATION

The United Nations

In the field of peace and security, the main achievements of the United Nations in 1987 related to Afghanistan, terrorism and disarmament. Of particular note was the four-party agreement, fostered by the United Nations and followed up with a multinational observer mission, on the withdrawal of Soviet troops from Afghanistan.

Canada's statement on Afghanistan at the 42nd UN General Assembly was a highlight of the political agenda and helped to hold the line against any softening of criticisms which might otherwise have followed earlier Soviet indications of a willingness to withdraw. The vote on the resolution left no doubt that the Soviets were being challenged by the world community to match deeds with words.

Early in 1988 the four parties most concerned — Afghanistan, U.S.S.R., Pakistan and the U.S. — met under United Nations auspices in Geneva and reached several agreements on the modalities for a Soviet withdrawal and the return of refugees from Pakistan. These agreements also called for an Observer Mission to investigate and report on the implementation of the agreements and to enable the United Nations to continue its good offices role in Afghanistan. Canada was invited to join the Observer Mission and contributed five officers as an expression of its commitment to achieving peace in the region.

Another highlight of the 42nd General Assembly was the reconfirmation of the UN's condemnation of terrorism in all its forms. This strong statement also reflected the complex and detailed work being undertaken by the International Civil Aviation Organization (ICAO) and the International Maritime Organization (IMO) to draw up international standards for preventing terrorist acts and regulations for dealing with those that do take place.

The Middle East and South Africa remained the two most complex and politically sensitive issues on the political agenda of the United Nations. Debates on both issues revealed little progress towards solutions over the past year, and imperceptible changes in voting patterns on virtually identical resolutions. Canada's higher profile on southern Africa in the Commonwealth context was noted at the UN, and the creation of the Committee of Foreign Ministers served to improve the general atmosphere on this issue and bring about a small degree of moderation in the texts of resolutions. The lack of movement towards any form of international peace conference on the Middle East tended to make the debate on that subject more difficult and the resolutions somewhat more radical in tone.

The war between Iran and Iraq and its impact on the Gulf remained of major interest to the United Nations Security Council. On July 20, 1987, the Security Council unanimously adopted a resolution calling for a cease-fire and movement towards a negotiated settlement. Further efforts to persuade Iran to respect the terms of this resolution took place over succeeding months, but without success. Nevertheless, the ability of the Security Council to reach unanimous agreement on this and other resolutions (Angola, Israel) has reinforced its role in the area of international peace and security.

The United Nations also continued its efforts to resolve regional conflicts in Central America and North Africa. Canada led a fact-finding mission to Western Sahara as part of the Secretary-General's good offices in that dispute.

The UN theme for 1987 was the International Year of Shelter for the Homeless, and it inspired an unusual range of conferences, projects and other activities involving governments of every level and numerous non-governmental organizations. The activities of the Year of the Homeless were matched to some degree by a focus on other social and economic issues, including the environment and AIDS.

Environment was a major concern of the United Nations in 1987. The World Commission on Environment and Development, chaired by Mrs. Brundtland, Prime Minister of Norway, reported to the General Assembly in October and presented a convincing case for greater attention to be paid to sustainable development. The Canadian Delegation, led by the Environment Minister, strongly endorsed the Commission's report and urged the United Nations to ensure that sustainable development is incorporated as a guiding principle in all its work.

In its work with the specialized agencies of the United Nations, Canada focused on ensuring the completion of work being carried out by ICAO for controlling acts of terrorism at airports and by IMO with respect to terrorism on ships. By the end of the year, the ground had been prepared for the adoption in 1988 of two new international legal instruments to deal with terrorism. A Convention on the Protection of the Ozone Layer by Reducing the Use of Chlorofluorocarbons was negotiated in 1987 in Montreal under UNEP auspices.

Last year was also a year of renewal for the specialized agencies. Because of a conviction that there was a strong need for improvement and reform, unlikely to occur without changes in leadership, Canada became deeply involved in the first two in a series of nine elections for heads of UN organizations, which are taking place during the next two years. In November, Federico Mayor, from Spain, was

elected as Director-General of UNESCO, succeeding Mr. M'Bow of Sénégal. That same month, Edouard Saouma, from Lebanon, was re-elected for a six-year term as Director-General of FAO. Canada continued to be concerned about the need for institutional and policy reforms in the UN system and particularly in both UNESCO and FAO.

Reform of the United Nations

By January 1987, the movement to reform the United Nations had acquired significant momentum. Evidently, the majority of member states had come to realize that a stronger and more dynamic UN system was achievable and would better serve their interests and those of the global community. As an active UN reformist, Canada devoted considerable attention to the renewal and strengthening of the UN and exerted leadership especially on budgetary and financial questions, and in reviewing the UN institutional structure in the economic and social fields.

In particular, during the past year, reviews and reassessments were conducted within the UN system in four fields:

First, to resolve the UN financial crisis, emphasis was placed on making economies and on improving budgetary and financial practices. To this end, Canada devised a full set of budgetary systems and procedures to provide the UN and its specialized agencies greater stability and effectiveness.

Second, the process of setting priorities and taking decisions in the UN system was also reviewed. The Committee for Program and Co-ordination (CPC) received enhanced authority to set priorities and to improve the cost-effectiveness of UN programs. During 1987 Canada, although not a member, worked closely with the CPC. Perhaps as a result of this work and of the Canadian commitment to reform, Canada was elected to the CPC during the 42nd General Assembly.

Third, a Special Commission of ECOSOC undertook an in-depth study aimed at simplifying and rationalizing the intergovernmental structure of the UN in the economic and social fields. Canada was among the first to propose how the Commission should undertake this task. Although unfinished, this exercise has shown considerable promise and could do much to revitalize key aspects of the UN system.

Finally, the specialized agencies — UNESCO, FAO, WHO and others — have embarked on a process to reduce expenditures, to improve programs and to set new directions. Canada joined this reform effort and participated in the committees and commissions involved.

The Commonwealth

Canada provides strong support to the Commonwealth, valuing the role that the association — with its mix of races, religions and cultures — can play on the world scene. Bridging regional and special interest blocs, the Common-

wealth is a model of multilateralism and an important instrument to broaden international understanding and consensus. The association also deepens Canada's bilateral relations with 47 member countries in nearly all regions of the world and reinforces Canadian foreign policy aims.

There was considerable Commonwealth activity during the past year. Canada continued its active participation which culminated in the biennial Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver in October 1987. The meeting, attended by representatives of the member countries including 37 heads of government, was considered one of the most successful gatherings of the Commonwealth's most senior consultative forum.

Chaired by Prime Minister Mulroney, the Vancouver Summit reviewed the multi-faceted activities of the Commonwealth. It addressed major international political and economic issues ranging from Third World debt to the status of women in society and the threat to low-lying states from rising ocean levels. Three important initiatives were launched:

- a new plan of action for southern Africa including assistance to the Front Line States and Mozambique. A committee of eight foreign ministers was established, chaired by Joe Clark. It was created to provide impetus and guidance in the Commonwealth's struggle against *apartheid* in South Africa. It has already proven to be a valuable forum in responding to South Africa's restrictive actions.
- a Declaration on World Trade to encourage a more liberalized global trading system and to reinforce the current round of multilateral trade negotiations. Canada wrote off the official debt of the poorest Commonwealth African countries.
- a scheme for Commonwealth collaboration in distance education. Based on a Canadian initiative, the scheme will promote the exchange of information, training, technical assistance and research in the application of distance education techniques and communications technologies, with the aim of widening access to priority areas of education and training in the developing Commonwealth countries. This initiative grew out of the discussions on distance education that took place at the Conference of Commonwealth Education Ministers held in July 1987 in Nairobi, Kenya.

Canadian development assistance had its roots in the Colombo Plan of the early 1950s, which assisted the Commonwealth countries of South Asia. Today the Commonwealth Fund for Technical Co-operation (CFTC) provides technical assistance to all parts of the developing Commonwealth. The Fund is distinctive because almost all members contribute and maximum use is made of experts from developing countries. Canada is the largest donor to the CFTC, providing approximately \$17.5 million in 1987/88, well over one-third of its total budget.

Canada has also remained active in Commonwealth consultations promoting functional co-operation in a wide variety of fields. For example, Canada was host for the 13th Commonwealth Air Transport Council Meeting in September 1987. The meeting agreed on a new structure and mandate for the Council in anticipation of future challenges in its field.

A number of Commonwealth ministerial conferences took place in 1987, including the Conference of Education Ministers and the Meeting of Finance Ministers. Canada was also active in special meetings such as the August 1987 meeting of Commonwealth Ministers Responsible for Women's Affairs, held in Harare, Zimbabwe. The ministers adopted a Commonwealth Plan of Action on Women and Development, aimed at ensuring the full participation of women as agents and beneficiaries of development in all sectors of society. The Plan was subsequently endorsed by the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver. Canada has agreed to serve as host for the next ministerial meeting on this subject in 1990.

Canadian participation in Commonwealth co-operation endeavours at the technical and non-governmental level was exemplified by attendance at a wide range of conferences or meetings including, for example, the Commonwealth Surveyors Conference held in July 1987 in Cambridge, and the Fourth Commonwealth Pharmaceutical Association Conference held in May 1987 in Nairobi. The Ottawa Branch of the Royal Commonwealth Society sponsored a "Commonwealth Conference for Young Leaders" in September 1987, which attracted participants from all regions of the Commonwealth.

La Francophonie

The Second Summit of Heads of State and Government of Countries Using French as a Common Language was held in Quebec City in September 1987. Canada not only received the leaders of some 40 countries at this meeting but also helped to create a status for the Francophone summits as a major forum of co-operation, dialogue and decision-making on the political, economic and co-operative levels between Francophone partners.

Following the Summit, the Conference of Sports and Youth Ministers held its 19th session in Quebec City in March 1988, preceded by a meeting of experts in Moncton. The major result of this conference was the decision to hold the Francophone Games in Morocco from July 8 to 22, 1989. Canada was designated to chair the Conference and also the Games Organizing Committee.

The Agency for Cultural and Technical Co-operation (ACCT) held its General Conference in December 1987 in Paris. This provided an opportunity to continue the reform process already under way, and above all to prepare the ACCT for the enhanced role it will eventually have with the summits. Canada confirmed that it would serve as host for the ACCT General Conference in 1989, which will be held in Ottawa.

Canada supported a number of non-governmental organizations which are active in a diverse range of Francophone fields. Among these are the Association of Partly or Wholly French-Speaking Universities and the Association of French-Speaking Parliamentarians, whose president for the current term will be Senator Martial Asselin.

Human rights and social affairs

The pursuit of human rights is an integral element of Canadian foreign policy, and is carried out on both a bilateral and multilateral basis. Standard-setting activities at

the international level continue to be important, and Canada has a continuing role in areas as diverse as international aboriginal rights and rights of the child. In June 1987, after having completed all necessary changes to federal legislation, Canada ratified the International Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. The ratification enabled Canada to remain up-to-date with all major international human rights instruments and to be one of the first countries to ratify the new Convention. Professor Peter Burns of the University of British Columbia was elected to the committee that will oversee the implementation of the Convention.

Canada also participated in the human rights reporting functions of the United Nations. In December 1987, the government submitted its second periodic report to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights. An extensive consultative network, involving provincial, territorial and federal authorities, has enabled Canada to present comprehensive reports to international bodies incorporating all available information on the state of human rights within the country. This same network, whose participants meet twice yearly and, on occasion, convene at the ministerial level, is to provide leadership and to ensure timely Canadian reports under the major international instruments. The network will also assist in specific functions, such as the celebration of the 40th anniversary of the Universal Declaration of Human Rights in December 1988.

Canada was active in the work of the Commission on Human Rights during the past year, with a delegation headed by Gordon Fairweather, who was until recently Canada's Human Rights Commissioner. As in earlier years, the Department arranged consultations with Canadian NGOs active in the field of human rights prior to the session of the Commission.

Canada co-sponsored some 24 resolutions at Commission meetings. Acting on an earlier Canadian initiative, the Commission set in motion the operation of a Voluntary Fund in the field of advisory services. The Fund will promote human rights through support for a variety of developmentally oriented projects. The Fund will, *inter alia*, assist in the establishment of law libraries and in the training of officials in the fundamentals of human rights. Canada was the first country to make a financial contribution (\$150 000) to the Fund.

Canada's main statement to the Commission on Human Rights expressed concern at continuing violations of human rights in many parts of the world. It stressed that action in the delicate and controversial area of human rights must be based on the integrity of UN fact-finding procedures.

Canadian missions abroad continued their program of reporting on human rights questions, conveying Canadian views and assisting persons and groups in support of human rights objectives. To assist missions in this activity, the Department inaugurated a human rights training course in 1987 for all foreign service officers. CIDA has authorized numerous projects in the broad area of human rights, including many by NGOs. These provide a tangible link between human rights and development assistance efforts.

Human rights issues were taken up bilaterally during visits abroad by the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs and other ministers and senior officials. In May 1987, the Standing Committee on External Affairs

and International Trade issued a report entitled *For Whose Benefit* on Canada's development co-operation program. In its response, the government reiterated that human rights continue to constitute a fundamental part of Canadian foreign policy. This commitment was reconfirmed in November when the Secretary of State for External Affairs and the Minister for External Relations announced the government's intention to establish a Centre for Human Rights and Democratic Development.

The rights of aboriginal peoples have also gained increasing recognition as a significant human rights issue. Within the UN system, Canada is working on a draft declaration on indigenous rights and on revisions to the Indigenous and Tribal Populations Convention of the International Labour Organization. The Department consults with aboriginal peoples on these and other issues and seeks to ensure that Canadian positions are consistent with Canada's international human rights policies.

Global equality issues

Canada continued to build on the increasing awareness and progress made in status of women's issues at the international level. The Department's initiatives for 1987/88 were related to global equality and to women in development, and they made an important contribution to the government's work plan for women. Another initiative was to strengthen the UN Commission on the Status of Women (CSW) in accordance with the decisions and recommendations of the special session of the Commission, which was held in January 1987. Canada played a key part in obtaining reform of the agenda, the annualization of meetings, and improvement of links between the CSW and other parts of the UN system. Follow-up actions were taken at the Economic and Social Council sessions and at the General Assembly. In addition, Canada participated at the second meeting of the Commonwealth Women's Affairs Ministers held in Harare, Zimbabwe, in August 1987. The meeting adopted a Plan of Action for Women in Development and dealt with the impact of structural adjustment policies on women.

Commission on the Status of Women

The Commission met in Vienna in March 1988 to review the Secretary-General's report on the implementation of the Nairobi Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women (FLS). The session, which Canada chaired, was the first opportunity to review the major reforms approved at the 1987 Special Session. Working closely with other countries, Canada was able to reinforce the central position of the CSW within the UN system. The Commission adopted by consensus a number of important resolutions dealing with (a) system-wide co-ordination of activities to advance the status of women and integrate women in development; (b) establishment of national machinery for the advancement of women; (c) convening in 1990 of a session of extended duration to appraise progress in the implementation of the FLS; (d) improvement of the status of women in the UN Secretariat; and (e) establishment of a comprehensive reporting system to monitor, review and appraise the implementation of the FLS. The Commission also recommended that the membership of the CSW be enlarged from 32 to 43 countries. These and related issues are to be pursued at future meetings of the ECOSOC and the UN General Assembly.

Nairobi Forward-Looking Strategies for the Advancement of Women

During the past year, the Department continued to work towards the full integration of the FLS into the planning, programming and budgeting systems of the UN and its specialized agencies. Canada also worked for the establishment of a more direct link between the work program of the CSW and measures outlined in the FLS. Finally, Canada facilitated a more effective integration of women in UN economic and development programs by proposing a series of wide-ranging resolutions. Canadian delegations were instructed to pay special attention to these issues at UNCTAD VII, and in the preparations for the mid-term review of the UN Program of Action for African Economic Recovery. The priority accorded to women in development is well reflected in Canada's ODA policies and CIDA programs. Canada is the second largest donor to the United Nations Development Fund for Women and also supports the promotion of status of women through intergovernmental bodies such as OECD, the Commonwealth Secretariat, and the Development Assistance Committee. In addition, Canadian delegations participating at meetings of specialized agencies such as the ILO, WHO, FAO, UNESCO and the UN regional commissions for Europe, Africa, and Latin America and the Caribbean have focused on the inclusion of the FLS in their programs.

Convention on the Elimination of all Forms of Discrimination against Women

Although 94 states are parties to this important human rights instrument, Canada continues to be concerned that many states have ratified the Convention with significant reservations. Canada was successful in obtaining the inclusion at the fourth meeting of States Parties to the Convention, held in New York in March 1988, of a general exchange of views on reservations. Canada has also promoted better linkages between the Committee on the Elimination of Discrimination against Women and the Commission on the Status of Women, in relation to the Commission's task of monitoring and appraising the implementation of the FLS.

Drug control

The problems caused by drug abuse and illicit trafficking continue to be alarming. There is increasing recognition that drug trafficking and the accompanying abuse of drugs are matters of transnational importance and that effective control requires international co-operation. For this reason, Canada has encouraged the United Nations to play a leading co-ordination role. The Department has also been active in the worldwide campaign against the drug menace. Canada was re-elected to the Commission on Narcotic Drugs for another four-year term (1987-90).

The International Conference on Drug Abuse and Illicit Trafficking held in Vienna in June 1987 was the centrepiece of the UN's drug activities in the past year. The Canadian Delegation was led by the Minister of National Health and Welfare, Jake Epp, who is also the minister responsible for the National Drug Strategy. The delegation included representatives of provinces and non-governmental organizations as well as officials of federal departments. Canada was active at the Conference, especially in drafting the final

Declaration of the Conference and the Comprehensive Multi-disciplinary Outline. Canada continued to be active at the UN General Assembly and at the 10th Special Session of the Commission on Narcotic Drugs, which dealt with the preparation of the follow-up to the 1987 Conference. In addition, Canada acceded to the UN Convention on Psychotropic Substances.

Canada also participated in the drafting of a convention against illicit trafficking, which could be very useful for Canada's law enforcement agencies. It concerns trafficking, extradition and mutual legal assistance. As a result of a Canadian initiative, the document should be ready for signature in late 1988 or early 1989.

Canada increased its contribution to the United Nations Fund for Drug Abuse Control, which assists recipient developing countries to plan, organize and finance projects to reduce the production, trafficking and consumption of drugs. The Department has expanded its Consular Awareness Program, which is intended to warn Canadian travellers about the consequences of possession of drugs abroad.

Energy

Despite continuing political instabilities in the Gulf area, oil prices remained relatively stable in 1987/88. A meeting of International Energy Agency (IEA) ministers, held in May 1987, concluded that continuing attention should be given to energy security and emergency preparedness. Bilaterally, Canada pursued its energy relations with, amongst others, the U.S., Colombia, Venezuela, Nigeria and Norway. Among domestic energy policy events with foreign policy implications were the Energy Options Process, which included a seminar called "Energy: the International Dimension," and two meetings of Canadian energy ministers who concluded that energy security in Canada must be viewed in an international context.

Oil prices recovered from very low levels in 1986 to trade in the \$16-18 (US) range for most of the year. However, there continued to be uncertainty as to the longer term prospects for stability in the oil market, with no end in sight for the Iran-Iraq war, intensified military actions involving oil facilities in and around the Gulf, and OPEC overproduction, which contributed to a worldwide oil supply that considerably exceeded demand throughout the period. With the modest recovery of world oil prices in the last year the Canadian petroleum industry increased its exploration and development activity in the Western Sedimentary Basin, although offshore and frontier development remained limited.

Several energy policy developments occurred in Canada, partly in response to the international situation. In April 1987, the Canadian Exploration and Development Incentive Program commenced. The Energy Options process, launched by the Minister of Energy, Mines and Resources, held its workshop called "Energy: the International Dimension" in Halifax in November 1987. In addition, the broad theme of Canadian energy security was discussed at two meetings of energy ministers (the Minister of Energy, Mines and Resources (EMR) and his provincial and territorial counterparts) who recognized the importance of the international dimension for energy security and acknowledged the importance of Canada's membership in

the International Energy Agency. The Canada-U.S. Free Trade Agreement contains an energy chapter with provisions for bilateral energy trade. The Sectoral Advisory Group on International Trade in Energy met six times during the past fiscal year.

Canada continued active involvement in the International Energy Agency. The main event in 1987 was the meeting of the IEA Governing Board at the ministerial level in May, chaired by the Minister of EMR. IEA ministers concluded that energy policies in the 1990s should:

- "maintain energy security through continued development of indigenous energy resources and technologies and improvements in the efficiency of energy use;
- secure the benefit for IEA countries as a whole of lower energy prices;
- promote free and open trade in energy; and
- further improve preparedness to deal with a disruption in energy supplies."

IEA ministers reaffirmed their commitment actively to promote the objectives of both energy and environmental policy, adding that "solutions to the environmental problems associated with energy are fundamental to the maintenance of adequate economic and security supplies." As part of the follow-up to the ministerial meeting, the IEA Governing Board met informally in March 1988 to discuss long-term energy issues. The IEA Executive Director visited Canada in December to attend the final Energy Options Conference in Montreal.

The Minister of Energy, Mines and Resources visited Colombia in April and France in December. Bilateral energy consultations at the official level were conducted with Venezuela in January and in November with the United States (the Energy Consultative Mechanism and the Review of Hydrocarbon Developments in the Beaufort Sea). In addition, a number of senior foreign government energy representatives visited Canada, including the energy ministers of Venezuela, Ghana, Burma, Nigeria, Cameroon, Czechoslovakia, Morocco and Hungary and officials from the Netherlands, Japan, China, Thailand, Jordan, Norway and Gabon.

Petro-Canada International Assistance Corporation (PCIAC) continued its program of hydrocarbon exploration and technical assistance projects in a number of countries including Costa Rica, Madagascar, Morocco, Senegal, Jordan, Nepal and Botswana. In addition, it supported a program developed by l'École des hautes études commerciales in Montreal to upgrade the expertise of petroleum managers in Francophone developing countries, as well as a similar program for Anglophone developing countries organized by the Alberta Summer Institute for Petroleum Industry Development.

The environment and environmental law

Environmental problems such as global climate change and transboundary pollution, together with the publication of the Report of the World Commission on Environment and Development (WCED), have underscored the urgency of collective action to reduce global pollution and the need to integrate environmental considerations into economic decisions. Canada continued participation in international

activities on the environment and in the promotion of sustainable development.

The publication of the WCED report in April 1987 directed world attention towards the urgent need for international co-operation in implementing sustainable development into all levels of planning (i.e., environmentally sustainable economic development that meets the needs of the present without compromising the needs of future generations).

In 1987 Canada supported sustainable development in many international forums. The Minister of the Environment was one of several ministers and heads of government who spoke in the historic Special Plenary Debate on the WCED report at the 42nd UN General Assembly. Canada participated in the biennial deliberations of the Second Committee on Environment Issues, which adopted important resolutions on the WCED report, on the environmental perspective to the year 2000, and on ozone depletion.

Canada continued to be active in the UN Environment Program (UNEP), participating in the 14th Governing Council of UNEP in June. Canada was host for an international conference in Montreal in September, during which the first global Protocol on Depletion of the Ozone Layer was concluded (regulating the production, emission, and use of chlorofluorocarbons and other ozone-modifying substances). Canada also took part in the first Special Session of the UNEP Governing Council in March 1988, when the next six-year environmental plan (1990-95) for the UN system as a whole and the medium-term plan for UNEP itself were debated.

The 1987 Conference of the Parties to the Convention on International Trade in Endangered Species was held in Ottawa in August, and the "RAMSAR" Convention on the Preservation of Wetlands Waterfowl Habitat took place in Regina in July. Canada took part in the 17th Session of the International Union for the Conservation of Nature General Assembly in Costa Rica in January 1988.

In the Economic Commission for Europe, Canada took part in the negotiations on a new Protocol to the Convention on Long-Range Transboundary Air Pollution to reduce nitrogen oxide emissions. It is expected that the Protocol will be signed in 1988.

Canada continued participation in most OECD environmental programs. In November a Chemicals Experts Workshop on Co-operation on Existing Chemicals was held, designed to chart the course for a new program of work on existing chemicals that pose environmental hazards. Further progress was also made on an international agreement on the control of transfrontier movements of hazardous substances and the integration of environmental considerations into economic decisions.

Nuclear issues

There was a renewal of confidence during the past year in the safety of nuclear power as the shadow of Chernobyl continued to dissipate. Canada continued participation in the work of the International Atomic Energy Agency (IAEA), related not only to nuclear safety but also to the IAEA's other important functions, notably safeguards. Canada also participated in various multilateral nuclear activities, including meetings of the OECD's Nuclear

Energy Agency committees and expert working groups as well as consultations preparatory to the Fourth Review Conference of the Treaty on the Non-Proliferation of Nuclear Weapons (NPT).

Bilaterally, Canada entered into nuclear co-operation agreements with Switzerland and Hungary, reached *ad referendum* agreement on nuclear co-operation with Uruguay, and held a further round of negotiations on a nuclear co-operation agreement with the People's Republic of China. In addition, nuclear co-operation/non-proliferation consultations were held with a number of Canada's nuclear partners including the United States, the Soviet Union, the European Atomic Energy Community (EURATOM), Japan, Korea, Sweden, Finland and the Netherlands. Two issues of public interest were pursued during consultations with the United States: the possibility of overflights of Canadian territory by aircraft transporting plutonium from Europe to Japan under the new U.S.-Japan nuclear co-operation agreement, and the safety of U.S. nuclear power plants being operated close to the Canada-U.S. border. The issue of plutonium overflights was also pursued with Japan and EURATOM.

As a staunch supporter of the NPT and the non-proliferation regime based on it, Canada paid close attention to the non-proliferation and safeguards implications of the decision to acquire nuclear-powered submarines. Canada negotiated *ad referendum* non-proliferation and safeguards agreements with both potential supplier countries, the United Kingdom and France, and held discussions with the IAEA on the non-application of multilateral safeguards to nuclear material involved in this non-proscribed military activity. Canada made clear that material involved in the nuclear-powered submarine program would be used for naval nuclear propulsion purposes only and that either multilateral or bilateral safeguards would be in place to verify this at all times.

Canada continued to lead the world in the mining and export of uranium. Exports for 1987 were in excess of 13 000 tonnes valued at over one billion dollars. Major customers continued to be the United States, Japan and EURATOM. The Department also continued to support the marketing activities of the Canadian nuclear industry, led by Atomic Energy of Canada Limited and Ontario Hydro, which continued to pursue sales opportunities in a number of markets for a variety of nuclear products, from nuclear reactors to radioisotopes.

Space

Canada's space activities are almost entirely international, due largely to a policy decision early in the quarter-century-old Canadian Space Program not to develop satellite launch vehicles. As a result Canada's access to space depends on international co-operation. Trade considerations are also important: Canada's space industry is a world leader in selected areas of specialization, or niches, and its space companies export over 70 per cent of their production in the face of stiff international competition.

The Department leads negotiations aimed at developing government-to-government agreements required to support international co-operation in space. Intensive negotiations have taken place concerning Canadian participation in the Space Station, which is the most significant international

space project now being planned. Canada's partners include the United States, Japan, and 11 European countries represented by the European Space Agency. Other negotiations have dealt with formalizing the inter-agency arrangement for the COSPAS-SARSAT search and rescue satellite system involving Canada, United States, France and U.S.S.R., and with developing an agreement for Canada-U.S.S.R. co-operation in space science.

The Department is involved in planning and negotiations concerning other major space activities. RADARSAT, Canada's first earth observation satellite, will provide information for managing resources and asserting Canadian sovereignty in the Arctic and offshore. RADARSAT planning has been undertaken jointly by Canada, the U.S. and the U.K. Canada is the only non-European nation to be associated with the European Space Agency. This association has provided access for Canadian firms to European advanced technologies and has allowed them to

exploit growing markets in Europe and abroad. Negotiations have also continued with the United States concerning the M-SAT mobile communications satellite. Several Memoranda of Understanding between Canadian government departments and agencies and their counterparts in other countries, including the United States, Japan and the U.S.S.R., were under development during the past year in areas such as space science, remote sensing and space technologies.

The Department co-ordinates Canada's participation in multilateral forums that deal with space policy including the United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space and its associated sub-committees. A major activity has been the development of a set of criteria governing the safe use of nuclear power sources in space, an issue of particular importance to Canada since the 1978 crash of COSMOS 954 in the Canadian Arctic.



CANADA'S REGIONAL RELATIONSHIPS

The United States

Canada-United States relations touch upon virtually all aspects of the economic, political, social and cultural life of the two countries. The significance of relations with the United States to Canada's goals of economic renewal and the creation of employment has led the Canadian government, since 1984, to devote major efforts to refurbishing relations between the two countries.

The government's strategy is based on the belief that Canadians have the maturity and self-confidence needed for a closer relationship with the United States, and that such a relationship will benefit Canadians in many ways. The goals the Canadian government set for the Canada-U.S. relationship were aimed at securing several key benefits — providing enhanced and more secure access to markets, encouraging new investment to stimulate growth and create jobs, and seeking increased co-operation in common problems such as the protection of the environment and the defence of North America.

The record of the past three-and-a-half years is one of which both countries can be proud. They have not always agreed — most evidently on the urgent need for acid rain controls — but the close historical ties that exist have allowed them to deal positively with many difficulties. The history of the negotiations that led to the signing on January 2, 1988, by Prime Minister Mulroney and President Reagan of the Canada-United States Free Trade Agreement (FTA) is a case in point. The FTA is an important step forward in assuring a foundation for continued competitive growth in the Canadian and American economies and ensuring that the world's largest bilateral trading relationship — totalling \$175.6 billion (Cdn) in 1987 — continues to develop in a manner that serves the best interests of both countries.

The primary mechanism for ensuring the successful management of this process has been the institution of annual bilateral summits. During the period under review the Prime Minister and the President met in Ottawa on April 5-6, 1987, and President Reagan addressed Parliament. The prominence of free trade, the acid rain problem and Arctic sovereignty among the items discussed reflected the continuing focus of the Canadian agenda during the period.

Quarterly meetings between the Secretary of State for External Affairs and the U.S. Secretary of State, and periodic visits of other key ministers in both directions, continued to ensure regular ministerial attention to Canada's most important bilateral relationship. The meeting in January 1988 was demonstrative of this. Three agreements were concluded: The Arctic Co-operation Agreement; The

Joint Declaration on Counter-Terrorism; and The Protocol to Amend the Canada-U.S.A. Extradition Treaty.

Recognizing the need to reduce Canadian vulnerability to the complex and diffuse decision-making process in the United States, the Canadian Embassy in Washington and the 12 consulates general and consulates have bolstered their Congressional liaison and communications activities by expanding networks of influential contacts at every level and in every region of the United States and by developing new, computer-aided tools to assist issue management. Human resources have been strengthened and focused on Canadian objectives. Consulting firms continue to be used as sources of expert advice on key bilateral issues, particularly in the areas of trade and of the environment. All of these efforts seek to ensure that the Canadian position on issues is presented in an effective and timely manner.

Free trade agreement and bilateral trade relations

The successful conclusion of the Canada-U.S. Free Trade Agreement was the most important bilateral achievement of 1987. After 18 months of intensive negotiations, Canada and the United States arrived at an agreement-in-principle on October 3, 1987. Over the course of the next two months, this framework was translated into a legal text which was tabled in the House of Commons on December 11, 1987. The Agreement was signed by Prime Minister Mulroney and President Reagan on January 2, 1988.

In essence, the Free Trade Agreement provides for the following: the elimination of all bilateral tariffs and other border restrictions within 10 years, backed up with clearly defined rules of origin; special measures to enhance market access for each other's exporters in the areas of agriculture, energy, automotive products, and wine and distilled spirits; liberalization of the regulatory framework surrounding government procurement, investment and financial services; a precedent-setting code providing for national treatment in future legislation in a broad range of service sectors; and institutional provisions to achieve impartial resolution of disputes and to oversee implementation of the Agreement.

The Agreement was expected to be ratified following the passage of implementing legislation in the two national legislatures during 1988, and to enter into force on January 1, 1989.

In Canada, a motion calling for approval of the Free Trade Agreement was introduced into the House of Commons on December 15, 1987. The House Standing Committee on External Affairs and International Trade held hearings across Canada on the FTA during the same period.

The Foreign Affairs Committee of the Senate also held hearings which began in December 1987. Both during the negotiating period and after the signing of the Agreement, consultations have taken place with the provincial governments and with the private sector representatives who are members of the International Trade Advisory Committee and the Sectoral Advisory Groups on International Trade (see Chapter 2).

In the United States, the Free Trade Agreement is an executive agreement negotiated by the Administration under authority delegated from the Congress. The Agreement is not, therefore, a treaty *per se* and does not require formal ratification by a two-thirds majority in the Senate. Under the "fast track" procedures authorized by Congress, the Administration is, however, required to introduce implementing legislation into the Congress after signature of the Agreement.

Once introduced, this legislation must be brought to a vote, without amendments, within 90 legislative days. A simple majority in each chamber is required for adoption. Once the legislation has passed the Congress, it will be transmitted to the President for signature and enactment into law.

Congressional public hearings on the Free Trade Agreement began before the Trade Sub-Committee of the House Committee on Ways and Means on February 9, 1988. Hearings before various other Congressional committees and sub-committees took place during February and March. The Administration reached agreement with key Congressional leaders on a process of consultation and on the timing of Congressional consideration of the required legislation.

Bilateral trade and balance of payments

Canada and the United States are each other's number one customer; the two countries continue to have the largest bilateral trading relationship in the world. Reconciled trade figures for 1987 show that total two-way merchandise trade for the year totalled \$175.6 billion. This means that measured on the basis of the value of the goods traded, total two-way trade increased by 1.5 per cent in 1987 over 1986. This percentage increase would have been larger but for the fact that the Canadian dollar appreciated by about 4.5 per cent against its U.S. counterpart over the course of the year. Canada exported goods worth \$96.3 billion to the United States during 1987 and imported U.S. merchandise worth \$79.3 billion. The resulting trade surplus in Canada's favour of \$17 billion was the smallest since 1983.

The United States absorbed over 76 per cent of Canadian exports during 1987 and supplied more than 68 per cent of Canadian imports. For the United States, the value of the merchandise traded represents over 23 per cent of total U.S. exports and slightly more than 17 per cent of all U.S. imports.

The merchandise trade figures in themselves do not, however, provide a complete picture of the total economic and trade relationship between the two countries. Canada has historically run a deficit on non-merchandise trade, including services, transfers and investment income, with the United States. These substantial Canadian non-merchandise deficits traditionally produced a surplus for the

United States in the bilateral current account, a trend which was reversed only in 1983.

Statistics Canada figures for 1987 show a surplus on bilateral non-merchandise transactions in favour of the U.S. of \$11.3 billion, with Canadian non-merchandise payments worth \$26.6 billion and receipts worth \$15.3 billion. Using these figures, the value of the Canadian current account surplus (which includes merchandise *and* non-merchandise trade) with the United States for 1987 was approximately \$5.7 billion. This surplus in Canada's favour is equal to just over 2.6 per cent of the value of all bilateral merchandise and non-merchandise trade for 1987, a year in which total two-way transactions were \$217.5 billion. The bilateral current account could be said, therefore, to be roughly in equilibrium.

Bilateral trade restrictions

Pressures in the United States for the continuation or initiation of new restrictions over a range of Canadian exports of resource-based, agricultural and manufactured products continued. Anti-dumping investigations covered Canadian exports of potash, colour picture tubes, fabricated structural steel and micro-disks. In the area of safeguards, import quotas on specialty steel were extended to September 1989 and the special tariffs on shakes and shingles remained in force. National security investigation relating to anti-friction bearings, petroleum and petroleum products, plastic injection moulding machinery, as well as a number of investigations of alleged patent infringement, all threatened Canadian access to the United States market.

Additionally, there were pressures for action against imports from Canada of such diverse products as carbon steel, uranium, asbestos, electricity, natural gas, sugar, potatoes, ground fish and fillets, and lobsters. The U.S. Export Enhancement Program, an agriculture export subsidy, created serious implications for traditional Canadian wheat exports to third countries. The government assisted Canadian industry in efforts to mitigate the actual or potential impact of such measures.

The export charge on softwood lumber products, imposed as a result of a U.S. countervailing duty investigation, involved the collection of more than \$400 million, which was remitted to the provinces. Lengthy negotiations with the U.S. led to the resolution of certain anomalies in the manner of assessing the charge and agreement on the value of measures by British Columbia and Quebec to replace or reduce the export charge. The application by the U.S. of custom user fees and a discriminatory tax on oil imports, were determined by GATT panels to be inconsistent with U.S. obligations under the GATT. Similarly, following a complaint brought by the United States, Canada's export restrictions on unprocessed salmon and herring were found to be inconsistent with the GATT. Action to bring these measures into conformity with the GATT is under review.

On the legislative front, the development of comprehensive trade legislation remained a top priority for the 100th Congress, with the enactment of a trade bill anticipated in the spring or early summer of 1988. U.S. trade reform initiatives, the negotiation and signature of the FTA, together with continuing U.S. protectionist pressures in specific product areas, necessitated close monitoring and

vigilance to ensure that access to the U.S. market for Canadian products remained uncompromised. Trade issues, as a consequence, figured predominantly in meetings between Canadian ministers and their U.S. counterparts. There were continuous informal contacts between Canadian and U.S. officials, supplemented by written representations to the Administration and members of Congress on an array of major issues.

Export trade development

The United States, which buys 77 per cent of Canada's exports, continued to be the prime focus of the Department's trade development activities in 1987/88. These exports represent a quarter of the Canadian GNP and some two million jobs. In the worldwide context, Canada's trade surplus with the U.S. is of such magnitude that it more than offsets the trade deficits with all other major trading partners.

The more than 250 trade promotional events undertaken by trade commissioners located in 22 U.S. cities and by market development officers at headquarters in Ottawa produced approximately:

- 445 export sales worth \$845 million;
- 577 new buying connections and agency agreements; and
- 34 new joint ventures worth \$45.7 million.

While the U.S. trade development program covers many activities, one of the most successful new initiatives in recent years has been the New Exporters to Border States Program (NEBS). This program introduces small- to medium-sized businesses from every region to the entire process of exporting to the U.S. and seeks to take the mystery out of what can seem a most intimidating activity.

The consulate in Buffalo was the most active NEBS mission, initiating projects in co-operation with the provinces of Ontario and Quebec. Of the first 553 companies that participated in the Buffalo-Ontario NEBS program, more than half followed up and made export sales. Some \$50 million of export orders were written by these companies, exporting for the first time ever. This represents about 1 200 person-years of employment, and \$211 of export revenue for every tax dollar spent on the program. NEBS activities have also been organized for companies in the West and the Atlantic provinces. Although more than 3 000 companies from across Canada have already participated in NEBS, there is a backlog of 250 companies in Ontario alone.

The U.S. economy is far too dispersed to be effectively covered by the 13 trade offices at the embassy and consulates general. To rectify this, a number of small, low-cost, "satellite" trade offices have been opened to effect priority trade programs. These offices have already introduced more than 500 Canadian companies to opportunities in regional American markets. Due to the Orlando office, for example, the Governor of Florida and state urban transit officials visited Canada and, as a result, confirmed an important first sale of Canadian rapid transit vehicles for use in the Fort Lauderdale-Miami corridor. As well, the recently opened office in Cincinnati arranged a mission to Canada of buyers from one of the largest U.S. health services supply companies.

Computerization of the trade missions within the U.S. was completed, allowing them to take advantage of the

World Information Network, or WIN Exports. This micro-computer-based system gives trade officers in the field and at headquarters immediate access to product information of more than 22 000 Canadian exporters. WIN Exports was developed only in 1986, but is proving to be a tool of considerable potential; for example, WIN Exports introduced a Cleveland firm to seven Canadian manufacturers of pressure vessels, which resulted in the firm placing \$400 000 worth of business in Canada.

The National Trade Strategy Program, introduced three years ago, has generated approximately \$70 million worth of export business to date with a further \$200 million projected during the next 12 months, which would create about 6 000 person-years of employment.

Under the Program for Export Market Development (PEMD), trade promotional events introduced 751 firms to 1.2 million American buyers. Over 70 per cent were first-time exporters, and 80 per cent were classified as small- to medium-sized businesses. The exporters were from Ontario (50 per cent), Quebec (17 per cent), British Columbia (13 per cent), the Atlantic provinces including Newfoundland (3 per cent), and the prairie provinces (17 per cent). Immediate sales of \$46.5 million were generated with an expectation of a further \$823 million during the following 12 months. When completed, the 12-month sales will translate into a return of \$230 for every tax dollar spent and 20 000 person-years of employment.

Investment development

Direct U.S. investment made in Canada during 1987 was \$7.5 billion (compared with \$3.3 billion in 1986), representing almost 80 per cent of the total foreign direct investment inflow. By the end of 1987, the cumulative value of direct U.S. investment in Canada was about \$75 billion. The United States is thus Canada's most important source of foreign investment and Canada's primary investment promotion market. Close to 40 per cent of Canada's total Investment Development Program of \$3.8 million in 1987/88 was directed to the United States.

Promotional initiatives in 1987/88 were more targeted sectorally and took as a theme "Canadians are excellent business partners." The Investment Development Program was increasingly directed to identification and cultivation of priority sectors, including electronics, automotive, and machinery and industrial equipment, with a view to attracting to Canada internationally competitive industries and technology-bearing investment (e.g., microelectronics, advanced industrial materials, biotechnology and advanced manufacturing processes). Emphasis was placed on the encouragement of new "greenfield" investments, joint ventures and exchanges of technology.

The Program is conducted by missions through contacts with U.S. business leaders, members of government and officials. In 1987/88, it carried out over 75 events and projects: Canadian ministerial meetings in the United States with selected U.S. business groups; seminars for selected members of the U.S. business community on the Canadian business and investment climate and industrial capabilities; presence at key U.S. trade fairs with investment information booths; missions to Canada, including visits of U.S. financial analysts and portfolio investment advisers, to acquaint members with Canadian business interests and economic

policy developments; and media advertising campaigns to promote, for example, investments in the electronics sector. Many of these promotional projects were organized in cooperation with Canadian provincial and municipal authorities and drew upon the expertise of Canadian industry associations.

The core of the Program, however, lay in the thousands of day-by-day, one-on-one contacts that the missions had in 1987/88 with prospective investors to answer questions about doing business in Canada and to facilitate decisions to establish operations in Canada.

Environmental and transboundary issues

Transboundary flows of sulphur dioxide from the United States into Canada remain at an unacceptably high level. Acid rain, therefore, continued to be a central bilateral irritant, aggravated in September 1987 by the publication in the U.S. of the mid-term report of the National Acid Precipitation Assessment Program (NAPAP). The report, especially its Executive Summary, presented a particularly misleading, flawed and incomplete assessment of the acid rain problem which, over all, minimized the extent and seriousness of environmental damage. The report ignored Canadian statistics and data which had been provided to NAPAP. The Canadian government issued a comprehensive scientific critique of the NAPAP report.

The Bilateral Advisory and Consultative Group of senior officials, recommended by the Special Envoys on Acid Rain, met several times. In response to President Reagan's commitment to Parliament in April to consider an acid rain

accord modelled on the Great Lakes Water Quality Agreement, Canada, through the Group, tabled a paper outlining the essentials of such an accord. Later the full draft text of such an accord was given to the United States. After lengthy delays, the United States indicated its view that current scientific knowledge did not warrant an agreement with specific emission reduction targets and timetables for their attainment. Instead, the United States favoured a general accord limited in scope to further studies, information exchanges and problem definition. This was not acceptable to Canada. The Prime Minister unambiguously set out Canada's basic objective in his address to the Americas Society in New York in March 1988: "Nothing less than targeted, mandated reductions in acid rain emission in the United States will suffice." The Prime Minister went on to note that transboundary acid rain will remain a major difficulty in the relationship until polluting emissions from the United States are brought down to an environmentally tolerable level.

On November 18, 1987, the Protocol Amending the Great Lakes Water Quality Agreement was signed in Toledo, Ohio, by Canada and the United States. This represented the successful conclusion by the two governments of a review of the Agreement. The bilateral discussions on the development of the Protocol included representatives of citizens' groups. The Protocol strengthened the Agreement with new provisions for the clean-up of pollution "hot-spots" around the Great Lakes, and for the control of toxic chemicals from such sources as the atmosphere, groundwater and contaminated sediments.

Table 5
CANADA'S TRADE WITH THE UNITED STATES
(millions of Canadian dollars)

CURRENT ACCOUNT — Not Seasonally Adjusted				PER CENT SHARE OF CANADA'S TOTAL EXPORTS, IMPORTS			YEAR-OVER-YEAR PER CENT CHANGE	
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	86/85	87/86
MERCHANDISE TRADE								
Merchandise exports	94 013	93 818	95 966	78.6	77.8	76.3	-0.2	2.3
Merchandise imports	73 494	76 385	79 252	71.6	69.3	68.7	3.9	3.8
Merchandise trade balance	20 519	17 433	16 714					
NON-MERCHANDISE TRADE								
Non-merchandise receipts	14 613	16 182	15 343				10.7	-5.2
Non-merchandise payments	26 547	27 776	26 610				4.6	-4.2
Non-merchandise balance	-11 934	-11 594	-11 267					
TOTAL CURRENT ACCOUNT BALANCE	8 585	5 838	5 447					
CAPITAL ACCOUNT — Not Seasonally Adjusted								
Total Canadian claims	-3 295	-7 429	-3 645					
Total Canadian liabilities	-2 684	-1 900	7 198					
Total capital account	-5 979	-9 329	3 553					

After a decade of intermittent talks, on July 17, 1987, Canada and the United States signed the Agreement on the Conservation of the Porcupine Caribou Herd. This Agreement seeks to protect the herd, which migrates regularly across the Alaska-Yukon border, and it creates an International Management Board. In November 1987 Canada released its Comments Paper on the proposal by the U.S. Department of the Interior to explore for and develop hydrocarbon reserves in the Arctic National Wildlife Refuge. Canada continued to press for the protection of critical wildlife habitats, including the calving grounds of the caribou, in the Refuge.

Work began on the preparation of the Canadian position for negotiations regarding payment by the U.S. towards the construction of the Rafferty and Alameda dams in the Souris River Basin in Saskatchewan in return for the provision by Canada of flood control benefits.

Energy

The two countries continued to work for the removal or reduction of barriers in Canada-U.S. energy trade. This process was occasionally marred by U.S. actions including the reconfirmation in May 1987 of the U.S. Federal Energy Regulatory Commission decision which placed Canadian gas exports at risk and created the threat of an oil import fee and a Commerce Department investigation on petroleum imports to determine their effects on national security.

The negotiation of the Free Trade Agreement has important implications for bilateral energy relations. The FTA will place the most extensive bilateral energy trade in the world, totalling \$13 billion in 1987, on a more secure footing by giving to Canada more assured access to U.S. markets and, to the United States, non-discriminatory access to secure Canadian supplies.

Space

Negotiations progressed well with the United States, Europe and Japan on the terms of Canada's participation in the permanently manned civil Space Station program. The station will be the most ambitious project ever undertaken by Western nations in pursuit of peaceful exploitation of space. Canada's planned contribution is a \$1.2 billion mobile servicing system.

On communications and space matters, Canada continued multilateral and bilateral discussions with the U.S. and other countries for an adequate spectrum allocation for Canada's proposed mobile satellite system. Negotiations began on the renewal of the trilateral arrangement with the U.S. and Mexico on satellite orbit allocation and bilaterally with the U.S. on the co-ordination of trans-boundary services to be provided by both U.S. satellites and Anik E, the next generation of Canada's communications satellites.

Intellectual property

Cultural and intellectual property issues continued to arise on both sides of the border. The U.S. expressed concern over the investment restrictions of Canada's book publishing and distribution policy as well as over proposed legislation intended to create a separate Canadian market for film distribution rights. On intellectual property, the Canadian government's tabling of amendments to the Copyright Act responded to domestic concerns and

provided for more effective anti-piracy measures. The government committed itself to the introduction of retransmission rights for signals retransmitted by cable or satellite to coincide with the entry into force of the FTA (see also Chapter 1).

Transportation

The Canada-U.S. Trucking Consultative Mechanism undertook work to ensure greater harmony of safety standards in both countries. The Canada/U.S.A./Seaway/Great Lakes Consultative Mechanism continued work on the co-operative management of the system. Both countries undertook comprehensive studies of their respective marine pilotage regulations.

A U.S. Report on transportation access through the Alaska Panhandle was completed. The Report incorporated a fully satisfactory response to earlier Canadian representations concerning the need for a mechanism to consider future Canadian transportation access needs.

Fisheries relations

Canada-U.S. fishery relations are to a large extent governed by geography and the migratory habits and commercial value of fish, which places both countries in a competitive situation, but also requires their co-operation.

Two issues, one resolved, one not, were of significance during 1987/88: (a) Transboundary Rivers: A five-year agreement (1988-1992) was successfully negotiated with the U.S. governing the salmon fisheries on the Stikine and Taku rivers (northwestern British Columbia and the Alaskan Panhandle). The agreement will bring more economic security to Canadian (and U.S.) fishermen, and will mean that Canada receives more fish and a larger harvest share than under a previous agreement; (b) Yukon River: Canadian-origin fish account for about 50 per cent of Yukon River salmon, but the United States takes between 85 and 90 per cent of the annual catch. Negotiations with the U.S., which have been going on since 1985 to resolve catch allocation of the salmon, made little progress in 1987/88. Canada will continue to pursue the issue of its right to a larger share of the Canadian-origin Yukon River salmon.

Communications and culture

There was a further intensification of activity by the Department, the embassy and the 12 consular missions in the cultural, academic and public milieus across the United States. The 1986 Cabinet decision on Canada's international cultural relations confirmed the United States as the highest priority country for the Department's arts promotion and academic relations activities. In particular, the program of Canadian Studies, aimed at enhancing the research and study of Canada at American universities and colleges and throughout the educational system, has been especially active. Intensified programming provided increased opportunities for Canadian artists and their creations, especially in the area of visual and performing arts, throughout the United States in both the public and commercial sectors.

Intensive efforts were made to present to a wide spectrum of American opinion-formers a range of factual information on Canada's role in the relationship. New series of publications stressing the theme of Canada-U.S.

partnership and an environmental newsletter were widely distributed to opinion-formers to present the Canadian perspective on issues of significance in the relationship.

A number of conferences, seminars and speaking engagements, co-sponsored by influential U.S. partners, were devoted to the major issues — acid rain, trade relations, the defence partnership, cultural sovereignty. Group visits to Canada of influential U.S. opinion-formers such as journalists, university presidents and congressional staff members were arranged, with briefings on major aspects of the relationship. Increased emphasis was also given to media relations, by the Department and its missions, resulting in a significant increase in U.S. media coverage, particularly by newspapers and magazines, on a variety of targeted Canadian subjects. Coverage was greater and better informed than in previous years.

Parliamentary relations

The Department continued to support parliamentary exchanges with the United States. In particular, it continued its grant to the Centre for Legislative Exchange to facilitate visits by members of Congress and parliamentarians to both countries. The subjects of their study included trade, tax reform, science policy, international banking and postal services.

Immigration and border crossing

The Canada-United States border continues to be one of the most easily and frequently crossed international boundaries in the world, with over 75 million crossings per year. The difficulties Canadians face in obtaining access to the United States for temporary employment, however, has been a major and long-standing concern. Provisions of the Free Trade Agreement will considerably alleviate these problems, particularly for business people needing reliable and easy temporary access to their customers.

Agreement was also reached on customs and immigration clearance of individuals in transit through Maine on the VIA Rail Atlantic service. The new procedures will reduce the inconvenience to passengers and to VIA Rail.

Immigration legislation, regulations and procedures in one country often have a significant effect on the other side of the border. During the last year, for example, the enactment of the U.S. Immigration Reform and Control Act prompted a number of refugee claimants, particularly Central Americans, to apply for entry to Canada. This new circumstance caused Canada to take measures to deal with the rising level of arriving refugee claimants.

Western Europe and the European Community

Canada's relationship with Europe is based on close historic and socio-cultural ties and is undergoing a considerable evolution with growing emphasis on economic and trade relations. Canadian interests in Europe include the 12 member countries of the European Community as well as the non-member countries. Canada pursues its interests bilaterally in the respective European capitals and additionally in the case of the Community in Brussels, under the auspices of the Canada-European Community Framework Agreement for Commercial and Economic Co-operation, and multilaterally, in such diverse forums as the

Conference on Security and Co-operation in Europe, the Mutual and Balanced Force Reductions in Europe, NATO, OECD, the United Nations and the GATT. Canada participates regularly in the economic summits and in quadri-lateral trade ministers' meetings and, through these meetings, has reinforced its general bilateral relationships with the United Kingdom, France, West Germany, Italy and the Commission of the European Community.

Over 90 per cent of Canada's total Western European trade is with the countries of the European Community, or Common Market. The presidency of the EC rotates on a six-month basis through each of the 12 member states. Representatives from the United Kingdom, Belgium and Denmark held the presidency during the period under review.

Trade

The European Community continues to be the world's largest trading unit. For 1986, imports by member countries from outside the EC totalled \$334 billion (US), surpassed only by the United States' total imports of \$370 billion. Of Canada's total exports of \$10.5 billion to Western Europe in 1987, the EC absorbed \$9.2 billion, an increase of 16.4 per cent over 1986. This growth could be attributed to Western Europe's continuing recovery from the 1981-1982 recession and the movement of Canadian-European exchange rates towards historically normal relative values. Exchange rates also played a role in modifying the trend towards increased imports of European goods by Canada. In 1987, these imports grew by only 6.7 per cent compared to 18.3 per cent in 1986. This reversal notwithstanding, imports from Western Europe rose to \$15.8 billion (of which \$13.4 billion came from EC countries) leaving a merchandise trade balance of \$5.4 billion in Europe's favour. A considerable portion of this balance was accounted for by Canada's import of North Sea oil; the U.K. was Canada's single largest supplier of petroleum in 1987.

Western Europe is an ideal market for Canadian exporters since it is a cash market with a demand for high-quality products and advanced technology. During this decade, some 60 per cent of Canadian exports to Western Europe have been value-added fabricated materials or end products. Highly sophisticated and competitive export marketing and investment strategies are required to expand Canadian exports. Western Europe offers considerable potential for industrial co-operation, joint ventures and technological transfer, particularly in emerging industries, but also in manufacturing in general. Canadian firms have found promising markets for agriculture and food products, particularly fish, as well as for informatics and telecommunications equipment, defence and security products, specialized machinery and equipment, aerospace products, forestry products, cultural industries, selected consumer products, and minerals and metals.

Western Europe is the most important international trade show venue in the world. In the year under review, the Department organized government and industry participation in 17 major fairs, at a cost of \$2.7 million. Over 350 firms involved in these events reported on-site sales of approximately \$85 million and total estimated sales for the following year in excess of \$377 million.

Immigration

Western Europe remained the second largest source of new immigrants to Canada, and 27 454 visas were issued to potential immigrants from the region. In addition, 57 232 visitor visas, including 4 756 student visas and 13 776 temporary work permits, were issued. With the support of Investment Canada, emphasis was placed on encouraging the immigration of business people. These efforts attracted 495 immigrant entrepreneurs, who invested some \$775 million in Canada. This was 158 per cent more than in the previous year and resulted in the creation of 2 335 jobs.

In co-operation with airline companies and airport officials in Western Europe, Canadian missions tackled the serious problem created by the large number of persons seeking to enter Canada using false visas or forged travel documents. In addition, a number of missions, including Athens, Bonn and Rome, continued to process applications from Eastern Europe, Africa and the Middle East under Canada's program for refugees. In all, 4 861 refugee files were processed by missions in Western Europe during the year. Immigration services were added to the missions in Madrid and Ankara, while those in Milan were closed, since its territory is now served by the embassy in Rome.

Cultural relations

Cultural and public affairs programs helped to promote Canada's foreign policy objectives and to strengthen bilateral relations with the European countries. A consider-

able number of artistic events, including a major tour by the Montreal Symphony Orchestra, allowed Canadian cultural enterprises to establish themselves in these markets, which are essential to their further development. Meetings of joint cultural commissions with Italy and Belgium and formal consultations concerning culture with the Netherlands and the United Kingdom underlined the importance of Canadian cultural exchanges with those countries. Canada also signed a memorandum of understanding on cultural relations with Greece.

The European Community

Canada's relationship with the EC during the year under review was characterized by increasingly intense political-level involvement in its management, beginning with a call on her EC counterpart by the Minister for International Trade in May 1987, and culminating in a visit to the President of the Commission of the European Communities by the Prime Minister in March 1988. These visits were useful in putting bilateral irritants into perspective within the general context of an expanding trade relationship and successful industrial and scientific-technological co-operation programs. The tone of the relationship with the EC, as represented by the Commission (its executive arm), continued nevertheless to be marked by differences over specific issues, several of which were the subject of consultations or dispute settlement proceedings under the GATT. This is an inevitable concomitant of its sovereignty over trade, agriculture and fisheries, areas which traditionally

Table 6
CANADIAN IMPORTS FROM WESTERN EUROPE BY COUNTRY
(thousands of dollars)

	1985	1986	1987	Per cent change 87/86
Belgium and Luxembourg	530 130	618 229	620 964	0.4
France	1 372 610	1 585 291	1 489 423	-6.0
West Germany	2 715 609	3 453 228	3 535 023	2.4
Italy	1 331 098	1 671 356	1 693 286	1.3
The Netherlands	622 854	694 138	754 063	8.6
United Kingdom	3 280 844	3 721 154	4 341 860	16.7
Ireland	217 879	244 818	199 701	-18.4
Denmark	228 918	233 493	249 491	6.8
Greece	47 880	70 250	63 441	-9.7
Portugal	87 274	78 294	89 025	13.7
Spain	366 482	441 423	484 535	9.8
Gibraltar	385	118	—	—
Malta	5 814	3 390	1 273	-62.4
Austria	182 181	212 962	247 782	16.4
Finland	200 124	253 960	287 690	13.3
Iceland	3 498	11 883	8 319	-30.1
Norway	187 912	167 561	256 863	53.3
Sweden	682 834	788 209	884 005	12.2
Switzerland	488 955	591 283	606 647	2.6
Turkey	35 888	56 753	78 400	38.1
TOTAL	12 588 791	14 897 891	15 891 789	6.7

Table 7
CANADIAN EXPORTS TO WESTERN EUROPE BY COUNTRY

(thousands of dollars)

	1985	1986	1987	Per cent change 87/86
Belgium and Luxembourg	722 009	843 504	1 131 766	34
France	743 447	1 009 396	1 034 277	2.5
West Germany	1 232 919	1 317 344	1 507 495	14.4
Italy	542 050	709 469	835 929	17.8
The Netherlands	956 311	1 001 679	1 014 302	1.3
United Kingdom	2 482 230	2 718 252	2 832 816	4.2
Ireland	84 632	91 470	141 281	54.5
Denmark	84 690	111 811	109 839	-1.8
Greece	41 701	66 155	66 314	0.2
Portugal	62 389	154 389	172 994	12.1
Spain	134 235	137 347	210 233	53.1
Gibraltar	385	118	157	33
Malta	732	1 131	1 767	56.2
Austria	59 037	52 391	91 261	74.2
Finland	133 760	85 740	103 571	20.8
Iceland	3 446	7 627	10 387	36.2
Norway	383 545	320 951	313 047	-2.5
Sweden	199 198	247 480	248 188	0.3
Switzerland	324 008	356 624	401 965	12.7
Turkey	221 426	202 980	266 073	31.1
TOTAL	8 412 150	9 436 053	10 493 663	11.2

account for most of the bilateral irritants. By contrast, the member states have largely retained sovereignty in those areas in which we enjoy bilateral co-operative success (e.g., cultural relations).

Bilateral irritants influencing Canada-EC relations included continued EC pressure for increased access to non-surplus fish stock, aggravated by the expiry of their entitlement to allocations under the Canada-EC Long-term Fisheries Agreement; continued over-fishing by EC vessels in waters adjacent to the Canadian zone, since the Community chose not to be bound by Northwest Atlantic Fisheries Organization catch limits in key fisheries; and persistent disagreement over fundamental issues of fisheries conservation and management. While not entirely satisfied with Canada's proposed pharmaceutical legislation, the EC deemed its major concerns to have been met and urged speedy adoption. The GATT panels examining the EC's complaints on provincial liquor board practices and the imposition of countervailing duties on imports of beef concluded their reviews and found the practices in question inconsistent with Canada's international obligations. The report on liquor board practices was adopted by the GATT at the end of the review period, and Canada must report by the end of 1988 on what it is doing to come into conformity with the GATT. In a related development, Canadian wine makers and grape growers petitioned the government under the customs tariff for relief from subsidized EC competition. The beef panel report is still being discussed.

The Community pressed its request for an adjustment of the Canadian import quota for cheese to accommodate the three new member states which had joined the EC since its share of the quota had been set in 1979. It also protested a tariff classification ruling by Canada that resulted in a rate of 10 per cent being applied to most pasta imports, instead of a zero rate.

Canada expressed concern at several actions taken or contemplated by the EC that could have a negative impact on Canadian exports. These included a proposed EC tax on edible oils and fats that would have damaged Canada's oilseeds exports; the tax has not been adopted. An EC ban on the use of growth-promoting hormones in livestock production came into effect over the strenuous objections of Canada and other exporters; Canada is consulting with the EC under the GATT. Differences have also marked the debate over the EC Third Country Directive, which sets out the criteria which meat packing establishments must meet if they wish to export to the EC; the issue now concerns Canada's reciprocal inspection of EC plants using the same criteria. Other agricultural problem areas included new EC rules governing the import of dessert apples, and a proposed import deposit scheme covering imports of dried pulses. Industrial trade relations were generally harmonious, with the exception of the difficulty encountered in both 1987 and 1988 in obtaining access to the Spanish market for Canadian steel; the 1987 quota was settled by negotiation.

On the positive side, derogations from EC plant health

regulations were obtained to allow the sale of Canadian seed potatoes to Italy and Greece. Also, the Community narrowed the quarantine area applied following an outbreak of blue tongue disease (a deadly ailment afflicting ruminants) in the Okanagan Valley, so as to permit Canadian exports of live animals from outside the Valley to continue. Finally, improvements were made to the EC's import licensing system for high-quality beef which are expected to benefit Canadian exporters.

As a result of the accession of Spain and Portugal to the European Community on January 1, 1986, Canada entered into negotiations with the EC under GATT Article XXIV:6 to establish compensation for the impairment to its trade occurring as a result of the EC enlargement. Canada is concerned that several of the EC proposals, most notably in the fisheries sector, are more restrictive than those applied currently. Repeated negotiating sessions narrowed the gap but did not eliminate it; a key issue has been referred to the GATT for binding arbitration, so as to allow negotiations to conclude. Canada has also signalled its intent to negotiate compensation for other rights arising out of the formation of the EC and its first enlargement, both of which caused considerable harm to Canadian export of cereals.

The past year also saw important progress in Canada's scientific relations with the EC. This included the intensification of discussions on co-operation in fusion research with the Community. Significant advances were also made in identifying areas where respective research and development priorities coincided and which could lead to eventual co-operation in this field.

United Kingdom

The United Kingdom remained Canada's third-largest trading partner, after the U.S. and Japan, and second largest source of foreign investment. Two-way merchandise trade with Britain for 1987 grew to \$7.2 billion, an increase of 14 per cent over 1986 figures. The U.K. had a trade surplus of about \$1.5 billion, due largely to North Sea oil exports to Canada. Canadian exports to the U.K. rose by almost 5 per cent to \$2.8 billion, representing about 30 per cent of all our exports to the European Community. This increase in total value of trade with the U.K. should be viewed in the context of a further 6.5 per cent decline in the average exchange rate of the Canadian dollar against sterling from 1986 to 1987, following a 10 per cent decrease from 1985 to 1986. Thirty-three Canadian firms participated in three international trade fairs in the U.K., with on-site sales of \$3 million.

Regular consultation on political, defence and economic subjects, a hallmark of the relationship, continued at a high level in 1987. Numerous visits in both directions pointed up the close and extensive relationship between the two countries. The Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver provided opportunities for Prime Minister Mulroney to discuss both bilateral and multilateral issues of concern with Prime Minister Thatcher. The Secretary of State for External Affairs received a visit to Ottawa of his British counterpart, Sir Geoffrey Howe, in September. The two meet regularly both in Ottawa and London, and at multilateral gatherings such as NATO and Commonwealth conferences. Members of the Royal family also paid visits to Canada in 1987. In pursuit of bilateral

objectives, other Canadian and U.K. ministers exchanged visits: U.K. Defence Secretary Younger visited Ottawa in September. U.K. Trade and Industry Minister Clark was in Vancouver in November; Finance Minister Wilson visited his counterpart, Mr. Lawson, in London in November; and Frank Oberle, Minister of State for Science and Technology, went to London late in the year for talks. Premiers from Quebec and Alberta travelled to the U.K. and parliamentary delegations exchanged visits during the year. The successful negotiation of a new bilateral air agreement between the two countries promises significant improvement in air services.

The Canada-U.K. Colloquium series continued in 1987 with the holding of a successful meeting in Gleneagles and a decision to hold the next in Canada in 1988.

Federal Republic of Germany

Bilateral relations between Canada and the Federal Republic of Germany (F.R.G.) continued to thrive during 1987/88. The relationship is rooted in common membership in the Atlantic Alliance, the OECD, the economic summits, the United Nations and other international bodies as well as in strong trade and economic ties. Increasing scientific, technological, cultural and academic exchanges are broadening the partnership.

Exchanges and contacts at both the official and private levels intensified over the period. The Canadian ministers of Finance and Science and Technology visited Germany during the year for consultations with their counterparts. In the spring the Secretary of State for External Affairs met with the F.R.G. Foreign Minister to review a number of issues. Canadian ministers welcomed to Canada their German counterparts from the ministries of the Interior, Economic Development, Post and Telecommunications, State for Foreign Affairs, and Labour and Social Affairs. Building upon earlier contacts, extensive exchanges took place between Canadian and German parliamentarians.

Two-way trade between Canada and the Federal Republic of Germany has grown impressively over the last decade or so to its present level of over \$5 billion. Germany has continuously had a trade surplus, which in 1987 stood at \$2.0 billion. The surplus fell over previous years in the face of a 20 per cent growth in Canadian exports to Germany in 1987. A particularly promising sector for future market development is the high technology and manufacturing sector. Over 175 Canadian companies participated in seven major international trade fairs in the Federal Republic of Germany in 1987 under government sponsorship. Reported sales at these fairs totalled \$161.8 million, of which \$15.1 million were on-site sales and the remainder projected for the coming year. Industrial and scientific links between Canadian and German firms continued to grow and Canada actively promoted German investment in the Canadian economy.

Under the auspices of "Atlantik Bruecke," an F.R.G.-Canadian private sector organization, a second conference was held in Frankfurt in October 1987 to discuss Canada's relations with the Federal Republic and their outlook on key international issues. The meeting, which brought together prominent politicians, government leaders, academics and journalists from Germany and Canada, was marked by the similarity of mutual interests and views. It is envisaged

that conferences will be reconvened annually. In February 1988 the Association of Canadian Studies in the Federal Republic (at Grainau) held another successful meeting with a high level of academic cross-participation. The Grainau conference, largely sponsored by the Department, is recognized as the international forum for Canadian Studies in German-speaking universities in Europe.

France

Political relations with France were particularly active during the past year. In May President Mitterrand made a five-day official visit to Canada that included stops, in chronological order, in Ottawa, Quebec, New Brunswick, Ontario and Saskatchewan. President Mitterrand's visit, coming 20 years after that of General de Gaulle, had a definite historical and symbolic dimension. In August Prime Minister Chirac also visited Ottawa, in connection with his participation in the Francophone Summit in Quebec, and met with Prime Minister Mulroney. During his visit, it was announced that the two governments and the French firm Aérospatiale would negotiate a co-operative agreement concerning the French ERYX anti-tank missile. Finally, to climax a year of intensive political relations between the two countries, the Governor General made a state visit to France from January 25 to 29, 1988. This was the first official visit by a Canadian Governor General to France, and it was marked by all the honours due to a head of state. Mme. Sauvé was accompanied by George Hees, Minister of Veterans Affairs, Don Mazankowski, Deputy Prime Minister and President of the Privy Council, and Robert de Cotret, Minister of Regional Industrial Expansion and Minister of State for Science and Technology.

The dispute between France and Canada over fish quotas and over the maritime boundary off the coast of St. Pierre and Miquelon is the only serious bilateral problem. This issue attracted much attention from both the French and the Canadian press on several occasions during the past year. Contacts and discussions are taking place in order to settle this dispute to the satisfaction of both parties.

Bilateral trade between Canada and France remained stable at \$2.5 billion from 1986 to 1987. Canadian exports increased by 7 per cent and there was a slight decrease of 5 per cent in imports from France. The Investment Development Program seeks to stimulate French investors' interest in Canada. The French companies targeted must have state-of-the-art technology to offer, be financially sound and have a growth strategy for their national and international markets. The new projects implemented under this Program will increase French investment in Canada, which already amounts to nearly \$1.5 billion. In addition to encouraging direct investment, Canadian trade offices in Paris and Lyon are particularly interested in industrial co-operation and technology transfer. In the second year of its existence, the economic Action Plan for France assisted the growth of the Canada-France Business Club and made a visit by an economic mission from the Midi-Pyrénées region possible. In Paris, the creation of a Canada data bank, accessible by Minitel, makes economic information more easily available and public reaction has been favourable. Two briefing sessions for exporters interested in France were held in Montreal and Toronto in February 1988, and a new publica-

tion entitled *A Look into the French Market*, which summarizes the characteristics of promising markets for Canadian products, was made available. Some 76 Canadian firms participated in four international trade fairs in France and made sales of \$57 million. The most important of these fairs was the Paris Air Show, held at Le Bourget in June in which 53 Canadian firms took part, 20 of them for the first time, and made sales estimated at \$55 million.

Italy

Canada's bilateral trade with Italy continued to grow but at a more moderate pace than in previous years. From 1986/87 to 1987/88, it increased from approximately \$2.4 billion to a little over \$2.5 billion. Canadian imports from Italy showed a slight increase of \$23 million, rising from \$1 670 million to \$1 693 million, while exports to Italy increased by nearly \$145 million — from \$691 million to \$836 million.

Two Canadian trade and industrial missions went to Italy during the year. The first was headed by the Minister of Regional Industrial Expansion, Michel Côté, and took place in May 1987, and the second by his successor, Robert de Cotret, in February 1988. The Economic Summit in Venice from June 8 to 10, 1987, provided an opportunity for the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs and the Minister of Finance to visit Italy. Preparations for the summit also occasioned a brief visit to Ottawa for consultations by Italian Prime Minister Amintore Fanfani, in May. In addition, visits by members of Parliament and senior officials of both countries contributed to strengthening relations.

The Holy See

Canada's mission to the Vatican maintains close relations with Church authorities and regularly seeks their views on the major political and humanitarian issues of the day, in particular on human rights, religious freedom and international development. The bilateral aspect of Canada's relations with the Holy See is of equal importance. A number of Canadian ministers and members of Parliament, as well as many religious figures, visit the Holy See annually.

A very special occasion was the beatification, on May 10, 1987, of Monsignor Louis-Zéphirin Moreau, who served as the fourth bishop of Saint-Hyacinthe, from 1876 to 1901. An official Canadian delegation, headed by Pierre Cadieux, the Minister of Labour, visited Rome to take part in the events surrounding the beatification. Another high point in Canada's relations with the Holy See was the papal visit to Fort Simpson in September 1987, when the Holy Father held the meeting with the native people that had had to be cancelled on account of bad weather during his tour of Canada in 1984.

The Benelux countries

Belgium, the Netherlands and Luxembourg are among Canada's main trading partners in Europe. Bilateral trade with these countries increased considerably in 1987 to \$3.5 billion.

Canada has a close relationship with the Netherlands, which is one of its main European trading partners and ranks eighth as a source of foreign tourists and third among

European investors in Canada. Two-way trade increased slightly during the year; exports to the Netherlands amounted to \$1.01 billion, while imports totalled \$754 million. A social security agreement was signed in February 1987. A major Dutch cultural festival in Canada in 1987 was notably successful. There were a number of visits by ministers of both countries, as well as a visit to the Netherlands by two groups of parliamentarians.

As members of the French-speaking community, Belgium and Luxembourg participated in the Francophone Summit in Quebec in September 1987. Canada participated in the Flanders International Technological Fair, held at Ghent in May. In October, a memorandum of understanding on defence industrial co-operation was signed and a joint cultural commission was held in Brussels. Visits by ministers of both countries also took place.

The Nordic countries

The past year was fruitful in terms of bilateral visits and exchanges with all the Nordic countries. The King of Norway and the King of Sweden both made state visits to Canada, while Iceland's Minister of Foreign Affairs, Mr. Hermannsson, on his visit to Ottawa in September 1987, met with Tom Siddon, Minister of Fisheries and Oceans, Paul Dick, Associate Minister of National Defence, and Joe Clark. The Norwegian Minister of Foreign Affairs, Mr. Stoltenberg, visited Canada in May and Mr. Clark made an official visit to Norway in December 1987. The Minister of Employment and Immigration, Benoit Bouchard, visited Sweden in October and the Danish Minister of Labour, Mr. Dyremose, came to Canada in February. A number of officials came to Canada for the Calgary Olympics and took advantage of their visit to meet with their Canadian counterparts. They included the Speaker of the Finnish Parliament, Mr. Ahde, and the Norwegian Minister of Cultural and Scientific Affairs, Mr. Bakke. The Finnish Prime Minister, Mr. Holkere, also met with Mr. Clark at the time of the Olympic Games. There were a number of exchanges at the provincial and territorial levels, and trade and scientific visits took place in both directions. In addition, groups of parliamentarians travelled to the Nordic countries to discuss issues of common interest.

In the context of the development of Arctic policy, one aspect of which is closer co-operation with its Nordic partners, Canada participated in a conference on circum-polar issues held at Tromsø, Norway, where Joe Clark delivered an important speech on Canada's intentions. In order to strengthen ties with Greenland, which is under Danish jurisdiction, Canada appointed an honorary consul at Nuuk in June.

Bilateral trade relations between Canada and the Nordic countries continued to be important and the volume of trade reached \$2.4 billion. Special efforts were made with respect to the promotion of investment and technology transfer. In February Finland's Minister of Foreign Trade, Mr. Salolainen, met in Ottawa with Mr. de Cotret, Minister of Regional Industrial Expansion and Minister of State for Science and Technology. One subject discussed was the signing of an exchange of letters on science and technology. Sweden's largest visiting business delegation visited four Canadian provinces in March. Two Canadian trade missions

travelled to the Nordic countries to promote Canadian electronic products, and Canadian business people participated in the aquaculture fair held in Trondheim in August. A Norwegian scientific mission visited Canada in November 1987 to discuss the implementation of the exchange of letters signed between the two countries in December 1986. The Canada-Norway working group on offshore resources pursued its work, and a Norwegian delegation visited Canada in September 1987.

Several Canadian writers participated in literary seminars in the Nordic countries, and Scandinavian painters, photographers and sculptors exhibited their works in Canada. The major cultural event of the year was the conference on Canadian Studies held at Lund, Sweden, in August. A number of sports teams participated in tournaments held in the Nordic countries.

Spain and Portugal

Canada's bilateral trade with Spain and Portugal continued to increase in 1987, reaching a total of \$957 million. The King of Spain attended the Olympics in Calgary in February. Discussions are proceeding with Spain on possible bilateral agreements on cultural exchanges, scientific and technological co-operation, and defence co-operation. Canada confirmed with Portugal an agreement to provide the sonar equipment required for new Portuguese frigates.

Turkey

Trade between Canada and Turkey continued to flourish in 1987 with two-way trade rising to \$344 million. Canadian exports amounted to \$266 million, a 33 per cent increase over 1986. Canadian companies are pursuing projects estimated at nearly \$2 billion in Turkey in fields as diverse as the education sector and defence. A feature in the year was a visit to Ankara by the Minister of Transport, John Crosbie, who met with Prime Minister Ozal and three of his senior ministers. The visit reinforced the bilateral relationship substantially and provided an opportunity to promote Canadian commercial interests in Turkey. The Turkish government continues to indicate its interest in acquiring a CANDU nuclear reactor. A Canadian firm is the leading contender to build a heavy rail transit system for the Turkish capital.

Switzerland

Canada's bilateral trade with Switzerland totalled over one billion dollars in 1987, an increase of more than \$150 million over the previous year. Switzerland ranks seventh among foreign investors in Canada. Relations between the two countries continued to grow with the conclusion of two new agreements, one on nuclear co-operation, signed December 22, 1987, and the other on cinematographic and audiovisual relations, signed at Berne on October 22, 1987, by Flora MacDonald, Minister of Communications, who was in Switzerland at the time to represent Canada at the international TELECOM 87 fair in Geneva.

The Minister of Finance, Michael Wilson, visited Zurich in November and met with financial and banking executives to describe the benefits of investing in Canada. He also headed the Canadian delegation to the Davos Symposium, accompanied by Robert de Cotret, Minister of Regional Economic Expansion, and by a number of provincial and business representatives.

Greece

The Greek government decided not to pursue its stated intention to acquire a majority interest in the North Aegean Petroleum Corporation, which is controlled by Denison Mines. The situation was resolved to the satisfaction of all parties concerned subsequent to representations by Denison and the Canadian government. In the fall, the Greek Minister of Culture, Melina Mercouri, visited Canada and exchanged letters with her Canadian counterpart, Communications Minister Flora MacDonald, constituting a cultural arrangement between the two countries.

Austria

Canada and Austria co-operate closely on multilateral matters and within various international agencies. The social security agreement, signed in February 1987, came into effect in November. The Austrian Vice Chancellor and Minister of Foreign Affairs, Dr. Alois Mock, visited Ottawa in June for the 10th meeting of the executive committee of the International Democratic Union, and met with Mr. Clark. The Austrian firm Styer-Daimler-Puch and the Canadian firm UTDC of Kingston signed a co-operative agreement in 1987 concerning coproduction, technology transfer and other forms of joint ventures in the military and commercial vehicles sector. As a result, they won a \$250 million contract, in February 1988, from the Department of National Defence for the production of heavy military vehicles.

The Soviet Union and Eastern Europe

East-West relations continued to improve during the period under review. Against this background the expansion of dialogue with the Soviet Union and the countries of Eastern Europe and the promotion of regular contacts at the ministerial and senior official level remained major Canadian foreign policy objectives. In addition, Canada's relations with the Soviet Union and Eastern Europe were further strengthened through a variety of initiatives, particularly in the area of trade relations.

Soviet Union

High-level contacts between Canadian and Soviet leaders continued in 1987/88. The Secretary of State for External Affairs met his Soviet counterpart, Eduard Shevardnadze, during the General Assembly of the United Nations in September; the Minister of State for Fitness and Amateur Sport, Otto Jelinek, visited the U.S.S.R. in August; and Soviet First Deputy Prime Minister Murakhovsky toured five Canadian provinces in June. A Soviet Parliamentary Delegation, led by the Byelorussian First Secretary Efram E. Sokolov, visited Canada in October. Discussions between senior officials across a broad spectrum of topics helped to expand the range of dialogue and co-operation between Canada and the Soviet Union in such areas as human contacts, disarmament, space co-operation, the Arctic and the drug traffic.

Eastern Europe

In September 1987 Canada established diplomatic relations with the People's Socialist Republic of Albania; the Canadian Ambassador to Belgrade is now accredited additionally to the government of Albania in Tirana.

The Secretary of State for External Affairs led a delegation of members of Parliament, business people, correspondents and officials to Poland, Hungary and the German Democratic Republic (G.D.R.) in May 1987. Wide-ranging discussions at the most senior levels covered East-West relations and other topics of international concern as well as bilateral co-operation in commercial-economic, political and cultural areas. The Speaker of the Senate, Guy Charbonneau, went to Yugoslavia in September 1987.

Enhanced ties were also pursued through other high-level visits. Branko Mikulic, President of the Federal Executive Council (Prime Minister) of Yugoslavia came to Ottawa in February 1988 on the invitation of Prime Minister Mulroney. His itinerary also included Montreal, Quebec City and Toronto before he attended the opening of the Calgary Winter Olympics, where he enjoyed prominence as director of the previous Winter Games in Sarajevo. Georgi Yordanov, the Deputy Chairman of the Council of Ministers and Minister of Culture of Bulgaria also came to Canada to open the Thracian Gold Exhibition in Montreal in May 1987. Additional visitors included the Czechoslovak ministers of Agriculture, of Fuel and Energy and of Sports. In addition, parliamentary delegations came from both Hungary and Czechoslovakia. Political consultations were held at the official level with Bulgaria and Romania, during which free-ranging discussions were held covering the full gamut of bilateral and international topics.

Trade

In 1987 Canadian exports to the Soviet Union and Eastern Europe declined from the 1986 level of \$1.6 billion to \$1.0 billion. This decrease was largely attributable to reduced grain sales to the U.S.S.R. at lower prices. Canada's exports to the Soviet Union dropped to \$800 million in 1987 from \$1.2 billion in 1986. Nevertheless, grain sales continued to make up the bulk of Canadian exports to the U.S.S.R. Non-grain exports to the region as a whole declined to \$228 million in 1987 from the previous year's level of \$483 million. Imports from the U.S.S.R. and Eastern Europe totalled \$386 million in 1987, a slight increase over the 1986 level of \$354 million. Thus Canada continued to maintain a considerable trade surplus (\$620 million) with the region.

The Secretary of State for External Affairs signed a Long-Term Economic Agreement and a Double Taxation Agreement with Poland during his visit to Warsaw.

During the year, trade consultations took place with Bulgaria, Romania, Poland and the G.D.R.

During March 1988 the Department helped organize seminars entitled "Trading with the U.S.S.R.: the Export-Import Link" which were held in Montreal, Toronto and Calgary. The Soviet delegation was led by the Deputy Minister for Foreign Economic Relations, Yuri N. Chumakov.

The Yugoslav Minister for Foreign Trade, Nenad Krekic, visited Canada in February 1988 as a member of the Yugoslav Prime Minister's delegation. The Chairman of the Czechoslovak Committee for Scientific and Technical Investment Development, and two deputy ministers for industry from Hungary also visited Canada. The Deputy

Minister of Agriculture Canada visited Czechoslovakia, Hungary, Yugoslavia and Bulgaria to promote greater agricultural co-operation and trade.

Export development and promotion activities with the U.S.S.R. and Eastern Europe continued at an active level, including the organizing of Canadian participation in several major trade fairs in the region.

Academic, cultural and scientific relations

In 1987, with the resumption of a program of official academic, scientific, and cultural exchanges with the Soviet Union, 18 Canadian students and academics were enabled with federal funding to pursue their research in the U.S.S.R., and a similar number of Soviet researchers came to Canada. In addition, the first Conference on Canadian Studies was held in Moscow in February 1988. Both initiatives are leading to further informal contacts between Canadian and Soviet specialists in political science, physics, mathematics, ethnography and other fields. The Department's support for the Arctic Ski Trek underlined the continuing circumpolar co-operation between Canada and the U.S.S.R. In Eastern Europe, Canada initiated negotiations on memoranda of understanding in the fields of culture, academic relations and sports, with Czechoslovakia, Romania and Bulgaria. A film and video co-production agreement was signed with Hungary in 1987 and a similar agreement with Yugoslavia during the visit of the Yugoslav Prime Minister in February.

Canadian cultural endeavours continued during the year. The Firestone Collection of Canadian art was mounted at the Polish National Gallery in Warsaw as well as in art museums in Hungary, Romania and the German Democratic Republic. The Montreal Symphony was warmly received in East Berlin and Leipzig. In Belgrade, Yugoslav academics formed an association dedicated to the study and promotion of Canadian literature and culture. Canadian materials for teaching security and global co-operation issues were introduced into the curriculum of a Hungarian secondary school, the first time this has been done in Eastern Europe.

Immigration

The Department continued to utilize appropriate opportunities to raise issues of family reunification and human contacts. The improvement in relations between Canada and the countries of the region led to significant progress in the area of family reunification. In the Soviet Union for example, 31 of the 42 cases presented to Mr. Shevardnadze by the Secretary of State for External Affairs were resolved. In addition, numerous other cases were approved without the need for official representations from the embassy. In all, over 11 650 people from Eastern Europe and the Soviet Union emigrated to Canada in 1987.

Conference on Security and Co-operation in Europe (CSCE)

In 1987/88 the Third Follow-up Meeting of the CSCE in Vienna held its Third, Fourth, Fifth and Sixth sessions. In difficult negotiations, Canada continued its efforts, together with other Western countries, to achieve balanced and substantive progress in all areas of the CSCE process. It was an active participant in discussions on conventional security and co-sponsored a Western proposal for two distinct

negotiations to follow Vienna, one on confidence- and security-building measures, and a second on conventional stability in Europe. Canada also continued to press for improved compliance by all states with their CSCE undertakings, especially in the area of human rights. The Canadian delegation took a leading part on questions of minority rights and contacts, religious freedoms, freedom of movement and other important areas of human rights, scientific freedoms and contacts, human contacts including family reunification, and environmental protection. Canada continued to support Western proposals in a variety of other areas including economic co-operation, information, education and culture.

Asia and Pacific

The region's significance for Canada

Canada has more economic interests in Asia than any member of NATO or of the OECD, except the United States. Its trade with the Asia and Pacific region exceeds that with Europe. In 1987 countries of the region purchased 11 per cent of Canada's exports compared to 9 per cent by Europe. As trade among the fast-growing Asian countries rises, will Canada be able to maintain its market share? At over \$25 billion Canada's trans-Pacific trade is second only to that of its trade with the United States.

Japan is Canada's second largest trading partner after the United States — larger than the U.K., France and West Germany combined. Three-quarters of Canada's exports to Japan come from Western Canada. Japanese portfolio investment in Canada exceeds \$35 billion. Canadians are increasingly dependent on Japanese companies for employment; the Canadian exchange rate and interest rates are influenced by capital flows to and from Japan. China and Korea are also among Canada's top 10 customers.

Fifty per cent of immigration into Canada comes directly or indirectly from Asia. To maintain an annual population growth of one per cent, Canada would have to increase the number of immigrants to 275 000 yearly by the year 2000. This could mean 130 000 additional Asians per year or one million over the period. In the first half of 1987 Asian immigrants brought over \$1 billion in investment to Canada.

Tourism from Japan alone reached 300 000 in 1987, rising by 30-35 per cent in each of the past two years.

The Asia and Pacific region has assumed an importance to Canada which was hardly imaginable a decade ago, and this growing importance is reflected in foreign policy. Canada has a considerable stake in the region's stability, prosperity, openness and positive disposition towards the West. As a Pacific Rim nation Canada has had an increasingly active diplomatic role in the Asia and Pacific region through increased consultation on regional issues.

The government's commitment to the region has been reflected in policy statements, prime ministerial and ministerial visits and through a redirection of efforts and resources toward the Pacific. Country strategies have been developed for Japan, China and India, and trade and investment action plans for Korea, Hong Kong and ASEAN have been put in place. The National Trade Strategy has focused trade and investment promotion efforts on the United States and on the Asia and Pacific region.

The White Paper on defence, recognizing the extent of Canadian economic interests in Asia, suggested that the strategic significance of the northeast Pacific underlines the need for a more effective Canadian naval force on the west coast.

Immigration

The Asia and Pacific region was the principal source of immigrants to Canada in 1987/88, providing the largest inflow of business immigrants as well as of those coming to join their immediate family. Working closely with provincial governments, Canadian missions in the region attracted more than 1 500 entrepreneurs and investors who planned to transfer some \$1.5 billion to Canada for new or established business and investment opportunities. Building on earlier recommendations to facilitate and expedite family migration resulted in an improvement in the numbers of family-class immigrants admitted and in the reduction in time taken to process their applications.

Refugees and displaced persons in the region continued to be a focus of attention. With the assistance of the UN High Commission for Refugees, Canadian missions were able to direct their attention to those in most need from a variety of ethnic groups including Vietnamese, Cambodians, Laotians, Iranians and Afghans. At the same time Canada provided financial support to voluntary repatriation programs where this alternative solution to resettlement appeared most appropriate.

Visitor programs designed to encourage tourism, study in Canada and temporary employment continued to be popular across the region. Tourism from the Asia and Pacific region was enhanced by the establishment of more direct air links with Canada. Attracting foreign students remained a major activity requiring co-operation between respective provincial offices and schools across Canada, while the foreign domestic servant movement increased considerably in response to the needs of working families in Canada.

Public affairs

Under the sponsorship of the Department the Royal Winnipeg Ballet completed a two-month tour of Asia with performances in Japan, China, Hong Kong, Singapore, Malaysia and Thailand. In March 1988 a six-day celebration of Canada was held in Seoul, Korea. Among the many activities were seminars on trade, investment, tourism and education in Canada, an academic forum bringing together Canadian and Korean academicians, an exhibition featuring Canadian technology, and a Canadian food festival sponsored by a local hotel. Prominent Canadian athletes Ben Johnson and Carolyn Waldo were in attendance, and performances were given by guitarist Liona Boyd and pianist Lucille Chung. A live satellite TV broadcast was transmitted between Seoul and Calgary to signal a tower twinning by the two cities. Canada Week in Korea was a co-operative effort among various federal departments, provincial governments, universities and the private sector.

The Department sponsored visits to Canada of senior Asian journalists and assisted prominent Canadians to undertake speaking tours abroad. Festivals of Canadian films, expressions of Canadian cultural achievement in performing, graphic and literary arts, and academic

seminars and exchanges were among the continuing activities throughout the region. Working with Asia and Pacific media, a program of advertisements for Canadian goods and services was implemented, and newspaper supplements highlighting Canada were published.

China

The past year was marked by consolidation and strategic reassessment of Canada's relationship with China, which has undergone rapid growth in recent years and diversified into new areas of co-operative endeavour.

In April 1987 the government adopted a strategy intended to ensure a focused, co-ordinated and dynamic approach to Canada's relations with the People's Republic of China (P.R.C.) and designed to take advantage of the opportunities and challenges flowing from China's "Open Door" and modernization policies. The plan of action put forward in the Canadian strategy built upon the major achievements in Canada's relationship with the PRC, especially the measures taken by the government in the previous two years. These included the establishment of annual high-level political consultations, targeting China as a priority market in the National Trade Strategy, the opening of a consulate general in Shanghai and the initiatives announced by the Prime Minister when he visited Beijing in May 1986: the doubling of CIDA's bilateral development program in China to \$200 million for the 1987-92 period and the establishment of a concessional financing facility for China through the Export Development Corporation.

The strategy targeted ministerial visits to China towards priority government objectives, laid the foundation for sectoral action plans designed to match Canadian capabilities with Chinese economic priorities, and built upon the expanding bilateral assistance program to promote shared development and economic interests in China. The strategy furthermore set a basis for the negotiations leading to Chinese entry into the GATT in a way that meets Canadian trade policy objectives.

While the strategic reassessment was being developed and implemented, relations continued to expand. The Vice Chairman of the Central Military Commission, Yang Shangkun, paid an official visit to Canada in June 1987 (Mr. Yang was subsequently elected President of the P.R.C. in April 1988) and the Minister of Agriculture led an official delegation to China in November for the Canada-China Joint Committee Meeting on Agriculture. Air relations were improved with the initialling of a route schedule annex to the bilateral air agreement with China in April and the subsequent inauguration of air service by Canadian Airlines International to Beijing and the national Chinese airline to Toronto via Vancouver.

China remains Canada's second largest export market in Asia, and 1987 sales displayed renewed vitality and promise for the future. Exports totalled over \$1.43 billion, an increase of more than \$330 million over 1986 led by substantially larger Chinese purchases in many product sectors, particularly wheat, wood pulp and synthetic rubber and plastics. Industrial machinery, telecommunications equipment and other specialized machinery products continued recent promising growth although manufactured end products as a group declined as a percentage of total sales. China's exports

to Canada continued recent growth, rising from \$566 million in 1986 to \$770 million in 1987, an increase of 36 per cent.

The Canadian Embassy in Beijing and the Consulate General in Shanghai, which opened in the autumn of 1986, increased their efforts to promote Canadian goods and services in promising sectors such as agriculture, energy (both hydro power and oil and gas), transportation, telecommunications and resources. Under its trade promotion program, the Department organized Canadian industry participation at Aviation Expo in October 1987, and at Ag China in November and is sponsoring specialized seminars in the oil and gas, telecommunications and agricultural sectors in 1988.

Japan

Efforts to improve the bilateral relationship with Japan reflect the importance of this Pacific nation to Canada. In addition to its being Canada's second largest trading nation, Japan's economic successes have led to expectation that it will assume a larger role in resolving international political and economic issues.

In recognition of Japan's economic importance and its growing role in international political issues, the Department concentrated in the past year on implementing the "Canadian Strategy for Japan," approved by Cabinet in 1986. The results included obtaining concessions on Japanese building codes and fish quotas, improved access for financial institutions, better understanding in Japan of the Free Trade Agreement, and an enhanced dialogue on international economic issues. A new program to develop relations with the Japanese Diet was launched.

Contact was strengthened on international economic issues, particularly at the Economic Summit and the Uruguay MTN Round. New efforts were made to enhance science and technology links including technology inflow and awareness. A complementarity study was designed to identify the best areas for future co-operation.

The visit to Toronto in January by Prime Minister Takeshita enabled Prime Minister Mulroney to establish a personal rapport with the new Japanese leader. The visit culminated with the announcement of the creation of Prime Minister's Awards, designed to encourage cultural understanding, and to promote greater awareness of Canada among the Japanese. Other visits to Japan during the year included 3 by cabinet ministers, 3 by provincial premiers, and 20 by provincial ministers. Canadian and Japanese officials met throughout the year under the auspices of the formalized consultative mechanisms that facilitate exchanges of views. Chief among these were the Financial, Telecommunications, Policy Planning and Nuclear consultations and an inaugural set of Aid Policy consultations. Encouragement was given to increasing Canadian awareness of Japan.

The bilateral relationship continued to be dominated by trade. Major structural changes taking place in Japan have provided new trade opportunities. Resources of the National Trade Strategy were used to support a substantial program of technology acquisition, industrial co-operation and market information-gathering in the microelectronics, fine ceramics, automotive, fisheries, forestry, computer and software, and electrical sectors. Canadian exports to Japan increased by \$1 billion (19 per cent), reaching \$7 billion. This, combined with a slight reduction in imports, contri-

buted to reducing Canada's trade deficit with Japan to \$500 million, less than one-third its previous size. An active tourism promotion program aided Canada's current account by encouraging a 30 per cent increase in Japanese tourism to Canada for the second consecutive year.

The composition of Canadian exports, led by forest, mineral, fishery and agriculture products has not substantially changed. The proportion of fully manufactured products in Canada's exports to Japan is still only 5 per cent.

To take advantage of opportunities arising out of the new economic situation in Japan, particularly in the manufactured goods sector, a series of sectoral studies is being undertaken under the auspices of the National Trade Strategy. During the year the Department sponsored some 16 trade missions and participation in 10 trade fairs in Japan.

Japan has become the world's largest creditor nation and capital exporter and substantial resources continue to be devoted to attracting Japanese investment to Canada. Two investment missions from Japan visited Canada and a number of investment seminars were held in Japan. High-level seminars were organized in both Tokyo and Osaka to explain the Canada-U.S. Free Trade Agreement to Japanese government and business circles and to stress the improvements in the Canadian investment climate. The positive reaction of Japanese business circles is expected to result in more new investment in Canada in addition to recent announcements in the automotive assembly and parts, electronics, paper and industrial components sectors.

Direct investment in Canada by Japan represents a promising area for greater co-operation. In 1987, total Japanese direct investment in Canada totalled some \$3.8 billion, and portfolio investment in excess of \$35 billion.

Southeast Asia and ASEAN

Relations with the nations of Southeast Asia continued to strengthen during the past year. There were a number of exchanges with ASEAN nations (Brunei, Indonesia, Malaysia, the Philippines, Singapore and Thailand). The Secretary of State for External Affairs attended the ASEAN Mission Ministerial Conference in Singapore in June 1987 at which he reaffirmed the importance Canada attaches to its relations with the ASEAN countries and supported the ASEAN position on Kampuchea.

In addition there were a number of individual ministerial and senior-level visits to Southeast Asia. Minister of Transport John Crosbie visited Thailand in February 1988 in connection with several transportation-related matters, including the Bangkok light rail transit system. In January 1988 International Trade Minister Pat Carney visited Indonesia to participate in a multilateral meeting on GATT and MTN, and to support a number of Canadian commercial interests, which resulted in the signing of contracts for the supply of Canadian locomotives and rolling stock. Chief of Defence Staff General Paul Manson visited Brunei, Thailand, Malaysia, Singapore and the Philippines in December 1987.

There were also several parliamentary visits to the region. A combined delegation of federal and provincial members led by Lloyd Crouse participated at the Commonwealth Parliamentary Association meetings in Malaysia in late August and early September 1987 and

attended the opening of the Informatics Show in Singapore. A delegation led by Benno Friesen, MP, attended the Interparliamentary Union meetings in Thailand in October 1987. Another parliamentary delegation led by Steve Paproski, MP, visited the Philippines, Singapore and Indonesia in November 1987. Speaker of the Senate Guy Charbonneau attended the ASEAN Interparliamentary Organization in Malaysia in January 1988. A parliamentary team sponsored by the Department studied regional security issues in Thailand and the Philippines in February.

A number of the return visits of senior ASEAN officials during the past year were made in the context of the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver in October 1987. These included Prime Minister H.E. Sultan Sir Hassanah Bolkuiah of Brunei, Prime Minister Mahathir of Malaysia, and Prime Minister Lee Kuan Yew of Singapore. Also in October Education Minister Quisumbing of the Philippines visited Ottawa; in March 1988 Deputy Minister of Industry Korn Dabbanansi visited Ottawa and Toronto.

Trade and commercial relations between Canada and the nations of Southeast Asia continued to show steady growth during the year. This was reflected by a number of events: the establishment of the ASEAN-Canada Business Council, which held its first plenary meeting in the Philippines in November 1987; the "Made in Thailand" trade exposition in Edmonton in July 1987 and Indonesian seminars on investment opportunities held in several locations across Canada in October; the ASEAN food packaging tour of Canada in September and October; a two-week study by ASEAN officials to obtain general views of Canadian MTN policy; and a series of tours of ASEAN fish packing plants by Canadian officials to explain Canadian hygiene and packaging standards. Altogether there were some 17 federally sponsored trade missions, fairs and exhibits in ASEAN and in Canada, and 17 market and sector studies to point up opportunities for Canadian business. Additional missions were financed by the Trade Facilitation Office, and by CIDA under its development co-operation program with ASEAN.

The provinces were also active in the region in 1987/88. British Columbia, Alberta, Ontario and Quebec initiated eight trade missions to the ASEAN region during the year. Provinces were also represented at the annual meeting of the Southeast Asia Ministers of Education Conference in Indonesia in February 1988, reflecting growing provincial involvement in a sector of emerging importance to ASEAN nations.

The growing commercial and trade relations between Canada and ASEAN were reflected in a two-way trade increase of 33.5 per cent in 1987/88 over the previous year, amounting to \$1 833.6 million. Canadian exports to ASEAN amounted to \$908.5 million (an increase of 27.8 per cent over 1986) while ASEAN exports to Canada rose to \$925.1 million (an increase of 39.9 per cent over 1986). For the second year running ASEAN countries had a trade surplus in 1987 of \$16.6 million. Individual two-way trade was the following: Indonesia \$473.1 million; Malaysia and Brunei \$305.7 million; Philippines \$229.2 million; Singapore \$429.9 million; and Thailand \$395.7 million.

Australia and New Zealand

Canada's traditional relationships with Australia and New Zealand continued to develop in 1987/88 and were marked by a number of ministerial visits reflecting close co-operation and consultation on bilateral and multilateral issues.

In October 1987, Australian Prime Minister Bob Hawke and New Zealand Prime Minister David Lange participated in the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver. Mr. Hawke met privately with Prime Minister Mulroney and they discussed ways to achieve common objectives in the fight against *apartheid* in South Africa and on ways of dealing with the crisis brought on by the two military coups in Fiji. During the Vancouver meeting, Prime Minister Lange of New Zealand and Minister of Communications Flora MacDonald signed a bilateral Film and Video Co-Production Agreement. International trade issues, including MTN developments and ways in which the Cairns Group can support the reform of international agricultural trade practices, were prominent in discussions held between Pat Carney, Minister for International Trade, and the Australian Minister for Trade Negotiations, Michael Duffy, who visited Ottawa in September 1987. Mr. Duffy also met with the Minister of Finance and the Minister of Agriculture during his visit.

A major development in Canada-New Zealand bilateral relations was the publication of a report by the New Zealand Select Committee on Foreign Affairs and Defence titled *New Zealand and Canada*, which contained recommendations on how the relationship could be revitalized. The Canadian government endorsed the recommendations made by the Committee. In response to the call for closer relations, Canada initiated a visit by the House of Commons Finance Committee led by Don Blenkarn to New Zealand in February 1988. During the visit the Committee met with Prime Minister David Lange and the Finance Minister, Roger Douglas.

On January 26, 1988, Australia marked the 200th anniversary of European immigration to the island continent. Canada helped to celebrate this event by sending a number of performing artists to Australia, including the RCMP Band. In his Bicentennial message, Prime Minister Mulroney said that Canada and Australia look upon one another as mates. He expressed his hope that many Canadians would visit Australia, especially EXPO 88 in Brisbane. Canada will have a pavilion on the site. The Canadian Commissioner General for EXPO 88 is the world-famous wheelchair athlete Rick Hansen.

Australia and New Zealand remain important markets for Canadian exports with total trade approaching \$1.6 billion. In 1987 exports to Australia amounted to \$689 million, a 10.5 per cent increase over 1986. Exports to New Zealand were \$200 million in 1987, a 14.9 per cent increase over 1986. A high percentage of Canadian exports consist of semi- and fully-manufactured products.

The South Pacific

Canada's interests in the South Pacific expanded with the announcement by Joe Clark in June 1987 of a CIDA regional aid initiative. The initiative reflects a more active Canadian presence in the Asia and Pacific region. It will

Table 8
CANADIAN EXPORTS TO ASIA AND PACIFIC

(thousands of dollars)

	Exports 1985	Per Cent	Exports 1986	Per Cent	Exports 1987	Per Cent
Total, Japan	5 707 160	52.70	5 914 802	54.28	7 017 446	53.52
Hong Kong	334 012	3.08	315 167	2.89	479 670	3.66
Kampuchea/Laos	465	0.00	28	0.00	87	0.00
People R. China	1 278 323	11.80	1 104 477	10.14	1 429 586	10.90
Korea, North	1 196	0.01	1 273	0.01	7 063	0.05
Korea, South	780 046	7.20	964 180	8.85	1 165 331	8.89
Portuguese Asia	53	0.00	272	0.00	142	0.00
Taiwan	429 973	3.97	599 358	5.50	754 749	5.76
Vietnam	2 088	0.02	2 845	0.03	2 337	0.02
Sub-total, East Asia	2 826 156	26.09	2 987 600	27.42	3 838 965	29.28
Bangladesh	106 829	0.99	101 320	0.93	124 365	0.95
Sri Lanka	23 291	0.22	28 896	0.27	29 998	0.23
India	492 679	4.55	350 984	3.22	270 915	2.07
Pakistan	94 099	0.87	64 841	0.60	81 964	0.63
Afghanistan	145	0.00	132	0.00	44	0.00
Burma	5 302	0.05	319	0.00	1 074	0.01
Nepal	1 112	0.01	1 175	0.01	3 744	0.03
Sub-total, South Asia	723 457	6.68	547 667	5.03	512 104	3.91
Malaysia	204 310	1.89	104 324	0.96	118 344	0.90
Singapore	114 597	1.06	146 304	1.34	167 971	1.28
Indonesia	257 607	2.38	240 898	2.21	305 079	2.33
Philippines	45 792	0.42	49 477	0.45	122 059	0.93
Thailand	127 357	1.18	105 325	0.97	194 863	1.49
Sub-total, Southeast Asia	749 663	6.92	646 328	5.93	908 316	6.93
Papua N.G.	1 842	0.02	11 762	0.11	2 424	0.02
Australia	626 616	5.79	624 132	5.73	686 347	5.23
Fiji	2 174	0.02	5 908	0.05	2 511	0.02
New Zealand	188 684	1.74	149 446	1.37	135 692	1.03
Br. Oceania NES	1 248	0.01	109	0.00	319	0.00
French Oceania	1 108	0.01	2 708	0.02	3 280	0.03
U.S. Oceania	2 345	0.02	6 748	0.06	3 486	0.03
Sub-total, South Pacific	824 017	7.61	800 813	7.35	834 059	6.36
TOTAL	10 830 453	100.00	10 897 210	100.00	13 110 890	100.00

concentrate on ocean resource management and is designed to support major regional institutions such as the Forum Fisheries Agency. The International Centre for Ocean Development, located in Halifax, will implement the initiative.

The Commonwealth Heads of Government Meeting in October 1987 in Vancouver allowed a number of Pacific Islands leaders to discuss issues of mutual interest with Canadian ministers. Prime Minister Wingti of Papua New Guinea met with Mr. Clark and they signed the Canada-Papua New Guinea Agreement on Double Taxation, the first such agreement signed by Papua New Guinea. Prime Minister Alebua of the Solomon Islands met with Minister for International Trade Pat Carney to discuss ways of increasing trade and tourism contacts. In March 1988

Canada changed the designation of its diplomatic representation in Fiji (with residence in Wellington, New Zealand) from a high commission to an embassy as a result of Fiji becoming a republic.

South Asia

The South Asian region continues to be an area of substantial interest to Canada. Canada has important commercial relations with India, the region's dominant nation, and to a lesser extent with the other countries of the region. The countries of South Asia are the recipients of Canada's largest development assistance programs and they are also a major source of immigrants to Canada. During the year, India became Canada's second largest source of immigrants. Canada and India exchanged parliamentary

Table 9
CANADIAN IMPORTS FROM ASIA AND PACIFIC

(thousands of dollars)

	Imports 1985	Per Cent	Imports 1986	Per Cent	Imports 1987	Per Cent
Total, Japan	6 114 770	51.71	7 626 298	52.44	7 551 616	49.17
Hong Kong	886 820	7.50	1 040 967	7.16	1 138 071	7.41
Kampuchea/Laos	204	0.00	35	0.00	30	0.00
People R. China	403 475	3.41	566 594	3.90	770 825	5.02
Korea, North	480	0.00	614	0.00	1 621	0.01
Korea, South	1 606 988	13.59	1 749 446	12.03	1 844 027	12.01
Portuguese Asia	12 717	0.11	18 836	0.13	19 372	0.137
Taiwan	1 286 167	10.88	1 744 665	12.00	2 022 873	13.17
Vietnam	2 165	0.02	6 671	0.05	7 709	0.05
Sub-total, East Asia	4 199 016	35.51	5 127 828	35.26	5 804 528	37.79
Bangladesh	16 404	0.14	18 492	0.13	23 024	0.15
Sri Lanka	33 015	0.28	35 824	0.25	34 203	0.22
India	168 201	1.42	165 405	1.14	170 770	1.11
Pakistan	29 987	0.25	146 858	1.01	61 554	0.40
Afghanistan	181	0.00	45	0.00	161	0.00
Burma	782	0.01	1 556	0.01	717	0.00
Nepal	524	0.00	813	0.01	846	0.01
Sub-total, South Asia	249 094	2.11	368 993	2.54	291 275	1.90
Malaysia	146 400	1.24	150 204	1.03	186 598	1.21
Singapore	210 491	1.78	210 030	1.44	262 379	1.71
Indonesia	81 837	0.69	114 189	0.79	167 651	1.09
Philippines	109 080	0.92	109 411	0.75	107 064	0.70
Thailand	108 681	0.92	150 267	1.03	200 747	1.31
Sub-total, Southeast Asia	656 489	5.55	73 101	5.05	924 439	6.02
Papua N.G.	51 142	0.43	563	0.00	11 687	0.08
Australia	386 621	3.27	504 668	3.47	564 572	3.68
Fiji	6 583	0.06	4 809	0.03	6 482	0.04
New Zealand	160 333	1.36	174 808	1.20	200 940	1.31
Br. Oceania NES	0	0.00	45	0.00	502	0.00
French Oceania	16	0.00	837	0.01	455	0.00
U.S. Oceania	107	0.00	341	0.00	1 778	0.01
Sub-total, South Pacific	604 802	5.11	686 071	4.72	786 416	5.12
TOTAL	11 824 171	100.00	14 543 291	100.00	15 358 274	100.00

delegations and maintained the pattern of high-level visits and close consultations that have developed between the two countries in recent years.

In February 1988 Transport Minister John Crosbie led a successful trade delegation to India and Nepal. Canadian companies pursued several large contracts in India, particularly in the energy and natural resource sectors. A number of trade missions, in both directions, served to maintain momentum in the steadily developing commercial relations between Canada and India; delegations from the transport and telecommunications sectors figured prominently. Pakistan has also demonstrated significant market potential for Canadian companies.

Canada followed closely the course of the United Nations-sponsored talks aimed at settling the war in

Afghanistan. Canada welcomed the accord (signed on April 15, 1988) that provided for the withdrawal of Soviet troops, but regretted that it did not include an agreement to terminate arms shipments to Afghanistan, nor provide for a cease-fire. By January 1988, Canada had contributed \$140 million in food aid and other assistance to the five million Afghans made refugees since the 1979 invasion. This assistance was routed largely through the UNHCR, the World Food Program and the ICRC.

On July 29, 1987, the governments of Sri Lanka and India signed a peace accord aimed at stemming the violence between the Sinhalese and Tamil communities of Sri Lanka. A peacekeeping force from India was sent to Sri Lanka to supervise the implementation of the peace accord, which included disarming the Tamil militants. Canada

shared the early sense of optimism that the accord would lead to a peaceful settlement of the conflict, but the resumption of intercommunal conflict demonstrated that such optimism was premature.

Amid growing violence and civil disobedience, President Ershad of Bangladesh dissolved parliament on December 6, 1987, and held a general election on March 3, 1988. The elections were boycotted by the major opposition parties. Since the elections there has been a lessening of civil unrest in Bangladesh.

These tensions in South Asia continued to be of concern to Canada, as they threaten the region's political stability and have a negative impact on Canada's involvements in the area.

The heads of government of seven South Asia countries (Bangladesh, Bhutan, India, Maldives, Nepal, Pakistan and Sri Lanka) met in Kathmandu, Nepal, in November for the third Summit of the South Asian Association for Regional Co-operation (SAARC). The Summit provided a forum for dialogue between nations in a region which continued to be rife with bilateral disputes. Canada supports this organization and other bodies that promote regional co-operation. During the meeting, a convention to combat terrorism was passed, and also measures to establish a regional emergency food reserve.

Cambodia, Laos and Vietnam

Although Canada maintains diplomatic relations with Vietnam, it has suspended its development assistance in response to the Vietnamese invasion and occupation of Cambodia. Canada continues to encourage a peaceful solution to this problem. Many refugees from this region have settled in Canada and more than 30 000 Vietnamese have joined family members under the family reunification program. In 1987, Canada accepted 5 874 refugees and designated-class persons from Cambodia, Laos and Vietnam. Trade relations with these countries are minimal. Bilateral development assistance is not provided to any of them.

Republic of Korea

Canadian interest in the Republic of Korea (R.O.K.) stems from a desire to ensure continued stability on the Korean peninsula, as well as to develop and protect commercial and other bilateral interests. Major changes took place in the R.O.K. in 1987/88. A new constitution was approved through a national referendum in October 1987, which led to a direct presidential election in December. The candidate of the ruling party, Roh Tae Woo, won this election. The inauguration of the new president took place on February 25, 1988, and was the first peaceful transfer of power in recent Korean history. The Canadian Minister of Justice and Attorney General represented Canada at the inauguration ceremonies. A new cabinet was formed and parliamentary elections were held in April.

As Korea continued to prepare for the 1988 Seoul Summer Olympics, a record number of countries have confirmed their participation. The security situation in the Korean peninsula remains a major concern. The Korean government has publicly condemned North Korea for its involvement in the destruction in November 1987 of the KAL-858 flight over Burma.

Canada-Korea trade relations have continued to expand, reaching in 1987 the \$3 billion mark for the first time. Canadian exports to Korea grew to \$1.2 billion in 1987, up by 21 per cent over 1986. A substantial trade balance (\$676 million) remained in favour of Korea. The Department continues to monitor developments to ensure better access to Korean markets for Canadian goods. Coal, wheat and wood pulp are Canada's largest exports to the R.O.K., while the main imports are clothing, textiles, cars, footwear, consumer electronic products and iron and steel products.

Annual political consultations at senior official levels were held in November. Co-operation in the sports field has grown since both Korea and Canada are Olympic hosts in 1988. Academic relations expanded with the organization of a Canada-Korea Academic Forum in Seoul during Canada Week, held in March 1988.

Hong Kong

In 1987/88 Hong Kong increased the pace of economic recovery begun the previous year with exports continuing to show a strong upward trend, thereby underpinning a broad-based and rapid rate of growth. The resilience of the economy was exhibited in its rebound after the shock of the October 1987 U.S. stockmarket crash (when confidence was shaken with the closure of the Hong Kong market for a week) and the minimum concern within the business community in response to the U.S. announcement of the withdrawal of tariff preferences from Hong Kong (and the other three Asian newly industrialized countries) from the beginning of 1989.

Bilateral relations with Hong Kong were marked in February 1988 with the announcement of agreement on a revised air services arrangement between Canada and Hong Kong. The arrangement with Canada is the first Hong Kong has concluded separately from the United Kingdom. Trade between Canada and Hong Kong reflected the upward trend in the Hong Kong economy with Canadian exports reaching a record total of more than \$480 million while imports from Hong Kong also reached a new high of \$1.1 billion. Canada's trade deficit with Hong Kong declined to \$657 million in 1987 from \$725 a year previously.

Canadian commercial relations with Hong Kong are augmented by personal contacts stemming from the growing immigration movement. Interest in Canada as a new home has traditionally been high in Hong Kong and many Hong Kong residents began their relationship with Canada as students. The rewards from this movement have been mutually beneficial with Hong Kong providing a major source of immigrants and students. Opportunities in Canada have prompted a marked increase in immigration to this country and the movement shows no signs of diminishing. Immigrant visas issued to Hong Kong residents which had averaged approximately 6 000-7 000 since 1980 increased to some 23 000 in 1987.

Africa and the Middle East

Francophone Africa and the Maghreb

Over the past year, Canada continued to strengthen its relations with the African countries of La Francophonie by

serving as host for the Francophone Summit in Quebec and handling the visits, exchanges and follow-up activities related to this major international gathering.

In addition, a number of African ministers paid official visits to Canada during the year. Sani Bako, the Foreign Minister of Niger, and Guy Landry Hazoume, the Foreign Minister of Benin visited in May 1987. In April Banona Sidibe, the Guinean Minister of Facilities and Town Planning, was received in Ottawa. Alexandre Sanibat, the Gabonese Minister of National Education, visited in May 1987; Mr. Gassama, the Minister of Culture of Senegal, in June. In November Michael Kima Tabong, the Minister of Mining and Energy of Cameroon, came to expand political and trade dialogue. He was preceded in July by the Cameroonian Secretary of State for Information and Culture, who visited Quebec City, Montreal and Ottawa. A delegation from Gabon which included Jean-Pierre Lembaimba-Lepando, the Minister of Finance and the Budget, Pascal Nze, the Minister of Planning and the Economy, and Divin Divergni Di Ndinge, the Minister of Energy and Water Resources, visited Canada in October for the signing of a rural electrification and water supply contract. They were followed by Ali Ben Bongo, the Senior Personal Representative of the Gabonese President.

Other visitors included, in September, Kasdi Merbah, the Algerian Minister of Agriculture and Fisheries, Yed Angoran, the Ivory Coast Minister of Mining and, in February 1988, Mohamed Laensar, the Moroccan Minister of Posts and Telecommunications. A visit was also paid by Martin Dohou Azonhiho, the Ivory Coast Minister of Rural Development, in June 1987, by Captain Henri Zongo, then Minister of Economic Promotion in Burkina Faso, in July, and by Cyprien Mponimba, the new Burundian Minister of External Relations and Co-operation in October. He was received by Monique Landry, Canada's Minister for External Relations, to whom he gave an account of recent political events in Burundi.

On the Canadian side, in August 1987, Joe Clark made an official visit to Ivory Coast, where he met with President Houphouet Boigny, the elder statesman of sub-Saharan Africa, for an exchange of views on the major questions in anticipation of the Francophone Summit scheduled for Quebec City. On a number of occasions, Mme. Landry visited various countries in the region. She met with senior political authorities in 1987 during bilateral consultations with Mali, and paid official visits to Cameroon, Zaire and Rwanda. In the context of preparations for the Quebec City Summit she visited Gabon in June, Burundi in July and, in the same month, Algeria, on the occasion of its 25th anniversary, and visited Tunisia afterwards. Consultations with Rwanda were held in Ottawa in March 1988, giving an opportunity to examine bilateral relations and set future goals.

Visits were also made in October by André Bourbeau, the Quebec Minister of Municipal Affairs, to Tunisia and Morocco, by Senator Martial Asselin to Cameroon and Tunis in January and by François Gérin, MP, who represented Canada in Niger at the inauguration of the Unity Highway in March 1988.

In spite of difficult economic and financial circumstances, Canadian merchandise exports to Africa, excluding Libya and Egypt, declined by only 4 per cent, to \$886 million.

The export of services totalled around \$200 million. Canada's main customers in 1987 were Morocco, Algeria, the South African Customs Union and Tunisia.

Following the Francophone Summit in Quebec City, a Francophone Business Forum was held in Montreal with the active participation of the Department. Departmental participation in trade promotion during 1987/88 included the International Fair of Algiers, the Casablanca Fair and the Agri-Tunisia Show, among others. African buyers were invited to a number of exhibitions, including the International Software Fair in Montreal, Intercom 87, the Western Canada Farm Progress Show and Mintec.

In co-operation with Quebec, Canada enhanced its presence in Francophone Africa by numerous cultural activities in the arts (cinema, performing arts and visual arts), and in the academic world (exchanges of professors and book gifts). Cultural weeks in Algiers, Dakar and Abidjan, exhibitions of Quebec paintings and tapestries in Dakar, Abidjan and Yaoundé, the Tunis exhibition of Canadian books, the concerts and jazz workshop in Yaoundé, signature of a joint cinephotographic production agreement with Morocco, and the regular activities of the Canada-Zaire Cultural Association contributed to the display of Canada's culture.

Anglophone Africa

The most important event of the year for Canada's relations with Anglophone Africa was the Commonwealth Heads of Government Meeting held in October 1987 in Vancouver. Several political leaders from Anglophone Africa participated in the meeting and African issues figured prominently on the agenda. Southern African questions in particular attracted attention, including the necessity of addressing the needs of the Front Line States directly facing the consequences of the destabilization policies of South Africa.

Largely in preparation for the Vancouver Commonwealth meeting, the Secretary of State for External Affairs visited several countries of southern Africa in August 1987. In Zambia, Joe Clark consulted with President Kenneth Kaunda, the incumbent Chairman of the Front Line States, and obtained his comments on the best strategy to adopt at the Vancouver Summit from an African point of view. Mr. Clark also met representatives of the African National Congress (ANC) at their headquarters in Lusaka. During a visit to Maputo, Mr. Clark held talks with President Chissano and officially invited Mozambique, given its special position in relation to the land-locked Commonwealth states of southern Africa, to send its Minister of Foreign Affairs to be present in Vancouver as an observer during the Commonwealth Heads of Government Meeting. During a visit to South Africa, Mr. Clark had an opportunity to register Canadian concerns on *apartheid* directly with the South African Foreign Minister, and he also met with Dr. Allan Boesak, President of the World Alliance of Reformed Churches.

In January and February 1988 Mr. Clark returned to southern Africa to follow up on some of the decisions taken during the Vancouver Commonwealth Summit and to pursue Canadian interests in the region. He headed the Canadian delegation at the 11th Annual Meeting of the Southern Africa Development Co-ordination Conference (SADCC), which met in Arusha, Tanzania, in January

1988 and he reiterated Canada's commitment to the objectives of the organization. Following his participation at the SADCC meeting, Mr. Clark chaired the first meeting of the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa, which had been formed in Vancouver to follow up on various decisions taken on South Africa. This meeting was held in Lusaka and Mr. Clark was able at that time to meet again with President Kaunda of Zambia. While in Africa, he also made an official visit to Kenya, where he called on President Arap Moi, and Zimbabwe, where he discussed regional issues with President Mugabe.

The tense situation in the civil strife in Mozambique and the resulting famine in the country prompted several measures during the year; one of these was a special appeal by the United Nations to which Canada pledged \$15 million dollars in aid, bringing its total aid to that country to \$33 million.

The Minister for External Relations accepted an invitation from the Economic Commission for Africa (ECA) to address a conference in Abuja, Nigeria, in June 1987 on the theme: "Africa: The Challenge of Economic Recovery." This initiative reinforced Canada's commitment to the ECA, which was considerably developed during the year. In April 1987, for example, Walter McLean, MP, was asked to represent Canada at the annual meeting of the African Ministers for Development and Planning, in Addis Ababa, and he addressed the conference. The following month, the Minister for External Relations was host for the official visit to Canada by Professor Adebajo Adedeji, Secretary General of the ECA. Later in the year, Canada sent a delegation of officials to a conference organized by the ECA in Khartoum on the human dimensions of structural adjustment.

In February 1988, as part of a larger mission to Africa, Mme. Landry visited Ethiopia, including the northern provinces worst affected by the drought and civil war. She was able to confirm the effectiveness of Canadian participation in the famine relief operations in that country. In May 1987, Canada was represented at the bicentenary celebrations of Sierra Leone by Howard Crosby, MP, and by Justice Corrine Sparks.

Several incoming visits took place during the year. The Executive Secretary of SADCC came to Ottawa in November, in preparation for the annual SADCC meeting that took place in January. Shortly after, the Secretary of State, Ministry of Planning and External Affairs of the Seychelles was in Canada. A high-level delegation from the newly constituted National Assembly of Ethiopia (Shengo) visited Canada in November to present the new Ethiopian Constitution. The Minister for Petroleum of Nigeria, who was concurrently Chairman of OPEC, visited various Canadian cities, including Calgary. Unofficial working visits to Ottawa were made by the Mozambican Minister of Agriculture, Joao Ferreira do Santos, and the Mozambican Vice Minister for Co-operation, Prakash Ratilal.

In Anglophone Africa, Canada's cultural impact has been mainly through promotion of cultural products such as books (Ethiopia, Nigeria and Kenya), films (Harare's International Film Festival, Lagos University showings, etc.) and relations with the universities in most countries. Cultural events such as the Ghana-Canada cultural "nights," visits of journalists to Nigeria and the activities of Canadian

Friendship Associations in Ghana and Nigeria have also made a contribution to the dissemination of Canadian culture.

South Africa

Canada continued to work towards a peaceful solution to the situation in South Africa by maintaining pressure on Pretoria to enter into negotiations with authentic black leaders towards non-racial representative government. Canada steadily increased its pressure over the year through economic and other sanctions, material and psychological support to the victims and opponents of *apartheid*, initiatives in the Commonwealth and other multilateral organizations, and diplomatic intervention on specific issues.

The leaders of La Francophonie, meeting at Quebec City in September, adopted a resolution reaffirming their strong opposition to *apartheid*. On a Canadian initiative, they established a program of scholarships, to which Canada committed \$350 000.

Canada raised the South Africa issue at the Venice Economic Summit in June. Deploring *apartheid*, the heads of government recognized the urgent need for dialogue, assistance to the victims of *apartheid* and assistance to the Front Line States.

South Africa was a major focus of attention at the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver, which adopted "The Okanagan Statement on Southern Africa and Program of Action." The heads of government attacked the continuing refusal of Pretoria to initiate a meaningful negotiating process with black leaders. They recognized the desperate plight of South Africa's neighbours to be a consequence of their economic dependence on South Africa and of South Africa's attempts to destabilize the region. They emphasized the urgent need to continue support for the victims and opponents of *apartheid*, and the need to promote and facilitate internal dialogue amongst South Africans of differing viewpoints. They gave high priority to counteracting the serious problems of censorship and international propaganda mounted by South Africa. On the question of Namibia, the Commonwealth heads of government reaffirmed their earlier conclusions reached at Nassau on the inalienable right of the people of Namibia to self-government.

The Program of Action called for the widening, tightening and intensification of the application of sanctions, including efforts to persuade the international community to adopt the measures now adopted by most Commonwealth and other countries, for assessing the impact of existing sanctions on South Africa's trade, and for examining its relationship with the international financial system.

At the suggestion of Canada, the Commonwealth heads of government decided to establish a Committee of Foreign Ministers to give high-level impetus to the implementation of the Program of Action in the period leading up to the next heads of government meeting. This Committee, chaired by Joe Clark, comprises the foreign ministers of Australia, Guyana, India, Nigeria, Tanzania, Zambia and Zimbabwe. The Committee met for the first time in Lusaka in February. With the Committee's agreement Canada undertook to formulate a strategy to counter South African censorship and propaganda. The Committee set in train the

sanctions studies agreed to in Vancouver. International banks were urged to refuse to participate in loan rescheduling exercises with South Africa. The Committee agreed to pursue means to secure a more concerted application of a global sanctions program, and specifically of the existing mandatory arms embargo. Ministers also held preliminary discussions with representatives of a number of opposition organizations.

In a visit to South Africa during August 1987, Mr. Clark expressed concern over actions taken by the Government of South Africa to further restrict peaceful opposition to the system of *apartheid*, and over South African attempts to destabilize its neighbours. In his meeting with the South African Foreign Minister, Mr. Clark again urged Pretoria to enter into negotiations with black leaders. More recently Canada has appealed to President Botha to exercise

clemency for the "Sharpeville Six" and condemned the imposition of further restrictions on 17 anti-*apartheid* groups, the trade union federation COSATU, and a number of individuals. Canada also made clear its unequivocal opposition to proposed legislation, now before the South African Parliament, to impede foreign funding of anti-*apartheid* activities.

In September Mr. Clark presented the second volume of the *Canadian Anti-Apartheid Register* to the Secretary-General of the United Nations, recording the actions taken by Canadian individuals, private organizations and various levels of government to express their opposition to *apartheid*.

In June 1987 Mr. Clark tabled in the House of Commons the second annual *Report on the Observance and Administration of the Code of Conduct Concerning the Employment*

Table 10
CANADIAN EXPORTS TO AFRICA
(thousands of dollars)

	1985	1986	1987
Algeria	330 754	190 338	200 653
Morocco	169 345	154 590	203 608
Tunisia	78 949	75 550	75 368
Cameroon	31 262	12 452	15 752
Ivory Coast	18 200	7 293	11 192
Benin	659	2 348	3 309
Gabon	1 382	12 630	1 378
Guinea	17 767	2 736	3 410
Madagascar	4 245	1 398	3 689
Mauritania	3 495	268	1 672
Senegal	21 912	15 118	12 805
Togo	3 617	4 798	763
Zaire	20 921	16 504	17 206
Francophone NES	39 912	22 371	26 466
Malawi	692	847	3 749
Zimbabwe	11 374	7 370	8 792
Tanzania	17 251	24 556	25 426
Zambia	5 416	12 691	18 877
Angola	4 260	1 248	4 772
Mozambique	7 026	6 531	18 386
Gambia	13	61	570
Ghana	24 759	28 672	25 506
Kenya	17 031	48 774	9 361
Mauritius	907	987	992
Nigeria	67 434	18 943	22 435
Uganda	609	1 311	809
Sierra Leone	100	156	318
Commonwealth NES	2 299	34 771	273
Sudan	18 586	23 112	11 749
Ethiopia	59 563	31 549	34 593
Liberia	2 645	2 459	3 958
Somalia	148	1 817	825
Spanish Africa	178	2 184	1 057
South Africa Customs Union	150 916	151 128	113 170
Portuguese NES	1 962	2 340	2 993
TOTAL	1 135 589	919 901	885 882

Table 11
CANADIAN IMPORTS FROM AFRICA
(thousands of dollars)

	1985	1986	1987
Algeria	321 922	11 502	22 124
Morocco	13 523	19 358	29 429
Tunisia	101 171	9 359	2 312
Cameroon	4 377	304	1 173
Ivory Coast	17 478	15 760	13 226
Benin	7	12	1
Gabon	34 559	5 770	5 757
Guinea	9 573	15 169	19 453
Madagascar	1 164	7 848	111
Mauritania	0	24	0
Senegal	399	58	156
Togo	2 375	3 182	14 076
Zaire	16 357	33 945	30 646
Francophone NES	1 300	16 616	22 361
Malawi	1 040	1 560	1 007
Zimbabwe	5 186	6 737	13 680
Tanzania	3 704	3 062	2 254
Zambia	26	84	23
Angola	890	42 428	121 836
Mozambique	287	110	1 520
Gambia	0	84	113
Ghana	28	65	6 264
Kenya	14 230	20 868	12 637
Mauritius	6 629	13 474	27 612
Nigeria	229 837	368 210	240 373
Uganda	1 765	2 360	1 967
Sierra Leone	21	8 211	10 186
Commonwealth NES	17 259	28 965	46
Sudan	2	27	1 480
Ethiopia	1 305	2 156	1 876
Liberia	1 563	1 260	1 822
Somalia	78	134	0
Spanish Africa	524	380	2 371
South Africa Customs Union	227 734	373 163	155 389
Portuguese NES	32	0	214
TOTAL	1 036 345	1 012 245	763 495

Practices of Canadian Companies Operating in South Africa, presented to him by the Administrator of the Code.

In September the government increased the budget of the Canadian Educational Assistance Program in South Africa from \$7 to \$8.2 million. This included an additional \$500 000 for labour education assistance, as well as for increased training and education in Canada. Canada also provided \$500 000 to the Commonwealth Nassau Fellowship Program for black South Africans, recipients of which will attend educational institutions in developing countries. Legal and humanitarian assistance to political detainees and their families, channelled through Canadian non-governmental organizations, was increased by \$500 000. Canada continued to make substantial contributions to

Commonwealth and UN multilateral programs assisting victims of *apartheid*.

Canada was also active in helping to strengthen the economies of South Africa's neighbours and to make them less vulnerable to South African pressure. Canada raised its commitment to \$40 million annually for SADCC, in addition to \$100 million per annum in bilateral aid to its members.

The independence of Namibia continued to be an issue to which Canada attached priority. Canada continued to press South Africa to end its illegal occupation of that territory. At Vancouver, Canada and all other Commonwealth members reaffirmed that the economic and other measures taken to pressure South Africa to dismantle

apartheid were equally directed at inducing South Africa to implement UN Security Council Resolution 435, the only universally accepted framework for Namibian independence. Namibia also featured in discussions at the Commonwealth Committee of Foreign Ministers meeting in Lusaka, during which the Committee pledged to "increase its efforts to bring the plight of the Namibian people and South African aggression to the attention of the international community." Canada continued to provide aid to Namibians directly and through the United Nations.

The Middle East

Canada's longstanding commitment to regional peace and security in the Middle East found expression in practical contributions to the peace process, as the Arab-Israeli dispute and Iran-Iraq war moved into new phases of conflict. On the regional front, Canada continued to strengthen its bilateral relations with Middle East states, following the successful visit paid by the Secretary of State for External Affairs to Jordan, Saudi Arabia, Egypt and Israel in 1986.

Over the course of 1987/88, Canada sought to bring a fair-minded perspective to the Arab-Israeli dispute and devise practical contributions toward its peaceful resolution. Canada has long regarded the requirements of a durable peace to be the firm establishment of Israel's right to secure and recognized boundaries, a principle underlying UN Security Council Resolutions 242 and 338, as well as the recognition of the legitimate rights of Palestinians, including that of a homeland in the West Bank and Gaza Strip. Canada believes that the nature of such a homeland can be determined only by the parties to the dispute in negotiations to that end.

During the latter part of 1987, the Arab-Israeli dispute entered a new phase marked by the uprising of Palestinian residents in the Israeli-occupied territories on the West Bank and Gaza Strip. Canada followed with concern these developments, which underlined the need to move towards a just and comprehensive settlement of the Arab-Israeli dispute. Canada regretted the mounting scale of violence and called upon all parties to exercise restraint in refraining from further acts of violence or terrorism. Of special concern were human rights abuses arising from the Israeli authorities' efforts to restore order through their "iron fist policy." Canada joined other nations in supporting Security Council resolutions opposing these abuses, and the deportation of Palestinians in particular. Canada's position was based on the view that such actions were unacceptable and inconsistent with the Fourth Geneva Convention.

Canada continued to support United States efforts advanced by Secretary of State Schultz to help bring peace to the Middle East. Canada's support for the American proposals was based on their recognition of territorial compromises and mutual recognition as important elements of a peaceful settlement. Canada took every opportunity to contribute through practical measures to the peace process, and to encourage the American initiatives as the latest phase of that process. In a letter to Israeli Prime Minister Shamir, Prime Minister Mulroney urged him to be forthcoming and politically courageous in responding to the American proposals. Similarly, on instruction from the Secretary of State for External Affairs, Canadian ambas-

sadors made representations to Arab governments, requesting that they exercise their influence with PLO and other Palestinian leaders to encourage the Palestinians to provide confirmation of their willingness to recognize the existence of the State of Israel and, thereby, to accept territorial compromise.

As part of continuing efforts to promote well-informed governmental policy on the Middle East, the Department sponsored a tour of the region in February by the chairperson and members of the House Standing Committee on External Affairs and International Trade. During visits with political leaders and senior officials in Jordan, Egypt, Israel and the occupied territories, including refugee camps in the latter, the delegation was able to gain first-hand impressions of issues underlying the Arab-Israeli dispute.

Additional practical measures undertaken by Canada on a continuing basis were the granting of substantial levels of aid to Egypt and Jordan as moderate Arab states; providing development assistance in the occupied territories through the Canadian Embassy in Tel Aviv; and continuing to participate in three of the regional peacekeeping organizations, most recently in the Multinational Force and Observers in the Sinai. In addition, at the Quebec Summit of Francophone countries Canada announced a \$1 million contribution to a fund for the reconstruction of Lebanon. It also responded to an appeal from the UN Secretary-General with a grant of \$5 million to the UN Disaster Relief Organization for humanitarian assistance in that country.

Canada continued strongly to support international efforts to promote a peaceful, negotiated settlement to the Iran-Iraq war. The Canadian government gave unequivocal support to the UN Secretary-General and his efforts to mediate the conflict, based on the belief that Security Council Resolution 598 provided the best prospect for a negotiated settlement and a just peace. In support of these objectives, the government maintained its embargo on arms sales to the belligerents, expressed its concern over the use of chemical weapons, and repeatedly urged both sides to undertake conciliatory measures and respect international humanitarian law.

On the bilateral level, Canada continued to promote positive and mutually beneficial relations with the countries of the Middle East. The visit to Canada in early October of HRH Prince Saud Al Faisal of Saudi Arabia was indicative of the burgeoning relationship between the two countries. During his visit, Prince Saud met with the Prime Minister, the Minister of National Defence, and other parliamentarians as well as with representatives of the media and the business community. The main goals of the visit were economic in nature, with Canada seeking to strengthen commercial ties and the Saudis intent upon diversifying their economic relationships. The visit coincided with a plenary meeting of the Canada-Saudi Arabia Joint Economic Commission whose minutes, signed by both Mr. Clark and Prince Saud, provided a framework for future development of trade and economic relations. Another achievement of the meeting was the signing of a trade agreement between the two countries. In bilateral meetings, Prince Saud clarified and expanded upon Saudi foreign policy with particular reference to the Arab-Israeli dispute. Although there were obvious differences in approach to this and other regional questions, the participants noted the

commonality of interest and purpose between the two countries.

A priority objective of Canadian policy in the Middle East has been to provide active support for those regional leaders who are involved in the search for peace and to identify concrete contributions which would support this objective. The role of Jordan as a moderate state in the Middle East peace process is significant from this perspective. On June 1 to 3, HRH Crown Prince El-Hassan Ibn Talal of the Hashemite Kingdom of Jordan paid an official visit to Canada in response to an invitation issued by Joe Clark in Amman in April 1986. The visit provided an opportunity to review the expanding bilateral relationship

between Canada and Jordan, including trade and economic co-operation, and to discuss major international issues, in particular the search for peace in the Middle East.

The Middle East remained an important market for Canada, demonstrated by the \$2 billion of Canadian goods and services exported to the region in 1987. Canadian companies participating in the active Fairs and Missions program of the Department were successful in identifying business opportunities, with 90 per cent of participants reporting new sales as a result of the program.

Canada's trade relations with Israel were characteristically mature and stable. Israel represented a major market for Canada in the Middle East, as reflected in trade exchanges

Table 12
CANADIAN TRADE WITH THE MIDDLE EAST

(thousands of dollars)

Canadian exports to:	1985	1986	1987
Bahrain	5 984	7 604	11 439
Egypt A.R.	191 147	132 952	83 529
Iran	58 792	35 683	168 093
Iraq	66 188	105 435	119 636
Israel	132 606	127 191	146 321
Jordan	5 040	6 090	5 713
Kuwait	29 092	24 366	20 133
Lebanon	10 775	17 561	10 139
Oman	8 940	5 906	4 050
Qatar	5 544	7 642	3 616
Saudi Arabia	230 758	211 985	267 862
Libya	94 384	74 123	28 781
Syria	41 649	12 307	8 875
United Arab Emirates	18 872	24 276	22 292
Yemen, South	3 011	10 295	5 706
Yemen, North	16 804	4 674	2 819
TOTAL	919 586	808 092	909 004
Canadian imports from:	1985	1986	1987
Bahrain	92	3 594	1 649
Egypt A.R.	30 637	5 118	34 018
Iran	143 237	208 682	110 304
Iraq	469	815	80 801
Israel	93 025	129 955	116 355
Jordan	117	1 633	587
Kuwait	137	293	564
Lebanon	864	1 060	1 570
Libya	37 652	22 727	0
Oman	304	4 380	49 417
Qatar	219	594	290
Saudi Arabia	23 768	186 894	175 134
Syria	205	48	439
United Arab Emirates	2 126	2 100	48 698
Yemen, South	218	755	1 013
Yemen, North	65	77	82
TOTAL	333 135	568 725	621 121

that have shown a steady increase over the years. Saudi Arabia and the Gulf (Kuwait, the United Arab Emirates, Oman, Qatar and Bahrain) were also major markets for Canadian exporters, despite the temporary impact of declining world oil prices. Canadian companies were offered significant market opportunities in such fields as communications, education, health care, agriculture and automotive spare parts. On the investment side, Middle East states have shown increased interest in Canada, with substantial movement of funds and direct investment taking place.

In addition to its trade promotion activities, Canada also benefited from increased interest in business immigration from the Middle East. In 1987, over 200 entrepreneurs were accepted as immigrants at Canada's three immigration missions in the area. They brought to Canada more than \$130 million, resulting in the creation of more than 600 jobs. These figures represent an increase of approximately 300 per cent over 1986. In 1987, Canadian immigration missions in the Middle East were responsible for almost 10 per cent of the total business immigration to Canada. It is expected that this movement will increase in 1988 with the planned opening of a fourth immigration mission in the region.

Latin America and the Caribbean

Canada's relations with Latin America and the Caribbean have been strengthened over recent years and encompass a full range of interests and activities. The major objectives of Canadian foreign policy in the region include encouragement and support for the process of democratization, the easing of political tensions and armed conflict, and assistance in economic and social development. Progress toward the consolidation of democracy throughout the region, despite some setbacks, continued. The signing by the Central American presidents of the Guatemala Peace Accord of August 1987 was a major step toward reducing political tensions and bringing an end to conflict in that area.

Despite these positive developments, economic and social problems remain the most serious challenges to the region. The burden of international debt is especially heavy in Latin America. The economic situation in Latin America was the focus of consultations between Canada and the foreign ministers of the Rio Group (or Group of Eight), comprising Argentina, Brazil, Colombia, Mexico, Panama, Peru, Uruguay and Venezuela, an informal body which evolved from the Contadora and Support Groups. The Secretary of State for External Affairs met with the Group at the UN General Assembly in New York in 1987, and again in Montreal in March 1988, to review a broad range of economic issues including the global economic outlook, the multilateral trade negotiations, agricultural trade reform and debt. Discussions also took place on political issues, notably the current situation in Central America.

In 1987, total Canadian exports to the region amounted to \$3.13 billion, an increase of nearly 5 per cent over 1986. Imports increased from \$3.78 billion in 1986 to \$4.15 billion in 1987, an increase of over 4 per cent. These increases are an encouraging sign of renewed economic growth in some countries in the region, but economic stagnation and inadequate growth prevail in others. Canada continued to

assist the economic and social development of the region through programs administered by CIDA, IDRC and Petro-Canada International, as well as through involvement in multilateral regional organizations such as the Caribbean Community and Common Market (CARICOM), the Pan-American Health Organization (PAHO), and the Inter-American Institute for Co-operation in Agriculture (IICA).

For both the Canadian government and public, the human rights situation throughout the region remained an issue of interest and concern. A close monitoring of human rights developments continued to be a priority of the Department. Continuing dialogue with non-governmental organizations and church groups was an indispensable part of this process. Assistance to refugees, both in the region and for resettlement in Canada, also continued to be an important priority, with Canada taking a lead position. Some 3 900 refugees came to Canada from Central America alone in 1987.

Brazil

In Brazil the Constituent Assembly took major decisions on the future form of government. By a wide margin, the Assembly voted in favour of a continuation of the presidential system (as opposed to a parliamentary system) and a five-year term for the president. These decisions represented an impressive victory for President Sarney. On the economic front, serious difficulties continued with rampant inflation. Brazil did, however, reach agreement with its commercial creditors bringing an end to its moratorium on repayment of commercial debt.

Canada-Brazil relations continued to grow, particularly in the economic area. The Canada-Brazil Joint Economic Committee held its sixth session in Brasilia and continued to be a useful vehicle for promoting Canada's commercial and economic interests. The Minister of Health and Welfare, Jake Epp, travelled to Brazil in January 1988, where he visited the Osvaldo Cruz Foundation, a health research-technology institute, and held discussions with his Brazilian counterpart.

The Southern Cone

Despite the traumatic events of an attempted military uprising over Easter weekend of 1987, democracy in Argentina emerged stronger than ever. Economic difficulties continued to plague President Alfonsin, and no quick solutions were in sight. The Falklands-Malvinas dispute persisted, and prospects for negotiations remained remote. The Brazil-Argentina economic integration process continued, and agreement was reached to draw Uruguay into the process.

Canada-Argentina relations continued to intensify with a series of visits both at the ministerial and senior official level. In February 1988 the Minister of State (Grains), Charles Mayer, conducted a bilateral visit to Argentina, in conjunction with a meeting there of the CAIRNS group. It was agreed during this visit to create an Agriculture Subcommittee of the Joint Economic Committee, with the first meeting to take place in July 1988, in conjunction with a meeting of the JEC. In June 1987, a delegation from the leading non-governmental human rights organization in Argentina, the Asamblea Permanente de los Derechos Humanos, visited Canada to study how Canada handles human rights issues. The technical co-operation program

announced by Joe Clark during his 1986 visit was implemented with the first program in the area of tele-education.

The Government of Chile took several steps to begin the return of the country to civilian government: it announced that the plebiscite to accept or reject the regime's candidate for President would be held before the end of 1988; political parties (except those of the extreme left) were legalized; and an electoral register of voters was opened, with over five million registered by March 1988. Substantial agreement was also reached on the return of exiles. The Chilean economy continued to strengthen and showed encouraging signs of growth, with the highest rate of foreign investment in Latin America. Despite these improvements in the political and economic situation, violations of human rights continued to be reported and Canadian concerns were registered. The Chilean government introduced some measures to improve the human rights situation, and these were noted by Canada in the United Nations Committee on Human Rights.

In Uruguay, President Sanguinetti continued his program of consolidating democracy, with impressive stability on the economic front. Relations with Canada intensified, particularly in the area of trade, in which there was substantial growth. In March 1988 the Uruguayan Foreign Minister, Enrique Iglesias, paid an unofficial visit to Canada and held discussions with the Minister of International Trade. The technical co-operation program commenced with projects in the areas of agriculture and human resource development.

The Andean countries

The year was a difficult one for Bolivia, as it was forced to deal with an uncertain economic climate exacerbated by debt problems, general strikes, and an increasingly violent battle against drug-traffickers. Bolivian government efforts to deal with the debt problem have resulted in economic difficulty for the country. Canada's announcement of resumption of bilateral assistance for Bolivia (to start in 1989), together with continuing food aid support, was an indicator of Canada's commitment to ameliorating the situation. In spite of these major threats to stability, the momentum of the democratization process begun in 1982 was maintained by President Victor Paz Estensoro, who has also upheld respect for human rights.

The visit by the Minister of Health and Welfare Canada, Jake Epp, to Bolivia in January 1988 was the first visit for many years. Mr. Epp's trip, which also included stops in Brazil, Paraguay and Dominica, indicated the renewed interest taken by Canada in the South American region.

The Peruvian government, led by President Alan Garcia, continued to grapple with the country's deepening economic crisis. As an indication of a growing need to normalize its relations with the international financial community, Peru met with the international financial institutions and, with Canadian encouragement, explored ways to normalize its external financial relations. Although no official visits took place during the 1987/88 period, relations were marked by renewed contacts at senior governmental levels. CIDA and the IDRC were active in economic and social development projects in Peru, making it the largest recipient of Canadian bilateral development assistance in South America.

The past year in Ecuador has been one of consolidation, as the country faced the challenge of rebuilding an economy severely damaged by earthquakes, international debt and low resource prices. Canada has assisted through its CIDA program and has committed itself to further assistance to Ecuador through various projects, including a proposed scholarship agreement that is to be signed this year.

Colombia, led by President Virgilio Barco, enjoyed a buoyant economy in 1987 for the second year in a row. External payments performance, by stringent measures, was brought under control and a \$1 billion commercial bank loan was signed in January 1988, with most of the proceeds destined for anti-poverty programs. Violence, which afflicted all sectors of society, overshadowed much of the political activity. It did not, however, impede the municipal elections held in March, an important breakthrough in terms of strengthening the democratic process. Bilateral relations continued to be dominated by CIDA's substantial aid program in Colombia and by trade flows, with Canada substantially increasing in 1987 its trade surplus over that achieved in previous years.

In Venezuela, political activity focused on the run-up to the December 1988 elections, with both main parties identifying their prospective presidential candidates. The economy grew modestly but, partly as a reflection of the petroleum market, demonstrated a strong trade performance. Bilateral relations continued to develop with the third meeting of the Canada-Venezuela Joint Consultative Committee held in Caracas in April.

Two-way trade with Venezuela continued to be Canada's third largest in the region. Representatives from the National Defence College visited Venezuela, for the first time in some years, and Canadian Forces ships called at the port of La Guaira.

Mexico

The political scene was dominated by the campaign to identify party candidates for the presidential elections to be held in July 1988. While the economy experienced difficult challenges, including a persistently large external debt and high inflation rate, measures taken by the Mexican government, including its Economic Co-operation Pact and an innovative debt-bond swap arrangement, gave hope of progress in this area. The importance of the bilateral relationship was highlighted by the official visit to Ottawa in March of Bernardo Sepulveda, Secretary of External Relations. Among other visits which took place, the second Canada-Mexico inter-parliamentary meeting was held in Guadalajara in November. In 1987 Canadian exports to Mexico increased more rapidly than to any other country in the region and the two-way trade, at \$1.7 billion, was one of the largest in the region. Some 400 000 Canadians visited Mexico throughout the year and 60 000 Mexicans visited Canada, including participants in the Seasonal Agricultural Workers Program, through which Canadian farmers employ Mexicans during the harvest season.

Central America

The revival by the Central American presidents of the regional peace process underscored the relevance of Canada's policy of political aid and economic assistance to the area. The year under review provided the opening of varied

opportunities for Canada to work for the realization of peace and to help alleviate the very real conditions of hardship in the region.

The Guatemala Accord, signed by the five Central American presidents, defined mechanisms and a timetable for the resolution of internal conflicts through national dialogue and reconciliation, as well as for ending the varying degrees of outside military assistance to insurgencies in the region. Canada considered the Accord of major importance since it demonstrated, for the first time, the political will of the five Central American governments to pursue an indigenous peace plan, free of outside interference.

Canada had previously supported the Contadora peace process and had provided to the Latin American foreign ministers a number of technical papers on the design and implementation of peacekeeping mechanisms based on its extensive experience in this field. Immediately after the signing of the Guatemala Accord, Joe Clark sent two senior officials to the area to emphasize Canada's commitment to a peaceful resolution of the conflicts and full support for this latest initiative. These officials reminded leaders of the five countries of Canada's willingness to offer advice based on its experience and knowledge. Mr. Clark reiterated this commitment in his speech to the United Nations' General Assembly in September.

In November, Mr. Clark visited each of the five Central American countries, meeting with the presidents and foreign ministers of each country as well as with opposition and human rights leaders, academics and labour leaders. In each of the five countries, he discussed peace, development and human rights, and Canadian views were well received.

The Central American peace plan gave momentum to the search for solutions to internal conflicts of the region. For the first time, the Nicaraguan government and the "contra" opposition agreed to hold face-to-face ceasefire negotiations. On March 23, 1988, a limited-duration agreement was signed by the two sides, improving the prospects for peace in the Nicaraguan conflict. Mr. Clark issued a statement of support for the breakthrough in which he said, "I encourage the two sides to continue to be flexible and pursue peace in the next phase of the dialogue, to ensure a firm and lasting settlement."

In the UN General Assembly, Canada maintained its distinctive position on Central America. In 1987, for the second time in a row, Canada voted in favour of a resolution calling upon the United States to abide by the decision of the International Court of Justice in the Nicaragua vs. United States case. As in previous years, Canada supported resolutions calling for further human rights reforms in El Salvador and Guatemala. These

Table 13
CANADIAN TRADE WITH THE CARIBBEAN AND CENTRAL AMERICA
(thousands of dollars)

	EXPORTS		IMPORTS	
	Percentage increase from 1986	1987	Percentage increase from 1986	1987
The Bahamas	16.7	30 723	41.5	42 182
Barbados	-0.5	41 084	-0.6	21 134
Belize	52.8	6 070	385.4	5 879
Bermuda	23.3	36 770	-79.8	5 454
Costa Rica	11.7	29 403	11.7	63 200
Cuba	-26.0	267 113	-27.5	51 567
Dominican Republic	2.3	54 251	-18.7	29 302
El Salvador	38.6	15 609	-32.7	43 151
French West Indies	284.3	7 260	-43.9	711
Guatemala	33.9	20 182	-18.3	32 951
Haiti	22.1	25 386	-29.3	8 664
Honduras	-1.5	13 756	-18.1	16 934
Jamaica	34.8	94 403	-24.1	113 769
Lee-Wind Islands	-40.8	45 723	2.5	5 525
Mexico	31.3	521 982	-0.4	1 174 503
Neth. Antilles	55.9	10 560	20.4	19 629
Nicaragua	-56.7	9 820	-15.9	28 661
Panama	-16.7	33 836	10.0	30 765
Puerto Rico	13.2	228 827	16.4	226 876
Trinidad and Tobago	-18.9	69 671	-31.8	36 857
U.S. Virgin Islands	-5.5	4 630	32.5	54 075
TOTAL	3.5	1 567 062	-3.5	2 011 787

positions were maintained at the UN Commission on Human Rights meeting in Geneva in February 1988.

The Caribbean

Canada has traditionally maintained excellent relations with the countries of the Commonwealth Caribbean. Historical, cultural, political and economic links, as well as a shared commitment to common values have helped foster a special relationship between Canada and the nations of this region. Significant trade, banking and investment ties extend back to the last century. Almost a half million first- and second-generation West Indians reside in Canada, and the region is a favoured destination for Canadian tourists. Established formal channels include the Commonwealth, the Canada-Caribbean Heads of Government meetings, the Joint Technical and Economic Committee and regular bilateral contacts. Canada is well regarded in the region for the strength and integrity of its commitment to regional development without political conditions.

In the year under review the issue of drug trafficking and abuse emerged as a major mutual concern of Canada and the Caribbean. Efforts to improve regional co-operation in the fight against drug trafficking were given renewed emphasis with the convening of the Barbados Drug Enforcement Conference in March 1988. This important conference was attended by representatives from most Caribbean governments, and other interested parties, including Canada, the United States and Britain. The conference sought to promote increased collaboration and co-ordination in regional efforts to control the drug trade. The conference generated considerable political support throughout the Caribbean and follow-up meetings were planned.

The Commonwealth Caribbean is one of the few regions in the Third World where democratic traditions and the rule of law are firmly entrenched, and political stability is predominant in the region. In February 1988 Canada welcomed the tentative return to democracy in Suriname, in the first free elections in that country in over a decade.

While the economic picture in the area improved modestly over the previous year, difficulties including commodity prices persisted in many states in the region. International indebtedness was also a continuing concern for many Caribbean nations, most notably Guyana which faces severe economic problems as a result. Unemployment remains a serious regional problem, with rates in some countries exceeding 20 per cent.

CARIBCAN continued in 1987/88 to play an important role in improving market access for Commonwealth Caribbean countries to Canada. The program is now under review following the negotiation of the initial two-year operating period. Canadian exports to the Commonwealth Caribbean amounted to \$292.8 million in 1987/88, comprising mainly telecommunications equipment, wheat, fish products and containerboard. Imports by Canada from the Commonwealth Caribbean totalled \$260.8 million and included alumina, fuel oil and petroleum and petrochemical products. Nearly 500 000 Canadians took vacations in the area, bringing tourist income of approximately \$400 million. Canadian investment in the region is currently estimated to be \$450 million, with Canadian firms and individuals involved in such sectors as banking, tourism, real estate, resource processing and light manufacturing.

A number of high-level visits were made during the year, notably the official visit of the Governor General to Barbados in November, that of Health Minister Jake Epp

Table 14
CANADIAN TRADE WITH SOUTH AMERICA
(thousands of dollars)

	EXPORTS		IMPORTS	
	Percentage increase from 1986	1987	Percentage increase from 1986	1987
Argentina	60.9	96 574	27.8	111 550
Bolivia	-49.7	4 487	-61.2	3 719
Brazil	-2.2	639 615	3.4	850 053
Chile	14.2	98 596	20.2	153 142
Colombia	40.9	224 330	7.1	132 878
Costa Rica	-47.8	41 345	4.1	96 045
Ecuador	-95.7	139	-86.1	9
French Guiana	14.2	5 162	31.8	35 490
Guyana	67.9	4 008	-88.8	808
Paraguay	7.2	118 962	14.4	75 224
Peru	-23.3	1 004	113.2	3 551
Suriname	99.6	25 256	776.0	130 198
Uruguay	2.0	329 840	6.8	551 238
Venezuela				
TOTAL	14.2	5 162 000	13.1	2 144 094

to St. Lucie in January, and several parliamentary visits. Leaders of all the Commonwealth Caribbean countries attended the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver in September.

Haiti

The problem of democratic liberalization in Haiti was a focus of interest for Canadians in late 1987. The presidential election of November 29, for which Canada provided technical assistance, was cancelled because of election-day violence. New presidential elections were held in January, but were boycotted by most major candidates and a large part of the population. The Canadian government made known in strong terms its disappointment at the failure of democracy in Haiti. A group of Canadian parliamentarians was formed to investigate the situation in Haiti and to review ties between the two countries.

Organization of American States

Canada maintained its Permanent Observer status at the Organization of American States as well as full membership in three of its specialized organizations: the Pan-American Health Organization, the Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture and the Pan-American Institute for Geography and History. Canada was host for the Ninth Inter-American Conference of Ministers of Agriculture along with the Fourth Regular Meeting of the Inter-American Board of Agriculture in Ottawa.

While the office of the Permanent Observer Mission remained in Washington, the position of Ambassador was relocated to Ottawa and the new responsibilities of Roving Ambassador for Latin America were added to it. These changes were designed to facilitate stronger ties between OAS agencies and interested public and private sector organizations in Canada and, at the same time, to heighten awareness of Canada's interest in the region.



DEFENCE AND COLLECTIVE SECURITY

Arms control and disarmament

Canada continued to pursue multifaceted efforts to promote progress in the field of arms control and disarmament. Clearly, the highlight of 1987 was the signing of an agreement by President Reagan and General Secretary Gorbachev to eliminate intermediate-range (INF) nuclear missiles. The INF agreement is an historical landmark. For the first time, the superpowers have agreed to reduce, rather than to limit, their respective nuclear arsenals. Canada played a prominent part in Alliance consultations, which resulted in the conclusion of the INF agreement. Other significant events during the year included superpower discussions on strategic arms reductions, and the International Conference on the Relationship Between Disarmament and Development.

Canada has been keenly interested in strategic nuclear arms reductions (START) and space-defence issues. A START agreement would have a considerable impact on Canada, in view of the country's geographic position between the United States and the Soviet Union. Until appropriate alternative agreements are concluded, Canada will continue to call for the maintenance of the existing arms control regime, including the Anti-Ballistic Missile Treaty.

Recent Canadian diplomatic efforts have involved participation in multilateral disarmament forums, including the First Committee of the UN General Assembly, which deals with international security matters, the United Nations Disarmament Commission, the Conference on Disarmament in Geneva, as well as the Mutual and Balanced Force Reductions Talks (MBFR) and the talks on a mandate for new conventional arms negotiations, which are both held in Vienna. Canada also was active in the Conference on Disarmament and Development, and in the meetings of the preparatory committee for the Third Special Session of the General Assembly on Disarmament.

The year under review was also notable as the first year of implementation of the Stockholm Agreement on Confidence and Security-building Measures (CSBMs) in Europe. Signed in 1986, the Stockholm document requires all 35 member states of the CSCE (Conference on Security and Co-operation in Europe) to notify one another about significant military activities and exercises planned and, where appropriate, to invite foreign observers. In addition, any state may conduct a challenge on-site inspection where it is uncertain of the purpose of military activity. During the first year of operation, 17 military exercises took place at which observers were present, and 5 challenge inspections (2 in Eastern Europe and 3 in Western Europe) were conducted. Canada sent observers to all relevant military exercises, although Canadian forces in Europe were themselves neither involved

in notifiable exercises nor inspected during the period. Canada was also active in the CSCE negotiations in Vienna to secure a mandate for a second conference on CSBMs.

Canada pursued bilateral consultations on arms control and disarmament with countries active in this field, including China, Japan, Czechoslovakia, the Soviet Union, Australia, the German Democratic Republic, the Federal Republic of Germany, France, the United Kingdom, the United States and New Zealand. The Secretary of State for External Affairs participated in the Norway-Canada Conference on Circumpolar Issues in December 1987. Canada's Ambassador for Disarmament, Douglas Roche, held consultations with India and Pakistan and attended a World Disarmament Campaign Conference in China.

Verification, chemical weapons and outer space

For the third successive year, a Canadian-sponsored resolution on the role of verification of compliance with arms control agreements was adopted by consensus at the UN General Assembly. This increased the international recognition given to the role of verification in arms control and disarmament. Canada's emphasis on verification was also pursued at the practical level by the Department's Verification Research Unit, which continued work on specific aspects of the question. An example was the "Symposium on Space Surveillance for Arms Control and Verification: Options," held under the auspices of the McGill University Centre for Research in Air and Space Law. The Symposium brought together ambassadors to the Conference on Disarmament and government and academic experts, who discussed the legal aspects of verification and "Paxsat," the Canadian space-based verification concept. A Canadian, Dr. Peter Basham, was selected international co-ordinator of the 1990 International Seismic Exchange of Level II Data.

Canada's Ambassador for Disarmament chaired the Verification Working Group at the UN Disarmament Commission. The Department promoted the Paxsat project in international arms control forums. It has also been studying models of international authorities that would facilitate monitoring of arms control compliance. Support was provided to the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament to help it organize the international conference "Implementing a Global Chemical Weapons Convention," which was held in Ottawa in October 1987.

Domestic activities

The continuing dialogue with the public on arms control and disarmament issues was pursued with vigour during the year under review. The Consultative Group on Disarma-

ment and Arms Control Affairs, which brings together representatives of Canadian disarmament organizations, academics, concerned individuals and government, met in Cornwall to discuss Arctic security. The Ambassador for Disarmament undertook a cross-Canada tour in December on the topic "Beyond the Summit: The Future of Disarmament." The Department provided \$218 000 to groups and individuals through the Disarmament Fund, and its annual \$100 000 standing grant to the Canadian Centre for Arms Control and Disarmament. The *Disarmament Bulletin*, a departmental publication providing information on Canada's arms control and disarmament activities, was widely distributed in Canada and abroad and contributed to the public discussion of these issues.

Defence and NATO

The most notable development during the year in the area of defence policy was the publication in June of *Challenge and Commitment: A Defence Policy for Canada*, which outlined the government's plans to reinvigorate Canada's defence effort. These plans include the creation of a three-ocean navy (in part through the acquisition of nuclear-powered submarines), improving Canada's contribution to NATO in Europe (in part by consolidating its forces in the central front), revitalizing the Reserves, reinforcing surveillance and strengthening territorial defence. Steps to implement this program were undertaken throughout the course of the year.

The developments in East-West relations and the Alliance's approach to arms control and disarmament in a post-INF environment were the focal point of NATO's efforts during the period under review. At their semi-annual meeting in Reykjavik on June 11 to 12, NATO foreign ministers initiated study on the development of a comprehensive concept of arms control and disarmament. The study is to take into account progress in arms control negotiations as well as the requirements of Alliance security and its strategy of deterrence. At their second meeting in Brussels, on December 11, the NATO foreign ministers welcomed the signing of the INF agreement, which accomplished an important and long-standing Alliance objective by eliminating an entire category of nuclear missiles. This positive result was made possible by the twin pursuit of a strong defence and a serious dialogue with the East, as set forth in the 1967 Harmel Report.

NATO heads of government, including Prime Minister Mulroney, gathered in Brussels on March 2 to 3, 1988. This summit provided the opportunity for leaders to endorse the INF agreement, discuss Alliance security policy prior to the fourth superpower summit in Moscow, and consider further the development of a comprehensive approach to arms control and disarmament. In addition the leaders set out Alliance objectives for conventional arms control in Europe in a statement entitled "Conventional Arms Control: The Way Ahead."

Lord Carrington, Secretary-General of NATO, made his farewell call to Canada on March 8 to 10, 1988. On this occasion he had discussions with the Prime Minister, the Secretary of State for External Affairs and the Minister of National Defence. Lord Carrington also had an opportunity to meet with the Leader of the Opposition and the Leader of the New Democratic Party.

Canadian submarine acquisition

In October 1987 an Office of the Co-ordinator was established to co-ordinate and bring to bear most effectively on the submarine acquisition program the responsibilities of the Department with respect to bilateral and multilateral political and defence relations, international security and arms control, and trade and economic considerations.

In order to allow proposals presented by France and the United Kingdom to be considered by ministers, a Memorandum of Understanding, outlining the terms according to which transfers of the required technology to Canada would take place, was concluded with each country. Furthermore, Agreements on Non-Proliferation and Safeguards relating to the acquisition program, which ensure full respect by Canada of its international obligations, were also negotiated with both countries.

Canada-U.S. defence relations

Canada-U.S. defence co-operation continued to be active and extensive. The April 1987 visit to Ottawa of President Reagan provided an occasion for high-level discussion of defence matters as well as an opportunity to inform the U.S. Administration of the principal directions of Canada's defence policy review. The government's commitment to sustained real growth in defence spending and the major re-equipment program for the Canadian Forces were well received.

A primary focus of Canada-U.S. defence co-operation continues to be the bi-national effort to modernize the North American air defence system. In November 1987, the first five long-range radars of the North Warning System (an upgraded DEW line) became operational in the Western Arctic. These radars have already been used to detect Soviet long-range bombers over the Beaufort Sea and to assist Canadian CF-18s in making a recent interception. By the end of 1988, the remaining six long-range radars in the Eastern Arctic and Labrador should also be operational. Canada will be responsible for managing and manning these North Warning Systems sites as well as providing the communication links between them and NORAD's regional operations control centre.

In the period under review, supplementary arrangements under the North American Air Defence Modernization Memorandum of Understanding were concluded which provided for Canadian co-manning of U.S. "Over-the-Horizon" Backscatter (OTH-B) radars and AWACS aircraft operating in support of NORAD. Canada will be providing approximately 20 per cent of the operations personnel at the OTH-B radar system operations centre and some 40 flight-crew personnel for AWACS operations.

In addition to the close co-operation in the aerospace realm, an active pattern of exchanges and joint exercises was followed by the navies and armies of the two countries. At the policy level, consultations on bilateral security and defence questions were carried out at meetings of the Permanent Joint Board on Defence, three of which were held during 1987.

Peacekeeping

Canada continued to make a strong contribution to peace and security through the provision of approximately 950

troops engaged in peacekeeping operations. Canadians are now serving under the UN flag in Cyprus, and as part of the UN Disengagement Observer Force and the UN Truce Supervision Organization in the Middle East. Canada is also providing airlift support for the bi-annual headquarters move of the UN Military Observer Group in India-Pakistan. The Canadian Forces Attaché in Seoul represents Canada on the United Nations Military Armistice Commission. In peacekeeping activities outside UN auspices, the Canadian helicopter unit in the Multinational Force and Observers continues Canada's commitment to peace and stability in the Middle East.

During 1987 a Canadian officer commanded the military component of the United Nations Technical Mission to the Western Sahara, and Canada offered technical advice on

the design of the peacekeeping mechanisms that will be necessary for the implementation of any Central American Peace Plan.

Canadian officials continued to participate in peacekeeping discussions in the UN General Assembly and conducted exchanges of information on peacekeeping through seminars sponsored by the International Peace Academy in conjunction with Canadian and U.S. universities.

Military assistance and training

During the year, 57 training courses were provided under the Military Training Assistance Program to military personnel from 14 non-NATO countries, primarily from the Commonwealth Caribbean and Africa.



Consular Services

Canadians are travelling more year after year and are venturing to farther and riskier regions of the world. Thus it is not surprising that the numbers of those who find themselves in delicate or dangerous situations are increasing, along with the number who are turning for help to the 144 Canadian diplomatic and consular missions around the world.

Through its Consular Program, the Department provides assistance and protection to Canadians in distress abroad. In 1987, Canadian missions abroad extended assistance to Canadian citizens on 827 860 occasions. Among the services provided were issuing passports; assisting in the transfer of funds or the return to Canada of destitute or incapacitated Canadians; ensuring that Canadians detained or imprisoned abroad were treated fairly under the laws and customs of the host countries; helping detainees to communicate with their families and friends in Canada and, in some cases, assisting in their transfer to Canadian prisons (in accordance with Canada's bilateral treaties on the transfer of offenders with the United States, Mexico, Peru, Bolivia and France, or under the European Convention on the transfer of Sentenced Persons, to which Canada is now party, along with Cyprus, Spain, Greece, Turkey, Britain, the Netherlands, Austria, Denmark, Finland, Luxembourg, Sweden and Switzerland, among others).

The missions abroad also provided information on citizenship, provided advice or assisted Canadians in distress as a result of a serious illness, an accident, death, theft, litigation over the custody or disappearance of a child, etc.

Major crises of 1987, such as earthquakes in El Salvador, Ecuador and the United States and the crises in the Philippines, Haiti and Fiji, placed heavy demands on consular services overseas and at headquarters. Such events always involve physical danger and emotional distress to large numbers of Canadians, and the Department must intervene rapidly in order to determine whether friends, parents or relatives are involved.

The Department has developed emergency procedures to determine where Canadians abroad are living, in order to come to their assistance when they are facing crisis situations. Registration procedures for Canadians are constantly being revised and computerized, thus making it possible to contact them in an orderly and rapid manner.

In the face of increased demands on its consular services, the Department continued to give a high priority to consular training. During 1987, courses were given to 83 employees posted abroad and in Canada. Through special presentations, case studies, group discussions and simulation exercises,

departmental personnel were familiarized with consular policy and its application.

Another service provided by the Department is a public awareness program, the purpose of which is to inform Canadians of the potential problems of travelling abroad and of the consular services available at Canadian missions. This type of information is contained in the booklet entitled *Bon voyage, but....* About one million copies of the booklet, which is revised and updated annually, are distributed each year to travellers at passport offices and travel agencies.

The Department also provides, on request, information about the advisability of travelling to specific countries or regions. A handbook on the services provided to Canadians detained or imprisoned abroad was also published, along with a brochure and a poster containing warnings about drugs. Talks by departmental officers were given on radio, and articles were published and interviews given to journalists, in order to keep the public better informed about problems that might arise while travelling abroad.

Table 15
SELECTED CONSULAR STATISTICS

Canadians registered abroad with Canadian consular or diplomatic missions	54 856
Canadians residing abroad, including dual nationals (estimated number)	3 million
Passports (1987/88 fiscal year)	
Valid passports in circulation	4 823 000
Total issued in Canada	995 390
Issued by missions abroad	65 000
Increase in total passports issued by missions abroad over the previous year	8.3 per cent
Travel (Calendar year 1987)	
Total visits abroad	49 193 160
United States (of which 12 244 929 Canadians stayed at least one night)	44 693 160
Countries other than the United States	4 500 000

Table 16
CONSULAR ACTIVITIES
(Fiscal Year 1987/88)

Total number of cases or services rendered (approximate)	
a) Cases:	
Repatriation	264
Hospitalization or medical treatment	2 227
Deaths	1 386
Detainees	844
b) Services:	
Passports	201 971
Citizenship	46 750
Legal and Notarial	33 378
Requests for financial assistance or transfers	4 080
Well-being and whereabouts	9 301
Registration of Canadians	23 125
Advice and assistance	276 727
Child custody	1 573

Table 17
CONSULAR RESOURCES
(1987/88 fiscal year)

Funds advanced against undertaking to repay	
1983-1984	\$147 000
1984-1985	\$102 430
1985-1986	\$104 261
1986-1987	\$121 993
1987-1988	\$114 225
Average recovery rate	38 per cent
Person-years devoted to consular work at headquarters and abroad (expressed as equivalent number of positions)	198

In some areas where Canada has no regular diplomatic or consular representation, honorary consuls provide a certain number of essential services to Canadians living or travelling abroad. Honorary consuls frequently assist other departmental programs such as trade development, public affairs and general relations. During the year, new honorary consuls were appointed to Ouagadougou, Strasbourg, Nuuk, Perth

and Muscat. The memorandum of understanding concluded with Australia the previous year has enabled Australians to benefit from the emergency consular services of Canada in Oslo, Tunis and Lima, and Canadians, from Australian services in Honolulu and Denpasar, Indonesia.

Passport Services

The Passport Bureau issued a record number of passports in the 1987/88 fiscal year in response to the continued attraction of international travel to Canadians. In Canada, 995 390 passports and travel documents were issued, exceeding by 8.2 per cent last year's volume. There are now about 4 823 000 valid Canadian passports in circulation.

Canadians may submit their passport application personally at 1 of the 20 local passport offices and expect to receive their passport in three or four days. Approximately 80 per cent of applicants file in this manner. The alternative is to mail the application to the Passport Office in the National Capital Region. In support of the network of passport offices, the Bureau maintains a national toll-free enquiry system. This bilingual service has proved to be valuable and to have contributed to the 3.5 million contacts Canadians made with the Bureau during the year. New regional passport offices in Jonquière, Regina and Thunder Bay are planned for the next fiscal year.

Canadian missions abroad issued 65 000 passports in addition to those issued by the Passport Bureau within Canada. The cost of providing passport services abroad is substantial and to offset this cost the passport fee was increased by \$4 to \$25 effective January 1, 1988. The Bureau operates on a revolving-fund basis and its operations are intended to be self-financing.

During the past year 4 559 refugee travel documents and certificates of identity were issued to eligible residents of Canada who are not Canadian citizens. The increased demand for these documents experienced in the last three years reflects the demand on Canada's immigration program by refugees and other stateless persons seeking admission to Canada.

Immigration and refugees

The carrying out of Canada's immigration program abroad is the responsibility of the Department of External Affairs. During the past year 202 Canada-based officers conducted the program at 63 Canadian missions abroad. For the remainder of this century Canada can expect to face the reality of much of the world population on the move. Concurrently, it must address its own demographic future, especially in the light of an aging population. In this context, the immigration program abroad faced a number of challenges in 1987.

For the first time since consolidation of the Canadian foreign service the overseas target for immigration landings was achieved, indeed was considerably exceeded. The number of immigrant visas issued rose 57 per cent over 1986 to 138 442 and was the largest number issued since 1975. Despite this increase, achieved with near static resources, the median time for processing immigrant applications declined 12 per cent to six months and three weeks, made possible by improved processing procedures.

Table 18
IMMIGRATION AND REFUGEES

Visas issued during 1987 calendar year

Area of mission	Immigrant visas	Visitor visas
WESTERN HEMISPHERE		
United States	15 536	113 462
The Caribbean and Central America	14 124	35 933
South America	2 692	24 494
Sub-total	32 352	173 889
AFRICA AND THE MIDDLE EAST		
Africa	8 721	21 789
Middle East	4 238	12 301
Sub-total	12 959	34 090
EUROPE		
Western Europe	27 542	59 302
Eastern Europe	6 989	58 692
Sub-total	34 531	117 994
ASIA AND THE PACIFIC		
Hong Kong	26 767	28 382
Manila	7 143	10 212
New Delhi	9 137	24 811
Other missions	15 553	42 390
Sub-total	58 600	105 795
TOTAL	138 442	431 768

Note: The above data include visitor visas issued at Canadian missions where there were no immigration facilities.

Further streamlining of the immigration process remains a major objective and global computerization of processing was approved in principle in 1987. The visa office in Hong Kong has pioneered a computer-assisted immigration processing system that paid for itself in personnel resource savings within 18 months. The new system will be extended to London and will subsequently be integrated with the External Affairs Communications System, COSICS, and installed in visa missions in the United States next year.

The flow of bogus refugees and improperly documented visitors accelerated during 1987. At a score of major transit points, Canadian visa officials worked closely on these problems with host government enforcement agencies and airline officials. An average of 150 persons with fraudulent or improperly obtained travel documents and visas were intercepted monthly en route to Canada.

Visitor visa output during the year under review increased 16.8 per cent to 451 768. An additional 54 952 visitor visa requests were refused because of failure to meet the requirements of the Immigration Act, primarily because applicants could not satisfy a visa officer that they would remain only temporarily in Canada and return home on completion of their visit. Visitor visa requirements were imposed on Brazil, Bolivia, Fiji, Guatemala, Honduras and

Turkey, mainly to halt flows of improperly documented passengers and bogus refugees.

The promotion of Canada's successful business immigration program continued in 1987. A total of 3 602 visas were issued to business immigrants, a 48 per cent increase over 1986. The business people granted visas under the program declared total funds to transfer to Canada of over \$3 billion, and plans to create or continue 14 500 jobs. Hong Kong continued to lead the list of countries of origin, with 28 per cent of all business immigrants landed.

Officers abroad issued a total of 19 231 visas to refugees and members of designated classes in 1987. For the fourth consecutive year government-sponsored refugee arrivals exceeded the announced target for the year. The 1987 global target for government-sponsored refugees was 12 000 and the number of arrivals was 12 223. Private sponsorships were provided for an additional 7 000 persons.

Refugees and designated-class applicants are selected from several regions. From Eastern Europe there were 3 713 government-sponsored and 2 912 privately sponsored individuals who were granted visas, for a total of 6 625. Indochinese accounted for 2 995 government-sponsored and 2 698 privately sponsored persons, for a total of 5 693. Although 3 688 Latin American refugees were processed in the government-sponsored category, only 273 were privately sponsored, bringing this region's total to 3 961. Middle Eastern and African refugees accounted for totals of 1 453 and 1 268 respectively. The latter two categories have been traditionally underfilled due to processing problems beyond the control of the Department, such as the necessity for refugees in the Sudan to be granted exit permits, and the difficulties of arranging area visits by officers to volatile regions in the Middle East, such as Iran and Iraq.

The Immigration Cost Recovery Program, which levies fees for the processing of most immigrant applications and certain long-term visitor documentation, produced \$4.5 million during the year under review for the Consolidated Revenue Fund.

Private international law

The Department offers a variety of services to facilitate legal proceedings involving Canadian and foreign jurisdictions on the basis of conventions or by arranged procedures. Social security benefits, maintenance orders, judgments and other related matters have become subjects of international co-operation because of the greater mobility of individuals. As many of these subjects come under provincial jurisdiction, the Department maintains contact with the provinces to establish and administer the necessary reciprocal arrangements. In 1980, it published a booklet entitled *International Judicial Co-operation in Civil, Commercial, Administrative and Criminal Matters* to assist Canadian lawyers and law enforcement officials with international legal problems. This publication was updated in 1987 and re-issued under the title *International Judicial Co-operation*.

Canada has conventions on legal proceedings in civil and commercial matters with 19 countries. These conventions provide for the service of legal documents on a reciprocal basis and for the taking of evidence in civil cases either in Canada for use abroad or in a foreign country for use in

Canada. The Department is able to arrange for the service of legal documents abroad to convention countries and thus be of assistance to Canadian lawyers. The Department has also been successful in serving legal documents abroad in non-convention countries on the basis of reciprocity. Solicitors who wish assistance in serving legal documents abroad should contact the Legal Advisory Division of the Department.

Canada has extradition treaties and arrangements with some 41 countries. In addition, Canada has rendition arrangements with countries that recognize the Queen as Head of State. The Department, in conjunction with the Department of Justice, has responsibility for updating existing treaties. In January 1987 Canada and the United States signed a Protocol to the Canada-United States Extradition Treaty of December 3, 1971, which will come into force on ratification. Under the Protocol, the list of offences for which extradition may be requested is dropped and extradition may be requested for any act which is an offence under the laws of both countries where the punishment is imprisonment for more than one year. This will include parental "childnapping" and tax evasion. An Exchange of Letters was signed constituting an understanding on "bounty hunters" who take persons illegally from Canada to the United States. The letters provide that bounty hunters are subject to extradition. It is hoped in the coming year to conclude new extradition treaties with the Netherlands, France and Belgium.

The Department continued to be involved in the international aspects of a number of civil kidnapping or "childnapping" cases involving disputes between a mother and a father over custody of a child. The Department has attempted to obtain reports on the well-being of the children involved and, where possible, has helped arrange for their return to Canada. In part because of the acute personal distress caused by such disputes, there has been considerable public interest in the role of the federal and provincial governments. The Department, of course, has no authority to represent a parent whose child has been abducted before a foreign court or give advice on foreign law.

Canada is a party to the Hague Convention on the Civil Aspects of International Child Abduction. It entered into force for Canada on December 1, 1983. It has been extended

to all provinces and territories. Its main purpose is to ensure judicial co-operation in achieving the prompt return of a child wrongfully removed from the custodial parent to the country from which he or she was abducted. To date the following countries have ratified the Convention: France, Portugal, Switzerland, the United Kingdom, Luxembourg, Australia and Spain. Hungary has acceded to the Convention.

Access to information and privacy

The Office of the Co-ordinator for Access to Information and Privacy responded to 207 Access to Information and 46 formal Privacy Requests submitted to the Department during the year under review. Most of the requests were submitted to headquarters in Ottawa, although provisions are in place to receive requests submitted at Canadian missions abroad.

While Access to Information requests fell in number during the year, the complexity and scope of many of those received imposed an increasing burden on the operational units required to retrieve records and to make preliminary recommendations regarding disclosure. Also, given the Department's mandate regarding international affairs and trade, other government departments were required to consult with the Co-ordinator's Office prior to disclosing information touching on these areas.

The number of formal requests under the Privacy Act also declined. However a large number of informal requests for records from the Department's personnel information holdings, sent initially to various units of the Department, were answered by the Co-ordinator's Office; it has the responsibility to ensure that any information disclosure is fully consistent with the requirements of the Privacy Act.

Briefing programs and written instructions led to an increased awareness of the Privacy Act throughout the Department and to an increase in the number of consultations with the Co-ordinator's Office on the various departmental obligations under the Act.

The Co-ordinator's Office also serves as the Department's point of contact for the Registration of Information Collection and Public Opinion Research. In addition, it is responsible for the screening of inactive Departmental files prior to their transfer to the National Archives.



The Department of External Affairs Act directs the Secretary of State for External Affairs to foster the development of international law and its application in Canada's external relations. This chapter outlines some of the principal activities undertaken by the Legal Bureau of the Department during the period under review. There is an important legal dimension to most of the Department's policies and activities. For this reason, some legal issues are discussed in other sections of this report; for example, private international law is dealt with in Chapter 6.

Arctic

On January 11, 1988, Canada and the United States signed an agreement on Arctic co-operation. It affirmed the political will of the two countries to co-operate in advancing their shared interests in Arctic navigation, development and security. It also signalled the importance which the two countries attach to protection of the unique and fragile environment of the region and the well-being of the inhabitants of the North. Finally it ensured that Canadian prior consent has to be obtained in advance of each and every transit by a U.S. government-owned or government-operated icebreaker through the waters of the Canadian Arctic archipelago, including the Northwest Passage.

The agreement gives Canada effective control over all U.S. icebreaker activity in its Arctic archipelago waters. Canada did not have such control in 1969 and 1970, when the *Manhattan* transited the Northwest Passage, nor at the time of the *Polar Sea* voyage in the summer of 1985. Canada does not seek to close its Arctic waters to other countries. But it insists that their voyages be made with its consent and subject to the controls and other measures required for its sovereignty and security, for the preservation of the environment, for safe navigation, and for the well-being of the Inuit and other Canadians living in the Arctic.

Fisheries and boundary issues

Canada-France maritime issues

Expectations were not realized that Canada and France would conclude two agreements by the end of 1987 under a program designed to resolve these issues. Under that program the dispute over the maritime boundary in the disputed zone, a large part of NAFO Division 3Ps off the south coast of Newfoundland and Saint Pierre and Miquelon would be submitted for binding settlement by an international judicial tribunal. This arrangement was subject to the negotiation of a treaty on the composition of the tribunal and its terms of reference, and subject to agreement on quotas for the period

1988-91, the expected duration of the boundary reference. A decision on the boundary will settle the ownership of the fish in the disputed zone.

On October 9, 1987, France broke off negotiations of fisheries quotas. Because of French overfishing in the disputed zone and their stated intention to continue overfishing in 1988, Canada allocated no quotas to France for 1988.

Beaufort Sea

On March 16, 1988, the U.S. Department of Interior Minerals Management Service conducted an oil and gas lease sale of blocks in the Beaufort Sea, including areas of the continental shelf east of the 141st meridian, the international boundary between Canada and the U.S. In response to formal protests by Canada, and in recognition of the boundary dispute, the United States authorities subjected the lease sale to "special procedures," under which the highest bids for blocks east of the 141st meridian were placed in an escrow account. Similar procedures were followed in a similar lease sale in August 1984. There has been no drilling activity as a result of that sale.

In its formal protests, Canada has reaffirmed its position that the 141st meridian constitutes the international boundary, rejected the "special procedures" as fundamentally unacceptable, and reserved all rights in the matter. These measures have ensured that Canada's interests are fully protected.

Fishing on the Nose and Tail of the Grand Bank of Newfoundland

On November 27, 1987, First Ministers approved a report on foreign overfishing tabled by the Atlantic Council of Fisheries Ministers. They agreed that Canada should take additional bilateral and multilateral measures to curb overfishing on the Grand Bank of Newfoundland just outside Canada's 200-mile zone. Consistent with this instruction, Canada participated in February 1988 in a meeting of the Northwest Atlantic Fisheries Organization's Fisheries Commission, at which the scheme of joint international enforcement was revised. The new arrangements represent a strengthening of those that had been in place and should ensure the universal application of the arrangements.

Law of the sea

The Law of the Sea (LOS) Convention sets out a comprehensive regime for the regulation of the world's oceans. By March 31, 1988, 35 states had ratified the LOS Convention, which will enter into force 12 months after the date of deposit of the 60th instrument of ratification or accession.

As a state with one of the longest coastlines in the world and with important ocean interests, Canada regards the LOS Convention as a unique opportunity to make a major contribution to world peace and security by reducing the potential for conflict in the competing uses of the oceans. While some parts of the Convention reflect generally accepted principles of international law, other aspects represent new law. The provisions of the Convention are having a significant impact on Canadian domestic legislation. Failure of the Convention could, in Canada's view, risk a return to the uncertainties that existed before the Convention was negotiated.

During the year under review, Canada participated in the work of the Preparatory Commission (PrepCom) established to set up the institutional system envisaged in the Convention for deep seabed mining. The PrepCom met in New York in August-September 1987, and in Kingston, Jamaica, from March 14, 1988, to continue its efforts to develop suitable mechanisms for implementation of the regime outlined in the Convention for the exploitation of deep seabed resources.

A highlight of the PrepCom's work was the decision to register state-owned mining entities of France, Japan, India and the U.S.S.R. as "pioneer investors" pursuant to Resolution II of the final session of the LOS Conference. This registration was made possible by the resolution of overlapping claims for deep seabed mining sites between the U.S.S.R. and the private seabed mining consortia that have chosen to register their claims under the domestic legislation of the United States, the United Kingdom and the Federal Republic of Germany. International Nickel and Noranda have interests in these private consortia and Canada had a leading part in the resolution of these overlaps. The registration of pioneer investors represents the first concrete step toward a functioning seabed regime under the LOS Convention.

As a major land-based mineral producer and potential seabed mining nation, Canada has a fundamental interest in the complex issues being addressed by the PrepCom. Many industrialized countries (including Canada) have expressed concern about aspects of the deep seabed mining regime under the LOS Convention and consider it essential that the PrepCom's efforts result in a regime that encourages universal participation in the Convention. The outcome of the work of the PrepCom will, therefore, be an important factor for these states in determining whether or not to ratify, or accede to, the LOS Convention.

Trade law

The most important development in the area of international trade law in 1987 was the successful conclusion of negotiations between Canada and the United States to effect the Free Trade Agreement (FTA). The Agreement is certainly the most complex bilateral legal instrument negotiated by Canada, and it is the most definitive negotiated under the aegis of Article XXIV(5) of the GATT. It contains a well-balanced regime to liberalize bilateral trade and, in addition to tariffs, it addresses sensitive areas such as investment, government procurement, financial services and other services in general. It also creates new machinery to settle disputes arising under the Agreement (Chapter 18), including a substitute system for judicial review of final determinations in domestic countervail and antidumping

proceedings (Chapter 19). The high-level negotiations on FTA were terminated at the end of December and, subject to domestic approval on both sides, the FTA is to enter into force on January 1, 1989. (See also Chapter 4 "United States.")

During the past year the most recent set of complex multilateral trade negotiations (the "Uruguay Round" of MTN) began. The Uruguay Round will result in many changes in the substantive and procedural aspects of the GATT system of international trade rules.

Intellectual property

A negotiating group of the GATT (MTN) began its work on the trade-related aspects of intellectual property rights. The mandate of the group is to clarify GATT provisions and to elaborate new rules to ensure effective protection of intellectual property rights, and to ensure that measures and procedures to enforce these rights do not become barriers to legitimate trade. In addition, the group is requested to develop a multilateral framework of principles and rules dealing with trade in counterfeit goods. Meanwhile, the World Intellectual Property Organization (WIPO) has produced a draft model law against counterfeiting and piracy. It is likely that a diplomatic conference will be convened under the auspices of WIPO, before the end of 1989, to draft a convention on intellectual property protection for integrated circuits (see also Chapter 1).

International Tin Council litigation

It will be recalled that, following cessation of the buffer stock operations of the International Tin Council (ITC) and the consequent collapse of the tin market in 1985, various creditors of the ITC decided to make their claims directly against the member states of the ITC as well as against the ITC itself. In a series of judgments, the Court of Appeal of the United Kingdom recently confirmed prior judgments upholding the fundamental legal principle that member states of an international organization having a legal personality distinct from that of its members, are not liable for the debts of the organization. The matter is now likely to be submitted to the House of Lords.

A Canadian creditor has undertaken legal proceedings against the Government of Canada in the Supreme Court of Ontario. The action was dismissed for want of jurisdiction. This judgment was recently confirmed by the Ontario Court of Appeal and the plaintiff has since appealed to the Supreme Court of Canada.

Space law

Discussions on the use of nuclear power sources in outer space continued in March 1988 in the Legal Subcommittee of the UN Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, on the basis of a Canadian working paper. A consensus was reached on a new draft principle having to do with the applicability of international law. Detailed discussions paved the way for amendments to the other draft principles proposed by Canada, laying the groundwork for new agreements in 1989.

After two years of difficult negotiations, the Legal Subcommittee also agreed to include the following point on its agenda: "Consideration of the legal aspects related to the

application of the principle that the exploration and utilization of outer space should be carried out for the benefit and in the interests of all states, taking into particular account the needs of developing countries." This text reflected essentially the concerns of the developing countries, but Canada and certain member countries of the European Space Agency consented to it only after obtaining assurance that the Legal Subcommittee would, in the future, deal with the legal aspects of the development, exploration and use of outer space in the context of its general debate.

Space station

After nearly two years of intense negotiations, representatives of Canada, the United States, Japan and a dozen state members of the European Space Agency were finishing in the spring of 1988 an Intergovernmental Agreement and a related instrument on the principles governing the development, construction, placing into orbit and operation of a permanently staffed space station. The partner states developed practical rules tailored for the circumstances that, while taking into account international law, permit the application of substantive national law in criminal, civil and administrative matters. One of the major challenges to the negotiators was to draw the fine line between public and private international law and to decide the extent to which national laws may find their application on board the space station. This project will contribute appreciably to the development of the rules of international law applicable not only to outer space as a whole but also to the relationship between activities taking place on earth and those taking place on board a space object.

Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer

In September 1987 Canada was host for a diplomatic conference in Montreal on a control protocol to the 1985 Vienna Convention for the Protection of the Ozone Layer. On September 16, Canada, together with 23 other states and the European Economic Community, signed the Montreal Protocol on Substances that Deplete the Ozone Layer. The signatories thereby committed themselves to freeze and then reduce by 50 per cent by 1999 the production and consumption of chlorofluorocarbons and other ozone-depleting substances. These chemicals are destroying the earth's ozone layer — a protective screen against the sun's harmful ultraviolet rays. Canada will ratify the Protocol as soon as the implementing legislation, the Canadian Environmental Protection Act (Bill C-74) has been proclaimed.

Humanitarian law

On March 14, 1988, Canada announced its intention to ratify the Additional Protocols of 1977 to the Geneva Conventions of 1949 on the Law Applicable in Time of Armed Conflict. Protocol I, applicable to international armed conflicts, and Protocol II, applicable to internal armed conflicts, represent major advances in humanitarian law by extending the application of their protections to civilian and military persons not formerly covered by the Geneva Conventions, by codifying important elements of customary law and by introducing new rules limiting the

nature and scope of military operations. The decision to ratify the Additional Protocols reflects Canada's traditional support for humanitarian principles and its desire to afford Canadians the greatest possible protection in the event of armed conflict.

Counterterrorism

As a result of a Canadian proposal made in 1986 in the International Civil Aviation Organization (ICAO), a Diplomatic Conference was held in Montreal February 9 to 24, 1988, to adopt a new international instrument for the suppression of terrorist acts at airports. Monique Vézina, then Minister of State (Transport), gave the first national statement at the Conference and a Legal Bureau official was elected President of the Conference. The Conference adopted by consensus the Protocol for the Suppression of Unlawful Acts of Violence at Airports Serving International Civil Aviation, Supplementary to the Convention for the Suppression of Unlawful Acts Against the Safety of Civil Aviation, done at Montreal on September 23, 1971. Like the Convention, which applies to aircraft, the Protocol seeks to ensure that the perpetrators of the offences it creates will in all cases be punished, either in the state where they are found or in the state to which they are extradited. Its adoption by consensus makes it the first instrument concerning the protection of international civil aviation to be adopted without a vote. It is expected that the Protocol will quickly enter into force and, in time, will attract as much participation as the Convention, to which 137 states were parties by March 31, 1988.

A Diplomatic Conference was held in Rome March 1 to 10, 1988, on the basis of drafts prepared by a special committee of the International Maritime Organization, to adopt a convention and protocol on maritime security. A Legal Bureau official served as chairperson of the Committee of the Whole of the Conference. The Conference adopted by consensus the Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Maritime Navigation and the Protocol for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Fixed Platforms located on the Continental Shelf. The Convention and Protocol follow previous anti-terrorist instruments, such as the ICAO conventions and the 1979 Hostage Taking Convention, in requiring states to either prosecute or extradite perpetrators of the offences they create. By focusing on terrorist incidents at sea, they fill a gap that was exposed during the *Achille Lauro* affair in October 1985.

Privileges and immunities

Canada's international obligations pertaining to privileges and immunities are set forth in the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations and in several conventions concluded within international organizations. The Department is responsible for interpreting and applying, both in Canada and abroad, international obligations in Canada in relation to diplomatic and consular missions and international organizations.

During the year, the Department continued its efforts to see that the privileges and immunities were used not to the advantage of individuals, but to permit the efficient performance of the functions of diplomatic and consular missions and international organizations. Similarly, these

conventions grant reciprocal privileges and immunities to the diplomatic and consular missions of Canada abroad, and to its missions to international organizations. The Department expended considerable effort to ensure that foreign states fulfilled their international obligations toward Canada.

Orders in Council were adopted to grant temporarily certain privileges and immunities to the participants to 13 meetings of international organizations for which Canada was host in 1987, including the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver and the Francophone Summit in Quebec City.

The State Immunity Act, which came into force on July 15, 1982, sanctioned in Canadian law the principle by which states can be brought before the courts of Canada for their commercial activities. This Act coincides with the general international practice favouring the principle of the restrictive immunity of states. The Department is monitoring closely certain actions brought under the Act, taking into account Canada's international obligations toward the diplomatic and consular missions of foreign states on Canadian soil.

Treaty law

During the 1987 calendar year, Canada signed 42 bilateral agreements. In the course of the year, 19 bilateral agreements entered into force upon signature: 6 by ratification and 10 by the exchange of notifications. Canada also took action to terminate seven bilateral agreements. Details are given in Appendix II.

In 1987, Canada signed or took other measures in relation to 15 multilateral agreements. Seven multilateral conventions entered into force for Canada, including the Vienna Convention on the Physical Protection of Nuclear Materials, the Convention on Psychotropic Substances and the United Nations Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment. Details are given in Appendix III.

The high point of the year was the successful conclusion of the negotiations for a free trade agreement between Canada and the United States. The Free Trade Agreement was signed by Prime Minister Mulroney in Ottawa on December 22, 1987, and on January 2, 1988. President Reagan signed the Agreement in Washington on December 23, 1987, and in Palm Springs on January 2, 1988.



The basic framework for communications and culture in 1987/88 continued to be the use of communications in Canada and public communications and cultural diplomacy abroad to:

- increase awareness and understanding among Canadians of Canada's role in the world and of the relevance of international affairs to their security and prosperity;
- promote Canada in the world and support the achievement of its foreign policy and international trade objectives; and
- enable the Canadian government, individuals and organizations to pursue their international interests more effectively.

Within this framework three broad themes were pursued in the development and carrying out of specific communications and cultural activities. These were the "relentless internationalisation of the national agenda" and the government's response of "constructive internationalism"; a sharpening of the corporate identity of the Department of External Affairs in the context of the government's desire for a fuller collaboration between it and the public in the conduct of Canada's international relations; and further integration of communications and culture as a strategic factor into policy development and program execution. The following sections outline the ways in which these themes were translated into concrete action during the year.

Media relations

The Media Relations Office, through continuing contact with news and media organizations in Canada, provides the public with the Canadian perspective on foreign political, economic and trade developments and their impact on national security and prosperity. By providing information on all aspects of Canadian foreign policy and trade issues, it encourages media and public interest in Canada's role within the international community. To this end, it maintains a continuing working relationship with the Parliamentary Press Gallery in Ottawa and with local media representatives across Canada. As the departmental focal point for contacts with Canadian journalists and foreign correspondents based in Canada, it actively participates in the Department's planning of media-related activities and the development of communications strategies on a wide range of foreign policy and trade issues.

To assist the Secretary of State for External Affairs, the Minister for International Trade and the Minister for External Relations and International Development in furthering the government's foreign policy agenda, the Media Relations Office arranges media briefings, interviews, editorial board meetings, photo opportunities and press conferences. By

monitoring the print and electronic media, the Office keeps the ministers' offices and departmental officials apprised of current media preoccupations and issues. It distributes annually an average of 2 500 transcripts of news programs for use within the Department and provides a daily telegraphic news summary to all missions abroad to keep them informed of major events in Canada.

As the host of several high-level international meetings including the Francophone Summit and the Commonwealth Heads of Government Meeting, Canada received much worldwide media attention during the year under review. The Media Relations Office worked closely with other government departments in planning media arrangements for these international conferences. When the Prime Minister or any of the three External Affairs ministers travelled abroad on official visits, journalists were provided with relevant economic and political data to place each visit in its foreign policy context. Media representatives were encouraged, when warranted, to accompany the ministers on their visits in order to secure effective media coverage. The Office makes all press arrangements for visits to Canada by heads of state, heads of government and foreign and trade ministers.

Some 400 ministerial and departmental news releases and 100 speech texts were provided to media outlets and key groups across Canada during the year.

Domestic communications

The Domestic Communications Division informs Canadians about Canada's position on foreign policy issues and seeks to ensure that the Department is sensitive to the foreign policy attitudes of Canadians. It is responsible for ensuring that the Department's public communications priorities are reflected in its policy development.

A number of projects were undertaken during the year to increase Canadian interest in the Commonwealth and Francophone summits, chief among them an education kit distributed to Canadian schools.

Volume II of the *Canadian Anti-Apartheid Register* was produced during the year. Some 5 000 Canadian individuals and groups took advantage of the opportunity provided by the Register to express their views on South Africa, indicate the measures they had taken to encourage South Africa to dismantle *apartheid*, and affirm their solidarity with the disenfranchised majority in that nation. Volume II of the Register was presented to the United Nations Secretary-General, Javier Perez De Cuellar, by Mr. Clark in September.

A national campaign was directed at making Canadians more aware of the dangers of travelling abroad with drugs or in the company of those possessing drugs.

To make the Department more accessible to Canadians and to involve them more closely in the development of foreign policy, the Division prepared feature articles and radio clips for regional media, carried on a speakers' program focused on the Department and on the government's foreign policy priorities, co-operated with ethnic groups' media and multicultural organizations, and developed information material — both print and audio-visual — on foreign policy issues and on the Department itself.

Some 235 briefings were organized for 50 departmental officers to be given to Canadian universities, media outlets, service clubs and non-governmental organizations. Visits were arranged for 15 Canadian journalists and 16 Canadian academics to multilateral institutions in Europe; 225 students received assistance to participate in UN model assemblies and 10 to participate in the UN Summer Graduate Internship program. Assistance was also provided to six universities and organizations sponsoring Canadian foreign policy conferences in Canada.

During the year some 11 600 telephone and 1 400 written requests for information on international affairs and the Department were handled. Over 25 000 publications were mailed out in response to requests.

Information programs abroad

The External Communications Division continued to promote an image of Canada abroad as a modern, distinct, bilingual and multicultural society that is economically and technologically advanced. This was done through communications management of major foreign policy issues and events, and through production and acquisition of information materials (publications, films and videos, exhibits) for distribution abroad.

The major communications strategy was to promote abroad the 1988 Calgary Winter Olympic Games. Two films and some 25 video shorts for international broadcast were produced. Generous editing rights and creative production techniques facilitated multilingual transmission at low cost. Novel distribution strategies ensured access by CTV-Host Broadcaster, international television networks and local stations, airline inflight programmers, and Canadian missions abroad. In addition, several Olympics promotional films were translated and distributed abroad. Canadian missions reported wide usage of these materials by international broadcasters. Taking advantage of the presence of leading Canadian artists and performers at the Calgary Olympic Arts Festival, filming was begun for a video stressing what is new, unique and different about Canadian performing and visual arts.

Communications advice and support was provided in connection with Joe Clark's visit to Africa in February 1988; the defence of the Canadian fur trade and for the Response to the Malouf Report on Seals and the Sealing Industry in Canada; the announcement of Canada's New Sealing Policy; and a strategy to counter South African propaganda and censorship.

Four issues of the Department's "flagship" magazine *Canada Reports* were produced in a new full-colour, 28-page quarterly format. Themes covered included summitry (Francophonie, Commonwealth and Economic), multiculturalism, Calgary Olympics, and Canada in Space. In addition to English and French versions, a Spanish

version — *Reportaje Canadá* — was produced for some 50 000 targeted international recipients.

A review of the Department's film and video collection abroad led to the introduction of a new policy for acquisition and distribution of films and videos abroad. Under the travelling exhibits program, 62 exhibits depicting various aspects of Canadian life toured 31 countries.

Three new titles were added to the Department's publications for targeted audiences: *Transportation Technology* and *Agricultural Technology* (Canadian Experience Series on science and technology); and *The Inuit of Canada* (Reference Series).

As part of the Department's foreign visits program, seven working visits were sponsored during the year. More than 70 foreign journalists, academics, politicians and government officials were escorted across Canada for meetings with political, business, academic and cultural leaders; themes included summitry, Canada-U.S. free trade, the Meech Lake Accord and the Calgary Olympics.

The External Communications Division continued liaison with Radio Canada International (RCI), and consultations were held with RCI regarding its negotiations with Radio Japan and Radio Beijing for bilateral transmitter-time exchange agreements.

Trade communications

The Trade Communications Bureau seeks to make Canadians aware of the vital importance of international trade and to understand national trade policies. It publicizes the availability of the Department's trade and investment development programs, services and related publications.

Several communications projects for the Economic Summit in Toronto were begun. Communications strategies were formulated to support a diversity of other events, including the Ministerial Meeting of the Cairns Group of Agricultural Exporters, the expansion of the Technology Inflow Program, and new initiatives to increase exporters' interest in market opportunities in Hong Kong and the Middle East.

National circulation of *CanadExport*, the Bureau's twice-monthly international-trade newsletter, rose to 30 000 from 27 000 the previous year. *CanadExport* kept readers posted on sales opportunities abroad, foreign market trends, forthcoming trade fairs and missions, and developments in trade policy, programs and services.

Info Export, the Department's export trade information centre, handled up to 150 requests for information per week. It is located in the lobby of the Department's headquarters in the Lester B. Pearson Building at 125 Sussex Drive, Ottawa, and has a toll-free telephone number (1-800-267-8376) for callers from anywhere in Canada. Info Export either gives clients immediate answers to their exporting queries or puts them in touch with experts who can.

Portable exhibits were presented at nine Canadian trade shows and conferences — including the Canadian High Technology Show, Transtech International and the Canadian Exporters' Association Annual Conference. Over 10 600 business people approached exhibit personnel for export information. The Speakers Desk arranged for departmental specialists to address business groups, universities and trade associations. Trade officers spoke on such topics as

Problems Encountered in Exporting, Careers in the Foreign Service, International Marketing and Financing, Trade with Asia-Pacific and Exporting to the Middle East.

Two trade publications for exporters were produced: *So You Want to Export?*, a "how-to" book, and *Canadian Trade Representatives Abroad*, a directory of personnel at Canadian missions abroad with trade, investment and tourism responsibilities. There are now 203 departmental trade publications for domestic distribution, and 31 for overseas audiences.

The departmental advertising budget of \$1.4 million for the year was devoted to trade-related messages to heighten awareness in the business community of events such as Export Marketplace. Other campaigns such as Canada Export Trade Month featured the programs and services available to exporters. Several overseas advertising pilot projects, including one aimed at markets for Canadian goods in Zimbabwe and Kenya, were commenced and will continue in the forthcoming year.

International expositions

The Department, through the International Expositions Division, is responsible for co-ordinating and managing Canada's participation in world expositions abroad and for the promotion of world expositions held in Canada (e.g., EXPO 86, Vancouver). It also represents Canada at the Paris-based Bureau International des Expositions (BIE), the regulatory body for world expositions.

A major activity during the year was the organization of Canada's participation in EXPO 88 in Brisbane, Australia. Participation in this specialized world exposition, being held from April 30 to October 30, 1988, is Canada's principal contribution to Australia's bicentennial celebrations. A 2 800 m² Canada Pavilion was designed to reflect the EXPO 88 theme, "Leisure in the Age of Technology." The pavilion, through films, exhibits and interactive displays, explores trends in Canadian leisure activities and the impact on them of technological advances under a sub-theme, "Leisure — Seasons of Adventure." British Columbia agreed to design and operate an interactive theatre within the Canada Pavilion and the Government of the Northwest Territories agreed to erect an Inuit Inukshuk sculpture at the exit. Rick Hansen was appointed as Canada's Commissioner General, and he launched an Australia-wide campaign to promote awareness of Canada at EXPO 88. The cost of the Canadian participation at Brisbane is approximately \$9 million.

Amendments to the 1928 BIE Convention were pressed by Canada in order to make world expositions so exceptional, compelling and well-organized as to ensure enthusiastic participation of the highest quality.

Canada was invited to participate in EXPO 92 at Seville, Spain. This multi-billion-dollar exposition is the successor to EXPO 70 Osaka and will be the last universal category exposition of this century.

Library services

The library serves a broad clientele from External Affairs, other federal government departments, private industry, financial institutions, provincial governments, and the academic world. It borrows from and lends books to other

government, university, industrial and large public libraries under the interlibrary loan agreement.

In addition to the library's annual publication *Canada's Bilateral Relations*, it also published *Canadian Cultural Industries: A Bibliography*, and *Canada-United States Free Trade: A Bibliography*, third edition.

In conjunction with the International Trade Relations Group the library compiled and produced *Canada's Trade Statistics*, now in its second edition.

An important library function is to provide support services for missions; the library in Mexico, the Department's largest reference collection in Latin America, and the library in Washington received special attention during the year. A library staff visit to the two large reference collections in Europe, Canada House Library in London and the Cultural Centre Library in Paris, established guidelines for the function and space of their current programs and for future development.

International cultural relations

The cultural dimension of foreign relations colours the attitudes of nations to each other. It influences the environment within which political and economic decisions are made. The challenge presented by this aspect of foreign relations furnishes the essential mandate for international cultural relations as a foreign policy program.

Projecting abroad Canada's national character through the expression of a broad range of human accomplishments, international cultural relations programs encompass the arts (performing arts, visual arts, literature and publishing, sound recording, films and video), academic relations (Canadian Studies, scholarships, conferences), sport (related tours and promotional activity abroad), and exchanges of cultural personalities and young men and women between the ages of 18 and 30 for periods of up to a year in duration. Together they contribute to a view of Canada as a dynamic, distinct nation. They seek to clarify Canada as a reliable source for goods and services and as a destination for tourism and investment.

Emphasis during the year was to translate departmental priorities into cultural relations action plans tailored to specific regions and countries. Canadian cultural manifestations were well received in Japan, China and India, and efforts will continue to increase cultural activities in Pacific Rim countries, as well as in the United States and Latin America. These priorities will be advanced while maintaining the level of activity in Western Europe.

Cultural policy

Support for Canada's cultural industries has been increasingly integrated into departmental project planning. The commercial promotion of cultural products, such as art, books, records and films is an important aspect of the Department's cultural policy and their effective export promotion serves to increase the economic vitality of Canada's cultural industries and contributes to the dissemination of Canadian culture. An improved cultural data base has been developed in co-operation with other departments and the private sector to support these promotional activities abroad. A review of export promotion of cultural products was undertaken with

Communications Canada to determine if additional measures are required.

International sports relations

Following a decision by Cabinet, Mr. Clark announced in October a new departmental program in international sport relations. The announcement provided a fresh recognition of and emphasis on sport as an instrument of foreign policy. The timing was propitious: Canada, after Calgary, is seeking the 1994 Commonwealth Games for Victoria and the 1996 Summer Olympics for Toronto. The program's major components are to provide missions with advance information and promotional tools related to team and athlete travel; to derive maximum benefit from Canadian participation in events such as the Calgary Olympics; to extend existing sport tours to reach areas of the world important to Canadian foreign and trade policy, and to provide sports development assistance to selected Third World partners.

In 1987/88 the advance information component was initiated. Canada's national soccer team was assisted in its successful tour of Central and South America. Sprinter Ben Johnson and Carolyn Waldo (the world champion synchronized swimmer) participated in Canada Week celebrations in Seoul.

International exchanges

The International Exchange Program provides participants with an opportunity to study and gain working experience abroad. The Program serves to ensure that bilateral and multilateral exchanges, often carried out by non-governmental organizations, reinforce and evolve with foreign policy priorities. It also recognizes the increasing importance of exchanges of youth and of cultural personalities to relations with countries important to Canada. A policy of reciprocity ensures that incoming foreign participants do not take more jobs than are available for the outgoing Canadians. An estimated 16 000 students and young workers acquired international work experience in 70 countries during the year.

During the past year assistance was provided to non-governmental organizations such as the International Association for Students of Economics and Commerce and International Association for Exchange of Students for Technical Experience to expand youth exchange opportunities with the Asia and Pacific region.

In addition, the visits of 46 foreign cultural personalities to Canada and 79 Canadian personalities abroad were sponsored by the International Exchange Program in 1987. These activities helped artists and academics establish closer co-operation with counterparts around the world. A special element of the exchange of cultural personalities is the Banque de missions based on bilateral agreements with France, Belgium, Italy and the Netherlands. Under these agreements the cost of a visit by a cultural personality is shared between the host country and the receiving nation.

Arts promotion

Creation of a better balance was continued between arts promotion activities in Western Europe and in other areas of importance for Canadian foreign policy, particularly the

United States, the Pacific Rim and selected countries of Africa, the Middle East and Latin America. Professional Canadian artists in various disciplines — the performing arts, visual arts, film and literature — received grants, which helped to sponsor close to 350 projects. Following negotiation of the resumption of official cultural exchanges with the U.S.S.R., a Canadian delegation on performing arts went to that country and a Soviet delegation then visited Canada.

Successful events included the triumphant emergence of Montreal's Cirque du Soleil on the international scene. The Royal Winnipeg Ballet with the brilliant performance of Evelyn Hart and of her colleagues completed a successful tour of six countries in the Far East. The Montreal Symphony Orchestra continued to achieve success in a 15-city tour of Europe from East and West Berlin to Madrid, Paris and London. Many theatre festivals are requesting performances by Robert Lepage and the Carbone 14 Company, directed by Gilles Maheu.

Through government assistance to Canadian impresarios and directors of cultural institutions to travel overseas, opportunities abroad for Canadian artists were enlarged. Tours of Canada by foreign festival directors and arts critics also stimulated invitations, contracts and articles on Canadian arts in the foreign press. Support was given to many Canadian commercial and diplomatic events overseas by adding a cultural dimension.

In the visual arts, support was provided for a balanced exhibition program abroad of works by traditional, contemporary, native and avant garde artists. The Winnipeg Art Gallery organized participation at the Sao Paulo Biennale of six Canadian artists: Kim Adams, Eleanor Band, Roland Brener, Geneviève Cadieux, Wyn Geleynse and Barbara Steinman. Canada was also represented through participation of commercial galleries at the Chicago, Cologne and Los Angeles fairs. Cassel "Documenta" in Germany invited Canadian artists such as Jeff Wall, Robin Collyer, Liz Major, Ian Carr-Harris, David Rabinovitch, George Trakas and Krzysztof Wodiczko. A Michael Snow film retrospective was shown in Tokyo and Kyoto, and a Canadian presence was assured at the Video Art Festival of Fukui in Japan.

A number of authors and publishers received grants to enable them to promote a better knowledge of Canadian literature abroad through readings, lecture tours, residencies, book launches, literary festivals and international book fairs. Following a visit of seven Canadian publishers in China, four Chinese publishers came to Canada to explore market potential for textbooks and literary exchanges. Two agents and a publisher came from Japan to meet Canadian publishers with a view to purchasing rights and licences for Canadian titles. Canadian authors, critics and academics participated in a major conference organized by the University of Rome on the work of Northrop Frye. Support to the Canada Council translation program provided assistance with foreign editors to translate and publish 57 Canadian works.

Under a program administered by the Canada Council for the Department, leading foreign artists in all of the arts disciplines and representing 18 countries came to Canada to give workshops and master classes in local institutions.

The Arts Promotion Program also delegated funds for Canadian cultural activities to missions in London, Paris, Rome, New York, Washington, Bonn, Brussels and Tokyo, each of which initiated its own local cultural projects.

Canadian Studies abroad

The Department's Academic Relations Program supported Canadian Studies by academics at more than 800 universities in 29 countries through grants for individual scholars, graduate students, Canadian Studies centres and programs, curriculum development, and through the Library Support Program. In keeping with current foreign policy priorities, programs of assistance were introduced in China, India, Korea and five Latin American countries, while programming was expanded in Western Europe and the United States.

The International Council for Canadian Studies (ICCS), comprising 13 foreign associations representing more than 3 000 academics and also the (Canadian) Association for Canadian Studies, held its biennial conference at McMaster University in conjunction with the May 1987 meetings of the Learned Societies of Canada. At the conference the prestigious annual Northern Telecom International Canadian Studies Award, consisting of a gold medal and \$10 000 was presented to Professor Seymour Martin Lipset, a major figure in the social science community, for "an invaluable contribution to the study of Canadian society"; the Northern Telecom Five Continents Award for Canadian Studies, consisting of a silver medal and \$5 000 went to Professor Cedric R.P. May of the University of Birmingham, U.K., for his contribution in "enlarging international awareness of the history and culture of French

Canada to audiences outside Canada."

In addition to establishing a professional secretariat in Ottawa, ICCS assumed administrative responsibility for 26 of the Department's programs of support for Canadian Studies. The Shastri Indo-Canadian Institute assumed similar responsibility for four programs introduced in India.

Publishing abroad about Canada continued to flourish. The National Library is involved with ICCS in a joint project to identify, collect and provide access to the materials about Canada produced by foreign academics, Canadian Studies centres and Canadian Studies associations.

An academic exchange program with the People's Republic of China provides for 12 Chinese students to study in Canada, and for an equal number of Canadians to live and study in China.

Government of Canada Awards

Government of Canada Awards (scholarships) were made available to foreign nationals of 20 countries at the graduate and post-graduate levels during the year. Similar awards are offered to Canadians by other countries in this reciprocal program.

Historical affairs

The manuscript of Volume 10 of *Documents on Canadian External Relations* (1944-45, Part 1) was completed, for publication in 1988. Work continued on several other volumes in this series and on the official history of the Department, dealing with the years 1909-1968. Assistance was given to researchers working on the history of Canadian external relations.



Policy development

The Policy Development Bureau comprises a Political and Strategic Analysis Division and an Economic and Trade Analysis Division which, through the Director General, are responsible to senior management for providing advice on the overall direction of Canadian foreign policy, and for handling particular issue-areas that require co-ordination among a number of bureaus. Analysis is carried out on a wide range of trade, economic and political issues. The Bureau is responsible for co-ordinating Canada's contribution to political issues at economic summits, and for assisting the departmental units responsible for the Commonwealth and La Francophonie in preparing Canada's contribution to the political agenda of the summit meetings of those organizations. Speeches by ministers or senior departmental officials on overall foreign policy themes are often prepared by the Bureau. Consultations on broad international trends are held with the policy units of other countries as opportunities permit.

Major activities during the year involved co-ordinating the government's impact assessments of the Canada-U.S. Free Trade Agreement, organizing a series of seminars for the Department's senior management on future foreign policy challenges, and providing input into the political agenda of the Venice Economic Summit, the Quebec Summit of Francophone countries, and the Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver. The Bureau was also engaged in a wide range of other activities, including preparation of statements for the Prime Minister; speeches for the Secretary of State for External Affairs, the Minister of International Trade and the Under-Secretary of State for External Affairs; policy planning consultations with a number of countries; and speaking engagements across Canada. The Bureau was host for the annual three-day meeting of policy planners from NATO governments held in Jasper in early February.

Departmental management

The Corporate Management Bureau co-ordinated senior management's plans and objectives to bring resource allocation into line with government priorities in the context of fiscal restraint and downsizing.

During the year the Bureau's Resource Management Division sustained the momentum of the Long Range Management Plan. The following elements of the Plan were completed: a series of span of control reviews (i.e., to decrease the number of managers relative to staff supervised), a global mission closures-reductions exercise, and a comprehensive review of grants and contributions. Funding for the initial

development of COSICS was obtained from Treasury Board.

The resource allocation process was carried out under the most difficult circumstances to date: the Department is required to give up 262 person-years and \$15 million over four years as part of the government-wide downsizing exercise. A continuing effort was made to simplify the annual mission and headquarters planning cycle requirements.

Several reviews were undertaken to assess resource use and requirements, as well as to identify the potential for resource reallocation within the Department. Major assessments were completed in Hong Kong, Beijing, Shanghai, Bangkok, Mexico, Caracas, Port of Spain and Kingston. Although some resources were reallocated from these missions, the general conclusion reached was that most are essential to the conduct of Canada's international relations and programs abroad. Evaluations were conducted on the privatization of the Tourism Program, the Technology Inflow Program, Fairs and Missions, and the Commercial and Economic Communications Services.

In the past year, internal audits of the Department's Immigration and Administration programs were carried out at 21 missions in Europe, South Pacific, Asia and the Middle East. In addition, seven functional internal audits were conducted at headquarters.

The Cabinet Liaison and Co-ordination Secretariat provided the departmental focal point for activities pertaining to the Cabinet system, including briefings for the Department's three ministers, preparation of Cabinet documents, and liaison with other departments and agencies on related trade and foreign policy matters. The Secretariat also provided a departmental point of contact with parliamentary committees and individual MPs, co-ordinating their requests for information and assistance and at times providing funds for familiarization travel. It also managed the international conference allotment and co-ordinated ministerial travel abroad.

Finance, administrative services, budget

The Bureau of Finance and Headquarters Administrative Services is responsible for all aspects of financial administration: financial planning and analysis; accounting, commitment control and other financial services; provision of a comprehensive advisory, control and reporting function for service contracts; headquarters accommodation services; and headquarters inventory data and materiel support. During the year the Bureau developed and implemented a new departmental financial management information system. Its objective is to streamline the capture of financial transactions and provide comprehensive financial information for all levels of users both in headquarters and around the world. A prime function

of the Bureau is to report on the budgetary operations of the Department. These are set out below.

Budget

Departmental expenditures for the fiscal year 1987/88 totalled approximately \$931.4 million. This included operating and capital expenditures, grants and contributions and other transfer payments in connection with the Canadian Interests Abroad Program and the World Exhibitions Program.

Operating and maintenance expenditures of approximately \$661.8 million were incurred for the management and co-ordination of operations at headquarters and at missions abroad and included salaries, wages and other personnel costs, property rentals abroad, travel, communications and costs for the conduct of foreign operations.

Capital expenditures of approximately \$102.7 million include \$36.8 million for the purchase and replacement of vehicles, furnishings and equipment and \$65.9 million for the Long Range Capital Program (LRCP).

Expenditures of approximately \$166.9 million for grants, contributions and transfer payments were largely non-discretionary and arose from Canada's membership in such international organizations as the UN, NATO, OECD and the Commonwealth.

tion and all Crown-leased official residences and chanceries for the Department. Related services include provision of materiel assets, interior design and supervision of facilities maintenance for the Department's overseas operations and administration of the Department's collection of Canadian artworks for display at missions. The Bureau also implements the Department's Long Range Capital Program (LRCP), directed at increasing Crown ownership of properties (thereby also reducing rental costs).

The estimated value of the Department's real property inventory in 1987/88 was approximately \$4 billion. The Bureau's expenditures for the year totalled \$82.2 million, of which \$66.5 million was for construction and acquisition of real property under the LRCP (including the Washington Chancery).

Construction was completed of a new chancery in Kinshasa and continued on chanceries in Beijing and Washington. Design and construction of a new embassy in Tokyo, including commercial offices and 23 residential units, will begin in 1989. Several moves or expansions to leased chanceries and official residence acquisitions or moves were completed. Condominium chancery space was purchased in Lisbon as were staff quarters in Damascus, Hong Kong and New York. Disposal of nine Crown properties returned \$1.3 million to the Consolidated Revenue Fund.

Major maintenance and renovation projects were completed at the official residences in Accra, Lagos, Los Angeles and Madrid, and major repairs were implemented at MacDonald House in London. Interior design refurbishing projects were completed in Geneva, Moscow, San Francisco, London, Bonn, Rome, Lima, Accra, Jakarta, Lisbon, Düsseldorf and Stockholm.

The Department's submission on new standards for staff accommodation was approved by Treasury Board, with implementation to commence next year. Materiel valued over \$44 million was purchased and shipped for programs at headquarters and missions and the procurement tracking system was expanded to include fleet management data for the Department's 731 vehicles.

Information resource management

The Information Resource Management Bureau is responsible for the Department's information management services: global telecommunications, communications and technical security, computer systems design and development, records information services, office automation, word processing and administrative printing, and for implementation of the Canadian On-Line Secure Information and Communications System (COSICS) project.

Secure communications and courier services were provided during the year for prime ministerial and ministerial visits abroad, three royal visits to Canada and for the Francophone and Commonwealth summits. State-of-the-art telephone systems continue to be installed at missions. Following successful implementation of the Computer Assisted Immigration Processing System in Hong Kong, Treasury Board approval was granted to extend it globally. The second phase of the Automated File Management System was completed, permitting the automation of inventories, lists and the circulation of some 50 000 files and 500 000 volumes at headquarters.

Table 19
1987-1988 MAJOR BUDGET
EXPENDITURES BY ACTIVITY

(millions of dollars)

Canadian Interests Abroad Program	
Foreign policy, priorities and co-ordination	49.8
International trade development	55.2
International economic, trade and aid policy	43.2
Political and international security affairs	140.3
Legal, immigration and consular affairs	8.9
Communications and culture	30.8
Bilateral relations and operations	504.3
Passport	(1.7)
Operational support, human resource planning and administration	94.2
	<u>925.0</u>
World Exhibitions Program	
World exhibitions	<u>6.4</u>
TOTAL	931.4

Physical resources

The Physical Resources Bureau provides all Crown-owned accommodation through purchase or design and construc-

The telecommunications network was further developed with arrangements that allowed better service within existing budget levels. The new financial system, FINEX, was implemented at headquarters and at six missions. Savings by bulk mailings of various publications was achieved. New scheduling techniques permitted mail operations to cope with a 10 per cent volume increase.

The number of microcomputers in use increased to 1 145, while mini- and mainframe computer systems totalled twelve, six of which were at major missions. Records Information Management staff processed over 1.1 million records and responded to 32 000 requests for information. Mail operations handled 4.5 million items. Almost nine million telecommunications messages were processed, totalling more than one billion words. The printing plant generated over 60 million impressions.

Personnel

The Personnel Branch is a service-oriented unit responsible for the recruitment, assignment, remuneration and working conditions of employees. Its services vary according to whether personnel are part of the rotational foreign service, in which there are 2 896 employees, are non-rotational and work only in Canada (1 210 employees), or are among the 3 871 employees engaged locally at missions abroad. The Branch also administers a large secondment program with other government departments and agencies. In 1987/88, 317 employees from other government departments and agencies and the private sector were seconded into External Affairs, while 117 External Affairs employees were working in other departments or agencies or in the private sector.

A total of 998 transfers of foreign service personnel and their families to and from Canada, or from one mission to another, were effected during the year.

The Personnel Branch continued to carry out the government-wide policy of decreasing the size of the public service while minimizing the adverse consequences for employees. Simultaneously, it sought to recruit and retain members of target groups and young Canadians to increase their representation in all occupational categories.

Priority continued to be assigned to foreign language training to ensure that foreign service personnel possess the language skills required for their positions. Reciprocal arrangements allowing dependents of departmental employees serving abroad to obtain employment in the receiving state were negotiated with Brazil, the Federal Republic of Germany, France, Ghana and Morocco.

The personnel implications of the Canadian On-Line Secure Information and Communications System and of CIDA decentralization, the implementation of both of which are to commence in 1988/89, were the focus of considerable attention and planning. Health-related issues, among them smoking in the workplace, AIDS and the foreign service, and the establishment of Occupational Safety and Health Committees at missions abroad, also were prominent.

The Department implemented both a scheme for planned leave without pay for the Foreign Service Officer group and a revised policy on lengths of postings for employees serving abroad.

Protocol services and diplomatic, consular and other representatives in Canada

Canada has diplomatic relations with 145 countries. In Ottawa there are 77 resident embassies and 23 resident high commissions. Outside Canada there are 29 non-resident embassies and 16 non-resident high commissions accredited to this country. Other offices in Canada are the International Civil Aviation Organization with representatives from 50 countries, the Delegation of the Commission for the European Communities, the Inter-American Institute for Co-operation on Agriculture, the International Atomic Energy Agency, the International Labour Organization, the Northwest Atlantic Fisheries Organization, the Organization of Eastern Caribbean States, the International North Pacific Fisheries Commission, the United Nations Centre for Human Settlements, and the United Nations High Commissioner for Refugees.

During the year under review the Office of Protocol was responsible for maintaining liaison between the foreign missions and the RCMP concerning the physical protection of diplomatic and consular representatives and their premises. It also provided services and advice to all foreign missions in accordance with Canada's obligations under the Vienna Conventions, and other international agreements and Canadian laws and regulations. These included the accreditation arrangements for foreign heads of missions in Canada and Canadian heads of missions abroad. The Office is also responsible for the arrangement of the ceremonial events associated with visits of foreign heads of state to Canada.

Canada's international obligations pertaining to privileges and immunities are set forth in the Vienna Conventions on Diplomatic and Consular Relations and in several conventions concluded within international organizations. The Office of Protocol is responsible for interpreting and applying the international obligations in Canada in relation to diplomatic and consular missions and international organizations. The Office administers and monitors the privileges and immunities accorded to some 8 500 members of diplomatic and consular missions in Canada, including their dependents and domestic servants. During the year Protocol continued its efforts to see that the privileges and immunities were used not to the advantage of individuals, but to permit the efficient performance here of the functions of the diplomatic and consular missions and international organizations. Similarly, the conventions grant reciprocal privileges and immunities to the diplomatic and consular missions of Canada abroad, and to its missions to international organizations. The Department made considerable effort to ensure that foreign states fulfilled their international obligations toward Canada, and that the members of Canadian missions abroad were not less favourably treated than the members of foreign missions in Canada.

The Office of Protocol organized the logistic and administrative support for a large number of official visitors to Canada including heads of state, heads of government, ministers of foreign affairs and other personalities invited by the Canadian government. Aside from the large number of official visitors who came to Canada for the Francophone Summit in Quebec City, the Commonwealth meeting in Vancouver and the Winter Olympics in Calgary, official visitors to Canada during the year included Pope John

Paul II, President Reagan of the United States, the Agha Khan, Prince Takamado of Japan, President Mitterrand of France, His Majesty King Olav V of Norway, President Mikulic of Yugoslavia, King Carl XVI Gustaf and Queen Sylvia of Sweden, Prime Minister Chirac of France, Vice President Mercado of Nicaragua, Prime Minister Takeshita of Japan, and Premier Swan of Bermuda. The Office also organized the visits to Canada of foreign ministers from a wide range of other countries.

The Office of Protocol was responsible for arrangements for the visit of the Governor General to Barbados as well as her State Visit to France. It also organized the visits abroad by the Secretary of State for External Affairs: during the year under review Mr. Clark's overseas travel included visits to Belgium, Poland, Hungary, the German Democratic Republic, the Federal Republic of Germany, the United States, Africa, Central America and Asia. Similarly, trips abroad made by the Minister for International Trade and the Minister for External Relations and International Development to Africa, Europe, the United States and Asia received the support of the Office, as did visits to many destinations by other ministers or parliamentary secretaries representing ministers.

The Office also administered the Government Guest House in Ottawa and the hospitality centre at the L.B. Pearson building. During the 1987/88 fiscal year 11 964 guests were entertained in these facilities.

Federal-provincial co-ordination

The Department of External Affairs has a major role in co-ordinating the policies and activities of the federal and provincial governments in the international sphere. During the year, provincial governments continued to devote considerable resources to the promotion of their interests abroad, and received different forms of support from the Department. The four working units from two provinces established last year on a pilot basis within Canadian missions abroad are now fully operational. Work started on the updating of the 1978 agreement between Canada and Quebec for co-operation on immigration matters. Federal-provincial consultations were held during the year to ensure that provincial interests were considered in the formulation of international relations policies and that provincial authorities were kept informed of the federal government's position on issues of mutual interest. In addition, the Department's telecommunications network was available to the provinces, providing them rapid access to the diverse

services offered by Canada's diplomatic and consular missions abroad. The Department continued to transmit to the provinces reports, comments and research material, particularly of an economic and commercial nature, from Canadian missions abroad. The missions also maintained continuing contact with provincial offices located in their areas of responsibility.

The Department facilitated provincial participation in meetings of multilateral organizations such as WHO, ILO, OECD, the Council of Europe, the UN Commission on Human Rights, the Commonwealth and Francophone institutions. It also helped arrange visits abroad for provincial premiers and delegations and visits of foreign delegations to the provinces.

Security and intelligence

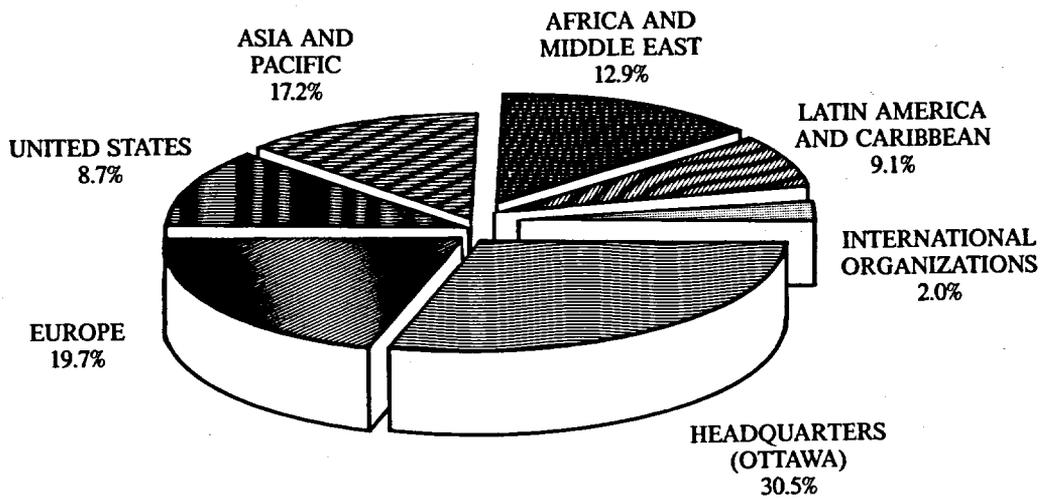
The Security Services Bureau is responsible for departmental security and the development and implementation of Canada's international counter-terrorism policy. The departmental security program includes the protection of employees and their dependents serving overseas, physical security at headquarters and missions abroad, and personnel security. The Bureau also provides policy co-ordination and guidance on the protection of foreign diplomats and internationally protected persons in Canada. The Operations Centre enables the Department to respond to crises in any part of the world on a 24-hour-a-day basis. The Bureau develops policy recommendations for the government on international co-operation against terrorism, and co-ordinates the conduct of Canada's bilateral and multilateral counter-terrorism relationships. During the year under review, two significant initiatives came to fruition. The International Civil Aviation Organization adopted a new protocol on the suppression of terrorist attacks at international airports, and Canada and the United States signed a declaration to formalize annual consultations on co-operative measures to combat international terrorism.

The Bureau of Foreign Intelligence collects, analyzes and disseminates intelligence relating to the capabilities, intentions and activities of foreign governments, organizations and individuals. Its role is to provide the government with timely, relevant and assessed information to help protect Canada's interests and facilitate the conduct of its external relations. The Bureau is organized into four divisions responsible for political intelligence, economic intelligence, intelligence services and interviews.

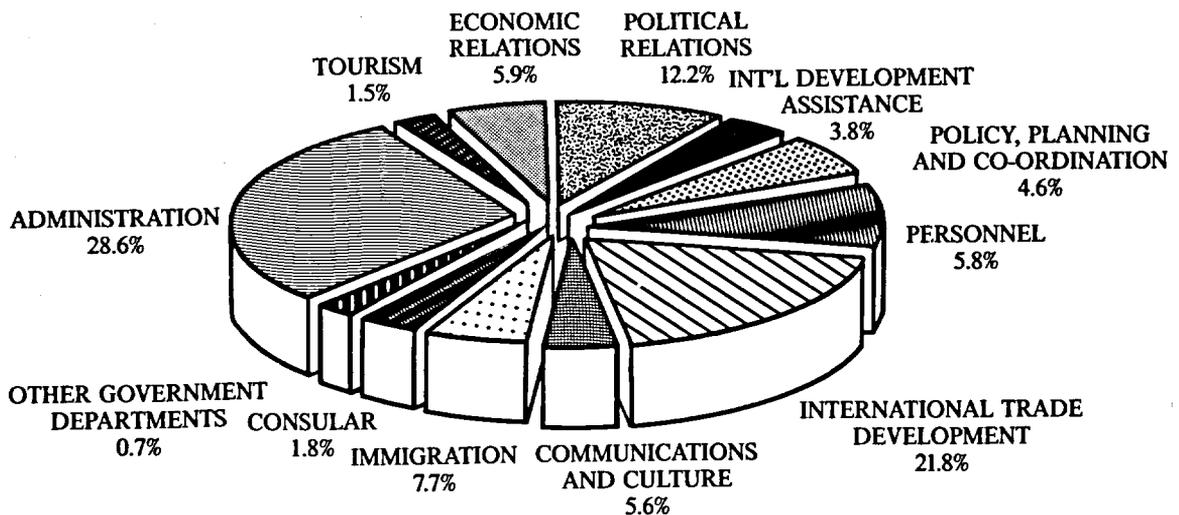
DEPLOYMENT OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS AND CANADIAN MISSIONS ABROAD

(Canada-based and locally engaged employees)

BY REGION



BY ACTIVITY

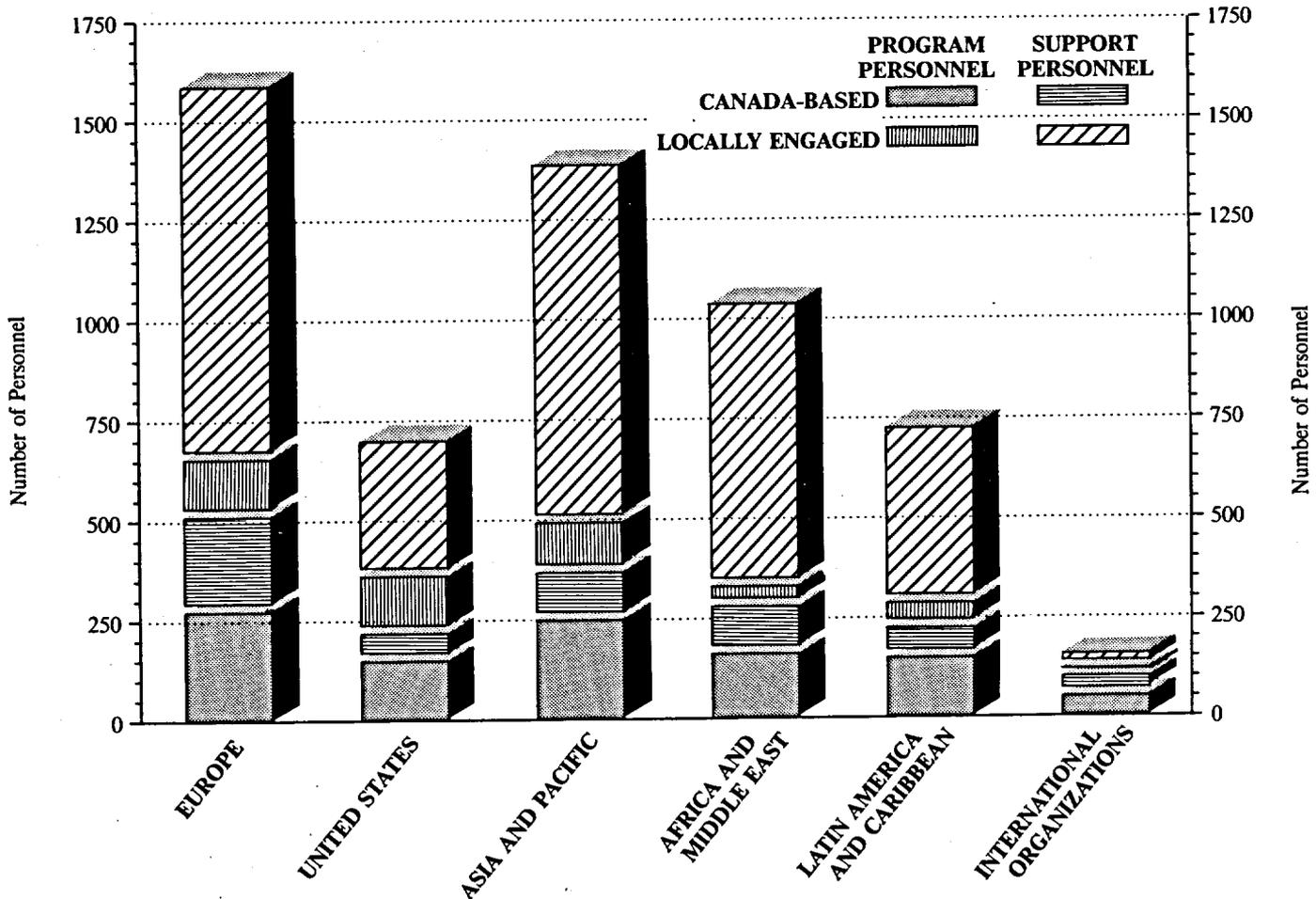


Does not include locally engaged support administrative personnel.

DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT CANADIAN MISSIONS ABROAD BY GEOGRAPHIC REGIONS

(Canada-based and locally engaged employees)

	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally engaged	Canada-based	Locally engaged
Europe	282	144	236	922
United States	149	146	67	338
Asia and Pacific	250	126	119	889
Africa and Middle East	174	48	118	700
Latin America and Caribbean	155	65	74	436
International organizations	56	12	49	55
TOTAL	1066	531	663	3340

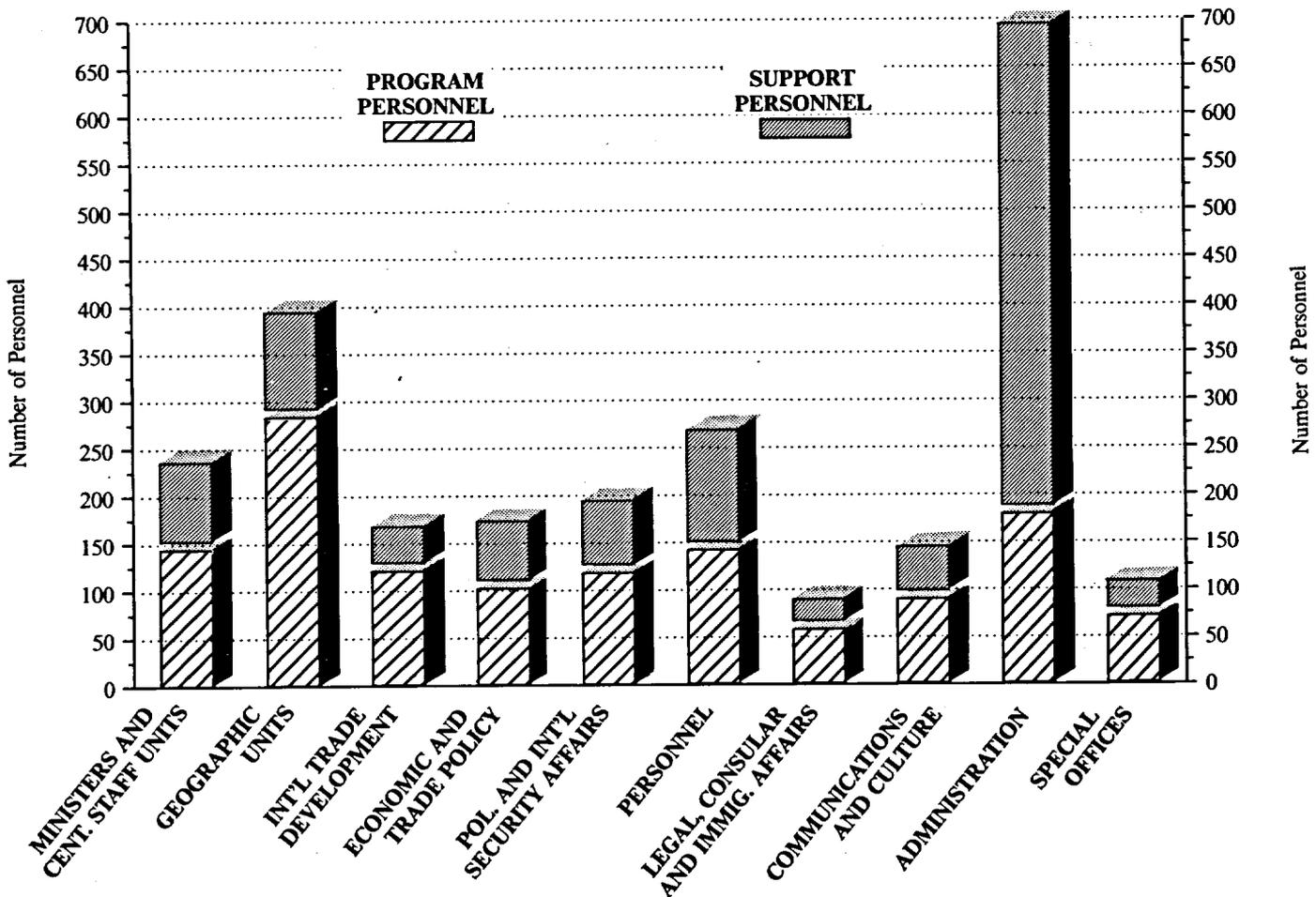


DISTRIBUTION OF PERSONNEL AT HEADQUARTERS BY ORGANIZATIONAL ACTIVITY

(Canada-based employees)

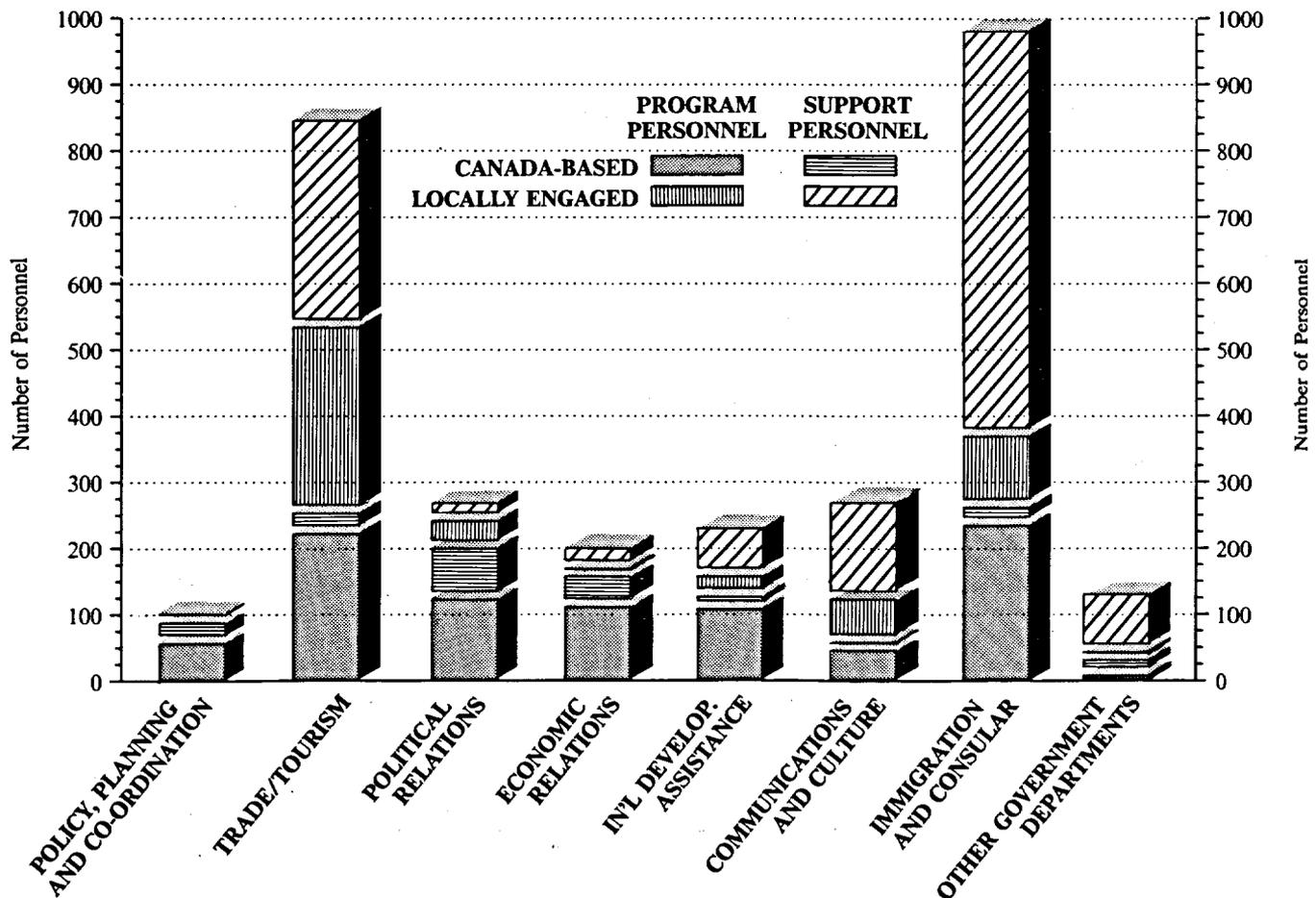
	Program personnel	Support personnel
Ministers and Central Staff Units	142	91
Geographic Units	285	110
International Trade Development	118	47
Economic and Trade Policy	102	70
Political and International Security Affairs	117	76
Personnel	138	128
Legal, Consular and Immigration Affairs	58	30
Communications and Culture	88	55
Administration	175	519
Special Offices*	70	35
TOTAL	1 293	1 161
GRAND TOTAL	2 454	

*Trade Negotiations and Summits Management Offices



**DEPLOYMENT OF PERSONNEL AT CANADIAN MISSIONS
ABROAD BY ACTIVITY**
(Canada-based and locally engaged employees)

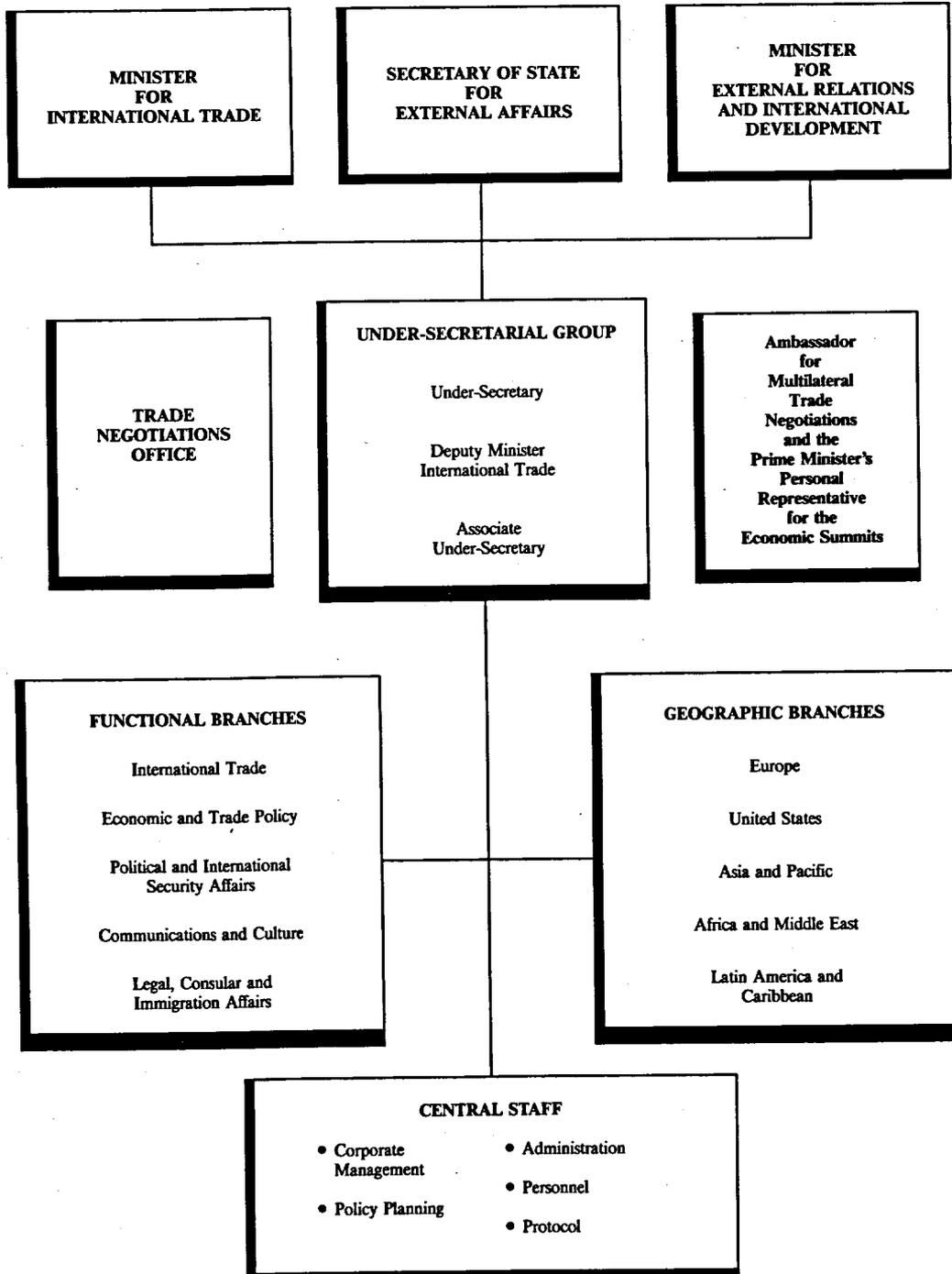
	Program personnel		Support personnel	
	Canada-based	Locally engaged	Canada-based	Locally engaged
Policy, planning and co-ordination	58.5	0.5	28.6	10.3
Trade and industrial development	210.5	230.8	28.4	272.2
Tourism	20.5	42.4	0.1	39.3
Political relations	128.5	12.7	75.0	25.6
Economic relations	110.7	15.5	47.0	29.5
International development assistance	111.6	30.1	17.3	73.4
Communications and culture	52.5	62.8	11.0	144.8
Immigration and social affairs	207.5	99.6	11.6	487.6
Consular affairs	39.1	10.9	14.9	116.2
Administration	121.3	20.3	405.6	2047.0
Other government departments	5.3	5.4	23.5	94.1
TOTAL	1066	531	663	3340
GRAND TOTAL			5600	



Does not include administration.



Appendix I
Department of External Affairs:
Organization chart





Appendix II
Bilateral international agreements
(calendar year 1987)

Algeria

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the People's Democratic Republic of Algeria constituting an Agreement to amend the Agreement of July 14, 1984, concerning Cinematographic Relations (with Rules of Procedure)

Ottawa, June 19, 1987
In force June 19, 1987

Anguilla

General Agreement between the Government of Canada and the Government of Anguilla on Development Co-operation

Anguilla, September 7, 1987

Antigua and Barbuda

General Agreement between the Government of Canada and the Government of Antigua and Barbuda on Development Co-operation

Antigua and Barbuda, June 19, 1987

Agreement between the Government of Canada and the Government of Antigua and Barbuda for the Training in Canada of Personnel of the Armed Forces of Antigua and Barbuda

Antigua, October 6, 1987
In force October 6, 1987

Agreement amending the General Agreement of June 19, 1987, between the Government of Canada and the Government of Antigua and Barbuda on Development Co-operation

Antigua and Barbuda, October 7, 1987

Argentina

Commercial Air Transport Agreement between the Government of Canada and the Government of the Argentine Republic

Buenos Aires, May 8, 1979
In force provisionally May 8, 1979
In force definitively February 6, 1987

Austria

Agreement on Social Security between Canada and the Republic of Austria

Vienna, February 24, 1987
In force November 1, 1987

Belgium

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Belgium

Brussels, May 10, 1984
In force January 1, 1987

Chile

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of the Republic of Chile constituting an Agreement concerning Investment Insurance

Santiago, March 26, 1987

China, People's Republic of

Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

Beijing, May 12, 1986
In force December 29, 1986
with effect from January 1, 1987

Agreement between the Government of Canada and the Government of the People's Republic of China on Co-production of Films (with Annex)

Beijing, February 23, 1987
In force February 23, 1987

Costa Rica

Agreement between the Government of Canada and the Government of Costa Rica in Respect of Investment Insurance

San Jose, November 27, 1987
In force November 27, 1987

Czechoslovakia

Agreement on Film and Video Co-productions between the Government of Canada and the Government of the Czechoslovak Socialist Republic

Ottawa, March 25, 1987

Dominica

General Agreement between the Government of Canada and the Government of the Commonwealth of Dominica on Development Co-operation

Roseau, September 25, 1987

European Space Agency

Exchange of Letters between the Government of Canada and the European Space Agency constituting an Amendment to Article IV, Paragraph 1, of the Agreement between the Government of Canada and the European Space Agency concerning Co-operation of January 9, 1984

Paris and Ottawa, December 17, 1986, and
April 15, 1987
In force April 15, 1987

France

Agreement on Economic and Industrial Co-operation between the Government of Canada and the Government of the French Republic

Ottawa, January 15, 1987
In force January 15, 1987

Agreement to amend the Agreement of October 4, 1956, between the Government of Canada and the Government of the French Republic on the Admission of Trainees to France and Canada

Ottawa, January 16, 1987
In force January 16, 1987

Protocol to the Taxation Convention between the Government of Canada and the Government of the French Republic signed on May 2, 1975

Ottawa, January 16, 1987

Agreement in the form of an Exchange of Letters between the Government of Canada and the Government of the French Republic concerning the employment of dependents of employees of each Government assigned to official missions in the other country

Paris, June 24, 1987

Agreement between the Government of Canada and the Government of the French Republic on Airworthiness

Paris, June 15, 1987

Greece

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Hellenic Republic on Commercial Scheduled Air Services

Athens, January 18, 1974
In force provisionally January 18, 1974
In force definitively January 26, 1977
Terminated provisionally August 20, 1984
Terminated definitively June 24, 1987

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Hellenic Republic on Air Transport

Toronto, August 20, 1984
In force provisionally August 20, 1984
In force definitively June 24, 1987

Guyana

Convention between Canada and the Cooperative Republic of Guyana for the Avoidance of Double Taxation and the

Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and for the Encouragement of International Trade and Investment

Georgetown, October 15, 1985
In force May 4, 1987
with effect from January 1, 1987

Hungary

Agreement on Film and Video Relations between the Government of Canada and the Government of the Hungarian People's Republic (with Annex)

Budapest, May 7, 1987
In force August 26, 1987

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Hungarian People's Republic for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy

Budapest, November 27, 1987

India

Agreement between the Government of Canada and the Government of India for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

New Delhi, October 30, 1985
In force September 16, 1986
with effect from January 1, 1987

Extradition Treaty between the Government of Canada and the Government of India

New Delhi, February 6, 1987
In force February 10, 1987

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of India constituting an Agreement to amend the Agreement on Air Services of 20 July, 1982

New Delhi, February 10, 1987
In force February 10, 1987

International Fund for Ireland

Agreement between the Government of Canada and the International Fund for Ireland regarding a Contribution by Canada to the Fund

Ottawa, April 27, 1987
In force April 27, 1987

Israel

Agreement between the Government of Canada and the Government of the State of Israel on Air Transport

Jerusalem, April 13, 1986
In force provisionally April 13, 1986
In force definitively March 24, 1987

Ivory Coast

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of the Ivory Coast on Air Transport (with Memorandum of Agreement)

Québec, September 3, 1987
In force provisionally September 3, 1987

Japan

Exchange of Notes between the Government of Canada and the Government of Japan providing for the Reciprocal Exemption from Income Tax of Earnings derived from the Operation of Ships

Ottawa, September 21, 1929
In force September 21, 1929
Terminated November 14, 1987
with effect from January 1, 1988

Convention between the Government of Canada and the Government of Japan for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income

Tokyo, September 5, 1964
In force April 30, 1965
Terminated November 14, 1987
with effect from January 1, 1988

Convention between the Government of Canada and the Government of Japan for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

Tokyo, May 7, 1986
In force November 14, 1987
with effect from January 1, 1988

Jordan

Agreement between the Government of Canada and the Government of the Hashemite Kingdom of Jordan concerning Investment Insurance

Ottawa, June 2, 1987
In force June 2, 1987

Kenya

Agreement between the Government of Canada and the Government of Kenya for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and on Capital

Ottawa, April 27, 1983
In force January 8, 1987
with effect from January 1, 1987

Malta

Agreement between Canada and the Republic of Malta for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income and on Capital

Valetta, July 25, 1986
In force May 20, 1987
with effect from January 1, 1987

Morocco

Agreement of Co-operation regarding the Transfer of Persons Incarcerated under Sentence between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Morocco

Rabat, May 4, 1987

Agreement on Film and Video Relations between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Morocco

Rabat, May 4, 1987
In force May 4, 1987

Netherlands

Convention between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income (with Protocol)

The Hague, May 27, 1986
In force August 21, 1987

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of the Netherlands

The Hague, February 26, 1987

New Zealand

Agreement on Film and Video Relations between the Government of Canada and the Government of New Zealand (with Annex)

Vancouver, October 16, 1987
In force October 16, 1987

Norway

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Norway

Oslo, November 12, 1985
In force January 1, 1987

Papua New Guinea

Agreement between Canada and Papua New Guinea for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with Respect to Taxes on Income

Vancouver, October 16, 1987

Philippines

General Agreement on Development Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Republic of the Philippines

Manila, November 13, 1987
In force November 13, 1987

Poland

Long Term Agreement on the Development of Economic and Industrial Co-operation between the Government of Canada and the Government of the Polish People's Republic

Warsaw, May 4, 1987
In force May 4, 1987

Convention between the Government of Canada and the Government of the Polish People's Republic for the Avoidance of Double Taxation with Respect to Taxes on Income and on Capital (with Protocol)

Warsaw, May 4, 1987

Portugal

Agreement between the Government of Canada and the Government of Portugal on Air Transport

Toronto, April 10, 1987

Saint Lucia

Agreement on Social Security between the Government of Canada and the Government of Saint Lucia

Castries, January 5, 1987

Saudi Arabia

Economic and Technical Co-operation Agreement between the Government of Canada and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia

Hull (Québec), October 5, 1987

St. Kitts and Nevis

General Agreement between the Government of Canada and the Government of St. Kitts and Nevis on Development Cooperation

St. Kitts and Nevis, June 4, 1987

Switzerland

Agreement on Film and Video Relations between the Government of Canada and the Swiss Federal Council (with Annex)

Berne, October 22, 1987
In force provisionally October 22, 1987

Agreement between the Government of Canada and the Swiss Federal Council for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy (with Annexes and Related Exchanges of Letters)

Berne, December 22, 1987

Agreement in the Form of an Exchange of Letters with Respect to the Agreement between the Government of Canada and the Swiss Federal Council for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy signed on December 22, 1987

Berne, December 22, 1987
In force December 22, 1987

Agreement in the form of an Exchange of Letters to facilitate the Implementation of Article V of the Agreement between the Government of Canada and the Swiss Federal Council for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy signed at Berne on December 22, 1987

Berne, December 22, 1987

Agreement in the form of an Exchange of Letters concerning the Application of Article VI of the Agreement between the Government of Canada and the Swiss Federal Council for Co-operation in the Peaceful Uses of Nuclear Energy signed at Berne on December 22, 1987

Berne, December 22, 1987

United Kingdom

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom for Air Services between and beyond their respective Territories

Ottawa, August 19, 1949
In force August 19, 1949
Notice of Termination by the U.K. September 18, 1986
effective September 18, 1987

Exchange of Notes between Canada and the United Kingdom amending the Agreement of August 19, 1949, for Air Services between and beyond their respective Countries

Ottawa, August 18, 1958
In force August 18, 1958
Notice of Termination by the U.K. September 18, 1986
effective September 18, 1987

Exchange of Notes between Canada and the United Kingdom amending the Agreement for Air Services between and beyond the two countries signed at Ottawa August 19, 1949

Ottawa, September 6, 1960
In force September 6, 1960
Notice of Termination by the U.K. September 18, 1986
effective September 18, 1987

Exchange of Notes between Canada and the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland amending the Agreement for Air Services signed at Ottawa August 19, 1949, as amended on August 18, 1958, and September 6, 1960

London, April 14, 1981
In force January 1, 1981
Notice of Termination by the U.K. September 18, 1986
effective September 18, 1987

Convention between the Government of Canada and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland providing for the Reciprocal Recognition and Enforcement of Judgments in Civil and Commercial Matters

Ottawa, April 24, 1984
In force January 1, 1987

United Nations

Agreement between the Government of Canada and the United Nations concerning the Establishment and Support of an Information Office for North America and the Caribbean of the United Nations Centre for Human Settlements (Habitat)

Nairobi, March 31, 1987
In force March 31, 1987
with effect from October 1, 1986

United States of America

Agreement between the Government of Canada and the Government of the United States of America on the Conservation of the Porcupine Caribou Herd

Ottawa, July 17, 1987
In force July 17, 1987

Protocol amending the 1978 Agreement between Canada
and the United States of America on Great Lakes Water Quality,
as amended on October 16, 1983

Toledo, Ohio, November 18, 1987
In force November 18, 1987

Exchange of Notes between the Government of Canada
and the Government of the United States of America amending
the Agreement concerning the Application of Tolls on the
St. Lawrence Seaway

Washington, May 7 and December 22, 1987
In force December 22, 1987

Free-Trade Agreement between the Government of Canada
and the Government of the United States of America

Ottawa, December 22, 1987 and January 2, 1988
Washington and Palm Springs, December 23, 1987
and January 2, 1988



Appendix III
Multilateral international
agreements
(calendar year 1987)

International Air Services Transit Agreement

Done at Chicago, December 7, 1944
Signed by Canada February 10, 1945
Canada's Instrument of Acceptance deposited
February 10, 1945
In force January 30, 1945
In force for Canada February 10, 1945
Notice of withdrawal by Canada November 12, 1986
On November 10, 1987, Canada revoked this
notification of withdrawal and deposited a new
notice of withdrawal, to become effective on
November 10, 1988

Convention on Psychotropic Substances

Done at Vienna, February 21, 1971
Canada's Instrument of Accession deposited
June 18, 1987
In force August 16, 1976
In force for Canada September 16, 1987

Reservation

"Whereas Canada is desirous of acceding to the Convention on Psychotropic Substances, 1971, and whereas Canada's population includes certain small clearly determined groups who use in magical or religious rites certain psychotropic substances of plant origin included in the schedules to the said Convention, and whereas the said substances occur in plants which grow in North America but not in Canada, a reservation of any present or future application, if any, of the provisions of the said Convention to peyote is hereby made pursuant to Article 32, paragraph 3 of the Convention."

International Convention on Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Seafarers, 1978

Done at London, July 7, 1978
Canada's Instrument of Accession deposited
November 6, 1987
In force April 28, 1984

Reservation

"The Government of Canada reserves its position with regard to the provisions of paragraph 6(d) of the Appendix to Regulation II/2 and paragraph 16 of the Appendix to Regulation II/4 in the Annex to the International Convention on Standards of Training, Certification and Watchkeeping for Seafarers, 1978 in respect of the compulsory knowledge of an ability to use the English language.

The position of the Government of Canada is that the provisions of those paragraphs which refer to the ability to use navigational publications in English, and the need to have an adequate knowledge of the English language, are not applicable to Canada as there are two official languages in Canada: English and French. Both languages have equal status, consequently candidates for certificates may choose to be examined in either language."

Convention on the Physical Protection of Nuclear Material

Done at New York and Vienna, March 3, 1980
Signed by Canada September 22, 1980
Canada's Instrument of Ratification deposited
March 21, 1986
In force for Canada February 8, 1987

General Regulations of the Universal Postal Union
Annex: Rules of Procedures for Congresses

Done at Hamburg, July 27, 1984
Signed by Canada July 27, 1984
Canada's Instrument of Ratification deposited
January 8, 1987
In force January 1, 1986
In force for Canada January 8, 1987

Universal Postal Convention; Final Protocol and Detailed Regulations

Done at Hamburg, July 27, 1984
Signed by Canada July 27, 1984
Canada's Instrument of Ratification deposited
January 8, 1987
In force January 1, 1986
In force for Canada January 8, 1987

Third Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union

Done at Hamburg, July 27, 1984
Signed by Canada July 27, 1984
Canada's Instrument of Ratification deposited
January 8, 1987
In force January 1, 1986
In force for Canada January 8, 1987

Convention Against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment

Done at New York, December 10, 1984
Signed by Canada August 23, 1985
Canada's Instrument of Ratification deposited

June 24, 1987
In force June 26, 1987
In force for Canada July 24, 1987

Protocol to the 1979 Convention on Long Range Transboundary Air Pollution on the Reduction of Sulphur Emissions or their Transboundary Fluxes by at least 30 per cent

Done at Helsinki, July 8, 1985
Signed by Canada July 9, 1985
Canada's Instrument of Ratification deposited
December 14, 1985
In force for Canada September 2, 1987

Convention establishing the Multilateral Investment Guarantee Agency

Done at Seoul, October 11, 1985
Canada's Instrument of Ratification deposited
October 30, 1987

Montreal Protocol on Substances that deplete the Ozone Layer

Done at Montreal, September 16, 1987
Signed by Canada September 16, 1987

Final Acts of the World Administrative Radio Conference for the Planning of the H F Bands Allocated to the Broadcasting Service

Done at Geneva March 8, 1987
Signed by Canada March 8, 1987

Final Acts of the World Administrative Radio Conference for the Mobiles Services

Done at Geneva October 17, 1987
Signed by Canada October 17, 1987

Agreement on the Resolution of Practical Problems with respect to Deep Seabed Mining Areas (with Annexes)

Done at New York August 14, 1987
In force for Canada August 14, 1987

International Convention on the Harmonized Commodity Description and Coding Systems

Done at Brussels, June 14, 1983
Signed by Canada, December 10, 1986
Canada's Instrument of Ratification deposited
December 15, 1987

Protocol of Amendment to the International Convention of the Harmonized Commodity Description and Coding System

Done at Brussels, June 24, 1986
Canada's Instrument of Acceptance deposited
December 15, 1987

Second Geneva (1987) Protocol to the General Agreement on Tariffs and Trade

Done at Geneva, October 5, 1987
Canada's Instrument of Acceptance deposited
December 23, 1987

GATT Protocol (1986) amending the Annex to the Agreement on Trade in Civil Aircraft of 12 April 1979

Done at Geneva December 2, 1986
Canada's Instrument of Acceptance deposited
December 23, 1987